

MINISTÈRE DES TRANSPORTS,
DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE
L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Étude des crédits 2017-2018

Questions particulières de
l'opposition officielle
1 à 165

Questions particulières du
deuxième groupe de l'opposition
1 à 203

AVRIL
2017



MINISTÈRE DES TRANSPORTS,
DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE
L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Étude des crédits 2017-2018

Questions particulières de
l'opposition officielle
1 à 165

AVRIL
2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTIONS OFFICIELLES

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du Ministère, pour l'année 2016-2017, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Évolution de l'effectif d'ingénieurs et de techniciens au Ministère depuis 2003 en ventilant par catégorie d'emploi et par année. Indiquer le nombre d'ingénieurs et de techniciens supplémentaires embauchés chaque année et les prévisions pour 2017- 2018 et les trois années suivantes.
3. Actions prises en suivi du rapport de la Commission sur l'administration publique de juin 2016 sur les auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative pour améliorer le climat de travail et la gestion du ministère, et répondre aux allégations d'intimidation et de harcèlement soulevées par Annie Trudel et Louise Boily.
4. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2016-2017 qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis.
5. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.
6. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt).
7. Liste des ateliers, formations, conférences, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et de ses organismes au cours de l'année 2016-2017. Indiquer :
 - a. le lieu;
 - b. le coût;
 - c. la ou les dates de participation;
 - d. le nombre de participants;
 - e. le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f. le nom de la formation ou de l'activité.
8. Sommes dépensées en 2016-2017 (prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achats de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

9. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant, pour chacun:
 - a. son mandat;
 - b. la liste des membres;
 - c. le budget dépensé;
 - d. le montant engagé, ventilé par frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e. les résultats atteints.
10. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2016-2017. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor auprès du ministère ou de l'un de ses organismes.
11. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
12. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
13. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2016-2017:
 - a. la liste de tous les concours et tirages effectués;
 - b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
14. Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2016-2017 :
 - a. le nom de toutes les campagnes;
 - b. les coûts de ces campagnes;
 - c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
 - d. les dates de diffusion de la campagne;
 - e. les objectifs visés par chaque campagne.
15. Liste détaillée des travaux effectués sur l'autoroute 25 :
 - a. l'échéancier des travaux;
 - b. l'état de l'arpentage effectué par le partenaire privé;
 - c. le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;
 - d. toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
 - e. l'état de situation du système de péage, nombre de plaintes enregistrées et de véhicules non identifiés sur le passage payant en 2016-2017.
16. Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal :
 - a. l'état d'avancement du projet;
 - b. copie des rapports, ententes, études ou autres réalisés à ce jour;
 - c. les dates des rencontres entre les fonctionnaires du Ministère et ceux de la Ville de Montréal; fournir un état des négociations;
 - d. l'échéancier des travaux;
 - e. le bilan des sommes investies en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

17. Liste détaillée des travaux effectués, coûts et échéanciers pour les routes ci-dessous.
- Ventiler par année pour chacune des années (2015-2016 et 2016-2017) et inclure les prévisions pour 2017-2018 :
- a. l'autoroute 20, incluant toute note, rapport, état de situation, échéancier, concernant le prolongement entre Rivière-du-Loup et Rimouski;
 - b. l'autoroute 19
 - c. l'autoroute 15;
 - d. l'autoroute 10;
 - e. l'autoroute 50;
 - f. l'autoroute 55;
 - g. l'autoroute 73;
 - h. l'autoroute 40;
 - i. l'autoroute 75;
 - j. l'autoroute 85 ;
 - k. l'autoroute 35 ;
 - l. l'autoroute Alma-La Baie;
 - m. la route 132;
 - n. la route 175 - inclure une copie de toutes les ententes de financement avec Ottawa;
 - o. la route 169;
 - p. la route 167;
 - q. la route 109;
 - r. la route 113;
 - s. la route 116;
 - t. la route 117;
 - u. la route 155;
 - v. la route 133 ;
 - w. la route 138;
 - x. la route 185;
 - y. la route 367.
 - z. boulevard Saint-Michel (Montréal);
 - aa. l'élargissement de l'autoroute 73;
 - bb. le projet de REM par la CDPQ Infra.
18. État des négociations sur le financement du REM de la CDPQ Infra et estimation des contributions des organismes et gouvernements publics au fonctionnement du REM.
19. Portrait des activités du PPP pour les ponts des autoroutes 25 et 30. Pour chacune des 5 dernières années, indiquer les revenus totaux pour chaque pont, la part revenant au gouvernement, les sommes dépensées dans l'entretien des ponts, ainsi que l'estimation des travaux futurs sur les ponts, de l'achalandage et des tarifs. Fournir les ententes pour l'exploitation de chacun des ponts. Expliquer l'utilisation faite des revenus du péage.
20. Détail des travaux et des investissements effectués sur la Route verte pour les 5 dernières années. Estimations pour l'an prochain. Fournir la liste des municipalités bénéficiaires.
21. Liste des sites dangereux et accidentogènes du réseau routier. Crédits prévus par site et dépensés par site pour chaque année financière depuis 2011. Prévisions d'investissements dans des interventions de sécurité routière en 2017-2018.

22. Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2016-2017 pour la réfection de l'échangeur Turcot. Indiquer aussi :
- a. l'échéancier des travaux et le détail des investissements prévus pour 2017-2018;
 - b. la liste des travaux reportés depuis 2010 et les échéanciers (initial et modifié) pour chacun;
 - c. la liste des ententes, études, analyses, rapports ou autres effectués à ce jour;
 - d. la liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux, et l'état des appels d'offres en cours;
 - e. le coût estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;
 - f. le coût estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.
23. Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2016-2017 pour la construction du nouvel échangeur Turcot. Indiquer aussi :
- a. l'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation;
 - b. l'état des appels d'offres en cours;
 - c. le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet.
24. Concernant le pont de l'île d'Orléans, fournir :
- a. la liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);
 - b. le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2016-2017, ainsi que les prévisions et l'échéancier pour 2017-2018;
 - c. copie de tout autre rapport, entente, étude et analyse réalisés à ce jour.
25. Concernant le pont Gouin à Saint-Jean-sur-Richelieu, fournir :
- a. la liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);
 - b. le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2016-2017, ainsi que les prévisions et l'échéancier pour 2017-2018;
 - c. copie de tout autre rapport, entente, étude et analyse réalisés à ce jour.
26. Concernant les projets de haltes routières, fournir :
- a. la liste des travaux de réfection ou de construction effectués en 2016-2017, avec les coûts détaillés;
 - b. les prévisions et l'échéancier des travaux en 2017-2018 et pour les années suivantes, s'il y a lieu;
 - c. copie de toute entente signée avec un partenaire privé;
 - d. l'état des appels d'offres bilan du partenariat public-privé.
27. Concernant le tunnel Mont-Royal, fournir:
- a. l'état de situation de la sécurité du tunnel, ainsi que la liste et une copie des rapports et des études à ce sujet;
 - b. la liste des travaux effectués en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
28. Concernant le Bureau de la mise en œuvre du partenariat public-privé, fournir :
- a. le bilan des activités pour 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;
 - b. la ventilation du budget total, par catégorie, pour 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;
 - c. le budget de fonctionnement pour 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018;
 - d. l'effectif équivalent ETC pour 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.

29. Concernant le Bureau d'implantation du métro de Montréal, fournir, pour 2016-2017 :
- a. l'organigramme;
 - b. le nombre d'employés;
 - c. les coûts de fonctionnement;
 - d. le budget global et ventilé;
 - e. le bilan des activités;
 - f. fournir également les prévisions pour 2017-2018, ainsi que la liste, le détail et les coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro dans la région de Montréal.
30. Concernant le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR), fournir:
- a. la liste des travaux réalisés en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, pour chacune des circonscriptions électorales;
 - b. le détail des sommes constituant le FCARR au 31 décembre 2014, les prévisions pour 2017-2018, ainsi que la répartition par durée d'amortissement;
 - c. les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts du FCARR pour 2016-2017 et celles estimées pour 2017-2018, ainsi que la répartition par durée d'amortissement.
31. Concernant le programme d'aide financière aux municipalités pour l'entretien des routes. (PAERRL), fournir :
- a. les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2012-2013;
 - b. la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2016-2017
32. Concernant le Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal. (PAARRM), fournir :
- a. les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2012-2013;
 - b. la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2016-2017.
33. Bilan du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun, au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2014, en précisant:
- a) les montants versés à chacun des organismes publics de transport;
 - b) le nombre total d'automobilistes, dans chacune des municipalités, ayant versé la contribution de 30 \$;
 - c) statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun (en %, selon la provenance des usagers).
34. Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé des subventions en 2016-2017, avec ventilation des montants versés par organisme et par projet. Fournir la liste des projets refusés.
35. Liste et détail des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère, avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, au cours de l'année 2016-2017.
36. Liste et détail des montants consacrés par le ministère en 2016-2017 à l'inspection et à l'entretien des ponts, des viaducs et d'autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien ou inspection). Fournir les prévisions pour 2017-2018.
37. Liste détaillée des acquisitions, des dispositions et des ventes de terrains et d'immeubles par le ministère en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

38. Liste et détail des consultations menées par le ministère auprès des communautés autochtones en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018. Fournir le nom et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le ministère pour mener ces consultations.
39. Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.
40. Crédits affectés, par programme, à la voirie locale depuis 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2017-2018. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.
41. Liste des projets de voie réservée à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir, pour chaque région, la liste des projets reportés depuis 2007 et la liste des projets réalisés en 2016-2017 (incluant leurs coûts).
42. Sommes dépensées par le ministère en 2016-2017 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du ministère, en pourcentage du total
43. Sommes octroyées en vertu du Programme d'aide visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre (PAREGES), ainsi que la liste et le détail des programmes ou des projets financés.
44. État d'avancement et coûts reliés aux études, aux scénarios ou aux analyses concernant les projets de tramway à Québec, à Montréal, à Laval et dans toute autre ville du Québec (s'il y a lieu).
45. État d'avancement, montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures (PQI), liste des différents scénarios analysés (incluant, s'il y a lieu, pour chacun des scénarios, les coûts totaux et l'achalandage quotidien et annuel estimés), et coûts reliés aux études relatives aux projets suivants :
 - a. Élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec;
 - b. Prolongement du réseau de métro de Montréal (ensemble des lignes à l'étude);
 - c. Transit sur le nouveau pont Champlain;
 - d. Connexion du nouveau pont Champlain au réseau routier québécois
 - e. Train de l'Ouest;
 - f. Train de l'Est;
 - g. Réfection de la route 389 entre Baie-Corneau et Fermont;
 - h. Faisabilité de la voie de contournement à Lac-Mégantic;
 - i. Parachèvement de l'autoroute 19;
 - j. Construction de trois traversiers;
 - k. Accès aux ports de Québec et de Montréal (stratégie maritime);
 - l. Pôle logistique de la stratégie maritime en Montérégie ;
 - m. Élargissement de l'autoroute 73;
 - n. Projet de REM par la CDPQ Infra.
46. État d'avancement, liste des différents scénarios analysés (incluant les coûts estimés pour chacun des scénarios et les coûts reliés aux études ou aux analyses relatives au lien ferroviaire du Nord.
47. État d'avancement et ventilation des sommes allouées à l'électrification des transports dans le budget 2017-2018.
48. Liste détaillée des projets et des sommes allouées (par projet) à l'électrification des transports en 2016-2017.
49. État d'avancement, montants alloués dans le budget 2017-2018 et ventilation des sommes allouées à la stratégie de mobilité durable.
50. Ventilation des montants alloués au Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration des services du transport collectif, pour l'année 2017-2018.

51. Liste détaillée des travaux effectués sur le pont Honoré-Mercier. Fournir :
- a. l'échéancier des travaux;
 - b. le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
 - c. toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
 - d. toutes les études réalisées ou les projets d'étude pour sa réfection ou son remplacement;
 - e. le montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures.
52. Sommes versées en 2016-2017 en transport collectif pour les régions du Québec et les communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC; inclure la prévision des sommes pour 2017-2018.
53. Crédits affectés aux différents programmes de la Route verte pour 2016-2017, ventilés par projet et par région administrative. Fournir les prévisions pour 2017-2018. Impact de la coupe de 2,8 M\$ du programme d'entretien de la Route verte sur l'ensemble du réseau.
54. État d'avancement, copie de toute étude et de tout échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor et de tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine. Fournir les coûts liés aux études.
55. État d'avancement et sommes engagées par le ministère pour le projet de navette ferroviaire pour passagers entre l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau et le centre-ville de Montréal pour 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
56. Ventilation des ressources financières consacrées en 2016-2017, par année et par région administrative, au programme de transport adapté. Préciser, pour chaque région, le nombre de personnes en attente du service et la durée moyenne des délais d'attente. Inclure les prévisions pour 2017-2018.
57. Sommes investies en 2016-2017 pour la réfection de l'aéroport international Jean-Lesage et la provenance de ces fonds. Inclure les détails de l'avancement des travaux et la liste des contrats octroyés jusqu'à présent, ainsi que les prévisions pour 2017-2018. Inclure également le détail des sommes investies et l'échéancier pour l'ouverture du centre de pré-dédouanement américain sur le territoire de l'aéroport.
58. Pour l'unité anticollusion du ministère, fournir :
- a. le nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC);
 - b. les sommes ventilées affectées à l'unité en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016 et en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018;
 - c. le bilan des activités de l'unité au cours de la dernière année.
59. Liste de tous les contrats octroyés ou des honoraires professionnels versés par le ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce, pour chaque année financière depuis 2005-2006.
60. Liste et détail des ententes signées entre le ministère et une compagnie ou un organisme privé pour la construction, le prolongement et l'entretien d'une route.
61. Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois, fournir :
- a. l'état d'avancement du projet et les coûts totaux engagés à ce jour;
 - b. l'estimation du coût total du projet;
 - c. la liste et le détail des contrats octroyés en 2016-2017 à cette fin, incluant les coûts et le nom du fournisseur;
 - d. la liste des appels d'offres en cours;
 - e. les prévisions pour 2017-2018.

62. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Direction de la vérification interne et de l'évaluation des programmes en 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.
63. Concernant les vérificateurs internes, fournir, pour chacune des 14 directions territoriales :
- a. la liste des vérificateurs et leur rémunération;
 - b. un état de situation de leurs activités et le détail des rapports remis au comité de vérification du ministère;
 - c. le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.
64. Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2016-2017, en indiquant:
- a. la nature du contrat;
 - b. le mode d'octroi;
 - c. le nom de l'entreprise qui a obtenu le contrat;
 - d. le coût initial prévu et le coût final, incluant les avenants ou les suppléments.
65. Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2016-2017, et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chacun.
66. Bilan de l'implantation du Système de reconnaissance des plaques d'immatriculation (SRPI), en précisant :
- a. les coûts détaillés et les revenus générés par le projet-pilote;
 - b. les coûts ventilés d'implantation du système;
 - c. le nombre de constats d'infraction délivrés en 2016-2017;
 - d. le nombre d'appareils en service;
 - e. les prévisions pour 2017-2018.
67. Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir, pour 2016-2017 (ainsi que les prévisions pour 2017-2018):
- a. le budget détaillé, les subventions accordées et les coûts engendrés;
 - b. le détail et le bilan des activités de chacun des programmes;
 - c. les ressources humaines qui y sont affectées;
 - d. le nom de la ou des firmes responsables du programme ou de la campagne, s'il y a lieu;
 - e. la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.
68. Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le ministère et par la SAAQ, pour 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivants :
- a. En ville sans ma voiture;
 - b. Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant;
 - c. Semaine de la courtoisie au volant;
 - d. Mois du piéton;
 - e. Coupe ton moteur.
69. Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), fournir la liste détaillée de l'effectif de la SAAQ, pour chaque année depuis 2012, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
70. Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ, ventilation par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour 2016-2017 et pour les quatre années financières précédentes.
71. Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2012, et détail des causes et des conséquences de ces accidents.
72. Liste des accidents répertoriés impliquant des véhicules de déneigement pour l'année 2016-2017. Fournir aussi la liste des membres et des activités du Comité stratégique sur le déneigement.
73. Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités et de tous les avertissements donnés aux conducteurs de véhicule lourd, selon le type d'infraction (limitateur de vitesse, fatigue au volant, etc.), par année, depuis 2007.

74. État de situation du projet pilote Uber. Fournir le nombre d'inspections et de contrôles routiers effectués sur des chauffeurs d'Uber inc. Inclure le sommaire des infractions constatées, par catégorie, et les suivis faits des inspections.
75. Fournir les statistiques sur le nombre de déplacements effectués par Uber dans le cadre du projet pilote, par semaine et pour chacune des catégories suivantes : 50 000 heures et moins, 50 000 à 100 000 heures, 100 000 à 150 000 heures et 150 000 heures ou plus.
76. Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2016-2017 pour les véhicules lourds.
77. Nombre de certificats d'exemption de pneus d'hiver émis pour 2016-2017, avec le détail des motifs d'exemption. Fournir les coûts administratifs liés à la gestion et à la délivrance de ces exemptions.
78. Donner la liste des projets de transport ou d'infrastructures identifiés par le gouvernement pour recevoir du financement par les divers fonds d'infrastructures fédéraux.
79. État de situation pour le renouvellement des voitures de métro MR-73. Indiquer les détails du plan de renouvellement et l'échéancier pour le remplacement de l'ensemble des voitures.
80. Concernant le Fonds de la sécurité routière, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2016-2017 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide et le montant reçu.
81. État de situation, liste des travaux et sommes investies dans le dossier du prolongement de la route 138 depuis la résiliation de l'entente-cadre de 100 M\$ pour le projet de développement d'un lien routier entre les localités de Kegaska et de Vieux-Fort, sur la Basse-Côte-Nord, avec la compagnie Pakatan Meskanau de la Grande Séduction.
82. Copie des notes ministérielles, des avis de pertinence, des mémos, de la correspondance, des courriels ou de tout autre document pertinent qui ont motivé la décision du ministre d'ajouter l'étude d'un train de surface au mandat du bureau de projet sur le prolongement de la ligne bleue de l'AMT.
83. Indiquer les programmes auxquels seront affectées les sommes prévues pour les transports collectifs et actifs d'ici 2020, notamment le différentiel entre les sommes transférées au MTMDET (1200 M\$ du Fonds vert) et les dépenses de programme annoncées à ce jour (660 M\$).
84. Quels seront, en 2017-2018, les transferts du Fonds vert en direction du MTMDET, et à quelles fins ces sommes seront-elles affectées?
85. Quels ont été, en 2016-2017, les transferts du Fonds vert en direction du MTMDET, et à quelles fins ces sommes ont été affectées?
86. Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) en 2016-2017 et pour les trois dernières années. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan de 2017 à 2019.
87. Nombre de véhicules électriques, de véhicules hybrides « branchables » et de véhicules hybrides immatriculés au Québec pour les années 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, et 2016. Inclure la ventilation par modèle et par marque de véhicule.
88. Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2016-2017 concernant l'élargissement de l'autoroute Henri-IV. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.
89. Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2016-2017 concernant la reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

90. Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2016-2017 concernant l'impact sur le réseau routier de la construction de l'édifice Le Phare par le groupe Dallaire à Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.
91. Coût de l'étude de faisabilité Tramway/SRB réalisée conjointement par les villes de Québec et de Lévis et le ministère des Transports.
92. Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo). Indiquer aussi la destination et l'utilisation des sommes perçues (fonds consolidé du revenu, financement d'un programme spécifique, etc).
93. Concernant les travaux du comité de concertation du ministère des Transports et des firmes de génie-conseil, relancé le ou vers le 15 février 2016, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre documents pertinents depuis 2004.
94. Concernant les travaux du comité sur la planification et la coordination des travaux, lancé conjointement par le MTMDET et la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) le ou vers le 22 juin 2011, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre document pertinent. Faire de même pour les comités au mandat similaire qui lui ont succédé, s'il n'existe plus.
95. Suivi de la déclaration d'intention faite le ou vers le 11 août 2016 par le ministre des Transports en matière de réglementation du transport de matières dangereuses. Indiquer les actions et décisions prises depuis le tragique accident du 9 août 2016 sur l'autoroute métropolitaine à Montréal.
96. État de situation pour chacun des navires de la flotte (en indiquant leur lieu d'opération) de la Société des traversiers du Québec, incluant les navires en construction et les projets futurs.
 - a. Inclure les travaux d'entretiens passés et futurs prévus pour les navires en opération.
 - b. Pour les navires en construction, détailler les coûts prévus à chacune des étapes de la construction, incluant la conception et la mise en chantiers, avec les modifications au projet initial et les impacts financiers associés.
97. État de situation et échéancier pour les grands projets en transports dans la région de la capitale nationale et les prévisions pour 2017-2018.
98. Indiquer les sommes engagées et les rapports produits dans l'étude du « troisième lien » entre les rives Nord et Sud de Québec pour les 5 dernières années
99. Mise à jour du Répertoire statistique oo Transport adapté, pour les années 2011 à 2016, incluant notamment :
 - a. le nombre de personnes handicapées admises par les divers services;
 - b. le nombre d'heures moyen de service par semaine;
 - c. le nombre de déplacements;
 - d. le tarif de base moyen;
 - e. le nombre de kilomètres moyen parcouru par véhicule;
 - f. le nombre et le type des véhicules : minibus, taxis, etc.;
 - g. la dépense totale;
 - h. la contribution des usagers, du municipal et du gouvernement du Québec;
 - i. les revenus totaux;
 - j. le coût moyen par usager.
100. État de situation sur la réorganisation de la gouvernance des transports en commun dans la grande région de Montréal et de la création de la nouvelle Autorité régionale de transport métropolitain.
101. Le montant perçu pour la taxe sur l'immatriculation de 45 \$ versée à l'agglomération de Montréal et le nombre d'automobilistes visés. Répartir pour chacune des municipalités soumises à la contribution.

102. Concernant l'application par le ministère des articles Cahier des charges et devis généraux (CCDG) - Infrastructures routières - Déneigement et déglacage aux sous-traitants concernés :
- a. « 3.5 Travaux imprévus » : nombre de cas par année et montant total des travaux effectués par année, pour les 5 dernières années.
 - b. « 3.7 Conditions manifestement différentes » : nombre de demandes par année et montant total par année, pour les 5 dernières années.
 - c. « 4.1 Obligation du prestataire de services relativement au mode d'assurance de la qualité » : nombre de défauts de respecter les obligations en matière d'assurance de la qualité par année et total des frais engagés pour remédier aux manquements par année, pour les 5 dernières années.
 - d. « 4.2 Matériaux » : nombre de tests de conformité des abrasifs par année et nombre de cas non-conformité par année, pour les 5 dernières années.
 - e. « 7.4 Retenue pour matériel non disponible » : nombre de cas par année et montant total des retenues permanentes par année, pour les 5 dernières années.
 - f. « 7.6 Travaux défectueux » : nombre d'avis écrits émis par année, nombre de corrections inacceptables, de refus de corriger ou de négligence de corriger par année, et montant total pour les paiements des dépenses engagées imposés aux sous-traitants par année, pour les 5 dernières années.
 - g. « 7.7 Défaut d'exécution » : nombre de mises en demeure pour défaut d'exécution par année et nombre de cas d'inaction du prestataire de services par année, pour les 5 dernières années.
 - i. « 7.7.1 Avertissement et avis de réprimande » : nombre d'avertissements émis par année et nombre d'avis de réprimande émis par année, pour les cinq dernières années.
 - ii. « 7.7.2 Retenue pour défaut d'exécution » : Montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution à la suite de l'émission d'un avertissement par année, et montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution à la suite de l'émission d'un avis de réprimande par année, pour les 5 dernières années.
 - h. « 7.8 Évaluation du rendement du prestataire de services » : nombre d'évaluations de rendement émises annuellement et nombre d'évaluations de rendement jugées insatisfaisantes par année, pour les 5 dernières années.
 - i. « 8.3 Avenant au contrat » : nombre d'avenants au contrat autorisés par année et montant total des avenants autorisés par année, pour les 5 dernières années.
 - j. « 8.6 Retenues spéciales » : nombre de retenues spéciales autorisées par année et montant total des retenues spéciales par année, pour les 5 dernières années.
 - k. « 9.1 Résiliation par volonté du ministre » : nombre de résiliations de contrat par année, pour les 5 dernières années.
103. Nombre de kilomètres pondérés de route du Québec déneigés en régie interne par le MTMDET, par les municipalités et par des sous-traitants, par année, pour les 10 dernières années.
104. Valeur annuelle des contrats de déneigement par année, pour les 10 dernières années.
105. Nombre moyen de kilomètres pondérés déneigés par contractant, par année, pour les 10 dernières années.
106. Liste des contractants en déneigement ayant obtenu un rendement insatisfaisant par année pour les 10 dernières années.
107. Nombre de contrats de plus de 100 000 \$ en déneigement par année, pour les 10 dernières années.
108. Plaintes liées au déneigement reçues par le MTMDET par année, pour les 10 dernières années.
109. À partir de quel niveau de rendement, calculé sur l'équité totale du projet du REM, le gouvernement du Québec recevra-t-il plus de dividendes qu'il ne verse de contributions à l'exploitation?

110. Quelles sont les contributions à l'exploitation du REM prévues en provenance du gouvernement du Québec pour les années 2023-2024 et suivantes?
111. Le montant de 133,2 M\$ prévu pour 2022-2023 sera-t-il récurrent? Sera-t-il stable, indexé, ou majoré selon une autre formule? Si oui, préciser laquelle:
112. Pour le programme « Écocardionnage (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
- le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
 - la description du projet;
 - la date de versement de l'aide financière accordée;
 - le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
113. Pour le programme « Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
- le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
 - la description du projet;
 - la date de versement de l'aide financière accordée;
 - le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
114. Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun:
- le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
 - la description du projet;
 - la date de versement de l'aide financière accordée;
 - le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX\$
provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
115. Pour le programme« Programme Véloce II », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
- le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
 - la description du projet;
 - la date de versement de l'aide financière accordée;
 - le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant
des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

116. Pour le programme « Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
- le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
 - la description du projet;
 - la date de versement de l'aide financière accordée;
 - le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
117. Pour le programme « Écocamionnage (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises) », fournir la ventilation suivante :
- l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 - base annuelle (en Mt C02);
 - le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (en Mt C02);
 - le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
 - la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
 - les investissements totaux des projets (en millions\$);
 - les aides financières totales du ministère (en millions\$);
 - le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
 - le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
118. Pour le programme « Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF) », fournir la ventilation suivante :
- l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 - base annuelle (en Mt C02);
 - le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
 - le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
 - la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
 - les investissements totaux des projets (en millions\$);
 - les aides financières totales du ministère (en millions\$);
 - le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
 - le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
119. Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la ventilation suivante:
- l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 - base annuelle (en Mt C02);
 - le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (en Mt C02);
 - le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
 - la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
 - les investissements totaux des projets (en millions\$);
 - les aides financières totales du ministère (en millions\$);
 - le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
 - le nombre d'emplois créés ou maintenus par. ces investissements.

120. Pour le programme« Programme Véloce II »,fournir la ventilation suivante:
- l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 - base annuelle (en Mt C02);
 - le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 - base annuelle (en Mt C02);
 - le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
 - la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
 - les investissements totaux des projets (en millions\$);
 - les aides financières totales du ministère (en millions\$);
 - le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
 - le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
121. Pour le programme« Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) », fournir la ventilation suivante :
- l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 - base annuelle (en Mt C02);
 - le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
 - le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
 - la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
 - les investissements totaux des projets (en millions\$);
 - les aides financières totales du ministère (en millions\$);
 - le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
 - le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
122. Taux de réalisation des investissements planifiés en transport en commun. Taux pour le réseau routier. Qu'est-ce qui explique la différence?
123. Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier, au PQI gouvernemental.
124. Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?
125. Projets ou sommes prévus (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routier et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs, par rapport à l'an dernier.
126. Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?
127. Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et prévus pour 2017-2018. ventilés en fonction des sources de revenus.
128. Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs du MTMDET par rapport à l'an dernier.
129. Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100 % ou 75 % par les programmes du MTMDET par rapport à l'an dernier.
130. Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.
131. Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec à la phase 1 du programme fédéral.

132. Nombre de projets soumis durant la dernière année au MTMDET pour les différents volets du PADTC et du PAGTCP. Nombre de projets acceptés, refusés et en attente de décision.
133. Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.
134. Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2009, et la liste des projets réalisés en 2016-2017 (avec leurs coûts).
135. Bilan comptable pour la dernière année du FORT, incluant les revenus et dépenses par catégories.
136. Prévision de revenus du FORT pour l'an prochain.
137. Recettes prévues par la taxe sur l'essence prélevée par le gouvernement du Québec sur un horizon de cinq ans.
138. Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 et en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :
 - a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
 - b. la description du projet;
 - c. la date de versement de l'aide financière accordée;
 - d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
 - e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
 - f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.
139. Ventilation des montants alloués au Programme d'aide au développement du transport collectif, pour l'année 2016-2017.
140. Liste des documents produits et commandés par le MTMDET en réponse au rapport du BAPE sur le projet de prolongement de la A-19.
141. Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant le prolongement de la A-13.
142. Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant l'élargissement de la A-30.
143. Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant le prolongement de la A-440.
144. Liste des subventions versées par le PAGTCP admissibles au Fonds vert en 2016- 2017.
145. Critères utilisés par le MTMDET pour déterminer quels « projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions des GES » sont qualifiables pour recevoir des sommes virées du Fonds vert au FORT.
146. Total des GES évités en transport grâce aux subventions issues du PACC. Ventiler par secteur (routier, marchandises, etc.)

147. Indiquer, pour la section « 3.5 Travaux imprévus », le nombre de cas par année et le montant total des travaux effectués par année, pour les cinq dernières années.
148. Indiquer, pour la section « 3.7 Conditions manifestement différentes », le nombre de demandes par année et le montant total par année, pour les cinq dernières années.
149. Indiquer, pour la section « 4.1 Obligation du prestataire de services relativement au mode d'assurance de la qualité », le nombre de défauts de respecter les obligations en matière d'assurance de la qualité par année et total des frais engagés pour remédier aux manquements par année, pour les cinq dernières années.
150. Indiquer, pour la section « 4.2 Matériaux », le nombre de tests de conformité des abrasifs par année et le nombre de cas de non-conformité par année, pour les cinq dernières années.
151. Indiquer, pour la section « 7.4 Retenue pour matériel non disponible », le nombre de cas par année et le montant total de retenues permanentes par année, pour les cinq dernières années.
152. Indiquer, pour la section « 7.6 Travaux défectueux », le nombre d'avis écrits émis par année, le nombre de cas corrections inacceptables, de refus de corriger ou de négligence de corriger par année et le montant total pour paiement des dépenses engagées imposé aux sous-traitants par année, pour les cinq dernières années.
153. Indiquer, pour la section « 7.7 Défaut d'exécution », le nombre de mises en demeure pour défaut d'exécution par année et le nombre de cas d'inaction du prestataire de service par année, pour les cinq dernières années.
154. Indiquer, pour la section « 7.7.1 Avertissement et avis de réprimande », le nombre d'avertissements émis par année et le nombre d'avis de réprimande émis par année, pour les cinq dernières années.
155. Indiquer, pour la section « 7.7.2 Retenue pour défaut d'exécution », le montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution suite à l'émission d'un avertissement par année et le montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution suite à l'émission d'un avis de réprimande par année, pour les cinq dernières années.
156. Indiquer, pour la section « 7.8 Évaluation du rendement du prestataire de services », le nombre d'évaluations de rendement émises annuellement et le nombre d'évaluations de rendement jugées insatisfaisantes par année, pour les cinq dernières années.
157. Indiquer, pour la section « 8.3 Avenant au contrat », le nombre d'avenants aux contrats autorisés par année et le montant total des avenants autorisés par année, pour les cinq dernières années.
158. Indiquer, pour la section « 8.6 Retenues spéciales », le nombre de retenues spéciales autorisées par année et le montant total des retenues spéciales par année, pour les cinq dernières années.
159. Indiquer, pour la section « 9.1 Résiliation par volonté du ministre », le nombre de résiliations de contrat par année, pour les cinq dernières années.
160. Indiquer le nombre de kilomètres pondérés de route du Québec déneigés en régie interne par le ministère, par les municipalités et par des sous-traitants, par année, pour les dix dernières années.

- 161. Indiquer la valeur annuelle des contrats de déneigement par année, pour les dix dernières années.
- 162. Indiquer le nombre moyen de km pondérés déneigés par contractant par année, pour les dix dernières années.
- 163. Fournir la liste des contractants en déneigement ayant obtenu un rendement insatisfaisant par année pour les dix dernières années.
- 164. Indiquer le nombre de contrats de plus de 100 000 \$ en déneigement par année, pour les dix dernières années.
- 165. Indiquer le nombre de plaintes liées au déneigement reçues par le MTMDET par année, pour les dix dernières années.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 1

Titre

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du MTMDET, pour l'année 2016-2017, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

- A) Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, la masse salariale versée pour tous les employés de l'AMT a été de 30 279 659,98 \$.
- En ce qui a trait à l'information demandée concernant la liste des employés avec le poste occupé et leur rémunération, nous vous informons que ces données renferment des renseignements personnels et confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53, ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi, nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public, conformément à l'article 57 de la Loi.*

Membres du conseil d'administration depuis le 1^{er} janvier 2016 (statut en date du 15 février 2017) :

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	POSTE OCCUPÉ	DATE DE DÉBUT DU MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
Marieke Tremblay	Présidente-directrice générale et présidente du conseil par intérim	11 juillet 2016	31 mai 2017 (si les nouvelles entités de gouvernance du transport collectif entrent en fonction le 1 ^{er} juin 2017)
Robert Panet-Raymond	Administrateur	30 octobre 2013	29 octobre 2017
Jacinthe Charbonneau	Administratrice	30 octobre 2013	29 octobre 2017
Suzanne Lareau	Administratrice	30 octobre 2013	29 octobre 2017
Aref Salem	Administrateur	23 janvier 2014	22 janvier 2018
Stéphane Boyer	Administrateur	26 février 2016	25 février 2018
Guy Pilon	Administrateur	28 avril 2016	27 avril 2018
Paul Côté	Président-directeur général et président du conseil	20 août 2015	10 juillet 2016
Paul Larocque	Administrateur	24 avril 2014	23 avril 2016
Alain Dépatie	Administrateur	26 février 2015	25 février 2016

- B) En vertu de la loi constitutive de l'AMT, les membres du CA, à l'exception du PDG, ne reçoivent pas de rémunération. Le PDG est rémunéré en vertu du décret 941-2012, adopté le 26 septembre 2012.
- C) Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, les frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation de tous les employés et des membres du CA totalisent 356 769,30 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 1

Titre

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du MTMDET, pour l'année 2016-2017, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la SAAQ :

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération

Nous vous informons que ces données renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

La masse salariale globale de la SAAQ pour la période du 01-01-2016 au 31-12-2016 s'élève à 196,8 M\$.

La liste des membres du conseil d'administration est en annexe.

La rémunération au 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016, établie par décret, comprend un montant forfaitaire pour les membres et présidents de comité auxquels s'ajoute un montant par présence aux séances du C. A. et des comités :

Président du conseil d'administration

Rémunération annuelle 18 291,68 \$

Montant par présence aux séances du conseil et des comités 857,42 \$

Membre du conseil

Rémunération annuelle 9 145,84 \$

Montant par présence aux séances du conseil et des comités 571,62 \$

Président d'un comité

Rémunération annuelle additionnelle 3 429,69 \$

b) La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Administrateurs :

Nommé : Madame Lorna Telfer et Madame Sylvie Thivierge

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

La dépense pour la période du 01-01-2016 au 31-12-2016 pour l'ensemble de la Société est de 2 368 987 \$.

Liste des membres du conseil d'administration

Membre	Date du début du mandat	Date de fin du mandat	Durée du mandat	Numéro du
				décret
Lorna Telfer, présidente	19 janvier 2016	17 janvier 2021	5 ans	23-2016
Alain Albert	28 novembre 2007	27 novembre 2011	4 ans	1057-2007
	30 mai 2012	29 mai 2016	4 ans	558-2012
Yvan Bordeleau	30 septembre 2009	30 septembre 2012	3 ans	1059-2009
	10 décembre 2014	10 décembre 2018	4 ans	1124-2014
André Caron	30 septembre 2009	30 septembre 2013	4 ans	1059-2009
	10 décembre 2014	10 décembre 2018	4 ans	1124-2014
Louise Champoux-Paillé	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014
Brigitte Corbeil	30 septembre 2009	30 septembre 2013	4 ans	1059-2009
	18 décembre 2013	18 décembre 2015	2 ans	1362-2013
Anne-Marie Croteau	30 septembre 2009	30 septembre 2013	4 ans	1059-2009
	18 décembre 2013	18 décembre 2015	2 ans	1362-2013
Sylvie Thivierge	19 janvier 2016	18 janvier 2020	4 ans	23-2016
François Geoffrion	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013
Johanne Goulet	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013
Conrad Lord	30 septembre 2012	29 mai 2016	3 ans et 7 mois	558-2012
Jude Martineau	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014
Hélène Racine	28 novembre 2007	27 novembre 2011	4 ans	1057-2007
	30 mai 2012	29 mai 2016	4 ans	558-2012
Jean-Marie De Koninck	1 ^{er} avril 2015	31 mars 2019	4 ans	318-2015
Nathalie Tremblay	3 mai 2010	27 novembre 2012	2 ans et demi	368-2010
	28 novembre 2012	27 novembre 2017	5 ans	735-2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 2

Titre
Évolution de l'effectif d'ingénieurs et de techniciens au Ministère depuis 2003 en ventilant par catégorie d'emploi et par année. Indiquer le nombre d'ingénieurs et de techniciens supplémentaires embauchés chaque année et les prévisions pour 2017- 2018 et les trois années suivantes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Personnel régulier moyen

2016-2017					
	Ministère	FGER	FA	FSR	Total
Ingénieurs	882	6	-	3	891
Techniciens des travaux publics	978	1	-	1	980

Recrutement du personnel régulier

2016-2017					
	Ministère	FGER	FA	FSR	Total
Ingénieurs	67	-	-	-	67
Techniciens des travaux publics	74	-	-	-	74

Les données de 2016-2017 sont basées sur la moyenne des 24 paies de l'exercice 2016-2017 afin de tenir compte des fluctuations en cours d'année (1^{er} avril 2016 au 28 février 2017).

Légende :

Ministère : Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

FGER : Fonds de gestion de l'équipement roulant

FA : Fonds aérien

FSR : Fonds de la sécurité routière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 3

Titre

Actions prises en suivi du rapport de la Commission sur l'administration publique de juin 2016 sur les auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative pour améliorer le climat de travail et la gestion du ministère, et répondre aux allégations d'intimidation et de harcèlement soulevées par Annie Trudel et Louise Boily.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

34^E RAPPORT DE LA CAP

Le 34^e rapport de la Commission de l'administration publique sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics énonçait, à l'attention particulière du Ministère les recommandations suivantes :

- 7.6. QUE le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports établissent un portrait représentatif des sommes du Fonds vert versées au Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT). Qu'ils s'assurent ainsi que l'on distingue les sommes affectées aux mesures visant la réduction des gaz à effet de serre de celles visant l'entretien et le maintien des infrastructures de transport en commun;
- 8.3. QUE le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, dans un souci de transparence, documente davantage les cas de non-conformité dès la conclusion et la publication de contrats;
- 8.4. QUE le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports soit convoqué en audition à l'automne 2016, en suivi du 34^e rapport de la Commission de l'administration publique.

En réponse à la recommandation 8.4. le Ministère s'est présenté à l'audition convoquée le 22 février 2017 par la Commission de l'administration publique. Cette audition a été l'occasion de faire état de l'ensemble des actions prises depuis juin 2016 et, plus particulièrement, de la démarche de transformation organisationnelle qui a été entreprise et qui permet déjà de définir de nouvelles façons de faire, de revoir l'organisation du travail et d'améliorer le climat.

Préalablement à l'audition, plusieurs documents ont été déposés au secrétaire de la Commission, soit :

- une étude réalisée par la firme Raymond Chabot Grant Thornton intitulée *Revue organisationnelle et plan de transformation du MTMDET*;
- un sondage effectué auprès des employés;
- des documents présentant la démarche de transformation organisationnelle en cours;
- le suivi donné aux recommandations 7.6. et 8.3.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 4

<p>Titre</p> <p>Pour tous les programmes du MTMDET, donner le détail des crédits existant en 2016-2017 qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Aucun programme n'a été aboli en 2017-2018.</p> <p>La variation des crédits de 2016-2017 à 2017-2018 est présentée dans le cahier « Crédits des ministères et des organismes » du Budget de dépenses 2017-2018.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 5

Titre Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2017-2018.	
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Les crédits du Ministère pour l'année 2017-2018 sont ceux apparaissant dans le cahier «Crédits des ministères et organismes» du Budget de dépenses 2017-2018.	
Programmes	(En milliers de dollars)
1. Infrastructures et systèmes de transport	654 826,7
2. Administration et services corporatifs	<u>55 933,9</u>
	710 760,6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 6

Titre

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et la liste des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question générale 48.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 7

Titre

Liste des ateliers, formations, conférences, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et de ses organismes au cours de l'année 2016-2017. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2016 sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 22). Les données pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2017 seront disponibles à compter du 15 mai 2017.

<https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information-renseignements-personnels/renseignements-depenses/Pages/formation-colloque-congres.aspx>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 8

Titre Sommes dépensées en 2016-2017 (prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).															
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Pour le Ministère <table border="1"><thead><tr><th></th><th>Répartition des dépenses 2016-2017 pour la période allant du 01/04/2016 au 28/02/2017</th></tr></thead><tbody><tr><td>Services professionnels</td><td></td></tr><tr><td>➤ Interne</td><td>20 061 303 \$</td></tr><tr><td>➤ Externe</td><td>13 630 363 \$</td></tr><tr><td>➤ CSPQ</td><td>264 442 \$</td></tr><tr><td>Achat de logiciel</td><td>5 273 453 \$</td></tr><tr><td>Achat de matériel</td><td>6 486 812 \$</td></tr></tbody></table>			Répartition des dépenses 2016-2017 pour la période allant du 01/04/2016 au 28/02/2017	Services professionnels		➤ Interne	20 061 303 \$	➤ Externe	13 630 363 \$	➤ CSPQ	264 442 \$	Achat de logiciel	5 273 453 \$	Achat de matériel	6 486 812 \$
	Répartition des dépenses 2016-2017 pour la période allant du 01/04/2016 au 28/02/2017														
Services professionnels															
➤ Interne	20 061 303 \$														
➤ Externe	13 630 363 \$														
➤ CSPQ	264 442 \$														
Achat de logiciel	5 273 453 \$														
Achat de matériel	6 486 812 \$														

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 8

Titre

Sommes dépensées en 2016-2017 (prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achats de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

Achat de logiciels :
Réal 2016 : 1 999 802\$

Achat de matériel :
Réal 2016 : 1 182 450\$

Services professionnels externes :
Réal 2016 : 5 368 654\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 8

Titre

Sommes dépensées en 2016-2017 (prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achats de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Commission des transports du Québec

Sommes dépensées en 2016-2017 :

Rémunération à l'interne (personnel régulier et occasionnel) :	1 159 831 \$
Télécommunication et téléphonie :	138 126 \$ (CSPQ : 126 550 \$)
Traitement informatique :	216 202 \$ (CSPQ : 213 032 \$)
Honoraires professionnels (services externes) :	20 479 \$ (CSPQ : 14 254 \$)
Entretien (logiciel et matériel) :	71 843 \$ (CSPQ : 2 327 \$)
Fourniture et matériel informatique :	34 517 \$

Sous-total : 1 640 998 \$

Investissement en 2016-2017 :

Rémunération à l'interne (personnel régulier et occasionnel) :	0\$
Matériel informatique :	108 225 \$
Honoraires professionnels (services externes) :	0 \$

Sous-total : 108 225 \$

Total : 1 749 223 \$

Note : Information en date du 2017-03-02.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 8

Titre

Sommes dépensées en 2016-2017 (prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achats de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Société de l'assurance automobile du Québec

	Projection 2016
Ressources internes	40,4 M\$
Ressources externes	25,2 M\$
Matériel et logiciels	26,2 M\$
Autres dépenses (frais de communication, ...)	1,5 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 8

Titre Sommes dépensées en 2016-2017 (prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achats de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).	
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)	
Pour la Société des traversiers du Québec	
Dépenses annuelles 2016-2017 (au 31 décembre 2016) :	
Services professionnels externes	401 463 \$
Services professionnels internes	0
Honoraires professionnels payés au CSPQ	3115 \$
Achat de logiciels	171 718 \$
Achat de matériel	118 146 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 9

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant, pour chacun :

- a) Son mandat;
- b) La liste des membres;
- c) Le budget dépensé;
- d) Le montant engagé, ventilé par frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) Les résultats atteints.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir le tableau en annexe.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
QUESTION 9- LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES
AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2016-2017

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité communication – Électrification des transports	Planifier et coordonner les activités de communication des ministères et organismes (MO) impliqués dans la mise en œuvre du Plan d'action en électrification des transports 2015-2020.	Ministère	<ul style="list-style-type: none"> - Directrice des communications - Conseillère en communication - Conseillère en électrification des transports (Direction de la planification) Autres MO : <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques - Ministère des Relations internationales et de la Francophonie - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation - Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire - Régie du bâtiment du Québec - Société canadienne de géotechnique - Hydro-Québec - Société de l'Assurance automobile du Québec 	0 \$	<p>Plan de travail, rôles et responsabilités.</p> <p>Cohérence et complémentarité dans le déploiement des campagnes de communication des MO.</p> <p>Élaboration d'une stratégie de communication gouvernementale sur l'électrification des transports.</p>
Comité communication – Mobilité Montréal	Définir et mettre en œuvre des stratégies de communication	Ministère	<ul style="list-style-type: none"> - Chef de service - Coordinatrice 	0 \$	Utilisation massive des outils mis à la disposition des usagers de la route par

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	communes favorisant la mobilité des personnes et des biens dans le contexte des nombreux chantiers routiers en cours et de la congestion qui en découle.		– Conseillère en communication Autres MO : 19 partenaires municipaux, provinciaux, fédéraux et de l'industrie du camionnage.		Mobilité Montréal pour planifier leurs déplacements (89 % des usagers).
375^e anniversaire de la Ville de Montréal	Élaborer une stratégie de communication commune et Coordonner les annonces relatives aux legs du gouvernement pour le 375 ^e anniversaire de la Ville de Montréal.	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	– Conseillère en communication		
Projet intégré SRB Pie-IX	Convenir d'une stratégie commune de communication et réaliser les activités de communication de façon concertée et transparente.	Agence métropolitaine de transport Ville de Montréal Ministère	– Conseillère en communication		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel sur la progression des Québécoises en science et en technologie	Promouvoir des carrières en science et en technologie auprès des jeunes femmes et assurer la coordination du comité interministériel chargé de la mise en œuvre du plan d'action	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)	Ministère : 1 professionnel MESI : 1 professionnel Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation : 1 professionnel Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur : 1 professionnel Ministère de l'énergie et des Ressources naturelles : 1 professionnel Ministère de la Santé et des Services sociaux : 1 professionnel Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs : 1 professionnel	Frais de déplacement : 160,84 \$ (taxi et autobus)	<p>Le MESI s'est joint au projet SAGA (<i>STEM [science, technology, engineering and mathematics] and Gender Advancement</i>) de l'UNESCO, en collaboration avec les Fonds de recherche du Québec. Ce projet vise, notamment, à établir un portrait clair des politiques et des mesures de soutien à l'intégration des femmes en science.</p> <p>Le MESI a sollicité la participation des ministères membres du Comité à un premier atelier SAGA sur les indicateurs et les politiques. Cet atelier a eu lieu à Montréal le 1^{er} février 2017.</p> <p>L'UNESCO a présenté le projet, soit cette initiative qui vise à fournir un cadre d'évaluation pour l'égalité des genres en science, technologie, ingénierie et mathématiques.</p> <p>La mise en commun de l'expertise de la trentaine de participants présents a mené à des échanges inspirants et d'une grande qualité, jetant les bases d'une collaboration concertée autour d'une vision partagée de l'égalité des genres en science, technologie, ingénierie et mathématiques.</p>

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques : 1 professionnel Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale : 1 professionnel Secrétariat à la condition féminine : 1 professionnel		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité opérationnel prévention UPAC – ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports – SCT	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer à la Table de concertation, sur la base des besoins identifiés par le Ministère, des formations en lien avec l'amélioration des pratiques contractuelles et la détection de situations de collusion, de corruption ou de fraude pour les intervenants en gestion contractuelle du Ministère; - Faire rapport semestriellement à la Table de concertation sur l'application du programme triennal (étapes de réalisation, bilan des évaluations des participants du Ministère, ajustements apportés...) et formuler des recommandations, le cas échéant, pour améliorer les façons de faire en matière de prévention de la collusion; - Effectuer divers travaux, à la demande de la Table de concertation. 	Ministère, UPAC, SCT	<p>Membres du Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directeur des enquêtes et de l'audit interne; - Directeur de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles; - Chef du Service de l'observation des règles contractuelles; - Directeur des contrats; <p>Membre UPAC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directeur de la prévention <p>Membre SCT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directeur des analyses et orientations 	Aucun	

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de travail multidisciplinaire sur la gestion du risque relatif aux cadeaux et aux après-mandats (projet GRICAM).	En réponse aux recommandations 55 et 58 du Rapport de la Commission Charbonneau, le comité a le mandat, entre autres, de des mesures d'atténuation aux risques à l'intégrité, aux cadeaux et aux règles d'après-mandat.	Secrétariat du Conseil du trésor	Karine Fournier, conseillère en éthique et lobbying, représentante du Ministère.	Nil	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de liaison Service aérien gouvernemental (SAG) et la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)	Permet d'échanger sur le budget annuel, les objectifs généraux de l'organisation, le mode de fonctionnement du point de vue opérationnel, les ententes de services et le suivi budgétaire. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique. Le comité se réunit deux fois par année.	Présidence en alternance SOPFEU et SAG/ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	Le comité est formé de 12 personnes, 6 sont nommées par le SAG et 6 par la SOPFEU. On retrouve des représentants de la SOPFEU, de l'industrie forestière et du ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Gestion stratégique. Dépôt d'un plan général d'organisation de la section avions-citernes du SAG/ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Adoption d'un budget d'opération annuel de la section avions-citernes du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.
Comité de liaison Service aérien gouvernemental (SAG) et la Sûreté du Québec (SQ)	Permet d'échanger sur le budget annuel, les objectifs généraux de l'organisation, le mode de fonctionnement du point de vue opérationnel, les ententes de services et le suivi budgétaire. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique. Le comité se réunit deux fois par année.	Présidence en alternance SQ et SAG/ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	Le comité est formé de 10 personnes, 5 nommées par le SAG et 5 par la SQ.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Gestion stratégique. Dépôt d'un plan général d'organisation de la section hélicoptères du SAG/ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Adoption d'un budget d'exploitation annuel de la section hélicoptères du SAG/ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.
Comité opérationnel de la mission « transport sanitaire aérien »	Permet des échanges et la prise de décision sur des questions qui lui sont soumises par les	Coprésidence MSSS et ministère des Transports, de la	Le comité est formé de 6 personnes, 3 sont nommées par le SAG,	À même les budgets réguliers des ministères et	Gestion courante des activités liées au transport sanitaire aérien.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	directions des trois parties (ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), SAG et Évacuations aéro-médicales du Québec (ÉVAQ)) en ce qui concerne l'évolution, le développement, la communication, les suivis, l'accès et la gestion opérationnelle de la mission de transport sanitaire aérien. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique.	Mobilité durable et de l'Électrification des transports	2 par l'ÉVAQ et un membre du MSSS.	organismes participants.	
Comité directeur de la mission « transport sanitaire »	Permet d'échanger sur le budget annuel, les objectifs généraux de l'organisation, les ententes de services, le suivi budgétaire et de prendre position sur les recommandations du comité opérationnel. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique.	Présidé par le MSSS.	Le comité est formé de 4 personnes, 2 sont nommées par le SAG, 2 par le MSSS.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Gestion stratégique. Établissement de modes de fonctionnement plus efficaces. Rechercher l'efficacité dans les décisions et les orientations en lien avec la mission.
Comité de gouvernance Association québécoise du transport aérien (AQTA) et Service aérien gouvernemental (SAG)	Permet de s'assurer de la bonne exécution du contrat en établissant des procédures ou des stratégies et en définissant des orientations pour permettre l'amélioration continue des	Présidence en alternance AQTA et SAG/ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des	Le comité est formé de 8 personnes, 3 sont nommées par l'AQTA, trois par le SAG, une par Transplant Québec et un membre du	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Gestion stratégique.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	services.	transports	ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.		
Comité des sous-ministres sur l'action internationale du gouvernement du Québec	Mise en œuvre des recommandations de la Commission de révision permanente des programmes concernant l'action internationale du gouvernement du Québec, avec pour objectifs principaux de veiller à une allocation optimale des ressources en fonction de l'atteinte des priorités gouvernementales, de favoriser une meilleure synergie dans la conduite de nos actions sur la scène internationale et d'éviter les dédoublements et les chevauchements interministériels en action internationale	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	Les ministères suivants y sont représentés :, MCE-SPN, MCE-SAM, MCE-SCG, SCT-BRPP, MAPAQ, MCC,MDDELCC, MESI, MEES, MIDI, MTO, MTMDDET.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Diagnostic en préparation en vue d'un dépôt prochain au Secrétariat du Conseil du trésor. Plusieurs stratégies d'action internationale concernant les priorités gouvernementales sont en élaboration, dont une concernant l'électrification des transports.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Groupe de travail portant sur l'écofiscalité	<ul style="list-style-type: none"> • Doter le gouvernement d'une définition commune de l'écofiscalité et d'en assurer la diffusion auprès des ministères et organismes, du secteur municipal et de la population; • Mettre à jour l'inventaire des mesures écofiscales en vigueur au Québec; • Proposer un guide gouvernemental pour le recours à l'écofiscalité; • Développer des outils permettant l'intégration de l'écofiscalité dans le processus décisionnel des différentes administrations publiques du Québec. 	MFQ, MDDELCC, MESI	MFQ, MDDELCC, MESI, MTMDET, MAPAQ, MERN, MAMOT	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> • Guide sur l'écofiscalité à l'intention des ministères et organismes du gouvernement du Québec (en cours de finalisation).
Comité consultatif sur les obligations vertes	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'encadrement du programme d'obligations vertes du Québec; • Établir les critères de sélection des projets spécifiques qui pourraient faire l'objet d'un 	MFQ	MFQ, MTMDET, SCT, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> • Identification des projets qui pourraient être financés par obligations vertes; • Première émission d'obligations vertes du Québec, d'une valeur de 500 M\$, a eu lieu le 24 février 2017; • La première émission servira à financer des projets en transport collectif.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	financement par cet outil.				
Groupe de travail portant sur la certification de terrains industriels prêts à l'investissement	<ul style="list-style-type: none"> Développer l'encadrement d'un programme de certification de terrains industriels prêts à l'investissement; Développer les principaux critères de certification et outils pour la mise en œuvre de ce programme. 	MESI	BNQ, MTMDET, MDDELCC, MFFP, MAMOT, MERN	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> La présentation du détail des résultats est sous la responsabilité du MESI; Favoriser la mise en valeur de terrains adaptés à la réalisation de projets industriels; Favoriser le développement économique des différentes régions du Québec; Réduire les délais et les incertitudes dans le cadre de la réalisation de projets d'investissement industriels; Faciliter la prospection d'investissements à l'échelle locale et internationale.
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir et accompagner le MDDELCC dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable; Favoriser la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise; Participer à la coordination de la révision et du suivi de 	MDDELCC	55 ministères et organismes participants	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> La présentation du détail des résultats est sous la responsabilité du MDDELCC; Faire le suivi des tables d'accompagnement; Faire le suivi des chantiers gouvernementaux (écofiscalité, acquisitions écoresponsables, culture, etc.).

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.				
Table d'accompagnement-conseil auprès des organismes municipaux (TACOM)	<ul style="list-style-type: none"> Élabore et mettre en œuvre un plan d'accompagnement-conseil des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable. 	MAMOT	MTMDET, MFS, FQM, MFFP, MAPAQ, MSSS, MDDELCC, UMQ, MSP, MERN, SPN, MCC, Ville de Québec, Ville de Montréal	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> Adopter le plan d'action de la table; Suivi des activités.
Comité interministériel sur le Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES)	<ul style="list-style-type: none"> Participer à la réalisation d'un Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES). 	MESI	MTESS, MÉES, SCN, ISQ, MRIF, MAPAQ, MTMDET, MFA, MSSS, SCT, MFFQ, IQ, MAMOT, SHQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> Suivi administratif et compilation des premiers résultats annuels; Élaborer un cadre de suivi et d'évaluation du PAGES.
Comité sur le transport et la qualité de l'air de la Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC)	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité transport et qualité de l'air (CTQA) est responsable de faire des recommandations en matière de transport et de qualité de l'air à la CGNA-PMEC ainsi que de la mise en œuvre et du suivi du Plan d'action CGNA-PMEC 2013 	MTMDET (co-présidence avec le Nouveau-Brunswick, le New-Hampshire et le Connecticut).	MDDELCC et MRI. Représentants des ministères et départements des Transports et de l'Environnement des cinq provinces de l'Est du Canada et six États de la Nouvelle-	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> Mise à jour d'un inventaire CGNA-PMEC des véhicules électriques immatriculés et des bornes de recharge électriques dans les 11 juridictions membres; Bilan de l'avancement des corridors routier de recharge pour les véhicules électriques.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	en transport et qualité de l'air adopté par les premiers ministres et les gouverneurs lors de la 37e CGNA-PMEC, de La Malbaie, Québec, 9 septembre 2013.		Angleterre.		
Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la cohérence au niveau national de l'action gouvernementale en région et favoriser la convergence entre les actions des ministères et celles des acteurs locaux et régionaux en faveur du développement des régions. 	MAMOT	Ensemble des ministères et organismes assujettis à la Loi sur l'occupation et la vitalité des territoires (OVT).	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> La présentation du détail des résultats est sous la responsabilité du MAMOT; Révision de la Stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité du territoire.
Table de coordination interministérielle sur l'affectation du territoire public	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer de la cohérence interrégionale et que les propositions des tables de concertation, qui regroupent les représentants régionaux des ministères et organismes concernés, s'inscrivent dans les orientations et politiques gouvernementales. 	MERN	MTMDET, Hydro-Québec, MAMOT, MAPAQ, MCC, MDDELCC MFFP, MEIE, MSP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> La présentation du détail des résultats est sous la responsabilité du MERN; Bilan de suivi biennal de plans d'affectation des territoires publics; Démarche visant à améliorer et moderniser les outils et pratiques du MERN (Réponse au questionnaire sur l'approche d'affectation du territoire public).
Comités interministériels des ministères responsables du renouvellement des	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des nouvelles OGAT destinées au milieu municipal; Il existe trois niveaux de 	MAMOT	MTMDET, MAMOT, MSP, MDDELCC, MERN, MCC, MAPAQ, MSSS, MESI, MFFP,	À même les budgets réguliers des ministères et organismes	<ul style="list-style-type: none"> La présentation du détail des résultats est sous la responsabilité du MAMOT; Coordination des travaux de

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT)	comités : Table des sous-ministres adjoints, comités directeurs et comités professionnels.		MTO, HQ, SHQ	participants	<p>rédaction et de consultation à l'égard des OGAT;</p> <ul style="list-style-type: none"> L'OGAT « Pour assurer une cohabitation harmonieuse de l'activité minière avec les autres utilisations du territoire » a été adoptée en décembre 2016 par le Conseil des ministres et annoncée le 11 janvier 2017; L'OGAT « Pour une meilleure gestion des risques dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles » a été adoptée par le Conseil des ministres en juillet 2016 et annoncée le 29 septembre 2016.
Table sur l'aide au développement économique (TADE)	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'efficacité et l'efficience des programmes d'aide au développement économique (élimination des chevauchements); Simplification des procédures d'accès à ces programmes (uniformisation des normes); Réduction des coûts (priorisation des contributions remboursables plutôt que les subventions). 	MESI	MFQ, MERN, MFFP, MAPAQ, MAMOT, MTMDET, MDDELCC, MTO et Emploi Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> Des paramètres communs pour les normes des programmes d'aide directe aux entreprises ont été élaborés; La présentation du détail des résultats est sous la responsabilité du MESI.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel sur la transition énergétique des transports	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des actions pour soutenir les ménages, les municipalités, les institutions, les entreprises et les administrations publiques dans leurs choix et leurs pratiques permettant de diminuer globalement la consommation d'énergie et l'empreinte carbone liées aux déplacements. 	MERN	MTMDET Collaborateurs : MDDELCC, MESI, MAMOT, Régie du bâtiment, SAAQ, MAPAQ, MFQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> Un portrait de l'état des actions en vigueur en lien avec l'efficacité et la substitution énergétiques dans le secteur des transports est en cours d'élaboration; La présentation du détail des résultats est sous la responsabilité du MERN.
Comité interministériel sur la transition énergétique du milieu urbain	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des actions pour soutenir la transition énergétique en milieu urbain. 	MERN	MTMDET, MAMOT, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> La présentation du détail des résultats est sous la responsabilité du MERN.
Comité interministériel d'experts en électrification des transports	<ul style="list-style-type: none"> Produire un vocabulaire terminologique portant sur des l'électrification des transports. 	Office québécois de la langue française (OQLF)	MTMDET, MERN, MESI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> La liste des collaborateurs au projet (industriels, chercheurs, professeurs, organismes de concertation, etc.), a été élaborée; L'identification des termes est en cours.
Groupe de travail interministériel sur les métaux et l'économie circulaire	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer le potentiel de circularité de trois métaux stratégiques pour le Québec : le fer, le cuivre et 	MERN	MTMDET, MESI, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes	<ul style="list-style-type: none"> La description du mandat, des livrables, de l'échéancier et du groupe de chercheurs qui réalisera le mandat, ont été présentés;

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	le lithium; • Durée du mandat : 3 ans.			participants	• La première étape, soit le diagnostic (revus de littérature, analyse des flux et analyse de cycle de vie de l'industrie minière au Québec), est en cours.
Comité interministériel de coordination en électrification des transports	• Mettre en œuvre le Plan d'action en électrification des transports 2015-2020 (PAET); • Favoriser l'émergence de projets et identifier de nouvelles mesures qui contribueront à l'atteinte des cibles du PAET; • S'assurer d'une cohérence et d'une synergie dans les actions proposées; • Partager les connaissances et expertises; • Faire rapport au Comité interministériel directeur.	MTMDET	MERN, MESI, MDDELCC, MEES, MFQ, MAMOT, SCT, MRIF, RBQ, SQI, SAAQ, H-Q	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	• Une rencontre de démarrage a eu lieu le 9 septembre 2015; • Des contacts réguliers sont établis avec les répondants dans chacun des M/O participants, afin de s'assurer de l'avancement des mesures et projets du PAET; • Un tableau de suivi de la mise en œuvre du plan d'action est mis à jour mensuellement.
Comité interministériel de communication en électrification des transports	• Élaborer une stratégie de communication 2015-2020; • Élaborer un plan d'action des activités et annonces.	MTMDET	MERN, MESI, MDDELCC, MRIF, SAAQ, H-Q	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	• Un plan de communication commun 2016-2017 a été élaboré et est en cours de mise en œuvre; • Un tableau de suivi des activités de communication en lien avec l'électrification des transports est mis à jour aux deux semaines.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel directeur en électrification des transports	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au suivi et à la réalisation des différents engagements; • Approuver les nouvelles orientations éventuelles, si requis. 	MTMDET	MERN, MESI, MDDELCC, MEES, MFQ, MAMOT, SCT, MRIF, RBQ, SQI, SAAQ, H-Q, STQ Niveau SMA	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune rencontre n'a eu lieu à ce jour.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de suivi du projet pilote relatif aux aides à la mobilité motorisées	<p>Évaluer le projet pilote relatif aux aides à la mobilité motorisées.</p> <p>Faire des recommandations auprès du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports quant aux règles du projet pilote.</p> <p>Suivre l'étude sur l'acceptabilité et les impacts du projet pilote.</p>	<p>Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Directrice de la sécurité en transport ▪ Chef du Service des politiques de sécurité ▪ Professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux ▪ Société de l'assurance automobile du Québec ▪ Office des personnes handicapées du Québec ▪ Institut national de santé publique du Québec ▪ Confédération des organismes des personnes handicapées du Québec ▪ Sûreté du Québec ▪ Service de police de la Ville de Montréal ▪ Ville de Montréal ▪ Ville de Victoriaville ▪ Association des directeurs de police du Québec 	Aucun budget n'est prévu à ce comité.	<p>Le comité se réunit environ deux fois par année afin de poursuivre l'évaluation du projet pilote.</p> <p>En 2016-2017, le comité a tenu une rencontre en juin 2016.</p>

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité permanent de la sécurité routière de l'Association des transports du Canada (ATC)	<p>L'ATC offre une tribune neutre de collecte et d'échange d'idées, d'informations et de connaissances à l'appui de l'élaboration de lignes directrices techniques et de bonnes pratiques exploitant les domaines des transports canadiens et des routes.</p> <p>Le Comité permanent de la sécurité routière s'emploie à sensibiliser les membres de l'ATC aux questions de sécurité routière de l'heure, à promouvoir des pratiques de conception et d'exploitation de routes et de rues fondées sur les connaissances établies et axées sur la sécurité ainsi qu'à encourager la formation et le perfectionnement des professionnels du domaine de la sécurité routière.</p>	Association des transports du Canada	<ul style="list-style-type: none"> Ministères Milieux gouvernementaux Municipalités Secteur privé Institutions d'enseignement 	<p>2 295,74 \$*</p> <p>*Déplacement à Toronto.</p>	<p>Le comité se réunit environ deux fois par année, soit au printemps et à l'automne.</p> <p>En 2016-2017, le Ministère a présenté au congrès annuel de l'ATC une conférence sur le thème de l'aménagement du territoire et la sécurité routière, en septembre 2016.</p>
Comité interministériel de coordination du	Veiller au bon déroulement du dossier des appareils de	Ministère : <ul style="list-style-type: none"> Directrice de la 	<ul style="list-style-type: none"> Ministère de la Justice Ministère de la Sécurité 	Repas pour les membres qui ont	En 2016-2017, cinq rencontres ont été tenues.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
dossier des appareils de contrôle automatisé¹	contrôle automatisé. Il est le lieu privilégié de concertation entre les différents ministères et partenaires pour toutes questions jugées stratégiques concernant ce dossier.	sécurité en transport <ul style="list-style-type: none"> ▪ Chef du Service de l'expertise et des technologies en sécurité routière ▪ Chef de la Division de l'ingénierie et de l'exploitation du contrôle automatisé ▪ Ingénieurs et professionnels 	publique <ul style="list-style-type: none"> ▪ Directeur des poursuites criminelles et pénales ▪ Sûreté du Québec ▪ Service de police de la Ville de Montréal ▪ Service de police de la Ville de Québec ▪ Service de police de la Ville de Gatineau ▪ Service de police de la Ville de Laval ▪ Service de police de l'agglomération de Longueuil ▪ Association des directeurs de police du Québec ▪ Ville de Québec ▪ Ville de Gatineau ▪ Ville de Laval ▪ Ville de Longueuil 	assisté à toute la journée de réunion : 802,20 \$* * Ces dépenses sont imputées au Fonds de la sécurité routière.	
Comité expert pour la sélection des sites d'implantation d'appareils de contrôle automatisé	Le mandat du comité expert couvre deux volets, soit : 1) la sélection des sites sur le réseau du Ministère surveillés par la SQ (en	Ministère : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ingénieurs ▪ Statisticiens 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère de la sécurité publique ▪ Sûreté du Québec ▪ Service de police de la Ville de Montréal 	Aucun budget n'est dédié au fonctionnement de ce comité.	Aucune rencontre n'a été tenue en 2016-2017.

¹ Appareil de contrôle automatisé, communément appelé radar photo.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<p>collaboration avec les directions territoriales concernées et les districts de la SQ);</p> <p>2) la sélection des sites proposés par les municipalités dans le cadre du projet pilote de coopération municipale.</p>				
Comité consultatif sur le Fonds de la sécurité routière	Conseiller le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports quant à l'utilisation des sommes contenues dans le Fonds de la sécurité routière.	Ministère : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Directrice de la sécurité en transport ▪ Chef du Service de l'expertise et des technologies en sécurité routière ▪ Professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sept membres de la Table québécoise en sécurité routière ▪ Fédération des transporteurs par autobus ▪ Fédération québécoise des municipalités ▪ Association canadienne des automobilistes (CAA-Québec) ▪ Office des personnes handicapées du Québec ▪ Union des municipalités du Québec ▪ Ville de Québec ▪ Association des directeurs généraux des municipalités du Québec 	Aucun budget n'est dédié au fonctionnement de ce comité.	Aucune rencontre n'a été tenue en 2016-2017.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel pour le Projet Métaux BlackRock (MBR)	Comité permettant aux représentants de MBR d'avoir accès, autour de la même table, à tous les ministères et organismes concernés par les enjeux et les priorités du projet.	MESI	La représentation de chacun des ministères au comité interministériel dépendra des enjeux et des priorités du projet. On retrouve, entre autres, Hydro-Québec, le MDDELCC, Investissement Québec, le MESI, le Secrétariat aux affaires autochtones, le MERN, le Ministère, etc.	N/A	Le MESI a l'habitude, pour chaque projet minier majeur, d'organiser des comités interministériels permettant d'assurer le suivi du projet.
Comité interministériel pour le projet Ariane Phosphate	Comité permettant aux représentants du promoteur d'avoir accès, autour de la même table, à tous les ministères et organismes concernés par les enjeux et interventions gouvernementales dans ce projet.	MESI	La représentation de chacun des ministères au comité interministériel dépendra des enjeux et des interventions gouvernementales requises. On retrouve, entre autres, le MESI, le MDDELCC, Investissement-Québec, le MERN, le Ministère, etc.	N/A	Le MESI a l'habitude, pour chaque projet minier ou industriel majeur, d'organiser de tels comités interministériels facilitant le développement du projet.
Comité directeur de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026.	Conservation et mise en valeur de l'écosystème du Saint-Laurent.	MDDELCC	Nom des organismes responsables : Co-présidence du comité : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Environnement Canada et MDDELCC Représentants du Ministère : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Directrice du transport maritime, aérien et ferroviaire; ▪ Chef du service du transport maritime et de la mise en valeur du Saint-Laurent. 	N/A	Suivi de cette entente Canada-Québec. Deux réunions par année.
Comité de concertation Navigation (CCN)	Sous le couvert du Plan d'action Saint-Laurent (PASL), le CCN a été mis en place en 1998. L'objectif de ce comité est d'harmoniser les pratiques de navigation commerciale et récréative avec la protection des	Coprésidé par le chef de service du Service du transport maritime et de la mise en	Ce comité est composé de 25 membres venant de divers ministères des gouvernements du Canada et du Québec, d'associations de l'industrie maritime et de la navigation de plaisance, ainsi que des groupes environnementaux. Gouvernement du Québec : Ministère,	2 000 \$	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Trois rencontres par année; ▪ Deux sous-comités de travail; ▪ Édition d'un guide de vulgarisation de l'apport du transport maritime au développement durable;

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	écosystèmes. On attend du CCN qu'il continue de concilier les intérêts variés et parfois divergents des groupes représentés, notamment pour poursuivre la mise en œuvre de cette 2 ^e Stratégie de navigation durable du Saint-Laurent.	valeur du Saint-Laurent du Ministère et un représentant de Transports Canada (TC).	MDDELCC et Tourisme Québec; Gouvernement du Canada : TC, GCC, MPO et EC.		<ul style="list-style-type: none"> Soutien à deux autres comités : Le Comité de gestion intégré des sédiments (CGIDS) et le Groupe de travail sur le transport maritime et la protection des mammifères marins (G2T3M).
Comité de suivi de projets (construction des navires de la Société des traversiers du Québec)	Assurer un suivi quant aux coûts, travaux et échéanciers.	STQ	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Société des traversiers du Québec (V-P aux immobilisations). Représentants du Ministère : <ul style="list-style-type: none"> Chef du Service du transport maritime et le professionnel responsable. 	N/A	Suivi quant aux coûts, travaux et échéanciers permettant une prise de décision appuyée des autorités.
Comité interministériel – GNL Québec	Faire le suivi des enjeux liés au projet de développement du projet Énergie Saguenay – Aménagement d'un site de liquéfaction et d'exportation du gaz naturel au Saguenay.	MESI	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Comité sous la présidence du MESI. Représentant du MTMDDET : <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel du Service du transport maritime et de la mise en valeur du Saint-Laurent. 	N/A	Travaux en continu.
Table de concertation sur l'adéquation formation-emploi (Table AFE)	Identifier différentes actions à mettre en œuvre pour favoriser la dotation des emplois offerts par les entreprises de ce secteur, et favoriser une meilleure adéquation entre l'offre de formation initiale et continue et les besoins de main-d'œuvre dans le secteur	MCE-SAM	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Ministère du Conseil exécutif; Secrétariat aux Affaires maritimes (SAM). Représentant du Ministère : <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel du Service du transport maritime et de la mise en valeur du 	N/A	Table en démarrage.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	maritime.		Saint-Laurent.		
Centre d'expertise pour la gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM)	Recherche et acquisition de connaissances afin d'accroître l'expertise en matière d'intervention d'urgence lors de déversements d'hydrocarbures en milieu maritime. De plus, le CEGRIM pourra accompagner les municipalités dans la mise à niveau de leur plan d'urgence. Ce centre n'est pas encore en place, mais une annonce à ce propos a été faite en 2015 pour l'établir aux Îles-de-la-Madeleine.	MSP	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Centre placé sous la responsabilité ou la présidence du ministère de la Sécurité publique et regroupant d'autres ministères tels que le Ministère, le MDDELCC, le MERN, le MAMOT, le MFFP et le CSPQ. Représentant du Ministère : <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel du Service du transport maritime et de la mise en en valeur du Saint-Laurent. 	N/A	Un projet de mémoire au Conseil des ministres est actuellement en rédaction.
Comité interministériel sur les activités de promotion internationale relatives à la Stratégie maritime	Définir un plan stratégique de promotion de la Stratégie maritime à l'échelle internationale.	MCE-SAM	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Ministère du Conseil exécutif; Secrétariat aux Affaires maritimes. Représentant du Ministère : <ul style="list-style-type: none"> Le chef du Service du transport maritime et un professionnel responsable. 	N/A	Plan stratégique de promotion de la Stratégie maritime à l'échelle internationale en développement.
Plan d'intervention localisé (PIL)	Le projet pilote de la planification d'intervention localisée du gouvernement du Canada vise à renforcer le système de sécurité maritime du Canada. C'est une approche de planification régionale axée sur les risques qui reflète les conditions locales d'un secteur géographique, comme les sensibilités environnementales et l'activité maritime.	TC	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Placé sous la responsabilité de Transports Canada (TC), le PIL est en outre composé des ministères fédéraux (GCC, MPO), des organismes canadiens d'intervention certifiés en cas de déversement d'hydrocarbures (SIMEC dans l'est), des ministères québécois (MSP, MDDELCC, MFFP, MERN et le Ministère) et des groupes autochtones. 	N/A	Ce projet pilote se terminera au printemps 2017 et livrera ses recommandations.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<p>Des PIL existent dans les quatre secteurs suivants où les niveaux de trafic maritime sont plus élevés au Canada :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le sud de la Colombie-Britannique, y compris le port de Vancouver; Le fleuve Saint-Laurent (de Montréal à l'Île d'Anticosti), Québec; Port Hawkesbury et le détroit de Canso, Nouvelle-Écosse; Saint-John et la Baie de Fundy, Nouveau-Brunswick. 		<p>Représentant du MTMDET :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel du Service du transport maritime et de la mise en valeur du Saint-Laurent. 		
Comité économique interministériel de la stratégie maritime	Assurer un suivi et une cohérence d'intervention pour les dossiers liés au développement économique dans le cadre de la Stratégie maritime.	MCE-SAM	<p>Nom de l'organisme responsable :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ministère du Conseil exécutif; Secrétariat aux Affaires maritimes. <p>Représentant du Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> Directrice du transport maritime, aérien et ferroviaire; Chef du Service du transport maritime et de la mise en valeur du Saint-Laurent. 	N/A	Support décisionnel à la répartition d'une enveloppe de 1 M\$ du Secrétariat aux Affaires maritimes pour des études économiques.
Unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures	Établir un canal de communication efficace avec les promoteurs d'infrastructures pétrolières ou gazières.	MERN MDDELCC	<p>Nom de l'organisme responsable :</p> <ul style="list-style-type: none"> MERN, MDDELCC, MAPAQ, MAMOT, MFQ, MSP <p>Représentant du Ministère :</p>	N/A	Travaux en continu. Quelques rencontres ont eu lieu depuis la création de l'unité.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			<ul style="list-style-type: none"> Directrice du transport maritime, aérien et ferroviaire. 		
Comité intersectoriel d'experts sur le transport ferroviaire des hydrocarbures	<p>Sous l'égide de l'Unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures, le mandat confié au comité d'experts est de proposer un outil d'évaluation des risques prenant en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les exigences du nouveau règlement de Transports Canada relatif aux trains transportant des hydrocarbures; Les itinéraires clés; Les enjeux cités précédemment; Les cadres de références en gestion des risques reconnus au Québec, incluant celui de la sécurité civile et celui de la santé publique. 	MSP	<p>Nom de l'organisme responsable :</p> <ul style="list-style-type: none"> INSPQ, MDDELCC, MSSS, SSSS <p>Représentant du Ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> Coordonnatrice ministérielle de la sécurité ferroviaire. 	N/A	Travaux en continu. Quelques rencontres ont eu lieu depuis la création du comité. Un plan d'action est en élaboration.
Entité Maritime Régionale	Avec le soutien de la Conférence des gouverneurs et premiers ministres des Grands-Lacs et du Saint-Laurent, mettre en œuvre les recommandations de la Stratégie maritime régionale rendue publique par la Conférence en 2015.	MCE-SAM MTMDET	SAM, le Ministère et représentants de l'Ontario et des états des grands-lacs.	15 000 \$ US/an	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie maritime régionale (mise en évidence des enjeux communs et priorités d'actions communes); Base de données sur le système de transport maritime Saint-Laurent-Grands-Lacs; Projet de traité binational; Interventions auprès du

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
					gouvernement du Canada.
Comité-cadre interministériel sur l'aide à l'investissement (sous-comité de la Table sur l'aide au développement économique – TADE)	Mise en œuvre de la décision du Comité permanent de révision des programmes portant sur la simplification intraministérielle et l'harmonisation interministérielle.	SCT MESI	SCT, MESI, MTO, MAPAQ, le Ministère.	N/A	Une proposition de définitions terminologiques et d'établissement de taux sera présentée sous peu à la TADE par le SCT.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Groupe de travail sur l'harmonisation des règles de circulation des grands trains routiers (Québec, Ontario, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse)	<ul style="list-style-type: none"> Éliminer les différences réglementaires et harmoniser les différents aspects liés à la circulation des grands trains routiers entre les provinces participantes (Québec, Ontario, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse). 	Le MTMDET est coresponsable avec les autres ministères participants (Ontario, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse)	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel; Un ingénieur. <ul style="list-style-type: none"> Deux représentants du MTO; Deux représentants du ministère des Transports du Nouveau-Brunswick; Un représentant du Nova Scotia Transportation and Infrastructure Renewal.	Aucune dépense	Signature, à l'automne 2016, d'un protocole d'entente interprovincial concernant les règles de circulation des grands trains routiers en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse.
Table de consultation gouvernement-industrie sur les normes de charges et de dimensions des véhicules et ensemble de véhicules lourds	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et documenter les problématiques en lien avec les normes de charges et dimensions; Définir des pistes de solutions; Analyser les pistes de solution selon des critères convenus et dans le respect de l'encadrement des processus de normalisation, d'harmonisation et 	MTMDET	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : <ul style="list-style-type: none"> 4 gestionnaires (DTRM [2], DS [1], DLC [1], CGER [1]); Un professionnel. <ul style="list-style-type: none"> Un représentant pour chaque association : <ul style="list-style-type: none"> Association du camionnage du 	Aucune dépense	Aucune rencontre en 2016-2017 et travaux en continu pour appuyer les modifications réglementaires.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<p>juridique applicables;</p> <ul style="list-style-type: none"> Proposer les solutions réalistes et adéquates aux problématiques identifiées; Favoriser le consensus sur les solutions proposées; <p>Proposer aux autorités compétentes les solutions retenues et, le cas échéant, proposer des modalités de mise en œuvre.</p>		<p>Québec;</p> <ul style="list-style-type: none"> Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec; Association des entrepreneurs en forage du Québec ; Association nationale des camionneurs artisans inc.; Association des propriétaires d'autobus du Québec; Association des propriétaires de dépanneuses du Québec; Association des propriétaires de grues du Québec; Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec; Association des propriétaires de pompes à béton du Québec; 		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Québec; – Association des routiers professionnels du Québec; – Association du transport intermunicipal et municipal; – Association des mandataires en vérification mécanique; – Association des transporteurs écoliers du Québec; – Association du transport urbain du Québec; – Camo-Route; – Centre de formation en transport de Charlesbourg; – Centre de formation en transport de St-Jérôme; – Commission des		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			transports du Québec; – Conseil de l'industrie forestière du Québec; – Contrôle routier Québec; – Fédération québécoise des municipalités; – Regroupement des camionneurs indépendants du Québec; – Société de l'assurance automobile du Québec; – Union des municipalités du Québec; – Union des producteurs agricoles du Québec; – Ville de Montréal; – Ville de Québec; – Ville de Sherbrooke.		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité CRQ/MTQ	<ul style="list-style-type: none"> Assurer une interprétation commune de certaines dispositions réglementaires ou législatives faisant l'objet de divergence; Discuter des difficultés d'application de certaines dispositions réglementaires ou législatives; Discuter des priorités de contrôle du MTMDET et de certains indicateurs permettant d'assurer un suivi de la conformité des propriétaires, exploitants et conducteur de véhicules lourds; <p>Présenter des orientations à l'égard de certaines modifications réglementaires ou législatives.</p>	MTMDET et Contrôle routier Québec (CRQ)	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : <ul style="list-style-type: none"> Deux chefs de service de la DTRM; Un professionnel. 	Aucune dépense	Trois rencontres et discussions entre le MTMDET et CRQ pour les questions et problématiques concernant l'application des lois et règlements sous la responsabilité du MTMDET.
Groupe de travail sur l'analyse des accidents de véhicules lourds	<ul style="list-style-type: none"> Procéder à l'analyse des accidents mortels impliquant au moins un véhicule lourd afin de déterminer les causes et pouvoir proposer des 	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : 	Aucune dépense	Aucune rencontre, travaux suspendus.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<p>moyens de diminuer ceux-ci.</p> <p>Élaborer des pistes de solutions pour diminuer le nombre d'accidents impliquant un véhicule lourd.</p>		<ul style="list-style-type: none"> – Un professionnel; – Deux ingénieurs. ▪ Un ou deux représentants de chaque organisme membre du comité : <ul style="list-style-type: none"> – Société de l'assurance automobile du Québec; – Sûreté du Québec; – Contrôle routier Québec. <p>Représentants d'autres organismes en fonction des besoins ad hoc.</p>		
Table de concertation de l'industrie du courtage en services de camionnage en vrac	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribuer à résoudre les diverses problématiques de l'industrie pouvant survenir au cours des prochaines années; ▪ Préparer un rapport à l'intention du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports au cours de 	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : <ul style="list-style-type: none"> – Un gestionnaire; – Deux professionnels. ▪ Un représentant pour chaque association : 	Aucune dépense	En raison du contexte de modification du Règlement sur le courtage en service de camionnage en vrac, la Table ne s'est pas réunie en 2016-2017 et les intervenants membres ont été sollicités différemment par le MTMDET, lors de rencontres particulières. Ces rencontres ont alimenté la modification proposée en février 2017 au Règlement sur le courtage en services de

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<p>l'année 2015-2016. Ce rapport présente, notamment, un bilan des activités de l'industrie et de son évolution depuis le 1^{er} janvier 2012;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Établir un carrefour d'échange d'information permanent entre les intervenants. 		<ul style="list-style-type: none"> – Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec; – Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec; – Association des transporteurs en vrac de Baie-Comeau inc.; – Association nationale des camionneurs artisans inc.; – Commission des transports du Québec; – Fédération québécoise des municipalités; – Hydro-Québec; – Les transporteurs en vrac région 03 inc.; – Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du 		camionnage en vrac.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			territoire; – Ministère des Ressources naturelles; – Poste de camionnage en vrac région 06 inc.; – Société d'énergie de la Baie-James; – Transvrac Montréal-Laval; – Ville de Montréal; – Ville de Québec; – Les Vrac; – RECIQ; – Union des municipalités du Québec.		
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	La Loi sur les transports (L.R.Q., c. T -12), créant le Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général a été modifié en 2015 pour abroger le Forum et le faire migrer vers une nouvelle structure prenant la forme d'une table de concertation socio-économique permanente favorisant l'échange	MTMDET	▪ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : – Un président par intérim (gestionnaire MTMDET); – Deux professionnels.	Aucune dépense	Les anciens membres ont été sollicités pour la mise sur pieds d'une nouvelle Table de concertation économique. Les discussions sur ce dossier incluent désormais une association qui n'était pas représentée dans l'ancienne structure : l'Association des routiers professionnels du Québec (ARPQ).

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	d'informations, le dialogue et la concertation en continu entre les représentants des transporteurs routiers et les expéditeurs de marchandises (les donneurs d'ouvrage) au Québec. La nouvelle structure, plus souple, est en cours d'élaboration et fait l'objet de discussions avec les anciens membres du Forum.		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Autres associations : <ul style="list-style-type: none"> – Association du camionnage du Québec; – Association des Intermédiaires en Transport du Québec; – Conseil de l'industrie forestière du Québec; – Syndicat national du transport routier affilié à la Confédération des syndicats nationaux -les Teamsters Québec, local 106, affiliés à l'International Brotherhood of Teamsters et à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec; – Un gestionnaire de la SAAQ. 		
Comité technique du	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse de demandes concernant 	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère des Transports, de la 	Aucune dépense	En 2016-2017, il a eu quatre

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
programme Écocamionnage	<p>l'homologation de technologies ne faisant pas partie de la liste des technologies admissibles au financement;</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyse de demandes d'aide financière pour des projets de recherche ou des projets pilotes; Analyse visant à modifier, à bonifier ou à améliorer le programme. 		<p>Mobilité durable et de l'Électrification des transports :</p> <ul style="list-style-type: none"> Deux ingénieurs; Deux professionnels. <p>Un ingénieur du MERN.</p>		<p>rencontres du comité en plus d'échanges en continu en fonction des demandes des entreprises et besoins concernant l'homologation de nouvelles technologies et l'évaluation de projets de démonstration et de logistique pour le programme Écocamionnage.</p> <p>7 nouvelles technologies ont été homologuées et le comité s'est penché sur 4 projets de logistique et un projet de démonstration.</p>
Table de concertation gouvernement-industrie sur la sécurité des véhicules lourds	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer le bilan routier à l'égard des accidents impliquant un véhicule lourd à partir de pistes d'action venant principalement de l'industrie; Trouver un plan d'action à court, moyen et long termes en matière de sécurité des véhicules lourds; Proposer des mesures coercitives, incitatives et éducatives à l'égard de l'amélioration de la sécurité routière. 	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : <ul style="list-style-type: none"> Trois gestionnaires; Un professionnel. ➤ Autres représentants : <ul style="list-style-type: none"> Associations concernées par la sécurité routière; Chauffeurs; Expéditeurs; Organismes gouvernementaux; Propriétaires et 	Aucune dépense	Aucune rencontre de la Table en 2016-2017, la rencontre précédente remonte au 17 mars 2016.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			exploitants de véhicules lourds; – Usagers de la route.		
Groupe de travail sur les angles morts des véhicules lourds	Donner suite aux recommandations des coroners concernant le décès de piétons ou d'usagers vulnérables qui se trouvaient dans un angle mort du véhicule. Caractériser les accidents impliquant la visibilité réduite du conducteur causé par les angles morts des véhicules lourds. Identifier les moyens éprouvés d'améliorer la vision des conducteurs dans les angles morts ainsi que les mesures à prendre pour les piétons et autres usagers. Formuler des recommandations aux intervenants concernés pour améliorer la vision des conducteurs autour de leurs véhicules et éviter les accidents avec les autres usagers.	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : <ul style="list-style-type: none"> - Un ingénieur (DTRM) - Un ingénieur (DST) ➤ Société de l'assurance automobile du Québec <ul style="list-style-type: none"> - Un ingénieur - Des représentants de : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ville de Montréal ➤ Centre de gestion de l'équipement roulant 	<p>142,08 \$ pour les déplacements aux rencontres.</p> <p>40 000 \$ pour le premier versement d'un mandat de 85 700 \$ accordé à la Polytechnique de Montréal.</p>	<p>Un mandat a été confié à la Polytechnique de Montréal, afin de faire l'évaluation des solutions potentielles en situation réelle. Le mandat sera réalisé en 2016-2017 et 2017-2018.</p> <p>Deux rencontres avec la Polytechnique de Montréal.</p>
Eastern Border	Favoriser la concertation	MTMDET	Nom de l'organisme	9 000 \$ US (12 051 \$)	11 rencontres téléphoniques des

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Transportation coalition (EBTC)	entre les États et les provinces de l'Est pour les questions de passage à la frontière et la gestion des corridors de commerces internationaux.		responsable : <ul style="list-style-type: none"> EBTC Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel 	pour la cotisation annuelle Déplacement : 1 244,21 \$	provinces et États participants, une rencontre et conférence annuelle, production de documents et avis sur des enjeux de passage aux frontières des véhicules et de corridors de commerce. 1 rencontre à Chicago en avril 2016.
Comité multiple sur l'évaluation des PECVL	Comité traitant de l'évolution de tous les dossiers touchant la Politique d'évaluation des exploitants, des conducteurs et des propriétaires de véhicules lourds (PECVL).	SAAQ	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel 	Aucune dépense	Participation à une rencontre de concertation pilotée par la SAAQ où les informations en lien avec les dossiers relevant du MTMDET ont été fournies.
Conseil d'administration de Camo-Route	Favoriser et consolider le partenariat sur une base sectorielle dans le but de permettre une prise en charge, par le milieu, du développement des facteurs de compétitivité des entreprises et de la main-d'œuvre du secteur du transport routier au Québec.	Camo-route	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Camo-Route Représentants du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Deux professionnels 	Déplacements aux rencontres : 270,66 \$	Participation, à titre de membre observateur du Conseil d'administration, à 7 rencontres ou conférences téléphoniques au cours de l'année 2016-2017, dont l'assemblée annuelle. Les dossiers suivants ont été abordés : réalisation d'un diagnostic sectoriel sur le secteur de la main-d'œuvre dans le transport routier, planification stratégique et suivi

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
					administratif de l'organisme.
Comité de gestion des écoles de formation en transport routier de Charlesbourg et de Saint-Jérôme	Faciliter les échanges de vues entre l'industrie du transport routier et le Centre de formation et d'assurer un processus de décision éclairé et efficace.	Centres de formation	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Centre de formation en transport de Charlesbourg et Centre de formation en transport routier Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel 	Déplacements aux rencontres : 58,85 \$	10 rencontres ou appels conférences pour les comités de gestion des deux Centres de formation où les préoccupations du MTMDET sont véhiculées en appui aux enjeux de la main-d'œuvre dans le secteur du transport routier.
Comité de programmes des écoles de formation de Charlesbourg et de Saint-Jérôme	Faire des recommandations en matière d'application des programmes de formation professionnelle liée aux différents secteurs de l'industrie du transport routier.	Centres de formation	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Centre de formation en transport de Charlesbourg et Centre de formation en transport routier Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel 	Déplacements aux rencontres : 23,59 \$	Deux rencontres dont une à la fin du mois de mars 2017 portant sur les contenus des programmes de formation pour s'assurer, entre autres, de la prise en compte des lois et règlements du ministère dans la mise à jour des programmes de formation.
Comité SAAQ/MTQ/Union des producteurs agricoles	Rencontres sur les différents problèmes rencontrés par l'UPA avec	SAAQ	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> SAAQ 	Aucune dépense	Lancement d'un groupe de travail portant sur la définition d'un véhicule agricole.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	l'application des règlements relevant du Ministère ou de la SAAQ.		Représentants du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Chef du service de la normalisation technique ▪ Un professionnel 		
Comité national sur les charges et dimensions	Rencontres de tous les intervenants provinciaux en matière de charge et de dimensions de manière à harmoniser les façons de faire entre les administrations canadiennes.	Conseil canadien des administrateurs du transport motorisé (CCATM)	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé (CCATM) Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un ingénieur 	Déplacement à la rencontre : 436,78 \$	Rencontre annuelle à Montréal.
Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur le transport des matières dangereuses	Rencontre de tous les intervenants provinciaux et territoriaux en matière de transport de matières dangereuses de manière à harmoniser le plus possible les règlements des différentes administrations canadiennes en matière de transport de matières dangereuses.	Transports Canada	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Transports Canada Représentants du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Deux ingénieurs 	Déplacements à la rencontre : 58 \$	Rencontres téléphoniques et une rencontre à Ottawa. Poursuite des travaux.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de normalisation CSA B-620	Comité qui met à jour la norme B-620 concernant la fabrication et l'utilisation de citerne pour le transport de matières dangereuses.	Transports Canada	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> Transports Canada Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Un ingénieur 	Aucune dépense	Rencontre téléphonique. Poursuite des travaux
Comité TRANCAER	Comité qui regroupe les membres de l'Association canadienne de l'industrie chimique (ACIC) et divers intervenants gouvernementaux dans le but de responsabiliser l'industrie des produits chimiques lors de l'expédition et la manutention de leurs produits.	ACIC	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> ACIC Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Un ingénieur 	Aucune dépense	Rencontre téléphonique. Poursuite des travaux.
Comité permanent sur la conformité et la réglementation	Le comité C & R traite des questions de conformité liées aux conducteurs et véhicules commerciaux, au transport des marchandises dangereuses et au transport routier commercial.	Conseil canadien des administrateurs du transport motorisé (CCATM)	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> CCATM (Conseil canadien des administrateurs du transport motorisé) Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Un professionnel 	Déplacements aux rencontres : 2 695,16 \$	Participation aux deux rencontres du comité dont une se tient en marge de la conférence annuelle. Les discussions portent sur l'harmonisation et la mise à jour des normes du Code canadien de sécurité qui touchent le transport routier, dont les cotes de sécurité et l'arrimage des marchandises.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité sur les véhicules commerciaux	Mise en œuvre des sections « véhicules lourds » et « simplification des opérations pour les véhicules commerciaux » du chapitre Transports de l'accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario.	MTMDET et MTO	Noms des organismes responsables : <ul style="list-style-type: none"> MTMDET MTO (ministère des Transports de l'Ontario) Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Directeur du transport routier des marchandises 	Aucune dépense	Collaboration et échanges, au besoin, avec le ministère des Transports de l'Ontario pour la mise en œuvre des mesures du plan d'action qui touchent le transport routier des marchandises. Le résultat des discussions est pris en considération dans les travaux de modifications réglementaires concernés au Ministère.
Forum sur l'arrimage du CVSA (Commercial Vehicle Safety Alliance)	Ce forum est le lieu d'échange privilégié pour les questions qui touchent l'harmonisation, la gestion et la mise à jour des normes canadiennes et américaines d'arrimage des cargaisons sur les véhicules lourds.	Conseil canadien des administrateurs du transport motorisé (CCATM) – Comité sur la conformité et la réglementation (CRA). Le MTMDET est membre du CRA et représente ce comité pour les questions d'arrimage aux activités du CVSA	Nom de l'organisme responsable : CVSA. Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> Un ingénieur et un chef de service 	Aucune dépense Rencontres à Chicago le 25 avril 2016 (frais de participation couverts par le CCATM) et à Montréal les 12 et 13 décembre 2016	Échanges avec les représentants de l'industrie et les organismes de contrôle routier du Canada et des États-Unis sur l'application de la norme canadienne concernant l'arrimage des marchandises. Les échanges alimentent les travaux canadiens de modification et de mise à jour de la norme 10 du Code canadien de sécurité portant sur l'arrimage des marchandises.
Comité de consultation CRQ	Comité ayant pour objectif pour Contrôle routier Québec (CRQ) de consulter les partenaires gouvernementaux et de l'industrie concernant ses	CRQ	Noms des organismes responsables : <ul style="list-style-type: none"> CRQ Représentant du	Déplacements aux rencontres : 190 \$	2 rencontres, soit 1 à Québec et 1 à Saint-Bruno.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	orientations et ses objectifs opérationnels. Fournir à l'industrie et aux partenaires une opportunité de soulever des enjeux ou des problématiques en lien avec les interventions de CRQ. Trouver des solutions concertées à ces problématiques et ces enjeux.		MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Directeur du transport routier des marchandises 		
Groupe de travail sur l'harmonisation du camionnage au Canada	Le comité a pour objectif d'identifier des pistes d'harmonisation des lois et règlements de camionnage au Canada pour faciliter le commerce interprovincial	MTMDET et la SAAQ est consultée en fonction de ses champs de compétence.	Nom de l'organisme responsable : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil des sous-ministres responsables des transports et de la sécurité routière Représentant du MTMDET : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Chef du service des politiques économiques 	Aucune dépense	Les travaux ont débuté par appels conférences en mars 2017.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité d'orientation du projet de démonstration Cité Mobilité	Le mandat du comité est d'assurer le suivi et le contrôle de la réalisation du projet en ce qui concerne principalement le budget, l'envergure des travaux et les échéanciers.	Société de transport de Montréal (STM)	Trois représentants de la STM et un représentant du Ministère	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information et production de rapports d'avancement. Ces rapports annuels font état du suivi des coûts engagés et de ceux qui ont été payés durant chaque exercice financier, de l'avancement des travaux, des modifications d'envergure et des échéanciers du projet.
Comité de suivi de l'Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	Le Comité est le lieu officiel des discussions sur la mise en œuvre de l'Entente, notamment en ce qui concerne le protocole de communication et le règlement des différends.	Infrastructure Canada et le ministère des Finances du Québec	Trois représentants du Québec (ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et ministère des Finances) et trois représentants du gouvernement du Canada	À même les budgets réguliers des ministères participants	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à une rencontre du Comité - Contribution à la rédaction du document sur la Liste des indicateurs de suivi des résultats relatifs aux investissements réalisés dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec - Production d'une liste des projets financés en 2016-2017 dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures locales du Québec.
Comité de travail en transport collectif régional	Identifier, de manière commune, les enjeux prioritaires relatifs au transport collectif régional et proposer des pistes de solutions pour améliorer l'environnement du transport collectif régional	Association des transports collectifs ruraux du Québec (ATCRQ)	<ul style="list-style-type: none"> - ATCRQ - Fédération des transporteurs par autobus; - Union des municipalités du 	À même les budgets réguliers du Ministère (frais de déplacements et de repas)	Le Ministère offre son support et sa collaboration aux participants et prend acte de leurs idées et de leurs préoccupations. Les pistes de solutions émanant de ce comité sont prises en considération dans l'élaboration des

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	afin de bonifier l'offre de service aux usagers.		Québec; - Fédération québécoise des municipalités; - Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec; - Union des transports adaptés et collectifs du Québec; - Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi - Transport 2000 Québec; - Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.		prochains programmes d'aide du Ministère soutenant le transport collectif régional. Quatre rencontres ont eu lieu depuis septembre 2016. Au moins deux autres sont à prévoir d'ici l'été 2017.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de suivi de la mise en œuvre des mesures du plan d'action Vieillir et vivre ensemble (VVE) 2012-2017	Coordonner et effectuer le suivi de la mise en œuvre des mesures du présent plan d'action et réaliser divers travaux menant à l'élaboration du nouveau plan d'action et de son cadre budgétaire.	Le Secrétariat aux aînés du ministère de la Famille	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Famille (Secrétariat aux aînés) - Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire - Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation - Ministère de la Santé et des Services sociaux - Ministère des Finances - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Office des personnes handicapées du Québec 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Participation à une rencontre du comité de suivi et échange de documents concernant le bilan du plan d'action Vivre et vieillir ensemble.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			<ul style="list-style-type: none"> - Régie du bâtiment du Québec - Société d'habitation du Québec 		
Comité interministériel de réflexion sur les enjeux à retenir dans le cadre de l'élaboration du troisième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Élaborer le troisième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en proposant des mesures novatrices qui permettront, d'une part, d'améliorer les conditions de vie des personnes et des familles et, d'autre part, de favoriser la mobilisation et la participation sociales.	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports - Ministère de la Santé et des Services sociaux - Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire - Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion - Ministère de la Famille 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Participation à plusieurs rencontres de travail et échange de documents sur les mesures éventuelles du Ministère dans le cadre de ce troisième plan.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			<ul style="list-style-type: none"> - Ministère des Finances du Québec - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation - Ministère de la Justice - Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles - Société d'habitation du Québec - Secrétariat à la Jeunesse - Office des personnes handicapées du Québec - Secrétariat aux Affaires autochtones - Secrétariat aux aînés - Secrétariat à la condition féminine - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation - Ministère de la Culture et des Communications 		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique <i>À part entière</i>	Poser un jugement sur l'efficacité de la politique <i>À part entière</i>	Office des personnes handicapées du Québec	<ul style="list-style-type: none"> - Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec - Association du Québec pour l'Intégration sociale - Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées - Réseau communautaire en santé mentale - Réseau international sur le processus de production du handicap - Ministère de la Santé et des Services sociaux - Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Participation à une rencontre d'échanges le 24 février dans le but de poser un jugement sur l'efficacité de la politique <i>À part entière</i> dans la réduction des obstacles à la participation sociale des personnes handicapées dans quatre domaines : les déplacements, les communications, l'habitation et les activités de la vie quotidienne.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			transports - Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire - Ministère de la Famille - Secrétariat du Conseil du trésor - Société d'habitation du Québec - Régie du bâtiment du Québec		
Comité Mobilité du créneau de services aux personnes âgées autonomes ou en perte d'autonomie (PAAPA)	<p>Mobiliser une diversité d'acteurs pour collaborer au développement de l'économie sociale dans les services offerts aux personnes âgées (mobilité/transport).</p> <p>Proposer des projets pilotes novateurs qui pourraient ouvrir de nouvelles avenues de développement liées à l'économie sociale.</p>	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	- Fédération des coopératives de paramédics du Québec - Fédérations des coopératives de soins à domicile et de santé du Québec - Association du transport urbain du Québec - Association des transports collectifs ruraux du Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Une première rencontre du Comité a eu lieu le 21 février 2017.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			<ul style="list-style-type: none"> - Fédération des centres d'action bénévole du Québec - Association québécoise des transports - Union des transports adaptés et collectifs du Québec - Ministère du Transport, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec - Kéroul - Institut national de la recherche scientifique - Urbanisation Culture Société 		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	L'OSCQ planifie les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonne les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile	Ministère de la Sécurité publique	Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Mettre en place les conditions devant permettre d'assurer une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses	Ministère de la Sécurité publique	Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolé (SUMI)	Les mandats du SUMI consistent à examiner la problématique liée à l'accessibilité des services d'urgence en milieux isolés et à proposer des solutions en ce qui a trait à la couverture incendie des infrastructures essentielles, aux opérations de recherche et de sauvetage, à la désincarcération, à la desserte aérienne ainsi qu'à la coordination lors des évacuations médicales.	Ministère de la Sécurité publique	Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur risque radiologique et nucléaire	Réaliser un portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec et un portrait des ressources humaines et matérielles spécialisées disponibles dans les ministères et les organismes pour y faire face. À partir de ces portraits, proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec au regard des risques radiologiques et nucléaires.	Ministère de la Sécurité publique		À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Table de travail gouvernemental et municipale en sécurité civile	Établir une compréhension des rôles et responsabilités en sécurité civile; examiner les façons de faire afin d'identifier les éléments d'amélioration pour gagner en efficacité; bonifier, lorsque possible, la contribution du gouvernement; bonifier, si requis, les outils destinés aux municipalités; évaluer les mécanismes à utiliser ou mettre en place afin de faciliter les communications.	Ministère de la Sécurité publique	Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau	<p>Contribuer à l'élaboration des orientations en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE);</p> <p>Participer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre des orientations;</p> <p>Assurer la cohérence entre le GIRE et les activités des ministères;</p> <p>Contribuer aux initiatives visant à améliorer la gestion des connaissances sur l'eau, l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques.</p>	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Table de concertation interministérielle sur la recherche et l'innovation	<p>Faciliter la concertation et la collaboration entre tous les ministères intéressés par la recherche et l'innovation, et par le positionnement du Québec à cet égard. - Participante - Représenter le Ministère et participer à l'établissement des priorités gouvernementales en matière de recherche et innovation</p>	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité en construction bois	S'assurer que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction non résidentielle et multifamiliale; mettre en œuvre la Charte du bois auprès des donneurs d'ouvrage et subventionnaires de projets financés en tout ou en partie par des fonds publics; coordonner les actions à mettre en place; produire une reddition de compte.	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité interministériel Aluminium	<p>Préparer les fournisseurs québécois à répondre aux appels d'offres de construction ou de réfection de ponts à courte portée comportant un plus grand nombre de composantes ou de sous-ensembles fabriqués en aluminium</p> <p>Convaincre les donneurs d'ordres de l'intérêt d'une intégration accrue de l'aluminium dans la conception de ponts et passerelles dans les appels d'offres qui en découlent, notamment, en intégrant la notion de coût total de possession à l'analyse des projets.</p> <p>Comblar les manques dans la chaîne de valeur québécoise de la transformation de l'aluminium en matière de composantes de ponts et passerelles en aluminium.</p>			À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Entraide	Promouvoir et de coordonner la réalisation des campagnes d'Entraide. Comité paritaire avec les représentants syndicaux	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)	Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité consultatif du Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales	Faire connaître les besoins et priorités des clients en matière de services de bibliothèque, conseiller le Centre de services partagés du Québec sur les moyens à prendre pour répondre adéquatement aux besoins exprimés par les bibliothèques membres du Réseau, proposer des améliorations au niveau du fonctionnement des services offerts, contribuer à l'évolution des normes et procédures en usage au sein du Réseau, en collaboration avec l'équipe de soutien et les membres des différents comités de travail, contribuer au maintien d'un esprit de partage des ressources et de l'expertise, donner son avis sur toute question pertinente.	Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales	Professionnel Direction de l'environnement et de la recherche	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité directeur de l'ÉES	Convenir de la portée des travaux des évaluations environnementales stratégiques sur les hydrocarbures pour chacun des chantiers responsables de leur réalisation afin d'atteindre les objectifs du gouvernement; s'assurer de l'objectivité des travaux réalisés par les chercheurs et les représentants du gouvernement, de la cohérence entre les différents chantiers et du respect des échéanciers; mener une consultation publique en ligne avant la publication du rapport final, prévue à la fin de l'automne 2015.	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	Sous-ministre adjointe Direction générales des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité directeur du comité interministériel pour un plan d'action concerté de rétablissement des habitats aquatiques au lac Saint-Pierre	Élaborer et mettre en oeuvre un plan d'action concerté dans le but d'améliorer la qualité de l'eau et des habitats aquatiques du lac Saint-Pierre et de son littoral, prioritairement pour restaurer la population de perchaudes.	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité directeur en prévention	Gouvernance du cadre de prévention des risques naturels.	Ministère de la Sécurité publique	Directeur et chef de service Direction du laboratoire des chaussées	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel central de l'Entente administrative MTMDET-MDDELCC-MFFP	Veiller à la mise en oeuvre et au suivi de l'Entente, voir à en améliorer le contenu et l'application et produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'Entente.	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche Chef de service Direction de Laval-Mille-Îles	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité interministériel de concertation sur le lac Champlain	Orienter les politiques et stratégies de gestion de résilience aux inondations dans le bassin du lac Champlain.	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1 ingénieur DLC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité interministériel pour l'aléa glissements de terrains	Analyses de risque et planification des travaux de cartographie pour les zones exposées aux glissements de terrain.	Ministère de la Sécurité publique	2 ingénieurs DLC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité interministériel pour les imminences de mouvements de terrain	Revue générale de la coordination du travail entre le ministère de la Sécurité publique et le Ministère pour les cas d'urgence de glissements de terrain.	Ministère de la Sécurité publique	2 ingénieurs DLC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel sur la politique sur l'air (PQA)	Élaborer et mettre en œuvre la PQA	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Professionnel Direction de l'environnement et de la recherche Professionnel Direction de la planification	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité interministériel sur les milieux humides et hydriques	Élaborer des recommandations en vue d'améliorer les outils en place et proposer de nouveaux outils dont une politique gouvernementale afin d'améliorer la conservation et la gestion durable des milieux humides.	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité patronal santé et sécurité du travail du 2700, Einstein	Voir à s'assurer de fournir aux employés un milieu de travail sécuritaire.	Société immobilière du Québec	1 ingénieur de laboratoire DLC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité permanent de catalogage	Agir en tant qu'expert conseil auprès de l'équipe de soutien et des catalogueurs des bibliothèques du RIBG pour les sujets relatifs au catalogage des documents, définir des normes réseau afin d'uniformiser et maintenir la qualité du catalogue collectif	Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales	Technicien Direction de l'environnement et de la recherche	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité permanent de la référence (RIGB)	Planification et mise en œuvre de moyens et d'outils favorisant le partage des connaissances et expériences parmi les employés travaillant à la référence dans les bibliothèques du RIGB	Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales	Technicien Direction de l'environnement et de la recherche	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité permanent sur les postes et aires de contrôle routier	Gérer l'entente entre la SAAQ et le Ministère, précisant les rôles et les responsabilités des deux organismes en ce qui concerne le développement et l'exploitation des postes et aires de contrôle routier, et également voir à la coordination des projets de la SAAQ qui requièrent une intervention du Ministère, ou vice et versa, et analyser les problématiques soulevées par une partie afin de trouver des solutions à la satisfaction de tous.	Société de l'assurance automobile du Québec	Ingénieur - Chef de service	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité sur la prévention de sinistres naturels - Érosion et Submersion côtières	Sélection des projets de prévention et les projets de recherche de sinistres naturels reliés à l'aléa "Érosion et Submersion côtières" en fonction du niveau de risque	Ministère de la Sécurité publique	2 ingénieurs Direction du laboratoire des chaussées Direction des structures	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité sur la prévention de sinistres naturels - Inondation	Sélection des projets de prévention et les projets de recherche de sinistres naturels reliés à l'aléa "Inondation" en fonction du niveau de risque	Ministère de la Sécurité publique	Ingénieur des structures	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité sur les compensations pour les pertes d'habitats fauniques	Développer, conjointement entre le MDDEFP et le Ministère, une approche de compensation des pertes d'habitats fauniques, notamment, l'habitat du poisson ainsi que des milieux humides qui peuvent en faire partie.	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction de Chaudière-Appalaches Direction de l'Estrie	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité technique interministériel sur l'exemplarité en construction bois	Relevé les défis que présente l'utilisation du bois dans la construction par la mise en œuvre de la mesure d'exemplarité gouvernementale de la Charte du bois	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	Ingénieurs Direction des structures	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Groupe de travail EAU	Déterminer le partage des responsabilités entre les acteurs quant à la ressource EAU destinée à répondre aux besoins des sinistrés, ainsi que la priorité de gestion des demandes.	Ministère de la Sécurité publique	Professionnel Centre de coordination de la sécurité civile	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Sous-comité de l'OSCQ sur risque radiologique et nucléaire	Réaliser un portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec et un portrait des ressources humaines et matérielles spécialisées disponibles dans les ministères et les organismes pour y faire face. À partir de ces portraits, proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec au regard des risques radiologiques et nucléaires.	Ministère de la Sécurité publique	Professionnel Centre de coordination de la sécurité civile	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur le risque d'incident impliquant des agents chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs (CBRNE).	Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE liés aux actes terroristes et pouvant également CBRN accidentels, en collaboration avec les ministères et organismes possédant des ressources humaines et matérielles spécialisées et en complémentarité aux interventions déjà prévues au Plan national de sécurité civile.	Ministère de la Sécurité publique	Professionnel Centre de coordination de la sécurité civile	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Table de gouvernance en gestion des connaissances sur l'eau	s'appliquer aux incidents CBRN accidentels, en collaboration avec les ministères et les organismes possédant des ressources.	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Table des responsables de mission du Plan national de sécurité civile	sécurité civile (PNSC). S'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités	Ministère de la Sécurité publique	Professionnel Centre de coordination de la sécurité civile	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Table interministérielle PNRI	Assurer la convergence des actions de l'État en matière de recherche; assurer une meilleure cohésion entre les ministères et organismes en matière de recherche et d'innovation; maintenir une vision commune et partagée des priorités; Forum de discussion important sur les conditions d'accès aux données publiques des différents ministères.	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	Représentant Ministère : Sous-ministre adjointe Direction générales des infrastructures et des technologies	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité aviseur sur le projet de recherche sur Suivi de l'utilisation et de l'efficacité des passages à faune le long de la route 175 pour les petits et moyens mammifères"(R709.1)	Informar les partenaires en lien direct avec le projet de suivi de la performance des 33 passages à faune construits le long de la route 175, dans l'optique de limiter la fragmentation des habitats et de maintenir la biodiversité.	Ministère	Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Technicien Professionnels Direction de la Capitale-Nationale MERN, Université Concordia, Université Trent, Montana State University, Université Laval, AECOM	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité de coordination de l'Entente administrative MTQ-MFFP-MDDELCC	Assister le comité interministériel central de l'Entente administrative MTQ-MFFP-MDDELCC, notamment, en assurant le suivi de l'application de l'Entente, en proposant des solutions aux problèmes d'application de l'Entente, en assurant le suivi des travaux des comités d'experts et en assurant le suivi des décisions.	Ministère	Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction de la Capitale-Nationale MDDELCC, MFFP	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité de suivi du projet de recherche « Effets de l'installation et de la réfection de ponceaux sur la dynamique des communautés de cyprinidés et autres petites espèces de poissons dans les ruisseaux » (R702.1)	Évaluation des effets de l'installation et de la réfection de ponceaux sur la dynamique de communautés de petits poissons, dans une vingtaine de sites choisis de 2011 à 2014.	Ministère	Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction Laval-Mille-Îles Direction de l'Estrie Direction Chaudière-Appalaches Direction Capitale-Nationale MDDELCC, MFFP, UQTR, Cégep de Sherbrooke	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de suivi du projet de recherche « Étude des potentiels structurels et écologiques du génie végétal dans les travaux de stabilisation riveraine dans les basses-terres du Saint-Laurent » (R692.1)	Évaluation de potentiels structurels et écologiques des techniques du génie végétal pour stabiliser durablement les berges, tout en favorisant la naturalité et la biodiversité des rives.	Ministère	Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction du laboratoire des chaussées Direction des structures DT Montérégie Est DT Montérégie Ouest DT Chaudière-Appalaches MDDELCC, Université Laval, Université Concordia, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (France), firme Pleine Terre, agronomie environnement, firme Groupe Rousseau Lefebvre	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité de suivi du projet de recherche « Révision des critères de conception des ponceaux pour des bassins de drainage de 25 km ² et moins dans un contexte de changements climatiques » (CC06.1)	Révision des critères de conception de ponceaux drainant des bassins de superficies inférieures à 25 km ² dans un contexte de changements climatiques.	Ministère	Professionnels et ingénieurs Direction des structures Direction de l'environnement et de la recherche MDDELCC Ouranos, Institut de recherche et de développement en agroenvironnement, Université Laval, INRS, Centre d'expertise hydrique du Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de suivi du projet de recherche « Stratégie d'expérimentation de systèmes d'adaptation intelligente de la vitesse et d'enregistreurs de données de vitesse » (R737.1)	Recenser les connaissances sur les systèmes d'adaptation intelligente de la vitesse, les enregistreurs de données de vitesse et potentiellement d'autres systèmes pouvant avoir un impact sur la vitesse et la sécurité routière.	Ministère	Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction de la sécurité en transport SAAQ, Direction de la recherche et du développement en sécurité routière HEC Montréal, Université de Sherbrooke, Université McGill Polytechnique Montréal, Université de Montréal	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité de suivi technique du projet de recherche « Adaptation des modèles hydrologiques d'analyse régionale des crues (ARC-Québec) et des étiages (ARIDE) pour le Québec » (R694.1)	Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation. De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.	Ministère	Professionnels et ingénieurs Direction de l'environnement et de la recherche Direction des structures MDDELCC, INRS	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de suivi technique du projet de recherche « Quantification et qualification de l'impact des enrochements dans les cours d'eau sur les habitats aquatiques dans le cadre de projets d'infrastructures routières » (R726.1)	<p>Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation.</p> <p>De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.</p>	Ministère	<p>Professionnels et ingénieurs Direction de l'environnement et de la recherche Direction de l'Est-de-la-Montérégie Direction des structures</p> <p>MDDELCC, MFFP, Pêches et Océans Canada, Université de Concordia, Université McGill, INRS Université de Montréal</p>	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité de suivi technique du projet de recherche « Restauration écologique des tourbières de Bic – Saint-Fabien et de Saint-Fabien-sur-Mer dans le Bas-Saint-Laurent » (R719.1)	<p>Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation.</p> <p>De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.</p>	Ministère)	<p>Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</p> <p>MDDELCC, Groupe de recherche en écologie des tourbières, Parc du Bic, Table de concertation Bic-St-Fabien, Comité de bassin versant</p>	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité de suivi technique du projet de recherche « Stations d'observation des conditions maritimes 2014-2017 dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent pour les problèmes d'érosion côtière » (CC07.1)	<p>Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation.</p> <p>De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.</p>	Ministère)	<p>Professionnels et ingénieurs Direction de l'environnement et de la recherche Direction du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Direction des structures</p> <p>Ouranos, MSP, INRS</p>	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité de suivi technique du projet de recherche « Suivi de l'érosion côtière à la suite des travaux de stabilisation de berges en bordure de routes à l'Isle-aux-Coudres » (R757.1)	<p>Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation.</p> <p>De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.</p>	Ministère	<p>Professionnels, Ingénieur Direction de l'environnement et de la recherche Direction de la Capitale-Nationale Direction des structures</p> <p>MDDELCC, MSP, Ministère des Pêches et Océans, UQAR, MRC de Charlevoix, Municipalité Isle-aux-Coudres</p>	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité de suivi de l'exécution du contrat de concession	Assumer une concertation et un suivi efficace du contrat de concession pour la mise en œuvre des programmes de signalisation touristique le ministère du Tourisme, le Ministère et le concessionnaire	Ministère	<p>Ingénieurs et directeur Direction du soutien aux opérations</p> <p>MTO, Concessionnaire</p>	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité des routes et circuits touristiques	Assumer une concertation et un suivi efficace des projets en lien avec la mise en œuvre du programme des routes et circuits touristiques impliquant le Ministère, le Ministère du Tourisme et l'Alliance de l'industrie touristique du Québec. Ce comité relève du Comité interministériel Transports/Tourisme.	Ministère	Ingénieur Direction du soutien aux opérations MTO, Alliance de l'industrie touristique du Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité interministériel de la Route verte	Comité permanent constitué d'un représentant de chacun des ministères impliqués dans le développement et la mise en marché de la Route verte conformément à l'entente-cadre sur le développement de la Route verte.	Ministère	Sous-ministre adjointe DGIT Professionnel Direction du soutien aux opérations MDEIE, MESS, MAPAQ, MRN, MDEFP, MAMOT, VÉLO QUÉBEC, Tourisme Québec, Secrétariat au loisir et au sport, Secrétariat à la Jeunesse	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité interministériel sur le bruit environnemental	Partager les connaissances et accroître la collaboration entre les ministères en vue de proposer des orientations gouvernementales et développer des documents de référence ou outils de sensibilisation visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental.	Ministère	Chef de service, professionnels Direction de l'environnement et de la recherche MAMOT, MDDELCC, MSSS, DSP, INSPQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Comité interministériel Transports/Tourisme	Assumer une concertation efficace des projets conjoints de nature Transport/Tourisme impliquant Ministère du Tourisme et le Ministère.	Ministère	Ingénieurs, directeur Direction du soutien aux opérations MTO	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Méthode de détermination de la ligne des hautes eaux (LHE) pour le domaine maritime (estuaire moyen, estuaire maritime et golfe du Saint-Laurent) dans un contexte de changements climatiques CC14.1	Préciser la méthode de détermination de la LHE en milieu côtier pour le territoire bordant l'estuaire moyen, l'estuaire maritime et le golfe du Saint-Laurent au Québec en tenant compte des changements climatiques appréhendés.	Ministère	professionnels, ingénieurs, techniciens Direction de l'environnement et de la recherche Direction des structures DBSLGI (CS Îles-de-la-Madeleine) DT de la Côte-Nord DT du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine MDDELCC, UQAR, MSP, MRC de la Mitis, Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Transfert d'autorité et procédures cadastrales	Transfert d'autorité entre le MRN et le Ministère, ajustements des procédures cadastrales.	Ministère	Arpenteur-géomètre Professionnel Direction du soutien aux opérations MRN	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information
Événements spéciaux	Coordonner les interventions du Ministère et de la Sûreté du Québec matière d'autorisation et de contrôle des événements spéciaux se déroulant sur les routes du Québec afin d'assurer la sécurité du public voyageur et du participant, tout en limitant les ressources affectées à ces événements et en soutenant le développement économique et social des régions.- co-présidente	Ministère	Sous-ministre adjointe Direction des infrastructures et des technologies MSP, SQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Forum de concertation	Promouvoir l'échange, le développement, la concertation et l'action dans le but d'améliorer la gestion des ressources financières des ministères et organismes.	Secrétariat du Conseil du trésor	Tous les ministères et les organismes du gouvernement	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants».	Activité de réseautage et échange d'information
Table d'échanges en ressources financières	Promouvoir l'échange, le développement et l'action dans le but d'améliorer la gestion des ressources financières des ministères – volet opérationnel SAGIR	Contrôleur des finances	Tous les ministères et les organismes du gouvernement	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants».	Activité de réseautage et échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Groupe de travail sur la décontamination des sols	Ce groupe de travail a été créé dans le cadre de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour les années 2016-2019 dans lequel le gouvernement s'est engagé à analyser l'opportunité de privilégier la décontamination des terrains sous sa responsabilité situés en milieu urbain et représentant un fort potentiel de développement économique.	Ministère des Finances	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques Secrétariat du Conseil du trésor Contrôleur des finances Ministère des Affaires municipales, et de l'Occupation du territoire Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère du Conseil exécutif	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants».	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité des responsables des centres d'assistance	Rencontre d'information et d'échanges pour discuter des sujets d'intérêt commun avec les responsables des centres d'assistance des ministères et organismes publics (M/O)	Centre de services partagés du Québec	Direction générale des ressources matérielles et services partagés (DGRMSP)		
Comité PO (acquisitions)	Table opérationnelle d'échanges traitant de l'utilisation du volet acquisition de SAGIR et visant à assurer la diffusion et le partage d'information aux responsables en ressources matérielles (RM) des différents M/O	CSPQ	Analystes, représentant du domaine RM (Direction générale des contrats) DGRMSP		
Table de suivi des opérations RH	Table opérationnelle d'échanges traitant de l'implantation et l'utilisation du volet ressources humaines (RH) de SAGIR et visant à assurer la diffusion et le partage d'information aux responsables RH des différents M/O	CSPQ	Analystes, représentant du domaine RH DGRMSP		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Communauté de pratique COACH RH	Mettre en commun des expertises permettant d'augmenter l'autonomie de la clientèle et la participation active des membres à la création d'une base de connaissances en RH	CSPQ	Analystes, représentant du domaine RH DGRMSP		
Comité des utilisateurs des services informationnels (SI)	Réunir les utilisateurs du domaine des produits informationnels afin de partager et d'échanger sur les sujets de type informationnel et les extractions (ERF)	CSPQ	DGRMSP		
Forum des gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec (FGRM)	Lieu d'échanges entre les gestionnaires des ministères et organismes afin de promouvoir l'utilisation efficace et efficiente des ressources matérielles des ministères et des organismes publics du Québec dans les secteurs de la gestion contractuelle et de l'approvisionnement, de la gestion immobilière, de la gestion des télécommunications et de la gestion des services	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Directeur générale des ressources matérielles et services partagés Directrice de la gestion des ressources matérielles et immobilières (DGRMI) (siège également au conseil exécutif du FGRM)		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	auxiliaires. À cette fin, il assure la réalisation des mandats de concertation, de consultation et de développement des compétences de ses membres en matière de gestion des ressources matérielles.				
Comité sur la gestion immobilière	Lieu d'échanges entre les gestionnaires des M/O sur le développement et les façons de faire efficaces et efficientes en gestion immobilières des ministères et des organismes publics du Québec	SCT	Coordonnatrice du Secteur de la gestion immobilière de la DGRMI (Responsable de ce comité et préside les rencontres)		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Rencontre des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) des huit plus gros donneurs d'ouvrages des ministères et organismes de l'administration publique québécoise	Échanger sur les meilleures pratiques en gestion contractuelle, partager des réflexions et consulter les plus gros ministères sur l'état de la gestion contractuelle.	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	La Responsable de l'observation des règles contractuelles (RORC)		
Le comité opérationnel prévention sur la protection de l'intégrité des contrats publics	<ul style="list-style-type: none"> Donner les orientations en matière de prévention et de détection de la collusion aux comités opérationnels. Approuver les mécanismes d'échanges de renseignements et d'informations en matière de collusion, selon les rôles et responsabilités du Ministère et de l'UPAC. Discuter des préoccupations du Ministère et de l'UPAC au regard des dossiers stratégiques impliquant le Ministère. 	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	<p>La directrice générale de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles</p> <p>Le directeur de l'observation des règles contractuelles</p> <p>UPAC et SCT</p>		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<ul style="list-style-type: none"> Clarifier et documenter les principaux processus opérationnels en lien avec les obligations législatives (plaintes, autorisation de contracter et RENA). Documenter les outils pour supporter les organismes publics pour la mise en place du processus de plainte. Orientation pour les systèmes opérationnels. Effectuer toute autre tâche requise par le comité directeur. 				
Groupe de travail Passeport Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des balises concernant les exigences ou les conditions contractuelles à utiliser dans les documents types d'appel d'offres en construction afin d'éviter qu'elles soient excessives et qu'elles limitent la concurrence. S'assurer que certaines mesures du Passeport Entreprises soient mieux adaptées au contexte 	SCT	<p>La directrice générale de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles</p> <p>Autres ministères et organismes notamment du domaine de la santé et éducation ainsi que des représentants de l'industrie</p>		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Documents standardisés : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Documents d'appel d'offres (projet pilote TI) ✓ Gabarit de présentation de soumission ✓ Outil de rédaction des documents (REDAO) 				
Comité de travail sur les règles contractuelles	<ul style="list-style-type: none"> • Dégager des orientations dans le cadre de la révision des règles contractuelles • Faire évoluer le cadre réglementaire relatif à la gestion contractuelle 	SCT	<p>La directrice générale de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles</p> <p>MAMOT, SQI, MEES et MSSS</p>		
Comité permanent sur la gestion contractuelle et l'approvisionnement	<ul style="list-style-type: none"> • Comité relevant du Forum des gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec • Communauté de pratique et d'échange sur les questions relatives à la gestion contractuelle et sur l'approvisionnement 	SCT	Le directeur de l'observation des règles contractuelles		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Réseau des répondants ministériels en gestion des connaissances et transfert d'expertise	Échanges entre les représentants des directions des ressources humaines des différents ministères et organismes à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Conseiller en gestion des ressources humaines		
Comité d'échanges interministériels sur la dotation	Échanges entre les représentants des directions des ressources humaines des différents ministères et organismes à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	À tour de rôle pour l'animation et les comptes rendus	Conseiller en gestion des ressources humaines		
Réseau des responsables en matière de conflits et harcèlement	Permet le partage, la collaboration et l'entraide avec des responsables des autres ministères.	SCT	Conseiller en gestion des ressources humaines		
Comité interministériel des responsables en développement	Échanges entre les représentants des directions des ressources humaines des différents ministères et organismes à des fins de partage, de maintien d'expertise	SCT	Directeurs		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel des responsables en développement (suite)	et de concertation. Permet de maintenir les connaissances et connaître les plus récents développements dans ce secteur d'activités.				
Regroupement des Programmes d'aide aux employés de la Colline	Comité constitué d'une vingtaine de ministères ou organismes et qui est dédié à l'organisation de conférences midi « Programme d'aide aux employés », axées sur des thèmes relatifs à la santé psychologique.	À tour de rôle pour l'animation et les comptes rendus	Intervenant ministériel au Programme d'aide aux employés		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail – secteur Administration provinciale : la Direction des ressources humaines est membre du conseil d'administration comme représentant patronal avec d'autres ministères et organismes de la Fonction publique	Développement d'une offre de services paritaire en matière de prévention des accidents du travail et de maladies professionnelles. Les services de l'Association paritaire sont offerts à tous les ministères et organismes. Échanges entre les représentants des différents ministères et organismes et des associations accréditées à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	SCT	Directeur des relations de travail et santé des personnes		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Réseau des répondants en Gestion de la planification de la main-d'œuvre.	Mandat d'échanges et de consultations sur les besoins et les orientations en Gestion de la planification de la main-d'œuvre.	SCT	Conseiller en gestion des ressources humaines		
Comité de concertation en évaluation	Lieu d'échanges et d'information sur les outils, les pratiques, les orientations et les services en matière de moyens d'évaluation.	SCT	Conseiller en gestion des ressources humaines		
Communauté de pratique en ressources humaines – SAGIR	Plate-forme d'échanges entre les ministères pour favoriser la collaboration et le partage des connaissances entre des utilisateurs SAGIR spécialisés en ressources humaines. Cela permet aux membres de formaliser leurs façons de faire et de valoriser les meilleures pratiques destinées à servir de cadre de référence à l'ensemble des utilisateurs SAGIR en ressources humaines.	DGSAGIR et SCT	Conseiller en gestion des ressources humaines		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité consultatif des directeurs et directrices des ressources humaines SGR2-L2 et SGR3	Échanges entre les directeurs et directrices des ressources humaines de 12 ministères et organismes sur l'état d'avancement et les impacts de SAGIR.	DGSAGIR et SCT	Directrice générale des ressources humaines		
SGR2 – Comité interministériel du suivi de l'implantation des livraisons 1.2, 2 en continu	Échanges entre les représentants des directeurs en ressources humaines des différents ministères et organismes à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	DGSAGIR et SCT	Conseiller en gestion des ressources humaines		
Forum des directeurs en ressources humaines sur la Stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017 (incluant différents comités de travail).	Agir à titre de comités consultatifs auprès du Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines et du Sous-secrétariat aux relations de travail du Secrétariat du Conseil du trésor pour la réalisation des projets et mesures découlant de la	SCT et Forum des directeurs en ressources humaines	Directrice générale des ressources humaines		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	Stratégie.				
Comité interministériel des répondants en matière d'accès à l'égalité	Échanges sur les différents programmes gouvernementaux concernant principalement les membres de communautés culturelles et les personnes handicapées	SCT	Conseiller en gestion des ressources humaines		
Comité de concertation en recrutement et en promotion	Le comité constitue une tribune permettant aux membres d'exprimer leur point de vue et de faire valoir les différents enjeux concernant la programmation interministérielle et ministérielle des processus de qualification en recrutement et promotion	SCT et Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	Conseiller en gestion des ressources humaines		
Comité client du CSPQ	État de situation des différents dossiers portant sur la rémunération, les assurances et la retraite quant aux services rendus par le CSPQ	CSPQ	Directrice générale des ressources humaines et directeurs		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité consultatif des solutions d'affaires en ressources humaines	<p>Comité permanent, composé de représentants de ministères et organismes et de membres du CSPQ ayant pour mandat de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Formuler des avis et recommandations en vue de prise de décisions relativement aux priorités des demandes d'évolution de SGR2 et SGR3. <p>Partager l'information sur l'évolution de SGR2 et SGR3 et sur les travaux de développement de solutions gouvernementales en RH, notamment de la plate-forme collaborative.</p>	SCT	Directeurs		
Comité de travail sur la révision du programme d'accès à l'égalité de la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles	Réviser, pour 2017-2018, le Programme d'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles.	SCT	Conseiller en gestion des ressources humaines		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel en amélioration continue	Échanges interministériels en amélioration continue qui permet aux représentants un partage entre les ministères et organismes afin de comparer les façons de faire et d'échanger sur les expériences de projet.	À tour de rôle pour l'animation et les comptes rendus	Agent en optimisation de processus et amélioration continue		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité directeur RENIR	Ce comité est responsable de gérer les changements et de proposer des orientations et décisions au Comité de gouverne stratégique RENIR. Il est également responsable de communiquer les enjeux devant être soumis au Comité de gouverne stratégique RENIR.	CSPQ	Directeur des contrats		
Comité d'exploitation RENIR	Ce comité est responsable de concilier les services offerts aux besoins recueillis ainsi qu'à identifier tout élément technique comportant des interrogations et/ou des problématiques relativement aux services offerts par le RENIR	CSPQ	Professionnel de la Direction des contrats d'approvisionnement et gestion des inventaires de la Direction générale des contrats ainsi que les chefs des opérations des CIGC de Québec et de Montréal		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Forum de concertation	Promouvoir l'échange, le développement, la concertation et l'action dans le but d'améliorer la gestion des ressources financières des ministères et organismes.	Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Tous les ministères et les organismes du gouvernement	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants».	Activité de réseautage et échange d'information
Table d'échanges en ressources financières	Promouvoir l'échange, le développement et l'action dans le but d'améliorer la gestion des ressources financières des ministères – volet opérationnel SAGIR	Contrôleur des finances (CF)	Tous les ministères et les organismes du gouvernement	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants».	Activité de réseautage et échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Groupe de travail sur la décontamination des sols	Ce groupe de travail a été créé dans le cadre de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour les années 2016-2019 dans lequel le gouvernement s'est engagé à analyser l'opportunité de privilégier la décontamination des terrains sous sa responsabilité situés en milieu urbain et représentant un fort potentiel de développement économique.	Ministère des Finances (MF)	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques Secrétariat du Conseil du trésor Contrôleur des finances Ministère des Affaires municipales, et de l'Occupation du territoire Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère du Conseil	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants».	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			<p>exécutif</p> <p>Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation</p> <p>Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles</p>		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET-MFFP-MDDELCC	Ce comité a été formé dans le cadre de l'Entente administrative MTQ-MRN-MDDELCC. Cette entente concerne l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la <i>Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune</i> et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> .	MTMDET	<p>MTMDET</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Jacques Henry, ing. Directeur régional ▪ Stéphane Lauzon, ing., gestionnaire délégué ▪ Yves Boutin, Représentant environnement ▪ Bibiane Racette, biologiste, Représentante environnement ▪ Nicolas Wampach, Représentant environnement <p>MFFP MDDELCC</p>	Aucun budget n'est attribué à ce comité pour l'année 2016-2017	
Comité interministériel régional MTMDET-MFFP-MDDELCC	<ul style="list-style-type: none"> • assurer la mise en œuvre et le suivi de l'entente MTMDET-MFFP-MDDELCC; • proposer au comité interministériel central toute modification permettant d'améliorer l'application de l'entente; • faire rapport annuellement au comité interministériel central le ou avant le 15 février. 	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> • 1 directeur territorial (MTMDET) • 1 chef de service des inventaires et du Plan (MTMDET) • 1 chef de service des projets (MTMDET) • 1 biologiste (MTMDET) • 2 directeurs régionaux (MDDELCC) • 2 directeurs régionaux (MFFP) • 1 biologiste (MFFP) 	0 \$	L'entente MTMDET-MFFP-MDDELCC a été mise en œuvre et suivie pour 35 projets routiers en 2016-2017.
Conférence	<ul style="list-style-type: none"> • favoriser la concertation 	MAMOT	<ul style="list-style-type: none"> • 9 directeurs régionaux (CISSS, MFEQ, MESS, 	0 \$	4 rencontres de concertation

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
administrative régionale (CAR) des Laurentides	entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT).		MF, MSP, MAMOT, MFFP, MERN, MDDELCC) <ul style="list-style-type: none"> 1 directeur territorial, MTMDET 2 représentants (HQ, OPHQ) 		
Conférence administrative régionale (CAR) de Lanaudière	<ul style="list-style-type: none"> favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT). 	MAMOT	<ul style="list-style-type: none"> 9 directeurs régionaux (CISSS, MFEQ, MESS, MF, MSP, MAMOT, MFFP, MERN, MDDELCC) 1 directeur territorial, MTMDET 2 représentants (HQ, OPHQ) 	55 \$	4 rencontres de concertation
Comité de sécurité et gestion de la circulation IRONMAN Mont-Tremblant	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et préparation des plans qui ont pour but d'assurer la sécurité des personnes, de maintenir la qualité des interventions d'urgence, de gérer la circulation et la communication des 		<ul style="list-style-type: none"> 1 directeur Service de police - Ville de Mont-Tremblant (président du comité) 1 chargé de projet (Ministère) 1 chef des opérations (Ministère) 1 soutien technique (Ministère) présence occasionnelle 1 conseillère en communication MTMDET (présence occasionnelle) 	340 \$	<ul style="list-style-type: none"> Mise à jour du plan de gestion de la circulation, incluant les plans de signalisation, de communication des entraves et de détour en cas d'urgence; Déplacements sécuritaires (pour les usagers, athlètes, intervenants et services d'urgence) durant les deux événements.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<p>entraves dans le cadre des événements IRONMAN Mont-Tremblant;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordination de la planification et des interventions à réaliser. 		<ul style="list-style-type: none"> • 1 capitaine Sûreté du Québec - MRC des Laurentides • 1 sergent Sûreté du Québec - MRC des Laurentides • 1 capitaine Service de police - Ville de Mont-Tremblant • 1 directeur des travaux publics - Ville de Mont-Tremblant • 1 directeur Service de sécurité incendie - Ville de Mont-Tremblant • 1 responsable Services préhospitaliers d'urgence - Ambulances Radisson • 1 représentant Station Mont Tremblant • 1 représentant IRONMAN (WTC) 		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats	
PLAN D'AFFECTATION DU TERRITOIRE PUBLIC DE LA RÉGION DE L'ESTRIE TABLE DE CONCERTATION GOUVERNEMENTALE	L'affectation du territoire public consiste à définir les grandes orientations du gouvernement relativement à l'utilisation qu'il veut faire du territoire public sur le plan de la mise en valeur ou de la protection. Elle revêt donc un caractère hautement stratégique pour la gestion des terres et des ressources du domaine de l'État. Un plan d'affectation définit et indique des sites et des unités territoriales, et détermine leur vocation en fonction des objectifs et des orientations du gouvernement. En 2016-2017, le plan d'affectation du territoire public de l'Estrie est en révision	MERN		Aucun frais reliés à ces activités	s. o.	
			Cantin Ginette			Hydro-Québec
			Cloutier, Jean-François			MDDELCC
			Senouci, Lahouari			MERN (chargé de projet et coordonnateur de la table)
			Luissier Alain			MERN (Chargé de projet – Faune et Parcs)
			Michaud, Alain			MFFP (Chargé de projet – Forêt)
			Léger Éric			MFFP (Chargé de projet – Énergie)
			Vézina Marie-Andrée			MFFP (Chargé de projet – Mines)
			Herrero, Miguel			MAMOT
			Chalifour, Patrick			MAPAQ
			Nathalie Ouellet			MCC
			Meunier, Daniel			MEIE
			Joséane Bédard			MSP
			M'Seffar, Joanna			MTMDET

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats																												
COMITÉ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (CAT) DE LA CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR) DE L'ESTRIE	<p>Le comité CAR – Aménagement du territoire (CAT) est une table régionale interministérielle de concertation. Le comité CAR – Aménagement du territoire (CAT) vise essentiellement le partage de l'information et l'échange notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• Sur les politiques, nouvelles orientations, modifications législatives et autres aspects pouvant avoir un impact sur l'aménagement du territoire;• Sur les différentes demandes d'avis soumises par M/O;• Sur les différents exercices de planification réalisés ou en cours de réalisation dans les MRC de l'Estrie;• Sur les objectifs gouvernementaux de chacun des M/O.	MAMOT	<table><tr><th>Nom, prénom</th><th>ORGANISME</th></tr><tr><td>Geneviève Lafortune</td><td>Hydro-Québec</td></tr><tr><td>Thierry Bourdeau</td><td>MDDELCC</td></tr><tr><td>Isabelle Mongrain</td><td>MERN</td></tr><tr><td>Isabelle Samson</td><td>DSP</td></tr><tr><td>Andrée Chouinard</td><td>SQI</td></tr><tr><td>Jean-François Morin</td><td>MFFP (Secteur Forêt)</td></tr><tr><td>Marie-Josée Goulet</td><td>MFFP (Secteur Faune)</td></tr><tr><td>Judith Côté</td><td>MAMOT</td></tr><tr><td>Chalifour, Patrick</td><td>MAPAQ</td></tr><tr><td>Maxime de Longue Épée</td><td>MCC</td></tr><tr><td>Meunier, Daniel</td><td>MEIE</td></tr><tr><td>Joséane Bédard</td><td>MSP</td></tr><tr><td>M'Seffar, Joanna</td><td>MTMDET</td></tr></table>	Nom, prénom	ORGANISME	Geneviève Lafortune	Hydro-Québec	Thierry Bourdeau	MDDELCC	Isabelle Mongrain	MERN	Isabelle Samson	DSP	Andrée Chouinard	SQI	Jean-François Morin	MFFP (Secteur Forêt)	Marie-Josée Goulet	MFFP (Secteur Faune)	Judith Côté	MAMOT	Chalifour, Patrick	MAPAQ	Maxime de Longue Épée	MCC	Meunier, Daniel	MEIE	Joséane Bédard	MSP	M'Seffar, Joanna	MTMDET	Aucuns frais reliés à ces activités	s. o.
Nom, prénom	ORGANISME																																
Geneviève Lafortune	Hydro-Québec																																
Thierry Bourdeau	MDDELCC																																
Isabelle Mongrain	MERN																																
Isabelle Samson	DSP																																
Andrée Chouinard	SQI																																
Jean-François Morin	MFFP (Secteur Forêt)																																
Marie-Josée Goulet	MFFP (Secteur Faune)																																
Judith Côté	MAMOT																																
Chalifour, Patrick	MAPAQ																																
Maxime de Longue Épée	MCC																																
Meunier, Daniel	MEIE																																
Joséane Bédard	MSP																																
M'Seffar, Joanna	MTMDET																																

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants		Budget dépensé	Résultats
	La mise en place du comité favorise les échanges d'informations et la sensibilisation des membres ainsi que la cohérence dans l'analyse et dans la production des avis sur différentes questions liées à l'aménagement du territoire.					
COMITÉ DE PAYSAGES ESTRIENS	La mission du comité de paysages estriens vise la protection et la mise en valeur du <i>Patrimoine paysager estrien</i> .	PAYSAGES ESTRIENS	NOM, Prénom	ORGANISME	Aucun frais reliés à ces activités	s. o.
			Pelletier, Diane; 1 vacant	Milieu municipal		
			Jean-Paul Gendron	Milieu forestier		
			Joanna M'seffar	MTMDET		
			Bourassa, François	Milieu agricole		
			Robidas, Jacques	Milieu touristique		
			Provencher, Léo	Milieu universitaire		
			Mino, Pierre	Milieu culturel		
			Lavigne, Hub.; Caron, Jacinthe	Milieu de l'environnement et de la conservation		
			Côté Judith	MAMOT		
			1 vacant	MDDELCC		
			Chalifour, Patrick	MAPAQ		
			De Longue-Épée, Maxime	MCCCCF		
			Marie-Claude Robert	Architecte paysagiste		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants		Budget dépensé	Résultats
COMITÉ DE PILOTAGE DU CENTRE DE MOBILITÉ DURABLE DE SHERBROOKE (CMDS)	Un comité paritaire copiloté par la Ville de Sherbrooke et la Société de transport de Sherbrooke (STS). Le comité participait activement dans l'élaboration du Plan de mobilité durable de Sherbrooke et par la suite il participe dans sa mise en place.	CENTRE DE MOBILITÉ DURABLE DE SHERBROOKE	Nom, prénom	ORGANISME	Aucun frais reliés à ces activités	s. o.
			Nicole Bergeron	Comité consultatif d'urbanisme de Sherbrooke		
			Alexandre Demers	Conseil Régional de l'Environnement de l'Estrie		
			Marc Kirouac	Taxi Sherbrooke		
			André Lamarche	Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke		
			Carole Larose	Centre hospitalier de l'Université de Sherbrooke		
			Gilles Marcoux	Commerce Sherbrooke		
			Gilles Bourque	MTMDET		
			Louis-André Neault	Société de transport de Sherbrooke		
			Bruneau Vachon	Président du CMDS		
			Denis Gélinas	Ville de Sherbrooke		
			Jean Lussier	CÉGEP de Sherbrooke		
			Alain Webster	Université de Sherbrooke		
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE MTMDET-MFFP-MDDELCC	Comité découlant de l'entente tripartite MTQ-MRNF-MDDEP. Il a pour mandat : - d'assurer la mise en œuvre et le suivi de l'Entente; - de proposer au comité interministériel central toute modification permettant d'améliorer l'application de l'Entente;		Nom, prénom	ORGANISME		Non applicable
			Marie-France Bergeron	Chef de service – Service des Inventaires et du Plan		
			Steven Charron	Technicien en eau et assainissement - Service des Inventaires et du Plan		
			Alain Côté	Coordonnateur – Service des Inventaires et du Plan	10 000 \$	
			Richard Lebel	Coordonnateur - Service des Inventaires et du Plan		
			Joanna M'Seffar	Responsable environnement - Service des Inventaires et du Plan		
			Yves Poulin	Chef du module environnement - Service des Inventaires et du Plan		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants		Budget dépensé	Résultats																								
	<p>- de faire rapport annuellement au comité interministériel central le ou avant le 15 février de chaque année.</p> <p>Le comité doit tenir au moins deux réunions annuelles : une pour échanger sur les travaux projetés par le MTMDET et une autre pour préparer le rapport annuel qui doit être déposé le 15 février de chaque année. En raison de la réorganisation de la région administrative de l'Estrie du Ministère, une réunion a eu lieu à Longueuil, en plus des deux réunions tenues à Sherbrooke.</p>		<table><tr><td>Louis Versailles</td><td>Agent de recherche et de planification socio-économique - Service de l'exploitation</td></tr><tr><td>Jean-François Dubois</td><td>Chef de la division de l'Exploitation et du Monitoring</td></tr><tr><td>Pierre Bilodeau</td><td>MFFP</td></tr><tr><td>Renée Gravel</td><td>MFFP</td></tr><tr><td>Sylvain Roy</td><td>MFFP</td></tr><tr><td>Lise Vaillancourt</td><td>MDDELCC</td></tr><tr><td>André Demers</td><td>MDDELCC</td></tr><tr><td>Anne-Sophie Bergeron</td><td>MDDELCC</td></tr><tr><td>Richard Smith</td><td>MDDELCC</td></tr><tr><td>Nathalie Provost</td><td>MDDELCC</td></tr><tr><td>Jean-François Ouellet</td><td>MDDELCC</td></tr><tr><td>Audrey Jobin</td><td>MDDELCC</td></tr></table>	Louis Versailles	Agent de recherche et de planification socio-économique - Service de l'exploitation	Jean-François Dubois	Chef de la division de l'Exploitation et du Monitoring	Pierre Bilodeau	MFFP	Renée Gravel	MFFP	Sylvain Roy	MFFP	Lise Vaillancourt	MDDELCC	André Demers	MDDELCC	Anne-Sophie Bergeron	MDDELCC	Richard Smith	MDDELCC	Nathalie Provost	MDDELCC	Jean-François Ouellet	MDDELCC	Audrey Jobin	MDDELCC			
Louis Versailles	Agent de recherche et de planification socio-économique - Service de l'exploitation																													
Jean-François Dubois	Chef de la division de l'Exploitation et du Monitoring																													
Pierre Bilodeau	MFFP																													
Renée Gravel	MFFP																													
Sylvain Roy	MFFP																													
Lise Vaillancourt	MDDELCC																													
André Demers	MDDELCC																													
Anne-Sophie Bergeron	MDDELCC																													
Richard Smith	MDDELCC																													
Nathalie Provost	MDDELCC																													
Jean-François Ouellet	MDDELCC																													
Audrey Jobin	MDDELCC																													
Conférence administrative régionale (CAR) Estrie	<p>La CAR est une table régionale interministérielle dont le principal mandat s'établit comme suit :</p> <p><i>Concerter et harmoniser les efforts des ministères et organismes gouvernementaux ayant</i></p>	MAMOT	<table><tr><td>NOM, PRÉNOM</td><td>Organisme</td></tr><tr><td>Alarie, Lyne</td><td>RBQ</td></tr><tr><td></td><td>Curateur public</td></tr><tr><td>Beauchesne, Lynda</td><td>SQI</td></tr><tr><td>Beaulieu, Nathalie</td><td>CNESST</td></tr><tr><td>Boucher-Poulin,</td><td>MFFP</td></tr><tr><td>Bourque, Gilles</td><td>MTMDET</td></tr></table>	NOM, PRÉNOM	Organisme	Alarie, Lyne	RBQ		Curateur public	Beauchesne, Lynda	SQI	Beaulieu, Nathalie	CNESST	Boucher-Poulin,	MFFP	Bourque, Gilles	MTMDET	Aucuns frais reliés à ces activités	s. o.											
NOM, PRÉNOM	Organisme																													
Alarie, Lyne	RBQ																													
	Curateur public																													
Beauchesne, Lynda	SQI																													
Beaulieu, Nathalie	CNESST																													
Boucher-Poulin,	MFFP																													
Bourque, Gilles	MTMDET																													

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants		Budget dépensé	Résultats
	<p><i>des incidences sur le développement régional.</i></p> <p>Les fonctions principales des CAR peuvent être regroupées sous deux volets :</p> <p><u>Soutenir les dynamismes régionaux dans le cadre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> de la planification du développement régional (plans stratégiques) <p><u>Concier et harmoniser les activités gouvernementales en région par :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> l'échange d'informations et la sensibilisation des membres sur les politiques et stratégies des ministères et organismes gouvernementaux la production d'analyse et d'avis à soumettre au gouvernement sur différentes questions 		Charbonneau, Paul Desgagnés, Claude Desrochers, Yves Détolle, Jean- Éthier, Anne-Marie Forest, Jean- Lanthier, Sébastien Leblanc, Geneviève Leblanc, Mario Létourneau, David Marchand, Julie Mongrain, Isabelle Normandin, Caroline Parent, Sylvie Parenteau, Serge Patry, René Pépin, Claire Perras, Alain Plamondon Renée Poulin, Pierre Provost, Nathalie Ouellet, Serge Zouali, Siham Roy, Alain Savoie, Daniel Sylvestre, Ophélie Turgeon, Johanne	Justice Sûreté du Québec HQ MFFP MESS MSP MRIF MEES CNESST MESI Tourisme MERN MERN MRQ IQ Famille MCC FADQ MDDELCC MAMOT MDDELCC MIDI MIDI MAPAQ MDDELCC OPHQ CIUSSS de l'Estrie -		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants		Budget dépensé	Résultats
	qui lui sont présentées (avis sur les plans stratégiques de développement)		Vaillancourt, Lise	MDDELCC		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Table de concertation du Plan d'affectation du territoire public (PATP).	Élaboration, suivi, mise à jour et mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'utilisation et protection du territoire public		MAMOT MTMDET - Conseillère en planification et aménagement; Ministère de la Culture et des Communications (MCC); MDDELCC; MFFP; Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI); Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) – président; MSP; Hydro-Québec.	0 \$ (1 rencontre).	Pour la mise en œuvre du PATP par des mesures et actions adoptées par les ministères et organismes visant spécifiquement à respecter les orientations d'affectation du PATP.
Comité local des Zones Industriolo-Portuaires (ZIP) de Baie-Comeau, Sept-Îles et Port-Cartier	Membres formés de représentants de ministères, de municipalités et d'organisations concernées par le développement de la zone industriolo-portuaire, sont responsables de réaliser des plans de développement industriel pour chaque zone industriolo-portuaire.	Ville de Sept-Îles	Ville de Port-Cartier; Ville de Baie-Comeau; Corporation de développement économique des Villes; MTMDET - conseiller en planification et aménagement du territoire; MESI – secrétaire; MAMOT, MERN, MDDELCC, MFFP; Société du Plan Nord (SPN); Administration et corporation portuaire; MRC et les communautés autochtones.	300 \$ (27 rencontres).	Délimiter les ZIP et élaborer des plans de développement pour stimuler toute l'économie maritime du Québec.
Comité consultatif régional de la traverse Tadoussac/Baie-Sainte-Catherine	Comité ayant pour objet de discuter des problématiques autour de l'opération du service de traversiers entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine.	Société des traversiers du Québec (STQ)	Table des préfets des MRC de la Côte-Nord; MRC de Charlevoix-Est; Municipalités de Tadoussac et de Baie-Sainte-Catherine; Société du pont sur le Saguenay; Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	57,20 \$ (2	Une meilleure sensibilisation des usagers à l'approche de la traverse. Meilleur échange entre la STQ et les partenaires.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			(CRÉ); Chambres de commerce de la région Côte-Nord; Abitibi-Consolidated, Parcs Québec et ATR Manicouagan; Tourisme L'Isle-aux-Coudres; Association professionnelle des chauffeurs de camion; Sûreté du Québec de Charlevoix; MDDELCC; MTMDET - Centre de services de La Malbaie et Direction de la Capitale-Nationale; MTMDET (chef du Service des inventaires et du Plan et chef du Centre de services de Baie-Comeau).		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité route 389	Étudier les problématiques de la route 389 et élaborer des solutions.	Directrice générale de la MRC de Manicouagan	MTMDET (chef des opérations et chef du Centre de services de Baie-Comeau et agente d'information); Sûreté du Québec ; Kruger, Abitibi Consolidated; Scierie des Outardes; Centre intégré de santé et services sociaux de la Côte-Nord (CISSS) ; Hydro-Québec; MRC de Caniapiscau.	0\$.	Une meilleure collaboration entre les partenaires et une sensibilisation des usagers à la sécurité sur cette route.
Table intersectorielle régionale pour les saines habitudes de vie	Créer et maintenir des environnements favorables afin d'améliorer la qualité de vie de tous les Nord-Côtiers par la prise en compte durable de saines habitudes de vie dans la planification et la réalisation de leurs actions.	CISSS	MAMOT ; MTMDET - directeur territorial et conseillère en planification et aménagement du territoire ; Ministère des Finances (MFQ) ; Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) ; Ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ); Conférence régionale des élus de la Côte-Nord (CRÉ) ; Québec en Forme ; Forum Jeunesse Côte-Nord.	0\$ (4 rencontres).	Le comité a mis en œuvre un nouveau modèle de plan d'action pour 2016-2018 sous une nouvelle gouvernance.
Conférence administrative régionale de la Côte-Nord (CAR)	Contribuer à la concertation interministérielle dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales, exercer	MAMOT	Un représentant pour chacun des organismes et ministères de la Côte-Nord (MTMDET - Le directeur) ; CISSS de la Côte-Nord ;	230 \$ (hébergement et repas) : 3 rencontres.	Meilleure concertation et collaboration des partenaires dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<p>un leadership mobilisateur et faire preuve d'initiative et de solidarité dans l'implantation des priorités d'action établies par le gouvernement.</p> <p>À la table de la CAR, différents sujets d'intérêt commun sont discutés (décentralisation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapport et état d'avancement sur les différents comités de la CAR : comité sur la régionalisation, comité de la table sur l'érosion des berges; ➤ Ententes régionales avec les CRÉ; ➤ Point sur la situation de la négociation relative aux autochtones; ➤ Plan d'affaires du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; ➤ Comité de la CAR sur l'aménagement du territoire; ➤ État de situation des projets Hydro-Québec en 		<p>MESI ; MFFP ; MSP ; MCC ; MERN ; SPN ; CRÉ Côte-Nord ; Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ; Hydro-Québec.</p>		

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	région; ➤ Comité de développement de la Basse-Côte-Nord; ➤ Subvention aux entreprises de poissonnerie en Basse-Côte-Nord.				
Organisme de bassins versants Manicouagan (OBVM).	Promouvoir la gestion intégrée de l'eau en assurant la concertation de l'ensemble des intervenants ayant un intérêt dans la gestion de l'eau et la mise en valeur des bassins versants de son territoire.		Organisme de bassins versants Manicouagan (président) ; MTMDET - conseillère en planification et aménagement du territoire ; MDDELCC ; MSP ; MFFP ; MERN ; MAPAQ ; CISSS de la Côte-Nord ; CRÉ Côte-Nord ; MRC de Manicouagan ; Ville de Baie-Comeau ; Municipalité de Chute-aux-Outardes ; Cégep de Baie-Comeau ; Hydro-Québec ; Alcoa ; Produits forestiers Résolu ; Cargill ; Agriboréal Service-conseil.	0 \$ (2 rencontres).	Élaboration de plusieurs plans, programmes et projets : ➤ Plan directeur de l'eau (PDE) en accord avec les acteurs du milieu; ➤ Programme de compensation des gaz à effet de serre par la production d'arbustes indigènes destinés à la végétalisation des bandes riveraines; ➤ Plan de gestion intégrée du castor; ➤ Trousse d'éducation et de formation sur la bande riveraine; ➤ Suivi de la qualité de l'eau des lacs de villégiature.
Conférence	Concertation des actions	MAMOT	Ministères et organismes régionaux.	À même les	Consensus sur les actions

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
administrative régionale de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	administratives dans la région.			budgets réguliers des ministères et organismes participants.	interministérielles et orientations à prendre en région.
Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent	Concertation des actions administratives dans la région.	MAMOT	Ministères et organismes régionaux.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Consensus sur les actions interministérielles et orientations à prendre en région.
Comités locaux 4) sur les Zones industrielo-portuaires (ZIP) Rimouski, Cacouna, Gaspé et Matane	Permettre la concertation, la mobilisation et la participation des principaux acteurs locaux à la réalisation de projets dans les zones industrielo-portuaires. Ces comités s'inscrivent dans le cadre du Plan d'action 2015-2020 de la Stratégie maritime.	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)	MAMOT MFFP MERN MDDELCC MTMDET Municipalités et MRC concernées. CLD	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Favoriser la réalisation de projets dans les zones industrielo-portuaires en concertation avec les différents intervenants et partenaires.
Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Nord-du-	Faire le suivi deux fois l'an des projets assujettis à l'entente administrative et soulever les problématiques rencontrées dans son	MTMDET	Mme Sonia Boucher, Ministère M. Jean-Marc Mergeay, Ministère M. Denis Gagnon, Ministère M. Denis Audette, Ministère M. Nicolas Martel, Ministère	Aucun budget à l'exception des salaires	Les rencontres du comité ont permis de clarifier certains aspects de l'entente et de rapporter des problématiques particulières au comité provincial de suivi de l'entente.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Québec	application.		Mme Véronique Riel Ducharme, Ministère M. Martin Bélanger, Ministère M. Jean-François Turcotte, Ministère Mme Maryse Lapointe, MFFP Mme Alexandra Riverin, MFFP M. Julien Secona, MFFP Mme Élisabeth Harvey, MFFP M. Jonathan Gagnon, MDDELCC Mme Anick Lavoie, MDDELCC		Coût : 1 jour/année - 4 personnes
Comité de suivi régional de l'entente interministérielle - Saguenay—Lac-Saint-Jean	Faire le suivi deux fois l'an des projets assujettis à l'entente administrative et soulever les problématiques rencontrées dans son application.	MTMDET	Mme Sonia Boucher, Ministère M. Jean-Marc Mergeay, Ministère M. Denis Gagnon, Ministère Mme Édith Tremblay, MDDEFP Mme Véronique Tremblay, MDDEFP Mme Valérie Gobeil, MDDEFP Mme Karine Bélair, MDDEFP Mme Pascale Gobeil, MDDEFP Mme Diane Larose, MFFP	Aucun budget à l'exception des salaires	Les rencontres du comité ont permis de clarifier certains aspects de l'entente et de rapporter des problématiques particulières au comité provincial de suivi de l'entente. Coût : 1 jour/année - 3 personnes
Table régionale sur les saines habitudes de vie au Saguenay—Lac-Saint-Jean	Assurer la mobilisation et la concertation des acteurs intersectoriels en saines habitudes de vie. Faire le lien avec le Plan d'action gouvernemental (PAG) sur la promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids. Mettre en œuvre le plan d'action régional en saines	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux	Voir annexe 1	0 \$	Contribuer à la mise en œuvre des actions inscrites au Plan d'action régional en saines habitudes de vie.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	habitudes de vie.				
Conférence administrative régionale CAR (Saguenay)	Assurer la coordination, l'harmonisation et une unité d'actions entre les différents Ministères au niveau régional.	MAMOT	Voir annexe 2	14,30 \$	Connaissance des problématiques régionales et des dossiers interministériels et gouvernementaux.
Table ministérielle d'échange sur les PTMD	Favoriser les échanges entre les équipes de travail, permettre le partage des connaissances et de l'expérience acquise en cours de réalisation des travaux. Soutenir les DT dans l'élaboration d'une version préliminaire du PTMD (enjeux, orientations, objectifs, indicateurs et cibles).	MTMDET	Voir annexe 3	0 \$	<ul style="list-style-type: none"> • Optimisation des échanges entre les différentes directions territoriales. • Mise à niveau périodique sur l'état d'avancement des travaux menés par chacune des directions territoriales. Production d'une version préliminaire du PTMD déposée le 31 décembre 2014. En attente des orientations à donner au PTMD par les autorités.
Groupe de travail transport (comité local de concertation ZIP)	Favoriser le développement industriel lié au port de Grande-Anse.	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	Voir annexe 4	28,60 \$	Soutenir les membres dans l'élaboration d'une entente de collaboration dans le cadre de la Stratégie maritime du Québec. Soutenir les membres dans l'élaboration d'un plan de développement.
Groupe de travail Transport	Créé à la suite de la tenue du Sommet économique régional en juin 2015, le groupe de travail sur les transports a comme premier	MTMDET Direction des Transports maritime, aérien	Voir annexe 5	1 480,86 \$	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier des pistes de solutions visant à optimiser la capacité du réseau ferroviaire • Élaborer un plan régional intermodal.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	mandat d'optimiser le réseau de transport régional en tant qu'actif stratégique pour maximiser les retombées d'exploitation des ressources naturelles ainsi que les activités reliées au Plan Nord et à la Stratégie maritime. Le Ministère agit à titre de Ministère parrain de ce groupe de travail.	et ferroviaire			
Groupe de travail sur les premières Nations	Créé à la suite du Sommet économique régional de juin 2015, le mandat consiste à renforcer une culture de partenariat par la mise en place de projets de développement entre Innus et les autres acteurs régionaux. Le Ministère agit à titre de Ministère collaborateur.	Secrétariat aux affaires autochtones	Voir annexe 6	56,70 \$	Soutenir les membres dans l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques par la mise en place de projets de développement entre les Innus et le milieu régional.
Conférence administrative régionale CAR (Nord-du-Québec)	Assurer la coordination, l'harmonisation et une unité d'actions entre les différents Ministères au niveau régional.	MAMOT	Voir annexe 7	0 \$	Connaissance des problématiques régionales et des dossiers interministériels et gouvernementaux.
Plan d'affectation du territoire public	Traduire les orientations gouvernementales en matière de protection et	Ministère des Ressources	M. Guy Morency, Hydro-Québec M. Pierre A. Gauthier, MAMROT	0 \$	Connaissance des problématiques régionales et des dossiers interministériels

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
(PATP)	d'utilisation des terres et des ressources du domaine de l'État. Il favorise la cohérence des interventions sur le territoire et contribue à prévenir les conflits d'usage.	naturelles	M. Jean-Philippe Tremblay, MAPAQ M. Gaston Gagnon, MCC Mme Véronique Tremblay, MDDELCC Mme Dominique Teufel, MESI M. Éric Léger, MERN M. Rodrigue Hébert, MERN Mme Amélie Bérubé, MFFP M. Pierre Tremblay, MSP M. Donald Martel, MINISTÈRE		et gouvernementaux.
Groupe tactique d'intervention afin de soutenir le développement économique sur le territoire, piloté par le MESI	<p>Orienter l'assistance dont le territoire a besoin pour réaliser les actions permettant de soutenir le développement économique du territoire de la MRC de Maria-Chapdeleine, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> Contribuer et collaborer aux activités de démarchage réalisées par Investissement Québec; Accélérer le traitement de projets économiques structurants par la réalisation de propositions préliminaires d'ordres financiers et techniques à l'investisseur; Accélérer l'octroi de propositions officielles 	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	Voir annexe 8	0 \$	La structure organisationnelle a été révisée lors de la dernière rencontre du 3 février 2017, car selon les partenaires économiques du milieu, la structure était trop lourde et intimidante. Il a donc été convenu de créer une équipe d'intervention économique, qui au besoin, créerait des comités projets pour les besoins particuliers. Cette équipe d'intervention, qui relève toujours du MESI va s'assurer de faire un suivi au GTI, dont fait partie le MINISTÈRE pour assurer le suivi.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	aux investisseurs; <ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accompagnement des entreprises selon l'offre de services proposée. Les ministères et organismes apporteront leur contribution à la démarche selon leur offre de services existante et dans les limites de leurs mandats respectifs.				
Comité interministériel sur l'entretien et la réfection de la route de la Baie-James	Identifier une solution à la problématique de financement de la réfection et de l'entretien de la route de la Baie-James et définir les rôles et responsabilités quant à la mise en œuvre du projet de réfection.	MERN	MTMDET, MERN, ministère des Finances, Secrétariat au Conseil du trésor, Société Plan Nord, Société de développement de la Baie-James, SQI	351,80	Décisions prises concernant le rôle des parties. MTMDET : rédaction du plan de gestion du projet de réfection et rôle conseil auprès du comité interministériel en matière de construction et d'entretien de la route de la Baie-James.
Conférence administrative régionale au Nord-du-Québec (CARNQ)	Discuter des enjeux propres au Nord-du-Québec	MAMOT	Directeurs des ministères et organismes gouvernementaux du Nord-du-Québec	1 002,99	Échange d'informations visant l'avancement des projets respectifs de chacun des ministères et organismes.
Organisation régionale de la sécurité civile au	Sous l'autorité de la Direction de la sécurité civile, échanger sur les	MSP	MSP, Croix-Rouge, Défense nationale du Canada, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MELS, MESS, MFEQ, MERN, MFFP, MSSS, Services Québec,	841,56	Mise en œuvre des actions définies en matière d'interventions en sécurité civile.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Nunavik	pratiques en sécurité civile dans le Nord-du-Québec		SHQ, SQ, MTMDET		
Organisation régionale de la sécurité civile de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	Sous l'autorité de la Direction de la sécurité civile, échanger sur les pratiques en sécurité civile dans le Nord-du-Québec	MSP	MSP, Croix-Rouge, Défense nationale du Canada, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MELS, MESS, MFEQ, MERN, MFFP, MSSS, Services Québec, SHQ, SQ, MTMDET	0,00	Mise en œuvre des actions définies en matière d'interventions en sécurité civile.
Comité interministériel pour le suivi de l'entente MTQ-MFFP-MDDELCC	Dresser le bilan des demandes d'autorisation du MTMDET auprès de ces organismes	MTMDET	MTMDET, MFFP, MDDELCC	0,00	Dépôt du bilan annuel
Comité technique en aménagement (CTA)	Réunir les professionnels intervenant en aménagement du territoire sur la scène montréalaise, notamment en ce qui a trait aux avis ministériels portant sur les modifications des schémas d'aménagement et de développement (SAD) des Municipalités régionales de comtés (MRC).	MAMOT	<ul style="list-style-type: none"> • MAMOT • MTMDET • MFFP • Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) • MDDELCC • Ministère de la Culture et des Communications (MCC) • Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) • MSP • Directeur de santé publique de Montréal (DSP) • Hydro-Québec (HQ) 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> • Bonification de la mise en œuvre des orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT). • Permettre un discours cohérent et une approche intégrée entre les différents ministères. • Parfaire les connaissances sur certaines particularités régionales.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Organisation régionale de la sécurité civile	L'ORSC regroupe les représentants des ministères et organisme du gouvernement du Québec présents en région. Elle constitue le mécanisme de coordination régionale permettant d'échanger rapidement l'information, d'évaluer précisément les besoins et de disposer pertinemment des ressources gouvernementales pour répondre adéquatement au sinistre.	ORSC	MSP, CISSS, CNESST, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MERN, MESI, MFA, MFFP, MTESS, MTMDET, RBQ, SQ.	Repas : 28,60\$	L'ORSC a tenu une rencontre avec tous les membres visant à partager nos actions et à préparer les prochains comités afin d'améliorer notre réponse lors d'événements de sécurité civile. De plus, nous avons tenu une rencontre afin que les membres puissent présenter la mission de leur organisation lors d'événements de sécurité civile.
Comité de suivi du projet Turcot	Suivi du projet	MTMDET	MTMDET (sous-ministre adjointe, directeur du projet Turcot et directeurs adjoints du projet Turcot) et SQI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Avancement du projet
Comité de gérance du projet Turcot	Suivi du projet	MTMDET	MTMDET (sous-ministre, sous-ministre associé, sous-ministre adjointe, directeur du projet Turcot, directeurs adjoints du projet Turcot et représentant du Service des communications métropolitaines et des projets stratégiques de la Direction des	À même les budgets réguliers des ministères	Avancement du projet

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			communications) et SQI	et organismes participants	
Comité aviseur du projet Turcot	Suivi du projet	MTMDET	MTMDET (sous-ministre adjointe, directeur du projet Turcot et directeurs adjoints du projet Turcot), SQI et membres indépendants	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Avancement du projet
Comité de gouvernance des infrastructures publiques	Suivi du projet	SCT	MTMDET (sous-ministre adjointe du projet Turcot et du suivi des projets routiers, sous-ministre adjointe de la métropole et des projets stratégiques, sous-ministre adjointe de la surveillance des marchés et de l'administration), SQI et SCT.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Avancement du projet
Rencontre préparatoire à l'hiver de la DCA	L'objectif étant d'améliorer la coordination et les communications entre les partenaires lors des fermetures de route.	MTMDET (DCA)	Le MSP, les villes de Lévis et Montmagny, la Sûreté du Québec (SQ), le Contrôle routier Québec (CRQ), l'Agence de la santé et des services sociaux Chaudière-Appalaches (ASSSCA), la Centrale d'appels d'urgence de Chaudière-Appalaches (CAUCA) et des commissions scolaires	Utilisation d'un véhicule pour assister à la rencontre, si requis. 4 dîners (environ	Permet d'établir les rôles et responsabilités de chacun lors de fermeture de routes pour conditions climatiques difficiles. La rencontre préparatoire a eu lieu le 27 octobre 2016.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
				60\$)	
Entente administrative MDDELCC-MFFP-MTQ Comité régional	Suivi de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement et la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.	MTMDET (DCA)	Représentants MDDELCC et du MFFP	3 dîners (environ 60 \$) lors d'une rencontre à Sainte-Marie et utilisation d'un véhicule pour assister à la rencontre.	Convenir avec le MDDELCC et le MFFP que les actions réalisées sont conformes aux lois et établir le plan d'action pour la prochaine année. Pour l'année 2016-2017, le comité s'est rencontré les 5 avril et 8 juin 2016 et le 31 janvier 2017. Une prochaine rencontre devrait se tenir avant la fin du mois de mars 2017 pour la présentation de certains projets 2017-2018.
Table sur les saines habitudes de vie - pilotée par l'Agence de la santé et des services sociaux	La Table a pour mission d'être un lieu de concertation et de réseautage régional pour favoriser l'adoption et le maintien des saines habitudes de vie par les jeunes et leurs familles en Chaudière-Appalaches. Elle influence, soutient et appuie les acteurs locaux,	MTMDET (DCA)	Accès transports viables, ASSSCA, Centraide Québec et Chaudière-Appalaches, CRÉ, Direction régionale du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Direction régionale du ministère de la Famille (MFA), Direction régionale du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Direction régionale MAMOT,	Aucun	Établissement et suivi d'un plan d'action régional.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	régionaux et nationaux en vue de créer une région dynamique et engagée en matière d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.		Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches, les Producteurs laitiers du Canada, Québec en Forme Chaudière-Appalaches, Regroupement des Centres de la petite enfance des régions de Québec et Chaudière-Appalaches, Réseau du sport étudiant de Québec et de Chaudière-Appalaches, Table agroalimentaire Chaudière-Appalaches, Table régionale des organismes communautaires de Chaudière-Appalaches et Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches		
Conférence administrative régionale de Chaudière-Appalaches (CAR)	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions et des politiques des ministères et organismes. Favoriser le développement économique, social et culturel de la région	MAMOT	ASSSCS, Conseil du statut de la femme (CSF), MAPAQ, MDDELCC, MFA, MERN, MSP, Commission des normes du travail (CNT), CRÉ, MDEIE, MESS, ministère de l'Immigration et Communautés culturelles (MICC), Investissements Québec (IQ), ministère de la Culture et des Communications (MCC), Financière agricole du Québec (FADQ), ministère de la Justice (MJUST), MELS, ministère des Relations internationales (MRI), Tourisme Québec (MTOU), Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), Société immobilière du Québec (SIQ), Regroupement Loisirs Québec (RLQ) et le MTMDET, représenté par la DCA.	2 dîners (environ 30\$) Un véhicule du MTMDET a été utilisé pour se rendre aux réunions.	Le MTMDET présente aux participants les dossiers qui sont d'intérêt commun, par exemple : le Plan territorial de mobilité durable, le processus de planification quinquennale, les projets majeurs, etc.
ORSC 03-12	Les organisations régionales de sécurité civile	MSP	Les coordonnateurs régionaux des ministères et organismes du gouvernement du Québec des	Dîner (environ	Le MTMDET présente aux participants les dossiers qui sont d'intérêt commun, par

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	(ORSC) sont formées des coordonnateurs régionaux des ministères et organismes du gouvernement du Québec pour soutenir les municipalités touchées par un sinistre. La coordination de l'ORSC est assumée par le directeur régional de la sécurité civile (DRSC) du MSP. Il coordonne l'engagement des ressources des ministères et des organismes en vue de soutenir les municipalités lorsqu'elles ne sont plus en mesure de faire face au sinistre et d'aider les citoyens éprouvés.		régions 03 et 12.	20 \$) et utilisation d'un véhicule du Ministère pour assister aux rencontres (stationnement, environ 30 \$).	exemple : le Plan d'intervention d'urgence des ponts Pierre-Laporte et de Québec, etc. Présentations par le MSP de dossiers régionaux et nationaux. Les divers ministères et organismes responsables de mission présentent également le résultat de la révision de leur mission respective.
Comité action sécurité route 173-277	Faire connaître les préoccupations des municipalités concernant la sécurité routière	Municipalités	Cabinet de la Ministre Vien, Municipalités de St-Henri, Ste-Claire et St-Anselme	Aucun	État de situation sur les projets en cours, analyse des limites de vitesse
CAR - Comité technique aménagement	Favoriser la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes (M/O) du gouvernement dans la région dans le cadre de la	MAMOT	Centre intégré de santé et de services sociaux (Direction de la santé publique); Hydro-Québec; MAMOT; MAPAQ; MCC; MDDELCC; MERN; MFFP; MSP; MTMDET (DCA)	Aucun repas. Un véhicule du MTMDET a	Les réunions permettent une meilleure coordination gouvernementale en amont des modifications et des révisions des schémas d'aménagement des MRC de la région, en conformité avec la volonté du MAMOT de renforcer l'accompagnement

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	mise en œuvre de politiques, de stratégies et autres actions gouvernementales ayant des incidences en matière d'aménagement du territoire.			été utilisé pour se rendre aux réunions.	gouvernementale en aménagement du territoire.
Comité interministériel régional dans le cadre de l'entente entre le MTMDET, du MFFP et du MDDELCC	Rencontre annuelle permettant de dresser le bilan environnemental de la saison passée et de présenter la programmation des travaux pour l'année suivante.	Le MTMDET.	Le MTMDET, le MFFP et le MDDELCC.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Dépôt du bilan.
Comité de travail sur la sécurité de la route 116 entre Victoriaville et Plessisville	Comité créé par pour discuter de mesures pouvant être déployées en vue d'accroître la sécurité sur la route 116. Comme la sécurité des usagers repose sur plusieurs enjeux, et non strictement sur l'environnement routier, la contribution de différents intervenants du milieu est sollicitée.	Le MTMDET.	Le MTMDET, la SQ, la SAAQ, les municipalités de Victoriaville, Princeville et Plessisville, la paroisse de Plessisville ainsi que les MRC d'Arthabaska et de l'Érable et du bureau de la CEP.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Les travaux du comité ont permis d'identifier plusieurs mesures dont certaines ont été déployées en 2016 : campagne de sensibilisation, surveillance accrue, maintien de panneaux à messages variables en bordure de la route pour diffuser des messages de sécurité routière, etc.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité sur l'eau potable à Saint-Étienne-des-Grès	Comité formé pour solutionner un problème relié à la présence de sels (chlorure et sodium) dans l'eau potable à Saint-Étienne-des-Grès, dans un secteur situé à l'est de l'autoroute 55.	Le MTMDET.	Le MTMDET, La Municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, la Direction de la santé publique de la Mauricie, le MDDELCC; le député de Maskinongé et des représentants des citoyens	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Les travaux du comité ont permis d'identifier la solution privilégiée, soit le branchement à l'aqueduc. Dans cette optique, le MTMDET et la Ville ont signé une entente en vertu de laquelle le MTMDET assume les coûts de la préparation des plans et devis, jusqu'à concurrence de 125 000 \$, et confie la maîtrise d'œuvre à la Municipalité. Au terme de cette étape, le Ministère sera en mesure d'estimer avec plus de précision le coût du projet et de déterminer le montant de sa contribution.
Comité sur la route 25 (route forestière 461)	Discuter sur les enjeux en matière de sécurité et d'entretien de la route 25 et convenir des mesures à prendre	Le MTMDET	Le MTMDET, la Ville de La Tuque, le Conseil des Atikamekw de Wemotaci, les exploitants forestiers, Hydro-Québec et la Sûreté du Québec	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Le comité a permis de maintenir des contacts avec les partenaires du MTMDET, sensibiliser quant aux enjeux de sécurité et échanger sur certains besoins (à propos de l'épandage d'abat-poussière par exemple).
Table de concertation Véhicules hors route (VHR) – Centre-du-Québec	Stabiliser les sentiers inter-régionaux pour les VHR. Favoriser la pérennité en collaboration avec tous les intervenants. Trouver des pistes de solution pour les sentiers problématiques.	L'Unité régionale de loisir et de sport (URLS).	L'URLS, le MAMOT, la SQ, les représentants des clubs de VHR, les MRC et le MTMDET.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Détermination de diverses solutions pour maintenir les sentiers inter-régionaux en fonction du plan de travail déposé antérieurement.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Conférence administrative régionale (CAR) – Mauricie	Échange d'information en lien avec le développement régional.	MAMOT	Les ministères présents sur le territoire.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Échanges d'informations sur le développement régional et rencontre des MRC.
Conférence administrative régionale (CAR) – Centre-du-Québec	Échange d'information en lien avec le développement régional.	MAMOT	Les ministères présents sur le territoire.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Échanges d'informations sur le développement régional et rencontre des MRC.
Conférence administrative régionale de la Mauricie – Plan d'action gouvernemental (CAR-PAG)	Échange d'informations en lien avec les saines habitudes de vie.	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec.	Les ministères présents sur le territoire qui ont signé une entente sur les saines habitudes de vie.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Échange d'informations sur les saines habitudes de vie.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec – Qualité de vie	Le sous-comité de la conférence administrative régionale se veut un espace de réflexion stratégique interministérielle permettant d'identifier des enjeux communs et des priorités d'actions communes et complémentaires favorisant l'amélioration des conditions et de la qualité de vie de la population et des communautés, notamment celles des groupes vulnérables.	Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec.	Le MTMDET, le MAMOT, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Emploi Québec, le ministère de la Famille, l'Office des personnes handicapées du Québec, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ainsi que le ministère de la Culture et des Communications.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Comme il s'agit d'un nouveau comité, les deux rencontres tenues ont permis une mise à niveau des connaissances quant au portrait de la région et ses enjeux en matière de qualité de vie.
Organisation régionale de sécurité civile (ORSC) Mauricie–Centre-du-Québec	Structurer les actions en matière de sécurité civile, découlant des missions des différents ministères en la matière. Échanger sur ces missions et sur les risques à considérer.	MSP	Le MSP et l'ensemble des ministères présents en Mauricie–Centre-du-Québec.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Meilleure concertation et compréhension des dossiers de sécurité civile.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Zone industrialo-portuaire de Trois-Rivières	Réaliser l'ensemble des activités liées au plan de développement d'une zone industrialo-portuaire.	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	L'Administration portuaire de Trois-Rivières, la Ville de Trois-Rivières et tous les ministères signataires de l'entente portant sur la création de la zone industrialo-portuaire de Trois-Rivières	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Dépôt de la délimitation de la zone industrialo-portuaire, qui a reçu l'approbation du gouvernement. Plan de développement en voie d'être déposé.
Zone industrialo-portuaire de Bécancour	Réaliser l'ensemble des activités liées au plan de développement d'une zone industrialo-portuaire.	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	L'Administration portuaire de Trois-Rivières, la Ville de Trois-Rivières et tous les ministères signataires de l'entente portant sur la création de la zone industrialo-portuaire de Trois-Rivières	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Dépôt de la délimitation de la zone industrialo-portuaire, qui a reçu l'approbation du gouvernement. Plan de développement en voie d'être déposé.
Comité de transfert d'autorité et procédure cadastrale	Faciliter la procédure d'arpentage pour accélérer les transferts d'autorité entre le MTMDET – MERN – MDDELCC.	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • MRN • MERN 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	
Comité technique de travail sur l'élargissement	Supporter au plan technique le Comité directeur, notamment quant à la nature et la portée de	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • Ville de Québec • RTC 	À même les budgets réguliers des	

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
de la portion sud de l'autoroute Laurentienne en vue de l'implantation d'une voie réservée	l'élargissement, ainsi que dans l'établissement des phases de réalisation et des échéanciers.			ministères et des organismes participants.	
Comité RENIR (Réseau National Intégré de Radio communication)	Agir comme pôle central pour les différents groupes techniques ainsi que pour le partage de l'information et de l'expertise.	CSPQ	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • CSPQ 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Pas de participation de la DCNAT en 2016-2017
Comité de coordination et directeur de l'entente administrative MTMDET – MFFP – MDDELCC	Simplifier les procédures administratives, entre les ministères, pour les autorisations environnementales.	MTMDET – MFFP – MDDELCC	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • MFFP • MDDELCC 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Un rapport annuel de l'application de l'entente sur le plan provincial a été produit. Il y est démontré que l'entente atteint son objectif d'alléger les charges de travail de nature administrative des ministères impliqués. Des commentaires et recommandations sont colligés afin de poursuivre l'amélioration de l'entente.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité sur le mode de vie physiquement actif	Élaborer et mettre en œuvre un Plan d'action concerté régional 2014-2016 dans le cadre du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vies et de prévention des problèmes reliés au poids (PAG).	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • Accès-Loisirs • Accès transport viable • Ville de Québec • Commission scolaire de la Capitale • Direction régionale de santé publique • MRC de Charlevoix • Québec en forme • Société canadienne du cancer (Pédibus) • Réseau du sport étudiant du Québec • Unité de loisir et de sport de la Capitale-Nationale • Vivre en ville 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Aucune réunion du Comité en 2016
Comité de suivi des Parcs éoliens de la Seigneurie de Beauré et de la Côte-de-Beauré	Assurer le suivi des activités de construction et d'opération des parcs éoliens de la Seigneurie de Beauré (PÉSB) et de la Côte-de-Beauré. Discuter de tous les aspects afférents aux parcs éoliens. Impliquer dans la mise en place de mesures correctives et des suivis auprès des personnes concernées. Établir un canal d'information entre les promoteurs et la population.	Boralex	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • Sûreté du Québec • Boralex et Gaz Métro • Séminaire de Québec • Clubs privés de chasse & pêche SB • MRC de La Côte-de-Beauré • Ste-Tite-des-Caps • St-Férréol-Les-Neiges • Représentants comité des riverains 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	<p>Dépôts des rapports Surveillance circulation rang St-Antoine au MDDELCC tous les 2 mois durant les saisons construction (2013-2015). Rencontre annuelle durant l'exploitation (20 ans). Mise en œuvre des mesures d'atténuation des nuisances et de traitement des plaintes des riverains des chemins d'accès</p> <p>Dépôts des rapports surveillance climat sonore (chemins d'accès) au MDDELCC, 3 mois après la fin de chacun des suivis. Mise en œuvre des mesures d'atténuation et mécanismes d'information aux riverains</p>

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité du plan directeur du Littoral Est	Élaborer un plan directeur de développement urbain et de mise en valeur du Littoral Est et de ses abords dans l'axe de l'autoroute Dufferin-Montmorency et du boulevard Sainte-Anne à l'entrée est de la ville.	CCNQ	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • Ville de Québec • CCNQ 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Dépôt du rapport final en décembre 2015. Mise en œuvre à venir d'une première phase de réalisation telle qu'annoncée lors de la conférence de presse conjointe (CCNQ, Ville de Québec et MTMDET), du 25 mai 2016.
Comité de l'entente sur la mise en valeur et la protection des paysages de la Capitale-Nationale 2016-2019	Mettre en œuvre et élaborer un plan d'action pour la réalisation d'activités répondant aux enjeux paysagers et économiques des territoires concernés.	Développement Côte-de-Beaupré	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • MRC de Côte-de-Beaupré • MRC de Charlevoix • MRC de Charlevoix-Est • MRC de Portneuf • MRC de l'Île d'Orléans • CMQ • Tourisme Charlevoix • SCN • MCC 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Dépôt du premier bilan annuel en avril-mai 2017
Comité directeur de la Promenade Samuel-de-Champlain, phase 3	Assurer la bonne gestion du projet en vue de la livraison d'une infrastructure de qualité, atteignant les performances attendues, dans le respect du	CCNQ	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • SQI • Ville de Québec • CCNQ 	À même les budgets réguliers des ministères et des	Échanges d'informations

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	programme des besoins établi, des coûts autorisés et de l'échéancier de réalisation convenu.			organismes participants	
Comité de suivi du projet	Appuyer la directrice du projet dans l'application du plan de gestion de projet et l'assister dans la prise de décision des grands enjeux et assurer le suivi et la coordination.	CCNQ	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • SQI • Ville de Québec • CCNQ 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	Échanges d'informations
Comité de coordination technique du projet	Assurer le bon déroulement du projet en mettant en place une structure de consultation adéquate et fluide entre les représentants de la CCNQ, le gérant de construction et les professionnels mandatés au projet.	CCNQ	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • Consortium architectes Daout-Lestage • Consortium WSP-SNC Lavallin • Ville de Québec • Administration portuaire de Québec (à venir) • Commodore du Yacht Club de Québec (à venir) • CN (à venir) • CCNQ 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants	Échanges d'informations
Comité local Zone industrialo-portuaire (ZIP)	Créer des zones industrialo-portuaires (ZIP) à Québec et à Lévis afin de mettre en œuvre la Stratégie maritime du gouvernement du	Direction régionale de la Capitale-Nationale du ministère de	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDET • Ville de Québec • Ville de Lévis • Administration portuaire de Québec 	À même les budgets réguliers des ministères	

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Québec-Lévis	Québec.	l'Économie, de la Science et de l'Innovation	<ul style="list-style-type: none"> • MESI • MAMOT • MDDELCC • MERN • MFFP • Secrétariat à la Capitale-Nationale • Québec International • CMQ • SCN 	et des organismes participants.	
Comité technique en aménagement de la Conférence administrative régionale (CAR) de la Capitale-Nationale	Favoriser la concertation et l'harmonisation des actions des M/O dans la région dans le cadre de la mise en œuvre de politiques, des stratégies et autres actions gouvernementales ayant des incidences en matière d'aménagement du territoire	MAMOT	<ul style="list-style-type: none"> • MTMDDET • DSP • CCNQ • MAMOT • MAPAQ • MCC • MDDELCC • MESI • MERN • MFFP • MSP 	À même les budgets réguliers des ministères et des organismes participants.	<p>Échanges sur les avis au PSADR de l'agglomération de Québec en septembre 2016.</p> <p>Rencontre avec les MRC de la région organisée pour le printemps 2017.</p>
Conférence administrative régionale (CAR) de la Capitale-Nationale	Assurer la concertation et l'harmonisation des actions des ministères et des organismes gouvernementaux en région, notamment lors de	Secrétariat à la Capitale-Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • MAMOT • MICC • MRNF • MESS • MFA 	À même les budgets réguliers des ministères et des	<p>Partage de la vision de développement de plusieurs MRC du territoire</p> <p>Partage de divers projets initiés par les partenaires régionaux</p>

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	la mise en œuvre des politiques et des actions à l'égard du développement régional, afin d'en promouvoir une vision intégrée et cohérente.		<ul style="list-style-type: none"> • MELS • MTO • MDDELCC • MAPAQ • MCCCCF • MTMDET • MFE • MRI • Bureau de la Capitale-Nationale (BCN) • MSSS 	organismes participants.	
Conférence administrative régionale de l'Abitibi-Témiscamingue	Concier nos actions entre ministères au niveau régional.	MAMOT	Le MTMDET, OPHQ, MAPAQ, CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue, FADQ, MCC, RBQ, CSPQ, CSF, MAMOT, MESS, MDDELCC, CCQ, MF, CNESST, MELS, SAAQ, OQLF, MF, MFFP, MERN, OPC, HQ, SÉPAQ, MIDI, RQ, MSP, SQI, SHQ, MESI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Concertation entre ministères sur des dossiers où les problématiques communes sont partagées afin de mettre en place des solutions adaptées au besoin régional, telles la problématique de main-d'œuvre, la mise en commun des services administratifs, etc.
Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	La Direction de l'Abitibi-Témiscamingue, porteuse de la mission « Transport » auprès de l'ORSC, a pour mandat de fournir l'information sur l'état des systèmes de transport pour répondre aux besoins de déplacements, entretenir, remettre en état ou mettre	MSP	Le Ministère, MSP, CISSS (Abitibi-Témiscamingue, Baie-James et Nord-du-Québec), MDDELCC, CNESST, HQ, MAMOT, MAPAQ, MELS, MESS, MFFP, MERN, SOPFEU, SQ, CSPQ, MESI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Le Ministère a pour mission d'assurer, sur tout le territoire, la mobilité durable des personnes et des marchandises par des systèmes de transport efficaces et sécuritaires qui contribuent au développement du Québec.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	en place les infrastructures nécessaires et fournir ses ressources et son expertise.				
Comité interministériel régional – Entente avec le Ministère-MFFP-MDDELCC – Région Abitibi-Témiscamingue	Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.	Le Ministère	Le Ministère, MFFP, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 février 2017.
Comité interministériel régional – Entente avec le Ministère-MFFP-MDDELCC – Région Nord-du-Québec	Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation	Le Ministère	Le Ministère, MFFP, MDDELCC	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 février 2017.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	déoulant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation déoulant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.				
Comité directeur de Mobilité Montréal	Coordonner les travaux et les mesures d'atténuation relatives aux différents chantiers sur le réseau de la grande région de la Communauté métropolitaine de Montréal, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux.	MTMDET Ville de Montréal Ville de Longueuil Ville de Laval	MTMDET Ville de Repentigny Ville de Vaudreuil-Dorion Ville de Brossard Association québécoise du transport intermunicipal et municipal (AQTIM) Rive-Sud MRC de Roussillon MRC de Thérèse-De-Blainville MRC La Vallée-du-Richelieu AMT Association du camionnage du Québec Chambre de commerce du Montréal métropolitain Conseil Mohawk de Kahnawake Réseau de transport de Longueuil Secrétariat à la région métropolitaine Société de transport de Montréal Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée Comité de transition – Nouvelle gouvernance en	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information et coordination sur les travaux et les mesures d'atténuation. Campagne de communication de l'été 2016 afin de faire connaître les outils mis à la disposition des usagers de la route pour planifier et faciliter leurs déplacements dans la région métropolitaine de Montréal.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			transport collectif dans la région de Montréal Université de Montréal Canadien National CDPQ Infra Infrastructure Canada		
Comité aviseur de Mobilité Montréal	S'assurer de l'efficacité des concertations du comité technique. Formuler des recommandations et des suggestions facilitant la prise de décisions.	MTMDET Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)	MTMDET Société de transport de Montréal (STM) Association québécoise du transport intermunicipal et municipal (AQTIM) Ville de Brossard Ville de Longueuil Association du camionnage du Québec Ville de Montréal Cargo M Canadien National Université de Montréal CDPQ Infra Secrétariat à la région métropolitaine (SRM) Infrastructure Canada Ville de Laval Ville de Vaudreuil-Dorion Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) Ville de Châteauguay Ville de Repentigny Les Ponts Jacques Cartier et Champlain	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information et coordination sur les travaux et les mesures d'atténuation. Mise sur pied d'un projet pilote sur les grands générateurs de déplacement.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Incorporée AMT Société de transport de Laval Réseau de transport de Longueuil		
Comité technique Mobilité Montréal	Coordination des travaux et des mesures d'atténuation relatives aux différents chantiers sur le réseau de la grande région de la Communauté métropolitaine de Montréal, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux.	MTMDET	MTMDET Société des Ponts, Jacques-Cartier et Champlain inc. Villes de Montréal, Longueuil et Laval, Etc.	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Coordination des travaux et des mesures d'atténuation relatives aux différents chantiers à l'échelle métropolitaine
Comité opérationnel – Entente-cadre en matière d'infrastructure publique entre le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec	Faire le suivi des enjeux dans le dossier de l'entente-cadre et faciliter la coordination des différentes actions des organismes impliqués. Proposer des orientations au comité exécutif. Assurer l'encadrement et le suivi des sessions de consultation, de l'appel d'intérêt, appel de qualifications et de	CDPQ Infra	CDPQ Infra SQI	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Recommande au comité exécutif la solution de projet : le Réseau électrique métropolitain (REM) préalablement à l'annonce d'avril 2017. S'assure du bon déroulement des appels de qualifications / propositions en cours conformément aux bonnes pratiques.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	propositions.				
Comité de gouvernance - Entente-cadre en matière d'infrastructure publique entre le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec	<p>Coordonner les activités au sein du Gouvernement et s'assurer du respect diligent de ses obligations.</p> <p>S'assurer de la cohérence des solutions retenues en fonction des grandes orientations.</p> <p>Recevoir les rapports d'avancement du comité exécutif.</p> <p>Interface avec le comité exécutif</p> <p>Recommandations aux autorités gouvernementales.</p>	SQI	<p>Ministère du Conseil exécutif</p> <p>Ministère des Finances</p> <p>MDMDET</p> <p>MDDELCC</p>	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Travail sur l'élaboration de l'entente définitive de gestion et de réalisation du projet du REM et tenue de discussions concernant la participation financière du gouvernement au projet.
Comité exécutif - Entente-cadre en matière d'infrastructure publique entre le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt	<p>Approbation de l'ensemble des règles de gouvernance.</p> <p>Suivi des engagements du Gouvernement envers la Caisse, tel qu'établis dans l'Entente-cadre.</p>	CDPQ Infra	<p>MTMDET</p> <p>SQI</p>	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<p>Annonce d'une solution intégrée de transport collectif : le Réseau électrique métropolitain (REM) en avril 2016.</p> <p>Autorisation de l'Appel de qualification en novembre 2016.</p> <p>Autorisation de l'Appel de propositions en</p>

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
et placement du Québec					cours.
Comité de gouvernance des projets stratégiques d'infrastructure.	Gouvernance centralisée des projets stratégiques d'infrastructure publique par le Secrétariat du Conseil du trésor et la Société québécoise des infrastructures. Discuter des enjeux importants et proposer des plans d'action à haut niveau.	Secrétariat du Conseil du trésor Société québécoise des infrastructures	MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Concertation des organismes dans la gouvernance des projets d'infrastructures publiques. Amélioration continue des façons de faire pour le suivi global des projets.
Table gouvernementale aux affaires territoriales	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	MAMOT	MTMDET MAMOT Secrétariat à la condition féminine Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec Société d'habitation du Québec Ministère de la Culture et des Communications Tourisme Québec Conseil des arts et des lettres du Québec Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	La reddition de compte des résultats est sous la responsabilité du MAMOT. Il n'y a pas de résultats spécifiques à signaler pour le MTMDET.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Secrétariat à la région métropolitaine Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles Ministère de la Famille (Secrétariat aux aînés) MFFP Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion Secrétariat à la Capitale-Nationale Secrétariat à la jeunesse		
Comités de gérance et de suivi – Réfection du tunnel L.-H-La Fontaine	Assurer les suivis nécessaires pour l'avancement du projet et pour l'élaboration du dossier d'opportunité et du dossier d'affaires, en respect des exigences de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.	MTMDET	MTMDET Société québécoise des infrastructures (SQI)	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Préparation du dossier d'opportunité du projet du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine et travaux liés. Suivi continu du projet en alignement avec la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.
Comité directeur avec les partenaires – Échangeur Dorval	Assurer les suivis nécessaires aux processus du cheminement du projet (planification, budget, activités de construction) et le respect des ententes	MTMDET	MTMDET Ville de Montréal Aéroports de Montréal (ADM) Transports Canada (TC) Cité de Dorval	À même les budgets réguliers des ministères et	Suivi continu du projet en alignement avec les principes de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	avec les partenaires.			organismes participants	
Comité de suivi du projet avec les partenaires financiers – Échangeur Dorval	Rendre compte aux partenaires financiers de l'état d'avancement des travaux et des défis techniques rencontrés	MTMDET	Ministère Ville de Montréal Aéroports de Montréal Transports Canada		Suivi budgétaire
Comité de suivi du dossier d'affaires – Échangeur Dorval	Assurer le suivi du projet et de l'élaboration du dossier d'affaires	MTMDET SCT	MTMDET SCT SQI	Honoraires payés à la SQI en 2016-2017 selon une entente de services : 71 209.51\$	Suivi du projet.
Comité de gérance – Train de l'Est	Assurer le suivi et le respect des budgets, de la qualité des travaux, des échéanciers, des possibles réclamations de toute autre question devant être résolue pour la bonne marche du projet.	AMT	AMT MTMDET Pierre Beaudoin Consultant inc. (expert indépendant)	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants .	Train de l'Est mis en service le 1 ^{er} décembre 2014 (ligne Mascouche) Fermeture administrative du projet enclenchée.
Comité directeur – pôle multimodal Vendôme	Assurer le suivi du projet		MTMDET AMT Société de transport de Montréal (STM)	À même les budgets réguliers des	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			Centre universitaire de santé McGill (CUSM)	ministères et organismes participants.	
Comité directeur – garage Côte-Vertu	Assurer le suivi du projet		MTMDET Représentant de la Société de transport de Montréal (STM)	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Échange d'information
Comité directeur principal – prolongement du réseau de métro	Assurer le suivi du projet	AMT	AMT MTMDET SQI Société de transport de Montréal	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Échange d'information
Comité directeur – Rénno-tunnel	Assurer le suivi du projet	AMT	AMT MTMDET Société québécoise des infrastructures (SQI)	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Échange d'information
Comité	Assurer le suivi du projet	AMT	AMT	À même les	Échange d'information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
directeur – Service rapide par bus (SRB) Pie-IX			MTMDET	budgets réguliers des ministères et organismes participants.	
Comité directeur – Centres d’entretien Lachine et Pointe-Saint-Charles	Assurer le suivi du projet	AMT	AMT MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants.	Échange d’information
Coordination MTMDET-BIA- DPCP-MJQ	Faciliter le traitement des infractions reliées au péage	MTMDET	AMT MTMDET Bureau des infractions et amende (BIA) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d’information
Coordination MTMDET- OPHQ-SAAQ	Trouver une solution pour éviter de faire payer un péage supérieur au tarif pour les véhicules promenade en raison de l’adaptation des véhicules	Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	MTMDET OPHQ SAAQ	À même les budgets réguliers des ministères et organismes	Échange d’information

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
				participants	
Comité de l'organisation régionale de sécurité civile (ORSC), régions de Montréal, Laval, Laurentides et Lanaudière	Concertation et harmonisation interministérielles des activités gouvernementales en prévention, planification, préparation et interventions dans le domaine de la sécurité civile au niveau régional	MSP	MTMDET MSP Autres ministères du gouvernement du Québec 68 municipalités de la CMM	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Planification des interventions en cas de sinistre
Comité de l'axe 116	<p>Offrir une plate-forme permanente d'échanges et de mise en cohérence des solutions et des objectifs.</p> <p>Reconnaître les attentes des différents partenaires par rapport à l'axe 116 et construire une vision commune en phase avec le plan de mobilité durable du Ministère.</p> <p>Améliorer la cohérence entre les besoins, les objectifs et les solutions, puis favoriser l'arrimage entre les projets des différents partenaires.</p>	MTMDET	<p>AMT</p> <p>Communauté métropolitaine de Montréal</p> <p>Réseau de transport de Longueuil</p> <p>Villes de Beloeil, McMasterville, Mont-Saint-Hilaire, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Bruno-de-Montarville</p> <p>Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu (CITVR)</p>	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Développement d'un diagnostic par le MTMDET, en collaboration avec les partenaires

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	<p>Identifier des solutions à courts, moyens et longs termes pour améliorer la mobilité dans l'axe et la cohabitation des usagers.</p> <p>Optimiser la mobilité, le service et les investissements.</p>				
Comité de mise en œuvre du paysage humanisé de L'Île-Bizard	Élaborer un Plan de conservation et de mise en valeur du paysage humanisé de L'Île-Bizard.	Ville de Montréal et le MDDELCC	<p>Communauté métropolitaine de Montréal</p> <p>MDDELCC</p> <p>Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation</p> <p>Union des producteurs agricoles</p> <p>Ville de Montréal</p> <p>Groupes locaux</p> <p>MTMDET</p>	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Les travaux sont en cours.
Comité technique en aménagement (Montréal)	Plate-forme d'échanges sur les dossiers en aménagement du territoire en Montréal	Ministère des MAMOT	<p>Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation</p> <p>Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles</p>	À même les budgets réguliers des ministères et	Mise en application d'une entente qui permet au MTMDET de réaliser les travaux routiers dans le respect des lois qui sont sous la juridiction du MDDELCC et du MFFP et de faciliter l'obtention des autorisations de réalisation de ces

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			MDDELCC MTMDET MAMOT	organismes participants	travaux.
Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET — MDDELCC-MFFP Montréal, Laval	<p>Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.</p> <p>Voir à améliorer le contenu et l'application de l'entente administrative.</p> <p>Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente.</p>	MTMDET	MFFP MDDELCC MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Mise en application d'une entente qui permet au MTMDET de réaliser les travaux routiers dans le respect des lois qui sont sous la juridiction du MDDELCC et du MFFP et de faciliter l'obtention des autorisations de réalisation de ces travaux.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET — MDDELCC-MFFP Lanaudière-Laurentides	<p>Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.</p> <p>Voir à améliorer le contenu et l'application de l'entente administrative.</p> <p>Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente.</p>	MTMDET	MFFP MDDELCC MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Mise en application d'une entente qui permet au MTMDET de réaliser les travaux routiers dans le respect des lois qui sont sous la juridiction du MDDELCC et du MFFP et de faciliter l'obtention des autorisations de réalisation de ces travaux.
Comité interministériel de l'Entente administrative MTMDET –	Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8	MTMDET	MFFP MDDELCC MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères	Mise en application d'une entente qui permet au MTMDET de réaliser les travaux routiers dans le respect des lois qui sont sous la juridiction du MDDELCC et du MFFP et de faciliter l'obtention des

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
MDDELCC-MFFP Monterégie	<p>de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.</p> <p>Voir à améliorer le contenu et l'application de l'entente administrative.</p> <p>Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente.</p>			et organismes participants	autorisations de réalisation de ces travaux.
Comité technique de l'écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme	Élaborer en concertation un Plan concept de l'Écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme.	Ville de Montréal	MDDELCC MFFP MTMDET Ville de Montréal	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Plan concept préliminaire de l'Écoterritoire du corridor écoforestier de la rivière à l'Orme.
Comité local de	Délimiter le territoire de la zone industrialo-portuaire	Ministère de	CargoM	À même les	Délimitation de la ZIP, sensibilisation des

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
la zone industrialo-portuaire de Contrecoeur-Varennnes	(ZIP). Valider un mandat et transmettre des informations pour l'élaboration d'un plan de développement de la ZIP.	l'Économie, de la Science et de l'Innovation	Communauté métropolitaine de Montréal MAMOT Ministère des Finances Ministère de l'Agriculture,des Pêcheries et de l'Alimentation Villes de Contrecoeur et Varennnes MRC de Marguerite- d'Youville MTMDET Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	budgets réguliers des ministères et organismes participants	acteurs aux enjeux de circulation sur l'A-30 et à la cohabitation des usagers sur la R-132.
Comité local de la zone industrialo-portuaire de Montréal	Délimiter le territoire de la zone industrialo-portuaire (ZIP). Définir le cahier de charges et valider le mandat pour l'élaboration d'un plan de développement de la ZIP.	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation	<ul style="list-style-type: none"> • Administration portuaire de Montréal • CargoM • Communauté métropolitaine de Montréal • MAMOT • Ministère des Finances • Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles • MFFP • MDDELCC • Ville de Montréal 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Délimitation de la ZIP. Cahier de charges pour le mandat du Plan de développement.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			<ul style="list-style-type: none"> • Ville de Montréal-Est • Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation • MTMDET 		
Comité interministériel sur l'agrile du frêne	<p>Faire le point sur la problématique de l'agrile du frêne dans la région métropolitaine et les démarches entreprises par certaines municipalités à l'égard de divers aspects de la lutte contre l'agrile du frêne.</p> <p>Obtenir les avis des M/O quant à la demande de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) visant à obtenir des modifications législatives qui lui permettraient d'adopter une réglementation métropolitaine pour accélérer la mise en œuvre de la Stratégie de lutte contre l'agrile du frêne applicable notamment à l'ensemble des M/O.</p>	Secrétariat à la région métropolitaine	<ul style="list-style-type: none"> • MFFP • MDDELCC • MSP • Société des établissements de plein air du Québec • Société québécoise des infrastructures • Secrétariat à la région métropolitaine • Hydro-Québec • MTMDET 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<p>Documentation des actions entreprises par les M/O dans la lutte contre l'agrile du frêne.</p> <p>Avis des participants au sujet de la demande de la CMM d'obtenir des modifications législatives. Le travail de collaboration entre les M/O se poursuit.</p>
Groupe de travail portant	Développer l'encadrement d'un programme de	Ministère de l'Économie, de	<ul style="list-style-type: none"> • MAMOT • Ministère de l'Énergie et des Ressources 	À même les budgets	Développement des principaux critères de certification de terrains industriels.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
sur la certification de terrains industriels prêts à l'investissement	certification de terrains industriels prêt à l'investissement. Développer les principaux critères de certification et outils pour la mise en œuvre de ce programme.	la Science et de l'Innovation (MESI)	naturelles • MFFP • MDDELCC • Bureau de normalisation du Québec • MESI • MTMDET	réguliers des ministères et organismes participants	(version préliminaire du document) Développement des exigences et cadre de référence pour le programme.
Comité transport Lachine	Améliorer la mobilité des citoyens de Lachine vers les pôles d'activité.	Arrondissement de Lachine	• Arrondissement Lachine • Maire de l'arrondissement • CDEC LaSalle-Lachine • CRUI St-Pierre • GRAME • Concert'action Lachine • Représentante du Député Ouimet • MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Des analyses et études sont en cours.
Plan local de déplacement – Ville-Marie	Réaliser un PLD dans le cadre du Plan de transport de la Ville de Montréal	Arrondissement Ville-Marie	• AMT • Communauté métropolitaine de Montréal • Conseil régional de l'environnement de Montréal • Société de transport de Montréal • Vélo Québec • MTMDET	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	PLD Ville-Marie réalisé.
Stratégie Centre-Ville	Définir une stratégie pour le centre-ville intégrant un volet mobilité.	Arrondissement Ville-Marie et Ville de Montréal	• AMT • Communauté métropolitaine de Montréal • Société de transport de Montréal • Vélo Québec	À même les budgets réguliers des ministères	Stratégie Centre-Ville réalisée.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
			<ul style="list-style-type: none"> MTMDET 	et organismes participants	
Comité local de revitalisation Revitalisation urbaine intégrée (RUI) Hochelaga	<p>Améliorer la connaissance du territoire de la RUI Hochelaga entre les participants.</p> <p>Assurer la cohérence dans les interventions sur le territoire.</p>	Ville de Montréal et arrondissement Mercier—Hochelaga-Maisonneuve	<ul style="list-style-type: none"> Centre régional de santé et de services sociaux Société de transport de Montréal Commission scolaire de Montréal INRS Groupe locaux MTMDET 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<p>Plans d'aménagement du lien vert – Stratégie de revitalisation de la rue Sainte-Catherine Est.</p> <p>Suivi sur le dossier de la tonnellerie.</p>
Comité technique du Plan de continuité de la mission transport – Volet pont Champlain	<p>Maintenir la mobilisation et l'adhésion des intervenants au plan de continuité. Ce plan comporte des mesures à déployer en cas de fermeture partielle ou complète du pont Champlain.</p> <p>Assurer le suivi de la préparation des mesures à déployer en cas de fermeture du pont.</p> <p>Assurer la cohésion des actions à prendre par les différents intervenants en cas de fermeture du pont.</p>	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> AMT Association québécoise du transport intermunicipal et municipal Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée Réseau de transport de Longueuil Société de transport de Montréal Société du Parc Jean-Drapeau Villes de Brossard, Longueuil et Montréal 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	<p>Identification des actions à déployer pour chaque intervenant concerné</p> <p>Mobilisation des intervenants</p>
Table d'expertise sur	Améliorer la compréhension des enjeux associés au	AQTr	<ul style="list-style-type: none"> AQTr Administration portuaire de Montréal 	À même les budgets	Nombreuses présentations sur des sujets d'actualité en transport des

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
le transport des marchandises (AQTr)	transport des marchandises. Favoriser l'émergence d'idées, ainsi que de nouvelles solutions pour développer la performance et optimiser les réseaux de transport des marchandises		<ul style="list-style-type: none"> Administration portuaire de Trois-Rivières Armateurs du Saint-Laurent Association du camionnage du Québec Camo-route CargoM Cégep Garneau CPCS ÉTS FPIInnovations Gaz Métro IILM Polytechnique Montréal Transports Canada Ville de Montréal WSP MTMDET 	réguliers des ministères et organismes participants	marchandises. Rédaction d'articles dans la revue Routes et Transports Organisation de colloques sur le transport des marchandises
Comité Thématiques Villes Régions Monde (VRM)	Veiller au respect des thématiques définies par le réseau. Évaluer les demandes effectuées dans le cadre de l'Appel à initiatives. Formuler des recommandations aux initiateurs de projets.	Villes Régions Monde (VRM)	MTMDET VRM	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information sur le thème de la ville intelligente.
Comité consultatif sur l'accessibilité du	Tenir informé les différents groupes de personnes handicapées des	Société de transport de Montréal (STM)	MTMDET STM	À même les budgets réguliers	Travaux en cours.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
métro de Montréal	développements dans l'accessibilité du métro de Montréal. Leur permettre de donner leur avis sur les modifications.			des ministères et organismes participants	
Prolongement de l'avenue Souigny jusqu'à la rue Notre-Dame et amélioration des accès au Port de Montréal	Permettre le développement du projet en ayant comme objectif d'améliorer l'accessibilité au réseau supérieur à partir du Port de Montréal. Contribuer à diminuer le camionnage sur le réseau municipal et à favoriser le développement économique dans ce secteur de l'est de Montréal	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> • Ville de Montréal • Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve • Administration portuaire de Montréal • MTMDET 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Projet en développement, la prochaine étape est de présenter aux partenaires la solution qui a été retenue par le Comité de cheminement de projet tenu le 27 février 2017.
Projet de boulevard dans l'emprise de l'A-440 dans l'ouest de l'île de Montréal	Permettre le développement du projet en ayant comme objectif d'améliorer la fonctionnalité du réseau dans l'ouest de l'île de Montréal	Ville de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> • Ville de Montréal • Ville de Kirkland • Arrondissement Pierrefonds-Roxboro • Société de transport de Montréal • MTMDET 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Projet en discussion. L'étude de solutions de la Ville de Montréal devrait être déposée au printemps 2017.
Passerelle Royalmount	Assurer le développement d'un concept de passerelle au-dessus de l'A-15	Ville de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> • Ville de Montréal • Ville Mont-Royal • Société de transport de Montréal 	À même les budgets réguliers	Projet en discussion. L'étude de solutions de la Ville Mont-Royal devrait être déposée au printemps 2017.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	(Autoroute Décarie) conforme aux normes du MDDELCC et de la Ville de Montréal		<ul style="list-style-type: none"> MTMDET 	des ministères et organismes participants	
Projet Cavendish	Suivre le développement du projet de prolongement du boulevard Cavendish	Ville de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> Ville de Montréal Ville Mont-Royal Ville de Côte-Saint-Luc Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce Arrondissement Saint-Laurent Société de transport de Montréal MTMDET 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Projet en discussion. L'étude d'avant-projet préliminaire réalisée par la Ville Montréal doit être déposée au printemps 2017.
Réseau électrique métropolitain (REM) : Station Jean-Yves	Développement d'un concept d'accessibilité à la Station Jean-Yves, présenté en option avec le projet du REM	CDPQ-Infra	<ul style="list-style-type: none"> Ville de Montréal Ville de Kirkland MTMDET CDPQ-Infra 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Projet toujours en discussion, l'étude d'avant-projet préliminaire réalisée par la Ville Montréal devrait être déposée au printemps 2017.
Comité développement de l'Est de Montréal	Regrouper les leaders de l'Est de Montréal qui travaillent à promouvoir, consolider et favoriser le développement durable de l'Est de Montréal par sa	Chambre de commerce de l'Est de Montréal	<ul style="list-style-type: none"> Administration portuaire de Montréal AMT Association du camionnage du Québec CargoM Chambre de commerce du Montréal métropolitain Communauté Métropolitaine de Montréal 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes	Réaliser, finaliser et/ou communiquer les portraits ciblés et analyser leurs interrelations : <ul style="list-style-type: none"> Portrait de l'offre de transport collectif et actif Portrait de l'utilisation des modes de transport des personnes

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	prise en charge collective.		(CMM) <ul style="list-style-type: none"> Chambre de commerce de l'Est de Montréal Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée Société de transport de Montréal Vélo Québec Ville de Montréal MTMDET 	participants	<ul style="list-style-type: none"> Portrait de l'offre de transport et de l'approvisionnement en marchandises Cartographie des grands projets, des infrastructures de transport et des zones de congestion Portrait en matière de sécurité des transports Créer un consensus sur les priorités concernant le transport des personnes et des marchandises dans l'Est
Table d'expertise Mobilité durable de l'AQTr	Constituer un lieu d'échanges et de diffusion des plus récents développements dans le domaine de la mobilité durable, en insistant sur la réduction des impacts environnementaux de la mobilité et de l'Infrastructure et sur l'accessibilité au plus grand nombre.	AQTr	<ul style="list-style-type: none"> AMT Association québécoise du transport inter-municipal et municipal Centre d'écologie urbaine Chaire de mobilité durable Communauté métropolitaine de Montréal Réseau de transport de Longueuil Société de transport de Laval Société de transport de Montréal Vélo Québec Vivre en ville MTMDET AQTR 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Mise en œuvre du plan d'action 2016 de la table d'expertise Mobilité durable.
Table d'expertise Transport collectif de l'AQTr	Réfléchir à la planification, au financement, aux systèmes et technologies du transport collectif, tels que l'électrification des transports, dans une	AQTr	<ul style="list-style-type: none"> AMT Association québécoise du transport inter-municipal et municipal Chaire de mobilité durable Réseau de transport de Longueuil Société de transport de Laval 	À même les budgets réguliers des ministères et	Mise en œuvre du plan d'action 2016 de la table. Présentations sur des sujets d'actualité en transport collectif.

Nom du comité	Mandat	Ministère ou organisme responsable	Membres participants	Budget dépensé	Résultats
	perspective de mobilité et de développement durable.		<ul style="list-style-type: none"> • Société de transport de Montréal • MTMDET • AQTR 	organismes participants	<p>Rédaction d'articles en lien avec le transport collectif pour la revue Routes et Transports.</p> <p>Organisation de colloques sur le transport collectif.</p>
Comité de bon voisinage (Turcot)	Présenter l'état d'avancement du projet de l'échangeur Turcot en prenant en considération les commentaires formulés par les comités de bon voisinage formés par des citoyens des secteurs Notre-Dame-de-Grâce, Westmount, Saint-Henri et Montréal-Ouest, de même que par les résidents.	MTMDET	<ul style="list-style-type: none"> • MDDELCC • Ville de Montréal • SPVM • Société de Transport de Montréal • Ville de Westmount • MTMDET 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Échange d'information entre les participants.
Comité interministériel sur le bruit routier	Établir un état des connaissances sur le bruit environnemental pour chacun des ministères et organismes qui travaillent de près ou de loin sur la problématique du bruit routier.	Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	<ul style="list-style-type: none"> • MSSS • MTMDET • Direction santé publique • Ministère des Ressources naturelles • MDDELCC • MAMOT 	À même les budgets réguliers des ministères et organismes participants	Établir des lignes directrices sur la gestion du bruit environnemental dans le domaine de la planification urbaine.

Légende

MTMDET : Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

MAMOT : Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

MDDELCC : Ministère du Développement durable, de l'Environnement, et de la Lutte contre les changements climatiques

MFFP : Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

AQTR : Association québécoise des transports

AMT : Agence métropolitaine de transport

MSP : Ministère de la Sécurité publique

TABLE RÉGIONALE SUR LES SAINES HABITUDES DE VIE AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN
COORDONNÉES DES MEMBRES

Nom	Adresse postale	Courriel
Chantal-Anne Moreau Adjointe au directeur à la gestion des programmes	CIUSSS - DSPublique 559, Hôtel-Dieu Chicoutimi (Québec) G7H 0N8 Tél : 418 541-1055-4455 Télec 418 545-0835	Chantal.anne.moreau.asss@ssss.gouv.qc.ca
André Marchand Agent de planification, programmation et recherche	CIUSSS – DSP Roberval 412, rue Brassard Roberval – G8H 3P7 Tél : 418 275-5660 - 238 Télec 418 275-0003	andre.marchand@ssss.gouv.qc.ca
Annie Bigras Directrice générale	RLS 414, Collard Alma – G8B 1N2 Tél : 418 480-2228 Télec :	directeur@rls-sag-lac.org
Benoît Poulin Conseiller en développement régional	Min. Aff. Municipales et de l'occupation du territoire (MAMOT) 227, Racine Est – RC03 Chicoutimi – G7H 7B4 Tél : 418 698-3523 - 80207 Télec : 418 698-3526	benoit.poulin@mamrot.gouv.qc.ca
Catherine Larouche Adjointe au directeur	Ministère Transports 3950, boul. Harvey Jonquière – G7X 8L6 Tél : 418 695-7916 - 237 Télec : 418 695-7926	catherine.larouche@mtq.gouv.qc.ca
Émilie Tremblay	Table agroalimentaire SLSJ 510, rue Collard Ouest, suite 103 Alma – G8B 1N2 Tél : 418 668-3592 Télec : 418 668-6138	emilie.tremblav@tableagro.com
Éric Benoit Directeur général	RSEQ 534, rue Jacques-Cartier Est Chicoutimi - G7H 1Z6 Tél : 418 543-3532 Télec : 418693-0503	ebenoit@saglac.rseq.ca
Jean-Marc Gallant Le Miens	Le Miens/TROC-02 C. P. 8215 Chicoutimi (Québec) G7H 5B7 Tél : 418 6938983	educationprevention@lemiens.com
Julie Girard Coordonnatrice	Auassatash – Comité santé des jeunes 65, rue Uapakalu Mashteuiatsh (Québec) G0W 2H0 Tél : 418 275-5386, poste 331 Télec : 418 275-8768	julie.girard@mashteuiatsh.ca
Isabelle Quimper Agente régionale	Québec en Forme Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire Pavillon Manicouagan – 11 ^e étage C. P. 564, C.P.S. Centre ville Jonquière – G7X 7W4 Tél : 418 512-0623, poste 3700 Télec : 418 290-0869 Cell : 418 290-0869	iquimper@quebecenforme.org
Marie-Josée Gravel	MAPAQ 801, Ch. du Pont Taché Nord Alma – G8B 5W2 Tél : 418 662-6457 - 2857 Télec : 418 668-8694	marie-josée.gravel@mapaq.gouv.qc.ca

Nom	Adresse postale	Courriel
Mario Ruel Directeur du pavillon sportif	UQAC Pavillon Sportif 555, boul. Université Chicoutimi - G7H 2B1 Tél : 418 545-5050 Télec : 418 615-1211	mario_ruel@uqac.ca
Simon Pelletier Conseiller en développement et concertation En remplacement congé de maternité Catherine Tremblay Conseillère en concertation régionale	Ministère de la famille 750, Charest Est, bureau 510 Québec (Québec) G1K 3J7 Tél : 418 528-7100, poste 2016 Tél. sans frais : 1 866-640-9919, poste 2016 Télec : 418 646-9342	simon.pelletier@mfa.gouv.qc.ca catherine.tremblay@mfa.gouv.qc.ca
Stéphane Fortin Coordonnateur	CADUS 1330, rue Bersimis Chicoutimi – G7K 1A5 Tél : 418 546-2238 Cell : 418 590-2238	stephane.fortin@cadus.ca
Suzanne Gravel	Cégep de Jonquière	suzanne.gravel@cegepjonquiere.ca
Véronique Tremblay	CIUSSS - DSPublique 559, Hôtel-Dieu Chicoutimi (Québec) G7H 0N8 Tél : 418 541-1055– 4455 Télec 418 545-0835	Veronique.tremblay.asss@ssss.gouv.qc.ca

Janvier 2017

MEMBRES DE LA CAR - 02

<p>Monsieur Mario Bélanger Directeur régional des services judiciaires Ministère de la Justice 227, rue Racine Est Chicoutimi (Québec) G7H 7B4 Tél. : 696-9926 Fax : 698-3558 mario.belanger@justice.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Pierre Dassylva Directeur régional Ministère de la Culture et des Communications 202, rue Jacques-Cartier Est Chicoutimi (Québec) G7H 6R8 Tél. : 698-3500, poste 226 Fax : 698-3522 pierre.dassylva@mcc.gouv.qc.ca</p>
<p>Monsieur Gaston Dallaire Directeur régional Société québécoise des infrastructures 3950, boulevard Harvey, bureau 4.1 Jonquière (Québec) G7X 8L6 Tél. : 695-7927, poste 2210 Fax : 695-7932 gdallaire@sqi.gouv.qc.ca</p>	<p>Madame Violaine Lavoie Directrice régionale Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail 901, boulevard Talbot, C.P. 5400 Chicoutimi (Québec) G7H 6P8 Tél. : 696-5200, poste 5201 Fax : 696-5295 violaine.lavoie@cnesst.qc.ca</p>
<p>Monsieur Patrick Homier Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse 360, rue Saint-Jacques, 2^e étage Montréal (Québec) H2Y 1P5 Tél. : 514 873-5146, poste 495 Fax : 514 873-6032 patrick.homier@cdpdj.qc.ca</p>	<p>Monsieur Jean-François Picard Directeur régional - Direction régionale de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec Ministère de la Famille 750, boulevard Charest Est, bureau 510 Québec (Québec) G1K 3J7 Tél. : (418) 646-9164 ou (1 866 640-9919, p. 69164) Fax : (418) 646-9342 jean-francois.picard@mfa.gouv.qc.ca</p>
<p>Monsieur François Guillot Directeur – Parc national des Monts-Valin Sépaq – Parcs Québec 360, rang Saint-Louis Saint-Fulgence (Québec) G0V 1S0 Tél. : 674-1200, poste 226 Fax : 674-1246 guillot.francois@sepaq.com</p>	<p>Madame Mona Caron Directrice régionale Société de l'assurance automobile du Québec 2655, boulevard du Royaume Jonquière (Québec) G7S 4S9 Tél. : 548-9197, poste 231 Fax : 548-5617 mona.caron@saaq.gouv.qc.ca</p>
<p>Madame Gladys Harvey Directrice régionale Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation 3950, boulevard Harvey, 2^e étage bureau 2.05 Jonquière (Québec) G7X 8L6 Tél. : 695-7971, poste 1050 Fax : 695-7870 gladys.harvey@economie.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Gilles Beaudry Directeur régional Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation 801, rue du Pont Taché-Nord Alma (Québec) G8B 5W2 Tél. : 662-6457, poste 2856 Fax : 668-8694 gilles.beaudry@mapaq.gouv.qc.ca</p>
<p>Madame France-Sylvie Loisel Directrice régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie du Saguenay–Lac-St-Jean et de la Côte-Nord par intérim Ministère de la Sécurité publique 3950, boulevard Harvey, bureau R.C.-03 Jonquière (Québec) G7X 8L6 Tél. : 695-7872, poste 42208 Fax : 695-7875 france-sylvie.loisel@mssp.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Donald Boily Directeur régional Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports 3950, boulevard Harvey, 1^{er} étage Jonquière (Québec) G7X 8L6 Tél. : 695-7916, poste 271 Fax : 695-7926 donald.boily@transports.gouv.qc.ca</p>

<p>Monsieur Alain Carrier Directeur Office de la protection du consommateur 3950, boulevard Harvey, bureau 2.12 Jonquière (Québec) G7X 8L6 Tél. : 695-8427, poste 6621 Fax : 695-7936 alain.carrier@opc.gouv.qc.ca</p>	<p>Madame Lison Rhéaume Directrice régionale Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale 210, rue des Oblats Ouest Chicoutimi (Québec) G7J 2B1 Tél. : 549-0595, poste 221 Fax : 698-3607 lison.rheaume@mess.gouv.qc.ca</p>
<p>Monsieur Daniel Bourassa Directeur Direction générale des services des entreprises Capitale-Nationale et Est-du-Québec Revenu Québec 3800, rue de Marly, secteur 1-2-5 Sainte-Foy (Québec) G1X 4A5 Tél. : 652-5725 Fax : 646-8499 danielbourassa@revenuquebec.ca</p>	<p>Madame Myriam Gilbert Archiviste régionale Bibliothèque et Archives nationales du Québec Centre du Saguenay-Lac-Saint-Jean 930, rue Jacques-Cartier Est, bureau C.103 Chicoutimi (Québec) G7H 7K9 Tél. : 698-3516, poste 6314 Fax : 698-3758 myriam.gilbert@banq.qc.ca</p>
<p>Monsieur François Moore Directeur territorial de l'Est du Québec Régie du bâtiment du Québec 800, Place d'Youville, 12^e étage Québec (Québec) G1R 5S3 Tél. 418 643-0058 Fax : 418 646-5430 francois.moore@rbq.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Claude Trudelle Directeur adjoint aux analyses Ministère des Relations internationales et de la Francophonie 525, boulevard René Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5R9 Tél. : (418) 649-2400, poste 56030 Fax : (418) 649-2332 claudetrudelle@mri.gouv.qc.ca</p>
<p>Madame Martine Couture Présidente-Directrice générale Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux 930, rue Jacques-Cartier Est Chicoutimi (Québec) G7H 7K9 Tél. : 545-4980, poste 304 Fax : 545-8791 martine.couture@ssss.gouv.qc.ca</p>	<p>Madame Josée Desjardins Directrice des services correctionnels Ministère de la Sécurité publique 555, boulevard Horace-J.-Beemer Roberval (Québec) G8H 0A7 Tél. : 275-5511, p. 57500 Fax : josee.desjardins@mss.gouv.qc.ca</p>
<p>Monsieur Denis Leblanc Office québécois de la langue française 1299, des Champs-Élysées, bureau 1.05 Chicoutimi (Québec) G7H 6P3 Tél. : 698-1577 Fax : 698-3546 denis.leblanc@oqlf.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Simon Talbot Adjoint exécutif du sma à la gouvernance interne des ressources (M. François Bérubé) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur 1035, rue De La Chevrotière Québec (Québec) G1R 5A5 Canada Tél. : 418 643-3810, poste 3862 Fax : simon.talbot@education.gouv.qc.ca</p>
<p>Monsieur Yves Lefebvre Directeur régional La Financière agricole du Québec 100, avenue St-Joseph Sud, bureau 208 Alma (Québec) G8B 7A6 Tél. : 668-2369 1-888-809-2369 Fax : 662-2811 yves.lefebvre@fadq.qc.ca</p>	<p>Monsieur David Blouin Conseiller aux interventions sectorielles stratégiques Office des personnes handicapées du Québec 1299, rue des Champs-Élysées, bureau 105 Chicoutimi (Québec) G7H 6J2 Tél. : 866-680-1930, poste 13544 Fax : 698-3546 david.blouin@ophq.gouv.qc.ca</p>

<p>Madame Édith Tremblay Directrice régionale – Analyse et expertise Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques 3950, boul. Harvey, 4^e étage Jonquière (Québec) G7X 8L6 Tél. : 695-7883, poste 305 Fax : 695-7887 edith.tremblay@mddelcc.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Richard Perron, directeur régional Monsieur Guy Morency, conseiller Monsieur Christian Garneau, chef des relations avec le milieu – Projets spéciaux Hydro-Québec 1400, rue Manic Chicoutimi (Québec) G7H 5H9 Tél. : 418 696-3888 Fax : 418 696-3961 perron.richard@hydro.qc.ca morency.guy@hydro.qc.ca garneau.christian.2@hydro.qc.ca</p>
<p>Monsieur François Plourde Directeur Curateur public du Québec 400, boulevard Jean-Lesage, Hall Ouest Québec (Québec) G1K 8W1 Tél. : 418 646-4404 Tél. : 418 698-3608 (Chicoutimi) Fax : 418 528-7603 francois.plourde@curateur.gouv.qc.ca</p>	<p>Madame Marie-Christine Dion Conseillère aux entreprises touristiques Ministère du Tourisme 900, boul. René Lévesque Est, bureau 400 Québec (Québec) G1R 2B5 Tél. : 643-5959, poste 3440 ou 1-800-482-2433 Fax : 643-0549 marie-christine.dion@tourisme.gouv.qc.ca</p> <p>Directeur : François Côté</p>
<p>Madame Stéphanie Gendron Conseillère en gestion Société d'habitation du Québec 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau Aile Saint-Amable, 4^e étage Québec (Québec) G1R 5E7 Tél. : 418 643-4035, poste 1050 Fax : 418 646-1492 stephanie.gendron@shq.gouv.qc.ca et car@shq.gouv.qc.ca</p>	<p>Madame Julie Simard Représentante régionale Investissement-Québec 3950, boul. Harvey, 2^e étage Jonquière (Québec) G7X 8L6 Tél. : 581-221-1140 Fax : 695-8156 julie.simard@invest-quebec.com</p>
<p>Monsieur Daniel Tremblay Directeur régional Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire 227, rue Racine Est, bureau RC.03 Chicoutimi (Québec) G7H 7B4 Tél. : 698-3523, poste 80202 Fax : 698-3526 daniel.tremblay@mamot.gouv.qc.ca</p>	<p>(Congé) Madame Sylvie Poudrier Transmettre les communications à Julie Rodrigue (adjointe au directeur)</p> <p>Ministère du Conseil exécutif 905, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G4R 5M6 Tél. : 418 643-3166, poste 2232 Fax : 646-4918 sylvie.poudrier@mce.gouv.qc.ca julie.rodrigue@mce.gouv.qc.ca</p>
<p>Madame Mireille Côté Directrice par intérim Centre de services partagés du Québec 245, rue Riverin, local 1.03 Chicoutimi (Québec) G7H 4R6 Tél. : 418 693-0940, poste 4181 Fax : 418 226-3261 mireille.cote@cspq.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Alain Thibeault Directeur général du secteur Nord-Est Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs 3950, boul. Harvey, 3^e étage Jonquière (Québec) G7X 8L6 Tél. : 695-8125, poste 223 Fax : 695-8133 alain.thibeault@mffp.gouv.qc.ca</p>

<p>Madame Chantal-Anne Moreau Coordonnatrice santé publique Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean 599, rue Hôtel-de-Ville Chicoutimi (Québec) G7H 0N8 Tél. : 541-1055, poste 4455 Accès direct : 418 541-1234, p. 4455 Fax : 545-0835 chantal.anne.moreau.asss@ssss.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Frédéric Perreault Directeur de la connaissance et des affaires régionales Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles 3950, boulevard Harvey, 3^e étage Jonquière (Québec) G7X 8L6 Tél. : 695-8125, poste 248 Fax : 695-8133 frederic.perreault@mern.gouv.qc.ca</p>
<p>Madame Stéphanie Vachon Coordonnatrice ministérielle et secrétaire générale Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur 1035, rue De La Chevrotière, 15^e étage Québec (Québec) G1R 5A5 Tél. : 418-643-3810, poste 3927 stephanie.vachon@education.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Maxime Arseneau Directeur par intérim Régie du logement 900, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 2B5 Tél. : 418 644-1949 Fax : Va à Montréal (1-877-907-8077) maxime.arseneau@rdl.gouv.qc.ca</p> <p>La RDL ne participe plus à la CAR par manque d'effectifs (Maxime Arseneau 18-04-2016)</p>
<p>Monsieur Patrick Lalande Agent de liaison Société du Plan Nord 755, boulevard Saint-Joseph Bureau 213 Roberval (Québec) G8H 2L4 Tél. : 418 765-0143 Sans frais : 1 855-214-9807 Télécopieur : 418 643-3660 patrick.lalande@spn.gouv.qc.ca www.plannord.gouv.qc.ca</p>	<p>Madame Joanne Laberge, directrice Société du Plan Nord Ministère du Conseil exécutif 900, boul. René Lévesque, Bureau 720 Québec (Québec) G1R 2B5 Tél. : 418 643-9361 / sans frais : 1 855 214-9807 joanne.laberge@spn.gouv.qc.ca</p>
<p>Madame Christine Rioux Directrice par intérim Direction des relations avec les partenaires Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion 800, boul. de Maisonneuve Est, 3^e étage Montréal (Québec) H2L 4L8 Tél. : 514-864-3511, poste 22319 christine.rioux@midi.gouv.qc.ca</p>	<p>Monsieur Daniel Lantin Conseiller en partenariat Direction des relations avec les partenaires Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion 800, boul. de Maisonneuve Est, 3^e étage Montréal (Québec) H2L 4L8 daniel.lantin@midi.gouv.qc.ca</p>

Table ministérielle d'échanges – PTMD
Liste des organisations membres

Nom	Organisations	Courriels
Guimond, Anick	BCNQ	Anick.Guimond@mtq.gouv.qc.ca
Carignan, Alexandre	DAT	alexandre.carignan@mtq.gouv.qc.ca
Iracà, Jean (cs)	DAT	jean.iraca@mtq.gouv.qc.ca
Leblanc, Nathalie (co)	DAT	nathalie.leblanc@mtq.gouv.qc.ca
Lefevre-Guimont, Étienne	DAT	Etienne.Lefebvre-Guimont@mtq.gouv.qc.ca
Bérubé, Victor (cs)	DBGIM	victor.berube@mtq.gouv.qc.ca
Pelletier, Caroline (co)	DBGIM	caroline.pelletier2@mtq.gouv.qc.ca
Therriault, Lise	DBGIM	lise.therriault@mtq.gouv.qc.ca
Pineault, Geneviève	DBGIM	genevieve.pineault@mtq.gouv.qc.ca
Carol Lévesque	DBGIM	Carol.Levesque@mtq.gouv.qc.ca .
Archambault, Éric (co)	DCA	eric.archambault@mtq.gouv.qc.ca
Dubé-Marcoux, Jonathan	DCA	jonathan.dube-marcoux@mtq.gouv.qc.ca
Veillette, Philippe (cs)	DCA	philippe.veillette@mtq.gouv.qc.ca
Larin, Marc (cs)	DCN	marc.larin@mtq.gouv.qc.ca
Tremblay, Sonia (co)	DCN	sonia.tremblay2@mtq.gouv.qc.ca
Forest, Julie (co)	DCNAT	Julie.Forest@mtq.gouv.qc.ca
Ringuette, Richard (cs)	DCNAT	richard.ringuette@mtq.gouv.qc.ca
Valérie Guindon-Bronsard	DCNAT	Valerie.Guindon-Bronsard@mtq.gouv.qc.ca
Bergeron, Marie-France (cs)	DE	marie-france.bergeron@mtq.gouv.qc.ca
M'Seffar, Joanna (co)	DE	joanna.mseffar@mtq.gouv.qc.ca
Richard Lebel	DE	riebe1@mtq.gouv.qc.ca
Julien, France-Serge (cs)	DEM	france-serge.julien@mtq.gouv.qc.ca
Dominic Bouchard	DEM	Dominic.Bouchard2@mtq.gouv.qc.ca
Guillaume Desjardins-Dutil	DEM	guillaume.desjardins-dutil@mtq.gouv.qc.ca
Robert-Turcotte, Valérie (co)	DEM	valerie.robert-turcotte@mtq.gouv.qc.ca
Bergeron, Jeannine	DIM	jeannine.bergeron@mtq.gouv.qc.ca
Maltais-Tremblay, Andréanne (co)	DIM	andreanne.maltais-tremblay@mtq.gouv.qc.ca
Dumesnil, France	DIM	france.dumesnil@mtq.gouv.qc.ca
Godbout, Yann	DIM	Yann.Godbout@mtq.gouv.qc.ca
Ménard, Michel (cs)	DIM	michel.menard@mtq.gouv.qc.ca
Pagé-Bélanger, Rachel (co)	DLL	rachel.page-belanger@mtq.gouv.qc.ca
Trépanier, Thérèse A. (cs)	DLL	therese.trepanier@mtq.gouv.qc.ca
Pellerin, Jean-Luc	DLL	Jean-Luc.Pellerin@mtq.gouv.qc.ca
Talbot, Benoit	DLL	Benoit.Talbot@mtq.gouv.qc.ca
St-Laurent, Yves (cs)	DLMI	yves.st-laurent@mtq.gouv.qc.ca
Beaudry, Patricia	DMCQ	patricia.beaudry@mtq.gouv.qc.ca
Annabelle Mailhot (co)	DMCQ	Annabelle.mailhot@mtq.gouv.qc.ca
Danielle Tremblay	DMCQ	danielle.tremblay@mtq.gouv.qc.ca
Baby, Paul	DO	paul.baby@mtq.gouv.qc.ca
Chevalier, Normand (cs)	DO	normand.chevalier@mtq.gouv.qc.ca

Service de la prospective et des stratégies
Mise à jour octobre 2014

Table ministérielle d'échanges – PTMD
Liste des organisations membres

Nom	Organisations	Courriels
Gourd, Frédéric (co)	DO	frederic.gourd@mtq.gouv.qc.ca
Jean-Michel Séguin	DO	Jean-Michel.Seguin@mtq.gouv.qc.ca
Lauzon, Stéphane	DO	Stephane.Lauzon@mtq.gouv.qc.ca
Nicolas Ste-Marie	DOM	nicolas.ste-marie@mtq.gouv.qc.ca
Hallé, François (cs)	DOM	francois.halle@mtq.gouv.qc.ca
Gaudet, Julien (co)	DOM	Julien.gaudet@mtq.gouv.qc.ca
Alain Boivin (co)	DSLSJ	Alain.Boivin@mtq.gouv.qc.ca
Jean-Denis Bouchard	DSLSJ	jean-denis.bouchard@mtq.gouv.qc.ca
Leclerc, Jean-François (cs)	DSLSJ	jean-francois.leclerc@mtq.gouv.qc.ca
Huet, Guillaume	SSC	guillaume.huet@mtq.gouv.qc.ca
Cloutier, Sébastien	SSCIV	sebastien.cloutier@mtq.gouv.qc.ca
Campeau, Stéphane	SPPA	stephane.campeau@mtq.gouv.qc.ca
Julie Beaudoin	SPPA	Julie.Beaudoin@mtq.gouv.qc.ca
Marie-Ève Dostie	SPPA	marie-eve.dostie@mtq.gouv.qc.ca
Bessette, Robert	SPPA	robert.bessette@mtq.gouv.qc.ca
Blanchette, Maxime	SPPA	Maxime.Blanchette@mtq.gouv.qc.ca
Lacasse, Pascal (cs)	SPPA	Pascal.lacasse@mtq.gouv.qc.ca
Amyot, Nicolas	SPPA	nicolas.amyot@mtq.gouv.qc.ca
Canuel, Guy	SPPA	guy.canuel@mtq.gouv.qc.ca
Thivierge, Anne	SPPA	anne.thivierge@mtq.gouv.qc.ca
Larsonneur, Aurélie	SPPA	Aurelie.larsonneur-s@mtq.gouv.qc.ca
McCann, Bernard	SPPA	bernard.mccann@mtq.gouv.qc.ca
Berthelot, Maud	SPPA	maud.berthelot@mtq.gouv.qc.ca
Trottier, Christian	SPPA	Christian.trottier@mtq.gouv.qc.ca
Hubert Hardy	SMST	Hubert.Hardy@mtq.gouv.qc.ca

Co : coordinateur de PTMD
 Cs : chef de service
 Cs pi : chef de service par intérim
 Dir : directeur

C.C. :	Organisations	Courriels
Lévesque, Évangéline (dir)	DP	evangeline.levesque@mtq.gouv.qc.ca
Gref, Claude	SEDD	Claude.Gref@mtq.gouv.qc.ca
Beaudoin, Pierre (cs pi)	SEPS	pierre.beaudoin3@mtq.gouv.qc.ca
Ricard, Isabelle	SEPS	isabelle.ricard@mtq.gouv.qc.ca
Tremblay, Martin	SEPS	martin.tremblay2@mtq.gouv.qc.ca

Service de la prospective et des stratégies
 Mise à jour octobre 2014

Table ministérielle d'échanges – PTMD
Liste des organisations membres

Abréviations	
BCNQ	Bureau de la coordination du Nord-du-Québec
DAT	Direction de l'Abitibi-Témiscamingue
DBGIM	Direction du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
DCA	Direction de la Chaudière-Appalaches
DCN	Direction de la Côte-Nord
DCNAT	Direction de la Capitale-Nationale
DE	Direction de l'Estrie
DEM	Direction de l'Est-de-la-Montérégie
DGT	Direction générale des territoires
DIM	Direction de l'Île-de-Montréal
DLL	Direction de Laurentides-Lanaudière
DLM	Direction de Laval Mille-Îles
DMCQ	Direction de la Mauricie-Centre-du-Québec
DO	Direction de l'Outaouais
DOM	Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
DP	Direction de la planification
DSLJJC	Direction du Saguenay-Lac-St-Jean-Chibougamau
DTI	Direction des technologies de l'information
SEDD	Service de l'économie et du développement durable
SPS	Service de la prospective et des stratégies
SPP	Service de la planification et programmation
SPSI	Service de la planification et stratégie d'intervention
SSC	Service des stratégies de communication
SSCIV	Service de la sécurité civile

Service de la prospective et des stratégies
Mise à jour octobre 2014

Comité local de la ZIP de Saguenay

Membres :

- Annie Blanchette, conseillère en développement économique, ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)
- Carl Laberge, directeur général, Port Saguenay
- Diane Larose, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)
- Frédéric Perreault, directeur régional, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)
- Gladys Harvey, directrice régionale, ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)
- Jean-Lin Otis, agent de commercialisation, Société du Plan Nord
- Jocelyn Fortin, conseiller en développement économique, ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)
- Martin Lamontagne, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)
- Sonia Boucher, chef de service des inventaires et du Plan, ministère des Transports, de la mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDT)
- Pierre A. Gauthier, conseiller, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
- Daniel Tremblay, directeur régional, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
- Claude Bouchard, directeur des affaires corporatives, Promotion Saguenay inc.

2017-02-13

COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TRANSPORT FERROVIAIRE

PRÉSIDENCE

Jean-Pierre Boivin, préfet, MRC Maria-Chapdelaine

Priscilla Nemey, directrice générale, Promotion Saguenay par intérim

MEMBRES DU COMITÉ (10)

André Nepton, Société de développement économique ilnu

Pierre-Yves Boivin, Canadien national

Luc Lalancette, directeur général, Services Nolitrex

Nathalie Lessard, directrice, Installations portuaires, Roberval Saguenay

Stéphane Boivin, directeur général, Entretien ferroviaire Boivin

Carl Laberge, directeur général, Port Saguenay

Patrice Beaudry, vice-président projet, Métaux BlackRock

Clermont Gilbert, président directeur général, Groupe Gilbert

Dany Saint-Pierre, Représentant Logistique & Transport, Projet Grand Nord, Kingsway transport

Pierre Levasseur, directeur général des approvisionnements en fibre, Produits forestiers Résolu

MINISTÈRE RESPONSABLE

Donald Boily, directeur régional, MTMDDET

Catherine Larouche, MTMDDET

Jean-Denis Bouchard, MTMDDET

Duchesne, Steve, chef du Service des projets, MDTMDDET

Kevin Bouchard, DTMAF

MINISTÈRES COLLABORATEURS

Bureau de coordination et de suivi du Sommet, MEIE, SPN

COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL PREMIÈRES NATIONS

PRÉSIDENCE

Mélanie Paul, vice-présidente, Groupe ADL et coprésidente, Chambre de commerce et d'industrie de Roberval

MEMBRES DU COMITÉ (11)

Édouard Robertson, directeur général, Société de développement économique Innu

Linda Langlais, consultante, Développement Piekuakami Innuatsh

Rémy Kurtness, consultant négociateur, Assemblée des partenaires, Société du Plan nord

Carl Côté, président, Table d'action en entrepreneuriat

Jean Boissonneault, vice-président aux opérations, Groupe Rémabec

Adèle Robertson, directrice du Bureau du développement de l'autonomie gouvernementale, Mashteuiatsh

Jean Simard, directeur général, CLD Domaine-du-Roy

Jean-Sébastien David, vice-président opérations, Arianne Phosphate

MINISTÈRE RESPONSABLE

Julien Lépine, Secrétariat aux affaires autochtones

Damien Côté, consultant, Secrétariats aux affaires autochtones

MINISTÈRES COLLABORATEURS

Dominique Dufour, Bureau de coordination et de suivi du Sommet

Dominique Teufel, Ministère de l'Économie, et l'Innovation et de l'Exportation

Robin Boulianne, Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles

Marie-Hélène Bouchard, Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Patrick Lalande, Secrétariat du Plan Nord

Donald Martel, Ministère du Transport du Québec

Hydro-Québec

Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec
Compte rendu de la réunion tenue le 22 septembre 2016
Rencontre au 600, 3e Rue, Chibougamau

ÉTAIENT PRÉSENTS

Dominic Allard	Directeur du Soutien aux opérations, de la Planification-Partenariat et de l'Information sur le marché du travail, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)
Nathalie Boisvert	Présidente-directrice générale, Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (CRSSSBJ)
Philippe Boivin	Directeur régional par intérim, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
Annie Châteauvert	Conseillère en développement touristique, ministère du Tourisme
Alain Coulombe	Directeur général adjoint au développement économique, Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Yves Drolet	Directeur régional, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)
Martin Gingras	Directeur général du secteur nord-ouest, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)
Elizabeth Harvey	Directrice régionale, Direction des opérations régionales du Nord-du-Québec, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)
Julie Simone Hébert	Agente de liaison, Antenne d'Eeyou Istchee Baie-James, Société du Plan Nord (SPN)
Patricia Hébert	Directrice régionale, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)
Joanne Laberge	Directrice, Concertation et partenariat territorial, Société du Plan Nord (SPN)
Philippe Lemire	Directeur, Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDT)
Sébastien Trépanier	Conseiller aux opérations régionales, Direction régionale du Nord-du-Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)

PAR VISIOCONFÉRENCE ET PAR CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

Anne-Marie Gendron	Directrice régionale, Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de la Culture et des Communications (MCC)
Valérie Gratton	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Anick Lavoie	Directrice régionale, Direction régionale de l'analyse et de l'expertise, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC)
Julie Rodrigue	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
Alain Sarrazin	Directeur régional par intérim, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)

INVITÉS

Frédérique Brais-Chaput	Attachée politique pour Monsieur Jean Boucher, Député d'Ungava
Mitchell Dion	Directeur général, Tourisme Baie-James (TBJ)
Johanne Lacasse	Directrice générale, Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ)
Robin McGinley	Directrice générale, Association crie de pourvoirie et de tourisme/Tourisme Eeyou Istchee (TEI)
Adel Yassa	Directeur, Service de la recherche et du développement économique, Administration régionale Kativik (ARK)

Groupe tactique d'intervention afin de soutenir le développement économique sur le territoire de la MRC Maria-Chapdelaine

Annexe

Membres du groupe tactique d'intervention :

Prénom	Nom	Titre	Organisation
Jean-Pierre	Boivin	Préfet	MRC Maria-Chapdelaine
Marc	Dubé	Directeur général	MRC Maria-Chapdelaine
Richard	Hébert	Maire	Ville de Dolbeau-Mistassini
Guy	Grenier	Directeur général	Développement social et économique Maria-Chapdelaine
Marc	Lamontagne	Président	Excavation Dolbeau
Jacquelin	Drapeau	Président	Ferme du Ruisseau clair
Stéphane	Leroyer	Propriétaire	Intersport Dolbeau-Mistassini
Stéphane	Fortin	Président directeur-général	Ent. Rodrigue Piquette
Dominique	Rousseau	Associée	Groupe Malette
Gladys	Harvey	Directrice régionale	MESI
Johanne	Dicaire	Directrice	Emploi-Québec / CLÉ
Lison	Rhéaume	Directrice régionale	MTESS
Richard	St-Gelais	Directeur de compte	Investissement Québec
Donald	Boily	Directeur régional	MTMDET
Daniel	Tremblay	Directeur régional	MAMOT
Frédéric	Perreault	Directeur régional	MERN
Alain	Thibeault	Directeur régional	MFFP
Peggy	Vézina	Directrice régionale p.i.	MAPAQ
Marie-Christine	Dion	Conseillère aux entreprises	MTO
Réjean	Goudreault	Directeur	MCC
<i>Martin</i> Jean-Lin	<i>Duval</i> Otis	Agent de commercialisation	Société du Plan Nord
Sylvie	Poudrier	Conseillère aux entreprises	Secrétariat aux Affaires Autochtones
Nathalie	Hébert	Conseillère politique et responsable des bureaux de circonscription	Cabinet du premier ministre

15 juin 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 10

Titre

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2016-2017. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor auprès du ministère ou de l'un de ses organismes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la question générale 38.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 11

Titre

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir le tableau en pièce jointe donnant le nom du fournisseur, la description du sondage et le coût.

Sujet	Mois du rapport	Description	Coût	Firme retenue
Sondages réalisés				
Sondage post-campagne sur la sécurité en motoneige 2016	Juin 2016	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur la sécurité en motoneige.	10 085,90 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage post-campagne publicitaire sur le transport des matières dangereuses (TMD)	Septembre 2016	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur le TMD ainsi que les habitudes de transport et l'intérêt des conducteurs à chercher de l'information sur le sujet.	4 840,00 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage post-campagne de communication de Mobilité Montréal 2016	Décembre 2016	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne de communication sur Mobilité Montréal, les habitudes d'information en transport des usagers de la route et leur appréciation des moyens mis à leur disposition pour s'informer.	10 831,70 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage sur le service téléphonique de Québec 511 (sondage en deux phases; travaux de la première phase en 2015-2016).	Janvier 2017	Deuxième phase du sondage qui consiste à sonder une partie des usagers de la RVI, selon des régions prédéterminées, et ce, afin d'approfondir les motifs d'utilisation de ce service.	14 357,20 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondages en cours de réalisation (coûts estimés)				
Sondage post-campagne sur les villages-relais	Avril 2017	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur les villages-relais.	10 835,00 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage post-campagne sur la sécurité en motoneige 2017	Avril 2017	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur la sécurité en motoneige.	15 000,00 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Total			65 949,80 \$	

Sujet	Mois du rapport	Description	Coût	Firme retenue
Sondages réalisés				
Sondage post-campagne sur la sécurité en motoneige 2016	Juin 2016	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur la sécurité en motoneige.	10 085,90 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage post-campagne publicitaire sur le transport des matières dangereuses (TMD)	Septembre 2016	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur le TMD ainsi que les habitudes de transport et l'intérêt des conducteurs à chercher de l'information sur le sujet.	4 840,00 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage post-campagne de communication de Mobilité Montréal 2016	Décembre 2016	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne de communication sur Mobilité Montréal, les habitudes d'information en transport des usagers de la route et leur appréciation des moyens mis à leur disposition pour s'informer.	10 831,70 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage sur le service téléphonique de Québec 511 (sondage en deux phases; travaux de la première phase en 2015-2016).	Janvier 2017	Deuxième phase du sondage qui consiste à sonder une partie des usagers de la RVI, selon des régions prédéterminées, et ce, afin d'approfondir les motifs d'utilisation de ce service.	14 357,20 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondages en cours de réalisation (coûts estimés)				
Sondage post-campagne sur les villages-relais	Avril 2017	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur les villages-relais.	10 835,00 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Sondage post-campagne sur la sécurité en motoneige 2017	Avril 2017	Mesurer la notoriété, la portée et la compréhension de la campagne publicitaire sur la sécurité en motoneige.	15 000,00 \$	Centre de services partagés du Québec (SOM)
Total			65 949,80 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 12

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour le Ministère, la réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question générale 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 12

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

- Firme de traduction **Versacom**.
- Montants payés pour l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016: **20 767,83 \$**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 12

<p>Titre</p> <p>Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Pour la CTQ :</p> <p>Mandat : Traduction du français vers l'anglais de divers documents, tels que les avis, décisions, avis d'intention et de convocation, rapports d'inspection, etc.</p> <p>Fournisseur : Cogitexte inc</p> <p>Tarif régulier : 0,18 \$/mot</p> <p>Coût au 31 mars 2017 : 3 893 \$</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 12

Titre Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.		
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Pour la SAAQ : Frais de traduction : les firmes et les coûts		
FOURNISSEUR	DESCRIPTION	DEPENSE 2016
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS (organisme gouvernemental)	Traduction de langues étrangères vers le français, et du français vers l'anglais	55 179,98 \$
ROSS & SHEEHAN	Traduction du français vers l'anglais	64 047,46 \$
JANE GATENSBY	Traduction du français vers l'anglais	8 408,64 \$
JONATHAN KEATHLEY	Traduction du français vers l'anglais	4 350,72 \$
MARIE-CHRISTINE COMEAU	Traduction de l'anglais vers le français	22 243,54 \$
TRADU-TEXTE INC.	Traduction du français vers l'anglais	149,77 \$
DIANE HINKSON	Traduction du français vers l'anglais	9 061,02 \$
ROBERT NEMOZ	Traduction de l'anglais vers le français	6 429,50 \$
TOTAL		169 870,63 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 12

Titre Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.		
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Pour la STQ :		
Contrat	Nom de la firme	Coût
Traduction de quelques publicités et de documents pour des partenaires externes	Anglocom	730 \$ (taxes en sus)
Traduction de divers documents internes pour le personnel anglophone de la STQ sur la Basse-Côte-Nord	Frédéric Poulin	2 225 \$
Traduction de quelques publicités	Traduction W Translation	593 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 13

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2016-2017 :

- a) La liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) L'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour le Ministère

Le Ministère participe au concours *Chapeau, les filles! Excelle Science* organisé par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Le concours *Chapeau, les filles!* et son volet *Excelle Science* sont inscrits dans le Plan d'action 2011-2015 (prolongé jusqu'en 2016) de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intitulée *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait 2007-2017*.

Le concours *Chapeau, les filles!* valorise les femmes choisissant un métier traditionnellement masculin, récompense leurs efforts, favorise la réussite des étudiantes dans un groupe à prédominance masculine et donne des modèles féminins sortant des sentiers battus. Cette initiative correspond à l'objectif ministériel de faire connaître les emplois dans le domaine des transports, notamment auprès des jeunes filles et des femmes.

Le Ministère remet un prix de 2 000 \$ à une élève de la formation professionnelle du secondaire, à une élève de la formation technique du collégial et à une étudiante de la formation universitaire dans des domaines liés au secteur des transports. Au total, la participation du Ministère s'élève à 6 000 \$.

Cette initiative du Ministère correspond aux objectifs d'accroître la représentativité des femmes au sein de la relève et d'encourager les activités visant la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment dans les métiers traditionnellement masculins.

La remise des prix 2015-2016 a eu lieu le 6 juin 2016 à l'Assemblée nationale. Les lauréates du concours *Chapeau, les filles! Excelle Science*, volet « Transports » étaient : Marie-Laure Azevedo, étudiante en mécanique de véhicules légers à l'École professionnelle des métiers de la Commission scolaire des Hautes-Rivières à Saint-Jean-sur-Richelieu, Marie-Christine Leclerc, étudiante en navigation à l'Institut maritime du Québec à Rimouski, Camille Hamelin, étudiante en génie civil à l'École Polytechnique de Montréal.

Pour 2016-2017, le Ministère poursuit sa participation au concours et le gala national de remise des prix devrait avoir lieu le 12 juin 2017 à l'Assemblée nationale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 13

Titre Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2016-2017 : <div><div>a) la liste de tous les concours et tirages effectués;</div><div>b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;</div><div>c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.</div></div>			
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Pour l'Agence métropolitaine des transports			
Concours	Objectifs	Période de diffusion	Prix / Valeur des prix
Clients-mystères	Recruter notre clientèle afin qu'elle participe à l'évaluation de nos services (Trains, Express, Billetterie, Service à la clientèle)	Concours administré par fournisseur (Statopex). 2 gagnants par mois.	Un total de 24 titres de transport mensuels : 3261,00 \$
Demi-Marathon de la pointe de l'île	Concours dans le cadre d'un partenariat pour contribuer à faire la promotion de la ligne Mascouche	27 janvier au 30 juillet 2016	Valeur en échange non monétaire de 1500 \$
Concours relâche scolaire	Concours dans le cadre d'une campagne pour inciter à l'utilisation des transports collectifs pour se rendre à des activités durant la relâche scolaire.	19 au 25 février 2016	3 prix de 2 laissez-passer pour le Musée McCord d'une valeur en échange non monétaire de 90,00 \$
Concours transport actif	Concours dans le cadre d'une campagne visant à encourager l'utilisation des transports actifs et faire la promotion des bienfaits en positionnant l'AMT comme un incontournable lors de la planification de déplacements combinant transport collectif et transport actif	14 juin au 4 juillet 2016	2 prix de 50 \$ en chèques-cadeaux échangeable dans 2 cafés de quartier en valeur échange non monétaire 2 prix de 25 \$ chèques-cadeaux échangeable dans 1 café de quartier 3 prix de 50 \$ en chèques-cadeaux échangeable dans 3 cafés de quartier Valeur totale : 300 \$
Enquête à bord des trains et de l'Express 90 Chevrier	Inciter les clients à remplir le sondage	13 septembre au 3 novembre 2016	55 Titres de transport mensuels : 8 501,50 \$

Concours	Objectifs	Période de diffusion	Prix/Valeur des prix
Faites rayonner le transport collectif et l'innovation de Montréal	Concours pour représenter nos installations dans le cadre de l'organisation du Sommet mondial des transports publics de l'UITP	21 septembre au 18 novembre 2016	1 titre de transport mensuel : 167,00 \$
Concours WIBIT	Concours dans le cadre d'un partenariat pour inciter à l'utilisation des transports collectifs pour se rendre à des activités familiales la fin de semaine	12 au 30 octobre 2016	10 laissez-passer individuels pour 28 groupes donnant accès à l'activité Les dimanches Wibit et la Tour de Montréal : 8103,20 \$
50 000 Abonnés OPUS	Concours dans le cadre d'une campagne pour promouvoir le programme d'abonnement au transport collectif OPUS+ et ses avantages.	1 ^{er} au 27 mars 2016	1 an de transport collectif : 1620,00 \$ 4 titres mensuels pour 3 mois : 1740 \$
Concours Premier arrêt Station Amos	Inciter les clients à remplir un sondage sur leur expérience de la station Amos	3 au 20 novembre 2016	3 titres de transport mensuel : 282 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 13

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2016-2017 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Commission des transports du Québec

Aucun concours ou tirage effectué en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 13

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2016-2017 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Société de l'assurance automobile du Québec

Aucun concours ou tirage effectué en 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 13

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2016-2017 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Société des traversiers du Québec

2016-2017

En 2016-2017, la Société des traversiers du Québec (STQ) n'a pas organisé de concours, mais a pris part aux concours suivants :

1) Concours *Entre nature et démesure* (Tourisme Côte-Nord)

Objectifs de participation :

- Augmentation de la visibilité des traverses de Matane et de Tadoussac (télévision, web, réseaux sociaux)
- Tisser des liens forts avec un important partenaire de l'industrie touristique en participant à ses efforts de marketing

Durée totale : 22 juin au 10 octobre 2016

Valeur totale du prix offert : 250 \$

Détails du prix offert :

- Une traversée aller-retour sur le *NM F.-A.-Gauthier* pour un véhicule et deux adultes (valeur de 175 \$)
- 25 \$ applicable à la boutique
- 50 \$ applicable à la cafétéria ou au nouveau bistro

2) Concours *On est en vacances au Québec* (Société des attractions touristiques du Québec et TVA)

Objectifs de participation :

- Augmentation de la visibilité de la traverse de Matane (télévision, web, réseaux sociaux)
- Augmenter sa notoriété de façon positive

Durée totale : 30 juin au 22 juillet 2016

Valeur totale du prix offert : 380 \$

Détails du prix offert :

- Traversée aller-retour sur le *NM F.-A.-Gauthier* pour un véhicule et 4 personnes (valeur de 225 \$)
- Certificat-cadeau de 125 \$ pour des repas à la cafétéria ou au bistro à bord du navire (déjeuner, dîner et/ou souper)
- Certificat-cadeau de 50 \$ pour l'achat de souvenirs à la boutique du *F.-A.-Gauthier*

3) Concours *Vivez le départ de la TQSM d'une manière unique!*

Objectif de participation :

- Souligner le départ de la Transat Québec Saint-Malo en invitant la population à assister au lancement de la course à bord d'un traversier de la STQ du côté de Québec

Durée totale : Semaine du 3 juillet 2016

Valeur totale du prix offert : non applicable

Détails du prix offert :

- Accès à bord du traversier pour 230 personnes inscrites au concours de la Transat

4) Tirage de la STQ dans le cadre du Village des exposants de la Transat

Objectif de participation :

- Souligner la présence de la STQ au Village des exposants de la Transat Québec Saint-Malo
- Souligner la 1^{ère} année de service du *NM F.-A.-Gauthier* en offrant à la population la chance de gagner un aller-retour à bord ainsi qu'un certificat-cadeau applicable à bord

Durée totale : Semaine du 3 juillet 2016

Valeur totale du prix offert : valeur maximale de 227 \$

Détails du prix offert :

- traversée aller-retour pour quatre personnes ainsi qu'un certificat-cadeau de 100 \$ à la traverse Matane—Baie-Comeau—Godbout

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 14

Titre

Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir 2016-2017 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu(e) pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour les entités suivantes :

- Ministère;
- Commission des transports du Québec;
- Société des traversiers du Québec.

La réponse de ces entités à cette question se retrouve à la réponse de la question générale 3 de leur cahier de réponses respectif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-18

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 14

<p>Titre</p> <p>Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de toutes les campagnes;b) les coûts de ces campagnes;c) le nom de la firme ou du professionnel retenu(e) pour la réaliser;d) les dates de diffusion de la campagne;e) les objectifs visés par chaque campagne.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Pour l'Agence métropolitaine des transports</p> <ul style="list-style-type: none">Le service Communications et marketing de l'AMT conçoit lui-même la majorité des campagnes et outils qu'il diffuse. Elle fait appel à des agences de publicité et promotion ou à des pigistes quand la charge de travail interne est trop grande.Les coûts pour les campagnes développées par l'AMT sont attribuables aux frais de production (ex : photographie), d'impression, d'envoi postal et de placement média. À noter qu'en vertu d'ententes de partenariat, l'AMT dispose d'espaces médias gratuits dans diverses publications de Quebecor Media, dont le journal 24 Heures, ainsi que sur le réseau d'affichage Astral.

Campagnes publicitaires	Objectifs	Période de diffusion	Coûts 2016
Campagne site Web de l'AMT	Campagne faisant la promotion du site web de l'AMT et des outils de planification de déplacements au service des utilisateurs.	En continu	2 805\$
Gratuité enfants	Campagne faisant la promotion de la gratuité pour les enfants lorsqu'ils voyagent à bord des trains de l'AMT. Tous les enfants âgés de moins de 11 ans accompagnés d'un adulte peuvent profiter du service gratuitement.	Février et Juin	16 659\$
Vélostation à Longueuil	Campagne annonçant l'ouverture de la nouvelle Vélostation à Longueuil afin de recruter de nouveaux utilisateurs.	Mars	96\$
Campagne OPUS+	Promouvoir le programme d'abonnement au transport collectif OPUS+ et ses avantages.	Mars/avril 2016	34 147\$
Campagne Bons coups	Campagne visant à communiquer les améliorations de service sur les six lignes de train de notre réseau suite aux commentaires reçus par la clientèle.	Avril et septembre/octobre	5 538\$
Campagne confort à bord	Campagne visant à sensibiliser les utilisateurs de train de la ligne Vaudreuil-Hudson à se déplacer à	Mai/juin	2 148\$

Découvrir son quartier, c'est bon pour la santé!	Campagne incitant à l'utilisation du train pour les déplacements pendant la période de vacances.	Juin	654\$
Pont Mercier	Campagne visant à promouvoir l'utilisation des transports collectifs auprès des automobilistes pendant la période de travaux majeurs sur le Pont Mercier.	Juin	438\$
Campagne « Dans un train près de chez vous »	Informers les gens qui sont en processus de déménagement pour leur faire découvrir/essayer les avantages du train de banlieue.	Juin à août/décembre	40 667\$
Demi-marathon Pointe de l'Île	Campagne promotionnelle en partenariat avec l'événement du demi-marathon de la pointe de l'Île, qui a pour but d'accroître la notoriété de la ligne Mascouche et inciter à en faire l'essai.	Juillet	24 540\$
Transport actif	Encourager le transport actif et ses bienfaits en positionnant l'AMT comme incontournable lors de la planification des déplacements combinant transport collectif et transport actif.	Juillet	3 127\$
Rentrée scolaire	Campagne de promotion pour informer la clientèle étudiante de la procédure de renouvellement de la carte OPUS avec photo.	Juillet/Septembre	7 433\$
Promotion en continu des outils et services de l'AMT	Promotion des différents outils et services de l'AMT en continu sur les médias sociaux.	Juillet/Décembre	1 387\$
Stationnement Saint-Michel Montréal Nord	Campagne visant à accroître la notoriété et inciter à l'essai de la gare et de son stationnement.	Octobre	3 835\$
Campagne Fermiers de famille	L'AMT se joint à Équiterre afin d'offrir des points de chute des Fermiers de famille dans certaines gares et terminus du réseau. La campagne avait pour but de faire la promotion du service et d'informer les usagers de la période d'inscription.	Avril 2016	300\$
Campagne avec le Canadien de Montréal	Campagne de promotion pour informer les spectateurs du Centre Bell du service de transport collectif en soirée, en particulier l'Express Chevrier.	Octobre/décembre	4 019\$
Campagne sécurité ferroviaire	Campagne visant à sensibiliser la clientèle des trains de banlieue et des terminus métropolitains aux enjeux de sécurité et inciter la clientèle à modifier certains comportements à risque.	Octobre/décembre	30 645\$
Voiturier Gare Saint-Lambert	Campagne visant à faire la promotion d'un nouveau service de voiturier offert en projet pilote à la gare St-Lambert. Ce projet a pour but d'accroître les places de stationnement à cette gare.	Novembre/décembre	1 691\$

Alternatives de transport hors-Pontes	Campagne visant à informer la clientèle train des alternatives de transport collectif par autobus, en période hors pointe où le service de train est moins fréquent ou indisponible.	Novembre/décembre	2 463\$
Campagne hivernale	Campagne visant à sensibiliser les utilisateurs de train à prévoir leurs déplacements durant la saison hivernale et à consulter les outils d'information sur l'état du service pour faciliter leurs déplacements.	Novembre/Décembre	15 655\$
Campagne civisme	Campagne visant à sensibiliser la clientèle des trains l'égard de certaines problématiques liées au civisme afin de modifier positivement les comportements.	Décembre	10 145\$

Projets spéciaux et projets financés à 100 % par le MDMDT

Campagnes financées par le MTQ	Objectifs	Diffusion 2016	Coûts 2016
Mesures d'atténuation MTQ-budget 2015-2016	Susciter l'abonnement au transport collectif à travers le programme OPUS+ entreprise : <ul style="list-style-type: none"> OPUS+ entreprise 2 mois gratuits : 17 300 \$ Inciter les non-utilisateurs et utilisateurs occasionnels à faire l'essai du TC : <ul style="list-style-type: none"> 2 titres gratuits : 139 500 \$ 	Janvier à mars	156 800 \$
Mesures d'atténuation MTQ-budget 2016-2017	Susciter l'abonnement au transport collectif à travers les programmes d'abonnement OPUS+ et OPUS+ entreprise : <ul style="list-style-type: none"> OPUS+ 2 mois gratuits : 384 500 \$ OPUS+ entreprise 2 mois gratuits : 54 900 \$ Inciter les automobilistes à faire l'essai du transport collectif : <ul style="list-style-type: none"> OPUS à l'essai : 125 000 \$ 	Septembre à décembre	564 400 \$
SRB Pie IX	Campagne de promotion pour la mise en service de la première station du futur service rapide par bus sur le Boulevard Pie IX.	Septembre/octobre	13 539\$
Gare du Canal	Campagne visant à faire la promotion de l'ouverture de la Gare du Canal à Lachine - ouverture de la gare prévue pour le 16 janvier 2017.	Décembre	12 809\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 14

Titre Concernant les campagnes de sensibilisation pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2016-2017 : <div><div>a) le nom de toutes les campagnes;</div><div>b) les coûts de ces campagnes;</div><div>c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;</div><div>d) les dates de diffusion de la campagne;</div><div>e) les objectifs visés par chaque campagne.</div></div>																																						
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Campagnes de sensibilisation de masse produites en 2016 par la Société de l'assurance automobile du Québec																																						
<table border="1"><thead><tr><th>Thèmes des campagnes</th><th>Coûts</th><th>Agence de publicité</th><th>Périodes de diffusion</th><th>Objectifs</th></tr></thead><tbody><tr><td>Conduite hivernale</td><td>424 067 \$</td><td rowspan="9">Lg2</td><td>1^{er} janvier – 14 février</td><td rowspan="9">Amener les personnes à adopter des comportements plus sécuritaires pour diminuer le nombre d'accidentés de la route</td></tr><tr><td>Moto</td><td>620 258 \$</td><td>18 avril – 15 mai</td></tr><tr><td>Partage de la route</td><td>1 372 101 \$</td><td>16 mai – 5 juin 17 octobre – 6 novembre</td></tr><tr><td>Vitesse</td><td>683 723 \$</td><td>6 juin – 2 juillet</td></tr><tr><td>Vélo</td><td>200 232 \$</td><td>18 juillet – 13 août</td></tr><tr><td>Campagne radio (Bell)</td><td>126 248 \$</td><td>18 juillet- 31 décembre</td></tr><tr><td>Texto</td><td>986 597 \$</td><td>19 septembre – 16 octobre</td></tr><tr><td>Campagne régionale au Saguenay – alcool</td><td>128 719 \$</td><td>1^{er} au 28 octobre</td></tr><tr><td>Alcool</td><td>769 520 \$</td><td>21 nov. – 1^{er} janvier 2017</td></tr></tbody></table>					Thèmes des campagnes	Coûts	Agence de publicité	Périodes de diffusion	Objectifs	Conduite hivernale	424 067 \$	Lg2	1 ^{er} janvier – 14 février	Amener les personnes à adopter des comportements plus sécuritaires pour diminuer le nombre d'accidentés de la route	Moto	620 258 \$	18 avril – 15 mai	Partage de la route	1 372 101 \$	16 mai – 5 juin 17 octobre – 6 novembre	Vitesse	683 723 \$	6 juin – 2 juillet	Vélo	200 232 \$	18 juillet – 13 août	Campagne radio (Bell)	126 248 \$	18 juillet- 31 décembre	Texto	986 597 \$	19 septembre – 16 octobre	Campagne régionale au Saguenay – alcool	128 719 \$	1 ^{er} au 28 octobre	Alcool	769 520 \$	21 nov. – 1 ^{er} janvier 2017
Thèmes des campagnes	Coûts	Agence de publicité	Périodes de diffusion	Objectifs																																		
Conduite hivernale	424 067 \$	Lg2	1 ^{er} janvier – 14 février	Amener les personnes à adopter des comportements plus sécuritaires pour diminuer le nombre d'accidentés de la route																																		
Moto	620 258 \$		18 avril – 15 mai																																			
Partage de la route	1 372 101 \$		16 mai – 5 juin 17 octobre – 6 novembre																																			
Vitesse	683 723 \$		6 juin – 2 juillet																																			
Vélo	200 232 \$		18 juillet – 13 août																																			
Campagne radio (Bell)	126 248 \$		18 juillet- 31 décembre																																			
Texto	986 597 \$		19 septembre – 16 octobre																																			
Campagne régionale au Saguenay – alcool	128 719 \$		1 ^{er} au 28 octobre																																			
Alcool	769 520 \$		21 nov. – 1 ^{er} janvier 2017																																			

Drogue	97 071 \$	Brad	4 avril au 1 ^{er} mai	Amener les personnes à adopter des comportements plus sécuritaires pour diminuer le nombre d'accidentés de la route
Ceinture	60 316 \$	Brad	1 ^{er} au 19 juin	
Chantiers routiers	127 458 \$	Brad	27 juin au 17 juillet	
Fatigue	54 615 \$	Brad	25 juillet au 7 août	
Corridor de sécurité	2331 \$	Graphissimo (concept)	7 au 25 juillet	
	46 031 \$	Placement média		
Jeunes conducteurs	5 600 \$	Ygreck (concepts)	Tout au long de l'année	
	10 000 \$	Placement médias sociaux		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 15

Titre

Liste détaillée des travaux effectués sur l'autoroute 25 :

- a) l'échéancier des travaux;
- b) l'état de l'arpentage effectué par le partenaire privé;
- c) le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018
- d) toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
- e) l'état de situation du système de péage, nombre de plaintes enregistrées et de véhicules non identifiés sur le passage payant en 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les activités réalisées en 2016-2017 concernent principalement les éléments suivants :

- Audits et support en ingénierie;
- Modification du système de péage électronique (équipements abord de route) en vue de son interopérabilité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 16

Titre

Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal :

- a) l'état d'avancement du projet;
- b) copie des rapports, ententes, études ou autres réalisés à ce jour;
- c) les dates des rencontres entre les fonctionnaires du MTMDET et ceux de la Ville de Montréal ; fournir un état de négociations;
- d) l'échéancier des travaux;
- e) le bilan des sommes investies en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune activité n'a été réalisée dans le cadre du projet de modernisation de la rue Notre-Dame en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 17

<p>Titre</p> <p>Liste détaillée des travaux effectués, coûts et échéanciers pour les routes ci-dessous. Ventiler par année pour chacune des années (2015-2016 et 2016-2017) et inclure les prévisions pour 2017-2018:</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'autoroute 20, incluant toute note, rapport, état de situation, échéancier, concernant le prolongement entre Rivière-du-Loup et Rimouski;b) l'autoroute 19c) l'autoroute 15;d) l'autoroute 10;e) l'autoroute 50;f) l'autoroute 55;g) l'autoroute 73;h) l'autoroute 40;i) l'autoroute 75;j) l'autoroute 85;k) l'autoroute 35;l) l'autoroute Alma-La Baie;m) la route 132;n) la route 175 - inclure une copie de toutes les ententes de financement avec Ottawa;o) la route 169;p) la route 167;q) la route 109;r) la route 113;s) la route 116;t) la route 117;u) la route 155;v) la route 133;w) la route 138;x) la route 185;y) la route 367;z) boulevard St-Michel (Montréal).aa) l'élargissement de l'autoroute 73 ;bb) le projet de REM par la CDPQ Infra.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Voir le tableau en annexe.</p>

PROGRAMMATION DES PROJETS ROUTIERS
PRÉVISION DES INVESTISSEMENTS PAR ROUTE

	Grand axe routier	2016-2017 (k\$)
a)	A20	241 977
b)	A19	5 967
c)	A15	223 566
d)	A10	21 904
e)	A50	26 073
f)	A55	24 943
g)	A73	46 934
h)	A40	105 274
i)	A75	n'existe pas
j) et x)	A85 / R185	20 974
k)	A35	14 393
l)	Alma-La Baie (A70)	4 526
m)	R132	74 197
n)	R175	42 010
o)	R169	32 483
p)	R167	7 303
q)	R109	7 687
r)	R113	9 714
s)	R116	27 741
t)	R117	54 564
u)	R155	2 318
v)	R133	6 153
w)	R138	150 675
y)	R367	1 697
z)	Boul. St-Michel	Ne relève pas du Ministère
aa)	Élargissement A73	À l'étude au PQI
bb)	REM de la CDPQ Infra	Ne relève pas du Ministère

Notes :

1 Pour 2016-2017, programmation initiale en date du 3 mars 2016.

2 La contribution des partenaires est incluse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 18

<p>Titre</p> <p>État des négociations sur le financement du REM de la CDPQ Infra et estimation des contributions des organismes et gouvernements publics au fonctionnement du REM.</p>
<p>Exposé et statistiques (s’il y a lieu)</p> <p>La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances du Québec.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 19

<p>Titre</p> <p>Portrait des activités du PPP pour les ponts des autoroutes 25 et 30. Pour chacune des 5 dernières années, indiquer les revenus totaux pour chaque pont, la part revenant au gouvernement, les sommes dépensées dans l'entretien des ponts, ainsi que l'estimation des travaux futurs sur les ponts, de l'achalandage et des tarifs. Fournir les ententes pour l'exploitation de chacun des ponts. Expliquer l'utilisation faite des revenus du péage.</p>																
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p><u>Autoroute 25</u></p> <p>Les activités réalisées en 2016-2017 concernent principalement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Audits et support en ingénierie;• Modification du système de péage électronique (équipements abord de route) en vue de son interopérabilité. <p><u>Autoroute 25 (ouverture du péage le 21 mai 2011)</u></p> <table border="1"><thead><tr><th>E/F</th><th>Revenus totaux</th><th>Part du gouvernement</th><th>Sommes dépensées pour l'entretien « Paiement de disponibilité »*</th></tr></thead><tbody><tr><td>2015/06/01 au 2016/05/31</td><td>63,5 M\$</td><td>16,6 M\$</td><td>13,4 M\$</td></tr></tbody></table> <p><u>Autoroute 30</u></p> <p>Les activités réalisées en 2016-2017 concernent principalement les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Audits et support en ingénierie;• Raccordement du système de caméra de NA-30 au CIGC;• Transfert des tronçons complémentaires (de Châteauguay à la Prairie) pour entretien par NA30;• Construction d'un mur anti-bruit à Saint-Constant. <p><u>Autoroute 30 (ouverture du péage le 12 décembre 2012)</u></p> <table border="1"><thead><tr><th>E/F</th><th>Revenus totaux</th><th>Part du gouvernement dans les revenus de péage</th><th>Sommes dépensées pour l'entretien « Paiement de EER »**</th></tr></thead><tbody><tr><td>2015-12-15 au 2016-12-14</td><td>26,0 M\$</td><td>9,5 M\$</td><td>10,6 M\$</td></tr></tbody></table>	E/F	Revenus totaux	Part du gouvernement	Sommes dépensées pour l'entretien « Paiement de disponibilité »*	2015/06/01 au 2016/05/31	63,5 M\$	16,6 M\$	13,4 M\$	E/F	Revenus totaux	Part du gouvernement dans les revenus de péage	Sommes dépensées pour l'entretien « Paiement de EER »**	2015-12-15 au 2016-12-14	26,0 M\$	9,5 M\$	10,6 M\$
E/F	Revenus totaux	Part du gouvernement	Sommes dépensées pour l'entretien « Paiement de disponibilité »*													
2015/06/01 au 2016/05/31	63,5 M\$	16,6 M\$	13,4 M\$													
E/F	Revenus totaux	Part du gouvernement dans les revenus de péage	Sommes dépensées pour l'entretien « Paiement de EER »**													
2015-12-15 au 2016-12-14	26,0 M\$	9,5 M\$	10,6 M\$													

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 20

Titre

Détail des travaux et des investissements effectués sur la Route verte pour les 5 dernières années. Estimations pour l'an prochain. Fournir la liste des municipalités bénéficiaires.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 53.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 21

Titre

Liste des sites dangereux et accidentogènes du réseau routier. Crédits prévus par site pour 2017-2018 et dépensés par site pour chaque année financière depuis 2010. Prévision d'investissements dans des interventions de sécurité routière en 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2016-2017, le Ministère prévoit investir un total de 470 M\$ (prévision en date du 15 février 2017) dans des interventions de sécurité routière incluant l'entretien des équipements de sécurité.

À titre d'exemple, il peut s'agir de modifications géométriques à des intersections, d'aménagements de voies de virage, de construction de voies de contournement, d'élargissements de deux à quatre voies divisées, du traitement d'ornières ou encore de construction de voies auxiliaires.

Parmi les nombreux travaux effectués sur son réseau, le Ministère accorde une attention particulière à la correction des sites à potentiel d'amélioration en sécurité routière. Il s'agit de sites de dimension restreinte qui ont été le lieu d'un accident mortel, d'accidents graves ou d'un nombre anormalement élevé d'accidents pouvant être réduit de manière efficace par une intervention sur l'infrastructure.

Le Ministère présente sur son site internet une liste de sites à potentiel d'amélioration qu'il met à jour annuellement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 22

<p>Titre</p> <p>Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2016-2017 pour la reconstruction de l'échangeur Turcot. Indiquer aussi :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'échéancier des travaux et le détail des investissements prévus pour 2017-2018;b) la liste des travaux reportés depuis 2011 et échéanciers (initial et modifié) pour chacun;c) la liste des ententes, études, analyses, rapports ou autres effectués à ce jour;d) la liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux, et l'état des appels d'offres en cours;e) le coût total estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;f) le coût estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.								
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Liste détaillée et coût des travaux effectués en 2016-2017 pour la reconstruction de l'Échangeur Turcot :</p> <ul style="list-style-type: none">Le coût total des travaux réalisés par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports dans le cadre du projet de reconstruction de l'échangeur Turcot est de 437 474 004 \$. Ce montant est en date du 31 janvier 2017 et inclut les frais financiers, les frais de gestion et tout ce qui a été payé dans les travaux en cours. <table border="1"><tr><td>Construction des structures AB-3, AB-4 et AB-5 (travaux terminés)</td></tr><tr><td>Construction du boulevard Pullman/Saint-Rémi/Saint-Jacques</td></tr><tr><td>Construction de la structure Angers EF-3 (travaux terminés)</td></tr><tr><td>Prolongement du boulevard de La Vérendrye et construction des structures EF-4 (travaux terminés)</td></tr><tr><td>Construction d'un mur de soutènement MS1-R (travaux terminés)</td></tr><tr><td>Construction d'un mur de soutènement MS2-CN (travaux terminés)</td></tr><tr><td>Construction du pont Saint-Jacques</td></tr><tr><td>Construction du pont d'étagement H-2 (travaux terminés)</td></tr></table> <p>Pour toutes les demandes de documentation, cette information est disponible sur le site internet du projet routier Turcot : http://www.turcot.gouv.qc.ca/couts/pages/avancement-couts.aspx.</p>	Construction des structures AB-3, AB-4 et AB-5 (travaux terminés)	Construction du boulevard Pullman/Saint-Rémi/Saint-Jacques	Construction de la structure Angers EF-3 (travaux terminés)	Prolongement du boulevard de La Vérendrye et construction des structures EF-4 (travaux terminés)	Construction d'un mur de soutènement MS1-R (travaux terminés)	Construction d'un mur de soutènement MS2-CN (travaux terminés)	Construction du pont Saint-Jacques	Construction du pont d'étagement H-2 (travaux terminés)
Construction des structures AB-3, AB-4 et AB-5 (travaux terminés)								
Construction du boulevard Pullman/Saint-Rémi/Saint-Jacques								
Construction de la structure Angers EF-3 (travaux terminés)								
Prolongement du boulevard de La Vérendrye et construction des structures EF-4 (travaux terminés)								
Construction d'un mur de soutènement MS1-R (travaux terminés)								
Construction d'un mur de soutènement MS2-CN (travaux terminés)								
Construction du pont Saint-Jacques								
Construction du pont d'étagement H-2 (travaux terminés)								

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 23

Titre

Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2016-2017 pour la construction du nouvel Échangeur Turcot. Indiquer aussi :

- a) l'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation;
- b) l'état des appels d'offres en cours;
- c) le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve dans la réponse de la question particulière 22.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 24

<p>Titre</p> <p>Concernant le pont de l'Île d'Orléans :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);b) le bilan des travaux réalisés et montants investis en 2016-2017, ainsi que les prévisions et l'échéancier pour 2017-2018;c) copie de tout autre rapport, entente, étude et analyse réalisés à ce jour.
<p>Exposé et statistiques</p> <p>Le pont de l'Île d'Orléans relie l'île à la rive nord du fleuve Saint-Laurent, aux limites de l'agglomération de Québec et de la municipalité régionale de comté (MRC) de La Côte-de-Beaupré. Il s'agit d'un pont suspendu construit en 1935 et constituant l'unique lien routier entre l'Île d'Orléans et la terre ferme. Il dessert les 6 711 insulaires, contribue à l'accessibilité et à la vitalité économique de la MRC de l'Île d'Orléans et permet son intégration dans la région de la Capitale-Nationale. Sur une base annuelle, on recense 11 800 déplacements sur le pont en moyenne chaque jour. En saison estivale, période de fort achalandage touristique, les déplacements augmentent à 15 200 en moyenne par jour.</p> <p>Le projet du pont de l'Île d'Orléans est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. En 2015, le Ministère a élaboré le dossier d'opportunité afin de présenter les besoins et les différentes options possibles pour maintenir une desserte en transport fonctionnelle et sécuritaire entre l'Île d'Orléans et la rive nord du fleuve Saint-Laurent.</p> <p>L'option retenue est la construction d'un nouveau pont à haubans. Le projet est en planification.</p> <p>Activités réalisées en 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Travaux d'entretien sur le pont actuel se sont poursuivis en 2016;• Étude d'impact en cours de réalisation;• Études d'avant-projet en cours de réalisation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 25

Titre

Concernant le pont Gouin à Saint-Jean-sur-Richelieu, fournir :

- a) la liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);
- b) le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2016-2017, ainsi que les prévisions et l'échéancier pour 2017-2018;
- c) copie de tout autre rapport, entente, étude et analyse réalisés à ce jour.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de reconstruction du pont Gouin, entre les secteurs Iberville et Saint-Jean, à Saint-Jean-sur-Richelieu est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Activités réalisées en 2016-2017

- Mise à jour des plans et devis définitifs;
- Approbation du dossier d'affaires par le Conseil des ministres et autorisation de réaliser le projet;
- Signature d'une entente avec l'Agence Parcs Canada en décembre 2016;
- Signature d'une entente avec la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu en avril 2016;
- Octroi du contrat pour le contrôle-qualité durant les travaux en février 2017;
- Octroi du contrat de construction en février 2017;
- Début des travaux en février 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 26

Titre

Concernant les projets de haltes routières, fournir :

- a) la liste des travaux de réfection ou de construction effectués en 2016-2017, avec les coûts détaillés;
- b) les prévisions et l'échéancier des travaux en 2017-2018 et pour les années suivantes, s'il y a lieu;
- c) copie de toute entente signée avec un partenaire privé;
- d) l'état des appels d'offres
- e) bilan du partenariat public-privé.

Les travaux de réfection et de construction des aires de service mises en place dans le cadre du partenariat public-privé (PPP) doivent être effectués par le partenaire, conformément à l'Entente de partenariat public-privé, soit le Séquestre nommé par la Cour depuis le 23 août 2013.

Le texte de l'Entente de partenariat est disponible sur le site Internet du Ministère. Toutefois, l'Entente étant assujettie à des clauses de confidentialité, certaines parties ont été caviardées.

Aucun appel d'offres pour les contrats de construction n'a été tenu en 2016-2017.

Outre ces travaux, les projets suivants ont été réalisés :

- Implantation des bornes de recharge pour véhicules électriques, premier corridor électrique Québec-Montréal (Aut-40), parachèvement du projet pilote

Contrats de construction :

- Montant payé en 2016-2017 : 10 253 \$
- Date de fin prévue : 30 juin 2017

Contrats de surveillance :

- Montant payé en 2016-2017 : 17 038 \$
- Date de fin prévue : 30 juin 2017

- Implantation de bornes de recharge dans trois (3) aires de service du PPP

À la demande du Ministère, le Séquestre, nommé par la Cour, a implanté une borne de recharge 400 V et une borne de recharge de 240 V dans chacune des trois (3) aires de service de Melbourne, de Rivière-Beaudette et de Rigaud. La mise en service a été effectuée le 5 juillet 2016.

- Approvisionnement : 14 640 \$
- Contrats de construction :
Montant payé en 2016-2017 : 54 832 \$
- Contrats de services professionnels :
Montant payé en 2016-2017 : 3 879 \$

Le bilan du partenariat public-privé est un dossier judiciairisé et toute divulgation risque d'interférer avec le processus judiciaire en cours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 27

<p>Titre</p> <p>Concernant le tunnel Mont-Royal, fournir :</p> <p>a) l'état de situation de la sécurité du tunnel, ainsi que la liste et une copie des rapports et des études à ce sujet;</p> <p>b) la liste des travaux effectués en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le 9 juillet 2014, le Conseil des ministres a mandaté le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports d'autoriser l'Agence métropolitaine de transport (AMT) à procéder à l'élaboration d'un dossier d'affaires de la phase 2 en y incluant les travaux déjà réalisés dans le cadre de la phase 1.</p> <p>La réalisation de la phase 1 consistait en la mise en place de mesure à très court terme ainsi que l'amélioration du système de radiocommunication, a débuté en 2012 et a été complétée en novembre 2014, soit à temps pour la mise en service du Train de l'Est.</p> <p>La phase 2 du projet Réno-tunnel consiste en la bonification des systèmes de détection d'intrusion dans le tunnel et l'installation d'un système de ventilation fixe et de stations bleues incluant des téléphones d'urgence, un haut-parleur et des extincteurs de même que des systèmes de détection de fumée de gaz carbonique et de chaleur.</p> <p>Depuis la fin de la phase 1 des travaux, l'AMT a octroyé les mandats relatifs aux activités menant à la réalisation du dossier d'affaires.</p> <p>En avril 2016, la Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse) a annoncé le projet de Réseau électrique métropolitain (REM) qui englobe la desserte de l'Ouest de l'Île et de l'aéroport, l'axe de la ligne de train de banlieue Deux-Montagnes et la desserte centre-ville de Montréal/Brossard via le nouveau pont Champlain. Le projet du Réseau électrique métropolitain impliquera l'usage du tunnel Mont-Royal. Conséquemment, la Caisse devient responsable de ce dossier et le présentera de façon intégrée au dossier REM. En collaboration avec l'AMT, la Caisse évaluera la portée et les coûts requis pour les rénovations sécuritaires répondant aux exigences du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM).</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 28

<p>Titre</p> <p>Concernant le Bureau de mise en œuvre du partenariat public-privé, fournir :</p> <p>a) le bilan des activités pour 2016-2017 ; fournir les prévisions pour 2017-2018;</p> <p>b) la ventilation du budget total, par catégorie, pour 2016-2017 ; fournir les prévisions pour 2017-2018;</p> <p>c) le budget de fonctionnement pour 2016-2017 ; fournir les prévisions pour 2017-2018;</p> <p>d) l'effectif équivalent ETC pour 2016-2017 ; fournir les prévisions pour 2017-2018.</p>										
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le Bureau de mise en œuvre de partenariat public-privé n'est plus en activité, il a été remplacé par le Service de la gestion des ententes de partenariat public-privé (SGEPPP).</p> <p>La mission du Service de la gestion des ententes de partenariat public-privé est d'assurer la gestion des ententes de partenariat public-privé des autoroutes 25 et 30 ainsi que les relations avec les partenaires de ces projets.</p> <p>A) Bilan de ses activités pour 2016-2017</p> <p>Activités 2016-2017 (Gestion des ententes de partenariat public-privé)</p> <p>(Autoroute-25) :</p> <ul style="list-style-type: none">Gestion de l'entente de partenariat en période d'exploitation-entretien-réhabilitation (paiement mensuel au partenaire privé, assurance qualité par la mise en œuvre du programme d'audits et du suivi de la performance du partenaire privé, suivi des revenus de péage). <p>(Autoroute-30) :</p> <ul style="list-style-type: none">Gestion de l'entente de partenariat en période d'exploitation-entretien-réhabilitation (paiement mensuel au partenaire privé, assurance qualité par la mise en œuvre du programme d'audits et du suivi de la performance du partenaire privé, suivi des revenus de péage). <p>B) Ventilation du budget total ventilé par catégorie pour 2016-2017</p> <table border="1"><thead><tr><th>Catégories</th><th>2016-2017</th></tr></thead><tbody><tr><td>• Honoraires professionnels</td><td>690 400 \$</td></tr><tr><td>• Masse salariale</td><td>1 134 000 \$</td></tr><tr><td>• Formation</td><td>3 600 \$</td></tr><tr><td>• Frais de déplacement</td><td>7 000 \$</td></tr></tbody></table> <p>C) Budget de fonctionnement pour 2016-2017</p> <ul style="list-style-type: none">1 835 000 \$ <p>D) Effectif équivalent ETC pour 2016-2017</p> <p>1 cadre 1 secrétaire 1 technicien 4 ingénieurs 5 professionnels</p>	Catégories	2016-2017	• Honoraires professionnels	690 400 \$	• Masse salariale	1 134 000 \$	• Formation	3 600 \$	• Frais de déplacement	7 000 \$
Catégories	2016-2017									
• Honoraires professionnels	690 400 \$									
• Masse salariale	1 134 000 \$									
• Formation	3 600 \$									
• Frais de déplacement	7 000 \$									

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 29

Titre

Concernant le Bureau d'implantation du métro de Montréal, fournir pour 2016-2017 :

- a) l'organigramme;
- b) le nombre d'employés;
- c) les coûts de fonctionnement;
- d) le budget global et ventilé;
- e) le bilan des activités.
- f) fournir également les prévisions pour 2017-2018, ainsi que la liste, le détail et les coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro dans la région de Montréal.

Exposé et statistique (s'il y a lieu)

À la suite de l'annonce du gouvernement en septembre 2013, le bureau de projet sur le prolongement du réseau du Métro de la région métropolitaine de Montréal a réalisé les activités d'avant-projet, soit la phase 3. Un montant de 38 M\$ a été accordé pour le fonctionnement, la réalisation des études et la production du dossier d'opportunité.

En 2016-2017, les travaux du Bureau de projet ont porté sur l'avancement des études d'avant-projet et du dossier d'opportunité tel que requis par la *Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 30 a)

Titre

Concernant le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR), fournir :

- a) La liste des travaux réalisés en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, pour chacune des circonscriptions électorales;
- b) Le détail des sommes constituant le FCARR au 31 décembre 2016, les prévisions pour 2017-2018, ainsi que la répartition par durée d'amortissement;
- c) Les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts du FCARR pour 2016-2017 et celles estimées pour 2017-2018, ainsi que la répartition par durée d'amortissement.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le tableau ci-joint présente les investissements prévus en 2016-2017 (programmation initiale en date du 15 mars 2016) relatifs à la programmation des projets routiers par circonscription électorale provinciale. Ces montants comprennent les activités connexes (honoraires professionnels, services publics et activités immobilières) et les travaux. Ces montants comptent également la contribution des partenaires.

Le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier a été remplacé par le Fonds des réseaux de transport terrestre.

Étude des crédits 2017-2018
Question PQ PART-30a
Programmation des projets routiers
Investissement par circonscription électorale provinciale

Circonscription électorale provinciale	2016-2017 (k\$)
Abitibi-Est	15 339,6
Abitibi-Ouest	21 712,0
Acadie	2 223,1
Anjou-Louis-Riel	2 749,1
Argenteuil	13 356,0
Arthabaska	8 992,7
Beauce-Nord	25 439,0
Beauce-Sud	14 602,5
Beauharnois	7 203,4
Bellechasse	31 017,4
Berthier	22 676,6
Bertrand	15 374,4
Blainville	7 506,2
Bonaventure	16 719,6
Borduas	3 713,2
Bourassa-Sauvé	238,1
Bourget	41 762,2
Brome-Missisquoi	25 131,9
Chambly	8 722,9
Champlain	19 313,4
Chapleau	6 553,1
Charlesbourg	5 876,4
Charlevoix-Côte-de-Beaupré	37 034,5
Châteauguay	20 926,9
Chauveau	4 739,5
Chicoutimi	33 852,3
Chomedey	2 703,5
Chutes-de-la-Chaudière	36 866,7
Côte-du-Sud	32 401,1
Crémazie	1 206,6
D'Arcy-McGee	80,4
Deux-Montagnes	413,6
Drummond-Bois-Francs	15 194,9
Dubuc	15 846,9
Duplessis	66 036,2
Fabre	3 320,3
Gaspé	33 496,8
Gatineau	19 880,2
Gouin	0,0
Granby	6 545,6
Groulx	7 472,3
Hochelaga-Maisonneuve	0,0
Hull	6 204,5
Huntingdon	28 287,3
Iberville	26 741,3
Îles-de-la-Madeleine	3 059,0
Jacques-Cartier	10 291,9
Jean-Lesage	7 352,4
Jeanne-Mance-Viger	2 100,1
Jean-Talon	38 087,5
Johnson	6 970,0
Joliette	12 514,9
Jonquière	3 121,0
La Peltrie	12 786,8
La Pinière	10 070,1
La Prairie	8 752,9
Labelle	29 494,0
Lac-Saint-Jean	25 696,8
LaFontaine	69,6
Laporte	2 243,9
L'Assomption	8 533,0
Laurier-Dorion	483,3
Laval-des-Rapides	5 674,8
Laviolette	6 770,8
Lévis	2 782,8
Lotbinière-Frontenac	37 449,8

Louis-Hébert	9 984,6
Marguerite-Bourgeoys	5 217,2
Marie-Victorin	5 243,8
Marquette	95 745,6
Maskinongé	22 178,6
Masson	7 504,6
Matane-Matapédia	26 168,1
Mégantic	23 092,1
Mercier	0,0
Mille-Îles	3 807,0
Mirabel	16 972,2
Montarville	15 420,6
Montmorency	8 066,0
Mont-Royal	297,6
Nelligan	1 486,5
Nicolet-Bécancour	32 863,5
Notre-Dame-de-Grâce	57 543,4
Orford	10 313,6
Outremont	69,3
Papineau	18 181,7
Pointe-aux-Trembles	2 698,9
Pontiac	14 588,5
Portneuf	13 269,9
René-Lévesque	65 692,8
Repentigny	6 859,8
Richelieu	9 340,7
Richmond	15 891,9
Rimouski	6 868,1
Rivière-du-Loup-Témiscouata	41 578,4
Robert-Baldwin	214,1
Roberval	30 929,8
Rosemont	0,0
Rousseau	15 916,8
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	38 765,2
Sainte-Marie-Saint-Jacques	3 836,4
Sainte-Rose	6 314,5
Saint-François	13 975,8
Saint-Henri-Sainte-Anne	417 513,1
Saint-Hyacinthe	21 109,9
Saint-Jean	11 984,5
Saint-Jérôme	17 051,1
Saint-Laurent	9 179,2
Saint-Maurice	8 017,0
Sanguinet	5 794,0
Sherbrooke	2 850,3
Soulanges	15 934,1
Taillon	7 587,5
Taschereau	1 970,9
Terrebonne	3 709,0
Trois-Rivières	7 708,9
Ungava	38 895,5
Vachon	1 699,3
Vanier-Les Rivières	41 467,4
Vaudreuil	10 122,7
Verchères	9 694,7
Verdun	4 806,7
Viau	1 323,2
Vimont	14 489,2
Westmount-Saint-Louis	77 685,6

Notes :

- 1 En 2016-2017, programmation initiale en date du 15 mars 2016.
- 2 Les montants incluent les activités connexes (honoraires professionnels, services publiques et activités immobilières) et les travaux.
- 3 Les montants comptent également la contribution des partenaires.
- 4 CEP selon le découpage du 1er août 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 30 b)

Titre		
Concernant le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR), fournir :		
a) La liste des travaux réalisés en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, pour chacune des circonscriptions électorales ;		
b) Le détail des sommes constituant le FCARR au 31 mars 2017, les prévisions pour 2017-2018, ainsi que la répartition par durée d'amortissement ;		
c) Les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts du FCARR pour 2016-2017 et celles estimées pour 2017-2018, ainsi que la répartition par durée d'amortissement.		
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)		
Dépenses et investissements du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)*		
Poste budgétaire	Amortissement	2016-2017 (Prévisions)
Conservation des chaussées		
• non-capitalisable	comptant	23 208,9
• capitalisable	22 ans	454 919,5
Conservation des structures		
Réseau supérieur		
• non-capitalisable	comptant	37 048,2
• capitalisable	35 ans	989 805,3
Réseau Local		
• non-capitalisable	comptant	3 569,0
• capitalisable	44 ans	75 412,9
Amélioration		
• non-capitalisable	comptant	-
• capitalisable	43 ans	167 170,3
Développement		
• non-capitalisable	comptant	-
• capitalisable	33 ans	129 872,5
Développement en ressources informationnelle	5 ans	9 724,0
Activités indirectes	comptant	131 936,5
Sous-total		2 022 667,1
Partenariats public-privé	40 ans	-
Contributions des partenaires	41 ans	37 378,8
Travaux routiers		2 060 045,9
Entretien du réseau	comptant	548 205,0
Aide au transport en commun	comptant	874 035,7
Parcs routiers		
• non-capitalisable	comptant	8 467,4
• capitalisable	32 ans	100,0
Contribution des automobilistes au transport en commun	comptant	85 331,7
Véhicules hors route	comptant	19 500,5
Équipement et développement en ressources informationnelles	5 ans	7 169,0
Autres secteurs		1 542 809,3
Total		3 602 855,2
* Exclut les dépenses d'amortissement et de service de dette		
Les données du tableau sont présentées en M\$.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 30 c)

Titre			
Concernant le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR), fournir :			
a) La liste des travaux réalisés en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, pour chacune des circonscriptions électorales ;			
b) Le détail des sommes constituant le FCARR au 31 mars 2017, les prévisions pour 2017-2018, ainsi que la répartition par durée d'amortissement ;			
c) Les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts du FCARR pour 2016-2017 et celles estimées pour 2017-2018, ainsi que la répartition par durée d'amortissement.			
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)			
Sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts			
<u>Prévision 2016-2017</u>			
<u>Poste budgétaire</u>	<u>Amortissement</u>	<u>Intérêts</u>	<u>Total</u>
Conservation des chaussées	503 793,4	171 038,4	674 831,8
Conservation des structures			
• réseau supérieur	254 899,5	197 676,4	452 575,9
• réseau local	44 748,4	45 051,5	89 799,9
Amélioration	166 893,6	123 470,0	290 363,6
Développement	137 582,4	114 454,6	252 037,0
Routes antérieures à 1997	37 448,4	s.o.	37 448,4
Parcs routiers	2 045,9	1 289,6	3 335,5
Équipement et développement en ressources informationnelles	22 888,0	3 433,2	26 321,2
Total	1 170 299,6	656 413,7	1 826 713,3
Les données présentées sont en M\$.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 31

Titre

Concernant le programme d'aide financière aux municipalités pour l'entretien des routes (PAERRL), fournir:

- a) les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2011-2012;
- b) la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local

- a) Budget 2016-2017 : 79 500 000 \$;
- b) Voir annexe.

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
00040	La Haute-Gaspésie, MRC	6 008 \$
00050	Bonaventure, MRC	17 577 \$
00070	La Matapédia, MRC	22 618 \$
00140	Kamouraska, MRC	32 991 \$
00620	Matawinie, MRC	48 969 \$
00830	La Vallée-de-la-Gatineau, MRC	1 371 \$
00850	Témiscamingue, MRC	1 904 \$
00870	Abitibi-Ouest, MRC	36 260 \$
00880	Abitibi, MRC	101 523 \$
00971	Sept-Rivières, MRC	20 030 \$
01023	Les Îles-de-la-Madeleine, M	148 178 \$
02005	Percé, V	155 667 \$
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé, M	44 853 \$
02047	Port-Daniel–Gascons, M	86 231 \$
03010	Cloridorme, CT	7 436 \$
03015	Petite-Vallée, M	4 912 \$
03020	Grande-Vallée, M	28 819 \$
04005	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, M	8 010 \$
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis, M	16 821 \$
04015	Mont-Saint-Pierre, VL	3 887 \$
04020	Rivière-à-Claude, M	4 685 \$
04025	Marsoui, VL	19 053 \$
04030	La Martre, M	26 100 \$
04047	Cap-Chat, V	56 777 \$
05010	Shigawake, M	44 319 \$
05015	Saint-Godefroi, CT	40 926 \$
05020	Hope Town, M	36 268 \$
05025	Hope, CT	52 549 \$
05032	Paspébiac, V	61 720 \$
05040	New Carlisle, M	45 244 \$
05045	Bonaventure, V	101 694 \$
05050	Saint-Elzéar, M	61 718 \$
05055	Saint-Siméon, P	68 989 \$
05060	Caplan, M	57 189 \$
05065	Saint-Alphonse, M	70 068 \$
05070	New Richmond, V	50 019 \$
05077	Casapédia–Saint-Jules, M	62 036 \$
06005	Maria, M	15 734 \$
06020	Nouvelle, M	98 718 \$
06025	Escuminac, M	76 270 \$
06030	Pointe-à-la-Croix, M	14 515 \$
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est, CT	32 364 \$
06040	Saint-André-de-Restigouche, M	50 608 \$
06045	Matapédia, M	29 900 \$
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia, M	105 610 \$
06055	Saint-François-d'Assise, M	52 920 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
06060	L'Ascension-de-Patapédia, M	89 423 \$
07005	Sainte-Marguerite-Marie, M	17 515 \$
07010	Sainte-Florence, M	59 386 \$
07018	Causapscal, V	128 954 \$
07025	Albertville, M	138 526 \$
07030	Saint-Léon-le-Grand, P	167 893 \$
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui, P	113 966 \$
07040	Sainte-Irène, P	97 824 \$
07057	Lac-au-Saumon, M	122 197 \$
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs, P	81 052 \$
07070	Saint-Tharcisius, P	116 664 \$
07075	Saint-Vianney, M	51 385 \$
07080	Val-Brillant, M	81 478 \$
07085	Sayabec, M	5 600 \$
07090	Saint-Cléophas, P	77 978 \$
07095	Saint-Moïse, P	103 438 \$
07100	Saint-Noël, VL	53 664 \$
07105	Saint-Damase, P	105 571 \$
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg, P	19 062 \$
08015	Grosses-Roches, M	36 962 \$
08023	Sainte-Félicité, M	49 821 \$
08030	Saint-Adelme, P	59 492 \$
08035	Saint-René-de-Matane, M	81 108 \$
08040	Sainte-Paule, M	25 227 \$
08065	Saint-Léandre, P	139 857 \$
08073	Saint-Ulric, M	184 648 \$
08080	Baie-des-Sables, M	83 950 \$
09005	La Rédemption, P	123 670 \$
09010	Saint-Charles-Garnier, P	106 540 \$
09015	Les Hauteurs, M	146 109 \$
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc, P	159 322 \$
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski, M	124 618 \$
09030	Saint-Donat, P	115 747 \$
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici, M	163 172 \$
09040	Padoue, M	69 742 \$
09048	Métis-sur-Mer, V	66 129 \$
09055	Saint-Octave-de-Métis, P	97 694 \$
09060	Grand-Métis, M	37 206 \$
09070	Saint-Joseph-de-Lepage, P	68 427 \$
09092	Sainte-Luce, M	25 993 \$
10005	Esprit-Saint, M	89 411 \$
10010	La Trinité-des-Monts, P	89 667 \$
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski, P	135 667 \$
10025	Saint-Marcellin, P	145 843 \$
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard, P	107 912 \$
10043	Rimouski, V	64 268 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
10060	Saint-Valérien, P	88 641 \$
10070	Saint-Fabien, P	123 477 \$
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière, P	51 549 \$
11005	Saint-Clément, M	122 092 \$
11010	Saint-Jean-de-Dieu, M	122 178 \$
11015	Sainte-Rita, M	124 543 \$
11020	Saint-Guy, M	33 406 \$
11025	Saint-Médard, M	22 343 \$
11030	Sainte-Françoise, P	77 268 \$
11035	Saint-Éloi, P	104 490 \$
11045	Notre-Dame-des-Neiges, M	90 406 \$
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux, P	110 445 \$
11055	Saint-Simon, P	68 456 \$
12005	Saint-Cyprien, M	118 810 \$
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup, M	197 845 \$
12015	Saint-Antonin, M	78 566 \$
12020	Saint-Modeste, M	59 513 \$
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger, M	46 272 \$
12030	Saint-Épiphanie, M	151 139 \$
12035	Saint-Paul-de-la-Croix, P	215 590 \$
12043	L'Isle-Verte, M	86 911 \$
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, P	46 109 \$
12065	Saint-Arsène, P	65 662 \$
13005	Dégelis, V	163 127 \$
13010	Saint-Jean-de-la-Lande, M	170 408 \$
13015	Packington, P	184 362 \$
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long, P	119 860 \$
13025	Rivière-Bleue, M	118 445 \$
13030	Saint-Eusèbe, P	143 639 \$
13040	Saint-Juste-du-Lac, M	86 470 \$
13045	Auclair, M	100 567 \$
13050	Lejeune, M	73 274 \$
13055	Biencourt, M	124 779 \$
13060	Lac-des-Aigles, M	74 651 \$
13065	Saint-Michel-du-Squatec, M	89 704 \$
13073	Témiscouata-sur-le-Lac, V	192 877 \$
13075	Saint-Pierre-de-Lamy, M	44 460 \$
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!, P	148 362 \$
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata, M	211 070 \$
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata, M	162 041 \$
13095	Pohénégamook, V	198 888 \$
13100	Saint-Athanase, M	118 931 \$
14005	Mont-Carmel, M	206 202 \$
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska, M	129 911 \$
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska, M	81 730 \$
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska, P	119 661 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska, M	133 519 \$
14040	Saint-André, M	38 717 \$
14045	Saint-Germain, P	31 299 \$
14050	Kamouraska, M	83 246 \$
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie, M	37 753 \$
14065	Rivière-Ouelle, M	68 097 \$
14070	Saint-Pacôme, M	1 118 \$
14075	Saint-Gabriel-Lalemant, M	62 650 \$
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth, M	101 801 \$
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière, P	60 186 \$
15005	Saint-Irénée, P	38 807 \$
15025	Notre-Dame-des-Monts, M	90 402 \$
15030	Saint-Aimé-des-Lacs, M	11 813 \$
16005	Petite-Rivière-Saint-François, M	5 723 \$
16013	Baie-Saint-Paul, V	55 753 \$
16048	Les Éboulements, M	57 630 \$
16050	Saint-Hilarion, P	160 865 \$
16055	Saint-Urbain, P	13 405 \$
17005	Saint-Omer, M	112 185 \$
17010	Saint-Pamphile, V	82 326 \$
17015	Saint-Adalbert, M	153 949 \$
17020	Saint-Marcel, M	35 410 \$
17025	Sainte-Félicité, M	88 381 \$
17030	Sainte-Perpétue, M	92 988 \$
17035	Tourville, M	53 359 \$
17040	Saint-Damase-de-L'Islet, M	100 431 \$
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard, P	120 836 \$
17055	Saint-Aubert, M	129 088 \$
17060	Sainte-Louise, P	143 824 \$
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies, P	12 648 \$
17078	L'Islet, M	50 915 \$
18005	Saint-Just-de-Bretenières, M	44 483 \$
18010	Lac-Frontière, M	26 608 \$
18015	Saint-Fabien-de-Panet, P	111 818 \$
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard, M	81 893 \$
18025	Sainte-Apolline-de-Patton, P	85 034 \$
18030	Saint-Paul-de-Montminy, M	66 160 \$
18035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, M	56 381 \$
18040	Notre-Dame-du-Rosaire, M	37 088 \$
18045	Cap-Saint-Ignace, M	76 887 \$
18055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, P	39 446 \$
18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, M	78 831 \$
18070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, P	4 493 \$
19005	Saint-Philémon, P	67 344 \$
19010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, P	72 960 \$
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester, P	79 771 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
19020	Saint-Léon-de-Standon, P	246 729 \$
19025	Saint-Malachie, P	118 253 \$
19030	Saint-Damien-de-Buckland, P	39 782 \$
19037	Armagh, M	145 158 \$
19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse, M	125 718 \$
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse, M	135 523 \$
19055	Sainte-Claire, M	40 134 \$
19062	Saint-Anselme, M	70 315 \$
19068	Saint-Henri, M	74 012 \$
19070	Honfleur, M	76 300 \$
19075	Saint-Gervais, M	75 870 \$
19082	Saint-Raphaël, M	84 120 \$
19090	La Durantaye, P	50 712 \$
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse, M	32 597 \$
19117	Saint-Vallier, M	27 769 \$
21005	Saint-Tite-des-Caps, M	5 350 \$
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval, V	2 030 \$
26005	Frampton, M	230 352 \$
26010	Saints-Anges, P	149 418 \$
26022	Saint-Elzéar, M	152 484 \$
26035	Sainte-Marguerite, P	112 481 \$
26040	Sainte-Hénédine, P	23 914 \$
26055	Saint-Bernard, M	71 630 \$
26063	Saint-Isidore, M	69 842 \$
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon, M	27 523 \$
27008	Saint-Victor, M	174 212 \$
27015	Saint-Alfred, M	80 009 \$
27028	Beauceville, V	44 717 \$
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne, P	146 769 \$
27050	Saint-Joseph-des-Érables, M	27 676 \$
27055	Saint-Jules, P	62 391 \$
27060	Tring-Jonction, VL	18 796 \$
27065	Saint-Frédéric, P	76 758 \$
27070	Saint-Séverin, P	64 047 \$
28005	Saint-Zacharie, M	191 682 \$
28015	Sainte-Aurélie, M	87 896 \$
28020	Saint-Prosper, M	44 024 \$
28025	Saint-Benjamin, M	169 127 \$
28030	Sainte-Rose-de-Watford, M	147 326 \$
28035	Saint-Louis-de-Gonzague, M	154 128 \$
28040	Saint-Cyprien, P	123 432 \$
28045	Sainte-Justine, M	82 489 \$
28053	Lac-Etchemin, M	155 370 \$
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse, M	166 467 \$
28065	Sainte-Sabine, P	89 809 \$
28070	Saint-Camille-de-Lellis, P	55 029 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
28075	Saint-Magloire, M	105 837 \$
29005	Saint-Théophile, M	70 664 \$
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce, M	108 348 \$
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset, P	19 124 \$
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth, M	113 729 \$
29038	Saint-Honoré-de-Shenley, M	86 737 \$
29045	Saint-Martin, P	114 055 \$
29050	Saint-René, P	106 818 \$
29057	Saint-Côme-Linière, M	146 382 \$
29065	Saint-Philibert, M	50 757 \$
29100	Saint-Benoît-Labre, M	89 037 \$
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce, M	109 248 \$
29120	Notre-Dame-des-Pins, P	7 993 \$
29125	Saint-Simon-les-Mines, M	98 387 \$
30005	Saint-Augustin-de-Woburn, P	242 \$
30010	Notre-Dame-des-Bois, M	49 375 \$
30015	Val-Racine, M	87 245 \$
30020	Piopolis, M	2 395 \$
30025	Frontenac, M	59 177 \$
30035	Marston, CT	40 479 \$
30040	Milan, M	82 582 \$
30045	Nantes, M	97 036 \$
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton, M	85 639 \$
30055	Audet, M	99 243 \$
30070	Saint-Robert-Bellarmin, M	70 025 \$
30072	Saint-Ludger, M	168 287 \$
30080	Lac-Drolet, M	94 855 \$
30085	Saint-Sébastien, M	97 783 \$
30090	Courcelles, M	106 334 \$
30095	Lambton, M	42 957 \$
30100	Saint-Romain, M	79 262 \$
30105	Stornoway, M	41 785 \$
30110	Stratford, CT	17 859 \$
31008	Beaulac-Garthby, M	63 412 \$
31020	Disraeli, P	98 167 \$
31025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, P	48 130 \$
31030	Saint-Fortunat, M	115 248 \$
31035	Saint-Julien, M	178 490 \$
31040	Irlande, M	235 280 \$
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine, M	115 641 \$
31050	Sainte-Praxède, P	63 750 \$
31056	Adstock, M	311 709 \$
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce, M	89 205 \$
31095	Saint-Adrien-d'Irlande, M	108 055 \$
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf, M	115 079 \$
31105	Kinnear's Mills, M	119 235 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus, P	279 289 \$
31135	Saint-Pierre-de-Broughton, M	307 941 \$
31140	Saint-Jacques-de-Leeds, M	114 354 \$
32013	Saint-Ferdinand, M	298 229 \$
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax, M	215 664 \$
32033	Princeville, V	45 254 \$
32045	Plessisville, P	129 581 \$
32050	Saint-Pierre-Baptiste, P	208 405 \$
32058	Inverness, M	252 259 \$
32065	Lyster, M	195 512 \$
32072	Laurierville, M	145 031 \$
32080	Notre-Dame-de-Lourdes, P	95 671 \$
32085	Villeroy, M	87 300 \$
33007	Saint-Sylvestre, M	148 963 \$
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière, M	164 588 \$
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage, M	106 973 \$
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage, P	9 651 \$
33035	Saint-Gilles, M	28 420 \$
33040	Dosquet, M	13 259 \$
33045	Saint-Agapit, M	4 085 \$
33052	Saint-Flavien, M	79 533 \$
33065	Saint-Janvier-de-Joly, M	106 503 \$
33070	Val-Alain, M	143 835 \$
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière, P	77 988 \$
33085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun, P	71 056 \$
33090	Saint-Apollinaire, M	163 538 \$
33115	Lotbinière, M	48 113 \$
33123	Leclercville, M	48 045 \$
34038	Saint-Basile, V	71 167 \$
34048	Portneuf, V	127 320 \$
34060	Saint-Gilbert, P	33 107 \$
34078	Saint-Casimir, M	61 926 \$
34085	Saint-Thuribe, P	63 881 \$
34090	Saint-Ubalde, M	139 489 \$
34097	Saint-Alban, M	70 639 \$
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne, M	60 381 \$
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf, M	53 376 \$
34120	Lac-Sergent, V	14 876 \$
34128	Saint-Raymond, V	96 582 \$
34135	Rivière-à-Pierre, M	10 034 \$
35005	Notre-Dame-de-Montauban, M	114 043 \$
35010	Lac-aux-Sables, P	89 343 \$
35015	Saint-Adelphe, P	114 900 \$
35020	Saint-Séverin, P	94 365 \$
35035	Hérouxville, P	106 488 \$
35040	Grandes-Piles, VL	2 395 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
35050	Sainte-Thècle, M	92 400 \$
35055	Trois-Rives, M	52 381 \$
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade, M	23 934 \$
37210	Batiscan, M	2 435 \$
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan, P	102 918 \$
37225	Saint-Luc-de-Vincennes, M	66 026 \$
37230	Saint-Maurice, P	84 998 \$
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel, P	19 559 \$
37240	Saint-Narcisse, P	145 556 \$
37245	Saint-Stanislas, M	106 836 \$
37250	Saint-Prosper-de-Champlain, M	78 019 \$
38005	Saint-Sylvère, M	96 764 \$
38015	Sainte-Marie-de-Blandford, M	89 222 \$
38020	Lemieux, M	95 132 \$
38028	Manseau, M	88 088 \$
38035	Sainte-Françoise, M	129 315 \$
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard, P	166 695 \$
38047	Fortierville, M	99 380 \$
38055	Parisville, P	16 651 \$
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard, P	35 631 \$
38065	Saint-Pierre-les-Becquets, M	4 132 \$
38070	Deschailons-sur-Saint-Laurent, M	5 734 \$
39005	Saints-Martyrs-Canadiens, P	53 738 \$
39010	Ham-Nord, CT	111 782 \$
39015	Notre-Dame-de-Ham, M	93 657 \$
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick, M	77 861 \$
39025	Tingwick, M	343 720 \$
39030	Chesterville, M	205 381 \$
39035	Sainte-Hélène-de-Chester, M	148 789 \$
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska, M	143 985 \$
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska, P	94 327 \$
39077	Warwick, V	25 810 \$
39085	Saint-Albert, M	55 043 \$
39090	Sainte-Élizabeth-de-Warwick, M	101 768 \$
39097	Kingsey Falls, V	23 351 \$
39105	Sainte-Séraphine, P	60 162 \$
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton, M	292 293 \$
39130	Saint-Samuel, M	97 167 \$
39135	Saint-Valère, M	167 609 \$
39145	Saint-Rosaire, P	77 106 \$
39150	Sainte-Anne-du-Sault, M	10 231 \$
39165	Maddington Falls, M	36 565 \$
39170	Saint-Louis-de-Blandford, M	130 374 \$
40005	Ham-Sud, M	128 367 \$
40010	Saint-Adrien, M	154 735 \$
40017	Wotton, M	209 304 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
40025	Saint-Camille, CT	79 715 \$
40032	Saint-Georges-de-Windsor, M	120 848 \$
40047	Danville, V	306 564 \$
41012	Saint-Isidore-de-Clifton, M	249 957 \$
41020	Chartierville, M	65 800 \$
41027	La Patrie, M	95 397 \$
41037	Newport, M	337 785 \$
41038	Cookshire–Eaton, V	567 417 \$
41055	Ascot Corner, M	112 608 \$
41065	Westbury, CT	76 231 \$
41070	Bury, M	286 199 \$
41075	Hampden, CT	65 480 \$
41080	Scotstown, V	3 797 \$
41085	Lingwick, CT	147 694 \$
41098	Weedon, M	188 684 \$
41117	Dudswell, M	256 997 \$
42005	Stoke, M	128 002 \$
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton, M	72 138 \$
42032	Racine, M	85 279 \$
42040	Bonsecours, M	57 722 \$
42045	Lawrenceville, VL	27 285 \$
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle, M	98 653 \$
42060	Valcourt, CT	116 949 \$
42065	Maricourt, M	86 232 \$
42075	Melbourne, CT	364 404 \$
42078	Ulverton, M	124 823 \$
42095	Val-Joli, M	9 090 \$
42100	Saint-Claude, M	184 133 \$
42110	Cleveland, CT	273 576 \$
44003	Saint-Malo, M	147 400 \$
44005	Saint-Venant-de-Paquette, M	48 805 \$
44010	East Hereford, M	45 396 \$
44015	Saint-Herménégilde, M	150 780 \$
44023	Dixville, M	143 920 \$
44037	Coaticook, V	284 557 \$
44045	Barnston-Ouest, M	317 419 \$
44050	Stanstead-Est, M	275 886 \$
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton, CT	188 994 \$
44060	Martinville, M	90 351 \$
44071	Compton, M	460 095 \$
44080	Waterville, V	73 954 \$
45020	Ogden, M	165 622 \$
45025	Stanstead, CT	127 433 \$
45030	Potton, CT	206 583 \$
45043	Hatley, M	108 005 \$
45055	Hatley, CT	106 396 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
45060	Sainte-Catherine-de-Hatley, M	103 977 \$
45080	Saint-Benoît-du-Lac, M	1 616 \$
45095	Bolton-Est, M	77 742 \$
45100	Saint-Étienne-de-Bolton, M	55 800 \$
45105	Stukely-Sud, VL	123 209 \$
46005	Abercorn, VL	28 030 \$
46010	Frelighsburg, M	132 750 \$
46017	Saint-Armand, M	123 499 \$
46025	Pike River, M	40 361 \$
46030	Stanbridge Station, M	50 851 \$
46040	Bedford, CT	23 113 \$
46045	Stanbridge East, M	87 865 \$
46050	Dunham, V	299 951 \$
46058	Sutton, V	54 295 \$
46065	Bolton-Ouest, M	121 729 \$
46070	Brome, VL	19 078 \$
46075	Lac-Brome, V	90 062 \$
46085	East Farnham, M	2 751 \$
46090	Brigham, M	133 783 \$
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge, M	132 490 \$
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge, M	47 138 \$
46105	Sainte-Sabine, M	83 643 \$
47010	Saint-Alphonse-de-Granby, M	18 248 \$
47030	Warden, VL	3 977 \$
47035	Shefford, CT	106 047 \$
47040	Saint-Joachim-de-Shefford, M	187 667 \$
47047	Roxton Pond, M	63 463 \$
47055	Sainte-Cécile-de-Milton, M	68 534 \$
48005	Béthanie, M	60 126 \$
48015	Roxton, CT	178 376 \$
48020	Sainte-Christine, P	82 731 \$
48038	Upton, M	31 652 \$
48045	Saint-Théodore-d'Acton, M	78 753 \$
48050	Saint-Nazaire-d'Acton, P	59 304 \$
49005	Saint-Félix-de-Kingsey, M	298 088 \$
49015	Durham-Sud, M	157 617 \$
49020	Lefebvre, M	105 873 \$
49025	L'Avenir, M	234 757 \$
49030	Saint-Lucien, M	151 475 \$
49040	Wickham, M	47 232 \$
49048	Saint-Germain-de-Grantham, M	58 056 \$
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover, M	40 761 \$
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil, P	72 635 \$
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults, P	153 962 \$
49095	Saint-Majorique-de-Grantham, P	45 700 \$
49100	Saint-Edmond-de-Grantham, P	38 430 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
49105	Saint-Eugène, M	88 321 \$
49113	Saint-Guillaume, M	84 792 \$
49125	Saint-Bonaventure, M	70 954 \$
49130	Saint-Pie-de-Guire, P	81 444 \$
50005	Sainte-Eulalie, M	152 861 \$
50013	Aston-Jonction, M	47 187 \$
50023	Saint-Wenceslas, M	100 854 \$
50035	Saint-Célestin, M	115 469 \$
50042	Saint-Léonard-d'Aston, M	165 583 \$
50050	Sainte-Perpétue, P	49 760 \$
50057	Sainte-Monique, M	100 577 \$
50065	Grand-Saint-Esprit, M	24 994 \$
50085	La Visitation-de-Yamaska, M	77 553 \$
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval, P	83 020 \$
50095	Saint-Elphège, P	54 336 \$
50100	Baie-du-Febvre, M	9 942 \$
50113	Pierreville, M	37 837 \$
50128	Saint-François-du-Lac, M	53 275 \$
51008	Maskinongé, M	95 771 \$
51020	Yamachiche, M	88 667 \$
51025	Saint-Barnabé, P	39 888 \$
51030	Saint-Sévère, P	42 863 \$
51035	Saint-Léon-le-Grand, P	113 079 \$
51040	Sainte-Ursule, P	71 187 \$
51045	Saint-Justin, M	100 876 \$
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé, M	37 461 \$
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont, M	81 989 \$
51060	Saint-Paulin, M	46 280 \$
51065	Saint-Alexis-des-Monts, P	119 644 \$
51070	Saint-Mathieu-du-Parc, M	130 665 \$
51075	Saint-Élie-de-Caxton, M	109 835 \$
51080	Charette, M	39 098 \$
51085	Saint-Boniface, M	61 717 \$
51090	Saint-Étienne-des-Grès, P	60 438 \$
52030	Sainte-Élisabeth, M	56 777 \$
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier, M	738 \$
52045	Saint-Ignace-de-Loyola, M	266 \$
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas, M	22 068 \$
52055	Saint-Barthélemy, P	117 920 \$
52062	Saint-Cuthbert, M	169 052 \$
52070	Saint-Norbert, P	24 727 \$
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon, M	5 219 \$
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon, M	40 867 \$
52090	Saint-Didace, P	157 104 \$
52095	Mandeville, M	189 370 \$
53005	Saint-David, M	129 689 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
53015	Saint-Aimé, M	28 599 \$
53020	Saint-Robert, M	71 562 \$
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel, M	37 609 \$
53032	Saint-Ours, V	3 867 \$
53072	Yamaska, M	44 395 \$
53085	Saint-Gérard-Majella, P	29 214 \$
54008	Saint-Pie, V	20 810 \$
54035	La Présentation, M	39 191 \$
54065	Saint-Valérien-de-Milton, M	127 407 \$
54090	Saint-Simon, M	61 925 \$
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot, M	88 124 \$
54100	Saint-Hugues, M	90 200 \$
54110	Saint-Jude, M	50 605 \$
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville, M	68 182 \$
54120	Saint-Louis, M	78 254 \$
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu, M	52 654 \$
55008	Ange-Gardien, M	20 982 \$
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir, M	29 013 \$
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville, M	89 217 \$
56015	Noyan, M	47 799 \$
56030	Saint-Valentin, M	62 629 \$
56042	Henryville, M	67 576 \$
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu, M	22 266 \$
56097	Mont-Saint-Grégoire, M	11 595 \$
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville, M	72 939 \$
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu, M	6 348 \$
59030	Calixa-Lavallée, M	27 883 \$
61020	Saint-Pierre, VL	10 817 \$
61027	Saint-Thomas, M	28 851 \$
61050	Sainte-Mélanie, M	60 248 \$
62015	Saint-Jean-de-Matha, M	47 984 \$
62020	Sainte-Béatrix, M	83 065 \$
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez, M	83 227 \$
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare, M	32 191 \$
62047	Chertsey, M	270 775 \$
62055	Notre-Dame-de-la-Merci, M	164 957 \$
62060	Saint-Donat, M	52 064 \$
62065	Saint-Côme, M	44 967 \$
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie, M	39 677 \$
62075	Saint-Damien, P	83 714 \$
62080	Saint-Zénon, M	133 515 \$
62085	Saint-Michel-des-Saints, M	234 103 \$
63005	Sainte-Marie-Salomé, M	22 546 \$
63023	Saint-Alexis, M	43 479 \$
63030	Saint-Esprit, M	17 244 \$
63040	Saint-Roch-Ouest, M	34 481 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
63065	Saint-Liguori, P	25 950 \$
67005	Saint-Mathieu, M	3 190 \$
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle, P	177 320 \$
68015	Hemmingford, CT	160 840 \$
68020	Sainte-Clotilde, M	76 544 \$
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington, M	69 163 \$
68035	Saint-Cyprien-de-Napierville, M	68 692 \$
68040	Saint-Jacques-le-Mineur, M	82 459 \$
68045	Saint-Édouard, M	41 593 \$
69005	Havelock, CT	52 088 \$
69010	Franklin, M	127 651 \$
69017	Saint-Chrysostome, M	107 056 \$
69030	Très-Saint-Sacrement, P	109 645 \$
69037	Ormstown, M	89 197 \$
69045	Hinchinbrooke, M	200 901 \$
69050	Elgin, M	149 174 \$
69060	Godmanchester, CT	205 299 \$
69070	Saint-Anicet, M	113 524 \$
69075	Dundee, CT	60 111 \$
70005	Saint-Urbain-Premier, M	39 628 \$
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois, M	11 381 \$
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka, M	31 890 \$
71015	Saint-Télesphore, M	84 746 \$
71020	Saint-Polycarpe, M	88 908 \$
71110	Sainte-Marthe, M	29 470 \$
71115	Sainte-Justine-de-Newton, M	48 323 \$
75005	Saint-Colomban, V	58 329 \$
75028	Sainte-Sophie, M	24 593 \$
76008	Saint-André-d'Argenteuil, M	98 888 \$
76025	Gore, CT	154 221 \$
76030	Mille-Isles, M	79 371 \$
76035	Wentworth, CT	40 392 \$
76043	Brownsburg-Chatham, V	194 330 \$
76052	Grenville-sur-la-Rouge, M	405 893 \$
76065	Harrington, CT	227 076 \$
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, V	65 482 \$
77060	Wentworth-Nord, M	156 620 \$
77065	Saint-Adolphe-d'Howard, M	14 742 \$
78015	Lantier, M	31 181 \$
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides, M	96 383 \$
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré, M	64 458 \$
78055	Montcalm, M	34 076 \$
78060	Arundel, CT	60 134 \$
78065	Huberdeau, M	120 693 \$
78070	Amherst, CT	228 818 \$
78075	Brébeuf, P	54 150 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
78095	Lac-Supérieur, M	87 136 \$
78100	Val-des-Lacs, M	84 658 \$
78115	La Conception, M	161 752 \$
78120	Labelle, M	149 487 \$
78130	La Minerve, M	302 189 \$
79005	Notre-Dame-du-Laus, M	158 654 \$
79010	Notre-Dame-de-Pontmain, M	106 424 \$
79015	Lac-du-Cerf, M	109 699 \$
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, M	241 867 \$
79025	Kiamika, M	233 934 \$
79030	Nominingue, M	352 661 \$
79037	Rivière-Rouge, V	386 642 \$
79047	La Macaza, M	168 994 \$
79050	L'Ascension, M	240 071 \$
79060	Lac-Saguay, VL	96 367 \$
79065	Chute-Saint-Philippe, M	257 296 \$
79078	Lac-des-Écorces, M	143 797 \$
79088	Mont-Laurier, V	90 395 \$
79097	Ferme-Neuve, M	633 574 \$
79105	Lac-Saint-Paul, M	118 048 \$
79110	Mont-Saint-Michel, M	76 689 \$
79115	Sainte-Anne-du-Lac, M	198 857 \$
80015	Notre-Dame-de-Bonsecours, M	63 412 \$
80020	Notre-Dame-de-la-Paix, M	75 990 \$
80027	Saint-André-Avellin, M	124 359 \$
80045	Plaisance, M	41 557 \$
80055	Lochaber, CT	100 477 \$
80060	Lochaber-Partie-Ouest, CT	113 856 \$
80065	Mayo, M	75 439 \$
80070	Saint-Sixte, M	133 475 \$
80078	Ripon, M	184 880 \$
80085	Mulgrave-et-Derry, M	243 659 \$
80090	Montpellier, M	71 439 \$
80095	Lac-Simon, M	17 965 \$
80103	Chénéville, M	106 167 \$
80110	Namur, M	43 998 \$
80115	Boileau, M	203 006 \$
80125	Saint-Émile-de-Suffolk, M	83 969 \$
80130	Lac-des-Plages, M	87 862 \$
80135	Duhamel, M	103 321 \$
80140	Val-des-Bois, M	75 604 \$
80145	Bowman, M	32 095 \$
82005	L'Ange-Gardien, M	237 511 \$
82010	Notre-Dame-de-la-Salette, M	85 680 \$
82015	Val-des-Monts, M	271 455 \$
82030	Pontiac, M	410 652 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
82035	La Pêche, M	515 127 \$
83005	Denholm, M	221 924 \$
83010	Low, CT	368 506 \$
83015	Kazabazua, M	124 789 \$
83020	Lac-Sainte-Marie, M	168 907 \$
83032	Gracefield, V	463 585 \$
83040	Cayamant, M	146 224 \$
83045	Blue Sea, M	146 094 \$
83050	Bouchette, M	233 336 \$
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau, M	150 117 \$
83060	Messines, M	176 662 \$
83070	Déléage, M	229 690 \$
83075	Egan-Sud, M	74 407 \$
83085	Bois-Franc, M	25 770 \$
83088	Montcerf-Lytton, M	310 242 \$
83090	Aumond, CT	252 145 \$
83095	Grand-Remous, M	229 880 \$
84005	Bristol, M	475 336 \$
84015	Clarendon, M	805 542 \$
84035	L'Île-du-Grand-Calumet, M	239 039 \$
84040	Litchfield, M	195 551 \$
84045	Thorne, M	206 740 \$
84050	Alleyn-et-Cawood, M	161 246 \$
84055	Otter Lake, M	231 849 \$
84065	Mansfield-et-Pontefract, M	163 903 \$
84070	Waltham, M	82 907 \$
84082	L'Isle-aux-Allumettes, M	374 546 \$
84090	Chichester, CT	103 281 \$
84095	Sheenboro, M	120 195 \$
84100	Rapides-des-Joachims, M	1 971 \$
85010	Kipawa, M	21 426 \$
85015	Saint-Édouard-de-Fabre, P	139 748 \$
85020	Béarn, M	69 233 \$
85030	Duhamel-Ouest, M	109 308 \$
85037	Lorrainville, M	74 379 \$
85045	Saint-Bruno-de-Guigues, M	114 337 \$
85050	Laverlochère, M	75 532 \$
85055	Fugèreville, M	135 476 \$
85060	Latulipe-et-Gaboury, CU	95 718 \$
85065	Belleterre, V	44 212 \$
85070	Laforce, M	76 647 \$
85075	Moffet, M	44 412 \$
85080	Angliers, VL	109 432 \$
85085	Saint-Eugène-de-Guigues, M	52 111 \$
85090	Notre-Dame-du-Nord, M	60 346 \$
85095	Guérin, CT	82 241 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
85100	Nédélec, CT	95 927 \$
85105	Rémigny, M	84 566 \$
87010	Rapide-Danseur, M	81 723 \$
87015	Roquemaure, M	111 250 \$
87020	Gallichan, M	113 560 \$
87025	Palmarolle, M	89 630 \$
87030	Sainte-Germaine-Boulé, M	76 063 \$
87035	Poularies, M	78 258 \$
87042	Taschereau, M	103 883 \$
87050	Authier, M	59 346 \$
87058	Macamic, V	147 181 \$
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg, P	106 521 \$
87075	Clerval, M	154 303 \$
87080	La Reine, M	124 086 \$
87085	Dupuy, M	108 553 \$
87095	Chazel, M	115 059 \$
87100	Authier-Nord, M	122 748 \$
87105	Val-Saint-Gilles, M	68 403 \$
87110	Clermont, CT	156 607 \$
87115	Normétal, M	11 979 \$
87120	Saint-Lambert, P	26 675 \$
88005	Champneuf, M	68 549 \$
88010	Rochebaucourt, M	120 492 \$
88015	La Morandière, M	303 247 \$
88022	Barraute, M	110 505 \$
88030	La Corne, M	156 388 \$
88035	Landrienne, CT	72 558 \$
88040	Saint-Marc-de-Figuery, P	77 673 \$
88045	La Motte, M	236 090 \$
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana, M	102 423 \$
88060	Saint-Félix-de-Dalquier, M	96 046 \$
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire, M	129 104 \$
88070	Berry, M	270 029 \$
88075	Trécession, CT	109 087 \$
88080	Launay, CT	38 155 \$
88085	Sainte-Gertrude-Manneville, M	181 322 \$
88090	Preissac, M	47 694 \$
89010	Rivière-Héva, M	85 115 \$
89045	Senneterre, P	102 236 \$
89050	Belcourt, M	79 029 \$
90017	La Bostonnais, M	41 861 \$
91005	Lac-Bouchette, M	6 206 \$
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean, VL	82 539 \$
91015	Saint-François-de-Sales, M	78 101 \$
91030	Sainte-Hedwidge, M	88 576 \$
91035	Saint-Prime, M	56 260 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
91050	La Doré, P	11 426 \$
92005	Saint-Augustin, P	36 788 \$
92010	Péribonka, M	66 641 \$
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc, VL	152 595 \$
92030	Albanel, M	66 239 \$
92040	Normandin, V	95 142 \$
92045	Saint-Thomas-Didyme, M	120 572 \$
92050	Saint-Edmond-les-Plaines, M	61 613 \$
92055	Girardville, M	83 922 \$
92060	Notre-Dame-de-Lorette, M	41 470 \$
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay, M	65 497 \$
92070	Saint-Stanislas, M	79 844 \$
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix, V	35 682 \$
93020	Hébertville, M	113 417 \$
93025	Hébertville-Station, VL	23 992 \$
93030	Saint-Bruno, M	31 643 \$
93035	Saint-Gédéon, M	17 972 \$
93045	Saint-Nazaire, M	120 591 \$
93055	Labrecque, M	107 013 \$
93060	Lamarche, M	57 563 \$
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur, P	134 400 \$
93070	Saint-Henri-de-Taillon, M	43 710 \$
93075	Sainte-Monique, M	56 339 \$
93080	Saint-Ludger-de-Milot, M	36 713 \$
94205	Petit-Saguenay, M	48 450 \$
94210	L'Anse-Saint-Jean, M	50 558 \$
94215	Rivière-Éternité, M	6 646 \$
94220	Ferland-et-Boilleau, M	43 077 \$
94225	Saint-Félix-d'Otis, M	87 119 \$
94230	Sainte-Rose-du-Nord, P	32 531 \$
94235	Saint-Fulgence, M	71 782 \$
94240	Saint-Honoré, V	142 147 \$
94250	Bégin, M	90 009 \$
94255	Saint-Ambroise, M	130 708 \$
94260	Saint-Charles-de-Bourget, M	101 007 \$
94265	Larouche, M	46 565 \$
95010	Sacré-Coeur, M	63 949 \$
95018	Les Bergeronnes, M	25 936 \$
95050	Colombier, M	142 343 \$
96005	Baie-Trinité, VL	5 040 \$
96030	Pointe-aux-Outardes, VL	12 438 \$
96040	Ragueneau, P	47 299 \$
98012	Saint-Augustin, M	2 335 \$
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent, M	10 194 \$
98035	Baie-Johan-Beetz, M	1 111 \$
98045	Longue-Pointe-de-Mingan, M	429 \$

Compensation du PAERRL 2016-2017

Code	Municipalité	Montant
98050	Rivière-Saint-Jean, M	2 453 \$
99061	Valcanton, LO	163 338 \$
99063	Villebois, LO	98 480 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 32

Titre

Concernant le programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal (PAARRM), fournir:

- a) les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2011-2012;
- b) la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier local

- a) Budget disponible 2016-2017 : 31 700 000 \$;
- b) Voir annexe.

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

RA		Municipalité	Annonce
01	Bas-Saint-Laurent	Auclair, M	20 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Biencourt, M	21 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Cacouna, M	11 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Dégelis, V	12 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Esprit-Saint, M	15 177 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Grand-Métis, M	20 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Kamouraska, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	La Pocatière, V	100 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	La Rédemption, P	70 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	La Trinité-des-Monts, P	47 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Lac-au-Saumon, M	50 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Lac-des-Aigles, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Lejeune, M	12 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Les Méchins, M	50 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	L'Isle-Verte, M	25 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Matane, V	50 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Métis-sur-Mer, V	15 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Mont-Carmel, M	50 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Mont-Joli, V	25 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Notre-Dame-des-Neiges, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, P	6 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Notre-Dame-du-Portage, M	16 605 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Packington, P	15 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Pohénégamook, V	19 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Rivière-Bleue, M	91 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Alexandre-de-Kamouraska, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Alexandre-des-Lacs, P	30 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Anaclet-de-Lessard, P	35 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Antonin, M	74 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Arsène, P	18 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Athanase, M	15 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Bruno-de-Kamouraska, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Clément, M	17 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Cléophas, P	20 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Cyprien, M	9 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Denis-De La Bouteillerie, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Donat, P	48 370 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Anne-de-la-Pocatière, P	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Flavie, P	30 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Françoise, P	12 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Hélène-de-Kamouraska, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Éloi, P	20 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Elzéar-de-Témiscouata, M	8 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Paule, M	10 700 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Épiphanie, M	20 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Rita, M	21 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Eugène-de-Ladrière, P	42 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Fabien, P	32 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-François-Xavier-de-Viger, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Germain, P	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Guy, M	6 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Honoré-de-Témiscouata, M	25 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup, M	93 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Jean-de-Dieu, M	27 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Jean-de-la-Lande, M	13 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Joseph-de-Kamouraska, P	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Juste-du-Lac, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Louis-du-Ha! Ha!, P	11 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Marc-du-Lac-Long, P	11 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Marcellin, P	72 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Mathieu-de-Rioux, P	19 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Médard, M	22 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Michel-du-Squatec, M	16 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Modeste, M	124 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Narcisse-de-Rimouski, P	45 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Onésime-d'Ixworth, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Pacôme, M	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Pascal, V	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Paul-de-la-Croix, P	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Philippe-de-Néri, P	10 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Pierre-de-Lamy, M	14 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Simon, P	15 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Valérien, P	55 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Témiscouata-sur-le-Lac, V	20 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Trois-Pistoles, V	23 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Albanel, M	18 863 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Bégin, M	40 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chambord, M	39 152 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Desbiens, V	13 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Dolbeau-Mistassini, V	49 432 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Ferland-et-Boilleau, M	30 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Girardville, M	2 659 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Hébertville, M	12 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Hébertville-Station, VL	12 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	La Doré, P	10 458 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Labrecque, M	12 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Bouchette, M	99 589 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lamarche, M	12 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	L'Anse-Saint-Jean, M	48 000 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Larouche, M	12 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	L'Ascension-de-Notre-Seigneur, P	12 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Maria-Chapdelaine, MRC	975 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix, V	15 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Normandin, V	34 123 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Notre-Dame-de-Lorette, M	976 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Péribonka, M	3 102 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Petit-Saguenay, M	53 562 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Rivière-Éternité, M	39 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Roberval, V	20 393 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saguenay, V	132 775 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Ambroise, M	40 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Augustin, P	888 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Bruno, M	12 041 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Charles-de-Bourget, M	40 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-David-de-Falardeau, M	20 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Edmond-les-Plaines, M	830 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Sainte-Hedwidge, M	24 647 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Sainte-Jeanne-d'Arc, VL	41 213 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Sainte-Monique, M	11 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Sainte-Rose-du-Nord, P	30 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Eugène-d'Argentenay, M	18 863 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Félicien, V	11 184 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Félix-d'Otis, M	43 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-François-de-Sales, M	132 277 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Fulgence, M	35 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Gédéon, M	13 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Henri-de-Taillon, M	11 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Honoré, V	45 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Ludger-de-Milot, M	12 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Nazaire, M	12 000 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Prime, M	12 782 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Stanislas, M	6 204 \$
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Saint-Thomas-Didyme, M	11 079 \$
03	Capitale-Nationale	Baie-Sainte-Catherine, M	25 000 \$
03	Capitale-Nationale	Baie-Saint-Paul, V	35 000 \$
03	Capitale-Nationale	Beaupré, V	35 000 \$
03	Capitale-Nationale	Cap-Santé, V	20 000 \$
03	Capitale-Nationale	Deschambault-Grondines, M	70 000 \$
03	Capitale-Nationale	Donnacona, V	50 000 \$
03	Capitale-Nationale	Lac-Beauport, M	27 700 \$
03	Capitale-Nationale	Lac-Sergent, V	40 000 \$
03	Capitale-Nationale	L'Ancienne-Lorette, V	34 472 \$
03	Capitale-Nationale	L'Ange-Gardien, M	40 000 \$
03	Capitale-Nationale	Les Éboulements, M	20 000 \$
03	Capitale-Nationale	L'Isle-aux-Coudres, M	30 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
03	Capitale-Nationale	Neuville, V	25 000 \$
03	Capitale-Nationale	Notre-Dame-des-Monts, M	25 000 \$
03	Capitale-Nationale	Pont-Rouge, V	50 000 \$
03	Capitale-Nationale	Portneuf, V	50 000 \$
03	Capitale-Nationale	Rivière-à-Pierre, M	10 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Aimé-des-Lacs, M	55 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Augustin-de-Desmaures, V	23 489 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Basile, V	40 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Casimir, M	26 000 \$
03	Capitale-Nationale	Sainte-Brigitte-de-Laval, V	35 473 \$
03	Capitale-Nationale	Sainte-Christine-d'Auvergne, M	20 000 \$
03	Capitale-Nationale	Sainte-Famille, P	16 000 \$
03	Capitale-Nationale	Sainte-Pétronille, VL	60 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans, M	9 500 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Gilbert, P	15 092 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Hilarion, P	40 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Irénée, P	10 350 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans, M	10 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Joachim, P	30 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Léonard-de-Portneuf, M	30 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Marc-des-Carrières, V	50 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans, M	60 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Raymond, V	50 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Siméon, M	10 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Thuribe, P	20 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Tite-des-Caps, M	40 000 \$
03	Capitale-Nationale	Saint-Ubalde, M	30 000 \$
04	Mauricie	Batiscan, M	26 000 \$
04	Mauricie	Champlain, M	26 000 \$
04	Mauricie	Charette, M	32 972 \$
04	Mauricie	Grandes-Piles, VL	20 000 \$
04	Mauricie	Hérouxville, P	35 000 \$
04	Mauricie	La Bostonnais, M	15 000 \$
04	Mauricie	La Tuque, V	40 000 \$
04	Mauricie	Lac-aux-Sables, P	35 000 \$
04	Mauricie	Lac-Édouard, M	5 000 \$
04	Mauricie	Louiseville, V	100 000 \$
04	Mauricie	Maskinongé, M	70 000 \$
04	Mauricie	Notre-Dame-de-Montauban, M	20 000 \$
04	Mauricie	Notre-Dame-du-Mont-Carmel, P	25 000 \$
04	Mauricie	Saint-Adelphe, P	35 000 \$
04	Mauricie	Saint-Alexis-des-Monts, P	60 000 \$
04	Mauricie	Saint-Barnabé, P	40 000 \$
04	Mauricie	Saint-Boniface, M	25 244 \$
04	Mauricie	Sainte-Angèle-de-Prémont, M	40 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
04	Mauricie	Sainte-Anne-de-la-Pérade, M	39 154 \$
04	Mauricie	Saint-Édouard-de-Maskinongé, M	35 000 \$
04	Mauricie	Sainte-Geneviève-de-Batiscan, P	26 000 \$
04	Mauricie	Saint-Élie-de-Caxton, M	20 000 \$
04	Mauricie	Sainte-Thècle, M	35 000 \$
04	Mauricie	Saint-Étienne-des-Grès, P	20 000 \$
04	Mauricie	Sainte-Ursule, P	45 000 \$
04	Mauricie	Saint-Justin, M	30 000 \$
04	Mauricie	Saint-Léon-le-Grand, P	60 000 \$
04	Mauricie	Saint-Luc-de-Vincennes, M	21 000 \$
04	Mauricie	Saint-Mathieu-du-Parc, M	25 000 \$
04	Mauricie	Saint-Maurice, P	31 000 \$
04	Mauricie	Saint-Narcisse, P	31 000 \$
04	Mauricie	Saint-Paulin, M	55 000 \$
04	Mauricie	Saint-Prosper-de-Champlain, M	21 000 \$
04	Mauricie	Saint-Roch-de-Mékinac, P	20 000 \$
04	Mauricie	Saint-Sévère, P	35 000 \$
04	Mauricie	Saint-Séverin, P	35 000 \$
04	Mauricie	Saint-Stanislas, M	26 000 \$
04	Mauricie	Saint-Tite, V	15 000 \$
04	Mauricie	Trois-Rives, M	16 000 \$
04	Mauricie	Trois-Rivières, V	3 857 \$
04	Mauricie	Yamachiche, M	75 000 \$
05	Estrie	Asbestos, V	17 000 \$
05	Estrie	Ascot Corner, M	15 000 \$
05	Estrie	Audet, M	10 000 \$
05	Estrie	Austin, M	22 763 \$
05	Estrie	Ayer's Cliff, VL	15 291 \$
05	Estrie	Barnston-Ouest, M	32 000 \$
05	Estrie	Bolton-Est, M	18 598 \$
05	Estrie	Bonsecours, M	16 940 \$
05	Estrie	Bury, M	14 000 \$
05	Estrie	Chartierville, M	17 000 \$
05	Estrie	Cleveland, CT	100 000 \$
05	Estrie	Coaticook, V	125 000 \$
05	Estrie	Compton, M	75 000 \$
05	Estrie	Cookshire-Eaton, V	72 000 \$
05	Estrie	Courcelles, M	19 000 \$
05	Estrie	Danville, V	37 351 \$
05	Estrie	Dixville, M	50 000 \$
05	Estrie	Dudswell, M	40 000 \$
05	Estrie	East Angus, V	72 000 \$
05	Estrie	East Hereford, M	40 000 \$
05	Estrie	Eastman, M	22 701 \$
05	Estrie	Frontenac, M	47 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
05	Estrie	Hampden, CT	10 000 \$
05	Estrie	Ham-Sud, M	309 000 \$
05	Estrie	Hatley, CT	24 071 \$
05	Estrie	Kingsbury, VL	5 000 \$
05	Estrie	La Patrie, M	12 000 \$
05	Estrie	Lac-Drolet, M	20 000 \$
05	Estrie	Lac-Mégantic, V	30 000 \$
05	Estrie	Lambton, M	40 000 \$
05	Estrie	Lawrenceville, VL	15 291 \$
05	Estrie	Lingwick, CT	12 500 \$
05	Estrie	Magog, V	56 795 \$
05	Estrie	Maricourt, M	13 000 \$
05	Estrie	Marston, CT	35 000 \$
05	Estrie	Martinville, M	36 349 \$
05	Estrie	Melbourne, CT	30 000 \$
05	Estrie	Milan, M	27 500 \$
05	Estrie	Nantes, M	25 000 \$
05	Estrie	Newport, M	20 000 \$
05	Estrie	North Hatley, VL	15 291 \$
05	Estrie	Notre-Dame-des-Bois, M	20 000 \$
05	Estrie	Ogden, M	22 496 \$
05	Estrie	Orford, CT	27 172 \$
05	Estrie	Piopolis, M	12 500 \$
05	Estrie	Potton, CT	38 488 \$
05	Estrie	Racine, M	15 000 \$
05	Estrie	Richmond, V	50 000 \$
05	Estrie	Saint-Adrien, M	26 000 \$
05	Estrie	Saint-Augustin-de-Woburn, P	22 500 \$
05	Estrie	Saint-Camille, CT	10 000 \$
05	Estrie	Saint-Claude, M	74 000 \$
05	Estrie	Saint-Denis-de-Brompton, M	20 000 \$
05	Estrie	Sainte-Anne-de-la-Rochelle, M	18 089 \$
05	Estrie	Sainte-Catherine-de-Hatley, M	25 802 \$
05	Estrie	Sainte-Cécile-de-Whitton, M	22 500 \$
05	Estrie	Sainte-Edwidge-de-Clifton, CT	56 000 \$
05	Estrie	Saint-Étienne-de-Bolton, M	16 515 \$
05	Estrie	Saint-François-Xavier-de-Brompton, M	20 000 \$
05	Estrie	Saint-Georges-de-Windsor, M	37 000 \$
05	Estrie	Saint-Herménégilde, M	35 000 \$
05	Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton, M	43 510 \$
05	Estrie	Saint-Ludger, M	15 000 \$
05	Estrie	Saint-Malo, M	30 000 \$
05	Estrie	Saint-Robert-Bellarmin, M	10 000 \$
05	Estrie	Saint-Romain, M	26 000 \$
05	Estrie	Saint-Sébastien, M	35 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

RA		Municipalité	Annonce
05	Estrie	Saint-Venant-de-Paquette, M	8 000 \$
05	Estrie	Scotstown, V	20 000 \$
05	Estrie	Sherbrooke, V	20 100 \$
05	Estrie	Stanstead, CT	27 061 \$
05	Estrie	Stanstead, V	17 354 \$
05	Estrie	Stanstead-Est, M	25 000 \$
05	Estrie	Stoke, M	39 000 \$
05	Estrie	Stornoway, M	12 000 \$
05	Estrie	Stratford, CT	25 000 \$
05	Estrie	Stukely-Sud, VL	22 496 \$
05	Estrie	Ulverton, M	100 000 \$
05	Estrie	Valcourt, CT	15 000 \$
05	Estrie	Valcourt, V	5 000 \$
05	Estrie	Val-Joli, M	11 000 \$
05	Estrie	Val-Racine, M	25 000 \$
05	Estrie	Waterville, V	75 000 \$
05	Estrie	Weedon, M	17 500 \$
05	Estrie	Westbury, CT	20 000 \$
05	Estrie	Wotton, M	24 000 \$
07	Outaouais	Alleyne-et-Cawood, M	25 000 \$
07	Outaouais	Aumond, CT	32 435 \$
07	Outaouais	Blue Sea, M	32 435 \$
07	Outaouais	Boileau, M	32 308 \$
07	Outaouais	Bois-Franc, M	32 442 \$
07	Outaouais	Bouchette, M	82 435 \$
07	Outaouais	Bowman, M	35 000 \$
07	Outaouais	Bristol, M	50 000 \$
07	Outaouais	Bryson, M	35 000 \$
07	Outaouais	Campbell's Bay, M	40 000 \$
07	Outaouais	Cantley, M	32 435 \$
07	Outaouais	Cayamant, M	32 435 \$
07	Outaouais	Chelsea, M	32 435 \$
07	Outaouais	Chénéville, M	25 000 \$
07	Outaouais	Chichester, CT	45 000 \$
07	Outaouais	Clarendon, M	60 000 \$
07	Outaouais	Déléage, M	32 435 \$
07	Outaouais	Denholm, M	182 435 \$
07	Outaouais	Duhamel, M	15 000 \$
07	Outaouais	Egan-Sud, M	32 435 \$
07	Outaouais	Fassett, M	16 000 \$
07	Outaouais	Fort-Coulonge, VL	80 000 \$
07	Outaouais	Gatineau, V	106 701 \$
07	Outaouais	Gracefield, V	32 435 \$
07	Outaouais	Grand-Remous, M	32 435 \$
07	Outaouais	Kazabazua, M	32 435 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal
Montants accordés par région administrative
Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
07	Outaouais	La Pêche, M	32 435 \$
07	Outaouais	Lac-des-Plages, M	15 000 \$
07	Outaouais	Lac-Sainte-Marie, M	82 435 \$
07	Outaouais	Lac-Simon, M	20 000 \$
07	Outaouais	L'Ange-Gardien, M	21 000 \$
07	Outaouais	L'Île-du-Grand-Calumet, M	15 000 \$
07	Outaouais	L'Isle-aux-Allumettes, M	60 000 \$
07	Outaouais	Litchfield, M	20 000 \$
07	Outaouais	Lochaber, CT	11 000 \$
07	Outaouais	Lochaber-Partie-Ouest, CT	16 000 \$
07	Outaouais	Low, CT	32 435 \$
07	Outaouais	Maniwaki, V	132 435 \$
07	Outaouais	Mansfield-et-Pontefract, M	100 000 \$
07	Outaouais	Mayo, M	12 000 \$
07	Outaouais	Messines, M	32 435 \$
07	Outaouais	Montcerf-Lytton, M	32 435 \$
07	Outaouais	Montebello, M	23 650 \$
07	Outaouais	Montpellier, M	32 000 \$
07	Outaouais	Mulgrave-et-Derry, M	40 000 \$
07	Outaouais	Namur, M	31 000 \$
07	Outaouais	Notre-Dame-de-Bonsecours, M	25 692 \$
07	Outaouais	Notre-Dame-de-la-Paix, M	15 000 \$
07	Outaouais	Notre-Dame-de-la-Salette, M	30 000 \$
07	Outaouais	Otter Lake, M	35 648 \$
07	Outaouais	Papineauville, M	17 655 \$
07	Outaouais	Plaisance, M	45 000 \$
07	Outaouais	Pontiac, M	120 000 \$
07	Outaouais	Portage-du-Fort, VL	29 000 \$
07	Outaouais	Rapides-des-Joachims, M	15 000 \$
07	Outaouais	Ripon, M	15 000 \$
07	Outaouais	Saint-André-Avellin, M	20 650 \$
07	Outaouais	Saint-Émile-de-Suffolk, M	7 000 \$
07	Outaouais	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau, M	32 435 \$
07	Outaouais	Saint-Sixte, M	15 000 \$
07	Outaouais	Shawville, M	80 000 \$
07	Outaouais	Sheenboro, M	25 000 \$
07	Outaouais	Thorne, M	30 000 \$
07	Outaouais	Thurso, V	15 000 \$
07	Outaouais	Val-des-Bois, M	30 000 \$
07	Outaouais	Val-des-Monts, M	32 435 \$
07	Outaouais	Waltham, M	35 000 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Angliers, VL	32 000 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Authier, M	10 000 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Authier-Nord, M	16 582 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Barraute, M	25 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

RA	Municipalité	Annonce
08	Abitibi-Témiscamingue	Béarn, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Belcourt, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Belleterre, V
08	Abitibi-Témiscamingue	Berry, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Chazel, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Clermont, CT
08	Abitibi-Témiscamingue	Duhamel-Ouest, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Duparquet, V
08	Abitibi-Témiscamingue	Fugèreville, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Gallichan, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Guérin, CT
08	Abitibi-Témiscamingue	Kipawa, M
08	Abitibi-Témiscamingue	La Corne, M
08	Abitibi-Témiscamingue	La Morandière, M
08	Abitibi-Témiscamingue	La Motte, M
08	Abitibi-Témiscamingue	La Reine, M
08	Abitibi-Témiscamingue	La Sarre, V
08	Abitibi-Témiscamingue	Laforce, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Landrienne, CT
08	Abitibi-Témiscamingue	Latulipe-et-Gaboury, CU
08	Abitibi-Témiscamingue	Launay, CT
08	Abitibi-Témiscamingue	Laverlochère, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Lorrainville, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Macamic, V
08	Abitibi-Témiscamingue	Malartic, V
08	Abitibi-Témiscamingue	Moffet, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Nédélec, CT
08	Abitibi-Témiscamingue	Notre-Dame-du-Nord, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Palmarolle, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Poularies, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Preissac, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Rapide-Danseur, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Rémigny, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Rivière-Héva, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Rochebaucourt, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Roquemaure, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda, V
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Bruno-de-Guigues, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Dominique-du-Rosaire, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Édouard-de-Fabre, P
08	Abitibi-Témiscamingue	Sainte-Germaine-Boulé, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Sainte-Hélène-de-Mancebourg, P
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Eugène-de-Guigues, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Félix-de-Dalquier, M
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Marc-de-Figuery, P

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

RA	Municipalité	Annonce
08 Abitibi-Témiscamingue	Senneterre, P	18 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Senneterre, V	51 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Taschereau, M	22 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Témiscaming, V	1 547 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Témiscamingue, MRC	11 800 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Trécesson, CT	21 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Val-d'Or, V	290 069 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Val-Saint-Gilles, M	15 000 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	Ville-Marie, V	1 413 \$
09 Côte-Nord	Forestville, V	15 000 \$
09 Côte-Nord	Les Bergeronnes, M	15 000 \$
09 Côte-Nord	Pointe-aux-Outardes, VL	10 000 \$
09 Côte-Nord	Sacré-Coeur, M	9 055 \$
09 Côte-Nord	Tadoussac, VL	10 000 \$
10 Nord-du-Québec	GR d'Eeyou Istchee Baie-James, M	36 056 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure, V	12 473 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Cap-Chat, V	10 000 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Caplan, M	10 913 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Carleton-sur-Mer, V	16 196 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Casapédia-Saint-Jules, M	4 020 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Chandler, V	28 462 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Escuminac, M	8 053 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Grande-Rivière, V	10 000 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Grande-Vallée, M	9 500 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Grosse-Île, M	15 000 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Hope Town, M	2 769 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Hope, CT	6 890 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	L'Ascension-de-Patapédia, M	5 215 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine, M	36 000 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Maria, M	14 525 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Matapédia, M	5 210 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Murdochville, V	10 000 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	New Carlisle, M	4 250 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	New Richmond, V	17 800 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Nouvelle, M	15 800 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Paspébiac, V	14 913 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Percé, V	10 000 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Petite-Vallée, M	5 000 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Pointe-à-la-Croix, M	5 780 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Port-Daniel-Gascons, M	14 100 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Ristigouche-Partie-Sud-Est, CT	3 450 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-Alexis-de-Matapédia, M	6 056 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-Alphonse, M	5 825 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-André-de-Restigouche, M	6 256 \$
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Sainte-Anne-des-Monts, V	10 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-Elzéar, M	3 980 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, M	10 000 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Sainte-Thérèse-de-Gaspé, M	5 000 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-François-d'Assise, M	5 110 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-Godefroi, CT	5 627 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-Maxime-du-Mont-Louis, M	10 000 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-Siméon, P	7 823 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Shigawake, M	3 496 \$
12	Chaudière-Appalaches	Adstock, M	64 122 \$
12	Chaudière-Appalaches	Armagh, M	15 199 \$
12	Chaudière-Appalaches	Beauceville, V	19 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Beaulac-Garthby, M	20 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Beaumont, M	32 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Berthier-sur-Mer, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Cap-Saint-Ignace, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Disraeli, P	45 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Disraeli, V	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	East Broughton, M	25 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Frampton, M	27 050 \$
12	Chaudière-Appalaches	Honfleur, M	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Irlande, M	20 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	La Durantaye, P	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	La Guadeloupe, VL	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Lac-Etchemin, M	69 804 \$
12	Chaudière-Appalaches	Lac-Frontière, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Lac-Poulin, VL	12 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Laurier-Station, VL	50 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Lévis, V	79 052 \$
12	Chaudière-Appalaches	L'Islet, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Lotbinière, M	20 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Montmagny, V	150 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, P	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins, P	45 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-du-Rosaire, M	25 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sacré-Coeur-de-Jésus, P	45 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Adalbert, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Adrien-d'Irlande, M	40 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Agapit, M	30 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Alfred, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Anselme, M	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, P	6 020 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Antoine-de-Tilly, M	50 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Apollinaire, M	50 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Aubert, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Benjamin, M	64 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Benoît-Labre, M	20 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Bernard, M	24 750 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Camille-de-Lellis, P	54 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Charles-de-Bellechasse, M	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Côme-Linière, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Cyprien, P	90 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Cyrille-de-Lessard, P	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Damase-de-L'Islet, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Damien-de-Buckland, P	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Agathe-de-Lotbinière, M	30 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Apolline-de-Patton, P	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Aurélie, M	30 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Claire, M	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Clotilde-de-Beauce, M	43 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Croix, M	25 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Édouard-de-Lotbinière, P	50 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Félicité, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine, P	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Justine, M	39 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Louise, P	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Lucie-de-Beauregard, M	20 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Elzéar, M	27 900 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Marguerite, P	37 500 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Marie, V	32 400 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Éphrem-de-Beauce, M	19 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Praxède, P	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Rose-de-Watford, M	45 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Sabine, P	44 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Évariste-de-Forsyth, M	46 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Fabien-de-Panet, P	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Flavien, M	40 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Fortunat, M	40 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, M	50 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Frédéric, P	27 900 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Gédéon-de-Beauce, M	22 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Gervais, M	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Henri, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Hilaire-de-Dorset, P	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Honoré-de-Shenley, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Isidore, M	36 500 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Jacques-de-Leeds, M	25 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, P	40 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Jean-Port-Joli, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Joseph-de-Beauce, V	18 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Joseph-de-Coleraine, M	50 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Joseph-des-Érables, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Jules, P	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Julien, M	30 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Just-de-Bretenières, M	20 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Lambert-de-Lauzon, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Lazare-de-Bellechasse, M	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Léon-de-Standon, P	54 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Louis-de-Gonzague, M	69 401 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Luc-de-Bellechasse, M	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Magloire, M	64 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Malachie, P	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Marcel, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Martin, P	28 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Michel-de-Bellechasse, M	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Narcisse-de-Beaurivage, P	20 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Nazaire-de-Dorchester, P	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Nérée-de-Bellechasse, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Odilon-de-Cranbourne, P	32 511 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Omer, M	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Pamphile, V	50 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Patrice-de-Beaurivage, M	50 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Paul-de-Montminy, M	20 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Philémon, P	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Philibert, M	17 608 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Pierre-de-Broughton, M	45 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, P	8 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Prosper, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Raphaël, M	14 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-René, P	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Roch-des-Aulnaies, P	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saints-Anges, P	22 900 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Séverin, P	10 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Simon-les-Mines, M	31 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Sylvestre, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Théophile, M	25 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Victor, M	15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Zacharie, M	23 148 \$
12	Chaudière-Appalaches	Scott, M	12 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Tourville, M	25 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Tring-Jonction, VL	22 100 \$
12	Chaudière-Appalaches	Val-Alain, M	30 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Vallée-Jonction, M	15 000 \$
14	Lanaudière	Berthierville, V	11 000 \$
14	Lanaudière	Charlemagne, V	5 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
14	Lanaudière	Chertsey, M	17 500 \$
14	Lanaudière	Entrelacs, M	55 000 \$
14	Lanaudière	La Visitation-de-l'Île-Dupas, M	4 000 \$
14	Lanaudière	Lanoraie, M	12 500 \$
14	Lanaudière	L'Assomption, V	8 691 \$
14	Lanaudière	Lavaltrie, V	19 500 \$
14	Lanaudière	L'Épiphanie, P	6 000 \$
14	Lanaudière	L'Épiphanie, V	5 000 \$
14	Lanaudière	Mandeville, M	20 000 \$
14	Lanaudière	Mascouche, V	20 000 \$
14	Lanaudière	Matawinie, MRC	3 793 \$
14	Lanaudière	Notre-Dame-de-la-Merci, M	25 000 \$
14	Lanaudière	Notre-Dame-des-Prairies, V	6 000 \$
14	Lanaudière	Rawdon, M	36 000 \$
14	Lanaudière	Repentigny, V	8 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Alexis, M	5 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Alphonse-Rodriguez, M	30 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Barthélemy, P	16 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Calixte, M	19 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Charles-Borromée, M	6 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Cléophas-de-Brandon, M	4 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Côme, M	17 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Cuthbert, M	18 500 \$
14	Lanaudière	Saint-Damien, P	16 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Didace, P	17 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Donat, M	31 861 \$
14	Lanaudière	Sainte-Béatrix, M	12 000 \$
14	Lanaudière	Sainte-Élisabeth, M	10 000 \$
14	Lanaudière	Sainte-Émélie-de-l'Énergie, M	12 000 \$
14	Lanaudière	Sainte-Geneviève-de-Berthier, M	8 500 \$
14	Lanaudière	Sainte-Julienne, M	27 000 \$
14	Lanaudière	Sainte-Marcelline-de-Kildare, M	10 500 \$
14	Lanaudière	Saint-Esprit, M	6 200 \$
14	Lanaudière	Saint-Félix-de-Valois, M	18 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Gabriel, V	19 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Gabriel-de-Brandon, M	11 400 \$
14	Lanaudière	Saint-Ignace-de-Loyola, M	8 500 \$
14	Lanaudière	Saint-Jean-de-Matha, M	23 646 \$
14	Lanaudière	Saint-Lin-Laurentides, V	50 973 \$
14	Lanaudière	Saint-Michel-des-Saints, M	31 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Norbert, P	6 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Roch-de-l'Achigan, M	14 000 \$
14	Lanaudière	Saint-Roch-Ouest, M	1 800 \$
14	Lanaudière	Saint-Zénon, M	13 500 \$
14	Lanaudière	Terrebonne, V	37 717 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
15	Laurentides	Amherst, CT	23 000 \$
15	Laurentides	Arundel, CT	35 000 \$
15	Laurentides	Barkmere, V	30 000 \$
15	Laurentides	Brébeuf, P	17 000 \$
15	Laurentides	Brownsburg-Chatham, V	20 000 \$
15	Laurentides	Chute-Saint-Philippe, M	20 000 \$
15	Laurentides	Deux-Montagnes, V	17 209 \$
15	Laurentides	Ferme-Neuve, M	226 000 \$
15	Laurentides	Grenville, VL	40 000 \$
15	Laurentides	Grenville-sur-la-Rouge, M	20 000 \$
15	Laurentides	Harrington, CT	20 000 \$
15	Laurentides	Huberdeau, M	18 000 \$
15	Laurentides	Ivry-sur-le-Lac, M	10 000 \$
15	Laurentides	Kiamika, M	18 000 \$
15	Laurentides	La Conception, M	75 000 \$
15	Laurentides	La Macaza, M	61 000 \$
15	Laurentides	La Minerve, M	17 000 \$
15	Laurentides	Labelle, M	20 000 \$
15	Laurentides	Lac-des-Écorces, M	20 000 \$
15	Laurentides	Lac-des-Seize-Îles, M	40 000 \$
15	Laurentides	Lac-du-Cerf, M	17 000 \$
15	Laurentides	Lachute, V	50 000 \$
15	Laurentides	Lac-Saguay, VL	15 000 \$
15	Laurentides	Lac-Saint-Paul, M	15 000 \$
15	Laurentides	Lac-Supérieur, M	66 000 \$
15	Laurentides	Lantier, M	40 000 \$
15	Laurentides	L'Ascension, M	20 000 \$
15	Laurentides	Mille-Isles, M	31 500 \$
15	Laurentides	Mirabel, V	100 000 \$
15	Laurentides	Montcalm, M	40 000 \$
15	Laurentides	Mont-Laurier, V	80 000 \$
15	Laurentides	Mont-Saint-Michel, M	75 000 \$
15	Laurentides	Mont-Tremblant, V	45 000 \$
15	Laurentides	Morin-Heights, M	50 000 \$
15	Laurentides	Nominingue, M	24 000 \$
15	Laurentides	Notre-Dame-de-Pontmain, M	32 597 \$
15	Laurentides	Notre-Dame-du-Laus, M	15 000 \$
15	Laurentides	Piedmont, M	10 000 \$
15	Laurentides	Pointe-Calumet, M	32 330 \$
15	Laurentides	Prévost, V	20 000 \$
15	Laurentides	Rivière-Rouge, V	54 000 \$
15	Laurentides	Saint-Adolphe-d'Howard, M	20 000 \$
15	Laurentides	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, M	40 000 \$
15	Laurentides	Saint-André-d'Argenteuil, M	20 000 \$
15	Laurentides	Saint-Colomban, V	50 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
15	Laurentides	Sainte-Adèle, V	10 000 \$
15	Laurentides	Sainte-Agathe-des-Monts, V	10 000 \$
15	Laurentides	Sainte-Anne-des-Lacs, P	20 000 \$
15	Laurentides	Sainte-Anne-du-Lac, M	18 000 \$
15	Laurentides	Sainte-Lucie-des-Laurentides, M	50 000 \$
15	Laurentides	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, V	20 000 \$
15	Laurentides	Sainte-Sophie, M	40 250 \$
15	Laurentides	Sainte-Thérèse, V	6 904 \$
15	Laurentides	Saint-Faustin-Lac-Carré, M	17 000 \$
15	Laurentides	Saint-Hippolyte, M	24 250 \$
15	Laurentides	Saint-Jérôme, V	15 327 \$
15	Laurentides	Saint-Sauveur, V	20 000 \$
15	Laurentides	Val-David, VL	20 000 \$
15	Laurentides	Val-des-Lacs, M	40 000 \$
15	Laurentides	Val-Morin, M	20 000 \$
15	Laurentides	Wentworth, CT	25 000 \$
15	Laurentides	Wentworth-Nord, M	25 000 \$
16	Montérégie	Abercorn, VL	20 000 \$
16	Montérégie	Acton Vale, V	15 000 \$
16	Montérégie	Ange-Gardien, M	12 000 \$
16	Montérégie	Beauharnois, V	24 000 \$
16	Montérégie	Bedford, CT	25 000 \$
16	Montérégie	Bedford, V	45 000 \$
16	Montérégie	Béthanie, M	20 000 \$
16	Montérégie	Bolton-Ouest, M	15 000 \$
16	Montérégie	Boucherville, V	16 350 \$
16	Montérégie	Brigham, M	15 000 \$
16	Montérégie	Brome, VL	15 000 \$
16	Montérégie	Calixa-Lavallée, M	5 500 \$
16	Montérégie	Candiac, V	7 485 \$
16	Montérégie	Carignan, V	20 378 \$
16	Montérégie	Contrecoeur, V	10 250 \$
16	Montérégie	Coteau-du-Lac, V	11 000 \$
16	Montérégie	Delson, V	5 000 \$
16	Montérégie	Dundee, CT	13 512 \$
16	Montérégie	Dunham, V	30 000 \$
16	Montérégie	East Farnham, M	10 000 \$
16	Montérégie	Elgin, M	14 770 \$
16	Montérégie	Farnham, V	25 000 \$
16	Montérégie	Franklin, M	16 543 \$
16	Montérégie	Frelighsburg, M	107 000 \$
16	Montérégie	Godmanchester, CT	17 593 \$
16	Montérégie	Granby, V	32 684 \$
16	Montérégie	Havelock, CT	13 598 \$
16	Montérégie	Hemmingford, CT	17 611 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
16	Montérégie	Hemmingford, VL	11 750 \$
16	Montérégie	Henryville, M	12 000 \$
16	Montérégie	Hinchinbrooke, M	18 033 \$
16	Montérégie	Howick, M	11 629 \$
16	Montérégie	Huntingdon, V	13 491 \$
16	Montérégie	La Prairie, V	7 813 \$
16	Montérégie	La Présentation, M	117 000 \$
16	Montérégie	Lac-Brome, V	51 278 \$
16	Montérégie	Lacolle, M	16 781 \$
16	Montérégie	Les Cèdres, M	11 000 \$
16	Montérégie	Les Coteaux, M	70 000 \$
16	Montérégie	Longueuil, V	5 550 \$
16	Montérégie	Marieville, V	11 343 \$
16	Montérégie	Massueville, VL	10 000 \$
16	Montérégie	Mercier, V	100 000 \$
16	Montérégie	Mont-Saint-Grégoire, M	10 000 \$
16	Montérégie	Napierville, M	14 560 \$
16	Montérégie	Notre-Dame-de-Stanbridge, M	30 000 \$
16	Montérégie	Noyan, M	87 000 \$
16	Montérégie	Ormstown, M	25 410 \$
16	Montérégie	Otterburn Park, V	7 947 \$
16	Montérégie	Pike River, M	10 000 \$
16	Montérégie	Pointe-des-Cascades, VL	12 000 \$
16	Montérégie	Pointe-Fortune, VL	12 000 \$
16	Montérégie	Rigaud, V	12 000 \$
16	Montérégie	Rivière-Beaudette, M	12 000 \$
16	Montérégie	Rougemont, M	11 000 \$
16	Montérégie	Roxton Falls, VL	15 000 \$
16	Montérégie	Roxton Pond, M	16 500 \$
16	Montérégie	Roxton, CT	11 000 \$
16	Montérégie	Saint-Aimé, M	12 000 \$
16	Montérégie	Saint-Alexandre, M	12 000 \$
16	Montérégie	Saint-Alphonse-de-Granby, M	45 000 \$
16	Montérégie	Saint-Amable, M	10 000 \$
16	Montérégie	Saint-Anicet, M	20 635 \$
16	Montérégie	Saint-Antoine-sur-Richelieu, M	7 947 \$
16	Montérégie	Saint-Armand, M	70 000 \$
16	Montérégie	Saint-Bernard-de-Lacolle, P	16 532 \$
16	Montérégie	Saint-Bernard-de-Michaudville, M	10 000 \$
16	Montérégie	Saint-Blaise-sur-Richelieu, M	42 205 \$
16	Montérégie	Saint-Bruno-de-Montarville, V	8 176 \$
16	Montérégie	Saint-Césaire, V	12 000 \$
16	Montérégie	Saint-Charles-sur-Richelieu, M	7 947 \$
16	Montérégie	Saint-Chrysostome, M	16 794 \$
16	Montérégie	Saint-Clet, M	12 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
16	Montérégie	Saint-Constant, V	17 272 \$
16	Montérégie	Saint-Cyprien-de-Napierville, M	15 095 \$
16	Montérégie	Saint-David, M	20 000 \$
16	Montérégie	Saint-Denis-sur-Richelieu, M	7 947 \$
16	Montérégie	Saint-Dominique, M	17 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Angèle-de-Monnoir, M	12 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Anne-de-Sabrevois, P	12 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Anne-de-Sorel, M	10 247 \$
16	Montérégie	Sainte-Barbe, M	14 453 \$
16	Montérégie	Sainte-Brigide-d'Iberville, M	12 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Catherine, V	11 308 \$
16	Montérégie	Sainte-Cécile-de-Milton, M	11 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Clotilde, M	15 266 \$
16	Montérégie	Saint-Édouard, M	13 444 \$
16	Montérégie	Sainte-Hélène-de-Bagot, M	20 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Julie, V	12 250 \$
16	Montérégie	Sainte-Justine-de-Newton, M	12 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Madeleine, VL	22 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Marie-Madeleine, P	7 947 \$
16	Montérégie	Sainte-Marthe, M	100 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Martine, M	17 474 \$
16	Montérégie	Sainte-Sabine, M	30 000 \$
16	Montérégie	Sainte-Victoire-de-Sorel, M	5 000 \$
16	Montérégie	Saint-Georges-de-Clarenceville, M	12 343 \$
16	Montérégie	Saint-Gérard-Majella, P	5 000 \$
16	Montérégie	Saint-Hugues, M	17 000 \$
16	Montérégie	Saint-Hyacinthe, V	30 548 \$
16	Montérégie	Saint-Ignace-de-Stanbridge, M	25 000 \$
16	Montérégie	Saint-Isidore, P	49 725 \$
16	Montérégie	Saint-Jacques-le-Mineur, M	14 722 \$
16	Montérégie	Saint-Jean-Baptiste, M	21 947 \$
16	Montérégie	Saint-Jean-sur-Richelieu, V	10 000 \$
16	Montérégie	Saint-Joachim-de-Shefford, M	20 000 \$
16	Montérégie	Saint-Jude, M	9 000 \$
16	Montérégie	Saint-Lazare, V	12 000 \$
16	Montérégie	Saint-Liboire, M	17 000 \$
16	Montérégie	Saint-Louis, M	12 000 \$
16	Montérégie	Saint-Marcel-de-Richelieu, M	13 000 \$
16	Montérégie	Saint-Marc-sur-Richelieu, M	7 947 \$
16	Montérégie	Saint-Mathias-sur-Richelieu, M	20 378 \$
16	Montérégie	Saint-Mathieu, M	3 578 \$
16	Montérégie	Saint-Mathieu-de-Beloeil, M	21 953 \$
16	Montérégie	Saint-Michel, M	15 029 \$
16	Montérégie	Saint-Nazaire-d'Acton, P	16 000 \$
16	Montérégie	Saint-Ours, V	5 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
16	Montérégie	Saint-Patrice-de-Sherrington, M	15 444 \$
16	Montérégie	Saint-Paul-d'Abbotsford, M	10 000 \$
16	Montérégie	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, M	14 258 \$
16	Montérégie	Saint-Philippe, V	5 000 \$
16	Montérégie	Saint-Pie, V	67 000 \$
16	Montérégie	Saint-Polycarpe, M	11 755 \$
16	Montérégie	Saint-Rémi, V	7 165 \$
16	Montérégie	Saint-Robert, M	7 000 \$
16	Montérégie	Saint-Roch-de-Richelieu, M	4 000 \$
16	Montérégie	Saint-Sébastien, M	11 000 \$
16	Montérégie	Saint-Simon, M	17 000 \$
16	Montérégie	Saint-Télesphore, M	30 000 \$
16	Montérégie	Saint-Théodore-d'Acton, M	7 500 \$
16	Montérégie	Saint-Urbain-Premier, M	13 735 \$
16	Montérégie	Saint-Valentin, M	12 893 \$
16	Montérégie	Saint-Valérien-de-Milton, M	19 000 \$
16	Montérégie	Saint-Zotique, M	11 000 \$
16	Montérégie	Salaberry-de-Valleyfield, V	23 911 \$
16	Montérégie	Shefford, CT	35 000 \$
16	Montérégie	Stanbridge East, M	25 000 \$
16	Montérégie	Stanbridge Station, M	15 000 \$
16	Montérégie	Sutton, V	50 000 \$
16	Montérégie	Très-Saint-Rédempteur, M	12 000 \$
16	Montérégie	Très-Saint-Sacrement, P	15 394 \$
16	Montérégie	Upton, M	18 000 \$
16	Montérégie	Varennnes, V	12 000 \$
16	Montérégie	Vaudreuil-sur-le-Lac, VL	16 783 \$
16	Montérégie	Venise-en-Québec, M	11 000 \$
16	Montérégie	Verchères, M	9 000 \$
16	Montérégie	Warden, VL	43 000 \$
16	Montérégie	Waterloo, V	35 000 \$
16	Montérégie	Yamaska, M	10 000 \$
17	Centre-du-Québec	Aston-Jonction, M	12 000 \$
17	Centre-du-Québec	Baie-du-Febvre, M	18 000 \$
17	Centre-du-Québec	Bécancour, V	22 760 \$
17	Centre-du-Québec	Chesterville, M	44 000 \$
17	Centre-du-Québec	Daveluyville, V	20 000 \$
17	Centre-du-Québec	Deschailons-sur-Saint-Laurent, M	20 000 \$
17	Centre-du-Québec	Durham-Sud, M	9 500 \$
17	Centre-du-Québec	Fortierville, M	5 000 \$
17	Centre-du-Québec	Grand-Saint-Esprit, M	5 000 \$
17	Centre-du-Québec	Ham-Nord, CT	20 449 \$
17	Centre-du-Québec	Inverness, M	25 000 \$
17	Centre-du-Québec	Kingsey Falls, V	16 000 \$
17	Centre-du-Québec	La Visitation-de-Yamaska, M	15 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
17	Centre-du-Québec	Laurierville, M	18 000 \$
17	Centre-du-Québec	L'Avenir, M	11 416 \$
17	Centre-du-Québec	Lefebvre, M	10 000 \$
17	Centre-du-Québec	Lemieux, M	7 000 \$
17	Centre-du-Québec	Lyster, M	30 000 \$
17	Centre-du-Québec	Maddington Falls, M	12 000 \$
17	Centre-du-Québec	Manseau, M	10 000 \$
17	Centre-du-Québec	Nicolet, V	20 000 \$
17	Centre-du-Québec	Notre-Dame-de-Ham, M	13 000 \$
17	Centre-du-Québec	Notre-Dame-de-Lourdes, P	6 500 \$
17	Centre-du-Québec	Notre-Dame-du-Bon-Conseil, P	17 000 \$
17	Centre-du-Québec	Notre-Dame-du-Bon-Conseil, VL	6 000 \$
17	Centre-du-Québec	Parisville, P	9 000 \$
17	Centre-du-Québec	Pierreville, M	15 000 \$
17	Centre-du-Québec	Plessisville, P	21 000 \$
17	Centre-du-Québec	Princeville, V	34 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Albert, M	18 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Bonaventure, M	8 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Célestin, M	18 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Célestin, VL	12 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Christophe-d'Arthabaska, P	12 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Cyrille-de-Wendover, M	19 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Brigitte-des-Saults, P	25 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Cécile-de-Lévrard, P	12 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Clotilde-de-Horton, M	19 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Edmond-de-Grantham, P	15 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Élizabeth-de-Warwick, M	14 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Eulalie, M	18 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Françoise, M	8 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Hélène-de-Chester, M	20 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Elphège, P	14 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Marie-de-Blandford, M	10 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Monique, M	10 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Perpétue, P	12 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Séraphine, P	13 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Sophie-de-Lévrard, P	9 000 \$
17	Centre-du-Québec	Sainte-Sophie-d'Halifax, M	16 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Eugène, M	20 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Félix-de-Kingsey, M	25 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Ferdinand, M	25 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-François-du-Lac, M	15 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Germain-de-Grantham, M	25 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Guillaume, M	12 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Léonard-d'Aston, M	17 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Louis-de-Blandford, M	15 000 \$

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

Année 2016-2017

	RA	Municipalité	Annonce
17	Centre-du-Québec	Saint-Lucien, M	20 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Majorique-de-Grantham, P	15 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Norbert-d'Arthabaska, M	17 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Pie-de-Guire, P	8 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Pierre-Baptiste, P	38 117 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Pierre-les-Becquets, M	11 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Rémi-de-Tingwick, M	16 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Rosaire, P	16 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Samuel, M	17 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saints-Martyrs-Canadiens, P	13 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Sylvère, M	10 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Valère, M	16 000 \$
17	Centre-du-Québec	Saint-Wenceslas, M	15 000 \$
17	Centre-du-Québec	Tingwick, M	32 000 \$
17	Centre-du-Québec	Victoriaville, V	24 000 \$
17	Centre-du-Québec	Villeroy, M	13 500 \$
17	Centre-du-Québec	Warwick, V	21 000 \$
17	Centre-du-Québec	Wickham, M	14 000 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

	Agence métropolitaine de Montréal	ANNÉE 2016 au 31 décembre
	La Prairie	14 948
	Candiac	13 476
	Delson	5 036
	Sainte-Catherine	11 369
	Saint-Constant	17 979
	Mercier	8 673
	Châteauguay	28 447
	Léry	1 727
	Beauharnois	6 387
	L'Île-Perrot	6 958
	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 363
	Pincourt	2 574
	Terrasse-Vaudreuil	1 333
	Vaudreuil-Dorion	22 946
	Vaudreuil-sur-le-lac	289
	Hudson	3 753
	Saint-Lazare	13 363
	Charlemagne	4 097
	Repentigny	54 841
	Terrebone	71 798
	Mascouche	30 668
	Saint-Eustache	28 046
	Deux-Montagnes	10 618
	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	11 561
	Pointe-Calumet	4 325
	Saint-Joseph-du-Lac	4 626
	Boisbriand	16 383
	Sainte-Thérèse	16 020
	Blainville	36 510
	Rosemère	9 310
	Lorraine	6 204
	Bois-des-Filion	6 359
	Sainte-Anne-des-Plaines	8 991
	Saint-Jérôme	45 631
	Verchères	3 880
	Saint-Sulpice	2 493
	Contrecoeur	5 467
	L'Assomption	14 217
	Mirabel	33 656
	Longueuil	
	Longueuil	132 891
	Brossard	47 485
	Saint-Lambert	12 167
	Boucherville	25 025
	Saint-Bruno-de-Montarville	16 616
	Laval	
	Laval	238 371
	Montréal	
	Montréal	646 499
	Montréal-Est	1 770
	Westmount	9 135
	Montréal-Ouest	2 524
	Côte-Saint-Luc	15 406
	Hampstead	3 853
	Mont-Royal	9 959
	Dorval	10 632
	Pointe-Claire	17 771
	Kirkland	12 779
	Beaconsfield	11 877
	Baie d'Urfé	2 328
	Sainte-Anne-de-Bellevue	2 575
	Senneville	617
	Dollard-des-Ormeaux	27 450

Communauté métropolitaine de Québec	2016 au 31 décembre
Région de Québec	
Boischatel	4 787
Wendake	1 464
Lévis	
Lévis	92 495
Québec	
Québec	293 011
Saint-Augustin-de-Desmaures	13 002
Ancienne-Lorette	10 784

Outaouais	2016 au 31 décembre
Gatineau	158 756
Cantley	7 430
Chelsea	4 882

Autres régions	2016 au 31 décembre
Sherbrooke	94 183
Saguenay	93 543
Trois-Rivières	84 705

Statistiques d’achalandage 2015 des organismes publics de transport en commun.

AOT	2015 ¹
Société de transport de Montréal	413 300 000
Réseau de transport de la Capitale	45 200 000
Réseau de transport de Longueuil	33 290 816
Société de transport de Laval	21 581 982
Société de transport de l'Outaouais	19 004 170
Société de transport de Sherbrooke	7 645 200
Société de transport du Saguenay	4 302 272
Société de transport de Lévis	3 970 849
Société de transport de Trois-Rivières	3 450 263
A.M.T. (autobus)	1 525 800
A.M.T. (trains de banlieue)	18 824 300

Note 1 : Données préliminaires en date du 2 mars 2017

OMIT et CIT	2015¹
Chambly-Richelieu-Carignan	1 230 094
Vallée-du-Richelieu	2 067 620
Sorel-Varennes	1 440 829
Sainte-Julie	695 859
Laurentides	6 699 047
Haut-Saint-Laurent	217 481
Le Richelain	1 720 000
Roussillon	1 300 000
Sud-Ouest	1 969 800
Presqu'Île	747 110
CRT Lanaudière	5 681 290
Rouyn-Noranda	118 352
Val-d'Or	50 000
Rimouski	147 000
Drummondville	427 702
Victoriaville	155 000
Thetford-Mines	39 660
Saint-Georges	78 500
Baie-Comeau	63 312
Sept-Îles	24 227
Granby	291 508
R.T.C. de Shawinigan	262 917
Salaberry-de-Valleyfield	50 000
Mont-Tremblant	114 243
Saint-Jean-sur-Richelieu	1 752 578
Alma	7 148

Note 1 : Données préliminaires en date du 2 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 34

Titre

Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé en aides financières en 2016-2017, avec ventilation des montants versés par organisme et par projet. Fournir la liste des projets refusés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Liste des projets autorisés en 2016-2017

L'annexe présente les projets d'immobilisation en transport en commun qui ont été autorisés par le ministre en 2016-2017 dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) 2014-2019. La contribution gouvernementale totale de la SOFIL à ces projets se chiffre à près de 11,2 M\$, dont 5,7 M\$ (51 %) proviennent du gouvernement provincial et 5,5 M\$ (49 %) du gouvernement fédéral.

Liste des projets refusés en 2016-2017

Aucun projet pour la SOFIL n'a été refusé pendant l'année 2016-2017. Les organismes s'enquièrent généralement de l'admissibilité de leurs projets avant d'effectuer une demande d'aide financière formelle au Ministère.

ANNEXE 1

Projets de transport collectif autorisés par le Ministère en 2016-2017 dans le cadre de la SOFIL

PROJETS APPROUVÉS EN 2016-2017	Montant autorisé ¹
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	
Équipements de roues d'autobus articulé	119 048 \$
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL	
Abribus	705 270 \$
Véhicule de service supplémentaire	30 149 \$
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS	
Réfection de la toiture	72 286 \$
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY	
Terminus léger sur le boulevard Barrette	40 783 \$
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE	
Réservoir d'eau chaude (remplacement)	30 922 \$
Outillage et équipement (bassin de lavage)	45 443 \$
Outillage et équipement (poste de ravitaillement, équilibrage des roues, travaux en hauteur)	87 809 \$
Boîte de perception	26 772 \$
Outillage (démonte-pneu)	22 201 \$
Ligne de vie	80 093 \$
Véhicule de service (Dépanneuse classe F)	301 777 \$
CONSEIL INTERMUNICIPAL DE TRANSPORT PRESQU'ÎLE	
Acquisition et installation de 10 abribus	87 752 \$
CONSEIL INTERMUNICIPAL DE TRANSPORT ROUSSILLON	
Interconnectivité des données SAEIV/WEB	39 574 \$
CONSEIL INTERMUNICIPAL DE TRANSPORT SUD-OUEST	
Information aux voyageurs	2 385 093 \$
Acquisition de deux boîtes de perception	77 631 \$
Acquisition d'un abribus (Châteauguay)	11 088 \$
Acquisition d'équipements de vente et de perception	8 722 \$
Acquisition et installation de 43 supports à vélo	63 394 \$
Acquisition et installation de 7 abribus à Beauharnois	77 618 \$
CONSEIL INTERMUNICIPAL DE TRANSPORT VALLÉE-DU-RICHELIEU	
Acquisition d'un système d'information aux voyageurs	2 114 992 \$
Abribus	91 264 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE TRANSPORT DE LANAUDIÈRE	
Système d'information aux voyageurs – Phase 1	2 594 881 \$
Système d'information aux voyageurs – Phase 2	1 966 410 \$
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU (Ville de)	
Acquisition de 8 abribus	39 098 \$
SHAWINIGAN (Régie municipale de transport en commun)	
Acquisition de 4 bornes d'information	22 052 \$
Acquisition d'un système de perception pour le transport adapté	10 216 \$
Système de perception Accès-Bus	15 325 \$

¹ Le montant autorisé correspond à 85 % des dépenses admissibles. Les projets figurant dans la liste ont tous été autorisés dans le cadre de la SOFIL 2014-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 35

Titre

Liste et détail des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère, avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, au cours de l'année 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun contrat de démolition **sans** reconstruction n'a été octroyé par le Ministère en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 36

Titre	
Liste et détail des montants consacrés par le ministère en 2016-2017 à l'inspection et l'entretien des ponts, des viaducs et d'autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien ou inspection). Fournir les prévisions pour 2017-2018.	
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)	
Montant prévu consacré par le MTMDET aux structures :	
Exercice financier	Montant¹ (M\$)
2016-2017	1 207,0
<p>¹ Le montant correspond aux activités connexes (honoraires professionnels, services publics et activités immobilières) et aux travaux relatifs aux projets de structures du Ministère (réseau supérieur) et de structures municipales (réseau municipal sous la responsabilité du Ministère), selon la programmation initiale respective. La contribution des partenaires est incluse. Il ne comprend pas les frais généraux (administration, rémunération, frais de déplacement, loyer, frais d'intérêt temporaires, etc.).</p> <p>Le Ministère a la gestion d'environ 9 700 structures au Québec, incluant les structures municipales reprises en janvier 2008. En conséquence, il est impossible de fournir dans cette réponse les montants consacrés à l'entretien et à l'inspection de chaque structure car l'information demandée est trop volumineuse.</p> <p>Ainsi, les dépenses d'inspection et d'entretien par structure pourront être fournies sur demande pour des ponts en particulier seulement.</p>	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 37

Titre

Liste détaillée des acquisitions, des dispositions et des ventes de terrains et d'immeubles par le ministère en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir les tableaux :

- Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2016-2017 pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017
- Tableau des ventes d'immeubles en 2016-2017 pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

<div><div>Transports, Mobilité durable et Électrification des transports</div><div>Québec</div><div><div><div></div><div></div><div></div><div></div></div></div></div>				
<div>Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2016-2017</div> <div>pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017</div>				
Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Saint-Bruno-de-Guigues (M)	1 786,00 \$		2016-04-12
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Amos (V)	3 790,00 \$	2016-05-16	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	6 635,00 \$	2016-05-31	
DT Bas-St-Laurent	L'Isle-Verte (M)	201,00 \$		2016-06-15
DT Bas-St-Laurent	Pohénégamook (V)	500,00 \$	2016-08-30	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Jean-de-la-Lande (M)	500,00 \$	2016-08-30	
DT Bas-St-Laurent	Saint-André (M)	500,00 \$	2016-04-20	
DT Bas-St-Laurent	Rimouski (V)	500,00 \$	2016-04-25	
DT Bas-St-Laurent	Lac-au-Saumon (M)	500,00 \$	2016-11-22	
DT Bas-St-Laurent	Amqui (V)	500,00 \$	2016-09-28	
DT Bas-St-Laurent	Cacouna (M)	500,00 \$	2016-06-28	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Alexandre-de-Kamouraska (M)	507,00 \$	2016-10-24	
DT Bas-St-Laurent	Pohénégamook (V)	600,00 \$	2016-10-04	
DT Bas-St-Laurent	L'Isle-Verte (M)	600,00 \$	2016-09-27	
DT Bas-St-Laurent	Cacouna (M)	600,00 \$	2016-08-12	
DT Bas-St-Laurent	La Pocatière (V)	656,00 \$	2016-12-01	
DT Bas-St-Laurent	Saint-François-Xavier-de-Viger (M)	800,00 \$	2017-01-16	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Antonin (M)	850,00 \$	2017-01-13	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Gabriel-de-Rimouski (M)	1 000,00 \$	2016-11-16	
DT Bas-St-Laurent	Lac-au-Saumon (M)	1 000,00 \$	2016-11-18	
DT Bas-St-Laurent	Lac-au-Saumon (M)	1 000,00 \$	2016-10-03	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup (M)	1 000,00 \$	2017-02-22	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Donat (P)	1 000,00 \$	2016-04-28	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Antonin (M)	1 000,00 \$	2016-06-29	
DT Bas-St-Laurent	Amqui (V)	1 200,00 \$	2016-12-21	
DT Bas-St-Laurent	Saint-René-de-Matane (M)	1 200,00 \$		2017-02-16
DT Bas-St-Laurent	Saint-Antonin (M)	1 308,00 \$	2016-08-30	
DT Bas-St-Laurent	Dégelis (V)	1 700,00 \$	2016-11-14	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Antonin (M)	1 700,00 \$	2016-07-22	
DT Bas-St-Laurent	Rimouski (V)	1 731,00 \$	2016-04-08	
DT Bas-St-Laurent	La Pocatière (V)	1 900,00 \$	2016-09-08	
DT Bas-St-Laurent	Dégelis (V)	2 000,00 \$	2016-06-28	
DT Bas-St-Laurent	Val-Brillant (M)	2 000,00 \$	2016-11-17	
DT Bas-St-Laurent	Rimouski (V)	2 150,00 \$	2016-07-14	
DT Bas-St-Laurent	Sainte-Luce (M)	2 700,00 \$	2016-06-16	
DT Bas-St-Laurent	Dégelis (V)	2 750,00 \$	2016-08-11	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Gabriel-de-Rimouski (M)	4 300,00 \$	2016-11-16	
DT Bas-St-Laurent	L'Isle-Verte (M)	5 500,00 \$	2016-07-12	
DT Bas-St-Laurent	Rimouski (V)	6 950,00 \$	2016-04-26	
DT Bas-St-Laurent	Lac-au-Saumon (M)	9 000,00 \$	2016-11-21	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Joseph-de-Lepage (P)	16 000,00 \$	2016-06-14	
DT Bas-St-Laurent	L'Isle-Verte (M)	32 500,00 \$	2016-07-19	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Antonin (M)	65 000,00 \$	2016-11-01	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Honoré-de-Témiscouata (M)	80 000,00 \$	2016-11-17	
DT Bas-St-Laurent	Saint-Honoré-de-Témiscouata (M)	123 000,00 \$	2017-02-10	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Léon-de-Standon (P)	300,00 \$	2016-10-13	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Pierre-de-Broughton (M)	300,00 \$	2016-05-12	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	300,00 \$	2016-04-29	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Pierre-de-Broughton (M)	300,00 \$	2016-05-13	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Léon-de-Standon (P)	400,00 \$	2016-06-20	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Joseph-de-Beauce (V)	400,00 \$	2016-07-18	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Paul-de-Montminy (M)	400,00 \$	2016-11-21	
DT Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-du-Rosaire (M)	400,00 \$	2016-07-22	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Louis-de-Gonzague (M)	400,00 \$	2016-07-13	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Agathe-de-Lotbinière (M)	500,00 \$	2016-06-30	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Apolline-de-Patton (P)	500,00 \$	2017-01-30	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Paul-de-Montminy (M)	500,00 \$	2017-01-11	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Pierre-de-Broughton (M)	500,00 \$	2016-09-28	
DT Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-du-Rosaire (M)	500,00 \$	2016-07-26	

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2016-2017 pour la période du 1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017				
Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Zacharie (M)	500,00 \$	2016-04-11	
DT Chaudière-Appalaches	Disraeli (P)	500,00 \$	2016-09-27	
DT Chaudière-Appalaches	Leclercville (M)	500,00 \$	2016-05-17	
DT Chaudière-Appalaches	Vallée-Jonction (M)	550,00 \$	2016-12-15	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	590,00 \$	2016-06-09	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Apolline-de-Patton (P)	600,00 \$	2016-11-15	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	650,00 \$	2016-06-13	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Raphaël (M)	700,00 \$	2016-10-14	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Paul-de-Montminy (M)	800,00 \$	2017-01-17	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Lambert-de-Lauzon (M)	1 000,00 \$	2016-11-01	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Léon-de-Standon (P)	1 000,00 \$	2016-06-15	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Simon-les-Mines (M)	1 000,00 \$	2016-05-25	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Simon-les-Mines (M)	1 000,00 \$	2017-02-17	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	1 000,00 \$	2106-05-25	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	1 000,00 \$	2016-05-13	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	1 100,00 \$	2016-09-13	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	1 107,00 \$		2016-05-27
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	1 300,00 \$	2016-10-20	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	1 500,00 \$	2016-06-15	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Henri (M)	1 500,00 \$	2016-07-29	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	1 600,00 \$		
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	2 200,00 \$	2016-06-10	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	2 500,00 \$	2016-10-25	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Bernard (M)	2 500,00 \$	2016-06-28	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	2 500,00 \$	2016-04-21	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Gilles (P)	2 500,00 \$	2016-07-14	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Henri (M)	3 000,00 \$	2016-09-19	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Bernard (M)	3 200,00 \$	2016-10-28	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	3 938,00 \$		2016-09-30
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	4 150,00 \$	2016-04-21	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	4 706,00 \$		2016-05-27
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	6 500,00 \$	2106-05-04	
DT Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins (P)	8 000,00 \$	2017-02-20	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Théophile (M)	8 500,00 \$	2016-07-07	
DT Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins (P)	15 000,00 \$	2016-04-12	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Anselme (M)	20 000,00 \$	2016-07-04	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	20 000,00 \$	2016-06-29	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	20 550,00 \$		2016-10-13
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	21 000,00 \$	2016-05-25	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	25 785,00 \$	2016-04-29	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	28 000,00 \$	2016-08-12	
DT Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins (P)	30 000,00 \$	2017-02-20	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	31 200,00 \$	2016-04-12	
DT Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins (P)	35 000,00 \$	2016-04-13	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	35 000,00 \$	2016-04-13	
DT Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins (P)	38 000,00 \$	2016-04-14	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	38 169,00 \$	2016-10-31	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	41 000,00 \$	2016-05-25	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	42 000,00 \$	2016-09-30	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	95 000,00 \$	2017-02-07	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	98 000,00 \$	2016-09-20	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	206 500,00 \$		2016-10-13
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	210 000,00 \$		2016-10-12
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Anselme (M)	250 000,00 \$	2017-02-06	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	343 507,00 \$	2016-07-13	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	350 000,00 \$	2016-07-07	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	364 752,00 \$	2016-05-13	
DT Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins (P)	550 000,00 \$	2016-08-31	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	746 000,00 \$	2016-09-08	
DT Côte-Nord	Pointe-aux-Outardes (VL)	2 800,00 \$	2016-04-25	

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2016-2017
pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Côte-Nord	Les Bergeronnes (M)	8 597,00 \$	2016-12-29	
DT Côte-Nord	Les Bergeronnes (M)	25 000,00 \$	2016-08-30	
DT Côte-Nord	Les Bergeronnes (M)	45 000,00 \$	2016-09-21	
DT Côte-Nord	Les Bergeronnes (M)	93 000,00 \$	2016-09-30	
DT Est-de-la-Montérégie	Upton (M)	1 000,00 \$	2016-11-28	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Liboire (M)	1 200,00 \$	2016-11-29	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Liboire (M)	1 500,00 \$	2016-11-26	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Antoine-sur-Richelieu (M)	2 400,00 \$	2017-01-20	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Antoine-sur-Richelieu (M)	6 500,00 \$	2017-01-30	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Hyacinthe (V)	8 008,00 \$	2016-06-09	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Hyacinthe (V)	15 000,00 \$	2016-05-18	
DT Estrie	Farnham (V)	300,00 \$	2017-01-18	
DT Estrie	Wotton (M)	350,00 \$	2016-05-27	
DT Estrie	Wotton (M)	360,00 \$	2016-05-06	
DT Estrie	Sainte-Edwidge-de-Clifton (CT)	360,00 \$	2016-06-23	
DT Estrie	Sainte-Edwidge-de-Clifton (CT)	380,00 \$	2016-06-29	
DT Estrie	Weedon (M)	390,00 \$	2017-02-24	
DT Estrie	Bonsecours (M)	400,00 \$	2016-09-07	
DT Estrie	Sherbrooke (V)	400,00 \$	2017-01-27	
DT Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton (M)	680,00 \$	2016-08-12	
DT Estrie	Potton (CT)	720,00 \$	2016-09-09	
DT Estrie	Melbourne (CT)	755,00 \$	2016-06-01	
DT Estrie	Potton (CT)	965,00 \$		2016-06-02
DT Estrie	Wotton (M)	1 760,00 \$	2016-07-28	
DT Estrie	Wotton (M)	1 925,00 \$	2016-06-21	
DT Estrie	Nantes (M)	15 000,00 \$	2016-12-09	
DT Estrie	Sherbrooke (V)	19 000,00 \$	2016-08-23	
DT Estrie	Courcelles (M)	32 542,00 \$	2016-08-26	
DT Estrie	Bedford (V)	203 434,00 \$	2016-10-03	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	300,00 \$	2016-07-08	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Cascapédia - Saint-Jules (M)	500,00 \$	2016-04-13	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Cloridorme (CT)	500,00 \$	2016-06-21	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	500,00 \$	2016-09-07	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	600,00 \$	2016-06-10	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	600,00 \$	2016-05-27	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	650,00 \$	2016-11-21	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	650,00 \$	2016-08-18	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	783,00 \$	2016-07-27	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	1 000,00 \$	2016-09-28	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Matapédia (M)	1 100,00 \$	2017-01-11	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	1 106,00 \$	2019-09-19	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	1 175,00 \$		2016-04-25
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Cloridorme (CT)	1 200,00 \$	2016-05-18	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	1 250,00 \$	2016-12-06	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	1 320,00 \$	2016-06-13	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	1 620,00 \$	2016-12-21	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Cloridorme (CT)	2 076,00 \$	2016-05-18	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	3 120,00 \$	2016-07-13	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	3 200,00 \$	2016-10-03	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	4 000,00 \$	2016-06-10	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	4 500,00 \$	2016-05-17	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	5 000,00 \$	2016-10-18	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	5 000,00 \$	2017-01-27	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	5 000,00 \$	2016-06-30	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Carleton-sur-Mer (V)	5 946,00 \$		2016-08-26
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	6 000,00 \$	2016-12-22	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	6 016,00 \$	2016-06-06	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	6 500,00 \$	2016-10-26	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Maria (M)	6 700,00 \$	2016-05-06	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	7 000,00 \$		2016-04-14

**Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2016-2017
pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017**

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	7 624,00 \$	2016-05-20	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	8 000,00 \$	2016-12-22	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	8 000,00 \$	2016-11-16	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	8 000,00 \$	2016-12-22	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	8 800,00 \$	2016-10-03	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	9 000,00 \$	2016-10-27	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	10 000,00 \$	2016-11-21	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	10 000,00 \$	2016-12-01	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	10 000,00 \$	2016-12-02	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Percé (V)	10 000,00 \$	2016-11-03	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Cloridorme (CT)	11 250,00 \$	2016-10-31	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	15 000,00 \$	2016-05-13	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Maria (M)	21 582,00 \$		2016-05-09
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	24 185,00 \$	2016-10-27	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Maria (M)	25 000,00 \$	2016-07-25	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Gaspé (V)	41 204,00 \$	2016-10-27	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Nouvelle (M)	105 000,00 \$	2016-05-19	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	158 000,00 \$	2016-12-01	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	193 000,00 \$	2016-12-22	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	220 000,00 \$	2016-12-01	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	245 000,00 \$	2016-12-01	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Maria (M)	260 000,00 \$	2016-04-06	
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	Chandler (V)	285 000,00 \$	2016-12-01	
DT Ile-de-Montréal	Westmount (V)	1,00 \$		2016-04-28
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	1,00 \$		2016-07-26
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	1,00 \$		2016-07-27
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	1,00 \$		2016-09-12
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	10 000,00 \$	2016-11-24	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	12 500,00 \$	2016-11-28	
DT Ile-de-Montréal	Westmount (V)	103 000,00 \$	2016-08-03	
DT Ile-de-Montréal	Westmount (V)	125 000,00 \$	2016-05-05	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	137 245,00 \$		2016-06-17
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	192 913,00 \$		2016-07-26
DT Ile-de-Montréal	Westmount (V) et autres	544 028,00 \$	2016-04-11	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	590 000,00 \$	2016-11-24	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Calixte (M)	300,00 \$	2016-10-25	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Calixte (M)	300,00 \$	2016-10-26	
DT Laurentides-Lanaudière	Notre-Dame-de-Pontmain (M)	300,00 \$	2017-02-01	
DT Laurentides-Lanaudière	Notre-Dame-de-Pontmain (M)	300,00 \$	2017-01-12	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	364,00 \$	2016-09-07	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Félix-de-Valois (M)	500,00 \$	2017-01-24	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Félix-de-Valois (M)	500,00 \$	2016-11-17	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Colomban (V)	500,00 \$	2016-09-27	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Calixte (M)	600,00 \$	2016-10-25	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Calixte (M)	600,00 \$	2016-09-26	
DT Laurentides-Lanaudière	Grenville-sur-la-Rouge (M)	750,00 \$	2016-10-13	
DT Laurentides-Lanaudière	Wentworth (CT)	800,00 \$	2016-10-18	
DT Laurentides-Lanaudière	Joliette (V)	831,00 \$	2016-11-30	
DT Laurentides-Lanaudière	Joliette (V)	839,00 \$	2016-11-02	
DT Laurentides-Lanaudière	Brownsburg-Chatham (V)	937,00 \$	2016-04-12	
DT Laurentides-Lanaudière	Chertsey (M)	1 000,00 \$	2016-08-31	
DT Laurentides-Lanaudière	Chertsey (M)	1 000,00 \$	2016-10-25	
DT Laurentides-Lanaudière	Chertsey (M)	1 000,00 \$	2016-08-18	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Jean-de-Matha (M)	1 000,00 \$	2016-04-20	
DT Laurentides-Lanaudière	Chertsey (M)	1 112,00 \$	2016-08-31	
DT Laurentides-Lanaudière	Chertsey (M)	1 140,00 \$	2016-09-07	
DT Laurentides-Lanaudière	Chertsey (M)	1 200,00 \$	2016-07-25	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M) et autres	1 211,00 \$	2016-09-29	
DT Laurentides-Lanaudière	Chertsey (M)	1 350,00 \$	2016-10-24	
DT Laurentides-Lanaudière	Joliette (V)	1 921,00 \$	2017-02-17	

**Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2016-2017
pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017**

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Laurentides-Lanaudière	Joliette (V)	8 169,00 \$	2016-10-25	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Calixte (M)	9 000,00 \$	2016-08-05	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Lin - Laurentides (V)	9 600,00 \$	2016-12-09	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Lin - Laurentides (V)	10 702,00 \$	2016-12-09	
DT Laurentides-Lanaudière	La Minerve (M)	11 900,00 \$		2016-04-25
DT Laurentides-Lanaudière	Val-Morin (M)	14 633,00 \$	2016-09-27	
DT Laurentides-Lanaudière	Berthierville (V)	78 669,00 \$	2016-05-25	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Adèle (V)	85 669,00 \$	2016-08-18	
DT Laval-Mille-Îles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	10 192,00 \$	2016-06-20	
DT Laval-Mille-Îles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	23 012,00 \$	2016-10-28	
DT Laval-Mille-Îles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	30 199,00 \$	2016-05-24	
DT Laval-Mille-Îles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	30 607,00 \$	2016-04-29	
DT Laval-Mille-Îles	Saint-Eustache (V)	33 000,00 \$	2016-07-13	
DT Laval-Mille-Îles	Terrebonne (V)	53 119,00 \$	2016-04-19	
DT Laval-Mille-Îles	Terrebonne (V)	72 055,00 \$	2016-04-29	
DT Laval-Mille-Îles	Laval (V)	673 600,00 \$	2016-09-19	
DT Métropolitaine de Montréal	Sainte-Julie (V)	500,00 \$	2016-08-12	
DT Métropolitaine de Montréal	Sainte-Julie (V)	500,00 \$	2016-08-12	
DT Métropolitaine de Montréal	Sainte-Julie (V)	500,00 \$	2016-08-12	
DT Métropolitaine de Montréal	Sainte-Julie (V)	500,00 \$	2016-08-12	
DT Métropolitaine de Montréal	Richelieu (V)	1 282,00 \$	2016-11-08	
DT Métropolitaine de Montréal	Richelieu (V)	1 400,00 \$	2016-11-24	
DT Métropolitaine de Montréal	Varenes (V)	1 500,00 \$	2016-08-12	
DT Métropolitaine de Montréal	Vaudreuil-Dorion (V)	3 600,00 \$	2016-11-29	
DT Métropolitaine de Montréal	Sainte-Julie (V)	21 700,00 \$	2016-08-11	
DT Métropolitaine de Montréal	Sainte-Julie (V)	35 000,00 \$	2016-08-12	
DT Métropolitaine de Montréal	Sainte-Julie (V)	35 500,00 \$	2016-08-16	
DT Métropolitaine de Montréal	L'Île-Perrot (V)	245 000,00 \$	2016-07-13	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Napierville (M)	1,00 \$	2016-10-26	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Napierville (M)	1,00 \$	2016-11-01	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Jacques-le-Mineur (M)	300,00 \$	2016-07-14	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Havelock (CT)	800,00 \$	2016-08-19	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Jacques-le-Mineur (M)	1 000,00 \$	2016-07-14	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Sainte-Justine-de-Newton (M)	1 150,00 \$	2016-12-07	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Havelock (CT)	1 200,00 \$	2016-10-10	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Sainte-Justine-de-Newton (M)	1 500,00 \$	2016-11-28	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Napierville (M)	2 350,00 \$	2016-04-18	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Sainte-Marthe (M)	3 300,00 \$	2016-07-13	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Salaberry-de-Valleyfield (V)	3 700,00 \$	2016-07-12	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Sainte-Justine-de-Newton (M)	3 800,00 \$	2017-01-05	
DT Outaouais	Notre-Dame-de-Bonsecours (M)	348,00 \$	2016-07-13	
DT Outaouais	Saint-André-Avellin (M)	357,00 \$	2016-07-11	
DT Outaouais	Saint-André-Avellin (M)	414,00 \$	2016-06-16	
DT Outaouais	Bouchette (M)	500,00 \$	2016-06-30	
DT Outaouais	La Pêche (M)	1 200,00 \$	2017-01-18	
DT Outaouais	Val-des-Monts (M)	2 943,00 \$	2016-11-15	
DT Outaouais	Chelsea (M)	7 936,00 \$	2017-01-24	
DT Outaouais	Pontiac (M)	10 000,00 \$	2016-12-01	
DT Québec	Neuville (V)	500,00 \$	2016-10-26	
DT Québec	L'Isle-aux-Coudres (M)	500,00 \$	2016-12-14	
DT Québec	L'Isle-aux-Coudres (M)	500,00 \$	2016-12-14	
DT Québec	Sainte-Brigitte-de-Laval (V)	500,00 \$	2017-02-10	
DT Québec	L'Ange-Gardien (M)	500,00 \$	2016-09-30	
DT Québec	Petite-Rivière-Saint-François (M)	893,00 \$	2017-02-22	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	1 000,00 \$	2016-04-14	
DT Québec	Clermont (V)	1 000,00 \$	2016-09-26	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	1 400,00 \$	2016-09-23	
DT Québec	Québec (V)	1 450,00 \$	2016-10-25	
DT Québec	Sainte-Christine-d'Auvergne (M)	1 500,00 \$	2016-12-14	
DT Québec	Deschambault-Grondines (M)	1 500,00 \$	2016-09-29	

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2016-2017
pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Québec	Deschambault-Grondines (M)	1 500,00 \$	2016-04-07	
DT Québec	La Malbaie (V)	1 700,00 \$	2016-09-01	
DT Québec	L'Isle-aux-Coudres (M)	1 800,00 \$	2016-12-14	
DT Québec	Saint-Irénée (P)	1 800,00 \$	2016-09-26	
DT Québec	Deschambault-Grondines (M)	2 000,00 \$	2016-09-29	
DT Québec	Sainte-Brigitte-de-Laval (V)	2 500,00 \$	2016-10-27	
DT Québec	Neuveville (V)	2 600,00 \$	2016-09-27	
DT Québec	Baie-Sainte-Catherine (M)	2 700,00 \$	2016-11-04	
DT Québec	Neuveville (V)	2 800,00 \$	2016-08-24	
DT Québec	Sainte-Pétronille (VL)	3 000,00 \$	2016-09-27	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	3 000,00 \$	2016-09-26	
DT Québec	Sainte-Christine-d'Auvergne (M)	3 000,00 \$	2017-02-14	
DT Québec	Saint-Raymond (V)	4 300,00 \$	2017-02-14	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	6 000,00 \$	2016-09-23	
DT Québec	Sainte-Christine-d'Auvergne (M)	6 500,00 \$	2016-11-24	
DT Québec	Québec (V)	8 000,00 \$	2016-08-09	
DT Québec	Deschambault-Grondines (M)	8 500,00 \$	2016-10-21	
DT Québec	Québec (V)	9 000,00 \$	2016-07-21	
DT Québec	Québec (V)	10 000,00 \$	2016-12-01	
DT Québec	Rivière-à-Pierre (M)	11 233,00 \$	2016-11-21	
DT Québec	L'Ange-Gardien (M)	15 500,00 \$	2016-09-30	
DT Québec	Beaupré (V)	70 000,00 \$	2016-04-19	
DT Québec	Stoneham-et-Tewkesbury (CU)	70 000,00 \$	2016-06-13	
DT Québec	Québec (V)	223 345,00 \$	2016-11-21	
DT Québec	L'Ancienne-Lorette (V)	268 000,00 \$	2016-09-13	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	313 634,00 \$	2016-05-05	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Augustin (P)	500,00 \$	2016-06-08	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Sainte-Rose-du-Nord (P)	500,00 \$	2016-06-27	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Henri-de-Taillon (M)	500,00 \$	2016-10-31	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Henri-de-Taillon (M)	800,00 \$	2016-08-15	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Henri-de-Taillon (M)	1 500,00 \$	2016-10-27	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Augustin (P)	2 437,00 \$	2016-06-30	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	3 000,00 \$	2016-10-31	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Augustin (P)	4 700,00 \$	2016-07-04	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Dolbeau-Mistassini (V)	6 000,00 \$	2016-08-11	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	7 600,00 \$	2016-08-31	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Nazaire (M)	8 600,00 \$	2016-12-13	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	18 000,00 \$	2015-04-12	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	23 500,00 \$	2016-07-12	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	29 094,00 \$	2016-09-15	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	30 000,00 \$	2016-09-14	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Nazaire (M)	48 000,00 \$	2016-08-31	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	53 500,00 \$	2016-05-25	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Nazaire (M)	187 356,00 \$	2016-11-04	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	200 000,00 \$	2016-10-17	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Nazaire (M)	290 168,00 \$	2016-11-09	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	385 000,00 \$	2016-04-22	
Région de la Mauricie	Saint-Roch-de-Mékinac (P)	600,00 \$	2016-10-28	
Région de la Mauricie	Shawinigan (V)	1 000,00 \$	2016-06-28	
Région de la Mauricie	Batiscan (M)	3 000,00 \$	2016-12-23	
Région de la Mauricie	Trois-Rivières (V)	3 000,00 \$	2016-04-18	
Région de la Mauricie	Trois-Rivières (V)	3 000,00 \$	2016-12-05	
Région de la Mauricie	Trois-Rives (M)	6 000,00 \$	2016-08-24	
Région de la Mauricie	La Tuque (V)	6 272,00 \$		2016-10-07
Région de la Mauricie	Champlain (M)	6 881,00 \$		2016-08-09
Région de la Mauricie	Saint-Roch-de-Mékinac (P)	33 800,00 \$		2016-09-20
Région du centre du Québec	Saint-Pierre-les-Becquets (M)	500,00 \$	2016-12-20	
Région du centre du Québec	Saint-Wenceslas (M)	2 300,00 \$	2016-12-05	
Région du centre du Québec	Saint-Zéphirin-de-Courval (P)	2 700,00 \$	2016-04-27	

Tableau des ventes d'immeubles 2016-2017

pour la période de 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
DT Estrie	3 511 408	P-479,480,481,485, 486,487,488	Ulverton	2016-05-11	200,00 \$	Vente de terrain
DT Estrie	3 511 408	P-479,480,481,485, 48	Ulverton	2016-11-17	15 521,62 \$	Vente de terrain
DT Estrie			Windsor	2016-03-18	80 000,00 \$	Levée de non-accès
DT Estrie	3 378 690, 3378 689		Granby	2017-02-21	36 000,00 \$	Vente de terrain
DT Estrie	4 975 552		Farnham	2016-11-30	100,00 \$	Vente de terrain
DT Estrie	5 609 267 ptie	----	Sherbrooke	2016-04-08	500,00 \$	Servitude publique
DT Montérégie	I1	P58	Saint-Zotique	2016-04-11	924 000,00 \$	Vente de terrain
DT Québec	5 386 920	P224 RG ST-JEAN	Saint-Basile	2016-04-11	500,00 \$	Servitude publique
DT Québec	5 386 920	P224 RG ST-JEAN	Saint-Basile	2016-07-11	240,00 \$	Vente de terrain
DT Québec	4 367 458		Sainte-Catherine-de-la-Jacq	2016-06-02	39 000,00 \$	Vente de terrain
DT Québec				2016-09-26	500,00 \$	Servitude publique
DT Québec				2017-01-12	430,00 \$	Vente de terrain
DT Québec	5 523 772		Saint-Raymond	2016-04-11	500,00 \$	Servitude publique
DT Québec	5 523 772		Saint-Raymond	2016-06-20	500,00 \$	Vente de terrain
DT Québec	4 208 639		Boischatel	2016-11-30	7 200,00 \$	Vente de terrain
DT Québec	5 437 139 ptie		Donnacona	2016-07-19	25 000,00 \$	Levée de non accès
DT Québec	I1		Mont-Élie	2016-04-28	500,00 \$	Servitude publique
DT Québec	I1		Mont-Élie	2017-02-08	870,00 \$	Vente de terrain
DT Québec	5 749 454		Rivière-à-Pierre	2016-11-16	9 769,95 \$	Échange

Tableau des ventes d'immeubles 2016-2017

pour la période de 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
DT Québec	4 791 562, 4791 563	, P-531 532 RG ST-PAMP	Petite-Rivière-Saint-François	2016-09-26	500,00 \$	Servitude publique
DT Québec	4 791 562, 4791 563	, P-531 532 RG ST-PAMP	Petite-Rivière-Saint-François	2017-01-12	700,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	5 915 089		Lévis	2016-10-25	5 300,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	5 890 568 Ptie, 5 890 567		Beauceville	2016-05-20	2 500,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	I1	P-195 P-196, P-193-283, P-192 P-195	Lévis	2016-12-22	116 000,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	I1	P-212 N.S.	Lévis	2016-04-21	3 609,48 \$	Échange
DT Chaudière-Appalaches	3 629 633 Ptie		Notre-Dame-des-Pins	2016-04-21	500,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	5 738 267		Saint-Théophile	2016-05-03	2 800,00 \$	Vente de terrain
DT Chaudière-Appalaches	3 124 790 Ptie		Saint-Georges	2016-06-09	877,00 \$	Échange
DT Chaudière-Appalaches	5 645 466 Ptie, 5 645 465 Ptie		Saint-Georges	2016-04-29	1 609,20 \$	Échange
DT Chaudière-Appalaches	3 629 049 PTIE		Notre-Dame-des-Pins	2016-05-19	3 044,14 \$	Échange
DT Chaudière-Appalaches	5 937 633		Lévis	2016-11-08	6 964,00 \$	Échange
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	I1	P-132-1 RG SUD, P-131 RG SUD	Gaspé	2016-04-15	1 884,76 \$	Échange
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	3 777 778 Ptie		Les Îles-de-la-Madeleine	2016-05-27	850,00 \$	Vente de bâtiment
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	I1, 5 701 823 Ptie, 1 0-1 Ptie	, Rang du Chemin Neuf, 9-	Chandler	2016-11-25	3 900,00 \$	Vente de terrain
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	5 243 067 Ptie, 4 931 355 Ptie		Maria	2016-10-17	1,00 \$	Vente de bâtiment
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	I1, 4 788 626, 4 788 626 Ptie, 3 655 547	P27 RG 2, P496, P-492RG 2, , P493 RG 2, P-489 RG 2, P-484 RG 2, P-502 RG 2, P-490	Saint-Germain	2016-07-07	5 280,00 \$	Vente de terrain
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	36 Ptie		Matane	2016-05-04	1 020,00 \$	Vente de terrain

Tableau des ventes d'immeubles 2016-2017

pour la période de 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	36 Ptie		Matane	2016-05-04	1 100,00 \$	Vente de terrain
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	66 Ptie		Saint-Joseph-de-Lepage	2016-12-16	400,00 \$	Vente de terrain
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	l1		Saint-Pascal	2016-10-24	300,00 \$	Vente de terrain
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine			Notre-Dame-du-Portage	2016-09-30	3 500,00 \$	Vente de terrain
DT Ile-de-Montréal	4 601 515		Montréal	2017-01-23	5 000,00 \$	Vente de terrain
DT Ile-de-Montréal			Montréal	2016-11-09	926 150,00 \$	Vente de terrain
DT Ile-de-Montréal			Montréal	2016-09-20	3 313 200,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	17B PTIE	3	Grenville-sur-la-Rouge	2016-03-17	14 000,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	l1	P11A61,P11A62 RG4	Sainte-Agathe-des-Monts	2016-05-30	19 500,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	4 781 719	P422	Saint-Thomas	2016-07-27	300,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	l1	P5-A RG3	Sainte-Agathe-des-Monts	2017-02-09	480 000,00 \$	Mainlevée
DT Laurentides-Lanaudière	l1	P11A RG 7	Chertsey	2016-11-16	2 200,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	l1	P17 RG2	Lac-Saint-Paul	2016-12-06	800,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	P355		Saint-Alexis	2017-02-09	2 278,20 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	P355		Saint-Alexis	2017-02-09	1 178,19 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	P355		Saint-Alexis	2017-02-09	556,41 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	P355		Saint-Alexis	2017-02-09	498,69 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	18B ptie	3	Grenville	2016-04-27	91 850,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière	18B ptie	3	Grenville	2016-04-27	91 850,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière			Mont-Tremblant	2017-01-27	2 300,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière			Saint-Hippolyte	2016-05-11	13 400,00 \$	Vente de terrain
DT Laurentides-Lanaudière			Lac-Supérieur	2016-08-11	4 500,00 \$	Vente de terrain
DT Laval-Mille-Iles	l1	P.236, P.236-23, P.236-24	Laval	2016-10-12	90 000,00 \$	Vente de terrain

Tableau des ventes d'immeubles 2016-2017

pour la période de 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
DT Laval-Mille-Iles	1 945 346 ptie, 1 945 346		Charlemagne	2016-10-06	170,98 \$	Autre
DT Laval-Mille-Iles	4 991 896, 5152 717, 4 839 820, 4 839 819		Laval	2016-09-20	333 000,00 \$	Vente de terrain
DT Métropolitaine de Montréal	5 103 908	P-10	Longueuil	2016-06-03	17 400,00 \$	Vente de terrain
DT Métropolitaine de Montréal			Saint-Constant	2016-06-09	435 000,00 \$	Vente de terrain
DT Métropolitaine de Montréal	5 833 561		La Prairie	2016-10-31	69 000,00 \$	Vente de terrain
DT Ouest-de-la-Montérégie	I1	P-557	Saint-Louis-de-Gonzague	2016-10-31	9 250,00 \$	Vente de terrain
DT Ouest-de-la-Montérégie	5833172		Saint-Jean--Iberville,	2016-08-04	65 231,57 \$	Vente de terrain
DT Ouest-de-la-Montérégie	5833170, 4851492 p tie		Saint-Jean--Iberville,	2016-08-04	95 000,00 \$	Vente de terrain
DT Ouest-de-la-Montérégie	4077148 ptie		Saint-Jean--Iberville,	2016-09-21	5 000,00 \$	Levée de non accès
DT Outaouais	59 ptie, 58 ptie, 60 p tie		Notre-Dame-de-Bonsecours,	2016-08-24	0,00 \$	Cession
DT Outaouais	519-3 ptie, 5 662 022	--, ---	Papineauville	2016-10-04	0,00 \$	Échange
DT Outaouais	519-6 ptie, 5 662 022	--, ---	Papineauville	2016-10-04	0,00 \$	Échange
DT Outaouais	4 998 415,	--, ---	Papineauville	2016-10-04	0,00 \$	Échange
DT Outaouais	599 ptie	---	Papineauville	2016-05-17	0,00 \$	Cession
DT Outaouais	5 665 210	--	Papineauville	2016-10-04	0,00 \$	Échange
DT Outaouais	519-4 ptie, 5 662 022	--, ---	Papineauville	2016-10-04	0,00 \$	Échange
DT Outaouais	5 906 387		Papineauville	2016-09-12	1 300,00 \$	Vente de terrain
DT Outaouais	4 998 419 ptie, 4 998 419	----	Papineauville	2016-05-17	2 500,71 \$	Échange

Tableau des ventes d'immeubles 2016-2017

pour la période de 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
Région de la Mauricie	11	7-17, 1016593	Trois-Rivières	2016-08-24	500,00 \$	Servitude publique
Région de la Mauricie	4 998 930		Trois-Rivières	2016-08-08	500,00 \$	Vente de terrain
Région du centre du Québec	5 044 367 ptie, 5 046 498 ptie		Nicolet	2016-06-21	1 230,00 \$	Servitude publique
Région du centre du Québec	4 100 978 ptie		Drummondville	2016-06-13	7 000,00 \$	Autre

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 38

Titre

Liste et détail des consultations menées par le ministère auprès des communautés autochtones en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018. Fournir le nom et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le ministère pour mener ces consultations.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) L'objet des consultations :

Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports a l'obligation de consulter et d'accommoder, s'il y a lieu, les communautés autochtones lorsque des projets peuvent porter atteinte à leurs droits.

Les projets suivants ont fait l'objet de consultations de la part du Ministère en 2016-2017 :

- 1) Programme d'amélioration de la route 212 (accès à Obedjiwan);
- 2) Programme d'amélioration de la route 389 - Projet A (entre Firelake et Fermont);
- 3) Autoroute 85 – Tronçon entre Saint-Antonin et Saint-Louis-du-Ha! Ha!;
- 4) Autoroute 5 – Tronçon III.

Dans le continuum de la consultation et à la demande des communautés, le Ministère a rencontré au cours de l'année 2016-2017, la communauté Innue de Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam dans le cadre du projet A du programme d'amélioration de la route 389, ainsi que la Première Nation Malécite de Viger pour le projet de l'autoroute 85. La communauté Innu de Matimekosh–Lac-John a été rencontrée pour la première fois en février 2017 pour le projet A du programme d'amélioration de la route 389. En mars 2016, dans le cadre du projet de prolongement de l'autoroute 5, tronçon III, une première lettre afin d'initier une démarche de consultation auprès de la communauté Algonquine de Kitigan Zibi a été transmise. Selon la DT une première rencontre est prévue pour hiver 2017.

D'autres consultations amorcées avant 2016-2017 par le Ministère sont toujours en cours, mais n'ont donné lieu à aucune activité au cours de la dernière année. Notons en particulier la consultation des Innus d'Unamen Shipu dans le cadre du projet de prolongement de la route 138 entre Kegaska et La Romaine.

b) Le moyen utilisé :

Dans le cadre des démarches de consultation menées par le Ministère, les communautés autochtones sont d'abord contactées par lettre, puis des rencontres sont ensuite organisées au besoin.

c) La date des rencontres :

- 1) Programme d'amélioration de la route 212 (accès à Obedjiwan)
Attikameks d'Obedjiwan
 - 10 février 2016, à Obedjiwan
 - 7 septembre 2016, au bureau du Ministère à Roberval
 - 20 janvier 2017, au bureau du Ministère à RobervalInnus de Masteuiatsh
 - 16 mars 2016, à Mashteuiatsh
- 2) Programme d'amélioration de la route 389 - Projet A (entre Firelake et Fermont)
Innus de Takuaika Uashat mak Mani-Utenam
 - 15 juin 2016, à UashatInnus de Matimekosh–Lac-John
 - 23 février 2017, à Matimekosh–Lac-John
- 3) Autoroute 85 – Tronçon entre Saint-Antonin et Saint-Louis-du-Ha! Ha!
 - 25 octobre 2016, à Cacouna
 - 18 janvier 2017, à Cacouna

d) Les communautés et les personnes consultées :

- 1) Conseil des Attikameks d'Obedjiwan et des Innus de Mashteuiatsh;
- 2) Conseil des Innus de Takuaika Uashat mak Mani-Utenam et de Matimekosh–Lac-John;
- 3) Conseil de la Première Nation Malécite de Viger;
- 4) Conseil des Algonquins de Kitigan Zibi.

e) Négociateurs

Le Ministère n'a eu recours à aucun négociateur dans le cadre des consultations tenues en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 39

Titre		
Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.		
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)		
Le gouvernement du Québec apporte un soutien financier important au transport collectif. Le tableau qui suit présente, pour l'année 2016-2017, l'implication financière du gouvernement dans les transports collectifs pour l'ensemble du Québec. Sont présentées les sommes consacrées par le Ministère au transport collectif provenant des crédits annuels et les sommes provenant de la SOFIL. Les sommes affectées au Fonds pour l'infrastructure de transport en commun (FITC) sont exclues puisque les projets financés sont en cours d'approbation.		
	2016-2017 (prévision)	Ventilation des sources de revenus
	(M\$)	
Montants versés — SOFIL ⁽¹⁾ :	32,8	SOFIL
Aide aux immobilisations (service de dette) ⁽²⁾	486,5	FORT
Aide aux CIT et OMIT ⁽³⁾	27,7	FORT
Aide au transport adapté ⁽³⁾	91,0	Crédits
Adaptation des taxis et autocars	1,5	Crédits
Aide gouvernementale du Fonds vert	155,1	Fonds vert
Aide à l'acquisition d'autobus scolaires	3,0	Crédits
Autres subventions ⁽⁴⁾	53,8	FORT
Droit sur l'immatriculation (30 \$) :	85,1	FORT
Essence région de Montréal ⁽⁵⁾ :	98,1	Extra budgétaire
Essence Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine ⁽⁶⁾ :	1,0	FORT
 (1) Enveloppe au comptant. Montants versés au 13 février 2017. (2) Comprend le service de dette du PAGTCP, du métro et de la SOFIL. (3) Données budgétaires. (4) Inclut une subvention d'équilibre versée à l'AMT. (5) Correspond au 1,5 cent le litre d'essence versé à l'AMT depuis 1996 ainsi que la majoration de 1,5 cent demandée par la CMM en 2010. (6) Correspond au 1,0 cent le litre d'essence versé au RéGIM depuis 2012.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 40

Titre Crédits affectés, par programme, à la voirie locale depuis 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2017-2018. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.																																			
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) <u>Crédits affectés à la voirie locale par le Ministère</u> <table><tr><th>Programmes/volets</th><th>Budget annuel 2016-2017 (en M\$)</th></tr><tr><td>Axe d'intervention 1 – Planification :</td><td>10,0</td></tr><tr><td>▪ Plan d'intervention en infrastructures routières locales</td><td></td></tr><tr><td>▪ Plan d'intervention de sécurité routière en milieu municipal</td><td></td></tr><tr><td>Axe d'intervention 2 - Immobilisation :</td><td>83,7</td></tr><tr><td>Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal</td><td></td></tr><tr><td>▪ Env. répartie par circonscription électorale provinciale</td><td>15,0</td></tr><tr><td>▪ Env. des projets supramunicipaux et municipaux d'envergure</td><td>4,0</td></tr><tr><td>▪ Env. pour des travaux de parachèvement</td><td>8,0</td></tr><tr><td>▪ Env. pour des travaux situés en territoire du Nunavik</td><td>4,7</td></tr><tr><td>Programme d'aide à la réfection des ouvrages d'art municipaux</td><td>2,0</td></tr><tr><td>Réhabilitation du réseau routier local</td><td>50,0</td></tr><tr><td>▪ Volet Redressement des infrastructures routières locales (RIRL);</td><td></td></tr><tr><td>▪ Volet Accélération des investissements sur le réseau routier local;</td><td></td></tr><tr><td>Axe d'intervention 3 – Entretien :</td><td></td></tr><tr><td>Programme d'aide à l'entretien des routes d'accès aux localités isolées</td><td>1,5</td></tr><tr><td>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</td><td>79,5</td></tr></table>		Programmes/volets	Budget annuel 2016-2017 (en M\$)	Axe d'intervention 1 – Planification :	10,0	▪ Plan d'intervention en infrastructures routières locales		▪ Plan d'intervention de sécurité routière en milieu municipal		Axe d'intervention 2 - Immobilisation :	83,7	Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal		▪ Env. répartie par circonscription électorale provinciale	15,0	▪ Env. des projets supramunicipaux et municipaux d'envergure	4,0	▪ Env. pour des travaux de parachèvement	8,0	▪ Env. pour des travaux situés en territoire du Nunavik	4,7	Programme d'aide à la réfection des ouvrages d'art municipaux	2,0	Réhabilitation du réseau routier local	50,0	▪ Volet Redressement des infrastructures routières locales (RIRL);		▪ Volet Accélération des investissements sur le réseau routier local;		Axe d'intervention 3 – Entretien :		Programme d'aide à l'entretien des routes d'accès aux localités isolées	1,5	Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local	79,5
Programmes/volets	Budget annuel 2016-2017 (en M\$)																																		
Axe d'intervention 1 – Planification :	10,0																																		
▪ Plan d'intervention en infrastructures routières locales																																			
▪ Plan d'intervention de sécurité routière en milieu municipal																																			
Axe d'intervention 2 - Immobilisation :	83,7																																		
Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal																																			
▪ Env. répartie par circonscription électorale provinciale	15,0																																		
▪ Env. des projets supramunicipaux et municipaux d'envergure	4,0																																		
▪ Env. pour des travaux de parachèvement	8,0																																		
▪ Env. pour des travaux situés en territoire du Nunavik	4,7																																		
Programme d'aide à la réfection des ouvrages d'art municipaux	2,0																																		
Réhabilitation du réseau routier local	50,0																																		
▪ Volet Redressement des infrastructures routières locales (RIRL);																																			
▪ Volet Accélération des investissements sur le réseau routier local;																																			
Axe d'intervention 3 – Entretien :																																			
Programme d'aide à l'entretien des routes d'accès aux localités isolées	1,5																																		
Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local	79,5																																		
<u>Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) et gouvernement fédéral</u> <p>Le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec résulte d'une entente Canada-Québec relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence, afin d'assurer le financement des infrastructures municipales et locales, dans une perspective de développement durable.</p> <p>Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire est le gestionnaire du programme, il est la porte d'entrée des programmations municipales et il en assure la gestion financière par la SOFIL. En vertu des règles du programme, la SOFIL a le mandat de verser une aide financière aux municipalités et organismes municipaux qui auront reçu l'autorisation du Ministère en ce qui a trait à la programmation des travaux en voirie locale.</p>																																			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 41

Titre

Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir, pour chaque région, la liste des projets reportés depuis 2010 et la liste des projets réalisés en 2016-2017 (incluant leurs coûts).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ces projets sont tous relatifs aux projets de l'Agence métropolitaine de transport ou d'autorités organisatrices de transports et, en conséquence, sont associés à leur territoire et à leur créneau d'intervention.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 42

<p>Titre</p> <p>Sommes dépensées par le Ministère en 2016-2017 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du Ministère, en pourcentage du total.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Nombre de véhicules faisant partie du parc automobile du Ministère :</p> <p>Électriques ou hybrides rechargeables : 103 véhicules*</p> <p>Hybrides : 113 véhicules*</p> <p>Ces véhicules représentent 5 % de l'ensemble du parc du Ministère ou 13,1 % de son parc de véhicules légers.</p> <p>17 véhicules ont été achetés en 2016-2017 pour un montant de 464 530 \$.</p> <p>Le montant dépensé pour l'entretien périodique et l'ensemble des réparations de ces véhicules pour l'année 2016-2017 est 370 073 \$.</p> <p>* Données extraites le 28 février 2017 (ce nombre inclut les véhicules en utilisation par le Fonds de gestion de l'équipement roulant).</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 43

Titre

Sommes octroyées en vertu du Programme d'aide visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre (PAREGES), ainsi que la liste et le détail des programmes ou des projets financés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a eu aucun engagement dans le cadre du PAREGES en 2016-2017. Le programme est terminé depuis le 31 décembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 44

<p>Titre</p> <p>État d'avancement et coûts reliés aux études, aux scénarios ou aux analyses concernant les projets de tramway à Québec, à Montréal, à Laval et dans toute autre ville du Québec (s'il y a lieu).</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>À l'hiver 2015, les maires des municipalités de Québec et de Lévis ont tenu une conférence de presse pour annoncer les résultats des études sur l'implantation d'un réseau de tramway qui ont conclu à l'opportunité de mettre en place un système rapide par bus sur une emprise exclusive sur une distance de 37,8 km, plutôt qu'un tramway.</p> <p>Le Réseau de transport de la Capitale (RTC), en collaboration de la Société de transport de Lévis (STLévis), souhaitait mettre en place un bureau de projet dont le mandat consisterait à mener l'ensemble des travaux nécessaires à la préparation du projet.</p> <p>En fonction de l'envergure du projet, le Conseil du trésor, dans sa décision du 18 août 2015 (CT 215402), a décidé de rendre la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique (Directive) applicable à ce projet du RTC et de la STLévis, et ce, en application de l'article 15 de la Loi sur les infrastructures publiques. Ainsi, l'autorisation de sa mise à l'étude par le Conseil des ministres est requise.</p> <p>Le Ministère, en collaboration avec le RTC, a préparé un mémoire ainsi qu'une fiche d'avant-projet dans le but d'obtenir la mise à l'étude du projet ainsi que l'autorisation pour que des mesures différentes de celles prévues à la Directive puissent s'appliquer en procédant à l'élaboration d'un dossier d'affaires, sans passer par l'étape d'élaboration d'un dossier d'opportunité.</p> <p>Le 9 mars 2016, le Conseil des ministres a autorisé la mise à l'étude du projet, l'octroi des sommes requises pour la création d'un bureau d'études, pour la poursuite des études ainsi que pour l'élaboration d'un dossier d'affaires. Le projet est inscrit au Plan québécois des infrastructures 2016-2026 au montant de 12,5 M\$.</p> <p>Le 28 mars 2017, lors du discours sur le budget provincial 2017-2018, un montant additionnel de 56 M\$ a été annoncé pour la réalisation des plans et devis et la finalisation du dossier d'affaires, à compter de 2017-2018.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 45

Titre

État d'avancement, montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2017-2027, liste des différents scénarios analysés (incluant, s'il y a lieu, pour chacun des scénarios, les coûts totaux et l'achalandage quotidien et annuel estimés), et coûts reliés aux études relatives aux projets suivants:

- a) élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec ;
- b) prolongement du réseau de métro de Montréal (ensemble des lignes à l'étude) ;
- c) transit sur le nouveau pont Champlain ;
- d) connexion du nouveau pont Champlain au réseau routier québécois ;
- e) train de l'Ouest ;
- f) train de l'Est ;
- g) réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont ;
- h) faisabilité de la voie de contournement à Lac-Mégantic ;
- i) parachèvement de l'autoroute 19 ;
- j) construction de trois traversiers ;
- k) accès aux ports de Québec et de Montréal (stratégie maritime) ;
- l) pôle logistique de la stratégie maritime en Montérégie.
- m) Élargissement de l'autoroute 73 ;
- n) Projet de REM par CDPQ Infra.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. **Élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec** : projet en planification ;
- b. **Prolongement du réseau de métro de Montréal (ensemble des lignes à l'étude)** : projet à l'étude ;
- c. **Transit sur le nouveau pont Champlain** : projet à l'étude ;
- d. **Connexion du nouveau pont Champlain au réseau routier québécois** : considéré à l'intérieur du dossier du futur pont Champlain ;
- e. **Train de l'Ouest** : projet à l'étude ;
- f. **Train de l'Est;**
Projet en réalisation; l'estimé des travaux est de 730,7 M\$
- g. **Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont** : projet en planification ;
- h. **Faisabilité de la voie de contournement à Lac-Mégantic** : projet à l'étude ;
- i. **Parachèvement de l'autoroute 19** : projet à l'étude ;
- j. **Construction de trois traversiers;**
N.M. Lucien-L : Projet en réalisation, l'estimé des travaux est de 85,0 M\$
N.M. Radisson : Projet en réalisation, l'estimé des travaux est de 85,0 M\$
Deux traversiers sont actuellement en construction et non trois.
- k. **Accès aux ports de Québec et de Montréal (stratégie maritime);**
Deux projets au Port de Montréal dont un en planification.
Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25 : projet en réalisation; l'estimé des travaux est de 70,5 M\$.
- l. **Pôle logistique en Montérégie de la stratégie maritime** : projet à l'étude ;
- m. **Élargissement de l'autoroute 73** : projet à l'étude ;
- n. **Projet de REM par la CDPQ Infra** : projet à l'étude.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 46

Titre

État d'avancement, liste des différents scénarios analysés (incluant les coûts estimés pour chacun des scénarios et les coûts reliés aux études ou aux analyses) relatifs au lien ferroviaire du Nord.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question doit être transférée à la Société du Plan Nord qui a le mandat de réaliser ces analyses.

En 2016-2017, aucune analyse n'a été effectuée par le Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 47

<p>Titre</p> <p>État d'avancement et ventilation des sommes allouées à l'électrification des transports dans le budget 2017-2018.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>L'électrification des transports représente, pour le Québec, un moteur de création de richesses et un moyen d'améliorer le bilan du Québec en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Au Québec, la principale source d'émissions de GES provient, en effet, du secteur du transport (43 % en 2013). Le gouvernement poursuit les efforts engagés depuis 2011.</p> <p>Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports est responsable du dossier et à ce titre, est chargé de la coordination gouvernementale qui implique une douzaine de ministères et organismes gouvernementaux. Cette concertation interministérielle permet une synergie et une cohérence des actions posées.</p> <p>Le plan d'action en électrification des transports 2015-2020, lancé en octobre 2015, constitue un élément essentiel de la stratégie du gouvernement du Québec pour l'édification d'une économie prospère et sobre en carbone. Cette volonté d'électrifier les transports s'appuie sur un atout de taille, soit la disponibilité d'une électricité à coût concurrentiel produite à partir de sources renouvelables.</p> <p>Le transport électrique est un secteur d'activité en plein développement où le potentiel d'innovation technologique est encore très ouvert et qui dispose d'un marché en croissance. Investir dans l'électrification des transports permet au Québec de mettre à profit plusieurs de ses expertises de pointe pour bâtir une filière industrielle dynamique et créatrice de richesses.</p> <p>Doté d'un budget de 420 M\$ répartis sur cinq ans, ce plan d'action s'articule autour de trois grandes orientations déterminées en fonction des enjeux à relever et des objectifs à atteindre :</p> <ul style="list-style-type: none">– Favoriser les transports électriques, tant collectif, individuel que de marchandises, avec des mesures incitatives pour le grand public et les entreprises;– Développer la filière industrielle, en intensifiant la R-D et l'innovation des PME, en soutenant la commercialisation et l'exportation des produits novateurs, en stimulant les investissements, tant des entreprises québécoises que des entreprises étrangères, ainsi qu'en formant une main-d'œuvre spécialisée;– Créer un environnement favorable, en mettant en place un cadre législatif et réglementaire favorisant l'électrification des transports, en donnant l'exemple et en faisant la promotion des véhicules électriques. <p>Avec ce Plan d'action, le Québec entend :</p> <ul style="list-style-type: none">– Augmenter à 100 000 le nombre de véhicules électriques et hybrides rechargeables immatriculés au Québec, ce qui entraînera une réduction annuelle des émissions de GES de l'ordre de 150 000 tonnes et de la consommation de carburant de 66 millions de litres;– Contribuer au développement économique du Québec en utilisant de l'énergie produite au Québec et en misant sur la création de 2 000 emplois et des investissements privés de 500 M\$ dans une filière d'avenir. <p><u>État de situation :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Sur les 39 mesures prévues au plan d'action, 75 % sont en vigueur.• Au 31 janvier 2017, le Québec comptait 13 665 véhicules électriques immatriculés.• À ce jour, il y a plus de 1 300 bornes de recharge publique en service au Québec opérées par une dizaine d'acteurs. Sur ce nombre, les 2/3 (807) sont affiliées au Circuit électrique d'Hydro-Québec. Au niveau des bornes rapides, on en compte plus d'une centaine, dont 70 du Circuit électrique.• 400 nouveaux emplois ont été créés (Autobus Lion, Addénergies, Varitron, Taxelco, etc.).• 105 M\$ d'investissements ont été générés (projets Peugeot-Exagon Motors, Téo Taxis, Autobus Lion, Verbom). <p>L'électrification des transports constitue un des piliers de l'action gouvernementale en développement économique et un vecteur de mobilisation des entreprises et des chercheurs qui participent à l'essor de cette filière d'avenir. Ce plan d'action se veut structurant et responsable, et s'inscrit dans la lignée des grands projets mobilisateurs du gouvernement du Québec, soit la Stratégie maritime et le Plan Nord.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 48

Titre

Liste détaillée des projets et des sommes allouées (par projet) à l'électrification des transports en 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se trouve à la question particulière 47 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 49

Titre

État d'avancement, montants alloués dans le budget 2017-2018 et ventilation des sommes allouées à la stratégie de mobilité durable.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve dans la réponse à la question particulière numéro 39 de l'opposition officielle puisque ce sont les sommes consacrées par le Ministère au transport collectif, provenant des crédits annuels et des sommes provenant du Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) qui contribuent à la Stratégie de mobilité durable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 50

<p>Titre</p> <p>Ventilation des montants alloués au Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration des services du transport collectif, pour l'année 2017-2018.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>En 2015, le Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) a remplacé le précédent Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration des services du transport collectif.</p> <p>En 2016-2017, les subventions autorisées et en cours d'autorisation dans le cadre du PADTC totalisent 129,4 M\$ pour le volet amélioration des services de transport en commun, 11,8 M\$ pour le volet transport collectif régional et 1 M\$ pour le volet 3 (0,3 M\$ pour les projets de promotion et 0,7 M\$ pour les centres de gestion des déplacements). Néanmoins, les dépenses réelles pour 2016-2017 devraient se situer autour de 138,2 M\$.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 51

<p>Titre</p> <p>Liste détaillée des travaux effectués sur le pont Honoré-Mercier. Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'échéancier des travaux;b) le bilan des travaux réalisés et les montants investis en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018;c) toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;d) toutes les études réalisées ou les projets d'étude pour sa réfection ou son remplacement;e) le montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures 2017-2027.						
<p>Exposé et statistiques</p> <p>Le pont Honoré-Mercier est l'un des cinq grands liens routiers stratégiques qui relient la Rive-Sud et Montréal dans l'axe de la route 138. Il permet d'accéder à l'échangeur Saint-Pierre et offre ainsi une accessibilité autoroutière directe entre la Rive-Sud, l'ouest de l'île et le centre-ville de Montréal. Ce pont enjambe le fleuve Saint-Laurent et la Voie maritime, et relie l'arrondissement LaSalle de la Ville de Montréal, au territoire mohawk de Kahnawake, sur la Rive-Sud.</p> <p>Le projet majeur du pont Honoré-Mercier est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. Dans le but de préserver l'intégrité de la structure, des travaux de maintien du pont se poursuivront jusqu'à la réalisation des travaux majeurs.</p> <p>Bilan des travaux et investissements en 2016-2017</p> <p>Le tableau suivant présente les interventions réalisées ou planifiées dans le cadre du projet de maintien d'actifs :</p> <table border="1"><thead><tr><th>Activités</th><th>2016-2017</th></tr></thead><tbody><tr><td>Travaux Renforcement des éléments structuraux (structure d'acier et dalle)</td><td>9,4 M\$</td></tr><tr><td>Honoraires professionnels (conception, surveillance, contrôle qualité, maîtrise d'œuvre)</td><td>3,5 M\$</td></tr></tbody></table>	Activités	2016-2017	Travaux Renforcement des éléments structuraux (structure d'acier et dalle)	9,4 M\$	Honoraires professionnels (conception, surveillance, contrôle qualité, maîtrise d'œuvre)	3,5 M\$
Activités	2016-2017					
Travaux Renforcement des éléments structuraux (structure d'acier et dalle)	9,4 M\$					
Honoraires professionnels (conception, surveillance, contrôle qualité, maîtrise d'œuvre)	3,5 M\$					

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 52

Titre

Sommes versées en 2016-2017 en transport collectif pour les régions du Québec et les communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC; inclure la prévision des sommes pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Transport collectif en milieu rural

RÉGIONS	SOMMES VERSÉES * 2016-2017
Gaspésie	600 000 \$
Bas-Saint-Laurent	757 960 \$
Saguenay–Lac-Saint-Jean	559 044 \$
Capitale-Nationale	1 020 000 \$
Chaudière-Appalaches	1 175 000 \$
Mauricie	556 000 \$
Centre-du-Québec	607 185 \$
Estrie	648 000 \$
Montérégie	666 636 \$
Laurentides	1 075 000 \$
Lanaudière	460 000 \$
Abitibi-Témiscamingue	403 338 \$
Outaouais	485 000 \$
Côte-Nord	200 000 \$
Nord-du-Québec	414 000 \$

Transport interrégional par autocar * : 2 235 955 \$

* Estimation en date de 27 février 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 53

<p>Titre</p> <p>Crédits affectés aux différents programmes de la Route verte pour 2016-2017, ventilés par projet et par région administrative. Fournir les prévisions pour 2017-2018. Impact de la coupe de 2,8 M\$ du programme d'entretien de la Route verte sur l'ensemble du réseau.</p>							
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le programme d'aide financière aux infrastructures de transport actif (Véloce II) s'est terminé le 31 mars 2016. Ce programme sera reconduit en programmes distincts correspondant à chacun des volets qu'il comportait.</p> <p>Déjà, le programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte a été rendu public le 1^{er} décembre 2016. Les autres volets seront rendus publics au fur et à mesure que les budgets et les approbations auront été acquis. Sont également identifiés les budgets alloués aux aménagements cyclables réalisés par le Ministère sur ses propres routes.</p> <table border="1"><thead><tr><th>Programmes</th><th>2016-2017</th></tr></thead><tbody><tr><td>Programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte</td><td>500 000 \$</td></tr><tr><td>Politique sur le vélo (investissement du Ministère sur les routes relevant de sa gestion)</td><td>2 743 878 \$ (non validé)</td></tr></tbody></table> <p>Le Programme d'aide financière au développement des infrastructures de transport actif dans les périmètres d'urbanisation, en processus d'approbation, est financé par le Fonds vert et ne concerne pas directement la construction de la Route verte.</p> <p>Le volet 4 du programme portant sur l'entretien de la Route verte a été aboli pour 2015-2016, dans le cadre du pacte fiscal transitoire 2015-2016 avec les municipalités et tel que reconduit lors de l'Accord de partenariat 2016-2019 avec les municipalités. Toutefois, le budget 2016-2017 a fait l'annonce d'un investissement de 0,5 M\$ pour l'entretien de la Route verte en 2016-2017 et de 2,5 M\$/an pour les années subséquentes.</p> <p>En plus de ces investissements annoncés, le Ministère a fait l'annonce, le 31 mars 2016, d'une aide financière de 2 M\$ pour le maintien de la Route verte en 2015-2016. Cette aide était accessible aux MRC et aux municipalités de moins de 100 000 habitants qui ont fait des travaux d'entretien et de conservation sur les pistes cyclables hors route en 2015-2016.</p>		Programmes	2016-2017	Programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte	500 000 \$	Politique sur le vélo (investissement du Ministère sur les routes relevant de sa gestion)	2 743 878 \$ (non validé)
Programmes	2016-2017						
Programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte	500 000 \$						
Politique sur le vélo (investissement du Ministère sur les routes relevant de sa gestion)	2 743 878 \$ (non validé)						

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 54

<p>Titre</p> <p>État d'avancement, copie de toute étude et échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor et tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine. Fournir les coûts liés aux études.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le Ministère ne participe à aucun projet de train rapide Québec-Windsor ou à tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 55

Titre

État d'avancement et sommes engagées par le ministère pour le projet de navette ferroviaire pour passagers entre l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau et le centre-ville de Montréal pour 2016-201, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques

Le 13 janvier 2015, le gouvernement du Québec a annoncé une entente commerciale avec la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) afin d'accélérer la réalisation de projets majeurs d'infrastructure publique. Un système de transport collectif reliant le centre-ville de Montréal à l'aéroport international Montréal-Trudeau et à l'Ouest-de-l'Île fait partie des projets de transport collectif considérés dans le cadre de cette entente. En avril 2016, la CDPQ a annoncé le projet de Réseau électrique métropolitain (REM) qui englobe la desserte de l'Ouest-de-l'Île et de l'aéroport, l'axe de la ligne de train de banlieue Deux-Montagnes et la desserte centre-ville de Montréal/Brossard par le nouveau pont Champlain. Le projet de REM a fait l'objet d'un mandat au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) à la fin de l'été 2016. Le rapport du BAPE a été rendu public en janvier 2017.

En vertu de l'entente, le gouvernement, par l'entremise du Ministère, est tenu de livrer à la CDPQ les immeubles nécessaires. À cette fin, le gouvernement a pris au printemps 2016 des décrets imposant des réserves foncières.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 56

Titre

Ventilation des ressources financières consacrées en 2016-2017, par année et par région administrative, au programme de transport adapté. Préciser pour chaque région le nombre de personnes en attente du service et la durée moyenne des délais d'attente. Inclure les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année 2016-2017, le Ministère a consacré 90 M\$ au transport adapté.
Voici la ventilation des crédits affectés au transport adapté en 2016-2017, et ce, par région.

Transport adapté
Ventilation de l'enveloppe budgétaire du Ministère

	Budget consacré au transport adapté (en milliers \$)
Région	2016-2017
Abitibi-Témiscamingue	1 470 \$
Bas-Saint-Laurent	1 949 \$
Capitale-Nationale	8 432 \$
Centre-du-Québec	1 386 \$
Chaudière-Appalaches	3 013 \$
Côte-Nord	733 \$
Est-de-la-Montérégie	6 421 \$
Estrie	5 004 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 210 \$
Île-de-Montréal	40 199 \$
Laurentides-Lanaudière	1 070 \$
Laval-Mille-Îles	8 135 \$
Mauricie	1 628 \$
Nord-du-Québec	54 \$
Ouest-de-la-Montérégie	2 372 \$
Outaouais	3 794 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 131 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 57

<p>Titre</p> <p>Sommes investies en 2016-2017 pour la réfection de l'aéroport international Jean-Lesage et provenance de ces fonds. Inclure les détails de l'avancement des travaux et la liste des contrats octroyés jusqu'à présent, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.</p> <p>Inclure également le détail des sommes investies et l'échéancier pour l'ouverture du centre de prédédouanement américain sur le territoire de l'aéroport.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le projet (phases I et II) relève de la responsabilité d'Aéroport de Québec inc. (AQi) qui doit s'assurer du respect des lois et des règlements, procéder aux appels d'offres, s'assurer de l'état d'avancement des travaux et du respect des échéanciers, procéder aux paiements des factures et tenir une comptabilité financière distincte des travaux réalisés. C'est AQi qui détient la liste des contrats relatifs à ce projet.</p> <p>Pour l'exercice financier 2016-2017, le Ministère a versé 1 288 178,76 \$ pour la phase I du projet de modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec.</p> <p>Pour l'exercice financier 2016-2017, le Ministère a versé 4 093 677,48 \$ pour la phase II du projet de modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 58

Titre

Pour l'unité anticollusion du ministère, fournir :

- a) le nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC);
- b) les sommes ventilées affectées à l'unité en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018;
- c) le bilan des activités de l'unité au cours de la dernière année.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'Unité anticollusion a été transférée à l'Unité permanente anticorruption et les activités relèvent maintenant du ministère de la Sécurité publique, et ce, depuis le 6 septembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 59

Titre

Liste de tous les contrats octroyés ou des honoraires professionnels versés par le Ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce, pour chaque année financière depuis 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis le 1^{er} avril 2015, la Table québécoise de la sécurité routière relève de la Société de l'assurance automobile du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 59

Titre

Liste de tous les contrats octroyés ou des honoraires professionnels versés par le ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce pour chaque année financière depuis 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis le 1^{er} avril 2015, la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) est sous la responsabilité de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

Aucun contrat n'a été octroyé ou honoraires versés en 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 60

Titre Liste et détail des ententes signées entre le ministère et une compagnie ou un organisme privé pour la construction, le prolongement et l'entretien d'une route.				
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)				
Numéro de l'entente	Objet de l'entente	Date de signature	Compagnie privée impliquée	Montant 2016-2017
37-125	Entretien été/hiver du chemin Joe Mann conduisant aux installations minières de la compagnie d'une longueur de 18,753 kilomètres situé dans le canton de la Dauversière, circonscription électorale d'Ungava, MRC Jamésie.	12 novembre 2005	Legault Métal inc.	62 399,06 \$
Aucun	Convention établissant les modalités pour l'utilisation du chemin de Pénétration de Béarn par des camions hors normes	8 juillet 2011	Tembec	S. O.
Aucun	Convention établissant les modalités pour l'utilisation d'un tronçon du chemin de Rapide-Sept par des camions hors normes	17 septembre 2010	Eacom Timber Corporation	S. O.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 61

Titre

Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois, fournir :

- a) l'état d'avancement des projets et les coûts totaux engagés à ce jour ;
- b) l'estimation du coût total du projet ;
- c) la liste et le détail des contrats octroyés en 2016-2017 à cette fin, incluant les coûts et le nom du fournisseur ;
- d) la liste des appels d'offres en cours ;
- e) les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- 1) Pour les contrats inférieurs à 25 000 \$, voir la réponse à la question générale 7.
- 2) Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve sur le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 62

<p>Titre</p> <p>Liste et détail de tous les mandats donnés à la Direction de la vérification interne et de l'évaluation des programmes en 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Direction de la révision des programmes</p> <p>Mandats donnés en 2016-2017</p> <p>Cadre de suivi et d'évaluation préliminaire</p> <ul style="list-style-type: none">• Programme d'assistance financière aux véhicules tout-terrain du Québec;• Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes du Québec;• Programme d'assistance financière aux véhicules hors route – infrastructures et protection de la faune;• Programme de soutien à des projets de démonstration en transport collectif;• Programme d'appui à l'acquisition d'autobus scolaires électriques;• Plan d'action en électrification des transports 2015-2020;• Famille des programmes d'aide financière à la voirie locale (PAFVL). <p>Cadre d'évaluation</p> <ul style="list-style-type: none">• Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre dans le transport intermodal;• Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises (Écocamionnage);• Famille des PAFVL;• Programme d'aide au développement du transport collectif. <p>Évaluation</p> <ul style="list-style-type: none">• PREGTI;• Écocamionnage. <p>Direction des enquêtes et de l'audit interne</p> <p>Voir en annexe la liste des mandats qui ont été réalisés en 2016-2017.</p>

LISTE DES TRAVAUX D’AUDIT DEPUIS AVRIL 2016

OPTIMISATION DES RESSOURCES		
Mandat	Description	Date de dépôt
M286-RAG2016	Validation du rapport annuel de gestion 2015-2016 (mandat d'examen)	28 février 2017
M287-CGER2015-2016	Validation du rapport annuel du Fonds de la gestion des équipements roulants 2015-2016 (mandat d'examen)	28 septembre 2016
M336-SOFIL2016	Audit de l'entente de service entre la Société de financement des infrastructures locales du Québec et le Ministère	29 novembre 2016
M348B-2014	Audit du Système de gestion de la sécurité dans les aéroports	1 ^{er} décembre 2016
M285-2014	Audit du Cadre de gestion des programmes d'aide à la voirie locale (Note au sous-ministre)	21 décembre 2016
M350-2015	Audit de la gestion des accès aux systèmes d'information	8 mars 2017

TRANSPORT COLLECTIF			
OTC	No PTI / PQI	Description	Date de dépôt
Conseil intermunicipal du transport (CIT) — Haut Saint-Laurent	154 06 1908	Achat et installation de deux abribus	21 septembre 2016
CIT — Haut Saint-Laurent	154 06 1908	Achat et installation d'un abribus	21 septembre 2016
CIT — Haut Saint-Laurent	154 06 1908	Achat et installation d'un abribus	21 septembre 2016
CIT — Laurentides	154 13 0952	Système d'aide à l'exploitation et à l'information voyageurs - phase III	16 septembre 2016
CIT — Presqu'île	154 13 0926	Projet Vente et Perception "OPUS"	14 avril 2016
CIT — Sorel-Varennes	154 11 0006	Acquisition de 14 abribus standards et un abribus de grande dimension	23 juin 2016
CIT — Sud-Ouest	154 07 2050	Remplacement d'un abribus (intersection de la rue Grande-Île)	16 avril 2016
CIT — Sud-Ouest	154 07 2049	Achat de sept supports à vélo	16 avril 2016
Réseau de Transport de la Capitale	154 11 1642	Réservoir de carburant et système de gestion carburant	26 avril 2016

Réseau de Transport de la Capitale	154 12 0338 154 10 0145 154 13 0480 154 04 1108 154 05 1225 154 07 1971 154 07 1972 154 09 0025/26 154 09 0024	Autobus 2008-2013	29 juillet 2016
Société de Transport de l'Outaouais	154 10 0345	Projet d'acquisition de 6 véhicules de service hybrides	9 novembre 2016
Société de Transport de Sherbrooke	154 07 1928 154 08 1832 154 08 1829 154 08 1670 154 10 0422	Récupération de la subvention au comptant relatif aux frais de gestion de la commande unifiée des autobus 2008 et 2009	9 septembre 2016
Société de Transport de Sherbrooke	154 06 7213	Remplacement de réservoirs souterrains de carburant diesel	21 septembre 2016
Ville de Drummondville	154 14 0086	Acquisition et installation de 2 abribus	17 février 2017
Ville de Mont-Tremblant	154 13 0533	Acquisition de quatre abribus et de cinq supports à vélo	6 avril 2016
Ville de Mont-Tremblant	154 12 0578	Acquisition de trois boîtes de perception électronique	7 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 63

<p>Titre</p> <p>Concernant les vérificateurs internes, fournir pour chacune des 14 directions territoriales :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des vérificateurs pour chaque direction et leur rémunération;b) un état de situation de leurs activités et le détail des rapports remis au comité de vérification du ministère;c) le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2010.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Point a)</p> <p>Cette liste n'est pas divulguée en vertu de l'article 57 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>.</p> <p>Point b)</p> <p>Ces renseignements ne sont pas communiqués en application de l'article 41 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.</p> <p>Point c)</p> <p>Bilan de mise en œuvre</p> <p>En date du 31 mars 2017, la Direction des enquêtes et de l'audit interne compte 8 postes d'auditeurs internes dans les directions territoriales, dont deux sont vacants :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Abitibi▪ Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine▪ Capitale-Nationale (poste vacant)▪ Estrie▪ Île-de-Montréal (poste vacant)▪ Laurentides-Lanaudière▪ Laval-Mille-Îles▪ Outaouais <p>Il est à noter qu'avec la création de l'Autorité des marchés publics, attendue pour 2017, tous les postes d'auditeurs internes en matière de gestion contractuelle dans les directions territoriales seront transférés à cette entité.</p> <p>Historique :</p> <p>En 2010, 12 auditeurs internes sont entrés en fonction dans les directions territoriales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine▪ Capitale-Nationale▪ Chaudière-Appalaches▪ Est-de-la-Montérégie▪ Estrie▪ Île-de-Montréal▪ Laurentides-Lanaudière▪ Laval-Mille-Îles▪ Mauricie-Centre-du-Québec▪ Ouest-de-la-Montérégie▪ Outaouais▪ Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau

Les auditeurs de Québec ont assuré, jusqu'en 2011, la validation du processus avant octroi des contrats pour les directions territoriales suivantes :

- Abitibi
- Côte-Nord

En 2011, un auditeur est entré en fonction à la direction territoriale de l'Abitibi-Témiscamingue et dessert aussi le Bureau de coordination du Nord-du-Québec. De plus, la Côte-Nord est desservie à partir de Montréal par un auditeur attitré.

Pour la période d'avril 2013 à août 2013, les directions territoriales suivantes n'avaient pas d'auditeur attitré :

- Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Chaudière-Appalaches
- Laval-Mille-Îles
- Ouest de la Montérégie
- Outaouais

En l'absence d'auditeur dans ces régions, des mesures compensatoires ont été mises en place pour assurer la validation avant octroi du contrat. Par exemple, des auditeurs internes travaillant dans d'autres directions ont agi à titre de substituts. De plus, l'obtention de l'autorisation du sous-ministre adjoint était requise pour l'octroi des contrats avant validation.

Le 31 août 2013, les auditeurs internes ont cessé de valider les contrats avant leur octroi, ce travail ayant été confié aux professionnels en conformité des processus (PCP) embauchés dans les directions territoriales.

Depuis le 1^{er} septembre 2013, les auditeurs en directions territoriales effectuent la validation de dossiers contractuels après octroi.

Au 18 février 2017, la Direction des enquêtes et de l'audit interne compte 8 auditeurs internes situés dans les directions territoriales suivantes :

- Abitibi
- Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Capitale-Nationale
- Estrie
- Île-de-Montréal
- Laurentides-Lanaudière
- Laval-Mille-Îles
- Outaouais

Ces 8 auditeurs réalisent également les audits après octroi des contrats dans les directions territoriales où il n'y a pas d'auditeur interne attitré :

- Chaudière-Appalaches
- Côte-Nord
- Est-de-la-Montérégie
- Mauricie-Centre-du-Québec
- Ouest-de-la-Montérégie
- Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 64

<p>Titre</p> <p>Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2016-2017 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la nature du contrat;b) le mode d'octroi;c) le nom de l'entreprise qui a eu le contrat;d) le coût initial prévu et le coût initial, incluant les avenants ou les suppléments.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Voir la liste des contrats d'acquisition de travaux de construction, de biens et de services $\geq 10\,000\ \\$ et $< 25\,000\ \\$ ci-annexée. Cette liste comprend les contrats qui ont été accordés au cours de l'année financière 2016.</p>

CONTRATS ≥ 10 000 \$ ET < 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2016

Répartition par fournisseur et mode de sollicitation

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
1	CT1041436	14 458,00	9048-6473QUEBEC INC. (CONSTRUCTION BRUNO BLANCHETTE)	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE RENCONTRE AVEC LA CLIENTÈLE	GRÉ À GRÉ
2	CT1042033	20 380,00	9242-4985 QUEBEC INC. (MULTI SERVICES PREMIER)	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER DE POSTES DE CONTROLE ROUTIER	APPEL D'OFFRES PUBLIC
3	C01514201	20 000,00	AUTOCARS ORLEANS EXPRESS INC.	SERVICES DE TRANSPORT DE PERSONNES PAR AUTOCAR	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
4	C01523374	10 495,00	BRASSARD BURO	ACQUISITION DE FEUILLES DE PAPIER	APPEL D'OFFRES PUBLIC
5	CT1042251	15 000,00	CENTRE INTEGRE UNIVERSITAIRE DE SANTE ET DE SERVICES DE LA CAPITALE-NATIONALE	SERVICES D'UN ORTHESISTE-CONSEIL ET D'UN AUDIOLOGISTE-CONSEIL POUR AVIS SUR DIFFERENTES PROTHESES OU ORTHESES	ORGANISME PUBLIC
6	C01510059	16 177,21	CHECKBOX SURVEY SOLUTIONS	LICENCES DE L'OUTIL DE SONDAGE "CHECKBOX" EN INFONUAGIQUE	GRÉ À GRÉ
7	CT1041915	13 677,94	CINDY LESSARD (SERV. DE TRAITEUR FUNKY FOODIES)	SERVICES DE TRAITEUR	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
8	CT1042155	19 000,00	CLAUDIA DI IORIO	SERVICES D'UN PORTE-PAROLE POUR LA CONSULTATION PUBLIQUE EN SECURITE PUBLIQUE	GRÉ À GRÉ
9	C01340356	10 383,00	COMPUGEN INC.	ACQUISITION DE LICENCES ET CAL MICROSOFT	GRÉ À GRÉ
10	C01514250	14 173,00	COMPUGEN INC.	ABONNEMENT A "OFFICE 365 PRO PLUS"	GRÉ À GRÉ
11	C01515732	19 693,39	COMPUGEN INC.	SERVICES DE MAINTENANCE DU LOGICIEL "ENHANCED" ET JETONS D'AUTHENTIFICATION	GRÉ À GRÉ
12	CT1041733	22 778,55	CONTROLAIR QUEBEC INC.	SERVICES D'ENTRETIEN DES OPACIMETRES	GRÉ À GRÉ

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
13	C01514251	13 872,00	COOP. DE L'UNIVERSITE LAVAL	ACQUISITION DE TABLETTES, DE CLAVIERS ET D'ADAPTEURS USB	GRÉ À GRÉ
14	C01514268	18 849,60	CORPORATE EXPRESS CANADA INC. (STAPLES ADVANTAGE)	ACQUISITION DE CARTOUCHES ET DE DRUMS POUR IMPRIMANTES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
15	C01514193	11 700,00	CSPQ - DGACQ	ENTENTE DE SERVICES EN TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET COMMUNICATIONS ENTRE LA SAAQ ET LE CSPQ	ORGANISME PUBLIC
16	C01513802	18 000,00	CSPQ - DGACQ	SERVICES D'IMPRESSION DES RAPPORTS SAGIP (SYSTEME ADMINISTRATIF DE GESTION INFORMATISEE DE LA PAIE)	ORGANISME PUBLIC
17	C01523433	12 341,93	DESCHAMPS IMPRESSION INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE BROCHURES "BIENTOT CONDUCTEUR D'UN VEHICULE DE PROMENADE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
18	C01523494	14 553,00	DESCHAMPS IMPRESSION INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE BROCHURES "HEURES DE CONDUITE ET DE REPOS DES CONDUCTEURS DE VEHICULES LOURDS"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
19	C01510103	19 200,00	DRUIDE INFORMATIQUE INC.	ACQUISITION DE LA MISE A NIVEAU DU LOGICIEL "GRAMMATICAL ANTIDOTE" VERSION 5 VERS LA VERSION 8	GRÉ À GRÉ
20	C01514243	15 411,00	DYNATRACE LLC	SERVICES DE MAINTENANCE DES LOGICIELS "DYNATRACE"	GRÉ À GRÉ
21	CT1042192	21 400,00	ENTRETIEN MENAGER PC INC.	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER DE POSTES DE CONTROLE ROUTIER	APPEL D'OFFRES PUBLIC
22	C01523380	14 039,10	ENVELOPPE CONCEPT INC.	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES D'EXPEDITION POUR CORRESPONDANCE GENERALE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
23	C01340355	17 000,00	ERNST & YOUNG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	ENGAGEMENT D'UNE FIRME COMPTABLE POUR REALISER UNE EVALUATION EXTERNE INDEPENDANTE DES PRATIQUES DE VERIFICATION INTERNE	GRÉ À GRÉ
24	C01523418	15 470,00	FORMULES D'AFFAIRES MODERNES LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "CERTIFICAT D'IMMATRICULATION TEMPORAIRE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
25	C01523372	16 717,44	GROUPE DATA LTEE	ACQUISITION DE PAPIER POUR IMPRIMANTE LASER "CANON OCE"	APPEL D'OFFRES PUBLIC

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
26	C01523484	19 503,75	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE "CERTIFICAT D'IMMATRICULATION (POSTAL)" ET "CERTIFICAT D'IMMATRICULATION (2 PAR FEUILLE)"	APPEL D'OFFRES PUBLIC
27	C01523469	24 475,20	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE CERTIFICATS D'IMMATRICULATION TEMPORAIRES	APPEL D'OFFRES PUBLIC
28	C01523426	12 669,51	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "CONFIRMATION DE CHANGEMENT D'ADRESSE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
29	C01523473	14 597,50	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES DE DEPOT	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
30	C01523389	16 286,40	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "AVIS DE PAIEMENT - IMMATRICULATION" (INCLUANT 2 CERTIFICATS D'IMMATRICULATION)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
31	C01523385	17 192,50	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "PERMIS DE CONDUIRE (POSTAL)" ET "AVIS DE PRELEVEMENTS BANCAIRES AUTOMATIQUES"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
32	C01523390	18 810,79	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "AVIS DE PRELEVEMENTS BANCAIRES AUTOMATIQUES - IMMATRICULATION"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
33	C01523382	22 662,50	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "CERTIFICAT D'IMMATRICULATION"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
34	C01523450	11 150,25	IMPART LITHO (9049-3347 QUEBEC INC.)	FABRICATION ET IMPRESSION DE GUIDES "POLITIQUE D'EVALUATION DES CONDUCTEURS DE VEHICULES LOURDS"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
35	C01523483	15 700,00	IMPART LITHO (9049-3347 QUEBEC INC.)	FABRICATION ET IMPRESSION DE GUIDES "LA RONDE DE SECURITE" (VERSION ANGLAISE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
36	C01523409	14 660,00	IMPRIMERIE H.L.N. INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DU CONTENU DU CARTABLE "GUIDE DE VERIFICATION MECANIQUE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
37	C01523453	13 972,98	IMPRIMERIE NORECOB INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE FEUILLETS "DES "BONS, BON" CONSEILS POUR FETER L'HALLOWEEN EN TOUTE SECURITE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
38	C01523458	14 495,00	IMPRIMERIE NORECOB INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE BROCHURES "POLITIQUE D'EVALUATION DES PROPRIETAIRES ET EXPLOITANTS DE VEHICULES LOURDS"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
39	C01523479	20 983,70	IMPRIMERIE STE-JULIE INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE VIGNETTES DE CONFORMITE EN VERIFICATION MECANIQUE ET DE VIGNETTES D'ENTRETIEN PREVENTIF	APPEL D'OFFRES PUBLIC
40	CT1041867	22 058,00	IMV ENTRETIEN COMMERCIAL INC.	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER DE POSTES DE CONTROLE ROUTIER	APPEL D'OFFRES PUBLIC
41	C01514272	11 780,00	INFORMATIQUE PRO CONTACT INC.	ACQUISITION DE LIVRES NUMERIQUES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
42	C01514289	11 699,40	INFORMATIQUE PRO CONTACT INC.	ACQUISITION DE TABLETTES LENOVO ET D'ETUIS PROTECTEURS	GRÉ À GRÉ
43	C01514242	24 480,00	INFOSAT TELECOMMUNICATIONS-FERM	SERVICES MENSUELS POUR TELEPHONES SATELLITAIRES	GRÉ À GRÉ
44	CT1042239	16 500,00	KATHLEEN TAYLOR	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER DE POSTES DE CONTROLE ROUTIER	GRÉ À GRÉ
45	C01514255	13 713,14	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
46	C01510063	13 889,16	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
47	C01515731	14 586,15	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
48	C01514265	14 703,50	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
49	C01514217	14 876,48	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
50	C01514315	16 586,54	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
51	C01510062	17 481,49	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLLICITATION
52	C01514299	17 504,54	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
53	C01514247	17 985,46	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
54	C01514233	18 000,66	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
55	C01514253	18 052,64	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
56	C01514313	18 305,10	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
57	C01514271	19 094,96	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
58	C01514273	19 094,96	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
59	C01514303	19 109,68	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
60	C01510066	19 137,88	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
61	C01514300	19 137,88	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
62	C01514296	19 202,02	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
63	C01514298	19 295,90	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
64	C01514295	19 427,99	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
65	C01514240	19 603,06	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
66	C01514256	19 606,29	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
67	C01514228	19 649,98	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
68	C01514294	19 919,71	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
69	C01514284	20 014,19	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
70	C01514285	20 098,69	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
71	C01514264	20 187,50	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
72	C01514274	20 273,41	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
73	C01514314	20 305,10	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
74	C01514254	20 927,75	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
75	C01510065	22 766,26	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
76	C01516209	22 928,68	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	FABRICATION, LIVRAISON ET INSTALLATION DE PLATEFORMES MOBILES POUR LE POSTE DE CONTROLE ROUTIER ST-NICOLAS	ORGANISME PUBLIC
77	C01514218	23 204,12	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
78	C01514257	23 297,97	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
79	C01523430	12 000,00	LES EDITIONS S.R. (1995) INC.	SERVICES DE MISES A JOUR DU VOLUME "TRANSPORT DES MATIERES DANGEREUSES"	GRÉ À GRÉ
80	C01523447	14 145,00	LES EDITIONS S.R. (1995) INC.	SERVICES DE MISES A JOUR DU VOLUME "LOI SUR LES TRANSPORTS"	GRÉ À GRÉ
81	C01523439	21 238,00	LES EDITIONS S.R. (1995) INC.	SERVICES DE MISES A JOUR DES "CODE DE SECURITE ROUTIERE", "CODE DE SECURITE ROUTIERE ANALYTIQUE" ET "CODE DE SECURITE ROUTIERE ELECTRONIQUE"	GRÉ À GRÉ
82	C01516208	16 544,00	LES PRODUCTIONS SAI INC.	FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN SYSTEME DE TRANSMISSION DE SIGNAUX ENTRE LES DEUX STATIONS	GRÉ À GRÉ
83	C01191666	11 320,46	LES SOLUTIONS VICTRIX INC.	ACQUISITION DE LICENCES MCAFEE ET SERVICES DE MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ
84	C01523463	24 879,50	LITHO CHIC INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE BROCHURES "POLITIQUE D'EVALUATION DES CONDUCTEURS DE VEHICULES LOURDS"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
85	C01514287	19 164,00	LOGISTIK UNICORP INC.	ACQUISITION DE DOSSARDS	GRÉ À GRÉ
86	C01523449	20 097,00	MCDERMID PAPER CONVERTERS LTD	ACQUISITION DE ROULEAUX DE PAPIER THERMIQUE POUR LES TPV ICT250	APPEL D'OFFRES PUBLIC
87	C01191664	15 600,00	MEGA TECHNICAL HOLDINGS LTD	ACQUISITION DE CINEMOMETRES STALKER LIDAR XS (RADAR)	GRÉ À GRÉ
88	C01191672	17 400,00	MICRO LOGIC	ACQUISITION D'ACCESSOIRES POUR TELEPHONES INTELLIGENTS	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
89	CT1041776	15 699,00	MIKAILOV CAMILLE (GESTION PRO-CAM)	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER DE POSTES DE CONTROLE ROUTIER	APPEL D'OFFRES PUBLIC
90	CT1041780	15 700,00	MIKAILOV CAMILLE (GESTION PRO-CAM)	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER DE POSTES DE CONTROLE ROUTIER	APPEL D'OFFRES PUBLIC

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLLICITATION
91	CT1042189	24 532,00	NEOELECT INC.	REALISATION DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR UN POSTE DE CONTROLE ROUTIER	GRÉ À GRÉ
92	CT1042026	23 940,00	NETTOYAGE A. GIGUERE ENR.	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER DE POSTES DE CONTROLE ROUTIER	APPEL D'OFFRES PUBLIC
93	CT1040993	15 000,00	NORMANDIN BEAUDRY ACTUAIRES CONSEIL INC.	TRAVAUX D'ACTUARIAT RELATIFS A UN REGIME DE RETRAITE	GRÉ À GRÉ
94	C01523446	24 753,50	PIXIM SOLUTIONS INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "CERTIFICAT ET RAPPORT DE VERIFICATION MECANIQUE"	APPEL D'OFFRES PUBLIC
95	C01514209	10 300,00	POSTES CANADA	DROITS D'UTILISATION POUR LICENCE ANNUELLE DES DONNEES DES CODES POSTAUX POUR 2016	ORGANISME PUBLIC
96	C01514304	10 600,00	POSTES CANADA	DROITS D'UTILISATION POUR LICENCE ANNUELLE DES DONNEES DES CODES POSTAUX POUR 2017	ORGANISME PUBLIC
97	C01514210	14 947,93	PRAENESTE TECHNOLOGIES INC.	DROIT D'UTILISATION ET SUPPORT POUR LICENCE UTILISATEUR APPLICATION SPACE EN ACCES COMPLET	GRÉ À GRÉ
98	CT1041597	19 460,00	QUANTUM JURICOMPTABLE INC.	EXPERTISE EN JURICOMPTABILITE	GRÉ À GRÉ
99	CT1041719	15 000,00	QUOTIENT JURICOMPTABLES INC.	SERVICES PROFESSIONNELS D'UN EXPERT CONSEIL DANS LE CADRE D'UN LITIGE	GRÉ À GRÉ
100	CT1041129	16 300,00	RADIO CARILLON TAXI INC.	SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT POUR L'EVALUATEUR DANS LE CADRE DE L'EXAMEN MOTO SUR ROUTE	GRÉ À GRÉ
101	CT1041520	13 700,00	RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON	SERVICES DE NORMALISATION COMPTABLE	GRÉ À GRÉ
102	C01510101	23 625,00	REGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUEBEC	EVALUATION DES RISQUES DE FRAUDE ASSOCIES A L'EMISSION DE DOCUMENTS OFFICIELS GOUVERNEMENTAUX	ORGANISME PUBLIC
103	C01514293	12 265,55	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
104	C01514252	13 463,33	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE DIVERSES CARTOUCHES COULEURS POUR IMPRIMANTES	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
105	C01514222	17 934,87	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES POUR IMPRIMANTES COULEURS	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
106	C01514248	19 595,94	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE CARTOUCHES	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
107	C01514200	23 321,10	RESSOURCE LASER INC.	ACQUISITION DE DIVERSES CARTOUCHES DE COULEUR	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
108	C01514227	11 814,05	ROCKET SOFTWARE INC.	ABONNEMENT A "ROCKET MOBILE TE ENTERPRISE EDITION"	GRÉ À GRÉ
109	C01524213	13 695,00	ROUYN ASPHALTE INC.	TRAVAUX DE TERRASSEMENT ET D'ASPHALTAGE	GRÉ À GRÉ
110	C01510102	18 083,00	SAS INSTITUTE CANADA INC.	ACCOMPAGNEMENT AUX UTILISATEURS POUR LA NOUVELLE SOLUTION "SAS/IT"	GRÉ À GRÉ
111	C01514220	16 395,00	SOCIETE PLAN DE VOL INC.	SERVICES D'ENTRETIEN "IDSIDE GOUVERNANCE WEB" (INCLUANT HEBERGEMENT ET SUPPORT)	GRÉ À GRÉ
112	C01514129	11 510,35	SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT ET DE L'UTILISATION DU SITE INTERNET AZIMUT, CONSULTATION DE LA BANQUE DE DONNEES	GRÉ À GRÉ
113	C01514192	12 559,50	SUBMAIN	SERVICES DE MAINTENANCE DU LOGICIEL "CODEIT.RIGHT"	GRÉ À GRÉ
114	C01523408	13 259,30	SUPREMEX INC.	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES DE RETOUR BANDE VERTE, BANDE JAUNE ET SERVICE DU SUIVI DU PRIVILEGE DE CIRCULER	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
115	C01523456	20 188,20	SUPREMEX INC.	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES D'EXPEDITION AVEC FENETRE ET VIGNETTE POSTALE (2 MODELES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
116	C01514244	12 750,00	SYMANTEC CANADA	CERTIFICATS DE CHIFFREMENT A CLE PUBLIQUE "VERISIGN"	GRÉ À GRÉ

#	NUMÉRO DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE DE SOLlicitATION
117	CT1041604	21 450,00	SYSTEMES STEKAR INC.	INSTALLATION DE VERRES TYMPANS	GRÉ À GRÉ
118	CT1041145	19 200,00	TAXI CLEMENT INC.	SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT POUR L'EVALUATEUR DANS LE CADRE DE L'EXAMEN MOTO SUR ROUTE	GRÉ À GRÉ
119	C01514311	14 974,39	TELERIK INC.	SERVICES DE MAINTENANCE POUR LICENCES "UI" POUR WPF	GRÉ À GRÉ
120	C01191669	21 067,20	TOWERS WATSON CANADA INC.	ACQUISITION DE LICENCES SIMULTANÉES DE TYPE POSTE DU LOGICIEL "EMBLEM" (LOGICIEL ACTUARIEL DE CLASSIFICATION DE TYPE GLM)	GRÉ À GRÉ
121	CT1041304	15 000,00	TRADUSIGNE (ALICE DULUDE)	SERVICES D'EXPERTS EN INTERPRÉTATION ASL	GRÉ À GRÉ
122	C01523444	10 408,44	WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE	SERVICES DE MISES À JOUR DU VOLUME "SECURITE ROUTIERE - LEGISLATION APPLICABLE AU QUEBEC"	GRÉ À GRÉ
123	CT1041450	19 941,35	WSP CANADA INC.	ELABORATION DE PLANS ET DEVIS D'INGENIERIE RELATIFS AU PROJET D'AMELIORATION DES FOSSES D'INSPECTION DU BVM DU POSTE DE CONTROLE DE ST-NICOLAS	GRÉ À GRÉ
124	CT1041495	24 597,43	WSP CANADA INC.	ELABORATION DE PLANS ET DEVIS RELATIFS AU PROJET DE REMPLACEMENT DES BALANCES	GRÉ À GRÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 65

Titre

Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2016-2017 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chacun.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour le Ministère

Industrie du camionnage :

Réaliser des essais afin d'élaborer le contenu d'un guide de bonnes pratiques sur l'utilisation de miroirs antévisseurs pour améliorer la détection des piétons en milieu urbain par les conducteurs de véhicules lourds.

- Étude réalisée sur deux années financières :
 - Coût 2016-2017 : 40 000 \$
 - Coût 2017-2018 : 45 700 \$

Utilisation des radars photo

Conformément aux dispositions de l'article 36 du chapitre 15 des lois du Québec de 2012, le ministre des Transports doit, au plus tard le 6 décembre 2013 et par la suite tous les 12 mois pendant quatre ans, faire un rapport au gouvernement sur l'application du cinémomètre photographique et du système photographique de contrôle de circulation aux feux rouges.

Le rapport d'évaluation 2016, Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges, a été transmis au greffe du Conseil exécutif en décembre 2016.

Ce rapport a été présenté au Conseil des ministres le 25 janvier 2017 et devrait être déposé par le ministre à l'Assemblée nationale au cours du mois de mars 2017.

Le rapport contient onze sections : 1- Contexte; 2- Bilan de l'utilisation des appareils de contrôle automatisé (ACA); 3- Bilan du traitement des infractions détectées par les ACA; 4- Désignation du conducteur et du locataire à court terme; 5- Signalisation; 6- Fonctionnement des ACA; 7- Phase 2 de déploiement des nouveaux ACA; 8- Projet pilote de coopération municipale et entente avec les municipalités; 9- Information à la population; 10- Fonds de la sécurité routière; 11- Déploiement informatique.

L'expérience de l'utilisation des ACA sur le réseau routier québécois présente plusieurs aspects positifs pour la sécurité routière. En effet, aux endroits contrôlés par ces appareils, on constate une diminution importante du nombre d'accidents avec blessures et du nombre global d'accidents. Indubitablement, ces équipements améliorent le bilan routier et contribuent à diminuer les coûts sociaux imputables aux accidents de la route.

Les coûts associés à la conception, de 6 165,00 \$, et à l'impression, de 2 299,00 \$, de ce rapport ont été affectés au budget de fonctionnement du Fonds de la sécurité routière.

Projet de recherche « Évaluation des pratiques sécuritaires pour les voies réservées aux véhicules à taux d'occupation élevée (VTOE) »

Avec l'accroissement du phénomène de congestion routière, les demandes d'implantation de voies de circulation réservées aux véhicules à taux d'occupation élevé (VTOE) sont de plus en plus fréquentes sur le réseau routier du Ministère. Ces voies peuvent desservir les autobus, les taxis et les véhicules particuliers qui transportent un nombre minimal de personnes – covoiturage – distinctement ou conjointement. Bien que les normes de marquage au sol et de signalisation (Tome V) permettent déjà de prendre en compte ce type d'aménagement, l'aspect sécurité routière de l'exploitation de ces aménagements aurait avantage à être précisé afin que le Ministère puisse mieux juger du niveau de sécurité de projets routiers avec voies réservées.

Le projet de recherche réalisé par des chercheurs de l'Université Concordia visait à améliorer les connaissances dans le domaine des voies réservées pour les véhicules à taux d'occupation élevé, de façon à préciser des conditions d'aménagement et d'exploitation de ces voies qui sont sécuritaires. Ce

été déposé le 25 novembre 2016.

Bien que le projet de recherche ait permis de dresser un portrait des pratiques étrangères sur le sujet et de classer la majorité des voies réservées présentes en Amérique du Nord en fonction de leurs critères d'aménagement et de leurs conditions d'exploitation, le volet du projet de recherche portant sur l'analyse des voies réservées aux VTOE déjà présentes sur le territoire québécois n'a pas donné les résultats escomptés. Des données limitées et des difficultés à effectuer des comparaisons probantes de différents types d'aménagements expliquent le manque de résultats concluants sur le niveau de sécurité de ces aménagements.

Projet de recherche – Évaluation du potentiel d'application de la démarche « Code de la rue » pour le Québec et identification des enjeux et stratégies liés à sa mise en œuvre

Le « Code de la rue » est une démarche élaborée en Europe francophone afin d'améliorer la sécurité des déplacements des usagers vulnérables en agglomération. Elle prône une démarche intégrée de planification, notamment par l'encouragement à la participation citoyenne, la mobilisation des pouvoirs publics et la planification concertée entre usagers et aménagistes pour que la rue devienne un véritable milieu de vie, et non uniquement un espace de circulation.

Le projet de recherche réalisé par des chercheurs de Polytechnique Montréal vise à évaluer le potentiel pour appliquer une démarche « Code de la rue » au Québec, afin d'améliorer la sécurité des usagers vulnérables en agglomération et de promouvoir l'intégration de la gestion de la demande dans la planification et la gestion de l'infrastructure publique.

Ce projet s'est échelonné sur une période de près de cinq ans, de janvier 2012 à novembre 2016. Le rapport final de ce projet de recherche a été déposé le 21 novembre 2016 et est disponible dans la Banque des publications officielles du Ministère.

Le rapport final comporte 23 recommandations faisant référence à la législation, aux aménagements routiers et aux différents outils ou programmes à mettre en place pour soutenir les municipalités et favoriser une approche « Code de la rue » au Québec.

Ce projet de recherche a été financé pour un montant de 150 000 \$.

Immunité de poursuites – Véhicules hors route

Le 1^{er} décembre 2017, la *Loi sur les véhicules hors route* (LVHR) prévoit la fin de l'immunité contre les poursuites fondées sur les inconvénients de voisinage ou sur tout autre préjudice lié aux bruits, aux odeurs ou à d'autres contaminants.

Cette immunité protège notamment les fédérations, les clubs d'utilisateurs de véhicules hors route (VHR) et l'État contre toute poursuite fondée sur un inconvénient de voisinage impliquant l'utilisation d'un VHR dans un sentier interrégional.

Il est prévu à la LVHR que le ministre dépose auprès du gouvernement un rapport sur le maintien, la modification ou le retrait de cette mesure d'exception qu'est l'immunité. Ce rapport, intitulé Rapport sur l'immunité de poursuites fondées sur les inconvénients de voisinage et le processus de traitement des plaintes, de la médiation et de l'arbitrage en matière de véhicules hors route, a été déposé à l'Assemblée nationale, le 10 juin 2016, par le ministre.

Ce rapport comprend six sections : 1) Les véhicules hors route; 2) Une pratique encadrée; 3) L'immunité à l'égard des poursuites; 4) Ailleurs au Québec et au Canada; 5) L'immunité : abrogation, modulation ou maintien?; 6) Recommandation. La principale recommandation formulée propose de prolonger l'immunité de poursuites jusqu'au 1^{er} janvier 2020, tout en bonifiant le processus de traitement des plaintes d'inconvénients de voisinage, de médiation et d'arbitrage afin d'assouplir son application et de renforcer son efficacité auprès des parties impliquées.

Selon l'article 87.2 de la LVHR, il revient à la Commission des transports et de l'environnement de procéder à l'étude de ce rapport.

Le coût total des dépenses associées à la préparation et à la production de ce rapport est de 7 734 \$ et a été affecté au budget de fonctionnement du Ministère, soit des dépenses de 7 320 \$ pour la conception et la rédaction du rapport, imputables à l'exercice financier 2015-2016, et des dépenses de 414 \$ liées à l'impression de ce document, imputables au présent exercice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 65

Titre

Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2016-2017 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Société de l'assurance automobile du Québec

a) La conduite en état d'ébriété

- 1) Taux d'alcoolémie chez les conducteurs décédés dans les accidents de véhicules routiers, de 2010 à 2014. Annexe I du dossier statistique « Bilan 2015 – Accidents, parc automobile, permis de conduire ». Tableaux 1 à 4 de l'annexe I produits chaque année dans le cadre du Bilan routier;
- 2) SOM (2017) Évaluation de la campagne régionale alcool du Saguenay 2016 « Chez nous, lorsqu'on boit, on ne conduit pas » - Rapport d'analyse 47 p. (coût du sondage : 8 400 \$);
- 3) SOM (2017) Évaluation de la campagne alcool 2016 « Empêchez vos proches de conduire s'ils ont bu » - Rapport d'analyse 72 p. (coût du sondage : 11 760 \$);
- 4) Profil détaillé des faits et des statistiques touchant l'alcool et les drogues au volant. SAAQ – 32 p.

b) Le cellulaire au volant – distractions

- 1) SOM (2017) Évaluation de la campagne texto 2016 « Texter au volant, c'est se foutre des conséquences » - Rapport d'analyse 97 p. (coût du sondage : 13 280 \$).

c) La conduite automobile et l'utilisation de drogues

- 1) Présence de drogues ou de médicaments chez les conducteurs décédés dans les accidents de véhicules routiers, de 2010 à 2014. Annexe I du dossier statistique « Bilan 2015 – Accidents, parc automobile, permis de conduire ». Tableaux 5 à 8 de l'annexe I produits chaque année dans le cadre du Bilan routier;
- 2) SOM (2016) Évaluation de la campagne drogue au volant 2016 « Toutes les drogues nuisent à ta conduite » - Rapport d'analyse 67 p. (coût du sondage : 12 302 \$).

d) Tout autre sujet important en sécurité routière

- 1) Service de la recherche en sécurité routière (2016) Les infractions et les sanctions reliées à la conduite d'un véhicule routier – 2006 à 2015, Dossier statistique, SAAQ. 195 p.;
- 2) Service de la recherche en sécurité routière (2016) Bilan 2015 des taxis, des autobus, des camions lourds et des tracteurs routiers, Dossier statistique, SAAQ. 182 p.;
- 3) Service de la recherche en sécurité routière (2016) Bilan 2015 – Accidents, parc automobile, permis de conduire, Dossier statistique, SAAQ. 222 p.;
- 4) Profil détaillé des faits et des statistiques touchant les piétons. SAAQ – 27 p.;
- 5) SOM (2016) Évaluation de la campagne ceinture de sécurité 2016 « Attachez-vous, tout le temps » - Rapport d'analyse 30 p.;
- SOM (2016) Évaluation de la campagne vitesse 2016 « Toute une vie perdue pour un peu de vitesse » - Rapport d'analyse 74 p. (coût des sondages : 13 200 \$);
- 6) SOM (2016) Évaluation de la campagne corridors de sécurité 2016 - Rapport d'analyse 26 p.;
- SOM (2016) Évaluation de la campagne chantiers routiers 2016 « Levez le pied, ouvrez l'œil » - Rapport d'analyse 39 p.;
- SOM (2016) Évaluation de la campagne fatigue au volant 2016 « Avant de cogner des clous, arrêtez-vous » - Rapport d'analyse 44 p. (coût des sondages : 12 080 \$);
- 7) SOM (2016) Évaluation de la campagne courtoisie et partage de la route 2016 « Partageons la route » - Rapport d'analyse 71 p. (coût du sondage : 12 720 \$);

- 8) SOM (2016) Évaluation de la campagne cyclistes 2016 « Respectons nos distances » - Rapport d'analyse 75 p. (coût du sondage : 12 720 \$);
- 9) SOM (2016) Évaluation de la campagne moto 2016 « En moto, soyez prudent » - Rapport d'analyse 41 p. (coût du sondage : 9 405 \$);
- 10) SOM (2016) Évaluation de la campagne sur la conduite hivernale 2015- 2016 « L'hiver, ralentissez et gardez une distance sécuritaire » - Rapport d'analyse 65 p. (coût du sondage : 9 875 \$);
- 11) SOM (2016) Sondage Attentes et perceptions des Québécois à l'égard de la sécurité routière - Rapport d'analyse 86 p. (coût du sondage : 17 500 \$).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 66

Titre

Bilan de l'implantation du Système de reconnaissance des plaques d'immatriculation (SRPI), en précisant :

- a) les coûts détaillés et les revenus engendrés par le projet pilote;
- b) les coûts ventilés d'implantation du système;
- c) le nombre de constats d'infraction du système en 2016-2017;
- d) le nombre d'appareils de service;
- e) prévisions 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) Les coûts détaillés et les revenus engendrés par le projet pilote

En 2016, la Société n'a versé aucune subvention pour le SRPI.

La Société ne tire aucun revenu de l'utilisation du SRPI. Le montant des amendes est versé au *Fonds consolidé du revenu* ou aux cours municipales. Considérant le montant minimal des amendes prévues au *Code de la sécurité routière* pour la très grande majorité des infractions, le total perçu en 2016 était de 7 M\$ à 8 M\$ sans les frais.

L'avantage que retire la Société des SRPI se situe au niveau de la régularisation financière de dossiers de permis de conduire et d'immatriculation, mais surtout au niveau de la sécurité routière et de l'amélioration du bilan routier. Entre autres, le SRPI augmente la perception du risque d'être intercepté, ce qui incite les conducteurs à adopter des comportements plus sécuritaires.

b) Les coûts ventilés d'implantation du système

Aucun coût d'implantation en 2016.

c) Le nombre de constats d'infraction du système en 2016

25 775 constats en 2016.

La Société ne possède pas de données sur la valeur de ces constats.

d) Le nombre d'appareils en service

165 appareils en service au 31 décembre 2016.

e) Prévisions pour 2017-2018

s. o.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 67

<p>Titre</p> <p>Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le budget détaillé, subventions accordées et/ou coûts engendrés;b) le détail et le bilan des activités de chacun des programmes;c) les ressources humaines qui y sont affectées;d) le nom de la ou des firmes responsables (s) du programme ou de la campagne, s'il y a lieu;e) la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.																																			
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p><u>Campagnes de sensibilisation 2016</u></p> <table border="1"><thead><tr><th>Activité</th><th>Objectif</th><th>Clientèle</th><th>Budget 2016</th></tr></thead><tbody><tr><td>Accès transport viable</td><td>Réaliser la campagne de sensibilisation « J'embarque » et déploiement d'escouades de sécurité</td><td>les piétons</td><td>5 000 \$</td></tr><tr><td>Association des réseaux cyclables du Québec</td><td>Organiser des événements vélo au Québec</td><td>les cyclistes</td><td>25 000 \$</td></tr><tr><td>Bouclez-la!</td><td>Sensibiliser à l'utilisation de la ceinture de sécurité</td><td>les jeunes conducteurs</td><td>65 000 \$</td></tr><tr><td>Fédération des transporteurs par autobus (avant Association du transport écolier du Québec)</td><td>Sensibiliser à la sécurité en transport scolaire</td><td>les enfants du préscolaire, du 1^{er} et du 2^e cycle du primaire et les parents</td><td>22 000 \$</td></tr><tr><td>Fédération québécoise des sports cyclistes pour les « Tour du silence »</td><td>Sensibiliser les conducteurs à la vulnérabilité des cyclistes</td><td>les conducteurs et les cyclistes</td><td>25 000 \$</td></tr><tr><td>Opération Nez rouge</td><td>Sensibiliser à la conduite avec les facultés affaiblies et soutenir le service de raccompagnement. La campagne se déroule en décembre</td><td>les conducteurs</td><td>502 000 \$</td></tr><tr><td>Vélo Québec</td><td>Soutenir le programme cycliste averti</td><td>les cyclistes</td><td>28 600 \$</td></tr></tbody></table>				Activité	Objectif	Clientèle	Budget 2016	Accès transport viable	Réaliser la campagne de sensibilisation « J'embarque » et déploiement d'escouades de sécurité	les piétons	5 000 \$	Association des réseaux cyclables du Québec	Organiser des événements vélo au Québec	les cyclistes	25 000 \$	Bouclez-la!	Sensibiliser à l'utilisation de la ceinture de sécurité	les jeunes conducteurs	65 000 \$	Fédération des transporteurs par autobus (avant Association du transport écolier du Québec)	Sensibiliser à la sécurité en transport scolaire	les enfants du préscolaire, du 1 ^{er} et du 2 ^e cycle du primaire et les parents	22 000 \$	Fédération québécoise des sports cyclistes pour les « Tour du silence »	Sensibiliser les conducteurs à la vulnérabilité des cyclistes	les conducteurs et les cyclistes	25 000 \$	Opération Nez rouge	Sensibiliser à la conduite avec les facultés affaiblies et soutenir le service de raccompagnement. La campagne se déroule en décembre	les conducteurs	502 000 \$	Vélo Québec	Soutenir le programme cycliste averti	les cyclistes	28 600 \$
Activité	Objectif	Clientèle	Budget 2016																																
Accès transport viable	Réaliser la campagne de sensibilisation « J'embarque » et déploiement d'escouades de sécurité	les piétons	5 000 \$																																
Association des réseaux cyclables du Québec	Organiser des événements vélo au Québec	les cyclistes	25 000 \$																																
Bouclez-la!	Sensibiliser à l'utilisation de la ceinture de sécurité	les jeunes conducteurs	65 000 \$																																
Fédération des transporteurs par autobus (avant Association du transport écolier du Québec)	Sensibiliser à la sécurité en transport scolaire	les enfants du préscolaire, du 1 ^{er} et du 2 ^e cycle du primaire et les parents	22 000 \$																																
Fédération québécoise des sports cyclistes pour les « Tour du silence »	Sensibiliser les conducteurs à la vulnérabilité des cyclistes	les conducteurs et les cyclistes	25 000 \$																																
Opération Nez rouge	Sensibiliser à la conduite avec les facultés affaiblies et soutenir le service de raccompagnement. La campagne se déroule en décembre	les conducteurs	502 000 \$																																
Vélo Québec	Soutenir le programme cycliste averti	les cyclistes	28 600 \$																																

Programmes éducatifs 2016

Programme	Budget 2016	Objectif et clientèle visée
Le pouvoir de tout changer	450 \$	<ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser les jeunes aux risques liées à la conduite• Jeunes conducteurs (du secondaire)
Sur la route des dragons	110 525 \$	<ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser les jeunes aux différents aspects de la sécurité routière• Jeunes du 1^{er} et 2^e cycle du primaire
Génivélo	6 088 \$	<ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser les jeunes de sept à douze ans aux règles de sécurité à vélo
Brigades scolaires	20 000 \$	<ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser les élèves de tous les cycles du primaire à la sécurité routière
Baladine	40 152 \$	<ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser à l'utilisation correcte d'une siège d'auto pour enfants• Les enfants de 2 à 5 ans et leurs parents
Au volant de ma santé	3 885 \$	<ul style="list-style-type: none">• Amener les conducteurs à faire le point sur leur santé• Conducteurs âgés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 68

Titre

Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le ministère et par la SAAQ pour 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivants :

- a) En ville sans ma voiture ;
- b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant
- c) Semaine de la courtoisie au volant;
- d) Mois du piéton ;
- e) Coupe ton moteur.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour le Ministère

En ville sans ma voiture – 2016-2017

Bénéficiaire	Projet	Montant accordé
Accès transports viables	J'embarque ! Les rendez-vous de la mobilité durable	75 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 68

Titre

Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le ministère et par la SAAQ aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivantes pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018 :

- a) En ville sans ma voiture;
- b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant;
- c) Semaine de la courtoisie au volant;
- d) Mois du piéton;
- e) Coupe ton moteur.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Société de l'assurance automobile du Québec

2016

- a) En ville sans ma voiture : 0 \$
- b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant : 0 \$
- c) Semaine de la courtoisie : En 2016, il n'y a pas eu de Semaine de la courtoisie
- d) Mois du piétons – Activités de sensibilisation Bon pied bon œil : 4 000 \$
- e) Coupe ton moteur : 0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 69

Titre

Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), fournir la liste détaillée de l'effectif de la SAAQ pour chaque année depuis 2004, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Effectifs en ETC¹ contrôleurs routiers au 31 décembre 2016

	2016
Contrôleurs routiers sur route	236
Contrôleurs routiers en entreprise	21
Contrôleurs routiers en vérification mécanique	6

¹ ETC : Unité de mesure utilisée pour calculer l'effectif gouvernemental et correspondant, sur une base annuelle, à une durée normale de travail, selon les conditions de travail.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 70

Titre Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ, ventilation par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour 2016-2017 et pour les quatre années financières précédentes.			
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Nombre de contrôleurs routiers¹ à l'emploi de la Société ventilés par région :			
	Contrôleurs routiers sur route	Contrôleurs routiers en vérification mécanique	Contrôleurs routiers en entreprise
Direction régionale de Québec et de l'Est-du-Québec			
Service CR – Bas-Saint-Laurent-Est – Gaspésie	10,62		0,92
Service CR – Bas-Saint-Laurent-Ouest	6,82		0,59
Service CR – Saguenay–Lac-Saint-Jean	12,44		1,03
Service CR – Côte-Nord	5,97		0,47
Service CR – Capitale-Nationale	19,92	0,01	1,71
Service CR – Chaudière-Appalaches	19,80	0,01	1,68
Direction régionale du Centre-du-Québec et périphéries			
Service CR – Mauricie–Centre-du-Québec	17,30	0,01	1,48
Service CR – Estrie	16,04	0,01	1,37
Service CR – Rouyn-Noranda-Témiscamingue	6,01		0,52
Service CR - Val-d'Or – Nord-du-Québec	5,97		0,47
Direction régionale de la Montérégie et de l'Ouest-du-Québec			
Service CR – Montréal-Est–Laval-Est–Lanaudière	25,08	0,01	2,18
Service CR – Montréal-Ouest–Laval-Ouest-Laurentides	27,51	0,01	2,35
Service CR – St-Bruno	27,83	0,01	2,42
Service CR – Saint-Jean	19,86	0,01	1,73
Service CR – Outaouais	12,35		1,03
Siège social	2,67	6,08	0,58
TOTAL	236,19	6,16	20,53
¹ Les données sont au 31 décembre 2016 et sont transmises en ETC (unité de mesure utilisée pour calculer l'effectif gouvernemental et correspondant, sur une base annuelle, à une durée normale de travail, selon les conditions de travail).			
Nombre d'interventions effectuées et constats donnés (1^{er} janvier au 31 décembre 2016)			
	2016		
Interventions sur route	86 768		
Interventions en entreprise	597		
Contrôle en continuité d'une intervention sur la route	798		
Total interventions	88 163		
Infractions sur route	33 813		
Infractions en entreprise	1 527		
Total infractions	35 340		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 71

Titre

Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2004 et détails des causes et des conséquences de ces accidents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En vertu de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé et du Règlement sur la sécurité ferroviaire entré en vigueur le 1^{er} janvier 2001, les compagnies de chemin de fer de compétence québécoise doivent aviser sans délai le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports de tout accident impliquant un matériel roulant.

- Un accident ferroviaire présente généralement des dommages et un arrêt des opérations de nature ferroviaire, soit : une collision en voie principale, un déraillement en voie principale, un accident à un passage à niveau, une collision, un incendie ou une explosion.
- Un incident ferroviaire présente un risque d'accident concernant les sujets suivants : non-respect des règles d'exploitation, mauvaise manœuvre, aiguillage mal orienté, risque de collision, déversement de marchandises dangereuses ou autres.

Tableau 1 – Incidents et accidents sur les chemins de fer et sites industriels relevant de la juridiction du Québec

Année	Incidents et accidents		Victimes				
	Nombre*	Passages à niveau	Morts		Blessés		Total de victimes
			Passages à niveau	Total (incluant passages à niveau)	Passages à niveau	Total (incluant passages à niveau)	
2016	15	6	0	2	2	4	6

* Comprend les incidents et les accidents aux passages à niveau.

Ces données sont à jour en date du 27 février 2017.

Tableau 2 – Accidents aux passages à niveau situés sur les chemins de fer relevant de la juridiction du Québec et du Canada

Année	Nombre	Morts	Blessés graves	Blessés légers	Total de victimes
2016	57	1	3	23	27

Ces données sont à jour en date du 27 février 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 72

<p>Titre</p> <p>Liste des accidents répertoriés impliquant des véhicules de déneigement pour l'année 2016-2017. Fournir aussi la liste des membres et des activités du Comité stratégique sur le déneigement.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Accidents impliquant des véhicules de déneigement (2016-2017) Du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 (données de la saison hivernale 2015-2016) :</p> <p>490 accidents :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Nombre d'accidents avec décès : 1➤ Nombre d'accidents avec blessés graves : 5➤ Nombre d'accidents avec blessés légers : 41➤ Nombre d'accidents avec dommages matériels seulement : 443 <p>Depuis 2015, le suivi des accidents impliquant des véhicules de déneigement est effectué par l'entremise du bilan routier préliminaire produit trimestriellement. Lors de ces suivis, advenant l'identification d'une hausse des accidents durant la période hivernale, Contrôle routier Québec (CRQ) procède à une analyse des rapports d'accidents.</p> <p>Il est important de souligner que, lors d'accidents impliquant des véhicules de déneigement, les corps policiers ainsi que CRQ collaborent à l'analyse de l'évènement.</p> <p>Liste des membres du Comité stratégique sur le déneigement En mai 2013, la vocation du Comité stratégique sur le déneigement a été modifiée pour rendre permanente une des recommandations du rapport Neige, sous le vocable « Vigie-accidents ». Cette nouvelle formule permet aux membres de maintenir les liens de collaboration qui ont été établis, permettant de travailler de façon concertée en considération de la complémentarité des rôles et responsabilités.</p> <p>Les membres de la « Vigie-accidents » sont :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Claude Boucher, Vice-présidence au contrôle routier et à la sécurité des véhicules – SAAQ➤ Gaétan Bergeron, Vice-présidence au contrôle routier et à la sécurité des véhicules – SAAQ➤ René Désaulniers, Vice-présidence au contrôle routier et à la sécurité des véhicules – SAAQ➤ Lyne Vézina, Vice-présidence aux affaires publiques et à la stratégie de prévention routière – SAAQ➤ François Gilbert, Ministère de la Sécurité publique➤ Sylvain Noël, Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec➤ Pierre Bourgeois, Association des directeurs de police du Québec➤ Marianne Rivest, Service de police de la Ville de Montréal➤ Jean-François Campeau, Sûreté du Québec <p>Le Comité Vigie-Accidents ne se réunit pas de façon régulière, mais peuvent se rendre disponible advenant une situation particulière.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 73

Titre

Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités et de tous les avertissements donnés aux conducteurs de véhicules lourds, selon le type d'infraction (limiteur de vitesse, fatigue au volant, etc.), par année depuis 2008.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Limiteur de vitesse :

Pour l'année 2016, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre, Contrôle routier Québec a réalisé :

- Interventions reliées aux limiteurs de vitesse : 152
- Infractions émises reliées aux vérifications du limiteur de vitesse : 179

Fatigue au volant :

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016,

- 2 897 infractions en contravention au Règlement sur les heures de conduites et de repos des conducteurs de véhicule lourd.
- 486 mises hors service d'un conducteur en contravention au Règlement sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicule lourd.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 74

Titre

État de situation du projet pilote Uber. Fournir le nombre d'inspections et de contrôles routiers effectués sur des chauffeurs d'Uber inc. Inclure le sommaire des infractions constatées, par catégorie, et les suivis faits des inspections.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour le Ministère

L'application et le contrôle de la *Loi concernant les services de transport par taxi* et sa réglementation s'effectuent par deux organismes au Québec :

- Contrôle routier Québec pour l'ensemble de la province à l'exception de l'Île de Montréal. La Société de l'assurance automobile du Québec a donc compilé les données concernant le projet pilote d'Uber;
- Bureau du taxi de Montréal (BTM) pour l'Île de Montréal, soit les agglomérations de taxi A-5, A-11 et A-12. À Montréal, la ville a compétence sur le transport par taxi par le biais de son *Règlement sur le transport par taxi*. Le BTM applique également les dispositions des projets pilotes, dont celui d'Uber. Il appartient au BTM de publier, s'il le juge opportun, les données demandées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 74

Titre État de situation du projet pilote Uber. Fournir le nombre d'inspections et de contrôles routiers effectués sur des chauffeurs d'Uber inc. Inclure le sommaire des infractions constatées, par catégorie, et les suivis faits des inspections.																																																
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Pour la Société de l'assurance automobile du Québec Interventions de Contrôle routier Québec sur route effectuées sur l'ensemble du territoire à l'exception de la Ville de Montréal (Bureau du taxi de Montréal) auprès des chauffeurs d'Uber Canada afin de s'assurer du respect des dispositions prévues au projet pilote encadré par l'arrêté ministériel. Interventions du 21 octobre 2016 (date de l'obtention du permis intermédiaire par Uber Canada) au 31 mars 2017 <table><tr><th>Nombre de contrôles sur route</th><th>Nombre d'infractions</th></tr><tr><td>96</td><td>30</td></tr></table> Catégories d'infractions constatées : <table><tr><th colspan="3">INFRACTIONS – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL</th></tr><tr><th></th><th>Nb. d'infractions</th><th>Nature de l'infraction</th></tr><tr><td rowspan="7">Arrêté ministériel Encadrant le projet pilote</td><td>1</td><td>Intermédiaire / N'a pas fourni de vignette</td></tr><tr><td>1</td><td>Intermédiaire / Omission de s'assurer que le véhicule respecte l'art. 10 (véhicule de moins de 10 ans)</td></tr><tr><td>1</td><td>Intermédiaire / Omission de révoquer un partenaire-chauffeur ne respectant pas une obligation (art. 10)</td></tr><tr><td>1</td><td>Partenaire-chauffeur / Non-respect des conditions prévues à l'art. 10 (véhicule de plus de 10 ans)</td></tr><tr><td>1</td><td>Partenaire-chauffeur / Mis en circulation véhicule avec défectuosité sans se conformer à l'article 33</td></tr><tr><td>9</td><td>Partenaire-chauffeur / Vignette non apposée sur le véhicule</td></tr><tr><td>8</td><td>Partenaire chauffeur / Ne pas avoir le rapport de vérification mécanique à bord</td></tr><tr><td colspan="3">Total des infractions : 22</td></tr><tr><th colspan="3">INFRACTIONS- CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE</th></tr><tr><td rowspan="6">Code de la sécurité routière</td><td>2</td><td>Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'assurance</td></tr><tr><td>1</td><td>Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'immatriculation</td></tr><tr><td>1</td><td>Conducteur / Condition au permis de conduire non respectée</td></tr><tr><td>1</td><td>Conducteur / Conduite pendant sanction</td></tr><tr><td>2</td><td>Conducteur véhicule / Pneus non conformes</td></tr><tr><td>1</td><td>Conducteur / Certificat d'immatriculation non signé</td></tr><tr><td colspan="3">Total des infractions : 8</td></tr><tr><td>Suivi des interventions : Les infractions constatées sont sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales conformément au processus judiciaire.</td></tr></table>	Nombre de contrôles sur route	Nombre d'infractions	96	30	INFRACTIONS – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL				Nb. d'infractions	Nature de l'infraction	Arrêté ministériel Encadrant le projet pilote	1	Intermédiaire / N'a pas fourni de vignette	1	Intermédiaire / Omission de s'assurer que le véhicule respecte l'art. 10 (véhicule de moins de 10 ans)	1	Intermédiaire / Omission de révoquer un partenaire-chauffeur ne respectant pas une obligation (art. 10)	1	Partenaire-chauffeur / Non-respect des conditions prévues à l'art. 10 (véhicule de plus de 10 ans)	1	Partenaire-chauffeur / Mis en circulation véhicule avec défectuosité sans se conformer à l'article 33	9	Partenaire-chauffeur / Vignette non apposée sur le véhicule	8	Partenaire chauffeur / Ne pas avoir le rapport de vérification mécanique à bord	Total des infractions : 22			INFRACTIONS- CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE			Code de la sécurité routière	2	Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'assurance	1	Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'immatriculation	1	Conducteur / Condition au permis de conduire non respectée	1	Conducteur / Conduite pendant sanction	2	Conducteur véhicule / Pneus non conformes	1	Conducteur / Certificat d'immatriculation non signé	Total des infractions : 8			Suivi des interventions : Les infractions constatées sont sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales conformément au processus judiciaire.
Nombre de contrôles sur route	Nombre d'infractions																																															
96	30																																															
INFRACTIONS – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL																																																
	Nb. d'infractions	Nature de l'infraction																																														
Arrêté ministériel Encadrant le projet pilote	1	Intermédiaire / N'a pas fourni de vignette																																														
	1	Intermédiaire / Omission de s'assurer que le véhicule respecte l'art. 10 (véhicule de moins de 10 ans)																																														
	1	Intermédiaire / Omission de révoquer un partenaire-chauffeur ne respectant pas une obligation (art. 10)																																														
	1	Partenaire-chauffeur / Non-respect des conditions prévues à l'art. 10 (véhicule de plus de 10 ans)																																														
	1	Partenaire-chauffeur / Mis en circulation véhicule avec défectuosité sans se conformer à l'article 33																																														
	9	Partenaire-chauffeur / Vignette non apposée sur le véhicule																																														
	8	Partenaire chauffeur / Ne pas avoir le rapport de vérification mécanique à bord																																														
Total des infractions : 22																																																
INFRACTIONS- CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE																																																
Code de la sécurité routière	2	Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'assurance																																														
	1	Conducteur / Ne pas avoir avec lui son certificat d'immatriculation																																														
	1	Conducteur / Condition au permis de conduire non respectée																																														
	1	Conducteur / Conduite pendant sanction																																														
	2	Conducteur véhicule / Pneus non conformes																																														
	1	Conducteur / Certificat d'immatriculation non signé																																														
Total des infractions : 8																																																
Suivi des interventions : Les infractions constatées sont sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales conformément au processus judiciaire.																																																

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 75

Titre

Fournir les statistiques sur le nombre de déplacements effectués par Uber dans le cadre du projet pilote, par semaine et pour chacune des catégories suivantes : 50 000 heures et moins, 50 000 à 100 000 heures, 100 000 à 150 000 heures et 150 000 heures ou plus.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 76

Titre Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2016-2017 pour les véhicules lourds.															
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Nombre de permis spéciaux délivrés par la Société de l'assurance automobile du Québec pour les véhicules lourds en 2016 : 40 106 Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports peut délivrer des permis spéciaux de circulation en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 633 du Code de la sécurité routière. Ces permis autorisent la circulation de véhicules hors normes à l'égard des charges ou des dimensions. Ils sont délivrés essentiellement pour permettre la circulation de véhicules expérimentaux, pour harmoniser nos normes avec celles des autres administrations nord-américaines ou pour laisser le temps à l'industrie de s'adapter à une situation particulière. Des analyses d'impact sur les infrastructures et sur la sécurité des usagers sont effectuées pour chaque type de permis. <table><tr><th colspan="2">Permis émis selon l'article 633 du CSR</th><th colspan="2">Permis de grand train routier (Hivernal)</th></tr><tr><th><u>Année</u></th><th><u>Nombre de permis</u></th><th><u>Année</u></th><th><u>Nombre de permis</u></th></tr><tr><td>2016</td><td>5 755</td><td>2016</td><td>547</td></tr></table>				Permis émis selon l'article 633 du CSR		Permis de grand train routier (Hivernal)		<u>Année</u>	<u>Nombre de permis</u>	<u>Année</u>	<u>Nombre de permis</u>	2016	5 755	2016	547
Permis émis selon l'article 633 du CSR		Permis de grand train routier (Hivernal)													
<u>Année</u>	<u>Nombre de permis</u>	<u>Année</u>	<u>Nombre de permis</u>												
2016	5 755	2016	547												

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 77

Titre

Nombre de certificats d'exemptions de pneus d'hiver émis pour l'année 2016-2017 avec le détail des motifs d'exemption. Fournir les coûts administratifs liés à la gestion et la délivrance de ces exemptions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Répartition de l'émission des certificats d'exemption pour les pneus d'hiver

Année	Centre de services et Unité mobile	Mandataires	Opérations centralisées	Internet	Total général
2015	3 385	6 185	41	24 250	33 861
Pourcentage	10 %	18,27 %	0,12 %	71,61 %	100 %
2016	2 603	5 034	37	23 496	31 170
Pourcentage	8,35 %	16,15 %	0,12 %	75,38 %	100 %

Les coûts administratifs liés à la gestion des émissions des certificats d'exemption pour l'année 2016 sont de : **113 267 \$**.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 78

Titre

Donner la liste des projets de transport ou d'infrastructures identifiés par le gouvernement pour recevoir du financement par les divers fonds d'infrastructures fédéraux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'annexe 1 présente les projets d'immobilisation en transport en commun qui ont été autorisés par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en 2016-2017 dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures locales (SOFIL) 2014-2019.

ANNEXE 1

Projets de transport collectif autorisés par le Ministère en 2016-2017 dans le cadre de la SOFIL¹

PROJETS APPROUVÉS EN 2016-2017	Montant autorisé incluant taxe et frais financiers ²
<u>RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE</u>	
Équipements de roues d'autobus articulés	119 048 \$
<u>RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL</u>	
Abribus (109 entre 2016 et 2019)	705 270 \$
Véhicule de service supplémentaire	30 149 \$
<u>SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS</u>	
Réfection de la toiture	72 286 \$
<u>SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY</u>	
Terminus léger (boul. Barrette)	40 783 \$
<u>SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE</u>	
Réservoir d'eau chaude (remplacement)	30 922 \$
Outillage et équipements (Bassin de lavage)	45 443 \$
Outillage et équipements (Poste de ravitaillement)	87 809 \$
Boîte de perception	26 772 \$
Outillage – Démonte-pneu	22 201 \$
Équipements de garage (ligne de vie pour sangles de protection)	80 093 \$
Véhicule de service - dépanneuse	301 777 \$
<u>CRT LANAUDIÈRE</u>	
Système d'information voyageur (Phase 1)	2 594 881 \$
Système d'information voyageur (Phase 2)	1 966 410 \$
<u>CIT ROUSSILLON</u>	
Interconnectivité des données SAEIV/WEB	39 574 \$
<u>CIT PRESQU'ILE</u>	
Acquisition et installation de 10 abribus	87 752 \$
<u>CIT SUD-OUEST</u>	
Information aux voyageurs	2 385 093 \$
Acquisition de 2 boîtes de perception	77 631 \$
Acquisition d'un abribus (Châteauguay)	11 088 \$
Acquisition d'équipements de vente et de perception	8 722 \$
Acquisition et installation de 43 supports à vélo	63 394 \$
Acquisition de 7 abribus à Beauharnois	77 618 \$
<u>CIT VALLÉE-DU-RICHELIEU</u>	
Acquisition d'un système d'information aux voyageurs	2 114 992 \$
Abribus (2015)	91 264 \$
<u>SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU (Ville de)</u>	
Acquisition de 8 abribus	39 098 \$
<u>RÉGIE MUNICIPALE DE TRANSPORT COLLECTIF DE SHAWINIGAN</u>	
Acquisition de 4 bornes d'informations	22 052 \$
Système de perception Accès-Bus	15 325 \$
Acquisition d'un système de perception pour le transport adapté	10 216 \$

¹ Tous les projets approuvés au cours de l'année 2016-2017 ont été financés dans le cadre de la SOFIL 2014-2019.

² La contribution fédérale au financement des infrastructures locales de transport pour la SOFIL 2014-2019 est de 49 %. La contribution fédérale pour cette période est de 5,5 M\$ sur un total de 11,2 M\$ versés par la SOFIL.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 79

<p>Titre</p> <p>État de situation pour le renouvellement des voitures de métro MR-73. Indiquer les détails du plan de renouvellement et l'échéancier pour le remplacement de l'ensemble des voitures.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La Société de transport de Montréal (STM) dispose de 423 voitures MR-73 (47 trains), mises en service entre 1976 et 1980 et dont les premières ont atteint leur fin de vie utile théorique de 40 ans en 2016. Les dernières MR-73 mises en service atteindront cette fin de vie utile théorique en 2020. Les voitures MR-73 sont actuellement en service principalement sur la ligne orange du métro, mais elles seront déplacées sur les autres lignes à mesure que les nouvelles voitures Azur seront intégrées au réseau et que les voitures de première génération (MR-63), âgées de plus de 50 ans, seront retirées.</p> <p>Le 29 octobre 2014, après avoir étudié la possibilité de remplacer les voitures MR-73, la STM a annoncé publiquement avoir plutôt opté pour un prolongement de leur durée de vie utile sur 20 années supplémentaires, en vue de les garder en service jusqu'en 2036-2040. La STM juge que la bonne fiabilité, le faible coût d'entretien ainsi que l'historique des MR-73 indiquent qu'il serait possible de réaliser d'importantes économies, sans compromettre la livraison du service, en prolongeant la durée de vie de ces voitures de métro jusqu'à 60 ans.</p> <p>La première phase des travaux est en cours.</p> <p>En 2016, le coût des travaux réalisés est établi à 4,74 M\$. Ces travaux ont permis de rénover ou de remplacer des équipements de traction et de freinage électriques.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 80

<p>Titre</p> <p>Concernant le Fonds de la sécurité routière, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2016-2017 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide et le montant reçu.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Actuellement, l'acquisition, l'installation et l'exploitation des appareils de contrôle automatisé (aussi appelés radars photo) est la seule mesure financée par le Fonds de la sécurité routière (FSR).</p> <p>Aucune aide financière n'est prévue être distribuée par le FSR en 2016-2017.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 81

Titre

État de situation, liste des travaux et sommes investies dans le dossier du prolongement de la route 138 depuis la résiliation de l'entente-cadre de 100 M\$ pour le projet de développement d'un lien routier entre les localités de Kegaska et de Vieux-Fort, sur la Basse-Côte-Nord, avec la compagnie Pakatan Meskanau de la Grande Séduction.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis la résiliation de l'entente avec Pakatan le 2 juillet 2013, tous les travaux et les investissements ont été suspendus. Seules les négociations concernant des activités de fouilles archéologiques se sont poursuivies avec la communauté d'Unamen Shipu. Ces fouilles ont été complétées à l'été 2016.

Le Ministère doit tenir compte des recours juridiques en cours dans ce dossier, le tout ayant une incidence sur les délais.

En avril 2015, des investissements de 232 M\$, pour les cinq prochaines années, ont été annoncés par la Société du Plan Nord dans le cadre de la stratégie de relance du Plan Nord. Les tronçons Kegaska/La Romaine et Tête-à-la-Baleine/La Tabatière ont été priorisés.

Le 6 mai 2016, le ministre responsable du Plan Nord a annoncé la réalisation d'études pour définir les tracés entre La Romaine et Tête-à-la-Baleine et entre La Tabatière et Vieux-Fort. Le Ministère a amorcé la réalisation des travaux préparatoires pour ces tronçons. Ces travaux permettront de compléter les tracés afin d'avoir une vue d'ensemble du projet de prolongement.

Le projet de prolongement de la route 138 est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 82

<p>Titre</p> <p>Copie des notes ministérielles, des avis de pertinence, des mémos, de la correspondance, des courriels ou de tout autre document pertinent qui ont motivé la décision du ministre d'ajouter l'étude d'un train de surface au mandat du bureau de projet sur le prolongement de la ligne bleue de l'AMT.</p>
<p>Exposé et statistiques</p> <p>Le 16 septembre 2009, le gouvernement du Québec annonçait la création d'un Bureau de projet sur le prolongement du réseau de métro de la région métropolitaine de Montréal. Sous la responsabilité conjointe du Ministère et de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), le Bureau de projet, appuyé par les acteurs municipaux concernés, a le mandat de réaliser les études de faisabilité des prolongements projetés sur le réseau de métro de Montréal, notamment de déterminer les tracés, préciser le nombre et la localisation des stations de métro.</p> <p>Conformément à la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructures publiques, alors en vigueur, le Bureau de projet a réalisé les études requises pour l'élaboration du dossier de présentation stratégique (DPS). Le DPS du projet a été présenté au ministre des Transports d'alors préconisant le prolongement de la ligne bleue jusqu'à Anjou comme premier prolongement des lignes de métro et de poursuivre le travail sur les autres lignes avant de choisir le prochain stade de prolongement.</p> <p>Le 20 septembre 2013, le ministre des Transports d'alors a annoncé que le gouvernement du Québec priorisait le prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal par l'ajout de cinq stations de Saint-Michel à Anjou. Un budget de 38,8 M\$ a été réservé au Bureau de projet pour la continuité des études, soit la réalisation des études d'avant-projet pour la ligne bleue et des études complémentaires des lignes jaune et orange.</p> <p>En conformité avec la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique, un dossier d'opportunité pour approbation par le Conseil des ministres est en préparation. C'est sur la base de ce dossier que sera donnée l'autorisation de procéder à l'élaboration du dossier d'affaires du premier tronçon à réaliser.</p> <p>Élargissement du mandat</p> <p>Une analyse sur les modes de transport en surface qui répondraient aux besoins identifiés a été effectuée en 2015 dans le cadre des études du prolongement de la ligne bleue. Cette analyse conclut que bien que le tramway offrirait un bon potentiel de transport, celui-ci ne répondrait pas aux besoins en mobilité anticipés dans le corridor retenu pour le prolongement de la ligne bleue, et ce, essentiellement en raison de la capacité inférieure de ce mode et de la hausse du temps de parcours.</p> <p>En 2016, les activités en lien avec la production du dossier d'opportunité ont été finalisées par l'AMT.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 83

<p>Titre</p> <p>Indiquer les programmes auxquels seront affectées les sommes prévues pour les transports collectifs et actifs d'ici 2020, notamment le différentiel entre les sommes transférées au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (1200 M\$ du Fonds vert) et les dépenses de programme annoncées à ce jour (660 M\$).</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Les sommes du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, versées au Fonds des réseaux de transport terrestre, sont affectées aux six programmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes;• Programmes d'aide financière aux infrastructures cyclables et piétonnes (Véloce II) – volet 1 (développement des transports actifs dans les périmètres urbains);• Programme d'aide au développement du transport collectif;• Projet de démonstration de trois autobus entièrement électriques rechargés par « biberonnage » (Cité mobilité);• Programme de soutien à des projets de démonstration en transport collectif électrique;• Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 84

Titre

Quels seront, en 2017-2018, les transferts du Fonds vert en direction du MTMDET, et à quelles fins ces sommes seront-elles affectées ?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve dans la question particulière 85 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 85

Titre

Quels ont été, en 2016-2017, les transferts du Fonds vert en direction du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, et à quelles fins ces sommes ont été affectées ?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le décret 611-2016, adopté le 29 juin 2016, déterminait qu'une somme totale de 258,2 M\$, répartie en trois versements (juillet 2016, octobre 2016 et mars 2017), soit virée du Fonds vert au Fonds des réseaux de transport terrestre en 2016-2017.

Cette somme a été affectée à des mesures applicables au transport en commun et à des programmes d'aide financière qui favorisent le développement et l'utilisation du transport en commun des personnes ou le développement et l'utilisation de modes de transport de personnes, à l'exception du véhicule de promenade dont le seul occupant est le conducteur.

Le montant du virement a été fixé pour le financement en 2016-2017 pour six programmes et mesures liés à la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2030) qui permettent une réduction des émissions de gaz à effet de serre :

- Programme d'aide au développement du transport collectif (140 M\$);
- Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (103,7 M\$);
- Programme d'aide financière aux infrastructures cyclables – volet 1 : développement des transports actifs dans les périmètres urbains (5 M\$);
- Projet de démonstration de la Société de transport de Montréal de trois autobus entièrement électriques recourant à une technologie de recharge par « biberonnage » (Cité mobilité) (1,9 M\$);
- Programme de soutien à des projets de démonstration en transport collectif électrique (6 M\$);
- Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques (1,6 M\$).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 86

Titre

Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) en 2016-2017 et pour les trois dernières années. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2017-2018 pour le FORT.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière 30 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 87

<p>Titre</p> <p>Nombre de véhicules électriques, de véhicules hybrides « branchables » et de véhicules hybrides immatriculés au Québec pour les années 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016. Inclure la ventilation par modèle et par marque de véhicule.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>AU 31 DÉCEMBRE 2016 :</p> <p><u>Véhicules électriques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none">• Véhicules entièrement électriques : 6 055, dont 48 véhicules basse vitesse• Véhicules hybrides rechargeables : 6 957 <p><u>Véhicules hybrides</u> : 38 576</p> <p>La liste par modèle et par marque est disponible en annexe.</p>

Nombre de véhicules hybrides au 31 décembre 2016

Marque	Modèle	Type véhicule hybride	Nombre
ACURA	ILX HYBRID 4P	Véhicule hybride	52
ACURA	RLX SPORT HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	36
AUDI	A3 E-TRON FAMILIALE	Véhicule hybride	73
AUDI CAMION/VAN	Q5 HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	70
BMW	ACTIVEHYBRID 3 4P	Véhicule hybride	1
BMW	ACTIVEHYBRID 5 4P	Véhicule hybride	1
BMW	i8 2P TI	Véhicule hybride	33
BMW CAMION/VAN	X5 40e 4P TI	Véhicule hybride	25
BMW CAMION/VAN	X6 HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	4
CADILLAC CAMION/VAN	ESCALADE ESV PLATINUM HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	1
CADILLAC CAMION/VAN	ESCALADE HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	40
CHEVROLET	MALIBU HYBRID 4P	Véhicule hybride	151
CHEVROLET CAMION/VAN	SILVERADO 1500 HYBRID CREW CAB 2RM	Véhicule hybride	17
CHEVROLET CAMION/VAN	SILVERADO 1500 HYBRID CREW CAB 4RM	Véhicule hybride	36
CHEVROLET CAMION/VAN	SILVERADO 1500 LS HYBRID EXT CAB 2RM	Véhicule hybride	65
CHEVROLET CAMION/VAN	SILVERADO 1500 LS HYBRID EXT CAB 4RM	Véhicule hybride	378
CHEVROLET CAMION/VAN	TAHOE HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	33
CHRYSLER CAMION/VAN	ASPEN HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	19
DODGE/RAM CAMION/VAN	DURANGO LIMITED HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	2
FORD	C-MAX SE HYBRID 5P	Véhicule hybride	400
FORD	C-MAX SEL HYBRID 5P	Véhicule hybride	355
FORD	FUSION HYBRID 4P	Véhicule hybride	283
FORD	FUSION S HYBRID 4P	Véhicule hybride	62
FORD	FUSION SE HYBRID 4P	Véhicule hybride	494
FORD	FUSION TITANIUM HYBRID 4P	Véhicule hybride	52
FORD CAMION/VAN	ESCAPE HYBRID 4P 2RM	Véhicule hybride	354
FORD CAMION/VAN	ESCAPE HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	513
GMC CAMION/VAN	SIERRA 1500 HYBRID CREW CAB 2RM	Véhicule hybride	1
GMC CAMION/VAN	SIERRA 1500 HYBRID CREW CAB 4RM	Véhicule hybride	35
GMC CAMION/VAN	SIERRA 1500 SLE HYBRID EXT CAB 2RM	Véhicule hybride	70
GMC CAMION/VAN	SIERRA 1500 SLE HYBRID EXT CAB 4RM	Véhicule hybride	379
GMC CAMION/VAN	YUKON DENALI HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	13
GMC CAMION/VAN	YUKON HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	34
HONDA	ACCORD HYBRID 4P	Véhicule hybride	287
HONDA	ACCORD TOURING HYBRID 4P	Véhicule hybride	90
HONDA	CIVIC HYBRID 4P	Véhicule hybride	1335
HONDA	CR-Z EX HYBRID 2P	Véhicule hybride	118
HONDA	CR-Z HYBRID 2P	Véhicule hybride	284
HONDA	INSIGHT 2P	Véhicule hybride	44
HONDA	INSIGHT EX 5P	Véhicule hybride	144
HONDA	INSIGHT LX 5P	Véhicule hybride	327
HYUNDAI	SONATA HYBRID 4P	Véhicule hybride	1809
HYUNDAI	SONATA LIMITED HYBRID 4P	Véhicule hybride	211
HYUNDAI	SONATA PLUG-IN 4P	Véhicule hybride	12
INFINITI	M35h 4P	Véhicule hybride	8
INFINITI	Q50 HYBRID 4P	Véhicule hybride	1
INFINITI	Q50 HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	122
INFINITI CAMION/VAN	QX60 HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	37
KIA	OPTIMA EX HYBRID 4P	Véhicule hybride	657
KIA	OPTIMA HYBRID 4P	Véhicule hybride	688
KIA	OPTIMA LX HYBRID 4P	Véhicule hybride	204
LEXUS	CT 200h 5P	Véhicule hybride	1300
LEXUS	ES 300h 4P	Véhicule hybride	263
LEXUS	GS 450h 4P	Véhicule hybride	25
LEXUS	HS 250h 4P	Véhicule hybride	220
LEXUS	LS 600h L 4P TI	Véhicule hybride	30

Marque	Modèle	Type véhicule hybride	Nombre
LEXUS CAMION/VAN	NX300h 4P TI	Véhicule hybride	54
LEXUS CAMION/VAN	RX400h 4P 2RM	Véhicule hybride	5
LEXUS CAMION/VAN	RX400h 4P TI	Véhicule hybride	360
LEXUS CAMION/VAN	RX450h 4P 2RM	Véhicule hybride	1
LEXUS CAMION/VAN	RX450h 4P TI	Véhicule hybride	619
LINCOLN	MKZ HYBRID 4P	Véhicule hybride	339
MERCEDES-BENZ	S400 HYBRID 4P	Véhicule hybride	5
MERCURY	MILAN HYBRID 4P	Véhicule hybride	1
MERCURY CAMION/VAN	MARINER HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	3
NISSAN	ALTIMA 2.5 S HYBRID 4P	Véhicule hybride	87
NISSAN CAMION/VAN	PATHFINDER PLATINUM HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	79
PORSCHE	PANAMERA S HYBRID 4P	Véhicule hybride	16
PORSCHE CAMION/VAN	CAYENNE S HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	123
SATURN	AURA GREEN LINE HYBRID 4P	Véhicule hybride	29
SATURN CAMION/VAN	VUE GREEN LINE HYBRID 4P 2RM	Véhicule hybride	150
SUBARU	CROSSTREK HYBRID 5P TI	Véhicule hybride	43
SUBARU	XV CROSSTREK HYBRID 5P TI	Véhicule hybride	185
TOYOTA	AVALON LIMITED HYBRID 4P	Véhicule hybride	5
TOYOTA	CAMRY HYBRID 4P	Véhicule hybride	1911
TOYOTA	CAMRY LE HYBRID 4P	Véhicule hybride	2533
TOYOTA	PRIUS 4P	Véhicule hybride	62
TOYOTA	PRIUS 5P	Véhicule hybride	6234
TOYOTA	PRIUS C 5P	Véhicule hybride	5442
TOYOTA	PRIUS PLUG-IN 5P	Véhicule hybride	147
TOYOTA	PRIUS TOURING 5P	Véhicule hybride	785
TOYOTA	PRIUS V 5P	Véhicule hybride	3788
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	550
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER HYBRID LIMITED 4P 2RM	Véhicule hybride	2
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER HYBRID LIMITED 4P 4RM	Véhicule hybride	714
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER LE HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	84
TOYOTA CAMION/VAN	HIGHLANDER XLE HYBRID 4P 4RM	Véhicule hybride	224
TOYOTA CAMION/VAN	RAV4 LIMITED HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	666
TOYOTA CAMION/VAN	RAV4 XLE HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	760
VOLKSWAGEN	JETTA HYBRID 4P	Véhicule hybride	203
VOLVO CAMION/VAN	XC90 T8 HYBRID 4P TI	Véhicule hybride	69

Nombre de véhicules électriques (au 31 décembre 2016)				
Étiquettes de lignes	VBV - Véhicule base vitesse	VEE - Entièrement électrique	VHR - Hybride rechargeable	Total général
AUDI			11	11
A3 E-TRON FAMILIALE			11	11
BMW		189	3	192
330E			3	3
i3 5P		189		189
CADILLAC			40	40
ELR 2P			40	40
CHEVROLET		97	5887	5984
SPARK EV		54		54
SPARK EV 5P		11		11
SPARK EV LT 5P		32		32
VOLT 5P			3311	3311
VOLT LT 5P			1831	1831
VOLT PREMIER 5P			745	745
FISKER			19	19
KARMA ECOCHIC 4P			1	1
KARMA ECOSPORT 4P			17	17
KARMA SIGNATURE SERIES 4P			1	1
FORD		175	948	1123
C-MAX SEL ENERG1 5P			638	638
FOCUS ELECTRIC 5P		175		175
FUSION SE ENERG1 4P			221	221
FUSION TITANIUM ENERG1 4P			87	87
TRANSIT CONNECT			2	2
HYUNDAI			2	2
SONATA PLUG-IN 4P			2	2
HYUNDAI CAMION/VAN		1		1
TUCSON FCEV 4P 2RM		1		1
KIA CAMION/VAN		619		619
SOUL EV 5P		619		619
MERCEDES-BENZ			7	7
GLE550E Plug in Hybrid			7	7
MITSUBISHI		413		413
i-MiEV 5P		213		213
i-MiEV ES 5P		200		200
NEMO	31			31
HD2	31			31
NISSAN		2701		2701
LEAF S 5P		274		274
LEAF SV 5P		2427		2427
PORSCHE			40	40
CAYENNE S HYBRID 4P TI			40	40
SMART		318		318
FORTWO ELECTRIC DRIVE CABRIOLET		60		60
FORTWO ELECTRIC DRIVE COUPÉ 2P		258		258
TESLA		1494		1494
MODEL S 4P		116		116
MODEL S 70D 4P TI		431		431
MODEL S 85 4P		58		58
MODEL S 85D 4P TI		238		238
MODEL S P85D 4P TI		210		210
MODEL S PERFORMANCE 4P		187		187
MODEL S SIGNATURE 4P		8		8
MODEL S SIGNATURE PERFORMANCE 4P		11		11
TESLA ROADSTER		3		3
Model X		232		232
ZENN	17			17
ZENN 2P	17			17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 88

Titre

Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2016-2017 concernant l'élargissement de l'autoroute Henri-IV. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'autoroute Henri-IV (A-73), située sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec, aux limites des villes de Québec et de L'Ancienne-Lorette, fait partie du réseau stratégique du Ministère. Le projet couvre notamment le tronçon de l'autoroute Henri-IV compris entre les échangeurs Henri IV/Charest et Henri-IV/Chauveau. En 2014, le débit journalier moyen annuel du tronçon faisant partie de l'axe stratégique, soit entre les échangeurs Henri-IV/Félix-Leclerc et Henri-IV/Charest, était supérieur à 100 000 véhicules par jour.

Le projet « Élargissement de l'autoroute Henri-IV – Phase I (Reconstruction des structures Rideau et Lorette) » était en réalisation en 2016-2017.

Le projet « Élargissement de l'autoroute Henri-IV – Phase II (Volets I – II et III) » est inscrit au Plan québécois des infrastructures 2017-2027 dans la catégorie « en planification ». Ce projet est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique (Directive).

Principales activités réalisées en 2016-2017:

- Phase I : les travaux amorcés en 2014-2015 se termineront à l'été 2017.
- Phase II : des activités préparatoires concernant les services publics ont été réalisées de juillet à octobre 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 89

<p>Titre</p> <p>Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2016-2017 concernant la reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le projet de reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec vise à améliorer la fonctionnalité et la sécurité du réseau routier, à formaliser une signature distinctive pour la porte d'entrée de la capitale nationale et à intégrer le transport collectif en site propre dans l'axe du pont de Québec et sur le boulevard Laurier. Le projet est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique (Directive).</p> <p>Certaines interventions sont prévues sur les structures du secteur à l'étude au cours des prochaines années. La stratégie de réalisation peut se déployer sur plusieurs années et le schéma directeur constitue une base pour les actions futures du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports dans ce secteur.</p> <p><u>Principales activités réalisées en 2016-2017 :</u></p> <p>À partir du schéma directeur, poursuite de la préparation du plan de réaménagement de l'entrée de la capitale nationale (plan de géométrie de l'échangeur nord, plans de réparation de structures, concepts architecturaux et d'aménagement).</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 90

Titre

Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2016-2017 concernant l'impact sur le réseau routier de la construction de l'édifice Le Phare par le groupe Dallaire à Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune somme n'a été investie par le Ministère pour l'analyse des impacts sur le réseau routier du projet de construction de l'édifice Le Phare.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 91

<p>Titre</p> <p>Coût de l'étude de faisabilité Tramway/SRB réalisée conjointement par les villes de Québec et de Lévis et le ministère des Transports.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière 40 de l'opposition officielle.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 92

Titre

Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo). Indiquer aussi la destination et l'utilisation des sommes perçues (fonds consolidé du revenu, financement d'un programme spécifique, etc.).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**Statistiques portant sur les contraventions**

- Pour obtenir les données statistiques de 2016 et 2017 relatives aux contraventions décernées à la suite d'une photographie prise par un appareil de contrôle automatisé, il faut consulter le site internet du ministère de la Justice au lien suivant : <http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/ministere/acces/doc-public/radars.htm>.

Destination et utilisation des sommes perçues

- La réponse à la question de l'utilisation des sommes perçues se retrouve à la réponse de la question particulière 76 de l'opposition officielle.
- La section 10.2 du Rapport d'évaluation 2016 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges fournit également cette information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 93

Titre

Concernant les travaux du comité de concertation du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) et des firmes de génie-conseil, relancé le ou vers le 15 février 2017, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre document pertinent depuis 2005.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

RENCONTRES

Deux rencontres ont eu lieu en 2016-2017, soit les 15 février et 15 décembre.

MANDAT

- Discuter des enjeux pour l'industrie et le Ministère au moment de la réalisation des travaux et proposer des pistes d'amélioration concrètes qui tiennent compte des besoins du donneur d'ouvrage et des préoccupations des firmes.
- S'assurer d'une compréhension commune et voir à la diffusion de l'information des éléments retenus à la suite des échanges.
- Mandater, au besoin, des tables techniques sectorielles, assurer le suivi des travaux et identifier les intervenants.
- Faire part du positionnement du Ministère et de l'obligation de l'industrie auprès de leurs membres.
- S'assurer du respect des responsabilités de chacun.
- Tenir un minimum de deux réunions annuellement (printemps et automne).

REPRÉSENTANTS

Ministère

Anne-Marie Leclerc, coprésidente	Sous-ministre adjointe
Richard Dionne	Direction générale adjointe à la coordination des ressources territoriales
Carl Bélanger	Direction de la Mauricie-Centre-du-Québec
Fadi Moubayed	Direction de l'Île-de-Montréal
Jacques Thériault	Direction des contrats
Éric Breton	Direction du soutien aux opérations

**Association des firmes
de génie-conseil - Québec**

André Rainville, coprésident	Président directeur général
Denis Gamache	CIMA+
Pierre Seutin	Tetra Tech
Martin Thibault	Stantec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 94

Titre

Concernant les travaux du comité sur la planification et la coordination des travaux, lancé conjointement par le MTMDET et la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) le ou vers le 22 juin 2011, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre document pertinent. Faire de même pour les comités au mandat similaire qui lui ont succédé, s'il n'existe plus

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En juin 2011, le comité sur la mobilité des personnes et des biens dans la région de Montréal, connu sous l'appellation de Mobilité Montréal, a été créé.

Le comité directeur de Mobilité Montréal est co-présidé par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, le maire de Montréal, le maire de Laval et la mairesse de Longueuil et il regroupe une vingtaine de partenaires reliés au domaine des transports.

Voici la liste des membres du comité directeur de Mobilité Montréal :

- Ville de Repentigny;
- Ville de Vaudreuil-Dorion;
- Ville de Brossard;
- Association québécoise du transport intermunicipal et municipal (AQTIM) Rive-Sud;
- MRC de Roussillon;
- MRC de Thérèse-De-Blainville;
- MRC La Vallée-du-Richelieu;
- Agence métropolitaine de transport;
- Association du camionnage du Québec;
- Chambre de commerce du Montréal métropolitain;
- Conseil Mohawk de Kahnawake;
- Réseau de transport de Longueuil;
- Secrétariat à la région métropolitaine;
- Société de transport de Montréal;
- Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain incorporée;
- Comité de transition – Nouvelle gouvernance en transport collectif dans la région de Montréal;
- Université de Montréal;
- Canadien National;
- CDPQ Infra;
- Infrastructure Canada.

En 2016-2017, le comité directeur de Mobilité Montréal s'est réuni à deux reprises, soit le 18 août 2016 et le 24 mars 2017.

Le comité directeur est appuyé dans son mandat par deux comités :

- Le comité technique assure la coordination des chantiers et se rencontre tous les mois;
- Le comité aviseur assure l'efficacité des concertations des différents comités et formule des recommandations au comité directeur dans le but de le soutenir dans la prise de décision. En 2016-2017, le comité aviseur s'est réuni à trois reprises, soit les 28 avril, 4 août et 15 décembre 2016.

À la suite de la rencontre du comité directeur du 18 août 2016, 46 M\$ ont été annoncés pour les mesures d'atténuation en transport collectif à être déployées en 2016 et 2017. Ces mesures visent à offrir des alternatives aux usagers de la route et ainsi limiter les impacts des travaux routiers.

Cet investissement permet de renouveler des mesures déjà en place ayant démontré leur efficacité, mais également d'en ajouter de nouvelles.

Parmi celles-ci, on compte :

- Des mesures tarifaires incitatives à l'utilisation du transport collectif;
- La mise en place d'une voie réservée sur l'autoroute Bonaventure en direction centre-ville;
- L'ajout de 130 voyages supplémentaires aux heures de pointe répartis sur 13 lignes d'autobus de la Société de transport de Montréal.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 95

Titre

Suivi de la déclaration d'intention faite le ou vers le 11 août 2016 par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en matière de réglementation du transport de matières dangereuses. Indiquer les actions et décisions prises depuis le tragique accident du 9 août 2016 sur l'autoroute métropolitaine à Montréal.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'ensemble du cadre normatif diminue les risques d'accident du transport des matières dangereuses et pas seulement une réglementation en particulier. Le camionnage au Québec est encadré spécifiquement par Le Code de la sécurité routière et la *Loi concernant les exploitants, propriétaires, conducteurs de véhicules lourds* dont découle la cote de sécurité pour ces intervenants en transport. Le Règlement sur le transport des matières dangereuses du Québec adopte par référence le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses du gouvernement fédéral au même titre que les autres administrations canadiennes afin d'assurer une harmonisation des règles et des normes.

- Le 26 août 2016, un bilan des interventions sur le transport des matières dangereuses (TMD) est effectué pour le sous-ministre du sous-ministériat à l'électrification des transports, à la sécurité et à la mobilité.
- Le 14 septembre 2016, une présentation sur les enjeux et l'encadrement en vigueur du TMD pour le ministre, monsieur Laurent Lessard, est élaborée.
- Pour faire suite à cet état de situation, le dossier a été confié, par le ministre, à monsieur Ghislain Bolduc, député de Lac-Mégantic et adjoint parlementaire du ministre.
- Le 19 octobre 2016, une première rencontre a été tenue entre monsieur Bolduc et l'équipe de la Direction générale du transport routier des marchandises (DGTRM). Il a été convenu que la DGTRM produise un plan d'action portant spécifiquement sur deux objectifs, soit améliorer la connaissance du volume est des matières transportées par le volet routier et mieux informer les municipalités des actions entourant l'encadrement du transport routier des matières dangereuses. Ce plan d'action est en processus d'approbation.
- De plus, la DGTRM poursuit ses travaux en cours, en plus de s'impliquer particulièrement au sein de trois groupes de travail :
 - le comité multidisciplinaire sur la réduction des accidents du TMD dont l'action à l'issue de la première rencontre du 16 mars 2016, consiste à l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques sur la conduite d'un camion-citerne de TMD, sous l'égide de Camo-route dont le livrable est prévu à la fin de l'année 2017;
 - le comité stratégique du TMD sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec dont le rapport final découlant de 37 recommandations pour l'amélioration de la sécurité devrait être déposé à l'été 2017;
 - le groupe de travail fédéral/provincial/territorial sur le transport des matières dangereuses.
- À l'hiver 2017, La DGTRM a rendu disponible, sur son site internet, une nouvelle fiche informative sur le TMD et a effectué la mise à jour du guide sur le TMD.
- La mise à jour de la banque de données sur les accidents impliquant des véhicules transportant des matières dangereuses pour l'année 2016 est en cours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 96

Titre

État de situation pour chacun des navires de la flotte (en indiquant leur lieu d'opération) de la Société des traversiers du Québec, incluant les navires en construction et les projets futurs.

a) Inclure les travaux d'entretien passés et futurs prévus pour les navires en opération;

b) Pour les navires en construction, détailler les coûts prévus à chacune des étapes de la construction, incluant la conception et la mise en chantiers, avec les modifications au projet initial et les impacts financiers associés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

➤ Inventaire de la flotte de traversiers

Nom du navire	Valeur de remplacement	Année de construction	Mise à niveau	Durée de vie
NM Alphonse-Desjardins	65 000 000 \$	1971	2003	50 – 60 ans
NM Lomer-Gouin	65 000 000 \$	1971	2003	50 – 60 ans
NM Camille-Marcoux	120 000 000 \$	1974	-	50 ans
NM Radisson	50 000 000 \$	1954	-	60 ans
NM Lucien-L.	50 000 000 \$	1967	-	50 ans
NM Armand-Imbeau	70 000 000 \$	1980	-	50 – 60 ans
NM Jos-Deschênes	70 000 000 \$	1980	-	50 – 60 ans
NM Grue-des-Îles	45 000 000 \$	1980	2011	50 ans
NM Joseph-Savard	60 000 000 \$	1985	-	40 – 50 ans
NM Catherine-Legardeur	60 000 000 \$	1985	-	40 – 50 ans
NM Félix-Antoine-Savard	80 000 000 \$	1997	-	40 – 50 ans
NM Ivan-Quinn	8 000 000 \$	2009	-	40 – 50 ans
Mécatina II	1 000 000 \$	1989	2010	40 ans
NM Les eaux scintillantes	500 000 \$	1989	2012	40 ans
Royal Sea 23	250 000 \$	1987	2011	40 ans
VCA L'Esprit-de-Pakuashipi	3 000 000 \$	2012	-	15 – 20 ans
NM Peter-Fraser	12 000 000 \$	2013	-	40 – 50 ans
Hydroglisseur 1	250 000 \$	2013	-	15 – 20 ans
NM F.-A.-Gauthier	170 000 000 \$	2014	-	40 – 50 ans

- État de situation et données financières en 2016-2017.

**Prévisions en 2016-2017 – montant maximal au
Programme québécois des infrastructures (PQI) 2017-2027**

	Navire de Matane	Navires de Tadoussac
Au 31-03- 2016	169 188 686 \$	110 593 913 \$
2016-2017 (prévu)	811 314 \$	39 406 087 \$
Au 31-03-2017	170 000 000 \$	150 000 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 97

Titre

État de situation et échéancier pour les grands projets en transports dans la région de la Capitale nationale et les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 98

<p>Titre</p> <p>Indiquer les sommes engagées et les rapports produits dans l'étude du «troisième lien» entre les rives Nord et Sud de Québec pour les 5 dernières années.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Un seul mandat octroyé en lien avec un éventuel « troisième lien » entre les rives nord et sud de Québec au cours des cinq dernières années.</p> <p>Le 31 août 2015, le Ministère a octroyé un contrat à Polytechnique de Montréal pour la réalisation d'une étude de faisabilité technique et des coûts sur le cycle de vie d'un tunnel reliant les villes de Québec et Lévis. Le mandat a été confié à monsieur Bruno Massicotte, ing., Ph. D., professeur titulaire de génie civil.</p> <p>Le rapport final de cette étude a été rendu public le 13 septembre 2016. Il est diffusé sur le site Internet du Ministère.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 99

Titre

Mise à jour du répertoire statistique du Transport adapté, pour les années 2011 à 2016, incluant notamment :

- a) le nombre de personnes handicapées admises aux divers services;
- b) le nombre d'heure moyen de service par semaine;
- c) le nombre de déplacements;
- d) le tarif de base moyen;
- e) le nombre de km moyen parcouru par véhicule;
- f) nombre et type de véhicules : minibus, taxis, etc.;
- g) la dépense totale;
- h) la contribution des usagers; du municipal et du gouvernement du Québec;
- i) revenus totaux;
- j) le coût moyen par usager.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 100

<p>Titre :</p> <p>État de situation sur la réorganisation de la gouvernance des transports en commun dans la grande région de Montréal et de la création de la nouvelle Autorité régionale de transport métropolitain.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal, sanctionnée le 20 mai 2016, prévoit l'abolition de l'Agence métropolitaine de transport et des conseils intermunicipaux de transport et la création de deux nouveaux organismes, soit l'Autorité régionale de transport métropolitain (Autorité) et le Réseau de transport métropolitain (RTM). La Loi confie la planification des services de transport collectif à l'Autorité et l'exploitation des services au RTM, et ce, à l'échelle métropolitaine.</p> <p>L'Autorité et le RTM devraient être en fonction dès le 1^{er} juin 2017, conformément au décret 1025-2016, adopté par le Conseil des ministres le 30 novembre 2016.</p> <p>La nouvelle gouvernance vise à résoudre plusieurs problèmes notés par le Vérificateur général et par de nombreux observateurs. Elle permettra, notamment, de respecter les bonnes pratiques énoncées en matière de gouvernance dans la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, de réduire le nombre d'intervenants de 16 à 5, de mieux intégrer les diverses composantes de la mobilité (transport en commun, transport adapté, transport actif, covoiturage, etc.) et de clarifier le partage des responsabilités entre les différents intervenants.</p> <p>Le gouvernement, au cours du processus parlementaire (consultations particulières de novembre 2015), a été à l'écoute de ses partenaires. De nombreux amendements ont été apportés lors de l'étude détaillée du projet de loi afin de le bonifier et de répondre à certaines préoccupations qui lui avaient été signifiées. La collaboration des partis de l'opposition est à signaler.</p> <p>Conformément aux dispositions de la Loi, un comité de transition a été mis en place et ses membres nommés le 6 juillet 2016. Ce comité est déjà à l'œuvre afin de réaliser les travaux nécessaires à la mise en place de la nouvelle gouvernance.</p> <p>En novembre 2016, la Communauté métropolitaine de Montréal et nos partenaires du milieu municipal ont procédé à la nomination des 15 membres du conseil d'administration du RTM ainsi que de 8 des 15 membres du conseil d'administration de l'Autorité. Le gouvernement devrait nommer à court terme les 7 autres membres du conseil d'administration de l'Autorité, dont le président.</p> <p>Le Plan économique du Québec, présenté le 28 mars 2017 par le ministre des Finances, monsieur Carlos Leitão, prévoit la bonification du cadre financier de l'Autorité de manière importante afin d'assurer que les contributions municipales ne dépassent pas 30 % des dépenses en excluant les contributions au Réseau électrique métropolitain.</p> <p>De plus, le Ministère entend poursuivre ses travaux sur la révision des programmes d'aide gouvernementale au cours des prochains mois afin de simplifier l'attribution des fonds et de mieux soutenir le maintien des actifs.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 101

Titre

Le montant perçu pour la taxe sur l'immatriculation de 45 \$ versée à l'agglomération de Montréal et le nombre d'automobilistes visés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année 2016,

- Montant perçu : **34 597 673 \$**
- Nombre d'automobiles visés : **1 210 238**

Répartition par municipalité de l'agglomération de Montréal	
Municipalité	Montant perçu
Montréal	28 892 691 \$
Dollard-Des Ormeaux	1 224 127 \$
Pointe-Claire	786 021 \$
Côte-Saint-Luc	674 737 \$
Kirkland	564 158 \$
Beaconsfield	522 771 \$
Dorval	475 856 \$
Mont-Royal	453 068 \$
Westmount	397 513 \$
Hampstead	167 454 \$
Sainte-Anne-de-Bellevue	114 692 \$
Montréal-Ouest	111 556 \$
Baie-D'Urfé	103 496 \$
Montréal-Est	83 279 \$
Senneville	27 322 \$
TOTAL	34 598 741 \$*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 102

<p>Titre</p> <p>Concernant l'application par le ministère des articles Cahier des charges et devis généraux (CCDG) – Infrastructures routières – Déneigement et déglacage aux sous-traitants concernés :</p> <ul style="list-style-type: none">a. « 3.5 Travaux imprévus » : nombre de cas par année et montant total des travaux effectués par année, pour les 5 dernières années.b. « 3.7 Conditions manifestement différentes » : nombre de demandes par année et montant total par année, pour les 5 dernières années.c. « 4.1 Obligation du prestataire de services relativement au mode d'assurance de la qualité » : nombre de défauts de respecter les obligations en matière d'assurance de la qualité par année et total des frais engagés pour remédier aux manquements par année, pour les 5 dernières années.d. « 4.2 Matériaux » : nombre de tests de conformité des abrasifs par année et nombre de cas de non-conformités par année, pour les 5 dernières années.e. « 7.4 Retenue pour matériel non disponible » : nombre de cas par année et montant total des retenues permanentes par année, pour les 5 dernières années.f. « 7.6 Travaux défectueux » : nombre d'avis écrits émis par année, nombre de corrections inacceptables, de refus de corriger ou de négligence de corriger par année, et montant total pour les paiements des dépenses engagées imposés aux sous-traitants par année, pour les 5 dernières années.g. « 7.7 Défaut d'exécution » : nombre de mises en demeure pour défaut d'exécution par année et nombre de cas d'inaction du prestataire de services par année, pour les 5 dernières années.<ul style="list-style-type: none">g.i. « 7.7.1 Avertissement et avis de réprimande » : nombre d'avertissements émis par année et nombre d'avis de réprimande émis par année, pour les cinq dernières années.g.ii. « 7.7.2 Retenue pour défaut d'exécution » : Montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution à la suite de l'émission d'un avertissement par année, et montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution à la suite de l'émission d'un avis de réprimande par année, pour les 5 dernières années.h. « 7.8 Évaluation du rendement du prestataire de services » : nombre d'évaluations de rendement émises annuellement et nombre d'évaluations de rendement jugées insatisfaisantes par année, pour les 5 dernières années.i. « 8.3 Avenant au contrat » : nombre d'avenants au contrat autorisés par année et montant total des avenants autorisés par année, pour les 5 dernières années.j. « 8.6 Retenues spéciales » : nombre de retenues spéciales autorisées par année et montant total des retenues spéciales par année, pour les 5 dernières années.k. « 9.1 Résiliation par volonté du ministre » : nombre de résiliations de contrat par année, pour les 5 dernières années.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Considérant que la saison hivernale 2016-2017 n'est pas terminée, la dernière année de référence est 2015-2016.</p> <ul style="list-style-type: none">a. Les travaux imprévus pouvant être de différentes natures, catastrophes naturelles, précipitations en dehors des saisons contractuelles, incendie, etc., la compilation de ces données est faite en territoire et il n'y a pas de système permettant de regrouper ces informations.

b. Lorsque l'adjudicataire est d'avis qu'il fait face à des conditions manifestement différentes et qu'il en avise le Ministère dans les délais impartis, une analyse de la situation est faite par le Ministère pour déterminer les suites à donner à la requête.

S'il est déterminé que la requête est justifiée, un avenant est négocié et les travaux sont réalisés et payés selon l'avenant convenu.

Si le Ministère n'est pas d'avis que les conditions sont manifestement différentes, ou s'il ne peut y avoir d'entente sur le prix payé pour les travaux, le prestataire de services doit réaliser les travaux selon son contrat ou selon le prix proposé par le Ministère. À ce moment, une réclamation peut être déposée par le prestataire de services s'il se sent lésé.

Le système de suivi des avenants ne permet pas la distinction entre un avenant pour conditions manifestement différentes et les autres avenants.

Saison	Nombre de dossiers *	Montant
2011-2012	57	994 662 \$
2012-2013	56	250 669 \$
2013-2014	41	438 549 \$
2014-2015	30	109 161 \$
2015-2016	47	-22 161 \$ **

* Pour un même dossier, il peut y avoir plus d'une retenue.

** Avenant négatif en raison d'un transfert de responsabilité de l'entretien de la route.

c. Lorsque l'adjudicataire ne peut s'acquitter de ses obligations relativement au mode d'assurance qualité, il doit en aviser le Ministère. Dans un tel cas, les dispositions prévoyant le remboursement des frais engagés par le Ministère pour remédier à la situation, une retenue suite à un avis écrit, s'appliquent. Ces données sont conservées dans les unités administratives concernées.

Il n'y a pas de système ministériel qui compile ces informations.

d. Cette question a fait l'objet d'une demande d'accès à l'information (2016-2017-587). Vous pouvez consulter les renseignements transmis dans le cadre de cette demande sur le site internet du ministère : <https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information-renseignements-personnels/documents-reglement-diffusion/demande-acces/Pages/demandes-acces.aspx>

e. Cette question a fait l'objet d'une demande d'accès à l'information (2016-2017-587). Vous pouvez consulter les renseignements transmis dans le cadre de cette demande sur le site internet du ministère : <https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information-renseignements-personnels/documents-reglement-diffusion/demande-acces/Pages/demandes-acces.aspx>

f. Les données globales de l'ensemble des retenues sont compilées au tableau ci-dessous :

Retenue pour services non rendus ou non conformes		
	Nombre	Montant
2011-2012	175	- 172 939 \$
2012-2013	259	- 208 233 \$
2013-2014	300	- 568 373 \$
2014-2015	308	- 724 603 \$
2015-2016	386	- 712 647 \$

Celles-ci incluent les retenues pour travaux défectueux.

g. La réponse à cette question est consignée dans les dossiers physiques en territoire et nécessite la vérification manuelle de 1992 dossiers.

g.i.

	Retenue pour services non rendus ou non conformes
Saison	Nombre
2011-2012	175
2012-2013	259
2013-2014	300
2014-2015	308
2015-2016	386

Les données sur les avertissements et les avis de réprimandes sont inclus dans les retenues et le système ne permet pas d'en faire la distinction.

g.ii.

Saison	Montant retenu pour défaut d'exécution
2011-2012	17 695 \$
2012-2013	11 206 \$
2013-2014	68 881 \$
2014-2015	71 344 \$
2015-2016	29 867 \$

Les données au système ne permettent pas la distinction entre les avertissements et les défauts d'exécution.

h. Cette question a fait l'objet d'une demande d'accès à l'information (2016-2017-587). Vous pouvez consulter les renseignements transmis dans le cadre de cette demande sur le site internet du ministère : <https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information-renseignements-personnels/documents-reglement-diffusion/demande-acces/Pages/demandes-acces.aspx>

i. Se référer au tableau de la réponse à la question « b ».

j. Se référer au tableau de la réponse à la question « e ». Ce tableau inclut les retenues spéciales.

k. Au cours des 5 dernières années, aucun contrat de déneigement et déglacage n'a fait l'objet d'une résiliation par volonté du Ministère.

Tel que prévu dans les différents documents contractuels, le Ministère se réserve le droit de résilier un contrat en cours d'exécution avec ou sans motif. Diverses circonstances peuvent être invoquées pour justifier la résiliation d'un contrat.

Mentionnons, qu'un prestataire de service peut obtenir une évaluation de rendement insatisfaisant, aux termes du contrat, sans que son contrat ait fait l'objet d'une résiliation.

De plus, dans le cas d'un contrat avec option de renouvellement, le Ministère peut décider de refuser de se prévaloir de cette option. Cela ne constitue pas une résiliation de contrat

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 103

<p>Titre</p> <p>Nombre de kilomètres pondérés de route du Québec déneigés en régie interne par le MTMDET, par les municipalités et par des sous-traitants, par année, pour les 10 dernières années.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Cette question a fait l'objet d'une demande d'accès à l'information (2016-2017-587). Vous pouvez consulter les renseignements transmis dans le cadre de cette demande sur le site internet du Ministère :</p> <p>https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information-renseignements-personnels/documents-reglement-diffusion/demande-acces/Pages/demandes-acces.aspx</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 104

<p>Titre</p> <p>Valeur annuelle des contrats de déneigement par année, pour les 10 dernières années.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le dépense a été de 269,1 M\$ pour les contrats de déneigement en 2016-2017.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 105

Titre

Nombre moyen de kilomètres pondérés déneigés par contractant, par année, pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question a fait l'objet d'une demande d'accès à l'information (2016-2017-587). Vous pouvez consulter les renseignements transmis dans le cadre de cette demande sur le site internet du Ministère :

<https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information-renseignements-personnels/documents-reglement-diffusion/demande-acces/Pages/demandes-acces.aspx>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 106

Titre

Liste des contractants en déneigement ayant obtenu un rendement insatisfaisant par année pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun rapport de rendement insatisfaisant n'a été émis relativement à un contrat de déneigement conclu avec le Ministère au cours de l'année 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 107

Titre

Nombre de contrats de plus de 100 000 \$ en déneigement par année, pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de contrats de plus de 100 000 \$ en déneigement accordé par année,
pour les 10 dernières années

Année financière	Nombre de contrat accordé de 100 k\$ et plus
2007-2008	72
2008-2009	199
2009-2010	173
2010-2011	76
2011-2012	198
2012-2013	178
2013-2014	114
2014-2015	220
2015-2016	172
2016-2017	111

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 108

<p>Titre</p> <p>Plaintes liées au déneigement reçues par le MTMDET par année, pour les 10 dernières années.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Cette question a fait l'objet d'une demande d'accès à l'information (2016-2017-587). Vous pouvez consulter les renseignements transmis dans le cadre de cette demande sur le site Internet du Ministère : https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information-renseignements-personnels/documents-reglement-diffusion/demande-acces/Pages/demandes-acces.aspx</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 109

Titre

À partir de quel niveau de rendement, calculé sur l'équité totale du projet du REM, le gouvernement du Québec recevra-t-il plus de dividendes qu'il ne verse de contributions à l'exploitation ?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 110

Titre
Quelles sont les contributions à l'exploitation du REM prévues en provenance du gouvernement du Québec pour les années 2023-2024 et suivantes ?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)
La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 111

Titre

Le montant de 133,2 M\$ prévu pour 2022-2023 sera-t-il récurrent? Sera-t-il stable, indexé, ou majoré selon une autre formule? Si oui, préciser laquelle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Finances du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 112

<p>Titre</p> <p>Pour le programme « Écocamionnage » (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;b) la description du projet;c) la date de versement de l'aide financière accordée;d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.																											
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le programme Écocamionnage a pour objectif de réduire les émissions de GES dans l'industrie du transport routier des marchandises et des véhicules lourds par des mesures permettant l'amélioration de l'efficacité énergétique ou par l'utilisation d'énergies de remplacement. L'élaboration de ce programme a été réalisée par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ainsi que le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles ont été consultés.</p> <p>Un tableau indiquant le nom de chaque bénéficiaire, la description du projet, le montant de la subvention accordée et la date de création des dossiers est disponible, toutefois en raison de son volume (90 pages), il n'a pas été joint à la présente fiche. Une demande pour en obtenir copie peut être adressée par téléphone ou par écrit au responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels du Ministère.</p> <p>Pour l'année financière 2016-2017, 1142 projets ont été acceptés ou sont en cours d'approbation par le ministre et l'aide financière totale octroyée par le Ministère s'élève à 12,57 M\$, pour le volet « acquisition » et provient du Fonds vert.</p> <p>Les projets concernent tous le versement de subventions pour l'acquisition et l'installation d'équipements permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Tous les équipements subventionnés ont été homologués et sont prévus à l'intérieur d'une liste d'équipements admissibles disponible sur la page du programme sur le site du Ministère. Le tableau suivant indique le nombre d'équipements subventionnés et la répartition des réductions de GES par types d'équipements :</p> <table border="1"><thead><tr><th>Technologie</th><th>Nombre d'équipements</th><th>Réduction de GES (tonne)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Système anti-ralenti</td><td>2972</td><td>19 821,3</td></tr><tr><td>Ordinateur de bord</td><td>4496</td><td>26 526,4</td></tr><tr><td>Aérodynamisme</td><td>3916</td><td>49 130,1</td></tr><tr><td>Autres équipements</td><td>159</td><td>779,1</td></tr><tr><td>Véhicule hybride</td><td>19</td><td>195,7</td></tr><tr><td>Véhicule gaz naturel</td><td>152</td><td>3283,2</td></tr><tr><td>Fourgon éco</td><td>61</td><td>79,3</td></tr><tr><td>Unité de réfrigération</td><td>99</td><td>406,9</td></tr></tbody></table> <p>La réduction des émissions de GES n'est pas comptabilisée pour chaque projet. Par ailleurs, la réduction totale des émissions de GES pour l'année financière 2016-2017 est d'environ 100 kt.</p>	Technologie	Nombre d'équipements	Réduction de GES (tonne)	Système anti-ralenti	2972	19 821,3	Ordinateur de bord	4496	26 526,4	Aérodynamisme	3916	49 130,1	Autres équipements	159	779,1	Véhicule hybride	19	195,7	Véhicule gaz naturel	152	3283,2	Fourgon éco	61	79,3	Unité de réfrigération	99	406,9
Technologie	Nombre d'équipements	Réduction de GES (tonne)																									
Système anti-ralenti	2972	19 821,3																									
Ordinateur de bord	4496	26 526,4																									
Aérodynamisme	3916	49 130,1																									
Autres équipements	159	779,1																									
Véhicule hybride	19	195,7																									
Véhicule gaz naturel	152	3283,2																									
Fourgon éco	61	79,3																									
Unité de réfrigération	99	406,9																									

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 113

Titre

Pour le Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF), fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (Ministère) et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
- b) la description du projet;
- c) la date de versement de l'aide financière accordée;
- d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le Ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le PETMAF a pour but de réduire ou d'éviter les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par le transport maritime, aérien et ferroviaire, notamment par l'utilisation de matériels et d'équipements de transport plus performants et le recours à des énergies émettant moins de GES. Il dispose d'une enveloppe de 20,1 M\$ jusqu'au 31 mars 2017.

Le PETMAF est constitué de deux volets :

- Volet 1 : Infrastructures et équipements.
- Volet 2 : Études et projets pilotes.

Les entreprises, les organismes municipaux et les autres organismes légalement constitués ayant un établissement au Québec sont admissibles au PETMAF.

L'aide maximale par projet est de 1 000 \$ la tonne des émissions de GES réduites, sans toutefois dépasser 50 % des dépenses admissibles, et ce, jusqu'à concurrence de 3 M\$.

Dans le cadre d'un projet de recherche ou d'un projet pilote, l'aide maximale par projet est de 50 % des dépenses admissibles, et ce, jusqu'à concurrence de 150 000 \$.

La contribution financière par tonne d'émissions de GES réduites ou évitées pour les projets déposés dans le cadre du volet 1 et qui visent l'électrification des opérations de transport ou de manutention par la substitution des énergies fossiles par l'hydroélectricité peut être doublée pour atteindre 2 000 \$.

PETMAF – Projets acceptés en 2016-2017

Demandeur	Volet	Projet d'électrification	Description du projet	Dépenses admissibles	Montant engagé	Date d'engagement	Cible de réduction des GES (Ton.Éq. CO2/an)	Total des déboursés
Béton Provincial ltée	1	Oui	Électrification et modernisation des opérations de déchargement du ciment au port de Québec	9 170 000 \$	1 600 000 \$	2016-09-27	1 519	- \$
CTMA	2	Non	Réaliser un audit énergétique sur trois navires et un remorqueur	130 100 \$	65 050 \$	2016-09-27	SO	- \$
Propair inc.	1	Non	Remplacement d'un aéronef Gulfstream G-1 par un modèle Beechcraft 1900D moderne et moins énergivore	2 904 700 \$	366 000 \$	2016-05-31	366	100 000 \$
Société terminaux Montréal Gateway	1	Oui	Achat et installation de deux grues-portiques électriques pour le déplacement des conteneurs réfrigérés	1 704 000 \$	766 000 \$	2016-05-11	384	- \$
Société terminaux Montréal Gateway	2	Oui	Conversion de deux camions de terminal de marque Capacity en véhicules hybrides diesel-électrique (système arrêt-départ automatique)	107 099 \$	69 600 \$	2016-11-21	SO	- \$
Termont	2	Oui	Conversion de cinq camions de terminal en véhicules hybrides diesel-électrique (système arrêt-départ automatique)	227 355 \$	147 780 \$	2016-09-22	SO	- \$
Transport Desgagnés	2	Non	Réaliser un audit énergétique sur deux navires	197 711 \$	98 856 \$	2016-06-23	SO	- \$

Toutes les sommes proviennent du Fonds vert.

Il y a eu, en 2016-2017, un versement de 100 000 \$ dans le cadre d'un projet à la suite du dépôt des pièces justificatives par le demandeur. Pour les autres projets, le premier versement devrait s'effectuer en 2017-2018 lors du dépôt des factures et des preuves de paiement. Les seconds versements devraient avoir lieu en 2018-2019 lors de la production du rapport de vérification attestant des réductions des émissions de GES.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 114

<p>Titre</p> <p>Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;b) la description du projet;c) la date de versement de l'aide financière accordée;d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.																																																																																																			
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) vise à soutenir les organismes de transport en commun dans leurs efforts pour accroître l'offre des services en transport en commun (volet I), à favoriser le développement et l'utilisation du transport collectif en région (volet II) et à soutenir financièrement les centres de gestion des déplacements dans leurs efforts pour offrir un soutien à l'utilisation de modes de transport autres que l'auto-solo, à promouvoir des modes de transport alternatifs à l'automobile et à réaliser des études en lien avec la réduction des émissions de GES dans le secteur des transports collectifs des personnes (volet III). Ce programme est financé entièrement par des crédits du Fonds Vert.</p> <p>Il est possible de calculer la réduction attendue des émissions de GES seulement pour les projets du volet I du PADTC. Cette réduction des émissions de GES fera l'objet d'une reddition de comptes dans le Rapport annuel de gestion 2016-2017 du Ministère.</p> <p>Volet I</p> <table><tr><th>Nom du bénéficiaire</th><th>Description du projet</th><th>Montant accordé</th><th>Date du dernier versement</th><th>Montant versé à date</th></tr><tr><td>Conseil intermunicipal de transport Chambly-Richelieu-Carignan</td><td>Amélioration des services</td><td>1 781 726,00</td><td>11 déc. 2016</td><td>1 603 554,00</td></tr><tr><td>Société de transport de Montréal</td><td>Amélioration des services</td><td>55 628 282,00</td><td>8 nov. 2016</td><td>43 795 718,00</td></tr><tr><td>Réseau de transport de Longueuil</td><td>Amélioration des services</td><td>6 274 413,00</td><td>13 déc. 2016</td><td>5 646 972,00</td></tr><tr><td>Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu</td><td>Amélioration des services</td><td>1 540 774,00</td><td>13 déc. 2016</td><td>1 386 696,00</td></tr><tr><td>Conseil intermunicipal de transport des Laurentides</td><td>Amélioration des services</td><td>5 523 229,00</td><td>10 nov. 2016</td><td>4 970 906,00</td></tr><tr><td>Ville de Granby</td><td>Amélioration des services</td><td>596 603,00</td><td>11 févr. 2017</td><td>515 591,00</td></tr><tr><td>Ville de Sainte-Julie</td><td>Amélioration des services</td><td>849 157,00</td><td>13 déc. 2016</td><td>764 242,00</td></tr><tr><td>Ville de Rimouski</td><td>Amélioration des services</td><td>295 974,00</td><td>30 nov. 2016</td><td>266 376,00</td></tr><tr><td>Conseil régional de transport de Lanaudière</td><td>Amélioration des services</td><td>4 225 947,00</td><td>10 nov. 2016</td><td>1 901 676,00</td></tr><tr><td>Société de transport de Laval</td><td>Amélioration des services</td><td>10 197 699,00</td><td>10 nov. 2016</td><td>9 177 930,00</td></tr><tr><td>Société de transport du Saguenay</td><td>Amélioration des services</td><td>628 057,00</td><td>6 juil. 2016</td><td>345 320,00</td></tr><tr><td>Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest</td><td>Amélioration des services</td><td>2 094 655,00</td><td>8 nov. 2016</td><td>1 885 189,00</td></tr><tr><td>Société de transport de Lévis</td><td>Amélioration des services</td><td>2 236 926,00</td><td>10 nov. 2016</td><td>2 013 234,00</td></tr><tr><td>Société de transport de Trois-Rivières</td><td>Amélioration des services</td><td>843 496,00</td><td>22 jan. 2017</td><td>759 146,00</td></tr><tr><td>Réseau de transport de la Capitale</td><td>Amélioration des services</td><td>12 546 950,00</td><td>13 déc. 2016</td><td>11 292 255,00</td></tr><tr><td>Agence métropolitaine de transport</td><td>Amélioration des services</td><td>9 700 627,00</td><td>25 jan. 2017</td><td>8 730 564,00</td></tr><tr><td>Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes</td><td>Amélioration des services</td><td>1 471 801,00</td><td>13 déc. 2016</td><td>1 324 621,00</td></tr><tr><td>Société de transport de l'Outaouais</td><td>Amélioration des services</td><td>6 850 147,00</td><td>10 nov. 2016</td><td>6 165 132,00</td></tr></table>					Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant accordé	Date du dernier versement	Montant versé à date	Conseil intermunicipal de transport Chambly-Richelieu-Carignan	Amélioration des services	1 781 726,00	11 déc. 2016	1 603 554,00	Société de transport de Montréal	Amélioration des services	55 628 282,00	8 nov. 2016	43 795 718,00	Réseau de transport de Longueuil	Amélioration des services	6 274 413,00	13 déc. 2016	5 646 972,00	Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu	Amélioration des services	1 540 774,00	13 déc. 2016	1 386 696,00	Conseil intermunicipal de transport des Laurentides	Amélioration des services	5 523 229,00	10 nov. 2016	4 970 906,00	Ville de Granby	Amélioration des services	596 603,00	11 févr. 2017	515 591,00	Ville de Sainte-Julie	Amélioration des services	849 157,00	13 déc. 2016	764 242,00	Ville de Rimouski	Amélioration des services	295 974,00	30 nov. 2016	266 376,00	Conseil régional de transport de Lanaudière	Amélioration des services	4 225 947,00	10 nov. 2016	1 901 676,00	Société de transport de Laval	Amélioration des services	10 197 699,00	10 nov. 2016	9 177 930,00	Société de transport du Saguenay	Amélioration des services	628 057,00	6 juil. 2016	345 320,00	Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest	Amélioration des services	2 094 655,00	8 nov. 2016	1 885 189,00	Société de transport de Lévis	Amélioration des services	2 236 926,00	10 nov. 2016	2 013 234,00	Société de transport de Trois-Rivières	Amélioration des services	843 496,00	22 jan. 2017	759 146,00	Réseau de transport de la Capitale	Amélioration des services	12 546 950,00	13 déc. 2016	11 292 255,00	Agence métropolitaine de transport	Amélioration des services	9 700 627,00	25 jan. 2017	8 730 564,00	Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes	Amélioration des services	1 471 801,00	13 déc. 2016	1 324 621,00	Société de transport de l'Outaouais	Amélioration des services	6 850 147,00	10 nov. 2016	6 165 132,00
Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant accordé	Date du dernier versement	Montant versé à date																																																																																															
Conseil intermunicipal de transport Chambly-Richelieu-Carignan	Amélioration des services	1 781 726,00	11 déc. 2016	1 603 554,00																																																																																															
Société de transport de Montréal	Amélioration des services	55 628 282,00	8 nov. 2016	43 795 718,00																																																																																															
Réseau de transport de Longueuil	Amélioration des services	6 274 413,00	13 déc. 2016	5 646 972,00																																																																																															
Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu	Amélioration des services	1 540 774,00	13 déc. 2016	1 386 696,00																																																																																															
Conseil intermunicipal de transport des Laurentides	Amélioration des services	5 523 229,00	10 nov. 2016	4 970 906,00																																																																																															
Ville de Granby	Amélioration des services	596 603,00	11 févr. 2017	515 591,00																																																																																															
Ville de Sainte-Julie	Amélioration des services	849 157,00	13 déc. 2016	764 242,00																																																																																															
Ville de Rimouski	Amélioration des services	295 974,00	30 nov. 2016	266 376,00																																																																																															
Conseil régional de transport de Lanaudière	Amélioration des services	4 225 947,00	10 nov. 2016	1 901 676,00																																																																																															
Société de transport de Laval	Amélioration des services	10 197 699,00	10 nov. 2016	9 177 930,00																																																																																															
Société de transport du Saguenay	Amélioration des services	628 057,00	6 juil. 2016	345 320,00																																																																																															
Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest	Amélioration des services	2 094 655,00	8 nov. 2016	1 885 189,00																																																																																															
Société de transport de Lévis	Amélioration des services	2 236 926,00	10 nov. 2016	2 013 234,00																																																																																															
Société de transport de Trois-Rivières	Amélioration des services	843 496,00	22 jan. 2017	759 146,00																																																																																															
Réseau de transport de la Capitale	Amélioration des services	12 546 950,00	13 déc. 2016	11 292 255,00																																																																																															
Agence métropolitaine de transport	Amélioration des services	9 700 627,00	25 jan. 2017	8 730 564,00																																																																																															
Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes	Amélioration des services	1 471 801,00	13 déc. 2016	1 324 621,00																																																																																															
Société de transport de l'Outaouais	Amélioration des services	6 850 147,00	10 nov. 2016	6 165 132,00																																																																																															

Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île	Amélioration des services	1 272 414,00	8 nov. 2016	1 145 172,00
Conseil intermunicipal de transport le Richelain	Amélioration des services	1 392 008,00	10 nov. 2016	1 252 808,00
Conseil intermunicipal de transport de Roussillon	Amélioration des services	1 296 031,00	10 nov. 2016	1 166 428,00
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	Amélioration des services	599 408,00	1 nov. 2016	539 468,00
Société de transport de Sherbrooke	Amélioration des services	980 627,00	23 jan. 2017	882 564,00
Ville de Saint-Georges	Amélioration des services	6 188,00	10 nov. 2016	5 569,00
Conseil intermunicipal de transport du Haut St-Laurent	Amélioration des services	101 387,00	10 nov. 2016	91 248,00
Ville de Baie-Comeau	Amélioration des services	56 723,00	6 juil. 2016	25 609,00
Ville de Drummondville	Amélioration des services	227 041,00	28 juil. 2016	102 168,00
Ville de Thetford Mines	Amélioration des services	437,00	10 nov. 2016	393,00
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	Amélioration des services	6 129,00	24 jan. 2017	5 516,00
Ville de Val D'Or	Amélioration des services	53 342,00		
Ville de Victoriaville	Amélioration des services	84 354,00		
Ville de Rouyn-Noranda	Amélioration des services	51 844,00		
Volet II				
Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant accordé	Date du dernier versement	Montant versé à date
MRC de Beauharnois-Salaberry	Exploitation des services de transport collectif	75 000,00	6 déc. 2016	75 000,00
MRC de Papineau	Étude des besoins	10 000,00	3 févr. 2017	10 000,00
MRC des Maskoutains	Exploitation des services de transport collectif	73 342,00	6 déc. 2016	73 342,00
MRC de Charlevoix-Est	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	10 déc. 2016	100 000,00
MRC d'Argenteuil	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	12 déc. 2016	100 000,00
MRC de La Côte-de-Beaupré	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	10 déc. 2016	200 000,00
MRC de Charlevoix	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	10 déc. 2016	125 000,00
MRC de La Mitis	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	11 déc. 2016	125 000,00
MRC de Rivière-du-Loup	Exploitation des services de transport collectif	164 000,00	10 déc. 2016	164 000,00
MRC de La Jacques-Cartier	Exploitation des services de transport collectif	275 000,00	10 déc. 2016	275 000,00
MRC de Pierre-De Saurel	Exploitation des services de transport collectif	75 000,00	6 déc. 2016	75 000,00
MRC de L'Île-d'Orléans	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	10 déc. 2016	100 000,00
MRC de Portneuf	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	10 déc. 2016	200 000,00
MRC de Maskinongé	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	11 déc. 2016	200 000,00
MRC de Kamouraska	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	10 déc. 2016	125 000,00
MRC de l'Érable	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	11 déc. 2016	200 000,00
MRC du Val-Saint-François	Exploitation des services de transport collectif	75 000,00	6 déc. 2016	75 000,00
MRC de Memphrémagog	Exploitation des services de transport collectif	75 000,00	6 déc. 2016	75 000,00
MRC d'Autray	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	14 févr. 2017	200 000,00
MRC de la Vallée de la Gatineau	Exploitation des services de transport collectif	75 000,00	27 jan. 2017	75 000,00
MRC de Pontiac	Exploitation des services de transport collectif	75 000,00	27 jan. 2017	75 000,00
MRC de La Matapédia	Exploitation des services de transport collectif	38 000,00	10 déc. 2016	38 000,00
MRC de Témiscouata	Exploitation des services de transport collectif	68 000,00	11 déc. 2016	68 000,00
Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Exploitation des services de transport collectif (5 MRC, 1 municipalité)	600 000,00	27 jan. 2017	600 000,00
Administration régionale Kativik	Exploitation des services de transport collectif	340 000,00	30 sept. 2016	340 000,00
MRC de Rimouski-Neigette	Exploitation des services de transport collectif	75 000,00	7 févr. 2017	75 000,00
MRC de La Matanie	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	27 jan. 2017	100 000,00
MRC de Montmagny	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	10 déc. 2016	125 000,00
MRC de l'Islet	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	10 déc. 2016	100 000,00

MRC de Beauce-Sartigan	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	11 déc. 2016	125 000,00
MRC des Etchemins	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	6 déc. 2016	125 000,00
MRC des Basques	Exploitation des services de transport collectif	62 960,00	11 déc. 2016	62 960,00
MRC du Domaine-du-Roy	Étude des besoins	10 000,00	24 jan. 2017	10 000,00
MRC des Laurentides	Exploitation des services de transport collectif	275 000,00	12 déc. 2016	275 000,00
MRC des Pays-d'en-Haut	Exploitation des services de transport collectif	275 000,00	12 déc. 2016	275 000,00
MRC de La Haute-Yamaska	Exploitation des services de transport collectif	121 668,00	24 déc. 2016	121 668,00
Ville de La Tuque	Exploitation des services de transport collectif	56 000,00	6 déc. 2016	56 000,00
MRC de Charlevoix-Est	Étude des besoins	10 000,00	3 févr. 2017	10 000,00
MRC d'Antoine-Labelle	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	12 déc. 2016	100 000,00
MRC de La Nouvelle-Beauce	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	6 déc. 2016	200 000,00
MRC de Robert-Cliche	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	6 déc. 2016	200 000,00
MRC de Papineau	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	27 jan. 2017	125 000,00
MRC de Nicolet-Yamaska	Étude des besoins	10 000,00	13 déc. 2016	10 000,00
MRC de Lotbinière	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	11 déc. 2016	200 000,00
MRC d'Acton	Exploitation des services de transport collectif	61 626,00	6 déc. 2016	61 626,00
MRC d'Abitibi-Ouest	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	6 déc. 2016	100 000,00
MRC de La Rivière-du-Nord	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	12 déc. 2016	200 000,00
MRC de Charlevoix	Étude des besoins	10 000,00	3 févr. 2017	10 000,00
MRC de Mékinac	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	11 déc. 2016	100 000,00
MRC de Montcalm	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	12 déc. 2016	125 000,00
MRC de Brome-Missisquoi	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	6 déc. 2016	125 000,00
MRC de Coaticook	Exploitation des services de transport collectif	254 000,00	6 déc. 2016	254 000,00
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	11 déc. 2016	100 000,00
MRC de Maria-Chapdelaine	Exploitation des services de transport collectif	157 022,00	12 janv. 2017	157 022,00
MRC du Domaine-du-Roy	Exploitation des services de transport collectif	157 022,00	12 janv. 2017	157 022,00
MRC de Sept-Rivières	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	11 déc. 2016	125 000,00
MRC des Collines de l'Outaouais	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	27 janv. 2017	200 000,00
MRC d'Arthabaska	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	6 déc. 2016	125 000,00
MRC du Fjord-du-Saguenay	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	27 janv. 2017	125 000,00
MRC du Granit	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	6 déc. 2016	100 000,00
MRC de Nicolet-Yamaska	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	24 janv. 2017	100 000,00
MRC de Témiscamingue	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	24 janv. 2017	100 000,00
MRC de La Vallée-de-l'Or	Exploitation des services de transport collectif	36 204,00	6 déc. 2016	36 204,00
MRC du Haut-Saint-Laurent	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	3 févr. 2017	125 000,00
MRC de Bécancour	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	6 déc. 2016	125 000,00
Ville de Rouyn-Noranda	Exploitation des services de transport collectif	32 134,00	6 déc. 2016	32 134,00
MRC de Bellechasse	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	7 févr. 2017	100 000,00
MRC des Chenaux	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	11 déc. 2016	200 000,00
MRC de Drummond	Exploitation des services de transport collectif	22 185,00	15 janv. 2017	22 185,00
MRC d'Abitibi	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	15 janv. 2017	125 000,00
MRC de Matawinie	Exploitation des services de transport collectif	75 000,00		
MRC de Joliette	Exploitation des services de transport collectif	60 000,00		
MRC de Deux-Montagnes	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00		
InterCar	Acquisition d'outils technologiques	93 153,00	23 janv. 2017	46 577,00
Autobus Laterrière	Maintien d'un service de transport par autocar	69 682,00	13 oct. 2016	69 682,00
MRC d'Argenteuil	Maintien d'un service de transport par autocar	88 526,00	23 sept. 2016	88 526,00

MRC de La Mitis	Maintien d'un service de transport par autocar	125 757,00	29 juil. 2016	125 757,00
Ville de La Tuque	Maintien d'un service de transport par autocar	140 000,00	23 janv. 2017	120 844,00
MRC de La Côte-de-Beaupré	Maintien d'un service de transport par autocar	19 500,00	2 sept. 2016	19 500,00
MRC de Maskinongé	Maintien d'un service de transport par autocar	93 522,00	3 oct. 2016	50 000,00
MRC des Appalaches	Maintien d'un service de transport par autocar	60 000,00	23 janv. 2017	60 000,00
MRC des Appalaches	Aide d'urgence	20 000,00	25 janv. 2017	20 000,00
Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Maintien d'un service de transport par autocar	172 080,00	17 févr. 2017	172 080,00
MRC de Memphrémagog	Maintien d'un service de transport par autocar	17 779,00	11 janv. 2017	17 779,00
MRC de Pontiac	Maintien d'un service de transport par autocar	127 875,00	23 janv. 2017	127 875,00
MRC du Haut-Saint-François	Maintien d'un service de transport par autocar	80 081,00	17 févr. 2017	80 081,00
MRC de Minganie	Maintien d'un service de transport par autocar	86 250,00	17 févr. 2017	86 250,00
MRC d'Antoine-Labelle	Maintien d'un service de transport par autocar	15 000,00	17 févr. 2017	15 000,00
MRC de la Vallée de la Gatineau	Maintien d'un service de transport par autocar	30 000,00	17 févr. 2017	30 000,00
MRC de l'Islet	Maintien d'un service de transport par autocar	90 750,00	28 nov. 2016	90 750,00

Volet III

Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant accordé	Date du dernier versement	Montant versé à date
Centre de gestion des déplacements de Gatineau	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	30 janv. 2017	90 000,00
Centre alternatif de déplacement urbain du Saguenay	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	13 déc. 2016	90 000,00
Centre de gestion des déplacements Voyagez Futé Montréal	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	13 déc. 2016	90 000,00
Centre de gestion des déplacements Développement économique Saint-Laurent	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	13 déc. 2016	90 000,00
Mobili T. Centre de gestion des déplacements du Québec métropolitain	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	1 févr. 2017	90 000,00
Roulons Vert	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	13 déc. 2016	90 000,00
Société de transport de Sherbrooke	Fonctionnement d'un CGD	90 000,00	13 déc. 2016	81 000,00
Fondation Monique-Fitz-Back	Promotion des modes alternatifs	46 475,00	3 oct. 2016	41 828,00
Accès transports viables	Promotion des modes alternatifs	75 000,00	3 oct. 2016	67 500,00
Vélo Québec	Promotion des modes alternatifs	45 000,00	3 oct. 2016	40 500,00
Piétons Québec	Promotion des modes alternatifs	75 000,00	3 oct. 2016	67 500,00
Vivre en Ville	Réalisation d'études	30 000,00	29 juil. 2016	27 000,00
Conseil régional de l'environnement de Montréal	Réalisation d'études	30 000,00	29 juil. 2016	27 000,00
Transport 2000 Québec	Réalisation d'études	30 000,00	29 juil. 2016	27 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 115

Titre

Pour le programme « Programme véloce II », fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
- b) la description du projet;
- c) la date de versement de l'aide financière accordée;
- d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le programme Véloce II a pris fin le 31 mars 2016. Aucun engagement n'a donc été pris dans ce programme pour 2016-2017.

De nouveaux programmes feront l'objet d'autorisations distinctes dès que les budgets et les autorisations auront été acquis pour chacun d'eux.

Au 8 mars 2017, deux programmes ont été autorisés par le Conseil du trésor, soit :

- Programme d'aide financière à l'entretien de la Route verte doté d'un budget de 500 000 \$ pour 2016-2017 (voir annexe).
- Programme d'aide financière au développement d'infrastructures de transport actif dans les périmètres urbains (anciennement le volet 1 de Véloce II) doté d'une enveloppe de 5 000 000 \$ et financé par le Fonds vert dans le cadre du PACC 2013-2020.

Pour ce dernier programme, puisque la date d'appel des propositions, combinée au délai requis pour analyser les demandes, ne permettra pas d'engager des sommes en 2016-2017, le budget prévu de 5 000 000 \$ sera reporté ultérieurement.

Programme d'aide
financière à l’entretien de
la Route verte 2016-2017

Bénéficiaires	Subvention recommandée
MRC Les Sources	4 990 \$
Ville de Sherbrooke	14 348 \$
MRC Haute Yamaska	20 325 \$
Ville de Lac-Brome	1 578 \$
Lac Memphrémagog	9 721 \$
MRC du Val-Saint-François	7 438 \$
Canton de Hatley	4 314 \$
MRC d'Argenteuil	2 077 \$
MRC des Pays-d'en-Haut	6 761 \$
MRC D'Antoine-Labelle	28 331 \$
MRC de la Rivière-du-Nord	5 473 \$
MRC des Laurentides	24 146 \$
MRC Pontiac	28 144 \$
MRC du Témiscamingue	14 487 \$
Ville de Rouyn-Noranda	3 219 \$
Arrond. Ahuntsic	2 149 \$
Arrond. LaSalle	2 543 \$
Arrond. Plateau-Mont-Royal	1 096 \$
Arrond. Rosemont	1 191 \$
Arrond. Villeray-St-Michel	410 \$
Ville de Beaconsfield	624 \$
Ville de l'Assomption	862 \$
Ville de Blainville	2 720 \$
Ville de Sainte-Thérèse	1 171 \$
Ville de Repentigny	3 311 \$
Ville de Longueuil	9 877 \$
Saint-Zotique (Piste Soulanges)	9 991 \$
Ville de Sainte-Catherine	644 \$
Saint-Lambert	665 \$
MRC d'Acton	8 215 \$
Ville d'Acton Vale	697 \$
MRC Pierre-de Saurel	3 525 \$
MRC du Haut-Richelieu	5 454 \$
Ange-Gardien	2 350 \$
MRC de Beauharnois-Salaberry	11 990 \$
Saint-Étienne-des-Grès	1 100 \$
Trois-Rivières	8 776 \$
Ville de Shawinigan	5 991 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	1 800 \$
MRC de Maskinongé	270 \$
Ville de Bécancour	5 450 \$
Ville de Nicolet	2 790 \$
MRC Arthabaska	10 431 \$
MRC Érable	14 359 \$
MRC Drummond	11 010 \$
Ville de Québec	14 842 \$
Piste Jacques-Cartier/Portneuf	21 989 \$
MRC de la Nouvelle-Beauce	9 370 \$
Ville de Lévis	12 219 \$
MRC de Lotbinière	8 269 \$
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	386 \$
MRC de Beauce-Sartigan	4 712 \$
Ville de Montmagny	1 238 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	954 \$
MRC de Kamouraska	3 555 \$
MRC de Témiscouata	26 045 \$
MRC de Rivière-du-Loup	14 123 \$
MRC des Basques	6 239 \$
MRC de La Mitis	1 276 \$
MRC de La Matapédia	6 832 \$
Ville de Matane	2 356 \$
Municipalité de Nouvelle	2 161 \$
Ville de Bonaventure	985 \$
Ville de Gaspé	3 316 \$
MRC Maria-Chapdelaine (Lac-Saint-Jean-Est)	14 121 \$
MRC Maria-Chapdelaine (Domaine-du-Roy)	16 325 \$
MRC Maria-Chapdelaine	17 866 \$
Hébertville	720 \$
St-Fulgence	988 \$
Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	252 \$
Municipalité de Sacré-Cœur	2 044 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 116

Titre

Pour le Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI), fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2016-2017 par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (Ministère) et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
- b) la description du projet;
- c) la date de versement de l'aide financière accordée;
- d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le Ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le PREGTI a pour objectif de réduire ou d'éviter les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par le transport des marchandises et des personnes par l'implantation de projets intermodaux et par la promotion des services maritime et ferroviaire. Il dispose d'une enveloppe de 41 M\$ jusqu'au 31 mars 2017.

Le programme est composé de 5 volets :

- Volet 1 : Projets avec dépenses d'infrastructures :
 - 1-A : projets dont le coût est égal ou supérieur à 1 M\$;
 - 1-B : projets dont le coût est inférieur à 1 M\$.
- Volet 2 : Projets sans dépenses d'infrastructures.
- Volet 3 : Projets pilotes.
- Volet 4 : Études.
- Volet 5 : Promotion des modes de transport maritime ou ferroviaire.

Les entreprises, les organismes municipaux et les autres organismes légalement constitués ayant un établissement au Québec sont admissibles au PREGTI.

Volet 1-A : L'aide maximale par projet est de 500 \$ la tonne des émissions de GES réduites ou évitées, sans toutefois dépasser 50 % des dépenses admissibles liées au projet, et ce, jusqu'à concurrence de 4 M\$.

Volet 1-B : L'aide financière est établie à un maximum de 50 % des dépenses admissibles. Cependant, l'aide accordée en vertu de ce volet ne peut pas dépasser 750 \$ par tonne d'émissions de GES réduites ou évitées.

La contribution financière par tonne d'émissions de GES réduites ou évitées pour les projets déposés dans le cadre du volet 1 et qui visent l'électrification des opérations de transport ou de manutention par la substitution des énergies fossiles par l'hydroélectricité peut être doublée pour atteindre 1 000 \$.

Volet 2 : L'aide maximale par projet est de 400 \$ la tonne des émissions de GES réduites, et ce, jusqu'à concurrence de 3 M\$.

Volet 3 : L'aide financière du programme est établie à un maximum de 50 % des dépenses admissibles liées au projet, jusqu'à concurrence d'une aide maximale de 1 M\$ par projet par année.

Volet 4 : L'aide financière est établie à un maximum de 20 % (si l'étude est non publique) ou à 50 % (si l'étude est publique) des dépenses admissibles liées au projet.

Volet 5 : L'aide financière est établie à un maximum de 50 % des dépenses admissibles liées au projet, jusqu'à concurrence d'une aide maximale de 50 000 \$ par projet.

PREGTI – Projets acceptés en 2016-2017

Demandeur	Volet	Projet d'électrification	Description du projet	Dépenses admissibles	Montant engagé	Date d'engagement	Cible de réduction des GES (ton. Éq.CO2/an)	Total des déboursés
Railex inc.	1-B	Non	Acquisition d'une chargeuse sur roues pour le chargement de matériaux recyclés dans des wagons	225 000 \$	60 000 \$	2016-09-27	380	30 000 \$

Toutes les sommes proviennent du Fonds vert.

Le second versement devrait avoir lieu en 2018-2019 lors de la production du rapport de vérification attestant des réductions des émissions de GES.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 117

<p>Titre</p> <p>Pour le programme « Écocamionnage (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises) », fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);e) les investissements totaux des projets (en millions\$);f) les aides financières totale du ministère (en millions\$) ;g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne) ;h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La cible de réduction et d'évitement des émissions de gaz à effet de serre (GES en 2017 pour le programme Écocamionnage est de 0,175 Mt.</p> <p>La cible de réduction et d'évitement des émissions de GES en 2020 pour le programme Écocamionnage est de 0,325 Mt.</p> <p>Pour l'année financière 2016-2017, 1142 projets ont été acceptés ou sont en cours d'approbation par le ministre. Les réductions des émissions de GES en lien avec ces projets sont d'environ 100 kt.</p> <p>Les investissements totaux de ces projets s'élèvent à 47,9 M\$. Par ailleurs, les dépenses admissibles en lien avec ces mêmes demandes s'élèvent à 41,5 M\$. L'aide financière est calculée en fonction des dépenses admissibles et l'aide financière totale octroyée par le Ministère s'élève à 12,57 M\$.</p> <p>Le coût moyen des projets en termes de \$/tonne réduite est d'approximativement 125 \$ pour le programme. Cependant, si on considère que les technologies subventionnées ont une durée de vie utile moyenne de 5 ans, ce coût diminue à environ 25 \$/tonne.</p> <p>Le programme Écocamionnage est un programme incitatif et il est impossible de déterminer le nombre d'emplois créés ou maintenus grâce à celui-ci.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 118

<p>Titre</p> <p>Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques</p> <p>Pour le programme «Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF)», fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);e) les investissements totaux des projets (en millions\$);f) les aides financières totales du ministère (en millions\$);g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Les cibles et les potentiels de réduction et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2017-2020.</p> <p>Le Ministère ne dispose pas d'information uniforme et précise à l'effet du nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.</p> <p>Le tableau de la page suivante présente les autres données.</p>

PETMAF :

Total des projets acceptés	Total des dépenses admissibles	Total des montants engagés	Total des cibles de réduction des GES (t.équ. CO2/an)	Moyenne de Durée de vie des projets	Subvention moyenne par projet	Réduction moyenne de GES par projet (t/équ. CO2/année)	Subvention moyenne par tonne de GES réduit par projet	Coût moyen de la subvention par année de vie du projet (\$/tonne GES/an)
18	86 846 132 \$	12 443 967 \$	33 504	19	691 332 \$	1 861	371 \$	20 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 119

<p>Titre</p> <p>Pour le programme « Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) », fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2018 – base annuelle (en Mt C02);b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2021 – base annuelle (en Mt C02);c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);e) les investissements totaux des projets (en millions\$);f) les aides financières totales du Ministère (en millions\$);g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Les cibles et les potentiels de réduction et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2017-2020.</p> <p>Pour ce volet, un total de 32 demandes répondaient aux critères d'admissibilité du programme et ont donc reçu une lettre de confirmation d'aide financière dont le total pour l'année 2016 s'élève à 129,4 M\$. Cette aide représente 50 % des coûts admissibles.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 120

<p>Titre</p> <p>Pour le programme « Programme Véloce II », fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2018 – base annuelle (en Mt C02);b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2021 – base annuelle (en Mt C02);c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);e) les investissements totaux des projets (en millions \$);f) les aides financières totales du ministère (en millions \$);g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements. Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <ul style="list-style-type: none">a) Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de gaz à effet de serre pour les programmes concernés, mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, seront publiés dans son plan stratégique 2017-2020.b) Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de gaz à effet de serre pour les programmes concernés, mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, seront publiés dans son plan stratégique 2017-2020.c) Aucun projet n'a été accepté par le Ministère en 2016-2017, puisque le programme est terminé depuis le 31 mars 2016. Il est présentement en processus d'approbation par le Conseil du trésor.d) Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de gaz à effet de serre pour les programmes concernés, mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, seront publiés dans son plan stratégique 2017-2020.e) Aucun projet n'a été retenu pour 2016-2017, le programme ayant pris fin le 31 mars 2016.f) Aucun projet n'a été retenu pour 2016-2017, le programme ayant pris fin le 31 mars 2016.g) Non disponible.h) Non disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 121

<p>Titre</p> <p>Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques</p> <p>Pour le programme «Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI)», fournir la ventilation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);e) les investissements totaux des projets (en millions\$);f) les aides financières totales du ministère (en millions\$);g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2017-2020.</p> <p>Le Ministère ne dispose pas d'information uniforme et précise à l'effet du nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.</p> <p>Le tableau de la page suivante présente les autres données.</p>

PREGTI

Total des projets acceptés	Total des dépenses admissibles	Total des montants engagés	Total des cibles de réduction des GES (t.équ. CO2/an)	Moyenne de Durée de vie des projets	Subvention moyenne par projet	Réduction moyenne de GES par projet (t/équ. CO2/année)	Subvention moyenne par tonne de GES réduit par projet	Coût moyen de la subvention par année de vie du projet (\$/tonne GES/an)
12	37 043 467 \$	6 609 542 \$	23 046	21	550 795 \$	1 921	287 \$	13 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 122

Titre

Taux de réalisation des investissements planifiés en transport en commun. Taux pour le réseau routier. Qu'est-ce qui explique la différence?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La dernière année complétée pour laquelle une reddition de compte a été produite est l'année budgétaire 2015-2016.

Investissements réalisés pour l'année 2015-2016
(contribution du gouvernement du Québec, en millions de dollars et en pourcentage)

Secteurs		Maintien de l'offre de service				Bonification de l'offre de service	Sous-total	Redressement ²	Total	Taux de réalisation ³
		Maintien d'actifs ¹	Résorption du déficit de maintien d'actifs	Remplacement	Sous-total	Ajout et amélioration				
Réseau routier	Probable	1 124,7	—	523,9	1 648,6	471,3	2 119,9	—	2 119,9	95,9%
	Réel	1 170,1	—	457,4	1 627,5	405,3	2 032,7	—	2 032,7	
Transport collectif	Probable	97,9	—	65,1	163,0	341,1	504,1	—	504,1	90,8%
	Réel	103,6	—	38,9	142,5	315,4	457,8	—	457,8	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 123

Titre

Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier, au PQI gouvernemental.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le tableau ci-dessous présente le montant des investissements prévus sur le réseau routier et le transport en commun en 2016-2017. Il s'agit de la portion des investissements réalisés par le gouvernement du Québec; la portion des investissements en provenance des autorités organisatrices de transport s'ajoute à ces montants.

	Investissement prévu en 2016-2017
Transport en commun	692 M\$
Réseau routier	2 065 M\$
Proportion transport en commun	25,1 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 124

<p>Titre</p> <p>Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Il n'y a pas de crédits budgétaires en ce qui concerne les projets routiers et de transport en commun, ces items sont financés à même les revenus du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT).</p> <p>Dans le cas des projets routiers, il s'agit d'investissements prévus au Plan québécois des infrastructures (PQI). Des délais dans le déroulement des travaux font en sorte que certains projets sont redéployés dans les PQI des années ultérieures et, par conséquent seront reportés dans les investissements à autoriser des exercices correspondants.</p> <p>Quant aux sommes consacrées aux projets de transport en commun des organismes publics, il s'agit de subventions octroyées selon les divers programmes du FORT. Les dépenses non-réalisées à ce titre au cours d'une année servent à réduire temporairement le besoin d'emprunt à long terme pour le financement des investissements routiers. Ces économies seront ultérieurement réaffectées aux subventions en transport en commun lorsque les organismes de transport auront complété la réalisation de leurs projets.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 125

Titre

Projets ou sommes prévus (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routier et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs, par rapport à l'an dernier.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le tableau ci-dessous présente les projets supérieurs à 50 M\$ retirés du PQI cette année :

Réseau routier

Nom	Région	Nom	Région
1- Prolongement de l'autoroute 20 entre Cacouna et Notre-Dame-des-Neiges	01	5- Construction d'une voie de contournement de Longue-Rive (route 138)	09
2- Réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick - Phases I et II	01	6- Élargissement de l'autoroute 73 entre Sainte-Marie et Saint-Joseph-de-Beauce - Phase II	12
3- Contournement sud de Sherbrooke par le prolongement de l'autoroute 410 - Phase I	05	7- Prolongement de l'autoroute 73 entre Saint-Joseph-de-Beauce et Saint-Georges	12
4- Étude de la réfection majeure de la structure l'échangeur des Sources à Pointe-Claire et Dorval	06	8- Maintien d'actifs sur les structures de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 30 à Boucherville	16

Transport collectif

Nom	Région	Nom	Région
1- Construction du centre d'entretien pour trains de banlieue à Lachine	06	4- Train de banlieue Corridor Nord-Est (Train de l'Est)	06 14
2- Étagement ferroviaire de la jonction de l'Est	06	5- Étude du Système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain	06 16
3- Étude du Train de l'Ouest de Montréal, incluant la desserte de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau	06	6- Construction d'un deuxième garage pour la Société de transport de l'Outaouais	07

Les projets de 50 M\$ et plus ajoutés au PQI pour le secteur routier :

- Enlèvement des paralumes et réfection de l'éclairage dans le tunnel Dorval à Montréal;
- Reconstruction de la chaussée de béton de ciment de l'autoroute 40 à Kirkland et Baie-d'Urfé;
- Reconstruction et amélioration de diverses sections de la route 138 entre Baie-Comeau et Port-Cartier;
- Réaménagement de la route 173 et de la route 277;
- Réfection du pont Vachon entre Laval et Boisbriand;
- Travaux sur la chaussée de béton de l'autoroute 20 entre les municipalités de Mont-Saint-Hilaire et de Saint-Hyacinthe;
- Travaux sur le pont de l'autoroute 30 à Sorel-Tracy au-dessus de la rivière Richelieu;
- Développement de la route 170 à Saint-Bruno au Saguenay– Lac-Saint-Jean et de la route 169 vers Alma;
- Parachèvement de l'autoroute 70 - Tronçon entre Grande-Anse et La Baie;
- Amélioration de l'autoroute Laurentienne entre la sortie Lebourgneuf et la Croix-Rouge à Québec;
- Implantation d'un nouveau lien entre Québec et Lévis;
- Amélioration de l'autoroute 50 entre Gatineau et Mirabel;
- Amélioration de l'autoroute 55 entre l'échangeur des Acadiens et l'autoroute 20;
- Développement de la Place Charles-Le Moyne à Longueuil;
- Élargissement de l'autoroute 30 entre les autoroutes 10 et 20 sur la Rive-Sud de Montréal.

Les projets de 50 M\$ et plus ajoutés au PQI pour le transport en commun :

- Programme d'amélioration de l'accessibilité des stations de métro;
- Implantation d'un SRB dans le secteur Ouest de la ville de Gatineau;
- Prolongation du Rapibus dans le secteur Est de la ville de Gatineau - Phase III -Tronçon Lorrain – Aéroport.

Évolution du statut des projets routiers de 50 M\$ et plus

Projet	PQI	
	2016-2026	2017-2027
Construction d'un nouveau pont sur la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini	Planification	Réalisation
Construction d'une voie de contournement du quartier de l'Isle Maligne à Alma	Planification	Réalisation
Recouvrement partiel de l'autoroute Ville-Marie à Montréal	Planification	Réalisation
Amélioration de l'accès au port de Montréal par le réaménagement de la sortie Sherbrooke de l'autoroute 25	Planification	Réalisation
Reconstruction de la côte Arsène Gagnon sur la route 138 à Les Bergeronnes	Planification	Réalisation
Reconstruction du pont Gouin entre Saint-Jean-sur-Richelieu et Iberville	Planification	Réalisation
Élargissement de l'autoroute Henri-IV - Phase II (Volets 1, 2 et 3) 2	Étude	Planification
Réfection majeure de la structure de l'échangeur Des Sources à Pointe-Claire et Dorval	Étude	Retiré
Reconstruction du pont Honoré-Mercier	Étude	Planification
Enlèvement des paralumes et réfection de l'éclairage dans le tunnel Dorval à Montréal	na	Planification
Reconstruction de la chaussée de béton de ciment de l'autoroute 40 à Kirkland et Baie-d'Urfé	na	Planification
Reconstruction et amélioration de diverses sections de la route 138 entre Baie-Comeau et Port-Cartier	na	Planification
Réaménagement de la route 173 et de la route 277	na	Planification
Réfection du pont Vachon entre Laval et Boisbriand	na	Planification
Travaux sur la chaussée de béton de l'autoroute 20 entre les municipalités de Mont-Saint-Hilaire et de Saint-Hyacinthe	na	Planification
Travaux sur le pont de l'autoroute 30 à Sorel-Tracy au-dessus de la rivière Richelieu	na	Planification
Développement de la route 170 à Saint-Bruno au Saguenay– Lac-Saint-Jean et de la route 169 vers Alma	na	Étude
Parachèvement de l'autoroute 70 - Tronçon entre Grande-Anse et La Baie	na	Étude
Amélioration de l'autoroute Laurentienne entre la sortie Lebourgneuf et la Croix-Rouge à Québec	na	Étude
Implantation d'un nouveau lien entre Québec et Lévis	na	Étude
Amélioration de l'autoroute 50 entre Gatineau et Mirabel	na	Étude
Amélioration de l'autoroute 55 entre l'échangeur des Acadiens et l'autoroute 20	na	Étude
Développement de la Place Charles-Le Moyne à Longueuil	na	Étude
Élargissement de l'autoroute 30 entre les autoroutes 10 et 20 sur la Rive-Sud de Montréal	na	Étude

Évolution du statut des projets en transport en commun de 50 M\$ et plus

Projet	PQI	
	2016-2026	2017-2027
Train de l'Ouest de Montréal, incluant la desserte de l'aéroport international Pierre-Eliot-Trudeau	Étude	Retiré
Système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain	Étude	Retiré
Programme d'amélioration de l'accessibilité des stations de métro	na	Planification
Implantation d'un SRB dans le secteur Ouest de la ville de Gatineau	na	Planification
Prolongation du Rapibus dans le secteur Est de la ville de Gatineau - Phase III -Tronçon Lorrain - Aéroport	na	Planification

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 126

Titre

Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI 2017-2027, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir ?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour sa planification des investissements sur dix ans dans le cadre du Programme québécois des infrastructures (PQI) 2017-2027, le Ministère a priorisé des interventions visant le maintien de ses actifs. Une grande partie du budget des prochaines années sera d'ailleurs orientée vers la réfection/reconstruction de structures d'envergure qui nécessiteront des sommes importantes.

Peu importe la nature des travaux (maintien, amélioration ou ajout) qui se réaliseront, dans tous les cas, il s'agit d'actifs à entretenir.

Les projets majeurs inscrits à l'étude au PQI devront cheminer et recevoir l'autorisation du Conseil des ministres aux principales étapes prévues à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publiques avant que les travaux ne puissent débuter.

Réseau routier
À l'étude³

Nom	Région	Nom	Région
1- Développement de la route 170 à Saint-Bruno au Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la route 169 vers Alma	02	13- Réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine	06 16
2- Parachèvement de l'autoroute 70 - Tronçon entre Grande-Anse et La Baie	02	14- Reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil et Senneville	06 16
3- Amélioration de l'autoroute Laurentienne entre la sortie Lebourgneuf et la Croix-Rouge à Québec ⁴	03	15- Amélioration de l'autoroute 50 entre Gatineau et Mirabel	07 15
4- Reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec	03	16- Prolongement de la route 138 - Tronçon Kegaska - La Romaine - Phase I	09
5- Implantation d'un nouveau lien entre Québec et Lévis	03 12	17- Prolongement de la route 138 - Tronçon La Tabatière - Tête-à-la-Baleine	09
6- Réfection du tablier du pont de Québec	03 12	18- Amélioration de l'autoroute 55 entre l'échangeur des Acadiens et l'autoroute 20	12
7- Réfection de la dalle du pont Laviolette à Trois-Rivières	04	19- Réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 173 à Lévis	12
8- Réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger	06	20- Réfection majeure du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	13 15
9- Reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre	06	21- Prolongement de l'autoroute 19 entre les autoroutes 440 et 640 de Laval à Bois-des-Filion	13 15
10- Réfection majeure de l'autoroute métropolitaine à Montréal	06	22- Développement de la Place Charles-Le Moyne à Longueuil	16
11- Raccordement des deux sections du boulevard Cavendish à Montréal	06	23- Élargissement de l'autoroute 30 entre les autoroutes 10 et 20 sur la Rive-Sud de Montréal	16
12- Boulevard urbain de l'Ouest de l'île de Montréal	06	24- Prolongement de l'autoroute 35 jusqu'à la frontière américaine - Phases III et IV	16

³ Le projet « Réfection majeure de la structure de l'échangeur des Sources à Pointe-Claire et Dorval » a été retiré de la liste des projets « à l'étude » puisque son coût est maintenant évalué à moins de 50 millions de dollars.

⁴ L'élargissement de l'autoroute Laurentienne Sud entre la rue de la Faune et le boulevard Louis-XIV est prévu au secteur « Réseau routier », mais n'est pas présenté spécifiquement à la liste des projets « en planification », car son coût est inférieur à 50 millions de dollars.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 127

<p>Titre</p> <p>Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et prévus pour 2017-2018 ventilés en fonction des sources de revenus.</p>
<p>Exposé et statistiques (s’il y a lieu)</p> <p>La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière de l’opposition officielle 39.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 128

Titre Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs du MTMDET par rapport à l'an dernier.				
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)				
Évolution du déficit de maintien d'actifs des infrastructures Par type et catégorie d'infrastructure (en millions de dollars)				
	Déficit de maintien d'actifs au PAGI 2016-2017	Augmentation	Résorption	Déficit de maintien d'actifs au PAGI 2017-2018
Ouvrages de génie civil				
Chaussées du réseau supérieur	5 280,0	1 800,0	(780,0)	6 300,0
Structures				
Réseau supérieur	6 281,7	295,9	(906,3)	5 671,3
Ponts du réseau municipal	940,3	81,5	(167,8)	854,0
Autres infrastructures	N/D	s.o.	s.o.	N/D
Total	12 502,0	2 177,4	(1 854,1)	12 825,3
Explications des variations :				
Chaussées du réseau supérieur - Augmentation				
L'augmentation du DMA s'explique principalement par les éléments suivants :				
<ul style="list-style-type: none">Le vieillissement naturel constaté sur 1 829 km de chaussées qui ont atteint une durée de vie résiduelle de moins de trois ans;Un niveau d'interventions plus important et donc plus coûteux est requis sur 783 km de chaussées pour lesquelles des interventions de moindre envergure ne sont plus possibles;Indexation des coûts des travaux routiers (augmentation moyenne de 1,3 % en 2016).				
Chaussées du réseau supérieur - Résorption				
L'élément majeur qui contribue à la résorption du DMA est la réalisation de travaux de réfection sur 1 175 km de chaussées, notamment par la reconstruction complète de la structure de la chaussée ou encore par des interventions permettant de les renforcer à long terme.				
Structures - Augmentation				
L'augmentation du DMA est principalement attribuable à une mise à jour des travaux à réaliser sur des structures évaluées sous le seuil d'état.				
Structures - Résorption				
La résorption s'explique principalement par les éléments suivants :				
<ul style="list-style-type: none">La réalisation de travaux sur des structures porteuses d'un DMA, notamment par la reconstruction de ponts ou viaducs en fin de vie utile;La réfection majeure de composantes critiques sur des structures déficientes.				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 129

Titre

Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100% ou 75% par les programmes du MTMDET par rapport à l'an dernier.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ces informations sont disponibles pour l'Agence Métropolitaine de Transport :

Évolution du déficit de maintien d'actifs des infrastructures
Par type et catégorie d'infrastructure
(en millions de dollars)

	Déficit de maintien d'actifs au PAGI 2016-2017	Augmentation	Résorption	Déficit de maintien d'actifs au PAGI 2017-2018
Immeubles				
Gares	5,4	1,7	(1,2)	5,9
Terminus	5,5	0,5	(0,5)	5,5
Garages	—	3,4	(0,6)	2,8
Abris de protection	—	—	—	—
Ouvrages de génie civil				
Voies ferrées	1,0	3,1	(0,5)	3,6
Ponts, ponceaux, tunnels et murs	3,6	2,7	(0,3)	6,0
Stationnements incitatifs	0,1	0,3	—	0,4
Voies réservées	—	—	—	—
Équipements				
Locomotives	0,1	—	(0,1)	—
Voitures passagers	—	—	—	—
Automotrices électriques	39,2	1,5	(0,8)	39,9
Véhicules d'intervention	—	—	—	—
Signalisation	0,5	—	—	0,5
Caténaire	—	—	—	—
Aiguillages	—	—	—	—
Total	55,4	13,2	(4,0)	64,6

Explications des variations

Augmentation

- Les éléments ayant contribué à l'augmentation du DMA s'expliquent principalement par :
- La constatation de travaux découlant des nouvelles inspections des surfaces de roulement et des toitures de certains immeubles ou ouvrages de génie civil;
- La constatation de travaux supplémentaires pour les voies ferrées de la zone inexploitée de la subdivision Montréal et Ottawa (M&O);
- La constatation de travaux majeurs à réaliser sur un pont de la subdivision M&O;
- La dégradation naturelle des actifs depuis l'inspection de référence de 2013;
- L'identification de nouveaux travaux sur les bogies et les condensateurs des automotrices électriques;
- L'indexation du coût des travaux à réaliser pour l'ensemble des infrastructures.

Résorption

Les éléments ayant contribué à la résorption du DMA sont principalement :

- Les travaux de remplacement du pavé uni, le remplacement de certains quais pour les gares et de certaines traverses du Centre d'entretien Lachine;
- Les travaux réalisés sur certaines composantes désuètes des locomotives qui se sont achevés en 2016, combinés à ceux réalisés sur les bogies et sur les portes des automotrices électriques;
- Les travaux de remplacement complet du système d'enclenchement du passage à niveau situé sur la Montée Cadieux de la subdivision M&O.

Ces informations ne sont pas encore disponibles pour les autres sociétés de transport.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 130

Titre
Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Réseau routier

Évolution de l'état des infrastructures
Par type et catégorie d'infrastructure

	Indice d'état (%)									Indice d'état moyen	
	ABC			D			E				
	PAGI		Variation	PAGI		Variation	PAGI		Variation	PAGI	
	2016-2017	2017-2018		2016-2017	2017-2018		2016-2017	2017-2018		2016-2017	2017-2018
Ouvrages de génie civil				Selon le nombre							
Chaussées du réseau supérieur	53	50	(3)	25	24	(1)	22	26	4	C	C
Structures	74	75	1	8	9	1	18	16	(2)	C	C
Réseau supérieur	51	53	2	8	9	1	41	38	(3)	C	C
Ponts du réseau municipal	54	56	2	10	9	(1)	36	35	(1)	C	C
	52	53	1	9	9	0	39	38	(1)	C	C
Autres infrastructures	N/D	N/D	s.o.	N/D	N/D	s.o.	N/D	N/D	s.o.	N/D	N/D

Pourcentage d'inspection

Chaussées du réseau supérieur

En 2016, le MTMDET a ausculté 84 % de la longueur du réseau routier supérieur. Pour la partie non auscultée, une extrapolation des besoins a été effectuée afin de dresser un bilan complet de l'état des chaussées.

Autres infrastructures

Le niveau de connaissance de l'état et du déficit de maintien d'actifs (DMA), le cas échéant, des autres infrastructures varie en fonction de leur type, leur nombre d'éléments et leur valeur relative. Les secteurs de transport aérien, maritime et ferroviaire sont fortement réglementés. Par conséquent, les inspections réalisées sur ces infrastructures sont orientées et documentées afin de respecter les normes de sécurité en vigueur.

Le Ministère présentera progressivement l'état et le DMA de ces autres infrastructures selon l'indice d'état gouvernemental, et ce, à compter de l'an prochain.

Transport collectif

Le Ministère ne dispose pas encore de l'information concernant l'état des infrastructures des autorités organisatrices de transport.

Pour l'Agence Métropolitaine de transport

Évolution de l'état des infrastructures
Par type et catégorie d'infrastructure

	Indice d'état (%)									Indice d'état moyen	
	ABC			D			E			PAGI	
	PAGI		Variation	PAGI		Variation	PAGI		Variation		
	2016-2017	2017-2018		2016-2017	2017-2018		2016-2017	2017-2018			
Immeubles											
Gares	84	80	(4)	15	20	5	1	0	(1)	B	B
Terminus	80	80	0	16	14	(2)	4	6	2	C	C
Garages	99	80	(19)	1	20	19	0	0	0	A	B
Abris de protection	100	100	0	0	0	0	0	0	0	A	A
Ouvrages de génie civil											
Voies ferrées	86	75	(11)	0	20	20	14	5	(9)	B	C
Ponts, ponceaux, tunnels et murs	91	80	(11)	6	18	12	3	2	(1)	B	B
Stationnements incitatifs	85	85	0	9	10	1	6	5	(1)	C	C
Voies réservées	89	89	0	10	11	1	1	0	(1)	C	C
Équipements											
Locomotives	96	100	4	4	0	(4)	0	0	0	B	B
Voitures passagers	100	100	0	0	0	0	0	0	0	B	B
Automotrices électriques	0	0	0	100	100	0	0	0	0	D	D
Véhicules d'intervention	46	77	31	18	7	(11)	36	16	(20)	C	A
Signalisation	93	93	0	7	7	0	0	0	0	B	B
Caténaire	100	100	0	0	0	0	0	0	0	B	B
Aiguillages	100	100	0	0	0	0	0	0	0	B	B

Variation

L'indice d'état moyen des immeubles est relativement stable à l'exception des garages dont l'indice d'état a varié de très bon (A) à bon (B) pour les raisons suivantes :

- La dégradation des surfaces de roulement et des toitures constatée lors d'inspections plus approfondies;
- La constatation de signes de détérioration avancée de la structure des surfaces asphaltées nécessitant des travaux majeurs afin d'assurer leur pérennité.

Pour les voies ferrées, l'indice d'état moyen est à la baisse en raison de passages à niveau, de traverses, de voies et de rails qui devront être remplacés afin d'assurer une prestation de services optimale aux usagers.

Pour les ponts, ponceaux, tunnels et murs, la variation s'explique par les inspections supplémentaires réalisées en cours d'année qui ont permis de confirmer et bonifier la liste des travaux à réaliser sur ces infrastructures.

Pour les véhicules d'intervention, le remplacement d'une grande quantité de véhicules, qui avaient atteint la fin de leur durée de vie utile, explique l'amélioration de l'indice d'état moyen. Ce remplacement a débuté en 2016 et se poursuivra en 2017.

Pour les autres organismes en transport collectif

Le Ministère ne dispose pas encore de l'information concernant l'état des infrastructures pour les autres organismes en transport collectif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 131

<p>Titre</p> <p>Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec à la phase 1 du programme fédéral.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Les projets ci-dessous ont fait l'objet d'une approbation par le gouvernement du Canada et sont inscrits sur le site Internet d'Infrastructure Canada :</p> <ul style="list-style-type: none">• Prolongement du système rapide par bus (SRB) à haut niveau de fréquence "Rapibus" à Gatineau (19,89 M\$);• Réfection des équipements fixes du réseau de métro (projet Réno-Systèmes - Phase IV) (45,7 M\$)• Réfection des infrastructures du réseau de métro (projet Réno-Infrastructures - Phase II) (20,2 M\$)• Réfection des infrastructures du réseau de métro (projet Réno-Infrastructures - Phase I) (49,9 M\$)• Réhabilitation de voitures de métro (17,5 M\$) <p>Une liste de projets a été soumise au gouvernement du Canada. Les projets seront diffusés sur le site Internet d'Infrastructure Canada dès leur approbation.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 132

<p>Titre</p> <p>Nombre de projets soumis durant la dernière année au MTMDET pour les différents volets du PADTC et du PAGTCP. Nombre de projets acceptés, refusés et en attente de décision.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p><u>Programme d'aide au développement du transport collectif (PADCT)</u></p> <p>Le PADTC comportait, en 2016, trois volets :</p> <ol style="list-style-type: none">Volet I : Subventions à l'amélioration des services de transport en commun<ol style="list-style-type: none">Nombre de projets acceptés : 32Nombre de projets refusés : 0Nombre de projets en attente d'une décision : 0Volet II : Subventions au transport collectif régional Ce volet se divise en deux sections : Section 1 : Transport collectif en milieu rural<ol style="list-style-type: none">Nombre de projets acceptés : 90Nombre de projets refusés : 0Nombre de projets en attente de décision : 3Section 2 : Transport interrégional par autocar<ol style="list-style-type: none">Nombre de projets acceptés : 23Nombre de projets refusés : 0Nombre de projets en attente de décision : 2Volet III : Subventions à la réalisation d'études, à la promotion de modes de transport alternatifs à l'automobile et au fonctionnement des centres de gestion des déplacements Ce volet se divise en trois sections : Section 1 : Réalisation d'études<ol style="list-style-type: none">Nombre de projets acceptés : 3Nombre de projets refusés : 7Nombre de projets en attente de décision : 0Section 2 : Promotion des modes de transport alternatifs à l'automobile<ol style="list-style-type: none">Nombre de projets acceptés : 4Nombre de projets refusés : 5Nombre de projets en attente de décision : 0Section 3 : Fonctionnement des Centres de gestion des déplacements<ol style="list-style-type: none">Nombre de projets acceptés : 7Nombre de projets refusés : 0Nombre de projets en attente de décision : 0 <p><u>Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP)</u></p> <p>Le PAGTCP comporte également trois volets :</p> <ol style="list-style-type: none">Subvention aux immobilisations<ol style="list-style-type: none">Nombre de projets acceptés : 19Nombre de projets refusés : 1Nombre de projets en attente de décision : 21Subventions à l'exploitation<ol style="list-style-type: none">Nombre de projets acceptés : 26Nombre de projets refusés : 0Nombre de projets en attente de décision : 15

3. Autres subventions à l'exploitation (Compensation tarifaire et Études et projets expérimentaux)
- a. Nombre de projets acceptés : 0
 - b. Nombre de projets refusés : 0
 - c. Nombre de projets en attente de décision : 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 133

Titre

Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 39

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 134

<p>Titre</p> <p>Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2009, et la liste des projets réalisés en 2016-2017 (avec leurs coûts).</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 41.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 135

Titre	
Bilan comptable pour la dernière année du FORT, incluant les revenus et dépenses par catégories.	
Exposé et statistiques (s'il y a lieu)	
	Prévision
(en milliers de \$)	2016-2017
Revenus	
Droits et permis des véhicules automobiles	1 045 927,7
Taxe sur les carburants	2 222 625,0
Contribution — gouvernement du Québec	273 483,4
Contribution — gouvernement du Canada	50 196,2
Contribution — autres partenaires	597,2
Partenariat routier	104 662,0
Parcs routiers	2 366,8
Autres revenus	34 706,6
TOTAL – REVENUS	3 734 564,9
Dépenses	
Traitement et avantages sociaux	228 697,0
Fonctionnement	375 071,3
Amortissement des immobilisations corporelles	1 170 299,6
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-
Frais financiers	656 413,7
Créances douteuses	4 550,0
Subventions	1 018 551,1
TOTAL – DÉPENSES	3 453 582,7
SURPLUS DE L'EXERCICE	280 982,2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 136

Titre

Prévision de revenus du FORT pour l'an prochain.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Tel qu'indiqué dans le volume « Budget des Fonds spéciaux » du Budget de dépenses 2017-2018, la prévision de revenus du FORT pour 2017-2018 se chiffre à 3 816 499 800 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 137

Titre

Recettes prévues par la taxe sur l'essence prélevée par le gouvernement du Québec sur un horizon de cinq ans.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les revenus du FORT provenant de la taxe sur les carburants se chiffrent à 2 222 625 000 \$ pour l'exercice 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 138

Titre

Pour le programme «Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 et en 2016-2017 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
- b. la description du projet;
- c. la date de versement de l'aide financière accordée;
- d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX\$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY\$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ\$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 114.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 139

Titre

Ventilation des montants alloués au Programme d'aide au développement du transport collectif, pour l'année 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 50.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 140

<p>Titre</p> <p>Liste des documents produits et commandés par le MTMDET en réponse au rapport du BAPE sur le projet de prolongement de l'A-19.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le projet de parachèvement de l'autoroute 19 entre les autoroutes 440 à Laval et 640 à Bois-des-Filion, est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.</p> <p>Le parachèvement de l'autoroute 19 s'inscrit dans le contexte suivant : congestion récurrente sur la route 335 entre les autoroutes 440 et 640, efficacité limitée en transport en commun en raison de cette congestion, intersections sursaturées à la jonction de la route 344 et au boulevard Dagenais Est et croissance démographique importante sur la couronne nord. Ce projet est soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>.</p> <p>Activités réalisées en 2016-2017</p> <ul style="list-style-type: none">• En août 2016, le Ministère a déposé le document Analyse des avis de la commission d'enquête du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.• Le dossier d'opportunité est en cours d'élaboration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 141

<p>Titre</p> <p>Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant le prolongement de l'autoroute 13.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p><u>Autoroute 13</u></p> <p>2016 -2017 : L'Agence métropolitaine de transport (AMT) a complété l'étude d'opportunité d'une voie réservée entre Saint-Eustache et Laval, par les axes A-13 et A-440. Le projet a été autorisé par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. L'AMT prévoit commencer les travaux au printemps 2017.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 142

Titre

Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant l'optimisation de l'autoroute 30.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Des éléments clés du contexte ont évolué et font émerger des enjeux en transport collectif et en transport des marchandises qui n'étaient pas mis de l'avant lors des études précédentes portant sur ce corridor, notamment le projet de Réseau électrique métropolitain (REM) de la Caisse de dépôt et placement du Québec et les développements industriels en lien avec la Stratégie Maritime, avec quatre zones industrialo-portuaires et deux futurs pôles logistiques situés sur l'A-30.

L'inscription de ce projet au PQI 2017-2027 dans la catégorie des projets à l'étude vise à mettre à jour les études antérieures en fonction de ces nouvelles nécessités et à évaluer différentes pistes de solutions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 143

<p>Titre</p> <p>Études, documents et scénarios de travail des trois dernières années concernant le prolongement de l'autoroute 440.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Le projet de boulevard urbain dans l'ouest de l'île de Montréal est inscrit au Plan québécois des infrastructures 2017-2027 dans la catégorie des « projets à l'étude ».</p> <p>Il s'agit d'un projet de la Ville de Montréal et le Ministère n'est pas responsable de son élaboration.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 144

<p>Titre</p> <p>Liste des subventions versées par le PAGTCP admissibles au Fonds vert en 2016- 2017.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La question réfère à la partie des sommes virées annuellement du Fonds vert au Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) consacrée au financement de projets du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes.</p> <p>En 2016-2017, une somme de 103,7 M\$ a été virée du Fonds vert au FORT à cet effet. Le Ministère considère uniquement, aux fins de l'utilisation de cette somme, les projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).</p> <p>Ainsi, pour la période du 1^{er} avril au 30 novembre 2016, le FORT a financé des dépenses de 123,3 M\$ pour des projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions de GES. Les projets considérés concernent :</p> <ul style="list-style-type: none">• le remplacement des véhicules diesel par des véhicules hybrides;• les mesures préférentielles pour autobus (voies réservées, feux prioritaires, etc.);• les stationnements d'incitation;• la hausse du parc d'autobus et du nombre de parcours;• les projets de développement du réseau de transport en commun (train de banlieue et métro). <p>Cette information a été transmise à la Commission de l'administration publique (CAP), le 20 février 2017, en réponse à la recommandation 7.6 du 34^e rapport de la CAP, à l'effet qu'un portrait représentatif des sommes du Fonds vert virées au FORT soit établi et que l'on puisse distinguer les sommes affectées aux mesures visant la réduction des émissions de GES de celles visant l'entretien et le maintien des infrastructures de transport en commun.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 145

<p>Titre</p> <p>Critères utilisés par le MTMDET pour déterminer quels « projets ayant une incidence directe sur la réduction des émissions des GES » sont qualifiables pour recevoir des sommes virées du Fonds vert au FORT</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <ul style="list-style-type: none">• Du budget de 1,9 G\$ alloué au Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), il est prévu qu'une somme de 1,522 G\$ soit virée du Fonds vert au FORT.• Pour les programmes financés entièrement par les sommes virées du Fonds vert au FORT, les critères de choix des projets apparaissent aux normes de ces programmes.• Le Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP) est financé partiellement par une somme virée du Fonds vert au FORT. En effet, du 1,522 G\$, 481,2 M\$ seront utilisés par le PAGTCP, conformément à l'article 12.32.1 de la Loi sur le ministère des Transports, pour des projets autorisés d'acquisition et d'amélioration d'équipements, de matériel roulant et d'infrastructures reliés au transport en commun.• Dans le cadre du PAGTCP, malgré que l'ensemble des projets en transport collectif contribue à la réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES), le Ministère considère, aux fins de l'utilisation de la somme virée du Fonds vert au FORT, un projet uniquement s'il contribue à une réduction additionnelle des émissions de GES par rapport à la situation qui prévalait avant sa réalisation. Ainsi, une analyse de chaque projet autorisé pour lequel des dépenses en service de dette sont imputées au PAGTCP, a été effectuée.• Les projets retenus sont ceux ayant pour objectif le financement d'immobilisations en lien direct avec la réduction des émissions de GES selon les catégories suivantes :<ul style="list-style-type: none">- Remplacement des véhicules diesel par des véhicules hybrides;- Mesures préférentielles pour autobus (voies réservées, feux prioritaires, etc.);- Stationnements d'incitation;- Hausse du parc d'autobus et du nombre de parcours;- Projets de développement.• Il s'agit donc de projets qui entraînent une réduction additionnelle des émissions de GES, soit des projets d'infrastructures permettant d'augmenter l'offre de service en transport en commun, de favoriser la hausse de l'achalandage, l'acquisition d'autobus plus écoénergétiques et une circulation plus fluide de ces derniers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 146

Titre

Total des GES évités en transport grâce aux subventions issues du PACC. Ventiler par secteur (routier, marchandises, etc.)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour 2015-2016 se retrouve dans le rapport annuel de gestion 2015-2016 du Ministère aux pages 94 à 96.

Les résultats pour l'année 2016-2017 seront publiés au rapport annuel de gestion 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 147

Titre

Indiquer, pour la section « 3.5 Travaux imprévus», le nombre de cas par année et le montant total des travaux effectués par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 a).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 148

Titre

Indiquer, pour la section « 3.7 Conditions manifestement différentes», le nombre de demandes par année et le montant total par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 b).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 149

Titre

Indiquer, pour la section « 4.1 Obligation du prestataire de services relativement au mode d'assurance de la qualité », le nombre de défauts de respecter les obligations en matière d'assurance de la qualité par année et total des frais engagés pour remédier aux manquements par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 c).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 150

Titre

Indiquer, pour la section « 4.2 Matériaux», le nombre de tests de conformité des abrasifs par année et le nombre de cas de non-conformité par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 d).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 151

Titre

Indiquer, pour la section « 7.4 Retenue pour matériel non disponible », le nombre de cas par année et le montant total de retenues permanentes par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 e).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 152

Titre

Indiquer, pour la section « 7.6 Travaux défectueux», le nombre d'avis écrits émis par année, le nombre de cas corrections inacceptables, de refus de corriger ou de négligence de corriger par année et le montant total pour paiement des dépenses engagées imposé aux sous-traitants par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 f).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 153

Titre

Indiquer, pour la section « 7.7 Défaut d'exécution», le nombre de mises en demeure pour défaut d'exécution par année et le nombre de cas d'inaction du prestataire de service par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 g).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 154

Titre

Indiquer, pour la section « 7.7.1 Avertissement et avis de réprimande », le nombre d'avertissements émis par année et le nombre d'avis de réprimande émis par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 g.i).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 155

Titre

Indiquer, pour la section« 7.7.2 Retenue pour défaut d'exécution», le montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution suite à l'émission d'un avertissement par année et le montant total de retenue permanente pour défaut d'exécution suite à l'émission d'un avis de réprimande par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 g.ii).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 156

Titre

Indiquer, pour la section« 7.8 Évaluation du rendement du prestataire de services», le nombre d'évaluations de rendement émises annuellement et le nombre d'évaluations de rendement jugées insatisfaisantes par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 h).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 157

Titre

Indiquer, pour la section« 8.3 Avenant au contrat», le nombre d'avenants aux contrats autorisés par année et le montant total des avenants autorisés par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 i).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 158

Titre

Indiquer, pour la section « 8.6 Retenues spéciales», le nombre de retenues spéciales autorisées par année et le montant total des retenues spéciales par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 j).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 159

Titre

Indiquer, pour la section « 9.1 Résiliation par volonté du ministre », le nombre de résiliations de contrat par année, pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 102 k).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 160

Titre

Nombre de kilomètres pondérés de route du Québec déneigés en régie interne par le MTMDET, par les municipalités et par des sous-traitants, par année, pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 103.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 161

<p>Titre</p> <p>Indiquer la valeur annuelle des contrats de déneigement par année, pour les dix dernières années.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 104.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 162

<p>Titre</p> <p>Indiquer le nombre moyen de km pondérés déneigés par contractant par année, pour les dix dernières années.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 105.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 163

Titre

Liste des contractants en déneigement ayant obtenu un rendement insatisfaisant par année pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 106.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 164

Titre

Indiquer le nombre de contrats de plus de 100 000\$ en déneigement par année, pour les dix dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 107.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 165

Titre

Indiquer le nombre de plaintes liées au déneigement reçues par le MTMDET par année, pour les dix dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière de l'opposition officielle 108.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS,
DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE
L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Étude des crédits 2017-2018

Questions particulières de la
deuxième opposition
1 à 203

AVRIL
2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

QUESTIONS OFFICIELLES

Lorsque certaines questions du deuxième groupe d'opposition sont répondues également par des réponses aux questions de l'opposition officielle, la référence est indiquée en-dessous du numéro de la question.

1.
PQ-1 Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2.
PQ-7 Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer :
 - a) le lieu ;
 - b) le coût ;
 - c) la ou les dates de participation ;
 - d) le nombre de participants ;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3.
PQ-8 Sommes dépensées en 2016-2017 (et prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon les catégories de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4.
PQ-9 Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant pour chacun :
 - a) son mandat ;
 - b) la liste des membres ;
 - c) le budget dépensé ;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
 - e) les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6.
PQ-10 Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2016-2017. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
7.
PQ-11 Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

8. Nombre total d'avis juridiques ou autres commandés en 2016-2017 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève, en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
PQ-12
10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.
GEN-17
GEN-18
11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :
PQ-13
 - a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017 :
PQ-14
 - a) Le nom de toutes les campagnes;
 - b) les coûts de ces campagnes;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) les dates de diffusion de la campagne;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.
13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017:
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé;Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :
 - a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
 - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. .
15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).
16. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2016-2017, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2017-2018.

17. Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2016-2017, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.
 18. Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.
- PQ-85
19. La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2015-2016 et 2016-2017 avec mention:
 - a) de la description du projet;
 - b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;
 - c) du programme concerné, le cas échéant ;
 - d) du montant déboursé ;
 - e) de la date du déboursement ;
 - f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.
 20. Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2016-2017:
 - a) Le cadre de gestion utilisé;
 - b) La grille d'évaluation des projets;
 - c) Les objectifs poursuivis.
 21. Copie de toute évaluation des tendances entourant l'évolution des coûts des composantes (matériaux et autres) effectuée par le ministère, de même que toute analyse faite sur une base de comparaison interrégionale et interprovinciale.
 22. Copie de toute évaluation des tendances entourant l'évolution des coûts des projets effectués par le ministère, de même que toute analyse faite sur une base de comparaison interrégionale et interprovinciale.

Fournir également toute analyse, évaluation, étude, rapport ou autre portant sur le coût moyen de construction de 1 kilomètre de route asphaltée.
 23. Évolution du déficit d'entretien des infrastructures sous responsabilité du ministère pour chaque année financière depuis 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018. Ventiler par régions.
 24. Ventilation des investissements routiers prévus pour la période 2016-2018 et leur état d'avancement.
 25. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction du nouvel échangeur Turcot :
- PQ-22
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet;
 - d) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - e) l'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation;
 - f) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - g) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
 - h) état et bilan des discussions avec la Ville de Montréal concernant les mesures à prendre suite aux travaux effectués par la Ville pour sécuriser sa source d'eau dans le secteur Atwater;
 - i) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;
 - j) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.

26.
PQ-22 Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien des structures de l'échangeur Turcot et de La Vérendrye :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
27. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick:
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet et pour chacune des phases;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
28.
PQ-51 Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien de la structure du Pont Honoré-Mercier :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
29. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 50 entre Doherty et Lachute :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
30. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction d'une route à quatre voies entre Québec et Saguenay :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
31. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 35 :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
32. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 5 du chemin de la Rivière au raccordement de la route 105 :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

33. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs sur les structures de l'autoroute métropolitaine:
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
34. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs sur le pont de l'île-aux-Tourtes:
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
35. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction d'une voie de contournement de Rouyn-Noranda :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
36. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur Charest et Robert-Bourassa à Québec :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
37. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 25 et la route 132 à Longueuil :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
38. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 70 :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
39. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction de l'autoroute 410 :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet et pour chacune des phases;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

40. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction de la route 112 entre Thetford Mines et Saint-Joseph-de-Coleraine :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
41. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction de la route 389 :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
42. Concernant la route 389, état de situation concernant la modification de l'entretien hivernal, notamment entre Manic-2 et Manic-5. Sommes économisées suite à la mise en place de cette mesure, nombre d'accidents répertoriés et nombre de plaintes enregistrées.
43. État d'avancement de la phase 1 du plan d'action pour la réfection du pont Dubuc à Chicoutimi. Contrat pour l'évaluation de la capacité portante du pont Sainte-Anne comme solution potentielle pour désengorger le pont Dubuc.
44. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction de la route 199 :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
45. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction du boulevard Saint-Anne à Joliette :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
46. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction des ponts d'étagement du boulevard Lajeunesse à Saint-Jérôme :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
47. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction du pont d'étagement de l'autoroute 13 au-dessus de l'autoroute 40 :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

48. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection (maintien d'actifs) des tunnels Ville-Marie et Viger :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
49. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection du tunnel Dorval :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) état de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet;
 - d) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - e) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - f) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
50. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'Échangeur Dorval :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
51. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection (maintien d'actifs) du tunnel Louis-Hippolyte-LaFontaine :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
52. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actif de l'échangeur Saint-Pierre :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
53. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur Décarie :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

54. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur des autoroutes 40 et 73 à Québec (Félix-Leclerc et Laurentienne) :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
55. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de la route 167 vers les monts Otish :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
 - f) liste et détail de tous les avenants à des contrats octroyés dans le cadre de ce projet.
56. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency (440) à Québec :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018 ;
 - f) total des sommes investies pour chaque année financière depuis 15 ans sur l'autoroute.
57. État d'avancement du projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal :
- PQ-16
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018;
 - f) dates de rencontres entre les fonctionnaires du MTQ et la Ville de Montréal et état des négociations.
58. État d'avancement du projet de reconstruction du pont de l'île-d'Orléans:
- PQ-24
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
59. État d'avancement du projet de réfection du tablier du pont de Québec :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

60. État d'avancement du projet d'élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec :
- PQ-88
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
61. État d'avancement du projet de reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec :
- PQ-89
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
62. État d'avancement du projet de réfection de la dalle du pont Laviolette à Trois-Rivières :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
63. État d'avancement du projet de travaux de réparation de la charpente, de métallisation et de peinture sur le pont Pierre-Laporte :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
64. État d'avancement du projet de construction d'un nouveau pont sur la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
65. État d'avancement du projet de construction d'une voie de contournement du quartier de l'Isle Maligne à Alma :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

66. État d'avancement du projet de réfection de la structure de la route 138 au-dessus de la rivière Batiscan :
- a) échancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
67. État d'avancement du projet de reconstruction de la côte Arsène Gagnon sur la route 138 à Les Bergeronnes :
- a) échancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
68. État d'avancement du projet de réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 171 à Lévis :
- a) échancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
69. État d'avancement du projet de réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 173 à Lévis :
- a) échancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
70. État d'avancement du projet de recouvrement de l'autoroute Ville-Marie à Montréal :
- a) échancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
71. État d'avancement du projet de réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger (projet à l'étude au PQI) :
- a) échancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

72. Le PQI 2016-2026 prévoit 14,4 M\$ de moins que le PQI 2015-2025 pour le prolongement de l'autoroute 70 vers la ligne Bagot entre les arrondissements de Chicoutimi et La Baie, dont les travaux devraient être terminés à l'automne 2017. En effet, le budget total est passé de 131,4 M\$ à 117 M\$. Le PQI 2014-2024 prévoyait quant à lui 134,9 M\$. Comment le ministère explique-t-il ces écarts ?
73. État d'avancement du projet de réfection majeure de l'autoroute métropolitaine à Montréal (projet à l'étude au PQI) :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
74. État d'avancement du projet de réfection majeure de la structure de l'échangeur Des Sources à Pointe-Claire et Dorval :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
75. État d'avancement du projet de reconstruction du pont Honoré-Mercier (projet à l'étude au PQI) :
- PQ-51
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
76. État d'avancement du projet de réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-LaFontaine (projet à l'étude au PQI) :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
77. État d'avancement du projet de reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil et Senneville (projet à l'étude au PQI) :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

78. État d'avancement du projet d'amélioration de l'accès au port de Montréal :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
79. État d'avancement du projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet entre Laval et Boisbriand :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
80. État d'avancement du projet de reconstruction du pont Gouin entre Iberville et Saint-Jean-sur-Richelieu :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
81. État d'avancement du projet de réfection du pont Pie-IX entre Montréal et Laval :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
82. État d'avancement du projet reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre (projet à l'étude au PQI) :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
83. État d'avancement du projet de boulevard urbain de l'ouest de l'île de Montréal :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018..

84. État d'avancement du projet de raccordement du boulevard Cavendish :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

85.
PQ-17

Liste des travaux effectués et coûts pour les routes suivantes pour 2016-2017 et prévisions et échéancier pour 2017-2018. Inclure les coûts totaux à ce jour depuis le début de chaque projet et indiquer le coût total estimé pour chacune de ces routes par rapport au coût initial estimé :

- a) l'autoroute 5;
- b) l'autoroute 10;
- c) l'autoroute 13;
- d) l'autoroute 15;
- e) l'autoroute 19;
- f) l'autoroute 20;
- g) l'autoroute 25;
- h) l'autoroute 30;
- i) l'autoroute 31;
- j) l'autoroute 35;
- k) l'autoroute 40;
- l) l'autoroute 50;
- m) l'autoroute 55;
- n) l'autoroute 70;
- o) l'autoroute 73;
- p) l'autoroute 85;
- q) l'autoroute 185;
- r) l'autoroute 410;
- s) l'autoroute 440 ;
- t) l'autoroute 640;
- u) l'autoroute 720;
- v) la route 101;
- w) la route 104;
- x) la route 109;
- y) la route 111;
- z) la route 112;
- aa) la route 113;
- bb) la route 116;
- cc) la route 117;
- dd) la route 125;
- ee) la route 132;
- ff) la route 138;
- gg) la route 148;
- hh) la route 155;
- ii) la route 167;
- jj) la route 169;
- kk) la route 170;
- ll) la route 172;
- mm) la route 173;
- nn) la route 175;
- oo) la route 198;
- pp) la route 199;
- qq) la route 204;
- rr) la route 289;
- ss) la route 291;
- tt) la route 293;
- uu) la route 295;
- vv) la route 307;
- ww) la route 309;
- xx) la route 321;
- yy) la route 343;
- zz) la route 362;
- aaa) la route 363;
- bbb) la route 385 ;
- ccc) la route 389;
- ddd) la route 395;
- eee) la route 55000.

86.
PQ 141 Concernant le projet d'élargissement de l'autoroute 15 et de prolongement de l'autoroute 13:
- a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts (le cas échéant);
 - b) copie de l'étude d'opportunité réalisée par le consortium CIMA/DESSAU/GENIVAR et remise au ministère;
 - c) état d'avancement du travail d'analyse en cours au ministère concernant cette étude;
 - d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018;
 - e) état d'avancement des projets de voies réservées.
87.
PQ 140 Concernant le projet de prolongement de l'autoroute 19 :
- a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts;
 - b) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - c) état d'avancement et bilan de l'analyse du ministère concernant le rapport du BAPE sur le parachèvement de l'autoroute 19;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
88. L'étude comparative, finale et/ou préliminaire, entre un scénario de boulevard urbain et un scénario d'autoroute pour le projet de parachèvement de l'autoroute 19 à Laval et Bois-des-Filion, commandée par le ministre des Transports en réponse à une requête formulée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans son rapport déposé en mars 2105 et qui devait être remise au ministre à l'automne 2015.
89.
PQ-81 Concernant le projet de prolongement de la route 138 :
- a) état de situation du projet à la suite de la résiliation de l'entente avec Pakatan;
 - b) échéancier initial du projet et échéancier actualisé;
 - c) montants investis jusqu'ici et prévisions pour l'ensemble du projet;
 - d) liste de toutes les enquêtes ou vérifications effectuées à la suite de la résiliation de l'entente avec Pakatan, et copie de tout rapport;
 - e) ventilation du montant de 1 milliard \$ d'investissements évoqué par le ministre des transports pour ce projet lors de l'étude des crédits budgétaires 2014-2015.
90. Concernant le Pont Champlain :
- a) Liste et copie des études réalisées relativement à l'état du Pont Champlain et à son remplacement;
 - b) état de situation et d'avancement du projet d'aménagement d'un système de transport en commun sur le futur pont, incluant l'échéancier prévu et les coûts engagés par le ministère; Prévisions pour 2017-2018;
 - c) Concernant le bureau des partenaires et les comités mis en place pour le Pont : liste et dates des rencontres en 2015-2016, personnes présentes, agendas, procès-verbaux, coûts associés, et échéancier des rencontres prévues en 2016-2017.
91.
PQ-98 Concernant l'étude d'opportunité pour un 3e lien routier entre Québec et la Rive-Sud :
- a) état d'avancement des travaux en cours au ministère
 - b) état d'avancement de la mise en place du bureau de projet;
 - c) indiquer si ces travaux se font dans le cadre des études pour la reconstruction du pont de l'Île d'Orléans;
 - d) échéancier et coûts prévus pour l'étude d'un 3e lien.

92. Concernant les projets des haltes routières :
- PQ-26
- a) Liste des travaux de réfection ou de construction effectués en 2015-2016 en indiquant le détail des coûts;
 - b) Prévisions et échéancier des travaux en 2016-2017 et les années suivantes;
 - c) État d'avancement et détails du projet-pilote de la halte de Lavaltrie;
 - d) Détail de la composition du séquestre exploitant les sept haltes de la phase 1 et coûts mensuels et annuels au total et par halte depuis août 2013, en indiquant la partie provenant des redevances perçues auprès des restaurateurs et autres locataires;
 - e) Détail des coûts de maintien en état des haltes pour le ministère entre janvier et août 2013;
 - f) Liste détaillée de tous les contrats octroyés par le ministère pour chaque année financière depuis 2007;
 - g) Bilan et détail des données d'achalandage pour chacune des haltes routières pour 2016-2017;
 - h) Détail des coûts de location pour chaque halte.
93. Liste et détail des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, pour 2016-2017.
- PQ-35
94. Liste et détail des contrats de reconstruction d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, pour 2016-2017.
95. Liste et détail des montants consacrés par le ministère en 2016-2017 à l'inspection et l'entretien des ponts, viaducs et autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien et inspection). Prévisions pour 2017-2018.
- PQ-36
- 96 a) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Prolongement de l'autoroute 20 entre Cacouna et Notre-Dame-des-Neiges;
- 96 b) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Réaménagement de la route 185 – Phases I et II (ventiler par phases);
- 96 c) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Prolongement de l'autoroute 410 – Phase I (contournement sud de Sherbrooke);
- 96 d) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Étude de la réfection majeure de la structure de l'échangeur des Sources à Pointe-Claire et Dorval;
- 96 e) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Construction d'une voie de contournement de Longue-Rive (route 138);
- 96 f) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Élargissement de l'autoroute 73 entre Ste-Marie et St-Joseph-de-Beauce – Phase II;
- 96 g) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Prolongement de l'autoroute 73 entre St-Joseph-de-Beauce et St-Georges;

- 96 h) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
- Maintien d'actifs sur les structures de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 30 à Boucherville.
97. Évolution des effectifs d'ingénieurs et de techniciens au MTQ depuis 2003 en ventilant par catégorie d'emploi et par année. Indiquer le nombre d'ingénieurs et de techniciens supplémentaires embauchés chaque année et les prévisions pour 2017-2018 et les trois années suivantes.
98. Bilan détaillé des actions entreprises par le ministère afin de remédier à sa perte d'expertise : liste des actions et/ou projets mis en œuvre, incluant les coûts, les résultats, les échéanciers, les effectifs concernés. Bilan du Plan d'attraction et de fidélisation du personnel pour 2015-2016 et 2016-2017.
99. Concernant les conditions de travail spécifiques aux ingénieurs :
- a) total et détail des coûts de chaque prime d'embauche aux ingénieurs pour chacune des 5 dernières années financières;
 - b) copie de la note de service produite par le ministère concernant la fin de ces primes;
 - c) évaluation du ministère concernant l'impact de la fin des conditions de travail spécifiques aux ingénieurs le 30 mars dernier.
100. Liste détaillée de toutes les entreprises ou prestataires de services (incluant les sous-contractants) ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant et ayant été déclarées inaptes/inadmissibles à contracter avec le ministère pour les années 2015-2016 et 2016-2017, incluant la raison et la ou les dates. Fournir également la liste des entreprises qui, en 2015-2016 et 2016-2017, ont pu recommencer à contracter avec le ministère, incluant la raison et la ou les dates.
101. Liste des projets pour lesquels, pour chaque année financière depuis 2010, il y a présentement des poursuites judiciaires en cours. Indiquer le nom des parties en cause, l'objet détaillé et la date de la procédure introductive, les montants en cause et s'il y a lieu, la date du jugement (ou désistement ou règlement hors cours). Indiquer clairement quel projet du ministère est en cause.
102. Concernant le Bureau de mise en œuvre du partenariat public-privé :
- PQ-28
- a) Bilan des activités pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018, en indiquant la liste des projets à l'étude;
 - b) Ventilation du budget total ventilé par catégories pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
 - c) Budget de fonctionnement pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
 - d) Effectif équivalent ETC pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
103. Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) :
- PQ-30
- a) la liste des travaux réalisés par circonscription électorale pour 2015-2016 et prévisions pour 2017-2018;
 - b) les détails des sommes le constituant et les prévisions pour 2017-2018 ainsi que la répartition par durée d'amortissement;
 - c) les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts pour 2016-2017 et par durée d'amortissement et estimation pour 2017-2018;
104. Bilan du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) (Volet contribution des automobilistes au transport en commun) en précisant :
- PQ-33
- a) les montants versés à chacun des organismes publics de transport;
 - b) le nombre total d'automobilistes, ventilé par municipalités, ayant versés la contribution de 30 \$ au 31 mars 2017;
 - c) les montants perçus par la taxe sur l'essence, dans chacune des municipalités;
 - d) Les statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun (en % selon la provenance des usagers et par municipalité dont les automobilistes contribuent au Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun);
 - e) Le détail du calcul de la répartition des sommes à chacun des organismes publics de transport en commun.

105. Bilan du Fonds de gestion de l'équipement roulant :
- État de situation au 31 mars 2017;
 - Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds;
 - Liste ventilée des activités financées par le Fonds pour chaque année financière depuis 2010 ;
 - Pour chaque année financière depuis 2010, surplus accumulés par le Fonds virés au fonds général.
106. Bilan du Fonds de la sécurité routière :
- PQ-80
- État de situation au 31 mars 2017;
 - Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds;
 - Liste détaillée des programmes et mesures de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route financés par le Fonds pour chaque année financière depuis sa création;
 - Liste des membres du comité consultatif.
107. Bilan des Programmes d'aide suivants :
- Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire en matière de réduction des émissions de GES (PETMAF);
 - Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal;
 - Programme d'aide financière aux services de traverses maritimes;
 - Programme de soutien aux investissements dans les infrastructures de transport maritime;
 - Programme de subventions aux véhicules collectifs accessibles;
 - Programme d'aide au développement du transport collectif (aide au transport collectif);
 - Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes;
 - Écocamionnage;
 - Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques.
- Pour chacun de ces programmes :
- État de situation au 31 mars 2015, 2016 et 2017;
 - Liste et détail de toutes les demandes déposées et actuellement à l'étude;
 - Liste des subventions accordées dans le cadre du programme pour chaque année financière depuis sa mise en place, incluant les bénéficiaires, le montant accordé, les dates, la nature du projet financé ;
 - Liste et détail de toutes les sommes réduites, annulées et/ou remboursées au ministère, s'il y a lieu.
108. Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé des subventions pour chaque année financière depuis 2010, avec ventilation des montants versés par organisme et par projet. Fournir la liste des projets refusés.
- PQ-34
109. Liste détaillée des achats et des ventes de terrains et de bâtiments par le ministère en 2016-2017 en indiquant les dates et le nom de la personne ou de l'entreprise faisant partie de la vente ou de l'achat. Prévisions pour 2017-2018.
- PQ-37
110. Liste complète et détaillée de tous les immeubles (terrains, bâtiments, immeubles excédentaires) dont le ministère est actuellement propriétaire, incluant l'année d'acquisition, le coût à l'achat, la valeur actuelle et, s'il y a lieu, les revenus de location.
111. Liste et détail des ventes d'immeubles par le ministère pour 2016-2017.
- PQ-37
112. Liste et détail de tous les baux pour les espaces occupés par le ministère en 2016-2017, incluant la liste de tous les baux auxquels le ministère a mis fin (en indiquant les dates de début et fin de location, la raison et le coût du bail lors de la cessation).
- GEN-17

113.
PQ-38 Liste et détail des consultations menées par le ministère auprès des communautés autochtones en 2016-2017 en indiquant l'objet, les coûts, le moyen utilisé, les dates et le résultat et prévisions pour 2017-2018. Fournir les noms et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le ministère pour mener ces consultations. Indiquer les dates et le sujet des rencontres et le résultat.
114.
PQ-39 Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.
115. Concernant la flotte du ministère des Transports du Québec et des directions territoriales :
- a) Évolution du nombre total de la flotte, ventilée par type de véhicules et par direction territoriale et/ou direction du ministère, pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2017-2018;
 - b) Coûts d'acquisition, de location et d'entretien pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2017-2018.
116.
PQ-47 Concernant l'électrification des transports :
- a) sommes allouées en 2016-2017 et prévisions 2017-2018;
 - b) liste, détail et état d'avancement des projets réalisés par le ministère en précisant ceux ayant fait l'objet d'un engagement financier;
 - c) état de situation du programme Roulez électrique;
 - d) état de situation du programme Branché au travail.
117.
PQ-42 Sommes dépensées par le ministère en 2016-2017 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du ministère, en pourcentage du total.
118. Nombre de voitures électriques à basse vitesse de type ZENN circulant présentement sur les routes du Québec en vertu du projet-pilote autorisé par le ministère des Transports en juin 2008. Fournir :
- a) l'échéancier et les coûts initiaux, actuels et prévus du projet-pilote;
 - b) l'état de situation du projet-pilote et les constats tirés;
 - c) le nombre de véhicules inscrits qui peuvent continuer à circuler sur les chemins publics;
 - d) l'état d'avancement des travaux visant à permettre un nouvel encadrement.
119.
PQ-53 Crédits affectés et dépensés aux différents volets du programme Véloce II pour 2016-2017, ventilés par volet, par projet et par région administrative. Prévisions pour 2017-2018. Fournir également un bilan du projet et des différents programmes de la route verte.
120. Concernant le projet d'une Agence des Transports :
- a) Copie de toute étude, rapport, analyse, avis ou autres documents réalisés ou commandés par le ministère concernant la création d'une agence en 2016-2017;
 - b) Liste des personnes ou groupes consultés à ce sujet;
 - c) Effectifs du ministère affectés à la préparation de la création d'une agence en 2016-2017 s'il y a lieu;
 - d) Les plus récentes estimations des coûts de la création d'une Agence;
 - e) Les plus récentes estimations des économies générées par la création d'une Agence;
 - f) Les plus récentes estimations des effectifs nécessaires pour opérer une Agence.
121.
PQ-62 Liste et détail de tous les mandats donnés à la vérification interne et de l'évaluation de programmes en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
122.
PQ-63 Concernant les vérificateurs internes, fournir pour chacune des 14 directions territoriales :
- a) la liste des vérificateurs pour chaque direction, ainsi que leur rémunération;
 - b) un état de situation de leurs activités et le détail des rapports mensuels et autres rapports remis au comité de vérification du Ministère ;
 - c) le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.

123. Liste et détail des visites ou rencontres avec l'UPAC en 2016-2017 en indiquant : les dates, les dossiers visés, les personnes rencontrées, la direction concernée, la région.
124.
PQ-72 Liste des accidents répertoriés impliquant des véhicules de déneigement pour l'année 2016-2017. Fournir la liste des membres et les activités du Comité stratégique sur le déneigement et le bilan de la mise en œuvre des recommandations du comité.
125.
PQ-73 Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités ou avertissements octroyés aux conducteurs de véhicules lourds, selon le type d'infraction (limitateur de vitesse, fatigue au volant, etc.), pour chaque année financière depuis 2010.
126.
PQ-77 Nombre de certificats d'exemptions de pneus d'hiver émis pour 2016-2017 avec le détail des motifs d'exemption. Nombre de demandes refusées avec détail des motifs du refus. Fournir les coûts administratifs reliés à la gestion et la délivrance de ces exemptions.
127. Liste et copie de tous les rapports, études, avis ou autres concernant le covoiturage commercial et ses impacts. État d'avancement des travaux effectués par le ministère sur cette question et liste des rencontres avec les organismes et entreprises de covoiturage commercial.
128. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de remplacement des voitures (MR-63) du métro de Montréal :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
129. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de la vie utile des voitures (MR-63) du métro de Montréal:
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
130. Bilan détaillé des travaux concernant le projet Programme Réno-systèmes du métro de Montréal :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
131. Bilan détaillé des travaux concernant le projet Programme Réno-Infrastructures du métro de Montréal :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

132. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de la station Berri-UQAM:
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
133. Bilan détaillé des travaux concernant le projet de rapibus de la Société de transport de l'Outaouais :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
134. État d'avancement du projet de prolongement du métro de Montréal :
- PQ-29
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins),
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
135. Concernant le Bureau d'implantation du Métro de Montréal, fournir pour 2016-2017 :
- PQ-29
- a) l'organigramme;
 - b) le nombre d'employés;
 - c) les coûts de fonctionnement;
 - d) le budget global actuel et ventilé;
 - e) bilan des activités.
- Fournir les prévisions pour 2017-2018 et la liste, copie et détails des coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro.
136. État d'avancement du projet du tunnel Vendôme et de nouvelles passerelles au Pôle multimodal Vendôme :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
137. État d'avancement du projet de construction du centre d'entretien de train de banlieue Pointe Saint-Charles :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

138. État de situation du Programme Réno-tunnel :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet pour chacune des phases;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
139. État d'avancement du projet d'acquisition de nouvelles voitures de train de banlieue :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
140. État d'avancement du projet d'implantation d'un service rapide par bus - Axe Pie-IX entre Montréal et Laval :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
141. État d'avancement du projet de construction d'un garage souterrain à la station Côte-Vertu :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts ;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
142. État d'avancement du projet de reconstruction du complexe Crémazie de la STM :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
143. État d'avancement du projet de réfection majeure du centre d'exploitation du RTL à Saint-Hubert :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

144. Concernant le projet de construction d'une gare de train de banlieue à Saint-Janvier (Mirabel) :
- a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts (le cas échéant);
 - b) copie de tout rapport ou étude réalisée par ou remise au ministère;
 - c) état d'avancement du travail d'analyse en cours au ministère concernant le ou les rapports ou études ;
 - d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.
145. Liste des projets de voies réservées réalisés, en cours de réalisation ou à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec bilan ou échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2010 et la liste des projets réalisés en 2016-2017, avec ventilation des coûts par projet et par année.
146. Concernant le transfert de 958,5 M\$ du volet réseau routier vers le volet transport collectif confirmé par le PQI 2014-2024 :
- a) détail de l'utilisation ou des prévisions d'utilisation de cette somme;
 - b) liste des nouveaux projets de transport collectif réalisés, en cours de réalisation ou à l'étude à la suite de ce transfert;
 - c) liste des projets du réseau routier retirés, abandonnés ou modifiés à la suite de ce transfert.
147. Concernant la stratégie de mobilité durable :
- a) liste des activités y étant rattachées en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
 - b) coûts reliés à chacune de ces activités;
 - c) état d'avancement et bilan pour chacune des activités;
 - d) valeur totale et répartition détaillée pour 2016-2017 des interventions découlant des programmes d'aide en vigueur.
148. État d'avancement et coûts reliés aux études et/ou scénarios et/ou analyses concernant les projets de tramway à Québec, Montréal, Laval et toute autre ville du Québec (s'il y a lieu). Fournir copie de chaque étude, scénario, rapport ou analyse.
149. Sommes versées pour 2016-2017 pour le transport collectif pour les régions du Québec et des communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC. Prévisions des sommes pour 2017-2018.
150. État d'avancement, copie de toute étude et échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor, Québec-New York et tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine. Fournir les coûts reliés à toute étude en cours ou réalisée par le ministère.
151. Concernant le projet de nouveau système de transport collectif (SRB) entre Québec et Lévis :
- a) État de situation complet;
 - b) Échéancier et état d'avancement de l'ensemble du projet;
 - c) Liste et copie de tous les scénarios, études, analyses, rapports ou autres commandés par le ministère et le détail des coûts reliés et des firmes qui les ont réalisés;
 - d) Les coûts totaux estimés de l'ensemble du projet;
 - e) Montants engagés par le ministère dans le cadre de ce projet par année financière depuis 2014 et prévisions pour 2017-2018;
 - f) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.

152. Concernant le projet de système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain :
- a) État de situation complet;
 - b) Échéancier et état d'avancement de l'ensemble du projet;
 - c) Liste et copie de tous les scénarios, études, analyses, rapports ou autres commandés par le ministère et le détail des coûts reliés et des firmes qui les ont réalisés;
 - d) Coûts associés à chacun des scénarios envisagés;
 - e) Montants engagés par le ministère dans le cadre de ce projet par année financière depuis 2011 et prévisions pour 2017-2018;
 - f) Liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.
153. État d'avancement et sommes engagées par le ministère pour tout projet de transport collectif (navette ferroviaire ou autre) reliant l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal et le centre-ville de Montréal. Fournir la copie et la liste (incluant les coûts) de toute étude réalisée ou en cours.
154. Concernant les trains de banlieue :
- a) Liste et copie de toute étude, analyse, rapport, avis ou autres réalisés pour l'amélioration des services et l'expansion;
 - b) L'échéancier des travaux prévus pour chaque train ou chaque ligne;
 - c) Ventilation de l'achalandage pour chaque ligne en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
 - d) Les montants investis pour chaque année financière depuis 2010 pour chaque train (incluant les infrastructures communes), et prévisions pour 2017-2018.
155. Ventilation des ressources financières consacrées pour 2016-2017, et par région administrative, au Programme du transport adapté. Indiquer le nombre de déplacements pour 2016-2017 et les coûts imputables à la croissance des déplacements. Préciser pour chaque région le nombre de personnes en attente de services et la durée moyenne des délais d'attente. Prévisions pour 2017-2018.
156. Mise à jour du répertoire statistique du Transport adapté, pour les années 2011 à 2016, incluant notamment :
- a) le nombre de personnes handicapées admises aux divers services;
 - b) le nombre d'heure moyen de service par semaine;
 - c) le nombre de déplacements;
 - d) le tarif de base moyen ;
 - e) le nombre de km moyen parcouru par véhicule;
 - f) nombre et type de véhicules : minibus, taxis, etc.;
 - g) la dépense totale;
 - h) la contribution des usagers, du municipal et du gouvernement du Québec;
 - i) revenus totaux;
 - j) le coût moyen par usager.
- 157 a) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Construction du centre d'entretien pour trains de banlieue à Lachine;
- 157 b) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Étagement ferroviaire de la jonction de l'Est;

- 157 c) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
PQ-55 Étude du Train de l'Ouest, incluant la desserte de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau;
- 157 d) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Train de banlieue Corridor Nord-Est (Train de l'Est);
- 157 e) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Étude du système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain;
- 157 f) Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
Construction d'un deuxième garage pour la Société de transport de l'Outaouais.
158. Liste de tous les contrats octroyés ou honoraires professionnels versés par le Ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce pour chaque année financière depuis 2010. Prévisions pour 2017-2018.
PQ-59
159. État de situation et bilan du Fonds de la sécurité routière. Indiquer quels sont les projets de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route financés par le Fonds et comment le ministère entend en utiliser les surplus accumulés pour 2016-2017.
PQ-80
160. Liste et copie de toute étude, rapport ou avis concernant la modification de l'affichage des cinémomètres en bordure des routes et détails et impacts de la décision du ministère de modifier l'affichage des cinémomètres.
161. État de situation et bilan des travaux en cours au ministère concernant la réflexion stratégique à l'égard de la planification, de la cohérence et de l'établissement des priorités des projets de transport collectif dans la région de Montréal. État des discussions avec les divers organismes de transport et les autres ministères concernés. Indiquer l'échéancier, les coûts engendrés en 2016-2017 et prévus pour 2017-2018 et les effectifs affectés à ces travaux.
162. État d'avancement et bilan des travaux de la Table québécoise de la sécurité routière et liste des rencontres ayant eu lieu en 2016-2017, incluant dates et lieux. Prévisions pour 2017-2018.
163. Liste des sites dangereux et accidentogènes du réseau routier. Crédits prévus par site pour 2017-2018 et dépensés par site pour chaque année financière depuis 2010. Prévision d'investissements dans des interventions de sécurité routière en 2017-2018.
PQ-21
164. Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois :
PQ-61
- a) État de situation et d'avancement du projet, incluant le total et le détail des coûts;
 - b) estimation du coût initial et du coût total actuel du projet;
 - c) Liste et copie de toute étude, analyse, avis, rapport ou autre sur la nécessité de remplacer les panneaux;
 - d) liste et détail des contrats octroyés pour chaque année financière depuis 2010 à cette fin, incluant le coût et le nom du fournisseur;
 - e) liste des appels d'offres en cours;
- Fournir les prévisions pour 2017-2018.
165. Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2016-2017 en indiquant :
PQ-64
- a) la nature du contrat;
 - b) le mode d'octroi;
 - c) le nom de l'entreprise qui a eu le contrat;
 - d) le coût initial prévu;
 - e) le coût de tous les avenants et/ou suppléments et la raison.

166.	Évolution des revenus provenant des coûts d'immatriculation. Fournir les revenus pour chaque année financière depuis 2010 et les prévisions pour 2017-2018.
167. PQ-101.	Le montant perçu pour la taxe sur l'immatriculation de 45 \$ versée à l'Agglomération de Montréal et le nombre d'automobilistes visés.
168	Ventilation des coûts moyens d'immatriculation et de permis de conduire par catégorie pour chaque année financière depuis 2010. Évolution globale de ces coûts pour les usagers pour chaque année financière depuis 2010.
169. PQ-65	Liste et copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2016-2017 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.
170. PQ-66	Coûts détaillés et revenus engendrés par le Système de reconnaissance des plaques d'immatriculation (SRPI) en 2016-2017. Préciser le nombre de constats d'infraction du système en 2016-2017 et le nombre d'appareils en service.
171. PQ-67	Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018 : <ul style="list-style-type: none"> a) le budget détaillé, subventions accordées et/ou coûts engendrés; b) le détail et le bilan des activités de chacun des programmes; c) les ressources humaines qui y sont affectées; d) le nom de la ou des firmes responsables (s) du programme ou de la campagne, s'il y a lieu; e) la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.
172. PQ-68	Budgets détaillés et liste des contrats et/ou subventions accordées par le ministère et par la SAAQ pour chaque programme et/ou campagne de sensibilisation pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
173.	État de situation et évolution pour chaque année financière depuis 2010 du Fonds de l'assurance automobile, incluant les actifs, le passif, le déficit et la provenance des revenus.
174. PQ-69	Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), liste détaillée des effectifs de la SAAQ pour chaque année depuis 2010. Prévisions pour 2017-2018.
175.	Les heures supplémentaires effectuées par les contrôleurs routiers (incluant moyenne-par contrôleur et par région) en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016.
176.	Les heures supplémentaires effectuées par les contrôleurs routiers (incluant moyenne - par contrôleur et par région) en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016 aux postes de contrôles (balance des véhicules lourds) spécifiquement.
177.	Bilan de l'application de la Loi sur le corridor de sécurité. Nombre d'infractions, nombre d'incidents, coûts associés à l'implantation de la mesure.
178.	Bilan de la réintroduction des cours de conduite obligatoires. Fournir, depuis la mise en œuvre de la mesure, et ce pour chaque année financière : le nombre d'inscriptions, le nombre d'écoles conformes et non-conformes, le bilan des sommes dépensées par région et école et la liste des écoles reconnues.
179.	Bilan du programme « Permis de conduire Plus » : nombre de permis totaux délivrés pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure, coûts totaux et ventilés, nombre de demandes en cours. État de situation pour ceux qui détiennent toujours un permis.
180.	Bilan de l'implantation des radars-photos et caméras aux feux rouges. Fournir les coûts et les recettes pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure et l'état des appels d'offres en cours pour l'implantation de nouveaux appareils.
181. PQ-70	Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ et ventilés par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour chaque année financière depuis 2010.

182.
PQ-76 Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2016-2017 pour les véhicules lourds.
183. Concernant les projets de télématique :
- a) détails et état d'avancement du projet pilote concernant l'installation de modules GPS dans les véhicules;
 - b) sommes investies dans le projet et effectifs dédiés pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
 - c) liste et copie de toute étude, rapport, avis ou autre concernant l'installation de modules GPS dans les voitures;
 - d) détails des travaux et réflexions en cours visant à rendre le projet pilote permanent;
 - e) description et état d'avancement de tout autre projet d'utilisation de la télématique.
184.
PQ-71 Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2010 et détails des causes et conséquences de ces accidents.
185. Liste et détail des projets et montants alloués en infrastructures et systèmes de transport maritime en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018. Ventiler par région.
186. Ventilation des sommes allouées et investies par le ministère dans le cadre de la stratégie maritime. Nombre d'ETC affectés à des travaux en lien avec cette stratégie et état d'avancement de l'implantation de la stratégie au ministère. Fournir la liste et la copie de toute étude, rapport, note, avis produit par le ministère dans le cadre de cette stratégie en indiquant les coûts.
187. Copie à jour du document « *Stratégie maritime - Porteurs principaux et suivi qualitatif des actions* » détenu par le ministère et de tout autre document de suivi des actions et orientations relatives à la Stratégie maritime.
188. État de situation des négociations et contrats concernant la cessation des ports par le gouvernement fédéral.
189.
PQ-96 Concernant le renouvellement de la flotte des traversiers :
- a) État de situation de la flotte (nombre de traversiers, valeur actualisée, année de construction et de mise à niveau, durée de vie prévue de chacun des bateaux);
 - b) État de situation des travaux pour chaque navire;
 - c) État de situation des appels d'offres;
 - d) Liste détaillée des dépenses et/ou des contrats octroyés pour l'achat ou la rénovation des traversiers pour chaque année financière depuis 2010, ventilé par traversier et par trajet. Prévisions pour 2017-2018;
 - e) État d'avancement des travaux pour les projets de remplacement des navires Camille-Marcoux, Lucien-L. et Radisson. Indiquer l'échéancier et les coûts initiaux et l'échéancier et les coûts actualisés.
190. État d'avancement du projet d'implantation de pôles logistiques :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
 - e) bilan des sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
 - f) nature de la participation du Fonds de solidarité FTQ et liste des rencontres avec le Fonds concernant le développement de projets de pôles logistiques.

191. État d'avancement du projet de 90 M\$ visant à reconfigurer le terminal de croisières au port de Québec :
- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
 - b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
 - c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
 - d) état de situation de la passerelle au-dessus du bassin Louise et indiquer si cela fait partie ou non du projet;
 - e) prévisions d'investissements pour 2016-2017.
192. Sommes investies en 2016-2017 pour la réfection/modernisation de l'Aéroport international Jean-Lesage. État de situation du projet et de l'avancement des travaux de chacune des phases et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Échéancier prévu et prévisions pour 2017-2018.
- PQ-57
193. Sommes investies en 2016-2017 pour la faisabilité de la voie de contournement ferroviaire à Lac-Mégantic. État de situation du projet et de l'avancement des travaux, et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Nombre et détails des reports concernant le dépôt des appels d'offres et état de situation des appels d'offres. Échéancier prévu et prévisions pour 2017-2018.
194. L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020:
- 1) Créer un nouveau programme, administré par le ministère des Transports du Québec, pour soutenir les projets d'infrastructures portuaires et intermodales consacrés au transport des marchandises (somme de 200 millions de dollars a été prévue dans le budget 2015-2016);
 - 2) Offrir un soutien financier de plus de 300 millions de dollars pour la construction de voies d'accès routier aux sites portuaires et multimodaux, d'infrastructures publiques en lien avec les pôles logistiques et d'infrastructures touristiques;
 - 3) Travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin d'optimiser sa participation dans les sites portuaires du Québec, notamment dans le cadre du Nouveau Plan Chantiers Canada;
 - 4) Accroître le financement complémentaire du secteur privé dans les sites portuaires en les modernisant et en augmentant leur capacité;
 - 5) Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent;
 - 6) Favoriser l'implantation de pôles logistiques avec l'appui de partenaires. Enveloppe de 300 millions de dollars pour la prise de participation dans des projets de pôles logistiques et une enveloppe de 100 millions de dollars réservée par le gouvernement pour répondre aux besoins en infrastructures publiques, liés aux projets de logistique;
 - 7) Soutenir la grappe de la logistique et du transport, notamment en collaboration avec CargoM;
 - 8) Confier à la Table du Québec sur le transport maritime courte distance le mandat de réaliser une étude sur l'identification des créneaux potentiels de développement ainsi que sur les conditions de réussite;
 - 9) Encourager l'utilisation du transport maritime pour les sources d'énergie alternatives, dont le gaz naturel liquéfié (GNL);
 - 10) Appuyer des initiatives dans le cadre du Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) et du Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF);
 - 11) Encourager l'utilisation de sources d'énergie alternatives dans le transport maritime, dont le GNL;
 - 12) Soutenir les initiatives du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, liées à la protection du territoire maritime côtier et de ses écosystèmes;
 - 13) Encourager les projets visant l'utilisation de sources d'énergie électrique, dont les projets de branchement à quai des ports de Montréal et de Québec.

195. Copie du Plan d'immobilisations initial 2009-2023 de la Société des traversiers du Québec et du Plan d'immobilisations actualisé pour 2016-2017. Fournir l'état d'avancement pour chaque projet.
196. État de situation du projet de réfection de divers embarcadères pour la traverse Matane-Baie-Comeau-Godbout :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
197. État de situation du projet de réfection de divers embarcadères pour la traverse de Sorel :
- a) état d'avancement du projet;
 - b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
 - c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
 - d) échéancier des travaux (par phase);
 - e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
198. Nombre et nature des bris ou arrêts de fonctionnement pour cause de défaut sur le traversier F .A. Gauthier et le coût assumé pour chacun d'eux par le constructeur pour la réparation sous garantie.
199. L'achalandage et les revenus par mois pour chaque traverse au Québec pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.
200. L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par STQ pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020:
- 1) Réaliser, par l'entremise de la Société des traversiers du Québec (STQ), un plan d'action visant à augmenter son achalandage, en favorisant le développement économique et touristique de toutes les régions qu'elle dessert.
 - 2) Définir, par l'entremise de la STQ, des critères qui permettront au gouvernement d'évaluer les services existants et la possibilité d'intégrer de nouvelles traverses au sein de son réseau.
201. Liste des compagnies dont le permis de transport a été révoqué par la CTQ pour chaque année financière depuis 2010 par catégorie de permis. Raisons de ces révocations.
202. Le nombre de révision demandée, étudiée, approuvée et refusée du nombre de permis de taxi délivrés par agglomération.
203. Valeur des permis de taxi par agglomération, par mois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 5

Titre

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre d'employés occasionnels en 2016-2017

Ministère	FGER	FA	FSR	TOTAL
1 243	159	47	-	1 449

Les données de 2016-2017 sont basées sur la moyenne des 24 paies (28 février 2017) de l'exercice financier.

Excluant les étudiants et les stagiaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 8

Titre

Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2016-2017 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Avis externes

C'est le ministère de la Justice qui autorise les contrats de services juridiques confiés au secteur privé. Pour les avis externes, il faut donc se référer à l'Étude des crédits du ministère de la Justice.

Avis internes

Les avis juridiques demandés par le Ministère ou le cabinet du Ministère sont protégés par le secret professionnel de l'avocat* et ne peuvent être communiqués.

Nombre total d'avis demandés par le Ministère

Se référer directement au ministère de la Justice qui produira une réponse pour l'ensemble de son réseau, le cas échéant.

* Le secret professionnel est un privilège qui assure la confidentialité des informations transmises à l'avocat. Son respect est inscrit à l'article 9 de la Charte des droits et libertés de la personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 10

Titre

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve dans les réponses des questions générales 17 et 18.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 13

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information demandée a une portée trop large et résulterait en une liste trop volumineuse pour les besoins de l'Étude des crédits. Une demande pour un programme de financement ou de subvention en particulier peut être formulée au responsable de l'éthique et de l'accès à l'information du Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 14

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre d'employés affectés aux affaires publiques en 2016-2017

- 12 employés

Montant dépensé en 2016-2017

- Frais de déplacement : 2 531,46 \$
- Équipement de travail : 556,87 \$

Nombre et détail des rencontres des employés affectés aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes

- Dans le cadre de dossiers ministériels ou interministériels, ce sont habituellement les conseillers en communication autres que ceux mentionnés ci-dessus qui siègent sur les comités de travail.

Montant investi en veille médiatique (revue de presse) :

- 51 157,18 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 15

<p>Titre</p> <p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts liés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Ministère</p> <p>Les coûts liés à l'étude des crédits sont estimés de façon sommaire à 225 000 \$ pour l'exercice 2017-2018.</p> <p>Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)</p> <p>Bien que la SAAQ n'ait jamais évalué de façon précise les coûts liés à l'étude des crédits, ceux-ci sont estimés de façon sommaire à 87 600 \$ pour l'exercice 2017-2018.</p> <p>Agence métropolitaine de transport (AMT)</p> <p>De façon sommaire, les coûts liés à l'étude des crédits sont estimés à 6 063 \$ pour l'exercice 2017-2018.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 15

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Bien que la Société des traversiers du Québec n'ait jamais évalué de façon précise les coûts liés à la préparation de l'exercice de l'étude des crédits budgétaires, ceux-ci sont estimés, pour l'exercice 2017-2018, à 16 100 \$ et le nombre d'ETC affectés à 0,18.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 15

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Bien que la Commission des transports du Québec n'ait jamais évalué de façon précise les coûts liés à l'étude des crédits, ceux-ci sont estimés de façon sommaire à 15 650 \$ pour l'exercice 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 16

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2016-2017, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Solde des créances au 28 février 2017 en excluant tout montant en lien avec les organismes du gouvernement du Québec :

Ministère : 1,9 M\$

Fonds des réseaux de transport terrestre : 43,8 M\$

Procédure liée aux revenus de dommages causés à la propriété du Ministère :

- Aux trimestres, à compter de la date d'émission de la facture, l'agent de recouvrement communique avec la personne responsable du dossier au Ministère pour assurer le suivi;
- Appel téléphonique au débiteur. Si aucune réponse de sa part, une enquête de crédit est transmise auprès de la firme Équifax ou auprès de SEBEC inc. au besoin;
- Pour les créances supérieures à 500 \$, 60 jours après la date d'envoi de la facture, transmission d'une demande de suspension du permis de conduire à la Société de l'assurance automobile du Québec après en avoir informé par écrit le débiteur;
- 60 jours après la suspension du permis, envoi d'une mise en demeure;
- Pour les montants supérieurs à 800 \$, au plus tard six mois avant la période de prescription de trois ans, envoi de la créance à percevoir au ministère de la Justice pour enclencher une poursuite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 17

Titre

Le nombre d'effectifs (ETC) attitrés à la gestion du Fonds vert au sein du ministère en 2016-2017, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fonds vert en 2016-2017 : 20,25 ETC.

Masse salariale totale en 2016-2017 : 1,32 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 19

Titre

La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière, par l'entremise du Fonds vert, en 2015-2016 et 2016-2017 avec mention :

- a) de la description du projet;
- b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;
- c) du programme concerné, le cas échéant;
- d) du montant déboursé;
- e) de la date du déboursement;
- f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.

Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse à la question générale 54.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 20

Titre

Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2016-2017 :

- a) le cadre de gestion utilisé;
- b) la grille d'évaluation des projets;
- c) les objectifs poursuivis.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'Entente administrative entre le Ministère et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) constitue le cadre de gestion. Une copie est disponible sur le site Internet du MDDELCC :

http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/ententes-administratives/Entente-administrative-MTQ_mtmdet.pdf

Les objectifs poursuivis et les critères applicables pour chaque programme apparaissent sur le site Internet du Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 21

Titre

Copie de toute évaluation des tendances entourant l'évolution des coûts des composantes (matériaux et autres) effectuée par le ministère, de même que toute analyse faite sur une base de comparaison interrégionale et interprovinciale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière 22 du deuxième groupe de l'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 22

Titre

Copie de toute évaluation des tendances entourant l'évolution des coûts des projets effectués par le ministère, de même que toute analyse faite sur une base de comparaison interrégionale et interprovinciale.

Fournir également toute analyse, évaluation, étude, rapport ou autre portant sur le coût moyen de construction de 1 kilomètre de route asphaltée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère poursuit ses évaluations des tendances entourant l'évolution des coûts de certaines composantes, notamment pour les matériaux couramment utilisés, sur ceux utilisés en grande quantité ainsi que sur des travaux fréquents (exemple : armature, excavation, enrobé, granulat, ponceau). Le fait de cibler des composantes plus spécifiques et non pas des projets permet une analyse sur une même base de comparaison interrégionale.

En collaboration avec les ministères des Transports du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario, le Ministère a publié en 2010 une étude comparant objectivement les coûts associés à la construction d'une chaussée routière typique.

Les résultats de cette étude indiquent que les coûts de construction d'une autoroute au Québec équivaldraient à ceux du Nouveau-Brunswick, mais seraient inférieurs de 14,5 % à ceux de l'Ontario. Aussi, les coûts des enrobés seraient jusqu'à 10 % inférieurs au Québec, comparativement aux deux autres provinces. Elle montre également que les coûts des travaux de recouvrement sont comparables à ceux des provinces voisines, voire un peu moins élevés au Québec.

À ce niveau, le Ministère a répondu à la recommandation du Vérificateur général du Québec à l'effet de procéder à la comparaison des coûts régionaux et interprovinciaux. Les résultats de ces analyses ont d'ailleurs été déposés à la Commission de l'administration publique.

Le coût complet d'un projet routier est influencé par différents facteurs techniques, économiques et sociaux. De plus, chacun des projets est unique, puisque la nature des travaux, des sols en présence, des zones de climat, du trafic et des conditions de réalisation diffèrent constamment, et ce, souvent à l'intérieur d'un même projet. Ce fait rend les comparaisons de coûts moyens peu représentatives de la réalité. Les différences notées entre les coûts des projets peuvent donc être très importantes de par la nature même des travaux réalisés qui sont pourtant, en apparence, semblables.

Voici des exemples des principaux éléments qui expliquent les différences de coûts moyens d'un projet à l'autre :

- la différence dans le contenu du projet comme la construction ou non d'ouvrages d'art (structures), de ponceaux, de remblais légers ou de glissières de sécurité, les distances de transport, les ouvrages temporaires, la signalisation et le contrôle de la circulation pendant les travaux, l'aménagement des abords de route, la signalisation routière, etc.;
- la longueur de la route faisant l'objet d'une construction ou d'une reconstruction. Plus cette longueur est grande, plus les frais fixes normalement associés à un projet routier peuvent être répartis sur un nombre important de kilomètres, permettant d'obtenir un coût unitaire (\$/km) plus faible;
- le profil et la nature du terrain naturel qui influencera l'importance des volumes de remblais et de déblais (présence de roc, de sols argileux ou autres).

Il est important de mentionner que les éléments cités plus haut influencent les coûts des projets de façon beaucoup plus importante que la région administrative et l'année dans laquelle les travaux ont été réalisés.

Pour toutes ces raisons, le calcul du coût moyen d'une construction typique de route asphaltée en \$/km ne peut être que théorique et les disparités régionales ne peuvent être établies sur cette base. La spécificité de chaque projet routier ne permet pas de cibler une base commune de comparaison à partir d'un tel modèle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 23

Titre Évolution du déficit d'entretien des infrastructures sous responsabilité du ministère pour chaque année financière depuis 2010-2011 et prévisions pour 2017-2018. Ventiler par région.							
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) À la suite de l'adoption de la <i>Loi sur les infrastructures publiques</i> à l'automne 2013, il a été requis de produire pour la première fois un Cadre de gestion des infrastructures ainsi qu'un Plan annuel de gestion des investissements (PAGI). Pour l'élaboration de ce dernier, des travaux menés avec le Secrétariat du Conseil du trésor ont permis l'élaboration d'une méthodologie pour calculer le déficit de maintien d'actifs (DMA). Cette information a été publiée pour la première fois à l'intérieur du document « Les infrastructures publiques du Québec » joint aux documents budgétaires 2015-2016. L'estimation du DMA pour les infrastructures couvertes à l'intérieur du PAGI 2017-2018 : <table><tr><td>Chaussées :</td><td>6 300,0 M\$</td></tr><tr><td>Structures du réseau supérieur :</td><td>5 671,3 M\$</td></tr><tr><td>Ponts du réseau municipal :</td><td>854,0 M\$</td></tr></table>		Chaussées :	6 300,0 M\$	Structures du réseau supérieur :	5 671,3 M\$	Ponts du réseau municipal :	854,0 M\$
Chaussées :	6 300,0 M\$						
Structures du réseau supérieur :	5 671,3 M\$						
Ponts du réseau municipal :	854,0 M\$						

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 24

<p>Titre</p> <p>Ventilation des investissements routiers prévus pour la période 2016-2018 et leur état d'avancement.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Les investissements prévus pour les projets de 50 M\$ et plus ont été rendus publics aux programmes québécois des infrastructures 2016-2026 et 2017-2027.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 27

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de la route 185 entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet et pour chacune des phases;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de réaménagement de la route 185 en autoroute (A-85) porte sur une longueur de 94 kilomètres entre Rivière-du-Loup et la frontière du Nouveau-Brunswick.

Les activités réalisées en 2016-2017 sont :

- Études de conception et de planification de la phase III du projet;
- Rencontres avec la Communauté autochtone de la Première Nation Malécite de Viger;
- Rencontre des propriétaires affectés par le processus d'acquisition;
- Octroi de contrats pour des études de conception pour l'ensemble des tronçons entre juillet et décembre 2016;
- Octroi de contrats pour des études pédologiques et géotechniques pour les tronçons 1, 2, 3, 5 et 6 entre juin 2016 et décembre 2016.

En parallèle, un plan d'intervention en sécurité routière a été réalisé de 2014 à 2016 entre Saint-Antonin et Saint-Louis-du-Ha! Ha! afin d'améliorer à court terme la sécurité des usagers dans les secteurs considérés comme à risques ou présentant des problématiques de sécurité routière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 29

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 50 entre Doherty et Lachute :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

État d'avancement du projet

Le lien complet entre les régions de l'Outaouais (Gatineau (secteur Masson Angers)) et les Laurentides (Lachute) est établi depuis novembre 2012, conformément à l'échéancier technique annoncé en 2010.

Toutefois, à l'été 2011, le Ministère (Direction de l'Outaouais (DO)) a constaté l'apparition d'algues dans le cours d'eau de la Crique-à-Hébert, situé près du rang Saint-Hyacinthe, à proximité du chantier de prolongement de l'autoroute 50 (tronçon Thurso-Notre-Dame-de-Bonsecours (Montebello)). Après analyse, il a été constaté que cette problématique est associée à la construction du prolongement de l'autoroute 50.

En conformité avec la Loi sur la qualité de l'environnement et ses règlements, le Ministère a dû procéder à la cueillette de ces eaux et à la disposition dans un site approprié.

En collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), le Ministère a élaboré une solution permanente qui vise à installer un système de traitement des eaux sur place (marais filtrant).

Un contrat de 2,8 M\$ a été accordé le 11 juin 2015 à l'entreprise Riddell Excavation inc. La construction du système de traitement des eaux est maintenant terminée et sa mise en service a eu lieu le 21 janvier 2016. La fin de la période de rodage a eu lieu en juin 2016. Le système est fonctionnel et les résultats d'analyses rencontrent les critères déterminés par le MDDELCC.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 30

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction d'une route à quatre voies entre Québec et Saguenay :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Activités réalisées en 2016-2017

Des travaux d'installation de deux panneaux à messages variables latéraux et de massifs de supersignalisation sur la route 175 dans le secteur de l'Étape ont eu lieu, de même que des travaux de modifications de deux panneaux à messages variables latéraux sur la route 175, direction nord et sur l'autoroute 73, direction nord.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 31

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 35 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le prolongement de l'autoroute 35 traverse cinq municipalités sur une distance de 38 kilomètres sur le territoire des municipalités régionales de comté du Haut-Richelieu et de Brome-Missisquoi pour compléter le lien entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière américaine.

La planification des phases III et IV s'est poursuivie en 2016-2017.

Le tronçon de 25 kilomètres entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la route 133 à Saint-Sébastien (phases I et II) est ouvert à la circulation depuis octobre 2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 32

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 5 du chemin de la Rivière au raccordement de la route 105 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon) ;
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

État d'avancement des travaux

Le projet comporte trois tronçons :

- **Tronçon 1 (2007-2009) : travaux complétés à 100 %, ouvert à la circulation**
Prolongement de l'autoroute 5 jusqu'au ruisseau Meech, environ 2,5 km.
- **Tronçon 2 (2010-2014) : travaux complétés à 100 %, ouvert à la circulation**
Poursuite du prolongement de l'autoroute jusqu'à Wakefield, environ 6,5 km.
- **Tronçon 3 (2018-2020) : en cours de préparation**
Segment d'environ 1 km en contournement de la route 105 dans le secteur de Wakefield.

Concernant le tronçon 3 (2016-2017) :

- Le Ministère a procédé aux étapes préparatoires du projet (études géotechniques, la préparation des plans et devis, des acquisitions, déplacements de services publics et obtention des autorisations environnementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 33

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs sur les structures de l'autoroute métropolitaine:

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon) ;
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Programme de maintien de l'autoroute métropolitaine à Montréal

En 2016-2017, le Ministère a poursuivi l'élaboration des études et des plans et devis pour débiter les travaux à réaliser dès 2017-2018 dans le cadre du projet de maintien des actifs de l'autoroute métropolitaine. Les travaux de réparation qui étaient prévus en 2016-2017 ont été reportés en 2017-2018.

Projet de réfection majeure de la métropolitaine à Montréal

Le projet de réfection majeure de l'autoroute métropolitaine à Montréal est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructures publiques.

Activités réalisées en 2016-2017 :

- Études d'avant-projet;
- Élaboration du dossier d'opportunité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 34

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs sur le pont de l'Île-aux-Tourtes :

- a) État d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon) ;
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Construit en 1966, le pont de l'Île-aux-Tourtes permet de faire le lien, dans l'axe de l'autoroute Félix-Leclerc (autoroute 40), entre l'île de Montréal (village de Senneville) et la ville de Vaudreuil-Dorion en franchissant le lac des Deux Montagnes. Il s'agit d'une artère névralgique qui fait partie du réseau stratégique en soutien aux échanges commerciaux avec l'Ontario et les États-Unis. Près de 83 000 véhicules par jour empruntent le pont, dont 12 % de camions.

Programme de maintien des actifs sur le pont de l'Île-aux-Tourtes

En 2016-2017, le Ministère a poursuivi les travaux requis dans le cadre du projet de maintien des actifs du pont de l'Île-aux-Tourtes. Les travaux, débutés en 2015, sont terminés depuis octobre 2016. D'autres travaux de maintien sont prévus en 2017.

Projet majeur de reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes

Le projet de reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Activités réalisées en 2016-2017 :

- Étude des solutions relatives au projet majeur du pont de l'Île-aux-Tourtes;
- Rencontres avec les parties prenantes;
- Démarrage de l'élaboration du dossier d'opportunité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 35

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction d'une voie de contournement de Rouyn-Noranda :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon) ;
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Activités réalisées en 2016-2017

- Avancement de la conception des plans et devis pour le lot 2;
- Travaux effectués en 2016-2017 :
 - Dynamitage et déblais de 1^{re} classe;
 - Sols contaminés (extraction et transport vers les parcs à résidus miniers);
 - Construction des structures;
 - Consolidation des 7 zones de sols d'un an et plus;
 - Drainage et ponceaux;
 - Isolation de chaussées;
 - Déblais 2^e classe.

Bilan des sommes investies en 2016-2017 : 12 666 488 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 36

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur Charest et Robert-Bourassa à Québec :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Activités réalisées en 2016-2017

Le projet est terminé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 37

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 25 et la route 132 à Longueuil :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2016-2017, des travaux liés aux systèmes de transport intelligent, à l'aménagement paysager ainsi que les corrections de certaines déficiences ont été réalisés dans le cadre du projet de réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 25 et la route 132.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 38

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de l'autoroute 70 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les travaux de construction du prolongement de l'autoroute 70 entre Chicoutimi et le chemin de la Grande-Anse à La Baie sont commencés depuis 2011. La longueur du tronçon est de 7,6 km. À ce jour, 84 % des travaux sont complétés. Les travaux d'érection des structures sont terminés. Un dernier contrat de terrassement a débuté à l'été 2015 et se déroulera jusqu'à la mise en service, soit en 2017. Deux contrats d'asphaltage sont prévus pour être réalisés sur deux ans : le premier des deux contrats s'est terminé en 2016 et le second est en cours depuis septembre 2016.

La mise en service du prolongement de l'autoroute 70 entre Chicoutimi et le chemin de la Grande-Anse est prévue à l'été 2017.

Ce projet nécessite un investissement de plus de 100 M\$.

Pour l'exercice financier 2016-2017, les coûts des travaux sont d'environ 12,2 M\$ pour ce projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 39

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction de l'autoroute 410 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet et pour chacune des phases;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le dernier tronçon de la phase 1 du projet de construction de l'autoroute 410, entre le chemin Belvédère et les routes 108 et 143, a été mis en service, le 30 octobre 2015.

Un dossier d'affaires est en cours d'élaboration pour la phase 2, afin de respecter le processus de gouvernance interne du Ministère pour les projets dont le coût estimé se situe entre 50 et 100 M\$. Des études géotechniques et les évaluations environnementales sont aussi en cours de réalisation, de même que les acquisitions et la préparation des plans et devis.

Sommes investies en 2016-2017 :

Phase 1 : 861 500 \$

Phase 2 : 560 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 40

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de construction de la route 112 entre Thetford Mines et Saint-Joseph-de-Coleraine :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de construction de la route 112 est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure majeure.

Le projet de construction de la route 112 a été réalisé en six lots distincts :

- Lot Déblais des haldes : travaux complétés en juin 2014;
- Lot Déblais des haldes (correctifs) : travaux complétés en juillet 2015;
- Lot Mine : travaux complétés en octobre 2015;
- Lot Urbain : travaux complétés en septembre 2015;
- Lot Boisé : travaux complétés en juillet 2015;
- Lot Pont : travaux complétés en septembre 2014.

La mise en service de la route a eu lieu le 30 octobre 2015, soit deux mois plus tôt que prévu. Le projet a été réalisé à l'intérieur du budget de 110 M\$ autorisé.

En 2016-2017, le Ministère a effectué des travaux correctifs sur les lots Mine, Urbain et Boisé. Des travaux d'aménagement paysager (plantations, des travaux d'ensemencement et d'enrochement) ont été réalisés en 2016-2017 et se poursuivront en 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 41

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction de la route 389 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La route 389 relie les villes de Baie-Comeau et de Fermont. Elle prend son origine à l'intersection de la route 138 au sud et de la route 500 sur le territoire du Labrador au nord. Elle s'étend sur une longueur de 570 kilomètres et elle permet l'accès aux régions nordiques, à de grandes superficies forestières, des mines et des ouvrages hydro-électriques.

- Le programme d'amélioration est réparti en cinq projets distincts (A-B-C-D-E). Une carte de la localisation des cinq projets est en annexe.
- Les projets A et B du programme d'amélioration de la route 389 sont assujettis à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Activités réalisées 2016-2017 :

- Le décret environnemental autorisant la réalisation du projet B a été délivré en décembre 2016;
- En 2016-2017, le Ministère a complété les plans et devis pour un premier tronçon de 1,1 kilomètre du tracé de la future route 389 dans l'axe de l'avenue du Labrador à Baie-Comeau (projet B). Le Ministère a transmis ses plans et devis à la ville de Baie-Comeau qui est responsable des travaux;
- Dans le cadre du projet D, des travaux de construction au kilomètre 93 ont été complétés en 2016;
- Dans le cadre du projet E, des travaux de construction ont été complétés au kilomètre 202 et au kilomètre 204. Il reste les travaux d'aménagement qui devraient être réalisés en 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 42

Titre

Concernant la route 389, état de situation concernant la modification de l'entretien hivernal, notamment entre Manic-2 et Manic-5. Sommes économisées suite à la mise en place de cette mesure, nombre d'accidents répertoriés et nombre de plaintes enregistrées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dans les années 1990, à la suite de pressions des intervenants du milieu, le Ministère a haussé les exigences d'entretien hivernal de cette route, en passant d'une circulation sur fond de neige durcie (niveau 3) à une circulation sur une route partiellement dégagée (niveau 2).

Dès 2005, le Centre de services de Baie-Comeau de la Direction de la Côte-Nord (DCN) a entamé une réflexion sur les résultats réellement obtenus avec le niveau 2 sur la route 389. Au printemps 2012, la DCN obtient les résultats de l'étude externe *Analyse des modes de gestion en viabilité hivernale et de leurs résultats sur la route 389*.

Le constat de son analyse va dans le même sens que le Centre de services, c'est-à-dire que malgré les efforts déployés et la bonne volonté, les exigences de déneigement ne sont pas réellement atteintes, car il y avait création de pièges sur la chaussée :

- Présence de gadoue dans les courbes qui occasionne des pertes de contrôle;
- En utilisant des techniques pour atteindre un niveau 2 et ayant un débit de circulation trop faible, la glace revient prématurément.

En ce qui a trait aux coûts, au cours des cinq dernières années, les montants octroyés en contrats de déneigement de la route 389 ont été relativement stables et similaires aux coûts d'entretien lorsque les exigences de déneigement ont passé d'un niveau 2 à un niveau 3. L'objectif était davantage d'atteindre et de livrer le niveau de service annoncé aux usagers de la route.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 43

Titre

État d'avancement de la phase 1 du plan d'action pour la réfection du pont Dubuc à Chicoutimi. Contrat pour l'évaluation de la capacité portante du pont Sainte-Anne comme solution potentielle pour désengorger le pont Dubuc.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le plan d'action pour la réfection du pont Dubuc et de ses approches, annoncé le 28 février 2014, prévoit la réalisation d'une étude de circulation complète comprenant une enquête Origine-Destination sur le territoire de Saguenay.
- Il s'agit de la première vaste étude de circulation dans la région administrative du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Elle a pour objectif de mieux connaître les besoins en déplacement sur les réseaux de la région métropolitaine de recensement de Saguenay.
- L'étude sur la circulation est en cours depuis le 30 septembre 2015, et s'est poursuivie jusqu'en décembre 2015. Le rapport final devrait être disponible à l'automne 2017. Les résultats de l'enquête de circulation seront très utiles au Ministère, mais aussi à ses partenaires, dont la Ville de Saguenay et la Société de transport du Saguenay. Ils constitueront une source d'information importante dans le cadre des travaux d'évaluation des besoins de développement actuels et futurs du réseau de transport régional.
- Le contrat a été accordé par appel d'offres public en mai 2015, au Consortium WSP/UniMarketing /Segma Recherche, au coût de 410 945 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 44

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction de la route 199 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) Le projet de reconstruction de la route 199 et d'alimentation en eau potable dans le village de Grande-Entrée est une entente entre la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine et le Ministère. Le projet est maintenant complété à 99 %.
- b) L'estimation initiale de la portion du projet relevant du Ministère était 14 989 000 \$. L'estimation à jour des coûts de la portion du projet relevant du Ministère est maintenant de 13 724 000 \$.
- c) Ententes :
 - Entente 200934 entre la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine et le Ministère pour la préparation des plans et devis.
 - Entente 200955 entre la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine et le Ministère pour la réalisation et la surveillance des travaux de construction.Études :
 - Analyse des options d'aménagement de la virée (Fin de la route 199).
 - Analyse du déplacement des utilités publiques.
 - Analyse granulométrique - sable de dragage.
 - Rapport technique : Puits d'eau salée de l'usine Cap sur Mer.
 - Étude photométrique : Éclairage carrefour giratoire.
 - Rapport d'expertise de chaussée.
 - Rapport d'étude pédologique et de caractérisation environnementale.
 - Rapports par lot – Structure de chaussée mise en place.
 - Évaluations des matériaux de construction utilisés.
 - Évaluation du milieu naturel et des impacts – Site Cap-de-l'Est.
 - Expertises archéologiques.
- d) Les travaux sont échelonnés sur trois ans :
 - Saison 2014 : Les travaux de construction de la route, du réseau d'aqueduc et du système d'égout pluvial ont été réalisés des chaînages 2+142 @ 4+450.
 - Saison 2015 : Les travaux de construction de la route et du réseau d'aqueduc ont été réalisés des chaînages 4+450 @ 5+602.
 - Saison 2016 : Les travaux d'aménagement paysager, de plantation et la clôture des travaux du projet ont été effectués en 2016.
 - Saison 2017 : Les travaux d'entretien des plantations et de fermeture du dossier (honoraires professionnels et activités connexes) seront réalisés en 2017.
- e) Investissement 2015-2016 :
 - Total : 5 593 500 \$
 - Ministère : 4 543 000 \$
 - Municipalité des Îles-de-la-Madeleine : 1 050 500 \$
- f) Investissement 2016-2017 :
 - Total : 1 446 800 \$
 - Ministère : 439 000 \$
 - Municipalité des Îles-de-la-Madeleine : 1 007 800 \$
- g) Prévisions pour 2017-2018 :
 - Total : 124 500 \$
 - Ministère : 116 000 \$
 - Municipalité des Îles-de-la-Madeleine : 8 500 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 45

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction du boulevard Saint-Anne à Joliette :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2016-2017, le Ministère a complété l'appel d'offres pour les travaux de reconstruction du pont situé sur le boulevard Sainte-Anne à Joliette.

Le Ministère prévoyait alors que le processus d'acquisition de l'emprise requise serait terminé avant la fin de la période d'appel d'offres. La libération de l'emprise n'a pu être complétée tel que prévu.

Par conséquent, l'échéancier prévu n'était plus valide et l'appel d'offres a été annulé.

Un nouvel échéancier sera élaboré et un nouvel appel d'offres sera émis lorsque le processus d'acquisition de l'emprise sera terminé.

La somme investie en 2016-2017 : 70 000 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 46

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction des ponts d'étagement du boulevard Lajeunesse à Saint-Jérôme :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de reconstruction des ponts d'étagement de l'autoroute 15 au-dessus du boulevard Lajeunesse à Saint-Jérôme est en cours. L'avancement des travaux respecte la planification initiale. La construction est planifiée en trois phases au cours des années 2015 à 2017.

La phase 2 a débuté à la fin avril 2016 et s'est terminée en novembre 2016 conformément aux exigences contractuelles. Au cours de cette phase, le Ministère a procédé à la construction de la chaussée permanente de l'autoroute 15 Nord et à la construction de la nouvelle structure P-18556E.

Somme investie en 2016-2017 : 13,4 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 47

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de reconstruction du pont d'étagement de l'autoroute 13 au-dessus de l'autoroute 40 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de reconstruction du pont de l'autoroute 13 au-dessus de l'autoroute 40 est à l'étape de la préparation des plans et devis définitifs.

En 2016-2017 le Ministère a réalisé une étude de reconnaissance géotechnique de sols et a avancé la réalisation des plans et devis pour les travaux (niveau d'avancement de 90 %).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 48

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection (maintien d'actifs) des tunnels Ville-Marie et Viger et des ponts d'étagement de l'autoroute 720 :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Projet de réparation des murs et ponts d'étagement de l'autoroute 720

Le Ministère a poursuivi en 2016-2017 les travaux amorcés en 2009 visant la réfection des tunnels Ville-Marie et Viger. Ces travaux consistaient principalement à réparer les murs des tunnels et à retirer les derniers paralumes du tunnel Viger.

Projet de réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger

Ce projet est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique (projet à l'étude). Le dossier d'opportunité est en cours de préparation. D'ici la réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger, des interventions de maintien sont prévues (section ci-dessous).

Activités en 2016-2017 : démarrage des études d'avant-projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 49

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection du tunnel Dorval :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) état de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet;
- d) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- e) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- f) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de réfection du tunnel Dorval prévoit le remplacement du système d'éclairage, la réparation des structures existantes ainsi que des interventions sur les paralumes restants au nord du tunnel.

En 2016-2017, l'étude d'opportunité (PC-1) pour le projet d'intervention sur les paralumes restants a été complétée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 50

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur Dorval :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de réaménagement de l'échangeur Dorval consiste principalement à séparer les trafics locaux et autoroutiers par la création de liens directs entre l'autoroute 20 et l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal ainsi qu'entre les autoroutes 20 et 520. L'accès au transport collectif ainsi que la sécurité des piétons et des cyclistes seront également améliorés.

Le projet de l'échangeur Dorval – volet routier a été divisé en plusieurs lots de travail. Une carte de localisation des lots est en annexe.

Le projet est inscrit au Programme québécois des infrastructures 2016-2026 dans la catégorie des projets en réalisation avec un budget autorisé de 344,2 M\$.

Activités réalisées en 2016-2017 :

- Réparation d'une conduite endommagée le long de l'autoroute 520 (lot 21-A). Les travaux ont été complétés en novembre 2016.
- Construction partielle du pont au-dessus de l'autoroute 20 (culée et tablier Est) et travaux sur les services publics (lot 21-B). Les travaux ont démarré le 30 novembre 2016.
- Construction des ponts d'étagement au-dessus des voies ferrées (P-11 et P-12) sans pile dans l'emprise ferroviaire (lot 28). Les travaux de construction ont démarré en avril 2016.
- Réaménagement du stationnement de l'hôtel Fairfield-Marriott et construction des massifs pour les équipements d'entreprises de services publics (lot 27-S). Les travaux ont été complétés en novembre 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION OFFICIELLE

Question 51

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection (maintien d'actifs) du tunnel Louis-Hippolyte-La-Fontaine :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Projet de réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-La-Fontaine et travaux liés :

Le projet de réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine et travaux liés est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique. Les études d'avant-projet sont en cours.

Activités réalisées en 2016-2017 :

Études d'avant-projet;
Finalisation du dossier d'opportunité;
Sondage d'intérêt du marché à réaliser le projet.

Projet de maintien d'actifs :

En 2016-2017, le Ministère a poursuivi la préparation des études d'avant-projets dans le cadre d'un nouveau programme de maintien des actifs au tunnel Louis-Hippolyte-La-Fontaine.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 52

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de maintien d'actifs de l'échangeur Saint-Pierre :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques

Maintien d'actifs de l'échangeur Saint-Pierre

Les travaux réalisés dans le cadre du projet de maintien d'actifs de l'échangeur Saint-Pierre se poursuivront jusqu'au démarrage du projet de réfection majeure. Les travaux en cours devraient être terminés à l'automne 2017.

Projet majeur de réfection de l'échangeur Saint-Pierre

Le projet majeur de réfection de l'échangeur Saint-Pierre est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Au cours de l'année 2016-2017, le Ministère a travaillé à l'avancement de l'étude d'opportunité du projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 53

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur Décarie :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les travaux de réaménagement de la partie nord de l'échangeur Décarie sont maintenant terminés. Les derniers correctifs seront réalisés d'ici le mois de mai 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 54

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réaménagement de l'échangeur des autoroutes 40 et 73 à Québec (Félix-Leclerc et Laurentienne) :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'échangeur Félix-Leclerc/Laurentienne est le plus achalandé de la grande région de Québec. La reconstruction des structures et le réaménagement de l'échangeur font l'objet du projet de reconstruction de l'échangeur entre les autoroutes Félix-Leclerc et Laurentienne.

Travaux réalisés en 2016-2017 :

- Construction du pont d'étagement de l'autoroute Félix-Leclerc direction est surplombant l'autoroute Laurentienne;
- Construction de l'autoroute 40 est sur 800 m;
- Construction des bretelles autoroute 40 Est/autoroute 73 et autoroute 973 Nord/autoroute 40 Est ;
- Aménagement paysager et plantation;
- Pose de l'enrobé bitumineux de surface.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 55

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de la route 167 vers les monts Otish :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
- f) liste et détail de tous les avenants à des contrats octroyés dans le cadre de ce projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de prolongement de la route 167 vers les monts Otish consistait à construire une route multi-ressources en gravier, d'une longueur de 143 km, reliant le réseau routier actuel au chemin minier de l'entreprise Stornoway Diamonds.

Les travaux sont maintenant complétés. La mise en service de la route a été effectuée le 3 octobre 2014. Des travaux mineurs ont été réalisés au cours de l'année 2015-2016 et le pavage des ponts a été réalisé en 2016-2017. Il restera à finaliser les suivis environnementaux en 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 56

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de l'autoroute Dufferin-Montmorency (440) à Québec :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
- f) total des sommes investies pour chaque année financière depuis 15 ans sur l'autoroute.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Activités réalisées en 2016-2017

Au cours de l'année 2016-2017, des travaux de réparation de dalles, de mise en place de membranes, de pavage des ponts et des approches, ainsi que la construction de supersignalisation ont été effectués.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 59

Titre

État d'avancement du projet de réfection du tablier du pont de Québec :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La dernière inspection générale de 2013 a permis de constater l'importance de remplacer le tablier à brève échéance. Un projet de remplacement de tablier a été analysé en janvier 2014, mais la préparation de ce projet a été suspendue jusqu'à la décision du projet de service rapide par bus. Pendant ce temps, le Ministère a élaboré un plan de maintien afin d'assurer les services routiers et piétonniers de l'ouvrage. Les exigences de la nouvelle convention entre le Canadien National et le Ministère, signée en décembre 2013, doivent également être respectées.

Travaux 2016 :

- Remplacement des joints de tablier
- Réfection de l'enrobé et consolidation du platelage
- Installation d'un système de drainage
- Nouvel écran protecteur du côté est
- Remplacement du système d'éclairage
- Programme d'accompagnement pour intervention urgente à effectuer sur le pont

Bilan des sommes investies pour l'année 2016-2017 :

- 21,4 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 62

Titre

État d'avancement du projet de réfection de la dalle du pont Laviolette à Trois-Rivières :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Une étude d'opportunité est présentement en cours par le Ministère. L'étude des besoins est terminée et celle des solutions est en élaboration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 63

Titre

État d'avancement du projet de travaux de réparation de la charpente, de métallisation et de peinture sur le pont Pierre-Laporte :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis 2005, le Ministère a entrepris certaines analyses sur la remise à niveau du système de protection des aciers du tablier. À la suite d'un relevé de dommages effectué en 2012 ainsi qu'une inspection générale en 2013, il a été convenu qu'une remise à niveau du revêtement de protection des aciers composant le tablier était requise.

Bilan des sommes investies en 2016-2017 :

- Honoraires professionnels : 35 k\$
- Travaux : 600 k\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 64

Titre

État d'avancement du projet de construction d'un nouveau pont sur la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisé ou commandé par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le pont de Dolbeau, construit en 1947, enjambe la rivière Mistassini et est situé sur la route 169 à Dolbeau-Mistassini. Il accueille un débit de circulation de 17 300 véhicules par jour (DJMA 2015).

Le pont doit être remplacé à moyen terme, puisqu'il a atteint la fin de sa durée de vie utile. Comme il n'existe aucune autre structure permettant de traverser la rivière Mistassini, il est impossible d'implanter un chemin de contournement dans un rayon raisonnable. Conséquemment, un nouveau pont devra être construit parallèlement au pont existant pour maintenir le lien routier actuel durant les travaux.

Activités réalisées en 2016-2017

Le Ministère procède actuellement à la reconstruction du pont de Dolbeau enjambant la rivière Mistassini à Dolbeau-Mistassini.

Les travaux ont débuté le 21 novembre 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 65

Titre

État d'avancement du projet de construction d'une voie de contournement du quartier de l'Isle Maligne à Alma :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet consiste à construire une voie de contournement dans un nouveau corridor d'une longueur de 4,8 kilomètres, du pont Jean-F.-Grenon, situé sur la route 169, jusqu'à environ un kilomètre au nord de l'intersection entre la route 169 et la route 172 (près de la Ressourcerie) à Alma.

Le projet vise à améliorer le bilan de la sécurité routière et la qualité de vie des citoyens des quartiers par la diminution des nuisances et des inconvénients découlant de la circulation routière composée de 10 % de véhicules lourds.

Activités réalisées en 2016-2017 :

- Finalisation des plans et devis définitifs de la voie de contournement hors corridor (lot 1).
- Appels d'offres pour les travaux de construction et de contrôle qualité.
- Le début des travaux est prévu pour mars 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 66

Titre

État d'avancement du projet de réfection de la structure de la route 138 au-dessus de la rivière Batiscan :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse,
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Un mandat pour l'étude d'avant-projet préliminaire est actuellement en processus d'octroi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 67

Titre

État d'avancement du projet de reconstruction de la côte Arsène Gagnon sur la route 138 à Les Bergeronnes :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Liste des études et analyses réalisées en 2016-2017 :

- Étude de construction de remblais nouveau tracé route 138, chaînage 38+840 à 44+200, Les Bergeronnes, septembre 2016, Ministère;
- Remblai de préchargement au ponceau P.K. : 42+795 – Recommandations pour la construction – Révision 1, novembre 2016, Ministère.

Bilan des sommes investies en 2016-2017 : 93 593 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 68

Titre

État d'avancement du projet de réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 171 à Lévis :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts ;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques s'il y a lieu

Le projet global de réaménagement de l'échangeur 305 de l'autoroute 20 à Lévis consiste en l'élargissement de la route 171 (route Lagueux), entre la rue Demers et les rues Industrielle et Saint-Jean, la reconstruction de quatre structures dans ce secteur et le réaménagement des bretelles d'entrée et de sortie de l'A-20 Est.

L'investissement en 2016-2017 a été de 4 946 549 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 69

Titre

État d'avancement du projet de réaménagement de l'échangeur de l'autoroute 20 et de la route 173 à Lévis :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts ;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques s'il y a lieu

Activités réalisées en 2016-2017

Le Ministère est maître d'œuvre d'une entente de collaboration avec la Ville de Lévis pour réaliser une étude d'opportunité.

L'étude des besoins a été complétée au début de 2017 et celle des solutions est en cours.

Un montant de 223 600 \$ a été investi en 2016-2017, dont 25 % est assumé par la Ville de Lévis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 70

Titre

État d'avancement du projet de recouvrement de l'autoroute Ville-Marie à Montréal :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En avril 2016, le Ministère a amorcé les travaux de construction visant à recouvrir une section de 125 mètres de l'autoroute Ville-Marie entre l'avenue Hôtel-de-Ville et la rue Sanguinet, afin de permettre l'implantation d'une place publique par la Ville de Montréal dans le cadre du 375^e anniversaire de Montréal. Les travaux se poursuivent dans le respect de l'échéancier et devraient être complétés en novembre 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 71

Titre

État d'avancement du projet de réfection majeure des tunnels Ville-Marie et Viger (projet à l'étude au PQI):

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 48.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 72

Titre

Le PQI 2016-2026 prévoit 14,4 M\$ de moins que le PQI 2015-2025 pour le prolongement de l'autoroute 70 vers la Ligne Bagot entre les arrondissements de Chicoutimi et La Baie, dont les travaux devraient être terminés à l'automne 2017. En effet, le budget total est passé de 131,4 M\$ à 117 M\$. Le PQI 2014-2024 prévoyait quant à lui 134,9 M\$. Comment le ministère explique-t-il ces écarts ?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet global tel que prévu initialement sera livré intégralement à l'été 2017. La diminution entre le budget total inscrit au PQI 2016-2026 et les budgets inscrits aux PQI antérieurs s'explique par la prise en charge à l'interne de la surveillance des travaux de certains contrats, par le fait que l'inflation prévue ne s'est pas concrétisée et, enfin, par le fait que les prix soumissionnés lors de certains appels d'offres ont été plus bas que l'estimation, et ce, dû à un marché favorable pour le Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 73

Titre

État d'avancement du projet de réfection majeure de l'autoroute métropolitaine à Montréal (projet à l'étude au PQI) :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 33.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 74

Titre

État d'avancement du projet de réfection majeure de la structure de l'échangeur Des Sources à Pointe-Claire et Dorval :

- a. échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b. estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c. liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d. état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e. bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 96 d).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 76

Titre

État d'avancement du projet de réfection majeure du tunnel Louis-Hippolyte-LaFontaine (projet à l'étude au PQI) :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 51.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 77

Titre

État d'avancement du projet de reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes entre Vaudreuil et Senneville (projet à l'étude au PQI) :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 34.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION OFFICIELLE

Question 78

Titre

État d'avancement du projet d'amélioration de l'accès au port de Montréal :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet d'amélioration des accès au port de Montréal se divise en deux projets inscrits au Programme québécois des infrastructures 2016-2026 :

Autoroute 25 – Optimisation du corridor, des accès au port et de l'échangeur Sherbrooke;
Amélioration de l'accès au port de Montréal – secteur L'Assomption.

Autoroute 25 – Optimisation du corridor, des accès au port et de l'échangeur Sherbrooke

Les objectifs du projet consistent à diminuer le camionnage sur le réseau local en facilitant les liens entre le réseau autoroutier et le port de Montréal, optimiser les échanges entre l'autoroute 25, ses voies de desserte et la rue Sherbrooke, et sécuriser le déplacement des piétons et des cyclistes sur le réseau municipal. Le projet est réalisé en partenariat avec la ville de Montréal. Une carte de localisation des travaux est en annexe.

Principales activités réalisées en 2016-2017

Les travaux ont débuté en mai 2016

- Mise en service de la sortie n°3 (Notre-Dame) de l'autoroute 25 sud, qui permet aux camions à destination du port de Montréal de rester sur le réseau autoroutier jusqu'à l'entrée du port.
- Aménagement d'une voie de desserte à l'autoroute en direction sud, entre Sherbrooke et Hochelaga, et démolition du pont de Boucherville.
- Réaménagement de deux bretelles du côté nord de l'échangeur Sherbrooke afin d'offrir un lien permettant aux usagers d'effectuer tous les mouvements à l'intersection Sherbrooke, tout en facilitant le passage des piétons.

Amélioration de l'accès au port de Montréal – secteur - L'Assomption

En 2016-2017, le Ministère a poursuivi les études pour la réalisation de ce projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 79

Titre

État d'avancement du projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet entre Laval et Boisbriand :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le pont Gédéon-Ouimet est une infrastructure majeure pour la grande région de Montréal : plus de 135 000 véhicules l'empruntent quotidiennement. Le pont est sécuritaire et le Ministère réalise régulièrement des inspections de la structure et des travaux d'entretien afin d'assurer l'intégrité de l'infrastructure.

Le projet de réfection majeure du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand est à l'étude par le Ministère et il est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure.

En 2016-2017, le Ministère a poursuivi la planification du projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 80

Titre

État d'avancement du projet de reconstruction du pont Gouin entre Iberville et Saint-Jean-sur-Richelieu :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de reconstruction du pont Gouin entre les secteurs Iberville et Saint-Jean, à Saint-Jean-sur-Richelieu, est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Activités réalisées en 2016-2017 :

- Mise à jour des plans et devis définitifs;
- Approbation du dossier d'affaires par le Conseil des ministres et autorisation de réaliser le projet;
- Signature d'une entente avec l'Agence Parcs Canada en décembre 2016;
- Signature d'une entente avec la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu en avril 2016;
- Début des travaux en février 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 81

Titre

État d'avancement du projet de réfection du pont Pie-IX entre Montréal et Laval :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisé ou commandé par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de réfection du pont Pie-IX entre Montréal et Laval est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Le projet vise la réhabilitation du pont Pie-IX, incluant son réaménagement pour tenir compte de la nouvelle géométrie du carrefour Henri-Bourassa/Pie-IX, le raccordement avec la piste cyclable du carrefour Henri-Bourassa/Pie-IX et l'intégration d'une voie de transport collectif en site exclusif pour les besoins du projet de Système rapide par bus (SRB) en cours de planification.

Activités réalisées en 2016-2017 :

Poursuite de l'élaboration du dossier d'opportunité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 82

Titre

État d'avancement du projet reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre (projet à l'étude au PQI) :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 52.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 83

Titre

État d'avancement du projet de boulevard urbain de l'ouest de l'île de Montréal :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il s'agit d'un projet de la Ville de Montréal et le Ministère n'est pas responsable de son élaboration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 84

Titre

État d'avancement du projet de raccordement du boulevard Cavendish :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il s'agit d'un projet de la Ville de Montréal et le Ministère n'est pas responsable de son élaboration.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 88

Titre

L'étude comparative, finale et/ou préliminaire, entre un scénario de boulevard urbain et un scénario d'autoroute pour le projet de parachèvement de l'autoroute 19 à Laval et Bois-des-Filion, commandée par le ministre des Transports en réponse à une requête formulée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans son rapport déposé en mars 2015 et qui devait être remise au ministre à l'automne 2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de parachèvement de l'autoroute 19 avec deux voies de circulation plus une voie réservée au transport collectif, entre les autoroutes 440 à Laval et 640 à Bois-des-Filion a été soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. Ce processus environnemental est toujours en cours.

Voir les documents publiés sur le site du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) : http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/autoroute_19-bois-des-filion_laval/documents/liste_cotes.htm

En lien avec les avis formulés en mars 2015 dans le rapport du BAPE, le Ministère a pris en compte celui mentionnant « qu'une analyse comparative plus approfondie est requise entre les scénarios d'autoroutes à deux voies et ceux de boulevards urbains, y compris celui avec carrefours plans et échangeurs ».

À partir des premiers constats, et en réponse au rapport du BAPE qui traduit les préoccupations du milieu, le Ministère a poursuivi une analyse additionnelle afin de bonifier davantage l'offre de transport collectif du secteur (covoiturage et véhicules électriques).

Cette analyse additionnelle est avancée et les résultats seront considérés dans l'élaboration du dossier d'opportunité lequel sera présenté aux autorités gouvernementales pour approbation, comme le prévoit la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique du gouvernement du Québec. Ce dossier d'opportunité permettra aux autorités gouvernementales d'évaluer le projet et de confirmer la solution optimale à long terme.

Le processus environnemental sera complété à la suite de la décision gouvernementale quant à la solution optimale à mettre en œuvre par l'émission d'un décret qui fixera des conditions environnementales à intégrer au projet.

En août 2016, le Ministère a déposé le document *Analyse des avis de la commission d'enquête du BAPE* auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Le projet est inscrit au Plan québécois des infrastructures 2016-2026 dans la catégorie des projets « à l'étude ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 90

Titre

Concernant le Pont Champlain :

- a) liste et copie des études réalisées relativement à l'état du Pont Champlain et à son remplacement;
- b) état de situation et d'avancement du projet d'aménagement d'un système de transport en commun sur le futur pont, incluant l'échéancier prévu et les coûts engagés par le ministère ; prévisions pour 2017-2018;
- c) concernant le bureau des partenaires et les comités mis en place pour le Pont : liste et dates des rencontres en 2015-2016, personnes présentes, agendas, procès-verbaux, coûts associés, et échéancier des rencontres prévues en 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) Études relatives à l'état du pont Champlain actuel; voir :
<http://www.jacquescartierchamplain.ca/notre-societe/publications>
Études relatives au nouveau pont Champlain, voir :
<http://www.infrastructure.gc.ca/nbsl-npsl/ressource-ressource-fra.html>
- b) Projet d'aménagement d'un système de transport en commun sur le futur pont :
Le projet de transport collectif relève de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), plus particulièrement de sa filiale CDPQ Infra.
- c) Activités du bureau des partenaires et autres comités mis en place pour le Pont:
 - Le bureau des partenaires n'est plus actif.
 - Un sous-comité de Mobilité Montréal, Mobilité Turcot-NPSL, a été formé afin de coordonner les entraves des deux mégaprojets et de limiter l'impact des travaux sur les usagers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 94

Titre

Liste et détail des contrats de reconstruction d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les reconstructions d'infrastructures routières se trouvent sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://seao.ca>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 96 a)

Titre

Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- a) Prolongement de l'autoroute 20 entre Cacouna et Notre-Dame-des-Neiges.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de construction de l'autoroute 20, entre Cacouna et Notre-Dame-des-Neiges, a une longueur de 30 km :

- Un premier tronçon de 9,8 km entre Cacouna et L'Îsle-Verte, pour lequel les travaux ont été initiés en 2008, a été mis en service à l'automne 2011.
- Un deuxième tronçon de 14,6 km entre L'Isle-Verte et Notre-Dame-des-Neiges, pour lequel les travaux ont été initiés en 2009, a été mis en service à l'automne 2015.
- Une section de 5,6 km entre Notre-Dame-des-Neiges et Trois-Pistoles, incluant le pont de la rivière des Trois-Pistoles, pour laquelle le Ministère a pris la décision de reporter les activités de préparation et qui a donc été retirée du Plan québécois des infrastructures.

L'investissement en 2016-2017 de 2,1 M\$ a permis de compléter la réalisation des travaux pour les deux premiers tronçons dont, entre autres, la correction d'une bretelle, des mesures compensatoires environnementales aux abords de la rivière Verte, de la plantation d'arbres ainsi que des travaux d'éclairage, de supersignalisation et de réaménagement de bancs de gravier.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 96 b)

Titre

Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

b) Réaménagement de la route 185 – Phases I et II (ventiler par phases).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 27.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 96 c)

Titre

Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- c) Prolongement de l'autoroute 410 – Phase I (contournement sud de Sherbrooke).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 39.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 96 d)

Titre

Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- d) Étude de la réfection majeure de la structure de l'échangeur des Sources à Pointe-Claire et Dorval.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2016-2017, le Ministère a procédé à des inspections et à des études en vue d'évaluer la capacité portante des structures de l'échangeur Des Sources. Le Ministère procède actuellement à la préparation d'un appel d'offres visant à octroyer un contrat pour la préparation de l'avant-projet définitif et des plans et devis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 96 e)

Titre

Bilan et coûts totaux détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- e) Construction d'une voie de contournement de Longue-Rive (route 138).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de contournement de la route 138 à Longue-Rive comprend la construction d'une voie de contournement d'une longueur de huit kilomètres et la construction d'un pont au-dessus de la rivière Sault-au-Mouton. Ce projet vise à améliorer la sécurité des citoyens et des usagers de la route ainsi qu'à améliorer la fluidité de la circulation. La route de contournement a été complétée à l'été 2015.

Sommes investies 2016-2017 : 658 792 \$ (travaux de terrassement sur terrains desservis)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 96 f)

Titre

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- f) Élargissement de l'autoroute 73 entre Ste-Marie et St-Joseph-de-Beauce – Phase II.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 96 g.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 96 g)

Titre

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

g) Prolongement de l'autoroute 73 entre St-Joseph-de-Beauce et Saint-Georges.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2016-2017, les travaux sur le dernier tronçon du prolongement de l'autoroute, situé dans la municipalité de Beauceville, ont été complétés, ce qui a permis l'ouverture à la circulation des 17,7 km d'autoroute entre les villes de Saint-Georges et Beauceville. Il restera à réaliser en 2017 des travaux de réparation ainsi que les travaux d'aménagement paysager, mais ceux-ci n'auront pas d'impact sur la gestion de la circulation.

Les sommes investies au cours de l'année 2016-2017 totalisent 15,2 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 96 h)

Titre

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- h) Maintien d'actifs sur les structures de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 30 à Boucherville.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour le projet de reconstruction des ponts de l'autoroute 30 au-dessus de l'autoroute 20 à Boucherville, les activités réalisées en 2016-2017 sont les suivantes :

- Travaux de raccordements de bretelles;
- Travaux de terrassement et asphaltage;
- Travaux électriques et d'éclairage.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 98

Titre

Bilan détaillé des actions entreprises par le ministère afin de remédier à sa perte d'expertise : liste des actions et/ou projets mis en œuvre, incluant les coûts, les résultats, les échéanciers, les effectifs concernés. Bilan du Plan d'attraction et de fidélisation du personnel pour 2015-2016 et 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Programme d'attraction et de fidélisation du personnel, lancé en mai 2012 et actualisé en avril 2015, vise à fidéliser les employés du Ministère tout en continuant d'attirer les meilleurs talents pour des postes ciblés, et ce, en :

- consolidant les actions du premier Programme d'attraction et de fidélisation (PAFP);
- initiant de nouvelles actions, globales et ciblées, adaptées au contexte 2015-2019 (s'étendra jusqu'en 2020, en cohérence avec la transformation organisationnelle);
- sensibilisant et impliquant les autorités et les gestionnaires.

Les actions nouvellement développées dans le cadre de la mise à jour du PAFP :

En 2016-2017, le Ministère a mis l'emphasis sur la fidélisation de ses employés, notamment en mettant en place les mesures suivantes :

- adoption d'une politique en gestion de la contribution en janvier 2017 afin que tous les employés du Ministère reçoivent des attentes signifiées à compter du 1^{er} avril 2017, et ce, en vue d'une évaluation de rendement au courant de l'année;
- diffusion de 3 capsules aux gestionnaires portant sur les bonnes pratiques de gestion;
- rédaction et diffusion d'un guide d'accueil pour les nouveaux gestionnaires disponible dans l'intranet ministériel;
- Politique en matière de reconnaissance;
- Sondage sur la mobilisation du personnel.

En ce qui a trait à l'attraction du personnel, le Ministère a également développé plusieurs mesures dont les suivantes :

- division des opérations de recrutement de « Conducteurs de véhicules et d'équipements mobiles » en processus de qualifications régionaux permettant d'ajuster le seuil de passage selon les besoins régionaux;
- modification de la directive de classification de « Préposé aux aéroports », en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du trésor, pour résorber la problématique d'attraction de main-d'œuvre pour ce corps d'emploi;
- modifications de certains libellés dans l'affichage des processus de qualification dont le Ministère a la délégation afin de faire ressortir les particularités du Ministère.

Les actions en continuité dans le cadre du PAFP :

- CAMPAGNE BÂTISSEURS RECHERCHÉS

Campagne publicitaire déployée dans les médias traditionnels et sociaux reconduite pour une cinquième année.

- ACTIVITÉS PROMOTIONNELLES DES EMPLOIS

Pour l'année financière 2016-2017 et en date du 28 février 2017, 24 activités promotionnelles ont été réalisées sous la coordination de la Direction des ressources humaines et 4 événements sont à venir d'ici la fin de l'année.

- **OPÉRATIONS DE RECRUTEMENT POUR LES INGÉNIEURS ET LES TECHNICIENS DES TRAVAUX PUBLICS (TTP) :**

Pour l'année financière 2016-2017 et en date du 28 février 2017, 3 processus de qualification pour les emplois d'ingénieurs et de TTP ont fait l'objet d'affichage par le Ministère :

- 1 processus de qualification pour les ingénieurs, grade stagiaire (ingénieur junior);
- 1 processus de qualification pour les ingénieurs, grade 1 (ingénieur en titre);
- 1 processus de qualification pour les TTP, classe nominale.

- **ORGANISATION APPRENANTE :**

Ce programme de coaching vise à développer les compétences de finissants en génie civil de niveau technique et universitaire et à leur faire vivre une diversification d'expériences au sein de différents services du Ministère. En date du 28 février 2017, l'ensemble des directions territoriales (DT) a déployé ou entamé les démarches pour mettre en place ce programme dans leur milieu :

- un total de 21 apprenants (9 ingénieurs et 12 TTP) ont terminé leur cheminement complet et occupent actuellement un poste arrimant leurs intérêts développés et les besoins de la DT qui les a accueillis;
- 10 apprenants (3 ingénieurs et 7 TTP) à travers le Québec vivent actuellement l'expérience de l'« organisation apprenante »;
- il est prévu qu'environ 15 nouveaux apprenants soient embauchés au printemps et à l'été 2017 afin d'assurer la pérennité du programme (renouvellement des cohortes en continu).

Le suivi de l'ajout de 970 ETC :

Au 31 mars 2017, dans le cadre du Plan d'action concertée pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption, 677 des 970 postes étaient comblés et 26 étaient en processus de dotation, pour un total de 704 postes sur les 707 actuellement autorisés par le Conseil du trésor. De ce nombre, 283 employés sont des ingénieurs et 223 sont des TTP. Ceux-ci sont principalement affectés à la réalisation des activités relatives à la connaissance, au maintien et à l'amélioration du réseau routier. 48 % des ingénieurs et 68 % des TTP détiennent plus de 5 ans d'expérience.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 99

Titre

Concernant les conditions de travail spécifiques aux ingénieurs :

- a) total et détail des coûts de chaque prime d'embauche aux ingénieurs pour chacune des 5 dernières années financières;
- b) copie de la note de service produite par le ministère concernant la fin de ces primes;
- c) évaluation du ministère concernant l'impact de la fin des conditions de travail spécifiques aux ingénieurs le 30 mars dernier.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 100

Titre

Liste détaillée de toutes les entreprises ou prestataires de services (incluant les sous-contractants) ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant et ayant été déclarées inaptes/inadmissibles à contracter avec le ministère pour l'année 2015-2016 et 2016-2017, incluant la raison et la ou les dates.

Fournir également la liste des entreprises qui, en 2015-2016 et 2016-2017, ont pu recommencer à contracter avec le Ministère, incluant la raison et la ou les dates.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dans l'objectif de mesurer la qualité des travaux des entrepreneurs et des services rendus par les prestataires, le Ministère produit une évaluation du rendement pour :

- tout contrat dont le montant initial est de 100 000 \$ et plus;
- tout contrat en ingénierie des ponts et en génie routier dont le montant est de 25 000 \$ et plus;
- tout contrat lorsque le rendement est jugé insatisfaisant.

Lorsqu'une entreprise obtient une évaluation du rendement insatisfaisant, le Ministère refuse pour une période de deux années toute soumission présentée pour tout contrat de même nature. Le Ministère rend également inadmissible une entreprise qui tente d'intervenir à titre de sous-traitant sur une portion de travaux de même nature que ceux ayant conduit à un rapport de rendement insatisfaisant.

Afin de permettre aux adjudicataires d'effectuer un choix éclairé en ce qui concerne les sous-contractants, le Ministère rend disponible sur son site Internet la liste des entrepreneurs ou prestataires de services ayant fait l'objet d'un rapport de rendement insatisfaisant.

Du 1^{er} avril 2016 au 1^{er} mars 2017, le Ministère a déclaré inadmissibles les cinq entreprises suivantes :

- Travaux routiers majeurs (TRM Québec) (9265-9630 Québec inc.);
- Construction Lemiro inc.
- Transport Léon inc.
- 2626-3350 Québec inc. (Excavation Lachaine & fils) (Groupe Lachaine)
- Les Entreprises Jean-Guy Bernard inc.

Du 1^{er} avril 2016 au 1^{er} mars 2017, la période d'inadmissibilité de cinq entreprises ci-dessous a pris fin et ces dernières ont pu recommencer à contracter avec le Ministère :

- Terra Location inc.
- Construction Cyvex inc.
- SPG Hydro International
- Grey Rock Services inc.
- Construction DJL inc.

La liste des fournisseurs est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/entreprises-partenaires/entreprises-reseaux-routier/Documents/evaluation-rendement/ListeEntrepreneursPrestatairesRendementInsatisfaisant.pdf>

L'ANNEXE 1 contient la liste détaillée des fournisseurs ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant et qui n'étaient pas admis à soumissionner entre le 1^{er} avril 2016 et le 1^{er} mars 2017.

L'ANNEXE 2 contient la liste détaillée des fournisseurs ayant obtenu un rapport de rendement insatisfaisant et dont la période d'inadmissibilité a pris fin entre le 1^{er} avril 2016 et le 1^{er} mars 2017.

Nom de l'entrepreneur / prestataire de services	Type de contrat	Description des travaux	Date du rapport de rendement insatisfaisant	Nature des travaux concernant l'inadmissibilité à soumissionner	Date de fin de la période d'inadmissibilité à soumissionner
Travaux routiers majeurs (TRM Québec) (9265-9630 Québec inc.)	Travaux de construction	Construction d'un écran anti-bruit le long de l'autoroute 20, dans la ville de Boucherville, hors municipalité régionale de comté (MRC), circonscription électorale de Montarville.	2017-01-23	Tous les travaux relatifs à la construction (Divers)	2019-01-23
Construction Lemiro inc.	Approvisionnement	Acquisition d'abrasifs avec sodium pour le Centre de services de Rouyn-Noranda, dans la municipalité de Rouyn-Noranda, hors MRC, circonscription électorale de Rouyn-Noranda-Témiscamingue.	2016-12-19	Tous les travaux relatifs à l'acquisition d'abrasifs avec chlorure de sodium	2018-12-19
Transport Léon inc.	Travaux de construction	Réfection de six ponceaux et pose d'un massif de béton dans la ville de Thetford Mines et les municipalités de Kinnebar's Mills, Saint-Jacques-de-Leeds et Saint-Pierre-de-Broughton, MRC des Appalaches, circonscription électorale de Lotbinière-Frontenac.	2016-11-17	Tous les travaux relatifs à la construction de routes	2018-11-17
2626-3350 Québec inc. (Excavation Lachaine & fils) (Groupe Lachaine)	Travaux de construction	Concassage et mise en œuvre d'un granulat concassé de calibre MG-20b, sur la route 26595 (chemin de Parent), dans les municipalités du Lac-Oscar (NO) et Lac-De La Bidière (NO), MRC d'Antoine-Labelle, circonscription électorale de Labelle.	2016-10-25	Tous les travaux relatifs à la construction (Divers)	2018-10-25

Nom de l'entrepreneur / prestataire de services	Type de contrat	Description des travaux	Date du rapport de rendement insatisfaisant	Nature des travaux concernant l'inadmissibilité à soumissionner	Date de fin de la période d'inadmissibilité à soumissionner
Entreprises Jean-Guy Bernard inc., Les	Services de nature technique	Entretien ménager à l'Aéroport de Bonaventure, dans la ville de Bonaventure, MRC de Bonaventure, circonscription électorale de Bonaventure.	2016-09-22	Tous les travaux relatifs à l'entretien ménager	2018-09-22

Nom de l'entrepreneur / prestataires de services	Type de contrat	Description des travaux	Date du rapport de rendement insatisfaisant	Nature des travaux concernant l'inadmissibilité à soumissionner	Date de fin de la période d'inadmissibilité à soumissionner
Terra Location inc.	Travaux de construction	Travaux de réfection et de drainage sur la route 303 dans la municipalité de Portage-du-Fort, municipalité régionale de comté (MRC) Pontiac, circonscription électorale de Pontiac. Longueur 0,88 km.	2015-02-13	Tous les travaux relatifs à la construction de routes	2017-02-13
		Réaménagement de l'intersection des routes 323 et 315 et réfection de la chaussée au nord de l'intersection dans les municipalités de Namur et Saint-Émile-de-Suffolk, MRC Papineau, circonscription électorale de Papineau.	2014-12-10		2016-12-10
Construction Cyvex inc.	Travaux de construction	Réparation du pont P-11956 situé sur le boulevard Pierre-Laporte au-dessus de l'autoroute 10 (phase 2) dans la municipalité de Granby, MRC de La Haute-Yamaska, circonscription électorale de Granby.	2014-09-29	Tous les travaux relatifs à la construction ou à la réfection de structures et d'ouvrages d'art.	2016-09-29
SPG Hydro International	Travaux de construction	Réfection sous-marine du pont P-02523 enjambant la rivière Mingan sur la route 138, dans les municipalités de Longue-Pointe-de-Mingan et de Havre-Saint-Pierre, MRC de Minganie, circonscription électorale de Duplessis.	2014-08-27	Tous les travaux relatifs à la construction ou à la réfection de structures et d'ouvrages d'art.	2016-08-27

Nom de l'entrepreneur / prestataires de services	Type de contrat	Description des travaux	Date du rapport de rendement insatisfaisant	Nature des travaux concernant l'inadmissibilité à soumissionner	Date de fin de la période d'inadmissibilité à soumissionner
Grey Rock Services inc.	Services de nature technique	Déneigement, déglacage et fourniture des matériaux pour une partie de la route 138, de l'intersection de la rue de la Rivière jusqu'à l'intersection de la rue Desmeules et de l'intersection de la rue Retty jusqu'à l'intersection du chemin des Forges et de là jusqu'à 0,4 km à l'ouest du pont de la rivière au Bouleau, d'une partie du chemin Marguerite, dans les municipalités de Sept-Îles et de Rivière-au-Tonnerre, MRC de Sept-Rivières et de Minganie, circonscription électorale de Duplessis.	2014-08-07	Déneigement et déglacage de route; Location de camion de déneigement avec opérateur; Location de machinerie lourde avec opérateur reliée à l'entretien hivernal.	2016-08-07
Construction DJL inc.	Travaux de construction	Réfection des structures de l'autoroute Ville-Marie entre l'échangeur Turcot et le tunnel Ville-Marie et divers travaux connexes, dans les municipalités de Montréal et de Westmount, hors MRC, dans la circonscription électorale de Westmount-Saint-Louis.	2014-05-29	Tous les travaux relatifs à la construction ou à la réfection de structures et d'ouvrages d'art.	2016-05-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 101

Titre

Liste des projets pour lesquels, pour chaque année financière depuis 2010, il y a présentement des poursuites judiciaires en cours. Indiquer le nom des parties en cause, l'objet détaillé et la date de la procédure introductive, les montants en cause et s'il y a lieu, la date du jugement (ou désistement ou règlement hors cours). Indiquer clairement quel projet du ministère est en cause.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question est non pertinente aux fins de l'Étude des crédits 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Question 105

Titre

Bilan du Fonds de gestion de l'équipement roulant :

- a) État de situation au 31 mars 2017;
- b) Détail et ventilation de la provenance des sommes versées au Fonds;
- c) Liste ventilée des activités financées par le Fonds pour chaque année financière depuis 2010.
- d) Pour chaque année financière depuis 2010, surplus accumulés par le Fonds virés au fonds général.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Principales activités réalisées en 2016-2017 par le Fonds de gestion de l'équipement roulant :

- Location clé en main de véhicules et d'équipement;
- Réparation et entretien des véhicules et d'équipements;
- Fourniture de carburant;
- Services conseils en gestion de parc.

Prévisions pour 2016-2017 (en dollars) :

Revenus	107 497 827 \$
Dépenses	106 049 827 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 107

Titre

Bilan des Programmes d'aide suivants:

- 1) Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire en matière de réduction des émissions de GES (PETMAF);
- 2) Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal;
- 3) Programme d'aide financière aux services de traverses maritimes;
- 4) Programme de soutien aux investissements dans les infrastructures de transport maritime;
- 5) Programme de subventions aux véhicules collectifs accessibles;
- 6) Programme d'aide au développement du transport collectif (aide au transport collectif);
- 7) Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes;
- 8) Écocamionnage;
- 9) Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques.

Pour chacun de ces programmes :

- a) État de situation au 31 mars 2015, 2016 et 2017;
- b) Liste et détail de toutes les demandes déposées et actuellement à l'étude;
- c) Liste des subventions accordées dans le cadre du programme pour chaque année financière depuis sa mise en place, incluant les bénéficiaires, le montant accordé, les dates, la nature du projet financé ;
- d) Liste et détail de toutes les sommes réduites, annulées et/ou remboursées au ministère, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information demandée a une portée trop large et résulterait en des listes trop volumineuses pour les besoins de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 110

Titre

Liste complète et détaillée de tous les immeubles (terrains, bâtiments, immeubles excédentaires) dont le ministère est actuellement propriétaire, incluant l'année d'acquisition, le coût à l'achat, la valeur actuelle et, s'il y a lieu, les revenus de location.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Concernant la liste complète de tous les immeubles du Ministère, nous vous informons que cette liste, qui comprend des terrains, des bâtiments et des immeubles excédentaires, est trop volumineuse pour être divulguée dans cette réponse. Cette liste, complète ou partielle, pourra être distribuée sur demande auprès des responsables de l'éthique et de l'accès à l'information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 112

Titre

Liste et détail de tous les baux pour les espaces occupés par le ministère en 2016-2017, incluant la liste de tous les baux auxquels le ministère a mis fin (en indiquant les dates de début et fin de location, la raison et le coût du bail lors de la cessation).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question générale 17.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 115

Titre

Concernant la flotte du ministère des Transports du Québec et des directions territoriales :

- a) évolution du nombre total de la flotte, ventilée par type de véhicules et par direction territoriale et/ou direction du ministère, pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2017-2018;
- b) coûts d'acquisition, de location et d'entretien pour chaque année financière depuis 2007. Prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre total de véhicules

Au 28 février 2017, le Ministère utilisait 4 314 véhicules et équipements connexes (incluant ceux utilisés par le Fonds de gestion de l'équipement roulant).

Coûts d'acquisition, de location et d'entretien en 2016-2017

Au 31 mars 2017, le Fonds de gestion de l'équipement roulant prévoit déboursier 10,4 M\$ pour l'acquisition de véhicules et équipements connexes pour les besoins du Ministère.

Au 31 mars 2017, le Ministère prévoit déboursier 51,9 M\$ au Fonds de gestion de l'équipement roulant en frais de location de véhicules et équipements connexes.

Les coûts d'entretien assumés par le Fonds de gestion de l'équipement roulant pour les véhicules et équipements connexes utilisés par le Ministère sont estimés à 15,5 M\$ au 31 mars 2017. Ces coûts d'entretien sont inclus aux frais de location.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 118

Titre

Nombre de voitures électriques à basse vitesse de type ZENN circulant présentement sur les routes du Québec en vertu du projet-pilote autorisé par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en juin 2008. Fournir :

- a) l'échéancier et les coûts initiaux, actuels et prévus du projet-pilote;
- b) l'état de situation du projet-pilote et les constats tirés;
- c) le nombre de véhicules inscrits qui peuvent continuer à circuler sur les chemins publics;
- d) l'état d'avancement des travaux visant à permettre un nouvel encadrement.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) Échéancier

2008-07-17

- Début du projet pilote pour 3 ans (AM 2008-07);
- 2 fabricants : 27 Zenn (petite voiture) et 26 Nemo (petit camion);
- Avant la fin, les 2 fabricants cessent la production.

2011-06-17

- Prolongation du projet pilote de 2 ans (AM 2011-09);
- Ajout de 3 manufacturiers et distributeurs et reprise du Nemo par une autre entreprise;
- Participants : 27 Zenn, 31 Nemo, 21 Kargo (petit camion), 3 GEM (petite voiture), 1 CEV (petit camion). Total : 83 participants.

2013-07-16

- Fin du projet pilote (abrogation de AM 2011-09).

2013-07-17

- Interdiction d'accès temporaire (180 jours) aux chemins publics pour les VBV à l'exception de ceux inscrits au projet pilote, avec période de réception des commentaires de tout intéressé (AM 2013-09).

2013-11-01

- Annonce de la Stratégie d'électrification des transports 2013-2017 du gouvernement du Québec impliquant la circulation des VBV (avec des normes de sécurité supplémentaires).

2014-01-13

- Interdiction d'accès permanente aux chemins publics pour les VBV, à l'exception de ceux inscrits au projet pilote (AM 2013-17) d'ici à ce que soit modifié le Code de la sécurité routière pour les permettre, sous réserve de normes de sécurité additionnelles.

Coûts du projet pilote

Les coûts engendrés sont ceux des effectifs à temps complet (ETC) qui ont été consacrés à la mise en place et au suivi du projet pilote de même que pour à l'étude des résultats.

b) État de situation du projet pilote et constats :

Le projet pilote a pris fin le 16 juillet 2013. Les véhicules inscrits peuvent toutefois continuer à circuler sur les chemins publics aux mêmes conditions (règles de circulation et équipements de sécurité).

Deux accrochages mineurs ont été rapportés et n'ont pas causé de dommage corporel.

Deux collectes d'information ont été effectuées sous forme de sondages réalisés auprès des participants (2010 et 2012).

L'analyse des commentaires et réponses ainsi que l'intérêt de plusieurs entreprises à investir dans cette industrie permettent de conclure que :

- la fabrication des VBV constitue un secteur de niche en émergence, dont la clientèle actuelle est presque exclusivement industrielle et institutionnelle;
- le Québec possède également plusieurs constructeurs de VBV et de nouveaux projets sont en cours de développement.

c) Nombre de véhicules inscrits qui peuvent continuer à circuler sur les chemins publics : 83

d) État d'avancement des travaux visant à permettre un nouvel encadrement

- Afin de permettre à l'industrie de trouver un marché au Québec, une modification au Code de la sécurité routière (CSR) a été adoptée pour permettre aux VBV de circuler sur certains chemins publics du Québec, sous réserve de normes de sécurité additionnelles. Un premier projet de règlement a été prépublié à la Gazette officielle du Québec en juin 2016;
- Afin de rehausser le niveau de sécurité des occupants et celui des autres usagers de la route, le projet de règlement propose des normes plus restrictives que celles de Transports Canada visant ces véhicules. À la suite des commentaires reçus durant la prépublication, des ajustements ont été apportés et le processus d'adoption du règlement suit son cours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 120

Titre

Concernant le projet d'une Agence des Transports :

- a) Copie de toute étude, rapport, analyse, avis ou autres documents réalisés ou commandés par le ministère concernant la création d'une Agence en 2016-2017;
- b) Liste des personnes ou groupes consultés à ce sujet ;
- c) Effectifs du ministère affectés à la préparation de la création d'une Agence en 2016-2017 s'il y a lieu;
- d) Les plus récentes estimations des coûts de la création d'une Agence ;
- e) Les plus récentes estimations des économies générées par la création d'une Agence;
- f) Les plus récentes estimations des effectifs nécessaires pour opérer une Agence.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question est non pertinente pour l'Étude des crédits 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 123

Titre

Liste et détail des visites ou rencontres avec l'UPAC en 2016-2017 en indiquant : les dates, les dossiers visés, les personnes rencontrées, la direction concernée, la région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au printemps 2012, le Ministère a convenu avec l'Unité permanente anticorruption (UPAC) de créer la Table de concertation sur la protection de l'intégrité des contrats dans le domaine de la construction et de l'entretien du réseau routier et de former deux comités opérationnels, soit un portant sur la vérification et les enquêtes et l'autre, sur la prévention. Le mandat de la Table est :

- de donner les orientations en matière de prévention et de détection de la collusion aux comités opérationnels;
- d'assurer l'efficacité, l'efficience et la cohérence dans les travaux des comités opérationnels, dans le respect des règles liées à la confidentialité, à la protection des renseignements personnels et à la protection des enquêtes;
- d'approuver les mécanismes d'échange de renseignements et d'informations en matière de collusion, selon les rôles et responsabilités du Ministère et de l'UPAC;
- discuter des préoccupations du Ministère et de l'UPAC au regard des dossiers stratégiques impliquant le Ministère.

Afin de faciliter les échanges de renseignements entre les deux organismes, le Ministère et l'UPAC ont signé, en juin 2013, une entente de collaboration qui balise la transmission de documents pertinents autant pour le Ministère que pour l'UPAC. Cette entente vise à maintenir la saine collaboration déjà établie entre l'UPAC et le Ministère dans le but de lutter contre la collusion et la corruption dans l'industrie de la construction.

Cette collaboration témoigne de la volonté du Ministère de partager l'information afin de renforcer la surveillance des marchés publics.

L'UPAC n'informe pas le Ministère de l'utilisation qu'elle fait des documents demandés et la tenue des échanges entre les deux organisations demeure confidentielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 127

Titre

Liste et copie de tous les rapports, études, avis ou autres concernant le covoiturage commercial et ses impacts. État d'avancement des travaux effectués par le ministère sur cette question et liste des rencontres avec les organismes et entreprises de covoiturage commercial.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 128

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de remplacement des voitures (MR-63) du métro de Montréal :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le nombre de trains Azur livrés entre le 1^{er} avril 2016 et le 27 février 2017 est de quinze. Les trains Azur permettront de remplacer les trains MR-63 qui ont atteint leur durée de vie utile théorique de 40 ans entre 2016 et 2020.

Le coût du projet, tel qu'inscrit au plan d'immobilisation en transport collectif 2016-2026, est de 2,192 G\$. Les dépenses encourues par la Société de transport de Montréal en 2016-2017 sont d'environ 158 M\$, incluant les taxes et frais financiers.

Le dernier des 52 trains Azur devrait être en service en septembre 2018. Le 1^{er} décembre 2016, l'avancement des dix volets du projet était le suivant :

- Matériel roulant : 28,8 %;
- Modification à l'atelier Petites révisions Youville : en cours de fermeture;
- Modification à l'atelier Grandes révisions Youville : 69,8 %;
- Adaptation des quais : complété;
- Système radio large bande : en cours de fermeture;
- Simulateur de conduite : en cours de fermeture;
- Modifications aux équipements fixes et infrastructures : 98,6 %;
- Matériel didactique : complété;
- Gestion de la maintenance assistée par ordinateur : 89,0 %;
- Modification autres garages et ateliers : 34,0 %.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 129

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de prolongement de la vie utile des voitures (MR-63) du métro de Montréal :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière 128 du deuxième groupe de l'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 130

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet Programme Réno-systèmes du métro de Montréal :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 28 janvier 2017, l'avancement physique global de la phase 3 du projet est de 67,5 %, celui de la phase 4 du projet est de 3,3 %.

Les dépenses encourues par la Société de transport de Montréal en 2016-2017 pour la phase 3 sont approximativement de 78 M\$ et de 12 M\$ pour la phase 4 (taxes et frais financiers inclus).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 131

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet Programme Réno-Infrastructures du métro de Montréal :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La phase 1 du programme Réno-infrastructures est composée de 69 livrables. Au 31 décembre 2016, 51 livrables ont été complétés, 16 livrables sont en cours de réalisation et deux livrables restent à entreprendre.

Au 31 décembre 2016, l'avancement des travaux est de 83,2 % (avancement physique).

La phase 2 du programme Réno-infrastructures est composée de 39 livrables. Au 31 décembre 2016, un livrable a été complété, 16 livrables sont en cours de réalisation et 22 livrables restent à entreprendre.

Au 31 décembre 2016, l'avancement des travaux est de 2 % (avancement physique). Les activités d'ingénierie ont débuté au cours de l'année 2016-2017.

Sommes investies en 2016-2017

En 2016-2017, la Société de transport de Montréal a investi une somme de 35 M\$ pour la phase 1 et 10 M\$ pour la phase 2. Les travaux en cours de réalisation ou ayant été complétés touchent, notamment, les stations Atwater, Laurier, Papineau, Sauvé, Crémazie, Beaudry, Honoré-Beaugrand, Henri-Bourassa et De Castelnau. Ces travaux comprennent la réfection des drains sanitaires et de sept structures auxiliaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 132

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de réfection de la station Berri-UQAM :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de réfection de la station Berri-UQAM est composé de douze livrables. Au 31 décembre 2016, huit livrables sont complétés et quatre livrables sont en cours de réalisation.

Au 31 décembre 2016, l'avancement des travaux était de 84,2 % (avancement physique).

En 2016, des travaux ont eu lieu à cette station de métro de correspondance sur les lignes 1 (verte), 2 (orange) et 4 (jaune), soit la fixation d'attaches sur le haut des panneau muraux, la pose des bandeaux de quais, la mise à niveau des composants électriques et mécaniques ainsi que l'installation de la mosaïque de verre sur les murs longitudinaux des quais. En mai 2016, les travaux ont débuté pour la réfection partielle de la mezzanine et de deux édicules.

Pour l'année financière 2016, la Société de transport de Montréal a dépensé environ 71 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 133

Titre

Bilan détaillé des travaux concernant le projet de rapibus de la Société de transport de l'Outaouais :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La phase I du projet (12 km) entre les boulevards Alexandre-Taché et Labrosse, est terminée et mise en service depuis octobre 2013.

En ce qui concerne la phase II du projet (3 km) entre les boulevards Labrosse et Lorrain, le Ministère procède à l'analyse de la documentation acheminée par la Société de transport de l'Outaouais.

Aucune somme n'a été investie en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 136

Titre

État d'avancement du projet du tunnel Vendôme et de nouvelles passerelles au Pôle multimodal Vendôme :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour des raisons démographiques et en raison de l'ouverture du campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), l'achalandage au pôle multimodal Vendôme devrait passer de 9 millions en 2008 à 18 millions en 2021.

En octobre 2010, un partenariat entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT), la Société de transport de Montréal (STM) et le CUSM a été mis en place pour élaborer différents scénarios, combinant des mesures transitoires et permanentes, afin de relier le pôle multimodal Vendôme au CUSM. Le Ministère a également participé à ce partenariat.

- Mesures transitoires :

AMT : Prolongement de quelques mètres du tunnel qui relie la station de métro à la gare en passant sous les voies du Canadien Pacifique jusqu'aux installations du CUSM.

- Travaux complétés en 2015

STM : Réaménagement à l'intérieur de l'actuel édicule de métro (construction de nouveaux escaliers, réaménagement des tourniquets existants, ajouts de portillons et portes coupe-feu).

- Travaux complétés en 2015

- Solution permanente :

La solution permanente consiste à aménager un nouvel édicule à la station de métro Vendôme et à construire un nouveau tunnel qui servira de lien piétonnier reliant cet édicule à la gare de trains Vendôme et au complexe hospitalier du CUSM ainsi qu'au boulevard Maisonneuve Ouest. Au total, cinq ascenseurs seront installés afin de faciliter les déplacements à l'intérieur de ce pôle intermodal et vers le CUSM.

En janvier 2016, un bureau de projet a été mis sur pied par la STM afin de réaliser l'ensemble du projet, dont la préparation des plans et devis. Les sommes investies en 2016 ont été de 2,9 M\$ pour la préparation des plans et des devis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 137

Titre

État d'avancement du projet de construction du centre d'entretien de train de banlieue Pointe Saint-Charles :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour ;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Contexte :

Dans le but d'assurer la qualité de son service de trains de banlieue et son développement éventuel, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) a planifié la construction, à Pointe-Saint-Charles, d'un centre d'entretien pour certains de ses trains de banlieue. Cet espace sera dédié à l'entretien et la maintenance de son matériel roulant circulant sur le réseau du Canadien National et viendra combler une lacune pour l'organisation. En effet, bien que l'AMT soit l'agence de transport nord-américaine opérant un réseau de trains de banlieue située la plus au nord, elle est la seule à ne pas disposer d'installation lui permettant d'effectuer l'entretien de son matériel roulant à l'abri de conditions climatiques parfois difficiles.

La réalisation du centre de maintenance de Pointe-Saint-Charles par l'AMT constituait une condition essentielle au maintien de la qualité de la prestation du service de trains de banlieue pour sa clientèle.

Avec l'annonce du projet du Réseau électrique métropolitain par la Caisse de dépôt et placement du Québec, son utilisation prévue de l'emprise ferroviaire de la ligne Deux-Montagnes et le besoin d'entretenir leur matériel roulant, différent du matériel roulant lourd des trains de banlieue conventionnels, il devenait nécessaire de revoir la portée et la nature du projet de centre de maintenance de Pointe-Saint-Charles. Des modifications sont prévues dans le projet et permettront le partage des infrastructures du centre de maintenance par les deux organismes.

- a) Échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet :
 - Début de la conception détaillée et des travaux : juillet 2015;
 - 70 % des travaux complétés en octobre 2016;
 - Mise en service des installations : initialement prévue pour janvier 2018.
- b) Estimation des coûts (projet original) :
 - 320,7 M\$.

d) État d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis (du projet original) :

- a. Avant-projet complété;
- b. Plans et devis complétés.

e) Sommes investies :

- a. Au 31 décembre 2016 : 39,5 M\$ investie par l'AMT. Le contrat de conception-construction-entretien (partenariat public-privé) est financé par le partenaire de l'AMT (CE Sébastopol).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 138

Titre

État de situation du Programme Réno-tunnel :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques

À la suite de l'entente commerciale conclue en janvier 2015 entre le gouvernement du Québec et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). CDPQ infra a présenté, en avril 2016, le projet de Réseau électrique métropolitain (REM) qui englobe la desserte de l'Ouest-de-l'Île et de l'aéroport, l'axe de la ligne de train de banlieue Deux-Montagnes et la desserte centre-ville de Montréal/Brossard via le nouveau pont Champlain. Le REM impliquera l'usage du tunnel Mont-Royal.

En août 2016, le Ministère a demandé à l'Agence métropolitaine de transports (AMT) de suspendre les activités liées à l'élaboration du DA de la phase 2 du projet Réno-Tunnel, mais de compléter les intrants techniques du projet, notamment les plans et devis définitifs afin de les transmettre à CDPQ Infra.

CDPQ Infra est responsable de ce dossier depuis la fin de l'automne 2016 et le présentera de façon intégrée au dossier REM. CDPQ Infra évaluera la portée et les coûts requis pour les rénovations sécuritaires du tunnel répondant aux exigences du service de Sécurité incendie de Montréal (SIM).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 139

Titre

État d'avancement du projet d'acquisition de nouvelles voitures de train de banlieue :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet ;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis ;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Explication et statistiques (s'il y a lieu)

Contexte :

- a) Un dossier d'affaires final pour l'acquisition de 24 voitures a été déposé le 9 septembre 2016 et une lettre du ministre a été signée 22 décembre 2016 « autorisant l'Agence métropolitaine de transport (AMT) à procéder au projet d'acquisition de matériel roulant de trains de banlieue – Voitures de type 2000. »
- b) Tel que présenté au PTI 2017-2018-2019 de l'AMT, le montant prévu est de 103,4 M\$ incluant les frais de gestions et la contingence.
- d) Le processus d'approvisionnement n'est pas encore terminé.
- e) Aucune somme encourue antérieure à 2012;
Traduction de l'appel d'offres initial de 2013 : 6 938 \$ (2013);
Études de risques, valeurs et opportunités : 20 527 \$ (2013);
Traduction du deuxième appel d'offres et du devis technique : 35 863 \$ (2015);
Validation du devis technique par un consultant : 40 470 \$ (2015);
Traduction des documents du troisième appel d'offres (2016) : 15 480 \$;
Coûts de main-d'œuvre interne depuis 2012 : 167 179 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 140

Titre

État d'avancement du projet d'implantation d'un service rapide par bus - Axe Pie-IX entre Montréal et Laval :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de service rapide par bus consiste en la mise en place de voies réservées permanentes à très haut niveau de service sur le boulevard Pie-IX entre Laval et Montréal sur 11 km incluant 17 stations (deux à Laval et 15 à Montréal).

Le projet est assujéti à la *Directive sur la gestion des projets majeurs en infrastructure publique*. Le 9 juin 2015, le Conseil des ministres approuvait le dossier d'opportunité du projet et autorisait l'élaboration du dossier d'affaires. Ce projet est inscrit dans la catégorie des projets de transport « en planification » au Plan québécois des infrastructures 2016-2026.

En 2016, le bureau de projet a entamé la réalisation des activités d'avant-projet, particulièrement la production des plans et devis et l'élaboration du dossier d'affaires.

La mise en service de la station « prototype » dans le secteur Amos a eu lieu en octobre 2016. Ce prototype est une mesure d'atténuation des risques pour la conception et la construction des autres stations. Sa réalisation vise notamment à valider la fonctionnalité globale de la station (embarquements, débarquements, mouvements de piétons et de véhicules, etc.) et de ses équipements (affichage, système de transport intelligent) en vue d'optimiser le concept avant la réalisation des autres stations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 141

Titre

État d'avancement du projet de construction d'un garage souterrain à la station Côte-Vertu :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques

Le projet de garage souterrain à la station Côte-Vertu consiste en l'ajout de dix positions de garage (dix trains) et d'une voie de raccordement aux voies exploitées de la station Côte-Vertu. Le garage sera également muni d'une fosse d'entretien pour le matériel roulant.

Ce projet est inscrit dans la catégorie des projets de transport « en planification » au Plan québécois des infrastructures 2016-2026.

En 2016, la Société de transport de Montréal a réalisé le dossier d'affaires qui fera l'objet d'une décision du Conseil des ministres dans le cadre de la Directive sur la gestion des projets majeurs en infrastructure publique.

Investissement 2016 (année civile) : 16,7 M\$. Cette somme a été encourue pour la réalisation des activités suivantes :

- 7,5 M\$ pour l'acquisition des terrains déterminants du projet;
- 8,6 M\$ pour les activités du bureau de projet liées à l'élaboration du dossier d'affaires, préparation des plans et devis et études complémentaires;
- 0,6 M\$ en taxes nettes de ristourne et frais financiers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 142

Titre

État d'avancement du projet de reconstruction du complexe Crémazie de la STM :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2016, les plans et devis du projet de reconstruction du complexe Crémazie ont été complétés et acheminés avec une demande d'aide. Le projet de reconstruction du complexe Crémazie est actuellement en appel d'offres pour la réalisation des travaux à la Société de transport de Montréal (STM). En 2016, les dépenses encourues par la STM sont d'environ 10 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 143

Titre

État d'avancement du projet de réfection majeure du centre d'exploitation du RTL à Saint-Hubert :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet est à l'étape de la planification au Plan québécois des infrastructures 2016-2026. En janvier 2017, le Réseau de transport de Longueuil a déposé au Ministère une demande d'autorisation de principe dans le cadre du Programme d'aide au transport collectif des personnes pour le projet de la réfection majeure du centre d'exploitation de Saint-Hubert.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 144

Titre

Concernant le projet de construction d'une gare de train de banlieue à Saint-Janvier (Mirabel) :

- a) état de situation et d'avancement du projet, incluant l'échéancier et les estimations de coûts (le cas échéant);
- b) copie de tout rapport ou étude réalisée par ou remise au ministère;
- c) état d'avancement du travail d'analyse en cours au ministère concernant le ou les rapports ou études ;
- d) bilan des sommes investies pour chaque année financière depuis 2010 et prévisions pour 2017-2018.

Explication et statistiques (s'il y a lieu)

Activités réalisées en 2016-2017 :

- Le projet de gare à Mirabel est inscrit au Programme triennal d'immobilisations 2017-2018-2019 de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) à l'intérieur d'un regroupement d'opportunités associées aux lignes de trains de banlieue. Une étude est présentement en cours afin de préciser la portée, les bénéfices et les coûts du projet de gare sur le site de la rue Victor;
- Un mandat d'avant-projet préliminaire (APP) d'une valeur de 115 245 \$ a été accordé à la firme CIMA+. Ce mandat doit permettre : (1) de caractériser les lieux notamment par le biais d'études géotechniques et de caractérisation des sols et (2) de définir le concept de gare afin d'en préciser les coûts. Les résultats devraient être connus au cours des prochains mois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 146

Titre

Concernant le transfert de 958,5 M\$ du volet réseau routier vers le volet transport collectif confirmé par le PQI 2014-2024 :

- a) détails de l'utilisation ou des prévisions d'utilisation de cette somme;
- b) liste des nouveaux projets de transport collectif réalisés, en cours de réalisation ou à l'étude à la suite de ce transfert;
- c) liste des projets du réseau routier retirés, abandonnés ou modifiés à la suite de ce transfert.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Stratégie nationale de mobilité durable prévoyait :

- un transfert de 930,8 M\$ du Plan québécois des infrastructures (PQI) routier au PQI en transport en commun sur cinq ans (2015-2020) pour financer le maintien d'actif;
- porter la part des investissements du PQI en transport collectif de 21 à 27 %.

Montant (en M\$) et part des investissements en transport dédiés au transport collectif

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Transport collectif	961,9	983,5	948,1	1 133,7
Ensemble du transport	3 641,7	3 853,7	3 656,1	3 542,5
Proportion	26,4 %	25,5 %	25,9 %	32,0 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 152

Titre

Concernant le projet de système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain :

- a) état de situation complet;
- b) échéancier et état d'avancement de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les scénarios, études, analyses, rapports ou autres commandés par le ministère et le détail des coûts reliés et des firmes qui les ont réalisés;
- d) coûts associés à chacun des scénarios envisagés;
- e) montants engagés par le ministère dans le cadre de ce projet par année financière depuis 2011 et prévisions pour 2017-2018;
- f) liste complète et ventilée de tous les contrats octroyés par le ministère dans le cadre du projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière 90 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 154

Titre

Concernant les trains de banlieue :

- a) Liste et copie de toute étude, analyse, rapport, avis ou autres réalisés pour l'amélioration des services et l'expansion ;
- b) L'échéancier des travaux prévus pour chaque train ou chaque ligne;
- c) Ventilation de l'achalandage pour chaque ligne en 2016 et prévisions pour 2017;
- d) Les montants investis pour chaque année financière depuis 2010 pour chaque train (incluant les infrastructures communes), et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistique (s'il y a lieu)

Prévision 2017

Projets inscrits au Programme triennal des immobilisations (PTI) 2017-2018-2019 – Infrastructures communes : 223,8 M\$

Investissements spécifiques – Lignes de trains de banlieue

Ligne Mont-Saint-Hilaire

- Gare Mont-Saint-Hilaire – Agrandissement et aménagement permanent (2,3 M\$);
- Ligne Mont-Saint-Hilaire – Travaux ferroviaires pour augmenter la capacité (0,3 M\$).

Ligne Cadiac

- Subdivision Adirondack-Lacolle – Amélioration des infrastructures ferroviaires (4,3 M\$);
- Ligne Cadiac – Site de garage – Aménagement permanent (0,5 M\$).

Enveloppe d'opportunité pour l'ensemble des lignes de trains de banlieue (3,5 M\$)

Coûts d'exploitation et achalandage projetés pour 2017 :

Ligne Deux-Montagnes

Coûts exploitation : 41,5 M\$
Achalandage : 7 554 000 passages

Ligne Vaudreuil-Hudson

Coûts exploitation : 36,3 M\$
Achalandage : 3 674 000 passages

Ligne Saint-Jérôme

Coûts exploitation : 34,7 M\$
Achalandage : 3 067 000 passages

Ligne Mont-Saint-Hilaire

Coûts exploitation : 24,5 M\$
Achalandage : 2 259 000 passages

Ligne Candiac

Coûts exploitation : 11,6 M\$
Achalandage : 1 129 000 passages

Ligne Mascouche

Coûts exploitation : 25,9 M\$
Achalandage : 1 614 000 passages

Autobus express métropolitains

Coûts exploitation : 5,4 M\$
Achalandage : 1 592 000 passages

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 157 a)

Titre

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

- a) Construction d'un centre d'entretien pour trains de banlieue à Lachine.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Contexte :

Dans le but d'assurer la qualité de son service de trains de banlieue et son développement éventuel, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) a construit à Lachine, un centre de maintenance pour une partie de ses trains de banlieue. Cet espace dédié à l'entretien et la maintenance de son matériel roulant circulant sur le réseau du Canadien Pacifique vient combler une lacune pour l'organisation. En effet, bien que l'AMT soit l'agence de transport nord-américaine opérant un réseau de trains de banlieue située la plus au nord, elle était la seule à ne pas disposer d'installation lui permettant d'effectuer l'entretien de son matériel roulant à l'abri de conditions climatiques parfois difficiles.

La réalisation du centre de maintenance de Lachine par l'AMT constituait une condition essentielle au maintien de la qualité de la prestation du service de trains de banlieue pour sa clientèle.

- a) État d'avancement du projet :

- Mise en service complétée;
- Acceptation finale émise en février 2017.

- b) Estimation des coûts du projet :

- Coût final estimé du projet = 124,9 M\$.

- c) Liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour :

- Nombreuses études environnementales, géotechniques et de qualification des sols;
- Études d'évaluation des risques écologiques, rapport de surveillance environnementale;
- Études liées à la présence d'amiante sur le site;
- Description sommaire des infrastructures existantes;
- Rapport de conception;
- Étude de faisabilité alimentation électrique de service des voies de garage Cour Lachine.

- d) Échéancier des travaux (par phase) :

- Avril 2013 à octobre 2015 (une seule phase).

- e) Sommes investies :

- Au 31 décembre 2016 : 116,6 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 157 b)

Titre

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :
b) Étagement ferroviaire de la jonction de l'Est;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet est complété, la jonction de l'Est étagée a été mise en service en octobre 2013.
Aucune intervention n'a été réalisée en 2016-2017. Une somme de 5,7 M\$ pour la contribution du gouvernement du Québec avait toutefois été prévue au Plan québécois des infrastructures 2016-2026 afin d'assurer le paiement final de certains travaux complétés et de procéder à la clôture administrative du projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 157 d)

Titre

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

d) Train de banlieue Corridor-Nord-Est (Train de l'Est);

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le train de l'Est a été mis en service, le 1^{er} décembre 2014. Aussi nommé ligne Mascouche, il relie le centre-ville de Montréal à Mascouche. Le tracé s'étend sur 51 km et la ligne sert 13 gares, dont 10 nouvelles (7 à Montréal et 3 sur la Rive-Nord).

Les travaux qui ont été réalisés en 2016-2017 sont les suivants : construction de l'édicule à la gare Sauvé, incluant l'installation de l'ascenseur ; construction d'un quai d'urgence et d'un sentier d'évacuation à la gare Pointe-aux-Trembles ; exécution du plan de compensation environnementale du projet par le reboisement d'un terrain. De plus, des corrections de déficiences mineures, sans impact sur le service et le budget de projet, ont été réalisées sur différents sites de la ligne Mascouche.

De plus, un dossier d'expropriation a été réglé en 2016-2017.

Le coût final du projet est estimé à 730,7 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 157 e)

Titre

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

e) Étude du système de transport collectif sur le nouveau pont Champlain.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse de la question particulière 90 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 157 f)

Titre

Bilan et coûts totaux et détaillés de chacun des projets terminés et retirés de la liste des projets de 50 millions de dollars et plus (PQI) :

f) Construction d'un deuxième garage pour la Société de transport de l'Outaouais.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère a autorisé la Société de transport de l'Outaouais (STO) à réaliser le projet le 27 février 2015.

Le 21 novembre 2016, la STO inaugurerait le Centre de transport en commun (2^e garage). La mise en service a eu lieu le 2 janvier 2017.

Ce deuxième garage peut abriter 192 autobus réguliers ou 129 autobus articulés et permet un déploiement plus rapide dans la partie est de la ville de Gatineau. Les conditions d'entretien des véhicules seront également améliorées grâce aux équipements spécialisés, aux ateliers et aux aires de travail dorénavant adaptées aux autobus articulés et hybrides.

Le total des investissements d'aide financières est de 49,3 M\$, soit de 1,2 M\$ en 2014, 17,5 M\$ en 2015 et de 30,6 M\$ en 2016. Selon la STO, le coût total du projet a été de 65,8 M\$ au lieu 75,0 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 160

Titre

Liste et copie de toute étude, rapport ou avis concernant la modification de l'affichage des cinémomètres en bordure des routes et détails et impacts de la décision du ministère de modifier l'affichage des cinémomètres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune modification n'a été apportée à l'affichage des cinémomètres en 2016-2017.

Vérification de la présence de signalisation routière

En matière de signalisation, le Code de la sécurité routière prévoit que la personne responsable de l'entretien d'un chemin public doit vérifier, suivant la fréquence déterminée par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, la présence et l'adéquation de la signalisation routière indiquant un endroit de surveillance par un appareil de contrôle automatisé, et qu'il doit lui faire rapport de cette vérification.

Cette vérification est faite tous les trois mois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 161

Titre

État de situation et bilan des travaux en cours au Ministère concernant la réflexion stratégique à l'égard de la planification, de la cohérence et de l'établissement des priorités des projets de transport collectif dans la région de Montréal. État des discussions avec les divers organismes de transport et les autres ministères concernés. Indiquer l'échéancier, les coûts engendrés en 2016-2017 et prévus pour 2017-2018 et les effectifs affectés à ces travaux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 162

Titre

État d'avancement et bilan des travaux de la Table québécoise de la sécurité routière et liste des rencontres ayant eu lieu en 2016-2017, incluant dates et lieux. Prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Société de l'assurance automobile du Québec :

Depuis le 1^{er} avril 2015, la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) est sous la responsabilité de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

La SAAQ et le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports ont tenu une consultation publique du 9 janvier au 3 mars 2017.

Lorsque l'analyse des suggestions recueillies sera complétée, la SAAQ prendra une décision sur la forme que prendra TQSR.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 166

<p>Titre</p> <p>Évolution des revenus provenant des coûts d'immatriculation. Fournir les revenus pour chaque année financière depuis 2010 et les prévisions pour 2017-2018.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>La Société de l'assurance automobile du Québec :</p> <p>Revenus provenant des coûts d'immatriculation pour 2016 :</p> <p>Projeté 2016 : 608,6 M\$</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 168

Titre

Ventilation des coûts moyens d'immatriculation et de permis de conduire par catégorie pour chaque année financière depuis 2010. Évolution globale de ces coûts pour les usagers pour chaque année financière depuis 2010.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Société de l'assurance automobile du Québec :

Coûts moyens de l'immatriculation et du permis de conduire pour 2016

	Société		Autres organismes			Total
	Assurance	Frais administratif	Taxe	Droits	OPT ¹	
Immatriculation						
Véhicule de promenade	63,68 \$	4,40 \$	5,74 \$	114,00 \$	30,00 \$	217,82 \$
Motos de 400 cc et plus	475,99 \$	4,40 \$	42,84 \$	44,00 \$		567,23 \$
Véhicules lourds commerciaux - 2	102,84 \$	4,40 \$	9,26 \$	440,00 \$		556,50 \$
Permis de conduire						
Classe 5 - Véhicule de promenade	55,26 \$	4,40 \$	4,98 \$	17,60 \$		82,24 \$
Classe 6 - Moto seulement	61,53 \$	4,40 \$	5,54 \$	17,60 \$		89,07 \$
Classe 5 et 6 combinées	116,79 \$	4,40 \$	10,52 \$	17,60 \$		149,31 \$

¹ Contribution aux organismes publics de transport en commun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 173

Titre

État de situation et évolution pour chaque année financière depuis 2010 du Fonds de l'assurance automobile, incluant les actifs, le passif, le déficit et la provenance des revenus.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Société de l'assurance automobile du Québec :

Informations pour 2016 :

Bilan (en millions \$)	2016 *
Actif	11 410
Passif	8 636
Excédent (déficit) cumulé	2 774

Revenus (en millions \$)	2016 *
Contributions d'assurance	964
Revenus de placements	663

*Projection des données de l'année financière 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 175

Titre
Les heures supplémentaires effectuées par les contrôleurs routiers (incluant moyenne-par contrôleur et par région) en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Société de l'assurance automobile du Québec :

2016 : 1 116 167 \$ versés en temps supplémentaire aux contrôleurs routiers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 176

Titre

Les heures supplémentaires effectuées par les contrôleurs routiers (incluant moyenne - par contrôleur et par région) en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016 aux postes de contrôles (balance des véhicules lourds) spécifiquement.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera répondue par la réponse à la question particulière du deuxième groupe de l'opposition 175.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 177

<p>Titre</p> <p>Bilan de l'application de la Loi sur le corridor de sécurité. Nombre d'infractions, nombre d'incidents, coûts associés à l'implantation de la mesure.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Concernant les statistiques d'accidents, il est difficile, à partir du rapport d'accident, d'établir le nombre et la gravité des accidents associés à l'application ou au non-respect du corridor de sécurité. Bien que le rapport d'accident contienne de nombreuses informations sur les caractéristiques et la nature d'un accident, il ne permet pas d'identifier les circonstances permettant d'établir s'il s'agit d'un accident ayant été occasionné à la suite d'une intervention sur ou aux abords du réseau routier.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 178

Titre

Bilan de la réintroduction des cours de conduite obligatoires. Fournir, depuis la mise en œuvre de la mesure, et ce, pour chaque année financière : le nombre d'inscriptions, le nombre d'écoles conformes et non-conformes, le bilan des sommes dépensées par région et école et la liste des écoles reconnues.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Société de l'assurance automobile du Québec :

a) Nombre d'inscriptions

Il est impossible de déterminer le nombre d'inscriptions puisque cette information appartient aux écoles de conduite. À noter toutefois que 747 079 personnes ont obtenu un permis d'apprenti conducteur depuis l'entrée en vigueur du nouveau cours de conduite obligatoire, soit depuis le 17 janvier 2010, jusqu'au 31 décembre 2016.

Nombre de permis d'apprenti conducteur délivrés par la Société

2016 : 107 525

b) Nombre d'écoles conformes

Au 31 décembre 2016, il y avait 641 écoles reconnues pour offrir le nouveau programme d'éducation à la sécurité routière.

Nombre d'écoles non conformes (en situation d'illégalité)

2016 : 10

c) Bilan des sommes consenties pour la réintroduction de ce cours, par région et par école

Lors de la mise en place du cours en 2010, une somme de 1 730 946 \$ a été consentie. Les sommes consenties par région et par école n'ont pas été compilées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 179

<p>Titre</p> <p>Bilan du programme « Permis de conduire Plus » : nombre de permis totaux délivrés pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure, coûts totaux et ventilés, nombre de demandes en cours. État de situation pour ceux qui détiennent toujours un permis.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Nombre de permis Plus en circulation au 31 décembre 2016 : 23 241</p> <p>En 2013, la Société de l'assurance automobile du Québec a pris la décision de cesser la production du permis Plus.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 180

Titre

Bilan de l'implantation des radars photo et caméras aux feux rouges. Fournir les coûts et les recettes pour chaque année financière depuis la mise en œuvre de la mesure et l'état des appels d'offres en cours pour l'implantation de nouveaux appareils.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Résultats financiers du Fonds de la sécurité routière :

	Du 1 ^{er} avril au 31 décembre 2016 (en millions de \$)
Recettes	24,33
Dépenses	15,82

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 183

Titre

Concernant les projets de télématique :

- a) détails et état d'avancement du projet pilote concernant l'installation de modules GPS dans les véhicules;
- b) sommes investies dans le projet et effectifs dédiés pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
- c) liste et copie de toute étude, rapport, avis ou autre concernant l'installation de modules GPS dans les voitures;
- d) détails des travaux et réflexions en cours visant à rendre le projet pilote permanent;
- e) description et état d'avancement de tout autre projet d'utilisation de la télématique.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- A) En 2014-2015, la Société de l'assurance automobile du Québec a fait connaître son intention de réfléchir au potentiel de la télématique en sécurité routière.

À la suite de cette réflexion, aucun projet pilote sur la télématique ne sera mis de l'avant.

- B) Aucune somme d'argent n'a été investie dans le projet.

C) n/a

D) n/a

E) n/a

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 185

Titre Liste et détail des projets et montants alloués en infrastructures et systèmes de transport maritime en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018. Ventilé par région.			
Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Programme de soutien aux investissements dans les infrastructures de transport maritime (PSIITM) Liste des projets et montants alloués en 2016-2017			
Demandeur	Description du projet	Subvention accordée	Région administrative
Chantier Naval Matane (Traverse Rimouski-Forestville)	Travaux d'amélioration du traversier	57 455 \$	Bas-Saint-Laurent
Les Barges de Matane	Achat de trois barges et d'un remorqueur	1 000 000 \$	Bas-Saint-Laurent
Administration portuaire de Trois-Rivières	Allongement du quai n°10	4 886 031 \$	Mauricie
Administration portuaire de Trois-Rivières	Aménagement d'un air d'entreposage pour vrac solide	2 492 595 \$	Mauricie
Administration portuaire de Trois-Rivières	Modélisation de la circulation des camions	31 937 \$	Mauricie
Société Terminaux Montréal Gateway	Installation d'un système OCR aux terminaux conteneur MGT	1 000 000 \$	Montréal
Canest Transit	Travaux d'amélioration d'un centre de transbordement et traitement de grains au port de Montréal	1 625 000 \$	Montréal
Administration portuaire de Montréal	Divers travaux de mise à niveau et amélioration	40 000 000 \$	Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 186

Titre

Ventilation des sommes allouées et investies par le ministère dans le cadre de la stratégie maritime. Nombre d'ETC affectés à des travaux en lien avec cette stratégie et état d'avancement de l'implantation de la stratégie au ministère. Fournir la liste et la copie de toute étude, rapport ou note, avis produit par le ministère dans le cadre de cette stratégie en indiquant les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif qui est maintenant en charge de la Stratégie maritime du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 187

Titre

Copie à jour du document « *Stratégie maritime - Porteurs principaux et suivi qualitatif des actions* » déposé par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (Ministère) et de tout autre document de suivi des actions et orientations relatives à la Stratégie maritime.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif qui est maintenant en charge de la Stratégie maritime du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 188

Titre

État de situation des négociations et contrats concernant la cession des ports par le gouvernement fédéral.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le 24 avril 2015, Transports Canada (TC) a annoncé une nouvelle mouture de son programme de transfert des ports (le programme précédent s'était terminé le 31 mars 2014). Néanmoins, compte tenu du peu d'intérêt manifesté dans le milieu pour la prise en charge de ces installations et de l'état des discussions entre les partenaires du milieu et TC dans les quelques cas où un tel intérêt est présent, aucune des installations visées n'a été transférée en 2016-2017.

En vertu de ce nouveau programme, le Québec compte 25 installations offertes en transfert (sur 50 pour le Canada), incluant maintenant les neuf quais de TC desservant des collectivités isolées (qui étaient exclus des programmes précédents).

Aucune installation n'a été transférée par TC à des organisations du milieu en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 190

Titre

État d'avancement du projet d'implantation de pôles logistiques:

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisée ou commandée par le ministère à ce jour;
- d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis;
- e) bilan des sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018;
- f) nature de la participation du Fonds de solidarité FTQ et liste des rencontres avec le Fonds concernant le développement de projets de pôles logistiques.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le dossier des pôles logistiques est sous la responsabilité du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI). Le rôle du Ministère dans le projet est de s'assurer que les infrastructures routières, maritimes et ferroviaires requises en lien avec les installations des pôles soient disponibles, efficaces et sécuritaires. Le Ministère appuie le MESI dans pour ce projet et est en attente des prochains développements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 191

Titre

État d'avancement du projet de 90 M\$ visant à reconfigurer le terminal de croisières au port de Québec :

- a) échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- b) estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- c) liste et copie de toute étude (incluant les études d'opportunité et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisées ou commandées par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports à ce jour;
- d) état de situation de la passerelle au-dessus du bassin Louise et indiquer si cela fait partie ou non du projet;
- e) prévisions d'investissements pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif qui est maintenant en charge de la Stratégie maritime du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 193

Titre

Sommes investies en 2016-2017 pour la faisabilité de la voie de contournement ferroviaire à Lac-Mégantic. État de situation du projet et de l'avancement des travaux, et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Nombre et détails des reports concernant le dépôt des appels d'offres et état de situation des appels d'offres. Échéancier prévu et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

C'est le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire qui a le mandat de coordonner l'ensemble du dossier de Lac-Mégantic pour le gouvernement du Québec.

Le Ministère participe au comité stratégique de l'étude de faisabilité en tant que partenaire financier et assure un soutien technique au besoin.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 194

Titre

L'état d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par le ministère pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :

- 1) Créer un nouveau programme, administré par le ministère des Transports du Québec, pour soutenir les projets d'infrastructures portuaires et intermodales consacrés au transport des marchandises (somme de 200 millions de dollars a été prévue dans le budget 2015-2016);
- 2) Offrir un soutien financier de plus de 300 millions de dollars pour la construction de voies d'accès routier aux sites portuaires et multimodaux, d'infrastructures publiques en lien avec les pôles logistiques et d'infrastructures touristiques;
- 3) Travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin d'optimiser sa participation dans les sites portuaires du Québec, notamment dans le cadre du Nouveau Plan Chantiers Canada;
- 4) Accroître le financement complémentaire du secteur privé dans les sites portuaires en les modernisant et en augmentant leur capacité;
- 5) Réaliser une révision des zones inondables liées au Saint-Laurent;
- 6) Favoriser l'implantation de pôles logistiques avec l'appui de partenaires. Enveloppe de 300 millions de dollars pour la prise de participation dans des projets de pôles logistiques et une enveloppe de 100 millions de dollars réservée par le gouvernement pour répondre aux besoins en infrastructures publiques, liés aux projets de logistique;
- 7) Soutenir la grappe de la logistique et du transport, notamment en collaboration avec CargoM;
- 8) Confier à la Table du Québec sur le transport maritime courte distance le mandat de réaliser une étude sur l'identification des créneaux potentiels de développement ainsi que sur les conditions de réussite;
- 9) Encourager l'utilisation du transport maritime pour les sources d'énergie alternatives, dont le gaz naturel liquéfié (GNL);
- 10) Appuyer des initiatives dans le cadre du Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) et du Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF);
- 11) Encourager l'utilisation de sources d'énergie alternatives dans le transport maritime, dont le GNL;
- 12) Soutenir les initiatives du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques liées à la protection du territoire maritime côtier et de ses écosystèmes;
- 13) Encourager les projets visant l'utilisation de sources d'énergie électrique, dont les projets de branchement à quai des ports de Montréal et de Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif qui est maintenant en charge de la Stratégie maritime du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 195

Titre

Copie du Plan d'immobilisations initial 2009-2023 de la Société et du Plan d'immobilisations actualisé pour 2016-2017. Fournir l'état d'avancement pour chaque projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le plan d'immobilisations de 2009-2023 intégrait 19 projets pour un montant total de 585,2 M\$. Les plus importants projets de ce plan étaient la construction de 4 navires (Matane, Tadoussac (2) et l'Île Verte), les adaptations des quais et autres infrastructures terrestres s'y rapportant et la rénovation du quai de Rivière-du-Loup. Le montant total estimé de ces projets était de 463 M\$.

En 2016-2017, les 23 projets du plan d'immobilisations totalisent 585,7 M\$; principalement pour les constructions des navires et l'aménagement des infrastructures terrestres des traverses de Matane et de Tadoussac qui totalisent 430 M\$.

Les principaux changements se situent au niveau des mises aux normes de plusieurs embarcadères et à l'adaptation des navires pour Sorel-Tracy.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 196

Titre

État de situation du projet de réfection de divers embarcadères pour la traverse Matane-Baie-Comeau-Godbout :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) Les travaux d'adaptation des infrastructures terrestres de Matane–Baie-Comeau–Godbout sont terminés.
- b) Un coût total de 45 M\$ est prévu pour ce projet.
- c) Sans objet
- d) Les travaux seront terminés au 31 mars 2017
- e) Les sommes prévues à être investies en 2016-2017 s'élèvent à 2 683 714 \$

Les investissements prévus en date du 31 mars 2017 sont estimés à 45 M\$ pour le projet total.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 197

Titre

État de situation du projet de réfection de divers embarcadères pour la traverse de Sorel :

- a) état d'avancement du projet;
- b) estimation initiale et estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet;
- c) liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisés à ce jour;
- d) échéancier des travaux (par phase);
- e) sommes investies en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) La phase pré-conceptuelle du projet est terminée.
- b) Le budget demandé au Programme québécois des infrastructures 2017-2027 (non approuvé à ce jour) est de 50 M\$.
- c) Sans objet.
- d) En conséquence des dernières estimations et des choix de la Société des traversiers du Québec en allocation des ressources disponibles, la séquence de réalisation de projet a été modifiée. Conformément aux exigences de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique, un dossier d'autorisation sera présenté. Ce dossier prévoit présenter la préparation des plans et devis d'appel d'offres des travaux aux débarcadères pour 2018-2019 une réalisation de travaux s'échelonnant de 2019 à 2021.
- e) 0 \$ pour 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 198

Titre

Nombre et nature des bris ou arrêts de fonctionnement pour cause de défaut sur le traversier F. A. Gauthier et le coût assumé pour chacun d'eux par le constructeur pour la réparation sous garantie.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Société des traversiers du Québec n'a pas accès aux coûts assumés par le constructeur pour les réparations sous garantie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 199

Titre

L'achalandage et les revenus par mois pour chaque traverse au Québec pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations concernant les revenus et l'achalandage pour 2014-2015 et 2015-2016 sont disponibles dans les rapports annuels de gestion de la Société des traversiers du Québec (STQ) disponibles sur son site Web :

<https://www.traversiers.com/fr/a-propos-de-la-societe/documentation/>

Pour l'année 2016-2017, seules les données d'avril à décembre sont disponibles à ce jour. Veuillez noter que ces données n'ont pas été vérifiées. Les données vérifiées seront disponibles dans le Rapport annuel de gestion de la STQ 2016-2017.

Québec-Lévis	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Nombre de passagers	105 536	137 205	170 231	301 499	268 050	179 174	134 842	104 570	98 121	1 499 228
Revenus passagers	215 638 \$	302 521 \$	389 543 \$	774 887 \$	704 674 \$	405 665 \$	291 802 \$	174 355 \$	187 532 \$	3 446 617 \$
Nombre de véhicules	21 437	25 825	29 282	30 020	32 655	30 280	28 888	25 760	22 524	246 671
Revenus véhicules	89 460 \$	113 338 \$	127 504 \$	132 423 \$	146 097 \$	134 770 \$	123 999 \$	110 140 \$	95 317 \$	1 073 048 \$
Sorel-Tracy-Saint-Ignace de Loyola										
Nombre de passagers	56 912	72 426	83 349	105 948	105 269	81 443	67 071	54 425	52 874	679 717
Revenus passagers	177 347 \$	230 462 \$	267 580 \$	342 119 \$	337 767 \$	261 364 \$	213 518 \$	164 732 \$	144 012 \$	2 138 901 \$
Nombre de véhicules	32 963	42 156	47 524	54 342	54 670	46 321	38 958	32 801	28 876	378 446
Revenus véhicules	248 778 \$	319 832 \$	345 407 \$	370 186 \$	376 673 \$	345 345 \$	310 582 \$	302 812 \$	245 530 \$	2 865 145 \$
Matane-Baie-Comeau-Godbout										
Nombre de passagers	9 466	12 914	17 269	32 462	35 509	20 801	16 444	10 693	13 619	169 177
Revenus passagers	172 665 \$	234 167 \$	310 069 \$	571 173 \$	627 186 \$	378 514 \$	299 855 \$	194 466 \$	240 522 \$	3 028 617 \$
Nombre de véhicules	4 855	6 350	8 289	14 008	15 203	9 913	8 530	5 120	5 748	78 016
Revenus véhicules	418 831 \$	505 263 \$	595 772 \$	926 163 \$	1 020 912 \$	765 623 \$	648 605 \$	458 315 \$	378 253 \$	5 717 737 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION**

Question 200

Titre

L'État d'avancement, les sommes dépensées, de chacun des grands axes (ou orientations) de la Stratégie maritime. Détail des actions entreprises, et le cas échéant des projets soutenus, par la Société des traversiers du Québec pour chacune de celles prévues au Plan d'action 2015-2020 :

- 1) Réaliser, par l'entremise de la Société des traversiers du Québec (STQ), un plan d'action visant à augmenter son achalandage, en favorisant le développement économique et touristique de toutes les régions qu'elle dessert.
- 2) Définir, par l'entremise de la STQ, des critères qui permettront au gouvernement d'évaluer les services existants et la possibilité d'intégrer de nouvelles traverses au sein de son réseau.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Conseil exécutif qui est maintenant en charge de la Stratégie maritime du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 201

Titre
Liste des compagnies dont le permis de transport a été révoqué par la CTQ pour chaque année financière depuis 2010 par catégorie de permis. Raisons de ces révocations.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Commission a révoqué 18 permis de transport en 2016-2017. Voici le nom de la compagnie dont les 18 permis ont été révoqués :

1- AUTOCARS ORLÉANS EXPRESS INC. Transport interurbain (18 permis)

Le transporteur ne répondait pas aux exigences édictées par la *Loi sur les transports* et au *Règlement sur le transport par autobus*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 202

Titre

Le nombre de révision demandée, étudiée, approuvée et refusée du nombre de permis de taxi délivrés par agglomération.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ministère :

La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement les services de transport par taxi* (projet de loi 100) est venue octroyer le pouvoir au gouvernement de déterminer le nombre d'agglomérations et le territoire de chacune d'elles, ainsi que le nombre maximal de permis de propriétaire de taxi pouvant être délivrés par la Commission des transports du Québec (CTQ). Ce nouveau pouvoir du gouvernement est entré en vigueur le 8 septembre 2016. Il était exercé auparavant par la CTQ.

L'article 89.2 de la *Loi concernant les services de transport par taxi* prévoit que la détermination du nombre d'agglomérations et de leur territoire respectif ainsi que le nombre maximal de permis par agglomération peuvent faire l'objet d'une consultation publique préalable par la CTQ sur demande du ministre.

Le Ministère a reçu depuis l'adoption du projet de loi 100 (10 juin 2016) deux demandes de révision du nombre maximum de permis de propriétaire de taxi, soit :

- Demande reçue le 2 août 2016 de Taxi Coop de la Mauricie de procéder à la fusion des agglomérations de taxi de Trois-Rivières, Saint-Louis-de-France et Pointe-du-Lac et de réduire le quota de 7 à 2 à Saint-Louis-de-France et de le faire passer de 6 à 3 à Pointe-du-Lac. Le quota de l'agglomération de taxi de Trois-Rivières serait par ailleurs maintenu à 79. Dans l'éventualité où ces changements étaient acceptés, il s'ensuivrait une agglomération de taxis unique pour le territoire de Trois-Rivières dont le quota passerait de 91 à 83 permis.
- Demande reçue le 24 janvier 2017 de la compagnie de répartition 2000 Inc. (Taxi Vétérans) de faire passer de 30 à 31 le nombre maximum de permis de propriétaire de taxi pour l'agglomération de Victoriaville.

Outre ces demandes, madame Kathy St-Pierre de Taxi Rod avait demandé le 23 février 2015 à la CTQ de faire passer de 15 à 10 le nombre maximum de permis de propriétaire de taxi pour l'agglomération de Roberval. Or, la CTQ a reporté la consultation publique qui devait avoir lieu le 24 mai 2016 en raison de la présentation du projet de loi 100 à l'Assemblée nationale. Le Ministère analysera sa demande dans le cadre de ses travaux.

Le Ministère a débuté des travaux internes concernant la redéfinition des territoires des agglomérations de taxi et la fixation du nombre maximal de permis de propriétaire de taxi pouvant être délivrés par la CTQ dans chaque agglomération.

Ces demandes seront ainsi analysées dans le cadre de ces travaux.

Les modifications apportées à la fixation du nombre maximal de permis de propriétaire par agglomération doivent s'effectuer par une modification réglementaire. Aucun échéancier n'a été fixé pour l'adoption desdites modifications.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 202

Titre

Le nombre de révision demandée, étudiée, approuvée et refusée du nombre de permis de taxi délivrés par agglomération.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Commission des transports du Québec :

La Commission a reçu une seule demande de révision du nombre maximal de permis délivrés dans une agglomération, soit pour l'agglomération de Roberval.

Cette demande a toutefois été transférée au Ministère qui, à la suite des changements apportés en cours d'année à la Loi concernant les services de transport par taxi, est désormais responsable de réviser le nombre maximal de permis dans les agglomérations de taxi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

Question 203

Titre

Valeur des permis de taxi par agglomération, par mois.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits 2017-2018.